

REVUE DE PRESSE Toulon et ses environs



Crédit photos : Olivier Pastor / Laurent Perros TPM / Ville de La Garde



ÉDITION N° **19**
ANNÉE 2020

Toulon, le 25 janvier 2020

Objet : 19^{ème} édition de la revue de presse consacrée à la Métropole de Toulon

Madame, Monsieur,

C'est avec grand plaisir que je vous invite à découvrir la 19^{ème} édition de la Revue de Presse dédiée à Toulon et à sa région, écho non exhaustif de son actualité de l'année 2020... plutôt atypique !

« **Toulon vire au vert** » et confirme sa volonté de tendre vers le nouveau paradigme urbain dans lequel s'inscrivent déjà les grandes villes de France, qui pourquoi pas, en figurant peut-être dans le prochain « Palmarès des villes vertes de France » ! Avec la concrétisation de choix forts effectués depuis plusieurs années, où le végétal s'intègre à la plupart des grands projets d'aménagement aujourd'hui sortis de terre, Toulon s'inscrit dans une démarche favorisant le développement d'espaces nature en ville.

Pour mieux comprendre la situation, je vous propose un « petit retour en arrière » : dans les années 2008/2010, la Ville de Toulon réfléchit à valoriser son histoire et son patrimoine au travers des fortifications établies à la fin de la Renaissance, en imaginant le concept d'une promenade urbaine et métropolitaine aux allures de « jardin étendu », sous le nom de Promenade Henri IV.

Les différentes pièces du puzzle se mettent en place au fur et à mesure avec la rénovation de plusieurs quartiers de Toulon, en passant par le nouveau quartier de la Créativité et de la Connaissance Chalucet côté ouest et son poumon vert de 16 000m² représenté par le Jardin Alexandre 1^{er}, par le projet d'extension du Parc des Lices (13 000m²) au nord ou encore le futur parc de la Loubière (15 000 m²), pour se prolonger et s'ouvrir sur la mer avec un jardin paysager de 3 400m² dans le cadre du projet « De Mayol à Pipady » plus au sud.

Les autres quartiers de Toulon ne sont pas en reste : un parc aux Moulins (25 000m²), un autre du côté de l'Escaillon (20 000m²) ou encore la Promenade verte des Poudrières. Implanter plus de 100 000 m² de nouveaux espaces verts, c'est impressionnant pour une ville coincée entre Méditerranée et Mont Faron !

Je terminerai par mon coup de cœur « métropolitain » avec l'Espace nature départemental du Plan, situé sur les communes de la Garde et du Pradet, 130 hectares magnifiquement aménagés...un hymne à la nature que je vous propose de découvrir en famille ou entre amis.

Je vous souhaite bonne lecture, et vous invite à partager cette revue téléchargeable en quelques clics depuis notre site www.antoineviallet.com/revues-de-presse/toulon.

Antoine VIALLET

Directeur



VIALLET CONSEIL
7 rue Truguet - 83000 TOULON
Tél. : 04 94 224 380

E-mail : contact@viallet-conseil.fr - Site : www.antoineviallet.com

Siège social : 7 rue Truguet - 83000 TOULON - RCS TOULON N°329 998 611 - APE 6831Z
SIRET 329 998 611 00043 - N° TVA Intracommunautaire : FR71329998611 - Carte Transactions n°CPI 8305 2016 000 028 114 délivrée par la CCI du Var
Garant : GALIAN - 89 Rue la Boétie - 75008 PARIS - Garantie Financière : 120 000 €

SOMMAIRE

1	AMÉNAGEMENT DE TOULON	page 4
2	AMÉNAGEMENT MÉTROPOLITAIN	page 24
3	AMÉNAGEMENT MÉTROPOLITAIN : FOCUS HYÈRES	page 40
4	AMÉNAGEMENT MÉTROPOLITAIN : FOCUS LA SEYNE	page 48
5	ÉCONOMIE	page 63
6	ÉCONOMIE TOURNÉE VERS LA MER	page 92
7	TRANSPORTS	page 113
8	LOGEMENT	page 128
9	COMMERCE	page 138
10	IMMOBILIER D'ENTREPRISE	page 161
11	TOURISME	page 180
12	CULTURE	page 194
13	HISTOIRE	page 213
14	ARCHITECTURE	page 227
15	PORTRAITS & SAGAS	page 237

1 AMÉNAGEMENT DE TOULON

- 1 Au cœur du futur centre d'entraînement du RCT**
Var Matin - 08.01.2020
- 2 « Des mètres cubes de candidatures » : la procédure du chantier d'aménagement du bord de mer à Toulon sera plus longue que prévue**
Var Matin – 16.01.2020
- 3 Toulon : l'écoquartier Chalucet rend plus belle la ville**
TPBM N°1322 du 22.01.2020
- 4 Toulon : requalification autour des Halles**
TPBM N°1328 du 04.03.2020
- 5 « Ambitieux, vert et humain » : le triptyque d'Hubert Falco**
Var Matin – 12.03.2020
- 6 Un nouveau parking XXL bientôt au-dessus du Zénith**
Var Matin – 12.08.2020
- 7 Montéty : Christophe GULIZZI va réaliser l'institut de formation des professions de la santé**
TPBM N°1354 du 02.09.2020
- 8 Toulon : 16 000m² de parc paysager à La Loubière**
TPBM N°1359 du 07.10.2020
- 9 Vent de jeunesse sur le cœur de ville**
Var Matin – 09.10.2020
- 10 Les écoles de Chalucet en mode portes ouvertes**
Var Matin – 13.10.2020
- 11 Au cœur du nouveau campus de Chalucet**
Var Matin – 16.10.2020
- 12 La « place du bateau » sort de cale sèche**
Var Matin – 04.12.2020
- 13 La Marine nationale veut verdier l'arsenal**
Var Matin – 08.12.2020



Depuis le centre de la pelouse synthétique, on peut voir les différents bâtiments en construction : à gauche, le centre de formation ; au centre, l'espace restauration au rez-de-chaussée et des bureaux à l'étage ; à droite en rez-de-chaussée, l'espace des pros (vestiaire, salle de musculation, espace balnéothérapie), à l'étage, bureaux du staff technique et espace de vie des joueurs avec terrasse.

(Photos Patrick Blanchard)

Au cœur du futur centre

Toulon Le club a ouvert, hier, les portes du chantier de son futur centre d'entraînement haute performance. Visite dans les pas de Bernard Lemaître, patron du RCT, et de l'architecte

Le choc des marteaux résonne sur la charpente métallique. Des gerbes d'étincelles jaillissent des postes à souder. Berg est en ébullition. Des dizaines d'ouvriers fourmillent pour faire sortir de terre le nouveau centre d'entraînement et pôle de performance du Rugby Club Toulonnais, dont la livraison est prévue pour le mois de juin prochain. Un chantier initié, et surtout financé (1), par le nouveau propriétaire des triples champions d'Europe, Bernard Lemaître. « C'est un projet ambitieux qui a peu d'équivalents en France, en Europe et même dans le monde », se félicite l'homme d'affaires qui explique « être rentré au capital du club pour cela en aidant le club à se doter de nouvelles infrastructures ». Dans son sillage, Thierry Ami, architecte varois qui a notamment participé à la construction du Palais des sports de Toulon, a offert une visite de « son » chantier. « Nous avons voulu une construction en U, avec des courbes extérieures. Tout tourne autour du terrain de sport couvert », présente-t-il en préambule, adossé à la maquette du projet final, posée au milieu de la future pelouse synthétique.

Une salle de sport de 600 m²

Cela, sans Mourad Boudjelal. L'emblématique président du RCT devait initialement prendre part à cette présentation. Avant de déclarer forfait, officiellement pour un rendez-vous de der-

nière minute. Lui qui tirera sa révérence d'ici à quelques mois n'a peut-être pas à cœur de voir son bébé filer entre d'autres mains.

En attendant, ce sont près de 5 000 m² de bâtiment qui se dressent, regroupant le sportif mais aussi l'administratif du club. Et les gaillards au maillot frappé du muguet vont être chouchoutés. Exit la salle de musculation vétuste qui trônait jusqu'à présent à côté d'un terrain synthétique de la mairie. Dès la saison prochaine, ils bénéficieront d'équipements dernier cri sur un espace de 600 m², mêlant des machines haut de gamme et des espaces cardio et cross-fit. Juste à côté, les parpaings sont posés pour préparer la salle de balnéothérapie, avec une piscine d'eau chaude et un bain froid. Sans oublier le futur sauna. Dans chaque espace, de larges et hautes baies vitrées ouvrent sur le stade.

« Tout a été pensé avec Patrice Collazo, son staff technique et les préparateurs physiques. Que ce soit le sportif, la vidéo, les soins, les lieux de vie, tout a été regroupé au même endroit. Il n'y a rien en satellite comme cela peut être le cas dans beaucoup de clubs », détaille Thierry Ami. A l'étage, au-dessus de la salle de muscu, on y trouvera un espace de repos avec terrasse, dédié aux joueurs pros, les bureaux du staff technique et trois salles d'analyse vidéo.

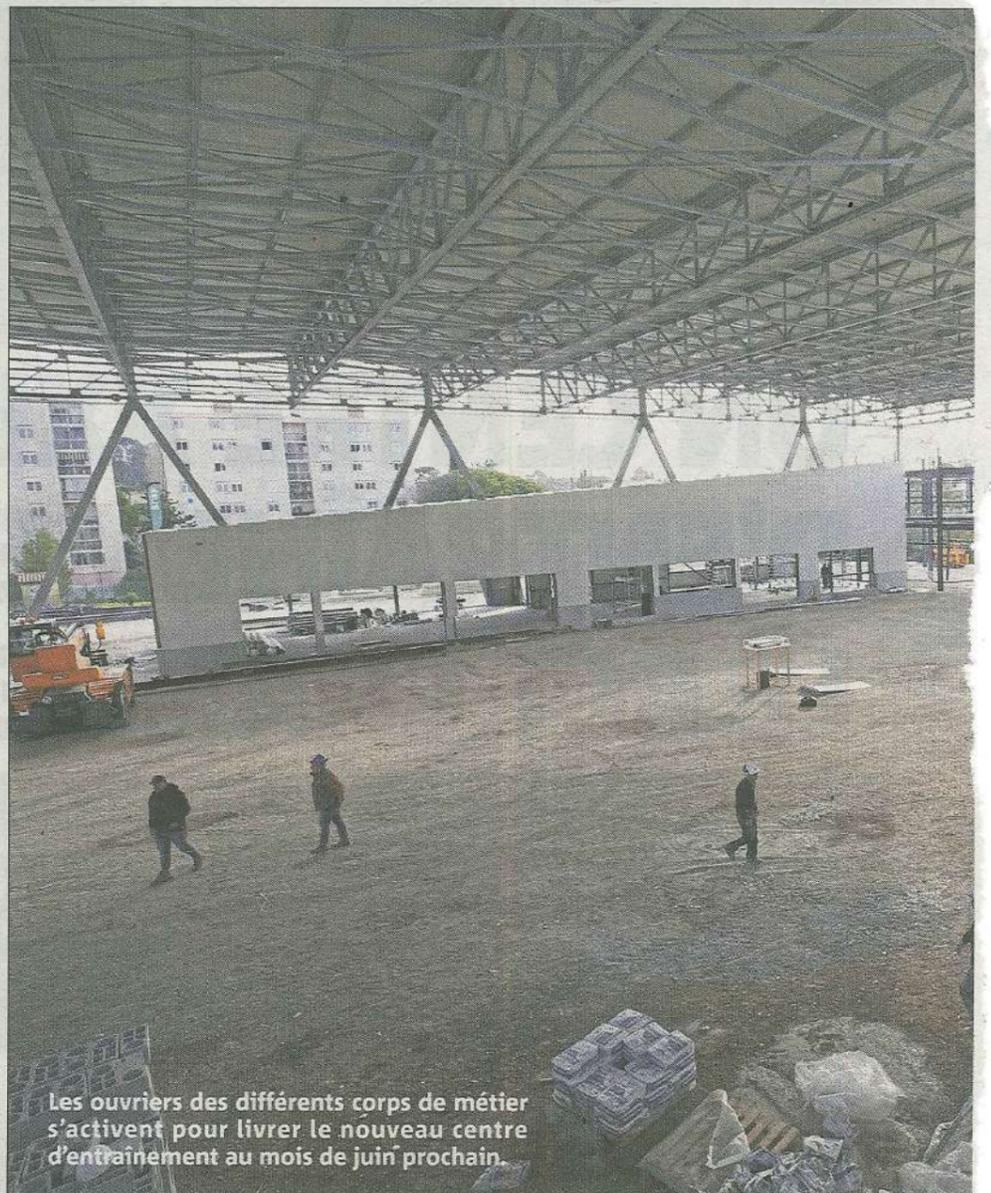
Les jeunes au cœur du projet

En face, c'est la même

chose. Mais en plus petit. Juste après le futur restaurant collectif et les bureaux, « c'est un espace dédié au centre de formation. Les jeunes verront en permanence les professionnels. Cela va créer une certaine émulation », se languit Laurent Emmanuelli, directeur du centre de formation du RCT. Il poursuit : « On attendait un tel outil depuis longtemps. Le club a beaucoup donné pour gagner sur le terrain, la deuxième étape était de se doter d'un centre d'entraînement de dernière génération digne d'un club de très haut niveau ». Un nouveau virage donc pour ce RCT qui s'invente un nouveau modèle « Notre politique est désormais tournée vers les jeunes. De Toulon et de l'ensemble de la région », confirme Bernard Lemaître, avant de se projeter sur la prochaine étape des travaux. Les préfabriqués qui abritent actuellement la partie administrative et la tribune qui borde la pelouse principale de Berg vont être refaits, afin d'accueillir l'association RCT, une nouvelle salle de presse ainsi que des espaces séminaires qui pourront être loués. L'occasion pour l'entité RCT de développer son activité.

Les projets de Bernard Lemaître ne s'arrêtent pas là. « Nous allons faire en sorte ensuite de doter le club d'installations hôtelières afin d'accueillir les jeunes qui viendraient d'autres régions ». Le nouveau chapitre de l'histoire du RCT est déjà bien avancé.

1. Coût estimé à 10 millions d'euros HT.



Les ouvriers des différents corps de métier s'activent pour livrer le nouveau centre d'entraînement au mois de juin prochain.

Les chiffres clés du projet

■ Le prix

Le coût des travaux est estimé à 10 millions d'euros hors taxes. Selon Bernard Lemaître, le budget sera tenu. Le club n'a pas eu à payer le terrain car il bénéficie d'une autorisation d'occupation temporaire (AOT) d'une durée de 20 ans accordée par la Ville de Toulon.

■ L'espace

Le bâtiment s'étend sur 4 900 m². Il peut

accueillir les salariés administratifs et la partie sportive, soit une centaine de personnes. A cela s'ajoute un terrain couvert de 35 m x 70 en synthétique en plus de la pelouse principale de Berg.

■ Fin des travaux

Malgré les intempéries de l'automne, les délais devraient être respectés pour une livraison prévue en juin 2020. « Les entreprises envoient du bois ! », souligne l'architecte.



Au rez-de-chaussée, l'espace balnéothérapie possèdera une piscine avec une eau à 33° ainsi qu'un bassin d'eau froide à 10° pour la récupération.



Au premier étage, les joueurs bénéficieront d'une terrasse privative à ciel ouvert. On entend déjà crépiter la braise des barbecues !

d'entraînement du RCT

Une fierté locale et partagée

A faire sortir de terre l'un des plus grands et performants centres d'entraînement du rugby mondial, on aurait pu penser que le maître d'ouvrage fasse appel à des compétences internationales. Que nenni. Principale preuve tangible, l'architecte Thierry Ami est Toulonnais et a grandi à La Coupiane, à quelques centaines de mètres du centre d'entraînement de Berg.

« En grandissant à La Valette, je ne pouvais que jouer au rugby ! », s'amuse l'architecte spécialisé dans les équipements sportifs. Bien connu dans le Var pour avoir réalisé ou rénové quelques bâtiments emblématiques (palais des sports, gare maritime, palais du commerce et de la mer à Toulon, gendarmerie à La Farlède, Staps à La Garde). « C'est une grande fierté partagée de réaliser cet équipement », savoure Thierry Ami.



Au-delà des critères financiers, le club a souhaité s'octroyer les services d'entreprises locales.



L'architecte Thierry Ami a grandi à La Coupiane à quelques centaines de mètres du chantier.

La prime aux entreprises locales

Si le bâtiment n'a pas été conçu dans une démarche écologique, il possède la vertu d'être construit par des entreprises exclusivement locales. Une volonté forte du RCT qui, dans son appel d'offres, a préféré écarter des tarifs plus avantageux au profit d'une « toulonnitude » qui s'étend de

La Seyne à La Farlède en passant par Ollioules et Toulon. La « fierté partagée » dont parle Thierry Ami, se vérifie-t-elle sur place ? A croiser la polaire ornée d'un brin de muguet d'un ouvrier perché sur un échafaudage, on peut le penser. Mais le mieux, c'est de demander à ce trio d'électriciens qui s'affaire dans le futur bureau du manager Patrice Colazzo.

« C'est une fierté car ce n'est pas un chantier comme les autres, il restera dans nos mémoires », glisse l'un d'eux. « Surtout pour les vrais fans du RCT ! », raille Johan qui, lui, était au stade Mayol dimanche. « C'est beau de participer à la construction de leur futur outil de travail. Si demain, le club gagne un titre, j'aurai l'impression d'avoir un peu contribué à leur succès... »

Questions à Bernard Lemaître, propriétaire du RCT

« On a raté des grands joueurs à cause des installations »



Il n'a cessé de répéter qu'il n'était venu que pour ça et que les circonstances (financières) l'ont projeté à la tête du club. Hier, le bâtisseur Bernard Lemaître a pu parler de ce qui l'a amené à s'intéresser au RCT.

Quel sentiment vous procure cette déambulation dans ce

chantier bien avancé ? Ça me rend très fier car nous sommes en train de bâtir un projet d'une grande qualité. Il va améliorer le sentiment de fierté et permettre à tout le club de progresser.

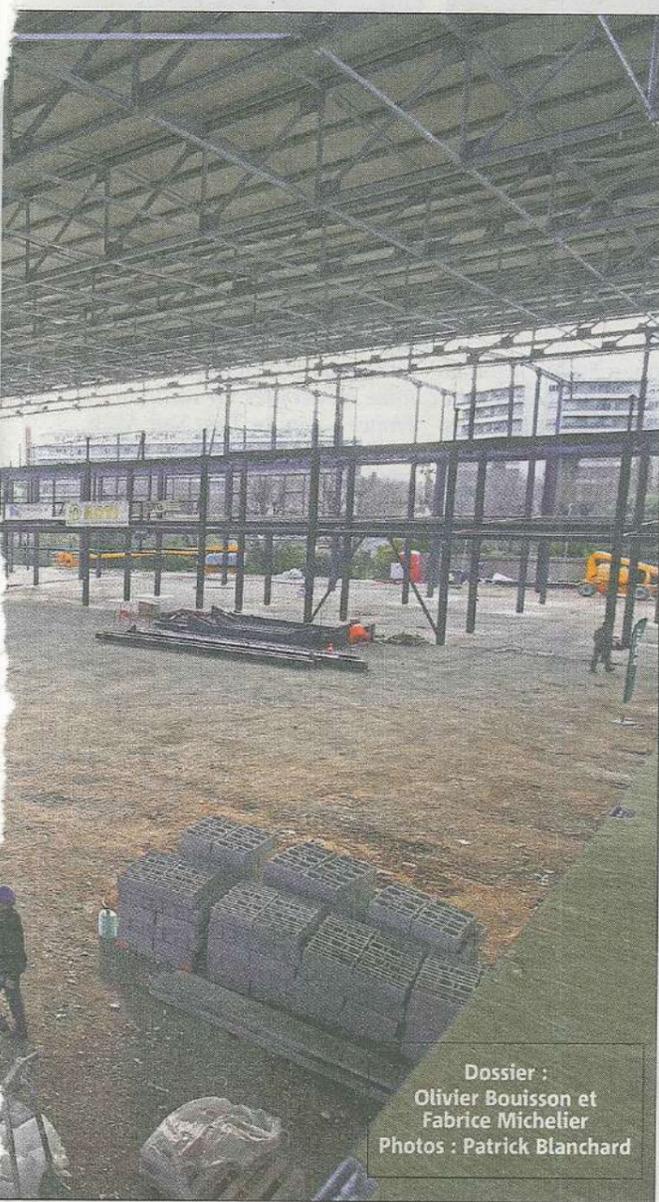
Vous dites que le centre sera supérieur à ce qui se fait en Europe et peut-être dans le monde. Quels sont vos éléments

de comparaison ? Il sera effectivement supérieur aux derniers centres d'entraînement bâtis en France, au Racing, à Clermont et à La Rochelle mais aussi à deux centres nationaux que j'ai pu visiter à Marcoussis (France) et au pays de Galle. Le nôtre sera supérieur sur le plan de la fonctionnalité, la qualité des équipements

et la beauté du lieu.

Cet outil va probablement constituer un argument de poids au moment de la signature d'un joueur...

C'est un atout évident. Je peux vous dire que lors des deux dernières années, on a raté des grands joueurs car les installations n'étaient pas au niveau.



Dossier :
Olivier Bouisson et
Fabrice Michelier
Photos : Patrick Blanchard



Les piliers du projet (de g. à d.) : Gérard Atale, coordinateur ; Bernard Lemaître, propriétaire du RCT ; l'architecte Thierry Ami et Laurent Emmanuelli, responsable de la politique sportive et du centre de formation.

"Des mètres cubes de candidatures": la procédure du chantier d'aménagement du bord de mer à Toulon sera plus longue que prévu

#TOULON #VIE LOCALE | PAR V. R. | Mis à jour le 16/01/2020 à 11:49 | Publié le 16/01/2020 à 11:47



Au cœur du projet : le devenir de l'ancien site DCNS du Mourillon. En revanche, la Direction générale de l'armement (bâtiment noir, au second plan) ne bouge pas. DR

C'est une brève dans le magazine spécialisé Le Moniteur, paru vendredi 10 janvier, qui sème le trouble.

Selon ce magazine spécialisé dans l'actualité du BTP et de la construction, la désignation de l'aménageur des 44 hectares du projet "Mayol à Pipady" serait repoussée après les élections municipales.

En l'occurrence, selon les dernières communications de la métropole Toulon - Provence - Méditerranée (TPM), ce lauréat – issu des trois candidats présélectionnés parmi 32 réponses à la procédure dite concurrentielle avec négociation et dévoilés en juillet 2019 – devait être connu en novembre 2019.

RETARD

De même que les lauréats des appels à projets concernant les quatre sites d'intérêt (l'ancien site de DCNS, l'ancien môle des torpilles, l'emplacement de la Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) et le site allant du bar Le 113 à la caserne des pompiers).

Ainsi, le retard par rapport aux annonces est indéniable. Cependant, TPM réfute tout report lié au scrutin de mars.

Si les services de la métropole reconnaissent s'être un peu avancés sur les délais, ils expliquent qu'ils ne s'attendaient pas à recevoir autant de candidatures: "*Des mètres cubes!*"

— "PRENDRE [SON] TEMPS"

Que ce soit pour les appels à projets ou le futur aménageur, l'institution dit "*prendre [son] temps pour étudier les offres*". Et insiste sur le fait que le dossier suit son cours sans difficulté particulière.

Précisant qu'il s'agit de procédures longues, TPM ne se risque toutefois pas à annoncer de nouveaux délais.

Enfin, si certains aspects du projet prennent plus de temps que prévu, d'autres ont manifestement pris de l'avance: c'est le cas de l'aménagement du jardin ouvert sur la mer, en dehors de tout appel à projet.

La métropole justifie: "*La Marine, qui a détruit le mur d'enceinte, s'était fixé son propre agenda, indépendamment de 'Mayol à Pipady'. Dès lors, on ne pouvait pas laisser ça comme ça.*"

Toulon : l'écoquartier Chalucet rend plus belle la ville

A la faveur des journées portes ouvertes du 17 au 19 janvier, les Toulonnais et visiteurs ont pu découvrir in situ le nouveau quartier Chalucet de la créativité et de la connaissance, en haute ville de Toulon.

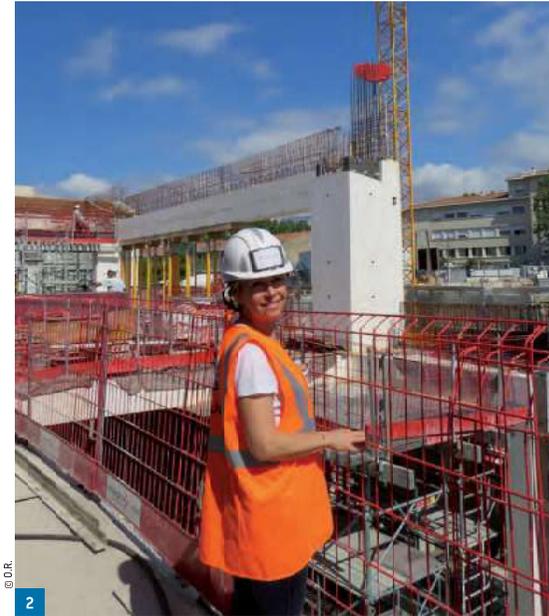


© D.R.

2

« La beauté est un enchantement qui transforme l'existence », écrivait Jean d'Ormesson. Quand bien même la notion de beau est discutable et arbitraire, la transformation du vaste site de 3,5 hectares de l'ex-hôpital Chalucet de Toulon est une forme de réenchantement des lieux.

L'architecte Corinne Vezzoni y a réalisé une œuvre maîtresse, qui rime avec prouesse, imaginant un nouvel équilibre entre la ville du XIXe et celle du XXe, pour mieux la faire entrer dans le XXIe siècle. Une harmonie révélée en partie aux Toulonnais venus par milliers lors de l'inauguration et des journées portes ouvertes du 17 au 19 janvier. Ont en effet été dévoilés la grande médiathèque de 5 000 m² et 70 000 ouvrages, avec sa chapelle historique attenante, le jardin Alexandre Ier, agrandi et recomposé, plus que jamais poumon vert de la haute ville, la Maison de la créativité permettant à la CCI du Var d'accueillir sur 5 800 m² les écoles supérieures Kedge, Camondo, et des espaces partagés pour



© D.R.

3

étudiants.

Seront terminés dans les semaines/mois prochains le bâtiment totem des Beaux Arts dominant le site, dédié à l'École supérieure d'art et de design de Toulon Provence Méditerranée (5 000 m²), au City Lab de TVT et aux entrepreneurs de la French Tech Toulon (1 400 m²), les 166 logements de la Voile Blanche, les 410 places de parkings, les locaux administratifs du Département (5 000 et 2 200 m²). Quatre maîtres d'ouvrage, plus l'Etablissement public foncier régional, étaient en lice et regroupés sur ce chantier, ce qui n'était pas le moindre des paris réussis : la Ville de Toulon, la Métropole Toulon Provence Méditerranée, le Département du Var et la Chambre de commerce et d'industrie du Var.

Olivier Réal
olivier.real@gmail.com

1. L'écoquartier Chalucet a été inauguré vendredi 17 janvier. A cette occasion, l'architecte Corinne Vezzoni, dont le cabinet Vezzoni et associés est le maître d'œuvre de ce nouveau quartier de la créativité et de la connaissance, a rappelé que « ce projet est exceptionnel car il se situe en cœur de ville ». « Il y a une mixité des usages sur ce site, et c'est ça la ville ! Tout ça se croise, se rencontre », a-t-elle continué. En effet, Chalucet abritera une médiathèque mais aussi un jardin, des écoles - de commerce, d'art et de design - ainsi que des logements.
2. Corinne Vezzoni, talentueuse architecte maître d'œuvre de Chalucet.
3. L'inauguration de la médiathèque par le président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, Hubert Falco, accompagné du président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur Renaud Muselier ou encore de l'architecte Corinne Vezzoni.

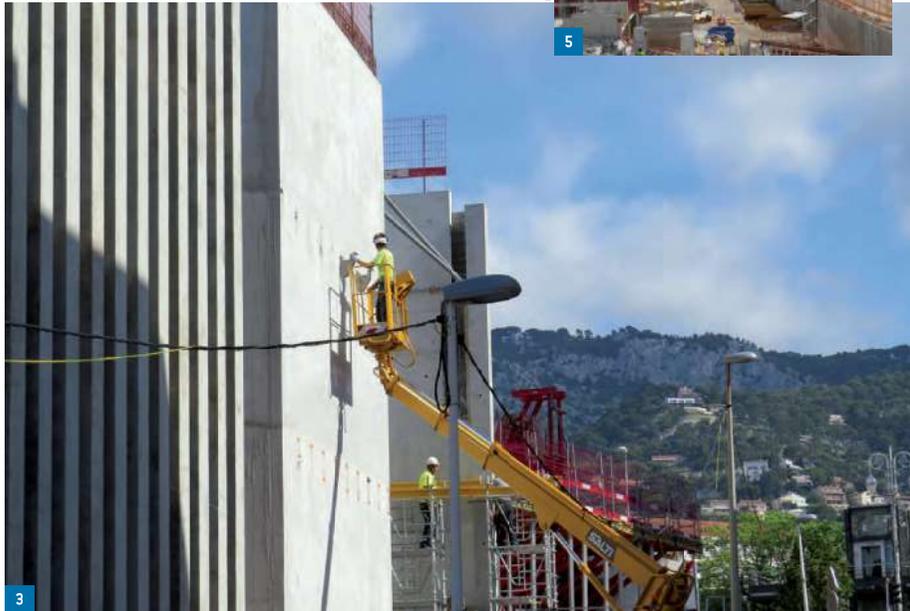
44

TPBM 1322 MERCREDI 22 JANVIER 2020

-PORTFOLIO-

© DR
4

- 4. Un quartier adossé à la gare multimodale.
- 5. Un chantier déployé sur 3,5 hectares.
- 6. Réalisation d'envergure en haute ville.

© DR
5© DR
3

45

TPBM 1322 MERCREDI 22 JANVIER 2020

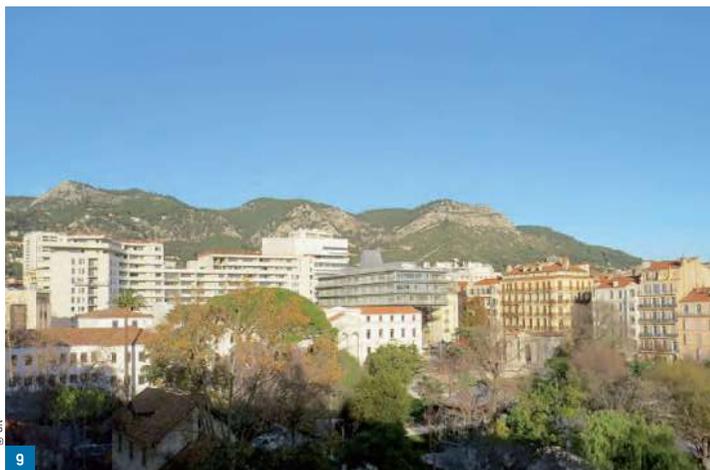
-PORTFOLIO-

© DR
7

7 & 8. Une réalisation dans le respect de l'existant et de l'âme des lieux (ici l'une des salles de la médiathèque, autrefois hôpital Chalucet).

© DR
8

— PORTFOLIO —



© DR

9

— PORTFOLIO —



© DR

11



© DR

10



9. L'écoquartier Chalucet au second plan.
10 & 11. La jardin Alexandre 1er agrandi et repensé
12. Lors de la soirée d'inauguration



© DR

12

- PORTFOLIO -



© OR

13



© Karen Labour

14



© Karen Labour

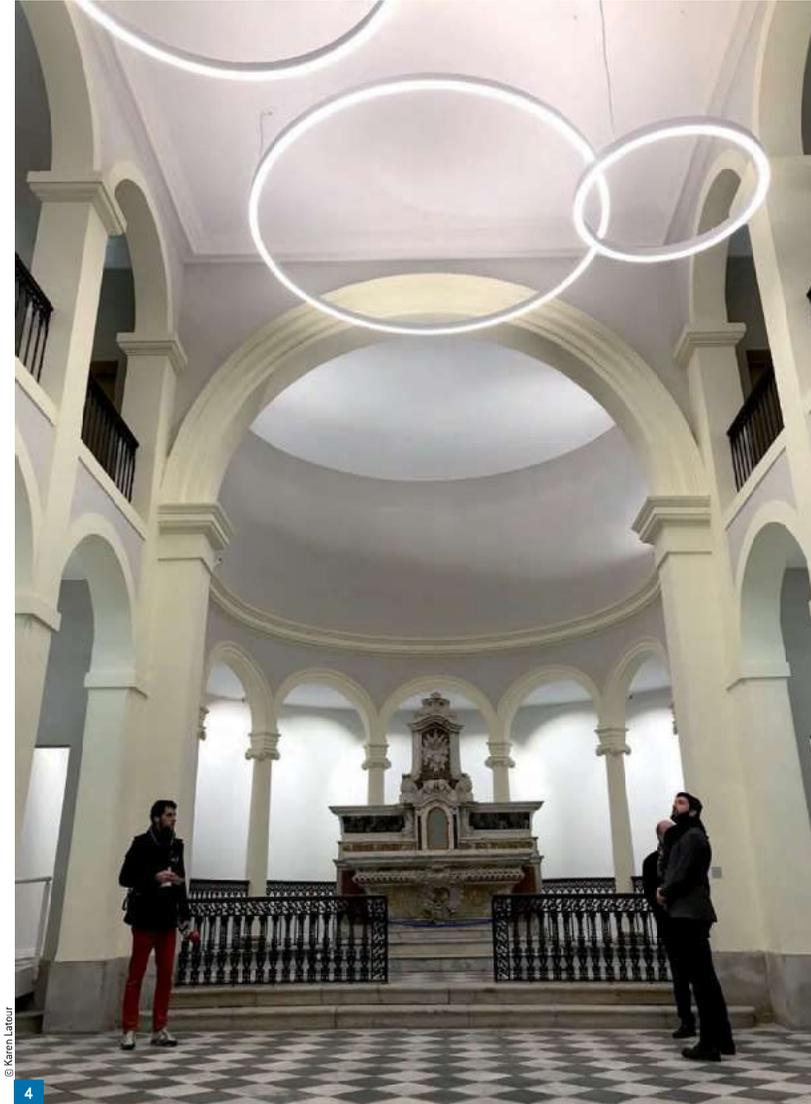
15

13. Une inauguration à succès.

14. « L'escalier semble suspendu dans le vide, mais il est en fait accroché grâce à des poutres géantes », souligne Corinne Vezzoni.

15. L'ancien hôpital est aujourd'hui transformé en une médiathèque de 5 000 m² comprenant 70 000 ouvrages. Les poutres, d'origine, ont été conservées.

- PORTFOLIO -



© Karen Labour

4

Toulon : requalification autour des Halles

Le projet de Halles gourmandes en centre-ville de Toulon est accompagné d'une requalification de quartier, dans la poursuite de la redynamisation commerciale, culturelle, urbaine.



La renaissance des Halles gourmandes de Toulon, dont l'ouverture est attendue cet automne*, a été rendue possible grâce au long travail de qualification

foncière, de rénovation urbaine, de dynamisation commerciale et culturelle en cœur de ville, incarné ces dernières années par la place de l'Equerre et la rue des Arts (rue Pierre-Semard). Mené par Var Aménagement Développement, depuis la première concession de centre-ville accordée par la municipalité d'Hubert Falco en 2003 (renouvelée à plusieurs reprises), ce travail se poursuit autour des Halles. Un potentiel foncier de 2 000 m² a été identifié, dont 1 000 m² d'ores et déjà maîtrisés, selon Jérôme Chabert et Jean-Baptiste Arène, directeur général et directeur adjoint de cette Société d'économie mixte (SEM) présidée par l'adjointe à la rénovation urbaine, Hélène Audibert. Il s'agit de réhabiliter les murs des commerces déjà maîtrisés par la puissance publique afin de proposer des activités en bonne intelligence avec celles exploitées dans les Halles et constituer de la valeur ajoutée. Une démarche d'accompagnement des propriétaires des immeubles et des commerces alentours est pour cela déployée, comprenant une campagne de ravalement obligatoire des façades et l'aide à la réhabilitation totale d'immeubles (dans le cadre d'une Opah-RU**), une aide financière pour les devantures de commerces via un nouveau Fisac***, assortie d'aides technique et à location pour les porteurs de projets commerciaux, une veille

foncière à la préemption sur les mutations, acquisitions et déclarations d'intention d'aliéner.

CHEMINEMENT COHÉRENT

Dans ce contexte, la démolition de l'îlot rue des Boucheries a dégagé la vue sur les Halles depuis la rue d'Alger, tandis qu'est programmée la reconstruction d'un immeuble dédié au Conseil

Il s'agit de réhabiliter les murs des commerces déjà maîtrisés par la puissance publique afin de proposer des activités en bonne intelligence avec celles exploitées dans les Halles et constituer de la valeur ajoutée. Une démarche d'accompagnement des propriétaires des immeubles et des commerces alentours est pour cela déployée.

de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement du Var (CAUE Var) dont la salle d'exposition sera ouverte sur la nouvelle place et sa fontaine. En outre, derrière les Halles, l'immeuble quasi contigu de l'ex-Crédit municipal a fait l'objet d'une réhabilitation totale, proposant en loyer libre 18 logements du T1 au T4, ainsi qu'un rez-de-chaussée de 246 m², découplable en deux commerces complémentaires des Halles. Complémentaires



—CHANTIER—



© Cmaise Architectes



© G.R.

également, les activités de services à la personne qui vont pouvoir se développer dans ce quartier en renaissance. Sur le cheminement menant à cet épicentre de la croix est/ouest et nord/sud du centre ancien, plusieurs lieux et artères sont également concernés. En particulier la rue d'Astour, l'ancienne

galerie Rive gauche, faisant l'angle avec le début de la rue d'Alger, qui accueillera une enseigne sur deux niveaux (585 m2 au total) issue de la fusion de cellules commerciales, un bel immeuble de 18 logements (T1 au T4) avec 172 m2 de rez-de-chaussée commercial, qui remplacera l'ancienne Caisse d'épargne à l'angle des rues Zola et d'Alger, deux

—CHANTIER—



© CASCALES Franck

immeubles qui vont être réunis aux 24 et 26 de cette dernière au profit de huit logements et un commerce de 80 m2, tandis qu'au bas de cette même rue d'Alger toujours, plusieurs commerces sont en restructuration en vue de l'arrivée de nouvelles enseignes. Tout ceci mènera aux Halles et inversement, dans une cohérence d'ensemble qui a conduit le groupement Altarea Cogedim, Carmila, Carrefour Property (maître d'ouvrage) et Biltoki (gestionnaire, animateur) à croire au projet et investir 5 millions d'euros.

Olivier Réal
olivier.real@gmail.com

* Bâtiment historique d'architecture art déco inauguré en 1929, longtemps marché couvert de la ville, fermé depuis 2002, les Halles vont rouvrir cet automne après rénovation

sur 2.000 m2 de surface utile, rassemblant une vingtaine de commerces de bouche et un rooftop.
** Opah-RU : Opération programmée d'amélioration de l'habitat - Renouveau urbain.
*** Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce.

1. Une projection de l'intérieure des futures Halles gourmandes.
2. Requalification de quartier autour des Halles gourmandes de Toulon.
3. La renaissance des Halles est attendue cet automne



▶ **Flashez ce QR code et visionnez notre reportage vidéo sur le chantier des halles de Toulon**

FESTIVAL DE MUSIQUE TOULON & RÉGION
CONCERT - CONFÉRENCE
FRANTZ BARONTI & BERTRAND MASSEI | PIANO
COLINE MIALLIER | CONFÉRENCIÈRE
Lycée Dumont d'Urville
Toulon
Jeudi 19 mars - 20h
CLAUDE DEBUSSY - PRÉLUDES LIVRES 1 ET 2
LES CONCERTS 2019 2020
Les préludes de Debussy
www.festivalmusiquetoulon.com - 04 94 93 55 45 - 04 94 18 53 07

« Ambitieux, vert et humain » : le triptyque d'Hubert Falco

Il appuie son programme sur son bilan. S'il est élu pour six années de plus, le maire sortant veut faire apparaître une complémentarité entre ses projets et ses réalisations

MUNICIPALES
15 - 22 mars 2020

Une plaquette de soixante-dix pages. Un peu plus de la moitié consacrée aux réalisations des six années passées ; le reste à celle qu'il entend mener à bien au cours des six prochaines. Dans le programme distribué dans les boîtes aux lettres des Toulonnais, Hubert Falco a mis le paquet, détaillant ses projets, du réaménagement total de Montéty à la simple réfection de chaussée. Tous siglés de ses « valeurs », devenues les grands chapitres de son échéancier pour faire du « Toulon de demain » une ville « ambitieuse, verte et écoresponsable, résolument humaine ». Le maire, candidat à sa succession pour la troisième fois, affiche en effet une ambition qui « vient du travail collectif et humain », une volonté de « prendre le sujet des espaces verts à bras-le-corps », un investissement humain « au profit de la vie des gens ». C'est ainsi que vendredi dernier, lors de son meeting au Palais Neptune, il scandait : « Voir le visage de sa ville changer, se transformer, se métamorphoser, améliorer la vie des gens [...], c'est ce qui me motive depuis le premier jour de ma première élection et c'est ce qui me motive encore aujourd'hui. »

Pour poursuivre cette transformation, Hubert Falco revient sur quelques-uns des projets – déjà lancés pour nombre d'entre eux – qu'il entend mener à bien si les électeurs lui en donnent l'opportunité.

V. R.

vrabisse@varmatin.com



Détaillant son programme, Hubert Falco pointe les projets qui viendront compléter les réalisations menées lors de ses précédents mandats, démontrant, dit-il, « une cohérence, une vision ». (Photo V. R. et P. Bl.)

Montéty, le « Chalucet » du prochain mandat

« Si Chalucet a été LE projet du mandat 2014-2020, Montéty sera celui du prochain mandat », assure Hubert Falco. Le premier a mobilisé 120 millions d'euros, quand le second devrait nécessiter des investissements de 80 à 90 millions d'euros. Mais au-delà de leur ampleur, budgétaire notamment, ces deux projets se ressemblent par leur vocation à « faire venir des jeunes ». Avec l'implantation de l'Institut de formation public varois des professions de santé, quelque 1 500 étudiants sont en effet attendus à la rentrée de 2023. Mais Montéty se veut plus qu'un ensemble de bâtiments. Il sera, assure le maire sortant, au cœur d'une restructuration plus vaste, mitoyen d'autres projets, ainsi reliés :

un nouveau parking public au niveau du Zénith, l'hôtel du numérique accueillant un data center ou encore le fameux « pont des arts », voué à « relier le nord au sud de la ville », précise le candidat. « Tous les projets sont en complémentarité », ajoute-t-il, insistant sur sa vision dans sa globalité.

Une trame verte tout autour de la ville

Complémentarité aussi lorsqu'il s'agit d'espace vert. « On ne fait pas des coups ici et là. Il y a une suite logique ! », lance Hubert Falco, semblant répondre au manque de vision qui lui a parfois été reproché. Ainsi, outre « les 130 hectares d'espaces verts en zone urbanisée », celui qui voudrait conserver son fauteuil dans le bâtiment

de l'avenue de la République prévoit d'en créer de nouveaux pour 100 000 m². D'abord à La Loubière, avec un parc de 15 000 m², qui s'intégrera à une « trame verte ». En effet, du jardin Alexandre-I^{er}, le projet d'Hubert Falco veut que l'on puisse remonter par une avenue de la Victoire débarrassée de ses bâtiments municipaux, remplacés par des espaces verts pour rejoindre Les Lices, agrandis de 13 000 m², avant d'aller vers la Loubière ou de redescendre vers le port en passant par l'ancienne voie ferrée ou

les futurs jardins de la Porte d'Italie. Le vert devrait aussi gagner les quartiers, avec un parc de 25 000 m² aux Moulins, un autre de 20 000 m² du côté de L'Escaillon - Pont Neuf, ou encore la promenade verte des Poudrière, enfin menée à terme. Au Port-Marchand, le parc, dont les travaux ont été lancés il y a quelques mois, ouvre ce samedi.

L'ouverture sur la mer de Mayol à Pipady

D'emblée, Hubert Falco annonce : « Mayol à Pipady, ça va au-delà du mandat à venir ! On parle quand même de 44 hectares ! » Il rappelle, à titre de comparaison, que « Montéty, c'est 20 000 m² » et « Chalucet, c'était 3 hectares ». Mais quelle qu'en soit la temporalité et l'ampleur, le maire-candidat rattache ce projet à sa volonté d'ouvrir la ville sur la mer et d'en faire une ville touristique. « Là, encore, c'est de la complémentarité », ajoute-t-il, y accolant la réfection récente du quai des Sous-marinières d'un côté, l'ouverture au pu-

blic des plages de la Tour royale, lors de son deuxième mandat, de l'autre. Une promenade littorale qui, passant par le sentier des Douaniers depuis la Mitre, rejoindrait les plages du Mourillon, dont un réaménagement est également au programme.

Au programme aussi, le quai de 400 mètres, destinés à accueillir les plus gros bateaux de croisière. Au-delà de la volonté affichée dans le projet, celui-ci est surtout dans les mains d'un comité de pilotage, dans lequel siègent notamment des représentants de la Marine, partie prenante particulièrement attentive.

La rénovation urbaine jusque dans les quartiers

Si le cœur de ville a particulièrement été rénové, les quartiers sont souvent considérés comme laissés pour compte. « Nous avons fait des choses », défend Hubert Falco, tout en reconnaissant que le Pont-du-Las et Saint-Jean-du-Var, notamment, doivent « être rattachés à la ville ». Alors en plus de

« poursuivre la rénovation des 23 hectares de cœur de ville », il compte faire de ces secteurs une de ses priorités.

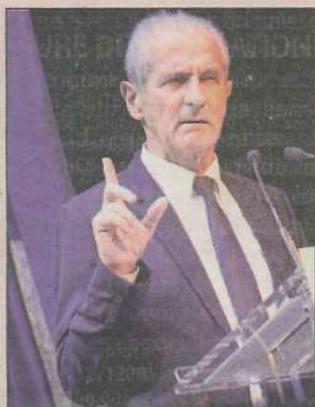
Le BHNS peut aller très vite

Il l'a dit et redit : il ne fera pas de tramway. En termes de « transport en commun en site propre », Hubert Falco choisit le bus à haut niveau de service, mis en suspens depuis trois ans, répète-t-il à l'envi, faute d'autorité environnementale pour valider – ou pas – la déclaration d'utilité publique. Mais si d'aventure cette DUP était validée demain, quelle serait l'offre proposée ? Quand serait-elle mise en service ? « Ça peut aller très vite », assure le maire. Peut-être deux ans... En effet, le circuit et les voies de bus seraient celles qui existent, nécessitant « seulement des aménagements comme des priorités aux feux ». Quant aux véhicules propres – électriques ou au gaz –, ils arrivent d'ores et déjà sur le réseau. Bref, résume le maire, « une adaptation plus qu'une transformation ».

Sa première décision

S'il est élu ce dimanche ou celui d'après, la première décision d'Hubert Falco sera de ne « pas changer [ses] habitudes » : « Je me lèverai le lundi à 4 heures, je prendrai ma voiture et je ferai le tour de ma ville, comme je le fais depuis dix-huit ans, pour voir ce qui va, ce qui ne va pas. À cette heure-là, je n'ai la pression de personne, je ne reçois pas de coup de fil et je peux travailler en buvant mon café, toujours dans le même établissement. »

Plus concrètement, sur ses « grands dossiers », il fera du projet Montéty sa priorité. Ce sera, ajoute le maire sortant « le dossier emblématique du mandat. Parce qu'il est basé sur l'histoire de Toulon. J'y tiens aussi à titre personnel, puisque j'y ai habité ».



Un nouveau parking XXL bientôt au-dessus du Zénith

Un parc de stationnement aérien de plus de 600 places va être réalisé entre la salle de spectacle et la préfecture. Le permis de construire doit être déposé d'ici la fin de l'année

Entre voie ferrée et parc des Lices, le bal des grues et des pelleuses n'est pas près de s'arrêter. Tandis que les travaux du futur hôtel à start-up semblent avancer bon train le long de l'avenue Commandant Nicolas, les choses sérieuses commencent également du côté de Montety où une école d'infirmières et un hôtel vont notamment être construits en lieu et place de l'ancienne cité ouvrière.

Un peu plus haut, c'est un nouveau parc de stationnement qui devrait sortir de terre dans les prochains mois.

Annoncé par Hubert Falco (le projet figurait en bonne place dans son programme, lors de la campagne municipale), cet aménagement imposant doit voir le jour, juste au-dessus du Zenith, en contrebas du boulevard qui passe devant la préfecture.

Grande capacité

Le parking, d'une capacité de 660 places sera bâti sur cinq niveaux. Le rez-de-chaussée sera réservé à la zone technique de la salle de concert, les quatre niveaux supérieurs dédiés aux véhicules des particuliers.

La situation du parc, dans un « renforcement », doit permettre une intégration « discrète » dans le paysage, puisque seuls les deux étages du dessus seront visibles par les passants.

Le chiffre

18,8

C'est, en millions d'euros, le coût estimé du chantier commandé par la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée.

Les esquisses (quoique non contractuelles) laissent entrevoir un bâtiment largement végétalisé. Par ailleurs, une passerelle doit être aménagée afin de faciliter la circulation des piétons dans un axe nord/sud.

L'objectif est de répondre aux besoins en stationnement générés par les nouveaux équipements qui ont vu le jour ou seront réalisés dans les prochaines années : du quartier Chalucet avec ses écoles et sa médiathèque, à Montety en passant par la rénovation annoncée de la cité administrative de la rue Montebello.

Concrètement, le chantier ne démarrera pas tout de suite mais plusieurs étapes décisives ont été franchies.

Le marché a été attribué il y a quelques semaines à un groupement d'entreprises ⁽¹⁾ et le permis de construire doit être déposé d'ici la fin de l'année. Une fois celui-ci accordé et les délais administratifs passés, un chantier d'environ 18 mois pourra débuter, ce qui laisse entrevoir une mise en service d'ici à peu près deux ans.

Stationnement payant

Ensuite, la gestion du parc de stationnement sera confiée par la Métropole à une entreprise privée via une délégation de service public, à l'instar des autres parcs de stationnement toulonnais.

Du côté de TPM, on assure en revanche que, malgré ce nouvel aménagement, les places de stationnement gratuites existantes, sur l'esplanade du Zénith, ne seront pas supprimées.

C. G.

1. Titulaires du marché : Groupement Gcc / Senec / Atelier 5 / Gie Alethia Betrec Adret / Guymar / Erg



Le projet présenté par Atelier 5 prévoit « une toiture en terrasse jardin » ainsi qu'un « mur végétal de grande dimension ». La réalisation se fera sous le regard attentif de l'architecte des Bâtiments de France, en raison notamment de la proximité des remparts Vauban. (Repro. DR/atelier5-architectes.fr)



Vu, lu... entendu

Nicolas Sarkozy en dédicace, cet après-midi à la librairie Charlemagne

L'été dernier, dans la préfecture varoise, l'ancien président de la République avait été accueilli en superstar par 500 « fans » lors de la tournée promotionnelle de son précédent ouvrage. Cet après-midi, dès 14h30, Nicolas Sarkozy donnera de nouveau une séance de dédicaces de son dernier livre sorti en 2020 *Le temps des tempêtes* (Editions de l'Observatoire) à la librairie Charlemagne. L'enseigne précise que l'entrée et l'attente se dérouleront rue Picot. « Pour vous procurer son livre, une table et caisse dédiée seront mises en place avant l'entrée. Nous vous rappelons que le port du masque est obligatoire ainsi que le respect des gestes et distances pour la sérénité de tous », ajoute la librairie.



ARTISAN COUVREUR
Artisan inscrit au registre
Seigneurie Artisan inscrit au registre
Seigneurie

Spécialiste
DÉCORATION
TOITURE

NEUF ET RÉNOVATION
 Ravalement - Zinguerie
 Ravalement de façades

STANÉGRİ & fils

04 94 11 10 93
06 08 72 62 43

DÉPLACEMENT DANS TOUT LE VAR

MONTÉTY : CHRISTOPHE GULIZZI VA RÉALISER L'INSTITUT DE FORMATION DES PROFESSIONS DE LA SANTÉ



© Christophe Gulizzi

L'équipe menée par le cabinet d'architecture sera en charge de construire le futur Institut de formation public varois des professions de la santé (IFPVPS) qui réunira 1 200 étudiants sur l'îlot Montéty à Toulon.

Ce chantier, qui n'a pas encore commencé, devrait durer 27 mois (études puis travaux).

L'équipe composée de Christophe Gulizzi (mandataire), Flex Architecture, Egis et Inddigo (bureaux d'études) et LC Conseil a remporté en juillet le concours de maîtrise d'œuvre restreint lancé par Var Aménagement Développement (VAD) pour le compte de la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour la construction du futur Institut de formation public varois des professions de la santé (IFPVPS). Il sera situé dans la parcelle Nord de

l'îlot Montéty juste au-dessus de la gare de Toulon, sur une emprise de 8 000 m². Les travaux, qui n'ont pas encore commencé, devraient durer vingt-sept mois, phase d'études comprise. Sur ce bâtiment d'une surface de 5 500 m² (R+6), « la façade reflète et joue avec l'ensoleillement. Son impact visuel sera réglé par une "façade filtre", mouvante et vibrante sous le soleil », commente le cabinet d'archi-

tecture Christophe Gulizzi dans un communiqué. « Sa proue semble flotter à l'est, un porte-à-faux dégage un porche couvert au rez-de-chaussée pour protéger les étudiants et marquer visuellement et symboliquement l'entrée de l'IFPVPS », ajoute-t-il. L'établissement disposera d'un parvis arboré, « jardins de Babylone » revisités, commun avec la caserne Lamer. Les aménagements incluent également la traverse piétonne

de l'îlot depuis le boulevard du Commandant-Nicolas jusqu'au boulevard Louvois en marquant l'entrée centrale à l'IFPVPS ainsi que la voie d'accès des pompiers du lot Sud. A la fin des travaux, l'IFPVPS, financé par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Métropole et la Ville de Toulon, devrait accueillir 1 200 étudiants jusqu'alors répartis sur cinq sites à La Garde.

Karen Latour



Perspective du futur parc paysager parfaitement intégré dans la ville.

la démolition des bâtiments existants, la dépollution donc, les terrassements et toute une série de tâches préparatoires jusqu'à la fin du premier semestre 2021. Les travaux de création du nouveau parc prenant le relais jusqu'à sa livraison mi-2022 [12,3 millions d'euros d'investissement]. Une consultation de travaux va d'ailleurs être lancée. L'agence indépendante et pluridisciplinaire d'urbanisme Citadia, dont le siège est à Toulon, est maître d'œuvre paysagiste du projet, mandataire d'un groupement comprenant sa filiale environnementale Even Conseil, le bureau d'études techniques en voiries et réseaux divers Cerretti, ERG pour la dépollution et le

VAR

TOULON : 16 000 M² DE PARC PAYSAGER À LA LOUBIÈRE

L'historique site industriel d'EDF et GDF de la Loubière, à Toulon, va être transformé en parc paysager sur 16 000 m² accessible à la population. Un poumon vert en perspective, après une vaste opération conduite par VAD (Var Aménagement Développement), concessionnaire de la Ville.

« Entrez au jardin, c'est tout vert », pourra-t-on potentiellement lire devant le futur parc paysager de la Loubière, en lieu et place de la friche industrielle actuelle, le long du boulevard de la Démocratie. Au-delà des 250 arbres et 5 000 arbustes prévus, de la faune et de la flore qui vont s'engouffrer comme la lumière dans le centre ancien rénové, le futur parc de 16 000 m² (l'équivalent de celui, central, de Chalucet) est une machine à produire de l'oxygène et à absorber du CO₂.

Avant que la population puisse l'arpenter et profiter des nombreux équipements, Var Aménagement Développement (VAD), concessionnaire de la Ville de Toulon, conduit l'opéra-

tion d'envergure et de transformation, avec le soutien de la Métropole, du Département et de l'Etat. VAD s'est porté acquéreur du foncier auprès d'Enedis et GRDF, passant préalablement par

L'agence indépendante et pluridisciplinaire d'urbanisme Citadia, dont le siège est à Toulon, est maître d'œuvre paysagiste du projet, mandataire d'un groupement comprenant sa filiale environnementale Even Conseil, le bureau d'études techniques en voiries et réseaux divers Cerretti, ERG pour la dépollution et le cabinet de géomètres Opsia.

un dossier tiers demandeur avec les propriétaires du site, permettant le transfert de la responsabilité de dépollution. En vertu de cette demande validée par la préfecture et la Dreal (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement), VAD va rendre le site 100 % dépollué et naturel, sachant qu'il ne comprend aucune pollution qui puisse affecter la santé publique.

LIVRAISON MI-2022

Les travaux ont débuté cet été par le dévoiement des réseaux, ils vont se poursuivre notamment par le désamiantage et

cabinet de géomètres Opsia. Conjointement à la maîtrise d'œuvre, quatre grandes thématiques ont été retenues : une forêt urbaine avec belvédère ; une prairie sportive ; une zone liée aux essences méditerranéennes avec parcours pédagogique ; un espace de jeux pour tous âges et de jets d'eau, ainsi que deux grands mails piétons accessibles par les quatre entrées, dont la principale place de la Loubière. L'opération s'inscrit dans la démarche Quartiers durables méditerranéens.

Olivier Réal

© D. R.

+ d'informations
chaque jour sur
www.tpbn-presse.com



Vent de jeunesse sur le cœur de ville

Avec l'implantation de plusieurs établissements à Chalucet et de l'Institut de formation aux professions de santé à Montéty, près de 9 000 étudiants devraient investir le centre-ville d'ici 2023

La semaine prochaine, dans le nouveau quartier de Chalucet, seront inaugurés plusieurs bâtiments. Celui de la Maison de la Créativité et celui des Beaux-Arts, à deux pas de la médiathèque de 5 000 m² et de son jardin Alexandre 1^{er}. Deux sites dédiés à l'enseignement supérieur, puisqu'ils abriteront pour l'un l'école internationale d'architecture d'intérieur Camondo, qui se délocalise pour la première fois en province, ainsi que l'école internationale de commerce Kedge Business School. Le bâtiment des Beaux-Arts accueillant de son côté l'école supérieure d'art et de design de TPM.

Fraîcheur à l'ouest

Les premières promotions sont constituées, et plus de 600 nouveaux étudiants viennent d'ores et déjà gonfler les effectifs toulonnais, à quelques encablures de la gare et de la place de la Liberté. Bref, en plein cœur de ville. Les prévisions classiques d'augmentation des effectifs projetant qu'« à terme », d'ici un ou deux ans, ce chiffre devrait avoisiner les 1 500 dans ce seul quartier. De l'autre côté de la voie



La fac de droit et le pôle universitaire du campus de la Porte d'Italie ne seront bientôt plus les seuls lieux à grouiller d'étudiants dans le centre-ville de Toulon...

ferrée, où l'ancienne cité ouvrière de Montéty est en pleine reconstruction, l'Institut de formation des professions de santé, projet phare de la métropole Toulon Provence Méditerranée évalué à 28 millions d'euros, entre lui dans sa phase de concrétisation (lire par ailleurs). À la rentrée 2023, l'établissement sera ainsi en capacité



d'ouvrir ses portes à un imposant contingent de plus de 2 700 étudiants et stagiaires. Qui n'aurait quant à eux qu'à traverser les voies ferrées, via le fameux « pont des arts » lorsqu'il verra le jour - et, en attendant, via les accès prévus à

cet effet - pour faire souffler un vent de jeunesse sur le centre-ville. Et, donc « renforcer l'arc d'enseignement supérieur constitué à l'ouest du cœur de ville par Chalucet, et à l'est le nouveau pôle universitaire de la Porte d'Italie, construit en 2014 », se

félicite Hubert Falco, ajoutant : « Dans ce campus, qui regroupe notamment la faculté de droit, le pôle universitaire et l'Isen Yncréa, ce sont près de 4 500 étudiants qui sont désormais réunis. Ils étaient moins de 2 000 il y a encore quelques années ».

Toulon rattrape le retard

Selon les chiffres du ministère de l'Enseignement supérieur et les statistiques 2000-2019 d'Audat Var, le nombre d'étudiants dans l'unique cœur de ville est effectivement en augmentation de 34,3 % (contre 15,78 % à Nice, 7,05 % à Marseille, et 3,18 % à Aix, à titre de comparaison). Il est vrai que la préfecture varoise partait de plus loin que ses grandes voisines. Mais grignote donc son retard. « À l'ouverture de l'IFPVS, en 2023, il y aura près de 10 000 étudiants dans la seule ville de Toulon, contre 2 500 seulement au début de ce siècle, se réjouit encore le premier magistrat. Ces nombreux nouveaux jeunes étudieront et participeront au développement de notre métropole, et inscriront Toulon comme un territoire résolument innovant et dynamique dans la région. »

Les métiers de santé réunis à Montéty en 2023

L'Institut de formation public varois des professions de santé (IFPVS), actuellement disséminé sur huit sites dans le Var (cinq à La Garde, un à Brignoles, un à Draguignan et un à Saint-Raphaël) verra donc ses différentes « antennes » gardiennes bientôt regroupées sur un même lieu. Près de 6 000 m² lui sont en effet réservés en bonne place à Toulon, au nord de l'Ilot Montéty en pleine reconstruction. Le bâtiment, en forme de paquebot, et ses jardins en restanque (reproduction ci-dessous), ont été imaginés par l'architecte toulonnais Christophe Gulizzi, choisi pour être le mandataire de ce projet de grande ampleur, et qui en est désormais à sa phase d'études. Les travaux devraient démarrer d'ici moins d'un an, et l'IFPVS flambant neuf livré à sa directrice Josy Chambon, qui ne cache pas son impatience, et aux plus de 2 700 étudiants et stagiaires attendus sur le site pour la rentrée 2023. Outre les formations d'infirmiers, aides-soignants, auxiliaires de puériculture, psychomotriciens et ergothérapeutes actuellement dispensées, le nouvel établissement, positionné au plus près des grands hôpitaux civil et militaire de Sainte-Musse et Sainte-Anne, proposera aussi des formations d'ambulanciers, ainsi que de la formation continue pour tous les professionnels de santé et les classes préparatoires aux concours d'entrée.

LES PRÉVISIONS À L'HORIZON 2023



Le chiffre

Avec plus de **16 800** étudiants comptabilisés aujourd'hui dans l'aire urbaine de Toulon Provence Méditerranée, la métropole enregistre également son record du nombre d'étudiants (+ 32,23 % par rapport à 2001).

Textes :
Fanny ROCA
froca@nicematin.fr
Photos : Sophie LOUVET



Les écoles de Chalucet en mode portes ouvertes

Si l'inauguration officielle se tiendra vendredi en présence d'Édouard Philippe mais sans public pour cause de Covid, celui-ci n'est pas oublié. Il pourra visiter les différentes écoles du site samedi entre 10 h et 18 h. Au menu des réjouissances : expositions, rencontres et performances organisées par les étudiants.

► Les Beaux-Arts

L'École Supérieure d'Art et de Design de TPM et ses 176 étudiants organisent des visites guidées pour découvrir le bâtiment de quelque 5000 m², considéré par l'architecte Corinne Vezzoni comme un totem, emblématique tant par son traitement que par ses proportions.

À découvrir notamment dans le grand hall les œuvres gigantesques de l'artiste Raphaël Barontini et dans la Galerie des balcons les photos réalisées sur site de Driss Aroussi. Les étudiants, aussi, profiteront de l'occasion pour montrer leurs propres travaux. Des animations musicales et dansantes sont également prévues.

► Kedge Business School

Cela fait déjà quelques mois



Le bâtiment de Kedge a misé sur la couleur.

(Photo Laurent Martinat)

que les 380 étudiants ont investi les lieux. Ces portes ouvertes sont la seule occasion pour le grand public d'accéder à ce bâtiment qui se distingue par son grand porte-à-faux. L'école de commerce et de design en occupe 2100 m². L'espace est reparti entre onze salles de cours, une médiathèque de 140 m² et les espaces communs.

► École Camondo

L'école parisienne réputée pour former les designers et architectes d'intérieur de demain a ouvert une antenne à Toulon l'an dernier. Mais ce n'est que depuis quelques semaines que les 58 étudiants ont pu s'installer au 4^e et 5^e étage du bâtiment qu'ils partagent avec ceux de Kedge. Les étudiants proposeront eux

aussi des performances, expositions, projections et installations pour faire découvrir leur travail.

AMANDINE ROUSSEL
amrousseau@nicematin.fr

Savoir +

Portes ouvertes de 10 h à 18 h, samedi 17 octobre. Port du masque obligatoire, sens de circulation, gel hydroalcoolique, nombre de visiteurs limités...

Au cœur du nouveau campus de Chalucet



Sur le site de l'ancien hôpital, plus de 600 étudiants ont pris leurs quartiers. Alors que le site est inauguré officiellement ce soir, visite en avant-première et en photos des trois écoles

Pour encore quelques heures, ils sont les seuls maîtres à bord. Les étudiants de Kedge, des Beaux-Arts et de Camondo profitent de leurs tout nouveaux locaux avant d'accueillir les officiels – dont l'ancien premier ministre Édouard Philippe – pour une inauguration en grande pompe dès 18 heures. Les deux bâtiments dans lesquels ils sont installés bénéficient d'une architecture ultra-moderne et atypique, pensée pour leurs besoins par Corinne Vezon. Neuf mois après l'ouverture de la médiathèque, Chalucet dévoile une autre de ses facettes.

AMANDINE ROUSSEL
aroussel@nicematin.fr

PHOTOS : P. BLANCHARD

Les Beaux-Arts dans le bâtiment totem

C'est avec un large sourire – caché par son masque – que Jean-Marc Avrilla, le directeur, ouvre les portes de sa nouvelle maison. Peinture encore fraîche, odeur de neuf qui monte aux narines. Les étudiants de l'École Supérieure d'Art et de Design ont investi les lieux il y a dix jours. Ils ont déjà pris leurs marques. Il faut dire qu'entre ici et leurs anciens locaux, il n'y a pas photo. « On a trois fois plus d'espace qu'avant », souligne le directeur. Cela nous a permis de relancer certains ateliers comme celui sur la sérigraphie.

Les 180 élèves partagent les lieux avec 250 amateurs. Les deux derniers étages du bâtiment, accueillent, quant à eux, un hôtel d'entreprises et un espace de coworking géré par Toulon Var Technologie.



Ateliers reliure, photo, menuiserie ou encore métal... Les 180 étudiants bénéficient de locaux spécialement conçus pour leurs usages spécifiques. De larges ouvertures font entrer la lumière naturelle.

Camondo prend ses marques

D'une blancheur presque immaculée, Camondo Méditerranée joue la carte de la sobriété. L'école d'architecture d'intérieure et de design occupe les deux derniers étages du bâtiment à l'immense porte-à-faux et bénéficie d'une vue rade et Faron imprenable. « De quoi nourrir la créativité de nos 58 étudiants », sourit Margareit Iragui. Tout le mobilier, recyclé, a été fabriqué sur place. « Ce sont aussi souvent du matériel pédagogique. Les tables par exemple, peuvent ser-

vir de tableau. Les vitres sont marquées par des toises inversées... », ajoute-t-elle. Tout est sur roulettes et l'ensemble du plateau est modulable grâce à des cloisons mobiles. « L'objectif est de pouvoir organiser également des workshops et des expositions. » Au troisième étage, se trouve un autre espace pédagogique qui est géré par TPM. La Métropole le met à disposition des établissements de l'enseignement supérieur qui pourrait en avoir besoin.



Certains meubles ont été conçus par Paul Marecheseau, designer et ancien élève de Camondo.

Édouard Philippe salue un projet « ambitieux »

Présent à Toulon, cet après-midi, pour remettre à Hubert Falco la Légion d'honneur (16 heures), l'ancien Premier ministre Édouard Philippe participera à l'inauguration des nouveaux bâtiments de Chalucet. Un site qu'il avait eu



l'occasion de visiter il y a quelques mois, alors qu'il était encore locataire de Maignon (photo ci-dessus). « J'avais regardé ce projet à l'époque quand Hubert me l'a présenté – les travaux étaient déjà bien engagés – avec les yeux d'un maire qui sait ce que c'est que de porter un projet ambitieux en centre-ville, qui transforme, qui construit, qui est attendu », nous a indiqué Édouard Philippe (lire également notre interview en pages France).

Au-delà des options architecturales audacieuses de Chalucet, c'est la conception « administrative » de l'écoquartier – qui a associé opérateurs privés et puissance publique –, qui impressionne l'actuel maire du Havre : « Quand les investisseurs, les opérateurs, comprennent la direction que souhaite faire prévaloir le maire, quand ils ont confiance en l'avenir, ils sont capables d'investir, massivement, mais aussi de monter des opérations qui sont techniquement complexes, et qui in fine, permettent une amélioration de la qualité de vie des habitants. C'est ce qui est passionnant dans la vie municipale. Si vous avez de l'imagination et de l'ambition, et si vous arrivez à transmettre cette ambition et à convaincre, vous êtes capable de transformer les choses. » S. M.

Kedge voit la vie en jaune



Les poutres en béton qui courent jusqu'en haut du bâtiment ne sont pas sans rappeler les arcs d'une église.

Ce sont les premiers à s'être installés dans la Maison de la créativité (alias l'immeuble au porte-à-faux), il y a déjà quelques mois. Les 380 étudiants de Kedge profitent de 2100 m² répartis sur trois niveaux. L'ensemble regroupe onze salles de cours mais aussi une médiathèque de 140 m² située au cœur du bâtiment.

Un mini-amphi s'est même installé sur les larges escaliers. L'omniprésence du béton et du verre est contrebalancée par la chaleur du jaune qui habille les sols.

La « place du bateau » sort de cale sèche

La place Vatel, entièrement rénovée, a été inaugurée par Hubert Falco. L'impressionnante proue qui orne ce site emblématique du centre-ville trône désormais au-dessus d'un bassin

A l'inverse de l'étrave des deux bateaux toulonnais présents sur le Vendée Globe (1), celle-là ne tentera jamais le tour du monde. Mais nul doute que la proue du navire majestueux qui trône sur la place Vatel, désormais entièrement rénovée, devrait voyager loin, via les clichés pris par les touristes français et étrangers.

« On a redonné la mer à La Flore », s'enthousiasme le maire Hubert Falco, en référence, donc, à la fameuse frégate du XVIII^e siècle sculptée sur la façade de l'immeuble. Un bassin-« miroir d'eau » - a en effet ajouté au pied de l'édifice, afin de le mettre encore un peu plus en valeur.

Pour le reste, les travaux de réhabilitation de la place Vatel, initiés cette année, ont conduit à l'installation d'un éclairage et d'un pavage modernes, ainsi qu'à la création d'une structure ombragée de 70 m². Un chantier d'embellissement qui a aussi concerné les rues Larmodieu et Jourdan, tout comme la traverse des Capucins.

« L'insécurité s'éloigne »

Invités hier à l'inauguration, les commerçants récemment installés à cet endroit

avaient le sourire. Tous, de la galerie Escalade d'art au restaurant Koi, en passant par la boutique de décoration Ollie & Co ont exprimé sans réserve leur satisfaction. « On a hâte de pouvoir recommencer à travailler normalement... » ont-ils soufflé d'une seule voix. Entourant le maire à sa demande, les élèves du lycée hôtelier Anne-Sophie Pic, venus en « voisins », semblaient eux aussi apprécier leur nouvel environnement.

S'il s'agit davantage d'un réaménagement que d'une révolution, celui-ci a le mérite, à quelques mètres de la rue des Arts d'illuminer les lieux. Voire même un peu plus, d'après Hubert Falco : « On réhabilite, ça amène de la vie, les commerçants s'installent, le secteur devient attractif et l'insécurité s'éloigne. C'est aussi ça, la philosophie de la rénovation des 23 hectares du centre ancien depuis 2006. »

Et de citer en modèle la place de l'Équerre, parmi les 68 rues et places rénovées ces 15 dernières années. Prochaine étape « importante », d'après le maire de Toulon : l'ouverture des Halles, prévue pour le printemps prochain.

MA.D.
mdalaine@nicematin.fr

1. Sébastien Destremau et Clément Giraud



▲ Un « miroir d'eau à déversement » a été installé sous la poupe du bateau-sculpture pour le mettre en valeur.

► C'est entouré d'une cinquantaine d'élèves du lycée hôtelier Anne-Sophie Pic qu'Hubert Falco a tenu à inaugurer les lieux.

(Photos Frank Muller)



Repères

► Le chantier de réaménagement de la place Vatel, des rues Larmodieu et Jourdan et de la traverse des Capucins a été placé sous la maîtrise d'ouvrage de Var Aménagement Développement (VAD), en partenariat avec la ville de Toulon et la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

► Lancés début 2020, les travaux ont consisté à : refaire 1000 mètres de réseaux, poser 2 600 m² de pavés en pierre calcaire, remplacer 90 potelets et poser 30 bornes en pierre calcaire, installer 100 pièces d'éclairage, mettre en place des cuves de tri sélectif enterrées, transplanter 7 palmiers et planter 2 tilleuls, créer une structure d'ombrage de 70 m² et un miroir d'eau à déversement sous la proue du bateau.

► Le montant total des travaux s'élève à 1,7 million d'euros.

Une réplique de la proue de la frégate La Flore

► Adossé à la façade d'un immeuble, le fameux bateau-sculpture aux dimensions impressionnantes (10 mètres de hauteur, 10 mètres de largeur et 10 mètres de longueur) est une réplique de la proue de la frégate La Flore, basée à Toulon au XVIII^e siècle. L'original de sa figure de proue, représentant Neptune, le dieu romain de la

mer, se trouve au Musée national de la Marine.

► Jadis, les navires étaient ornés de figures de proue richement décorées et sculptées. Elles permettaient de les identifier. Autre vocation des figures de proue : faire peur à l'ennemi. Raison pour laquelle elles ont pendant longtemps été choisies pour symboliser la force,

l'invincibilité, le courage, l'héroïsme et la magnificence des rois. Plus tard, elles s'ornèrent plus souvent de bustes féminins aux formes généreuses ou de sirènes, avant de disparaître définitivement.

► La frégate La Flore était un bâtiment de 26 canons, mis en chantier et à flot à Toulon en 1728. Après différentes missions

réussies, elle devint un navire de commerce avant d'être prise par les Anglais en 1761.

► Au moment de son édification, en 1995, sous la municipalité de François Trucy, le bateau-sculpture faisait partie de la réhabilitation d'un ensemble d'espaces situés dans le centre ancien de Toulon (place Saint-Louis, des Riaux, du Globe et

Baboulène). Le navire sera réalisé en béton sculpté et sa voile peinte en trompe-l'œil sur le mur de l'immeuble Vezzani, du nom de la place de l'époque. ► Aujourd'hui, le bateau-sculpture figure en bonne place dans les itinéraires de balade urbaine et fait chaque année l'objet de très nombreux clichés.



Édifié en 1995 sous la municipalité Trucy, le bateau-sculpture est réalisé en béton sculpté, avec sa voile peinte en trompe l'œil sur un immeuble.

Métropole À LA UNE

La Marine nationale veut verdir l'arsenal

L'armée entend planter 1 000 arbres dans la base navale et y développer, en même temps, un vaste réseau de pistes cyclables. Ce projet a été inauguré hier par le préfet maritime

En toute logique, la Marine nationale est davantage associée au gris de ses bateaux qu'au vert des arbres qui habillent ses ports. Et quand le préfet maritime de la Méditerranée prend publiquement la parole, c'est plus souvent pour parler mission ou frégate que jacarandia, camphrier et autre lagunaria pateronia. Hier matin pourtant, le vice-amiral d'escadre Laurent Isnard s'est fait un plaisir de revêtir son costume de paysagiste. Dans l'enceinte du port militaire, il a inauguré le projet « 1 000 arbres dans la base navale ». Une opération qui vise, comme son nom l'indique, à faire pousser des végétaux un peu partout à l'intérieur de l'arsenal d'ici à 2022.

Déjà 60 « vélib » disponibles

« Derrière ce plan ambitieux, il y a la volonté d'un développement éco-responsable, de construire un lieu de vie agréable pour tous, a-t-il expliqué devant les 40 premiers arbres plantés au printemps, mais aussi une assemblée fournie où Hubert Falco, maire de Toulon, était convié. Ça embellit, ça



Bordée d'arbres fraîchement plantés, la première « bande verte » à voir le jour dans la base navale relie la porte principale à la porte Castigneau. Les marins pourront notamment emprunter avec les vélos en libre-service de l'arsenal. (Photos Luc Boutria)

améliore la qualité de l'air et ça favorise la mobilité douce lors des périodes de fortes chaleurs. »

Encourager cette mobilité douce doit également passer par un développement du réseau de pistes cyclables, ce qui est précisément le deuxième volet du projet. Une bande de 700 mètres vient ainsi de voir le jour sur l'allée Baudin, entre la porte principale de la

base navale et la porte Castigneau, condamnant par la même occasion une voie de circulation dédiée aux automobiles. À la fin de la semaine, le couloir réservé à la Petite Reine atteindra même la porte Malbousquet, trois kilomètres plus loin. Le premier port militaire d'Europe pourra bientôt être intégralement traversé à vélo, protégé du trafic.

« À terme, toutes nos rues seront équipées », a même promis le préfet maritime. Un objectif ambitieux quand on sait que 30 km de routes irriguent les 40 hectares de l'emprise militaire en bord de mer. Et ce n'est pas tout : la Défense prévoit en 2021 d'augmenter de moitié son parc de vélos en libre-service, qui a vu ses 60 premiers exemplaires arriver sur les bords de la rade de-

puis deux ans. Pareil pour sa flotte de voitures électriques en croissance continue.

« La base navale, c'est le cœur de Toulon, a rappelé Hubert Falco. Plus de 25 000 personnes y travaillent tous les jours et ce ne doit pas être une ville différente de celle qui se trouve derrière ces barrières. » Les services de la mairie ont d'ailleurs été sollicités par la Défense

pour des conseils sur les essences d'arbres à planter⁽¹⁾. C'est aussi la Ville qui a soufflé à la Marine nationale la couleur des pistes cyclables. Ce sera vert, forcément.

MA.D.
mdalaine@nicematin.fr

1. La base navale de Toulon, en cohérence avec TPM, a été assistée techniquement par le conseil en architecture, urbanisme et environnement (CAUE).

Environnement : précurseurs ou à la traîne, les militaires toulonnais ?

En matière d'environnement, il n'est sans doute jamais trop tard pour bien faire. Mais si la Marine se targue de vouloir quadriller l'arsenal de pistes cyclables dans les années à venir, ça signifie surtout... qu'elle a attendu 2020, ou presque, pour créer ses premières bandes vertes ! Sur un site qui compte tout de même 30 kilomètres de routes, et où on estime que 23 000 personnes entrent et sortent chaque jour, serait-on davantage dans l'opération de rattrapage que dans l'initiative avant-gardiste ?

Une politique offensive sur les modes doux

« Nous ne sommes pas en retard sur le sujet de la mobilité, conteste le capitaine de frégate Christine Ribbe, porte-parole de la préfecture maritime de la Méditerranée. J'en veux pour preuve que, depuis des années, des centaines de marins utilisent les matins leur vélo pour se rendre à la base navale. » Toutes proportions gardées, les

« civils » toulonnais ne sont en effet pas autant adeptes du déplacement à la force du jarret que leurs homologues marins, en majorité jeunes et athlétiques. Lesquels sont aussi nombreux à emprunter les lignes « spéciales », sur terre ou sur mer, du Réseau Mistral. De même, la mise en place depuis deux ans de vélos et d'autobus électriques en libre-service dans cette « ville dans la ville » est une offensive contre le pot d'échappement qui n'a pas son équivalent à Toulon. « À terme, l'objectif est que les Renault Zoé représentent un tiers des véhicules motorisés en circulation » dans le port militaire, assure encore Christine Ribbe.

« Un arbre pour cinq habitants »

Côté végétalisation, le projet « 1 000 arbres dans la base navale », qui se calcule sur l'opération « Un million d'arbres plantés en région Sud d'ici 2021 »⁽²⁾, ne part pas non plus de



Avec 23 000 « mouvements par jour », le port militaire de Toulon est une véritable ville dans la ville. (Photo doc. D.L.)

zéro, affirme le capitaine de frégate Pierre. Le responsable immobilier et foncier pour la Base de Défense de Toulon note en effet que « le site compte déjà 2 500 arbres. »

Et pas mal aussi de nouvelles constructions, pourrait-on lui opposer. Ces dernières années, le béton coule à flots du côté de Castigneau, pour satisfaire aux besoins opérationnels de la Marine. « On se cale

sur la norme d'un arbre planté pour 5 habitants », précise toutefois le capitaine de frégate Pierre. « C'est la politique du ministère des Armées que de travailler aussi sur l'isolation et un chauffage respectueux de l'environnement » ajoute Christine Ribbe.

Reste que la Marine, avec ses onze bâtiments à propulsion nucléaire (dont sept à Toulon) ne jouit pas toujours d'une réputation très

verte aux yeux des écologistes. Pourtant, à encore, l'image d'une Défense forcément à la traîne sur le développement durable est sans doute le reflet déformé d'un passé pas toujours exemplaire.

Lutte contre la surpêche ou les « voyous des mers » font, par exemple, désormais partie des missions de la Royale. Dans un autre ordre d'idées, les opérations « rade propre » se sont multipliées ces dernières années.

Et alors que les autorités civiles annoncent en grande pompe qu'ils vont électrifier les quais du port de commerce pour limiter la pollution atmosphérique des navires, rappelons que l'armée a tiré ses premiers câbles en bord de mer en... 1938 ! Mais il s'agissait à l'époque d'une volonté de ne plus dépendre des livraisons de charbon, et non de limiter volontairement les émissions de CO₂.

1. Outre les crédits du ministère de la Défense, la base navale sollicite des subventions de la Région.

② AMÉNAGEMENT MÉTROPOLITAIN

- 1 La métamorphose de la métropole est en cours**
Var Matin – 05.01.2020
- 2 Six-Fours - Parc, écoles, pôle médical : les projets qui avancent**
Var Matin – 17.07.2020
- 3 Carqueiranne – Arnaud Latil : « On va instaurer un autre climat »**
Var Matin – 18.07.2020
- 4 Ollioules – Projet urbain du centre-ville : la première étape validée**
Var Matin – 22.07.2020
- 5 L'Espace nature du Plan pour un grand bol d'air**
Var Matin – 10.08.2020
- 6 Ollioules – Grands travaux : où en est-on ?**
Var Matin – 23.09.2020
- 7 Le Revest – Le barrage démarre son chantier du siècle**
Var Matin – 08.10.2020
- 8 Ollioules – Le centre-ville requalifié**
Var Matin – 17.11.2020
- 9 Ollioules – L'entrée de ville va se métamorphoser**
Var Matin – 18.11.2020
- 10 Six-Fours – Un nouveau parking pour le parc de la Méditerranée**
Var Matin – 30.11.2020
- 11 Saint-Mandrier – Un avenir pour Fliche-Bergis**
Var Matin – 16.12.2020
- 12 La Valette – Les futures écoles se dévoilent**
Var Matin – 18.12.2020
- 13 Ces grands chantiers achevés en 2020**
Var Matin – 29.12.2020

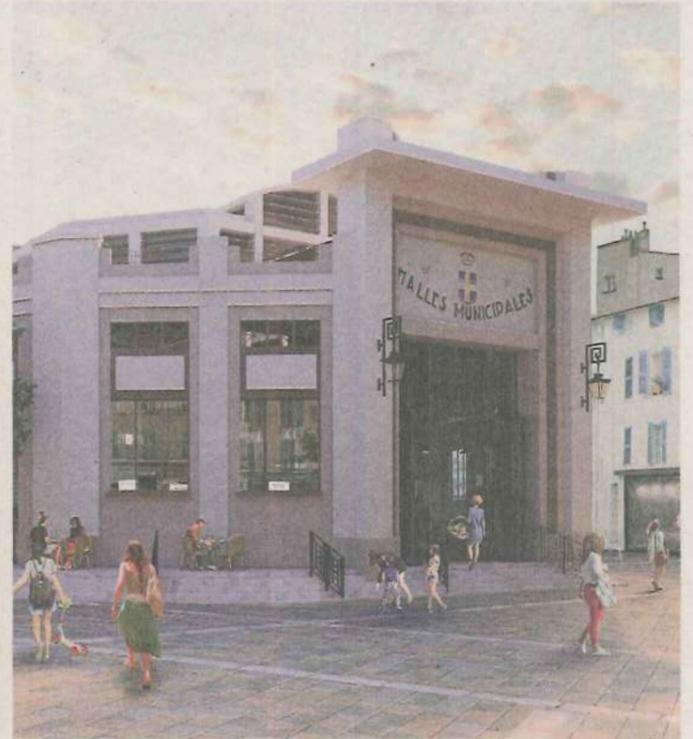
La métamorphose de la

Halles renaissantes, îlot Montéty, promenade verte, pôle numérique et quartier de la connaissance... Toulon se transforme. Résolument vers le high-tech, l'écologie et le bien-vivre

Les halles reviennent, les halles revivent. Enfin. Après plus de 15 ans d'inactivité, le bâtiment va retrouver son offre d'origine : des commerces de bouche et de loisirs. Mieux : un lieu de promenade comme il en existe dans les grandes villes de France. Sur près de 1 000 mètres carrés de superficie de vente, les halles nouvelles regrouperont 21 « spots », balayant tous les secteurs de l'alimentation et du « bien vivre » : boucher, volailler, charcutier, poissonnier. Mais aussi fromager, cafetier, bar à vins, pizzeria, boulanger, primeur et même un trufficulteur ! Un vrai village dans la ville, en somme. Mais avant cela, les travaux vont s'intensifier jusqu'en octobre prochain, fin prévue du chantier. On espère une ouverture dans la foulée, c'est-à-dire à la fin de l'année. Le montant global de l'opération s'élève à près de 4,5 millions d'euros et le projet a été confié au groupe Altarea Cogedim et à la société Bitoki. La ville tient beaucoup à ce projet en plein cœur de la cité qui renoue avec le passé illustre de Toulon. Et anime un secteur jadis boudé par les habitants.



Aujourd'hui (à gauche)... et dans le futur (à droite) : c'est un village dans la ville qui va « pousser » ici, aux halles. Grés travaux en vue !



(Photo Luc Boutria et photo-repro DR)

Une coulée verte

Du vert, du vert ! Une promenade verte va se dessiner au travers de la ville pour les piétons, les vélos et tous les transports doux. Exit les voitures ! Ce projet de promenade verte entend relier le stade Mayol et le pôle universitaire à l'éco-quartier Chalucet. Cela, par une voie verte qui passera par le parc des Lices et le boulevard Commandant Nicolas. La première tranche des travaux a débuté entre Mayol et le boulevard Tessé et devrait être livrée cette année. Cette ligne passera pas l'actuelle « voie express ». Un accès direct au plateau sportif du pôle universitaire va également être créé. L'objectif, à terme, est de connecter cette promenade verte avec le futur pont des Arts qui sera créé entre la gare et le nouveau quartier Montéty. Un vaste projet pour 2020, estimé à 2 millions d'euros.

Montéty : l'îlot se reconstruit cette année

Plus de 1 200 nouveaux étudiants - futurs professionnels de santé - guettent la réalisation du projet de l'îlot Montéty. Car c'est ici, sur 8 000 mètres carrés, qu'ils prendront place. L'Institut de formation public varois des professions de santé promet d'être une réussite, au centre des 20 000 mètres carrés restructurés de cet îlot, tout dévolu à la jeunesse. Enveloppe globale : 28 millions d'euros sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole et financé par

la Région. Le début des travaux est fixé au premier semestre pour une livraison programmée pas avant 2022. Au sud de l'îlot, un hôtel B.B de 82 chambres sur 11 000 mètres carrés ainsi que des bureaux et des espaces partagés en co-working sont programmés. Cette partie sera financée par le groupe privé Denis, à hauteur de 50 millions d'euros. Après la pose de la première pierre, en décembre, les travaux vont se succéder cette année.



Sus aux gravats ! Le nouveau Montéty va s'étendre sur 20 000 mètres carrés restructurés. (Ph Franck Muller)

Un pôle numérique tout neuf sort de terre

Les bouleversements vont continuer sur le boulevard Commandant Nicolas. Le quartier va être l'épicentre d'un nouveau pôle numérique de 1 600 mètres carrés. Toulon avait déjà une maison du numérique et de l'innovation. Cette fois, ce sont 1 000 mètres carrés d'espaces modulaires qui sont promis à des startups de la région. Un datacenter est également envisagé sur les lieux, ce qui porte à 3 millions d'euros le coût de ce projet entièrement financé par des entreprises privées. Bordé de palmiers, le bâtiment va sortir de terre et être aménagé tout au long de l'année pour une livraison programmée au premier semestre 2021.



Un data center et des espaces dédiés aux startups de la région sont prévus ici. (Photo-repro DR)

Ollioules

La Maison du patrimoine émerge

Après plus de dix-huit mois de travaux, l'espace muséal de la Maison du patrimoine accueillera ses premiers visiteurs durant le printemps 2020. Dans cet hôtel particulier du XVII^e siècle, l'aménagement d'un musée a nécessité de lourds travaux ainsi que la restauration des décors de gypseries. La maison en compte près de 80, d'époque Louis XIII, qui composent une galerie fantastique dans laquelle on retrouve des têtes d'empereurs romains, des têtes d'animaux, mais aussi des clés de voûte et des clés pendantes. Ces décors seront au cœur d'un parcours scénographique qui, au fil des quatre étages du bâtiment, proposera une visite interactive autour de grands thèmes : les gypseries et la géologie, les grands témoins et les phases de l'histoire de Provence, le patrimoine agricole, le territoire comme lieu de villégiature. La visite prendra la forme d'une enquête dont le but sera de partir à la recherche des origines de la maison, lesquelles demeurent, encore aujourd'hui, en partie méconnues...

métropole est en cours

Le projet Chalucet sera inauguré le 17 janvier

Moins de quatre ans auront été nécessaires pour mener à bien ce projet de dimension nationale. Moins de quatre ans pour faire sortir de terre (à la place d'un ancien hôpital), un quartier nouveau, moderne et consacré à la connaissance. Cet ensemble, niché autour du jardin Alexandre 1^{er}, comprend l'École Supérieure d'Art et de Design TPM (ESADTPM), l'École supérieure internationale de commerce Kedge Business School, l'école Camondo Méditerranée, un incubateur et une pépinière d'entreprises numériques, une médiathèque municipale et départementale, et des services et bureaux administratifs pour le Conseil départemental du Var. Ainsi que des logements.

Ce nouveau quartier devrait faire battre le cœur de la métropole. Le projet a été dessiné par l'architecte Corinne Vezzoni. « Le jardin Alexandre 1^{er} est un écrin somptueux, servi par la qualité des grands horizons du paysage toulonnais » qui permettra « de réunifier les espaces du quartier, leur donnant en partage fraîcheur, ombrage et confort urbain ».



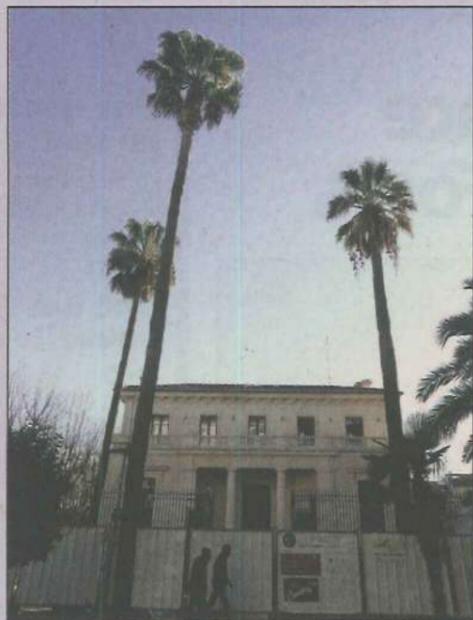
Le quartier de la connaissance sera inauguré le 17 janvier prochain. Les Toulonnais seront invités à le visiter et à le découvrir. (Documents cabinet Vezzoni)



HYÈRES

La Banque, musée des cultures et du paysage

Quatre ans après le vote du projet au conseil municipal, l'ouverture du musée des cultures et du paysage est programmée à la fin du printemps. La défaillance d'une société titulaire d'un lot important de travaux (sol, plâtre, peinture), a retardé l'inauguration prévue pour les Journées du patrimoine 2019. Le projet reste inchangé : valoriser le fond du musée d'Hyères, 1590 pièces mises à l'abri depuis 2002 et exposées ponctuellement. Cent cinquante œuvres seront présentées, dans un parcours chronologique et thématique retraçant l'histoire de la ville et l'évolution de son paysage depuis l'Antiquité. Des œuvres contemporaines (une installation sur le thème des bigaradiers, la célèbre photo de Cartier-Bresson, *Hyères 1932*) dialogueront avec les collections du musée. Le retard dans le chantier a fait naître une incertitude dans le choix de la première exposition temporaire. Deux possibilités : une exposition consacrée à Jean Fautrier qui a beaucoup peint Port-Cros, ou *Face au soleil, les artistes, la Provence et la Méditerranée, 1840-1950*, exposition reconnue d'intérêt national par le ministère de la Culture en 2019, avec le soutien du musée d'Orsay. Le musée d'Hyères est lui-même labellisé musée de France. Une équipe de médiation se consacrera à l'accueil des scolaires, s'appuyant sur une scénographie repensée et des dispositifs numériques.



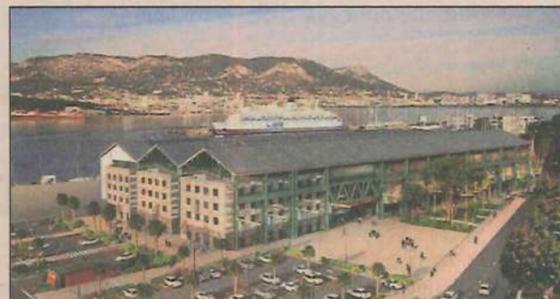
L'ancienne banque de France devient musée des cultures et du paysage. (Photo F. M.)



La Seyne

Le bout du tunnel pour les anciens ateliers ?

Attendu depuis près de huit ans, le projet de pôle de loisirs dans l'ancien Atelier mécanique des chantiers navals, devrait enfin voir le jour cette année. La toute récente validation du permis de construire par la cour administrative d'appel de Marseille, laisse en effet entrevoir le lancement prochain des travaux. Choisi par la ville pour réaliser le projet, le groupe Quartus met plus de 40 millions d'euros sur la table pour aménager ici neuf salles de cinéma (exploitées par CGR), deux hôtels (un deux étoiles et un quatre étoiles), trois restaurants, des cellules commerciales et des



Le groupe Quartus attend depuis près de huit ans le feu vert pour aménager un pôle de loisirs avec neuf salles de cinéma dans l'ancien Atelier mécanique. (DR)

espaces de bureaux, un mur d'escalade... Le chantier débutera par des opérations de dépollution des sols et de déplombage des structures. Une phase qui devrait durer environ six mois, sur un rétro-

planning prévoyant deux ans et demi de chantier pour construire 20 000 m² de surface plancher. Dans le montage prévu, la ville reste propriétaire du site et accorde un bail de 60 ans à l'opérateur qui lui reversera un loyer annuel.

La caserne des pompiers enfin rénovée

Construit il y a plus de 70 ans, le centre de secours historique des sapeurs-pompiers de La Seyne, boulevard Maréchal-Juin, n'a connu aucune véritable remise en état depuis lors (hormis un agrandissement dans les années 1970). Et parce que les conditions de vie y sont « dégradées »,

selon le directeur du SDIS, mais aussi parce que son emplacement est jugé « stratégique », la caserne va donc être réhabilitée. Les travaux, dont le budget a été évalué à 500 000 euros, vont débuter cette année, pour une livraison attendue en 2021.

SIX-FOURS

Parc, écoles, pôle médical : les projets qui avancent

La requalification du parc de la Méditerranée et la construction des nouvelles écoles en centre-ville font partie des grands projets de la mandature qui débute

Après une longue trêve de plus de six mois, due aux inédites élections municipales 2020 dont les deux tours ont été espacés en raison de la crise sanitaire, les dossiers de la commune reprennent leur cours. Ainsi lors du conseil municipal de mercredi après-midi, les élus ont adopté une demande de subvention à la Région pour la requalification du parc de la Méditerranée, qui doit être rénové en profondeur après plus de trente ans d'existence⁽¹⁾.

Début des travaux à l'automne

« Nous venons de lancer la consultation d'appel d'offres, a précisé le maire Jean-Sébastien Vialatte. Dès cet automne débiteront les travaux du parking paysager. »

L'estimation prévisionnelle de cette opération s'élève à 2,7 millions d'euros, dont environ 1,5 million financé par la commune, le reste par la métropole TPM (1 million) et la Région (200 000 euros). La durée prévisionnelle des travaux est de dix mois.



Allées, plantations, table d'orientation... Plus de trente ans après sa création, le parc de la Méditerranée va être rénové en profondeur.
(Photo doc V.-m.)

La requalification du parc de la Méditerranée viendra achever un ensemble d'aménagements entamés en 2016. « Elle permettra de prolonger la promenade qui débute à la Maison du Cygne jusqu'au fortin du Cap Nègre,

en passant par le chemin de la Coudoulière », se réjouit le maire.

Écoles : un projet à 11,8 millions

L'autre projet, de plus grande envergure encore,

qui a été évoqué lors du conseil municipal par Sandra Kuntz, 5^e adjointe, est celui de reconstruction des écoles maternelle Reynier (dix classes pour 280 élèves) et élémentaire Condorcet (douze classes pour 320

élèves), ainsi que d'un restaurant scolaire et d'un petit pôle médical. Un concours de maîtrise d'œuvre a déjà été lancé est en cours d'attribution.

Le coût global du projet est estimé à 11,82 millions

d'euros HT et les élus ont demandé une subvention de 1,77 million d'euros au titre de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL). Le plan de financement prévoit également la participation financière de la métropole TPM (2,40 millions) et de la Région (2,36 millions).

Pour plus de sécurité au port

Enfin, on retiendra aussi de la longue séance de mercredi le projet de confortement de la digue ouest du port de la Coudoulière, estimé à plus de 1,6 million d'euros HT. « Mais il sera financé par le budget du port et ne coûtera donc rien aux contribuables six-fourmais », a précisé Jean-Sébastien Vialatte.

Une subvention de 150 000 euros a été demandée au conseil régional dans le cadre du Contrat régional d'équilibre territorial (CRET), partenariat entre la Région et la métropole TPM.

ANNE FUERXER

1. Le parc de la Méditerranée avait été inauguré le 24 juillet 1988 par Philippe Estève, alors maire de Six-Fours.

Un espace pour les médecins au Brusuc



Stéphanie Guillaume, 3^e adjointe, et le maire Jean-Sébastien Vialatte.

C'est le Dr Stéphanie Guillaume, 3^e adjointe au maire, qui a exposé mardi au conseil municipal le projet de création d'un pôle médical au sein de l'Espace Jules-de-Greling, situé rue Marius-Blondil et dont la ville est propriétaire. « Nous souhaitons y installer deux médecins, avec lesquels nous proposons de signer des baux

professionnels d'une durée de six ans. Le loyer mensuel s'élèvera à 550 euros pour chacun. »

Trois médecins à terme
Dominique Nemeth (opp. gauche) a demandé si l'on aurait la garantie que ces médecins ne pratiquent pas de dépassements d'honoraires ou non. Et c'est le



Dominique Nemeth.

(Photos Dominique Leriche)

maire qui lui a répondu : « Les deux premiers médecins qui vont s'installer dans ce pôle médical exerçaient déjà au Brusuc, en secteur 1. L'un d'eux voulait partir car ses locaux n'étaient pas adaptés et cela nous a permis de le retenir. Il y a de la place pour un troisième médecin. On ne va pas faire les difficiles, si un exerçant en

secteur 2 est candidat, on l'acceptera. Le manque de médecins est une réalité, même sur le littoral. » A ce sujet, questionné par Erik Tamburi (opp. droite) sur les conséquences de la fin du *numerus clausus*, Jean-Sébastien Vialatte a répondu : « Ce n'est pas compliqué, il faut dix ans pour faire un médecin. »

Et aussi

Fête de la tomate le 26 juillet

La 6^e édition de « Six-Fours fête la tomate » se tiendra sur la place des Poilus et l'avenue Vincent-Picard dimanche 26 juillet, de 9 h à 22 h. La municipalité a décidé de ne pas faire payer les droits d'occupation du domaine public aux forains qui participent. Cette décision « n'est pas un gage de manifestation qualitative », a estimé Didier Garcia (opp. droite), tandis que Dominique Nemeth (opp. gauche) s'est inquiété de l'accord de la préfecture. Au premier, le maire a répondu : « Je prends acte de votre position, tout à fait respectable. » Au second : « Ce n'est rien de plus que le marché du samedi, en plus petit. Et cette manifestation ne nécessite pas la présence de la police nationale. »

**Rugby club du Pays six-fourmais**

En fin de séance du conseil, Frédéric Boccaletti (photo ci-dessus) a questionné Jean-Sébastien Vialatte sur sa réaction au jugement du tribunal administratif du 30 juin dernier, donnant raison au Rugby club du Pays six-fourmais dans le conflit qui l'oppose à la ville (voir *Var-matin* du 2 juillet). « Nous allons faire appel de la décision, a assuré le maire. Mais cet appel n'étant pas suspensif, nous allons leur donner des créneaux à la rentrée. »

CARQUEIRANNE

Arnaud Latil : « On va instaurer un autre climat »

« J'hérite d'une situation très difficile ». A peine installé comme maire, Arnaud Latil découvre des finances qui donnent peu de marge de manœuvre et une gestion du personnel exsangue

Il est le nouveau visage de la scène politique métropolitaine. Sans parti politique, sans soutien, à 46 ans, Arnaud Latil est devenu le 28 juin, maire de Carqueiranne. Ému aux larmes lors de la remise de son écharpe tricolore, il a savouré avec son équipe un parcours sans faute qui lui a permis de tenir largement à distance son principal adversaire, l'adjoint sortant Alain Gallan, de plus d'un millier de voix. Un souhait de changement sans appel notifié par un électoral lassé des querelles intestines. Pour le quadragénaire, le but n'est pas de faire « carrière » mais de rendre à la ville ce qu'elle lui a donné. « Carqueiranne ville m'a permis de m'élever en tant que personne mais aussi de m'élever au niveau social ». Rencontre avec un homme déterminé, qui assume ses choix et qui place l'humain au cœur de l'action.



Arnaud Latil, maire et vice-président de TPM..

(Photo Patrick Blanchard)

Votre parcours est atypique. Vous n'êtes pas issu du sérail politique. Qu'est-ce qui a motivé votre engagement ?

En 2014, j'avais déjà cette idée mais je ne me sentais pas encore prêt. J'ai toujours aimé me donner des objectifs. À 46 ans, je me sens fort, un produit fini. Je veux m'investir pour ma ville, avec mon équipe, avec des élus investis. J'ai beaucoup d'envie, beaucoup de passion et je n'avais pas envie de la faire à la fin de ma carrière professionnelle. Il faut donner de la vie aux années et pas des années à la vie. Mon activité professionnelle me manque, mes patients me manquent mais je sers la ville différemment. Je vais sans doute m'organiser pour consacrer un moment à mon métier, pour être toujours en contact avec le terrain. J'y tiens.

« La commune est malade », dites-vous...

Quand je suis arrivé dans la mairie, c'est une chappe de plomb qui nous est tombée dessus. J'ai vu l'état dans lequel était la ville. À l'image de l'état des

drapeaux qui étaient en lambeaux à l'entrée de la ville. Il y avait une ambiance pesante. Il n'y avait pas de vie dans cette mairie avec des employés qui travaillent chacun de leurs côtés, pas d'unité, pas d'entraide, une grosse désorganisation. Mais, j'ai trouvé une source d'espoir car il y a une réelle volonté de se remettre au travail, des employés et des directeurs qui ont envie de se remobiliser.

Vous avez découvert le niveau d'endettement de la ville à plus de 23 M d'€...

La somme est... colossale. La dette est de 23 M d'€⁽¹⁾, tous budgets confondus. Ça va être très compliqué. On a 1,4 M€ de capital à rembourser chaque année, 500 000 € d'intérêts ; soit plus de 2000 € par habitant. Depuis 4 ans, on ne se désendette pas. On est à 12/13 années d'endettement. La marge de manœuvre est faible. On est en grosse difficulté. Il va falloir trouver des solutions, faire un audit financier.

Comment aller vous gérer

cette situation financière ?

On ne va pas remplacer les fonctionnaires qui vont partir à la retraite, on fera des recrutements en interne. On va essayer de chercher de l'aide à la Métropole et au Département. On a aussi les carences en logements sociaux, soit 500 000 € d'amende : il faut avoir une vision « métropole ». Je vais prendre rendez-vous avec le préfet. Il va falloir réorganiser les services, renégocier avec les

“ Je demande à la police d'être ferme ”

banques. Je dirais toujours la vérité sur tout : nous sommes en très grande difficulté financière. Il faudra plus d'un mandat ! La Chambre régionale des comptes a alpagué la commune car nous sommes à 7 semaines de congés (au lieu de 5) pour le personnel communal. Nous allons devoir négocier avec les représentants du

divisionnaire Dominique Nivaggioli pour demander des patrouilles. C'était facile de dire qu'à Carqueiranne il ne se passe rien, qu'on est en sécurité, qu'il n'y a pas de vols, pas d'agressions... On a laissé pourrir une situation, il y a eu un laxisme et certains se croient tout permis. Je vais casser ça !

La propreté de la ville, une priorité ?

Ce n'est plus possible. Il faut que l'on remette de la propreté dans la ville. Il faut réactiver tous les services. Mais l'envie du personnel est bien là. Ils attendent une autre forme de management.

Vous êtes élu métropolitain. Comment vous positionnez-vous, vous l'homme sans parti ?

J'ai été très bien accueilli. J'adhère au discours d'Hubert Falco, c'est un rassembleur et je retrouve des valeurs qui sont les miennes. L'avantage est - mon prédécesseur Robert Mason ne l'était pas - d'être vice-président de TPM, je vais pouvoir travailler en étroite collaboration avec eux. C'est un avantage, on va être écouté.

Quel est votre avis sur Bettyzou et ce projet immobilier d'envergure (porté par la famille Virenque) en bord de mer ?

Sans plan local d'urbanisme, nous sommes régis par le règlement national d'urbanisme. C'est un dossier qui a été transmis à la préfecture qui a jugé le site zone urbaine. Cela a été validé par l'ancienne municipalité qui était en droit de refuser. Le 12 mars, soit trois jours avant le premier tour, la municipalité a donné l'accord. On est sous le fait accompli. J'ai une marge de manœuvre quasi nulle.

PROPOS RECUEILLIS PAR PEGGY POLETTO

1. Durant la campagne, M. Latil a dénoncé le montant de la dette et une « situation financière très dégradée ». Une situation contestée le 25 février dans un communiqué du maire et des élus qui estimaient : « les finances sont aujourd'hui saines ».

Parcours

« Je suis arrivé à l'âge de 4 ans à Carqueiranne. Avec ma mère et mon frère, nous avons vécu dans les logements sociaux à Bellevue. Ensuite j'ai suivi une scolarité normale, de l'école maternelle Romain-Rolland au collège. Je suis ensuite parti au lycée technique Rouvière où j'ai obtenu une bac électronique». Mais il va suivre un autre parcours. Dans les pas de sa mère aide-soignante. « J'ai passé le concours d'infirmier la même année que le bac à 18 ans. J'ai travaillé tous les étés à San-Salvador dès mes 17 ans ». Il s'oriente naturellement vers ce métier. Pour aider les autres. Il fait son service militaire au 3 RI à Nîmes, travaille en pédiatrie pendant 8 ans, suivi de 17 ans d'activité libérale.

Sa famille

Pompier volontaire depuis 20 ans sur l'aire toulonnaise, Arnaud Latil est père de deux enfants de 7 et 14 ans, il se satisfait que ces derniers suivent les mêmes écoles que lui, dans sa ville de cœur. « Je vis Carqueiranne, je respire Carqueiranne, j'aime cette ville qui fait intégralement partie de ma famille ». Parti de rien, l'enfant des HLM carqueirannais, s'est accompli professionnellement et familialement en ancrant ses racines dans la cité littorale, jusqu'à y construire sa maison.

Sportif accompli

Après avoir joué au foot à Carqueiranne en équipe première « en PHA ou PHB jusqu'à 16 ans », il joue au rugby. J'ai joué deux ans à Hyères pour avoir un niveau un peu plus élevé.

OLLIIOULES

Projet urbain du centre-ville :
la première étape validée

Après avoir confié à Var Aménagement Développement le grand projet de requalification urbaine sur un site de 12 000 m², la majorité lance le concours de maîtrise d'œuvre

Il est l'un des dossiers phares de la nouvelle mandature de Robert Bénéventi et de l'équipe de la majorité. L'ambitieux projet de requalification urbaine du centre-ville ollioulaïsis s'est une nouvelle fois invité à la table des élus réunis, avant-hier soir, en conseil municipal à la salle des fêtes.

Ambitieux, il l'est à double titre : d'une part, par le programme défini par la commune (lire par ailleurs), et d'autre part, par le coût prévisionnel chiffré à 39,92 millions d'euros hors taxe. « Cette opération d'envergure doit associer la Métropole TPM au titre de ses compétences en matière de voirie et de stationnement, notamment », a précisé le premier magistrat. Après avoir désigné, le 27 janvier dernier, par appel d'offres européen, la société Var Aménagement Développement pour conduire cette opération d'envergure sur un site de 12 000 mètres carrés (lire par ailleurs), les élus



Le maire, Robert Bénéventi a lancé la phase première de ce projet ambitieux lors d'un conseil municipal retransmis en direct sur les réseaux sociaux. (Ph C. P)

ont franchi une nouvelle étape.

Une liste de quatre candidats maximum

Celle d'autoriser le maire à lancer le concours de maîtrise d'œuvre. Les neuf membres du jury du concours ont été également désignés (six membres de la commission d'appel d'offres, et trois membres experts).

Le nombre de candidats invités à remettre un projet est fixé à quatre au maximum, et ce sous ré-

serve d'un nombre suffisant de dossiers répondant aux critères de sélection. Au regard du « travail conséquent et de la perte subie par l'équipe qui sera écartée, et comme « la loi le prévoit », a précisé le maire, « une prime d'un montant de 79 850 euros hors taxe, sera allouée aux concurrents qui auront remis des prestations conformes au règlement du concours. »

Un projet ambitieux, qui, selon Claudie Cartereau-Zunino, élue de l'opposition de la liste « Alter-

native de la Gauche et des Écologistes », doit, aussi, se prévaloir d'une autre ambition : celle de l'obtention d'un « label éco-quartier » dans le cadre de la transition écologique. « Ce n'est pas un éco-quartier », a nuancé le maire, mais la ville demeurera très attentive à « tout ce qui pourra rendre cette opération autonome en termes d'énergies entre autres ».

La demande auprès de VAD d'étudier la géothermie va aussi dans cette prise en compte de critères écoresponsables. Favorable à développer les transports doux, l'élue de l'opposition a demandé « s'il n'était pas possible de profiter de la restructuration du quartier pour prévoir une piste cyclable au niveau de la voie du square de l'Europe prévue en double sens ». « Ce qui est recherché, c'est d'éliminer le nombre de véhicules au cœur du village. Pour cela, il faut cette voie à double sens », a répondu Robert Bénéventi. Et de rappeler que le projet prévoit une promenade le long de La Reppe.

CATHERINE PONTONE

Un livret « A nos héros du quotidien »

Le maire, Robert Bénéventi a remis à chacun des membres siégeant au conseil municipal, leur carte d'élue.

Il a tenu, aussi, à leur offrir un petit livre en hommage aux personnes en première ligne durant la crise sanitaire.

Ce petit recueil de témoignages intitulé A nos héros du quotidien a été acheté par la commune dans le cadre d'une action solidaire.

« Nous l'avons acheté à 2 euros l'unité et 1 euro est reversé à la fondation de France pour les soignants, les chercheurs et les personnes vulnérables », a expliqué le maire.

Il a, ainsi, invité les membres du conseil municipal à le lire et surtout à en parler autour d'eux afin d'inciter le plus grand nombre à faire ce joli geste de solidarité envers tous ceux qui se sont investis durant cette crise.

Ce que la commune a défini

Le site identifié

Il comprend les places Paul Lemoine, Malraux et son parking souterrain, le parking Estienne d'Orves et le square de l'Europe.

Programme ambitieux

Celui qui a été défini par la commune comprend : un espace culturel avec média-ludothèque, une salle polyvalente-auditorium,

un conservatoire de musique et un cinéma trois salles ; une partie commerciale et restauration en rapport avec l'espace culturel ; un bâtiment à vocation tertiaire ; une maison d'assistante maternelle ; une salle communale pour les associations ; des logements pour les gardiens du site ; un parking souterrain de 800 à 900

places ; une requalification complète des espaces publics extérieurs avec création d'une promenade en bord de Reppe ; un jardin avec zone de jeux pour enfant sur l'actuelle place Lemoine, et un jardin de détente sur le square de l'Europe ; et enfin, un bâtiment de logements de standing relevant d'un opérateur privé.

Du budget adopté à la majorité aux brèves de conseil

Pas d'emprunt en 2019

Les élus ont examiné le compte administratif 2019. Il présente un résultat de 9,3 millions d'euros : 4,08 millions d'euros en section d'investissement et 5,24 millions d'euros en section de fonctionnement. À noter que la commune n'a pas réalisé d'emprunt en 2019. « Cela devrait se confirmer cette année et en 2021 », a rapporté Christine Del Nero, première adjointe, déléguée aux finances. L'excédent brut de plus de 5,24 millions d'euros en section de fonctionnement dégagés encore en 2019 n'est pas une surprise. « Ce constat est en parfaite adéquation avec la nécessité de dégager chaque année de l'épargne pour financer l'investissement », selon la ville.

Aide de l'État en baisse

L'examen du budget primitif 2020 pour lequel l'opposition, en désaccord avec les choix politiques, s'est abstenue révèle : « Le maintien des taux de fiscalité bas, une épargne forte, et aucun recours à l'emprunt en 2020. L'équilibre budgétaire s'appuie sur une section d'investissement de 27,7 millions d'euros et une section de fonctionnement de 14,8 millions d'euros. »

Si l'impact de la crise sanitaire n'est pas « neutre », « elle n'est pas de nature à compromettre l'ambition de la commune en matière de travaux ou de réalisation d'équipements structurants », a rassuré la première adjointe. L'impact de l'État sur l'enveloppe des collectivités locales est, elle,

bien réel. Le maire a déploré « la baisse permanente de la dotation globale de fonctionnement, tous les ans. Bien sûr on n'aura plus rien. Et pourtant, nos actions que cela soit pour les écoles ou encore l'état civil, nous les faisons à la place de l'État. On est très mal aidé, financé, et très mal récompensé. »

Mise en valeur du patrimoine bâti la nuit

La ville entend valoriser le patrimoine la nuit en posant des éclairages. Les monuments concernés sont : la Maison du patrimoine, la Criée aux fleurs, le couvent des Observantins et son pigeonnier, la fenêtre renaissance du 12, rue Marceau, le pont de la Bonnefont, et le Pont

de Trisse Rattes. Coût de cette opération : 130 000 euros hors taxe. La ville a sollicité le Département pour une aide financière.

Eaux pluviales : comment mieux les gérer

Comment désimperméabiliser les sols et les végétaliser pour gérer au mieux la problématique des eaux pluviales ? La réponse se situe dans les conclusions d'une étude de faisabilité engagée par la ville sur les trois cours d'école. À cela trois objectifs : résoudre les désordres occasionnés par les phénomènes pluvieux majeurs ; améliorer le cadre de vie des élèves scolarisés par une végétalisation des cours d'école, et

proposer aux enseignants et élèves un support pédagogique sur le cycle de l'eau.

La ville a demandé une subvention à l'agence de l'eau à hauteur de 70 % du coût global de l'étude de 13 070 euros hors taxe.

Vidéo protection sur les façades de Var Habitat

Les élus ont donné le feu vert au maire pour signer une convention avec le bailleur social Var Habitat pour installer des dispositifs de vidéo-protection sur les façades des immeubles. Cela s'inscrit dans une volonté de la commune, soucieuse d'améliorer la sécurité des personnes et des biens « d'étendre son système de vidéo-protection sur la commune. »



L'Espace nature du Plan

Quasiment achevé, l'Espace Nature départemental entre **La Garde** et **Le Pradet** ne sera

Ne l'appellez plus « Parc nature ». Après l'avoir nommé ainsi durant des années, le Département, propriétaire du site, l'a baptisé « Espace nature départemental ». Une appellation qui mettra sans doute quelques saisons à entrer dans les mœurs. Une paille cependant comparée à la durée du chantier. Si le premier coup de pioche (enfin, plutôt de bulldozer) a été donné le 15 juin 2015, la décision politique de transformer les zones humides du Plan de La Garde en espace naturel consacré à la prome-

nade, remonte au siècle dernier. Les bons connaisseurs du dossier évoquent une trentaine d'années de labeur durant lesquelles défricher les questions juridiques et administratives a demandé plus d'énergie que pour creuser les étangs.

Inauguration enfin annoncée

Le bout du chemin semble cependant se profiler. Après d'innombrables reports, le Département annonce l'inauguration officielle du site et de la Maison de la nature pour la rentrée.

Précisément, c'est en profitant des Journées du patrimoine (les 19 et 20 septembre) que le ruban tricolore doit être coupé.

Récemment encore envisagée au mois d'avril (parce que c'est la période de l'année durant laquelle la végétation est la plus belle), l'inauguration est à ajouter à la longue liste des victimes du Covid.

Qu'importe, même si durant la saison sèche, le site n'est pas forcément au mieux de sa forme, ceux qui n'ont pas encore osé s'y aventurer auront une belle surprise.

Une autre solution consiste cependant à ne pas attendre que les étés viennent s'entremêcher pour la photo officielle.

Rien n'interdit en effet d'ores et déjà de déambuler le long des sentiers qui serpentent au bord des étangs ou s'enfoncent dans la forêt.

Officiellement, c'est toujours au chantier, mais depuis longtemps, la tolérance est de mise et, à l'exclusion de la Maison de la nature, de la tour d'observation et du jardin pédagogique, l'ensemble des 130 hectares est fréquentable... et très fréquenté.

Le chiffre

25

C'est, en millions d'euros, la facture que présente le Département pour évoquer l'investissement réalisé. Il précise avoir reçu le soutien de l'Agence de l'eau et de l'Union Européenne. Chacun d'eux pris en charge 3 millions d'euros.

Y aller

650 places de parking sont prévues pour les visiteurs qui peuvent arriver par le chemin de la four ou l'avenue du 14 juillet 1789. Pour les cyclistes, une liaison entre la piste du Littoral et le parc part du complexe sportif du Pradet et court le long de l'avenue du 14 juillet 1789.



pour un grand bol d'air

officiellement inauguré qu'en septembre mais réserve déjà de belles surprises aux promeneurs

La Maison de la nature en finition

C'est le clou du spectacle, la dernière cartouche que se réserve le Département pour avoir une surprise à offrir aux visiteurs lors de l'inauguration. Plantée face aux étangs, la Maison de la nature finit d'imposer son étonnante silhouette au Plan.

L'architecte, Yves Ferret, l'a voulu écoresponsable (toiture végétalisée, géothermie, béton de chaux, bois européen, éolienne, panneaux solaires...) et originale avec ses courbes en sourcils pour souligner le regard.

Construite sur pilotis, à 3,5 mètres du sol (un mètre au-dessus du niveau de crue centennale), elle offre une terrasse

splendide sur les 130 hectares de nature.

À l'intérieur, sur 560 m² elle proposera une salle conviviale destinée à boire un verre et une salle d'exposition. Objectif pour le Département, en faire le vaisseau amiral de sa flotte.

Un premier espace y présente toutes les richesses de l'Espace nature en dévoilant les petits secrets de la faune et la flore qui l'habite.

Un second renvoie vers les multiples propriétés du CD83 pour programmer d'autres visites (Maison des 4 frères au Beausset, Ecoleferme de la Barre à Toulon,...).

A savoir

■ **Surface** : 135 hectares, à cheval sur La Garde et Le Pradet.

■ **Sentiers** : 56 kilomètres de sentiers pistonniers serpentent dans l'Espace nature. Ils sont accessibles aux cyclistes et aux personnes à mobilité réduite. Les cavaliers disposent de 2,5 km de pistes équestres.

■ **Oiseaux** : Avant les travaux, les ornithologues avaient recensé 89 espèces sur le Plan de la Garde. Depuis que les étangs ont été creusés, ils observent désormais plus de 200 espèces d'oiseaux.

■ **Bâtiments** : En cours de finition, l'Espace nature compte deux bâtiments principaux : la Maison de la nature et

une tour d'observation. A 13 mètres de haut, cette dernière offre une plateforme qui permet de promener son regard au-dessus des cimes de la hêtraie.

■ **Flore** : 15 espèces végétales protégées cohabitent sur le plan.

■ **Enfants** : En attendant l'ouverture des jardins thématiques, les enfants peuvent jouer sur le parc ludique (à côté du parking de la Bouillie).

■ **Chiens** : Tenus en laisse, ils sont autorisés partout sauf à proximité immédiate des étangs.

■ **Graffiti** : le long de la voie ferrée, l'Espace nature propose un spot de graffiti.

■ **La Maison de la nature** ne sera accessible qu'à partir du 19 septembre.

■ **Les promenades** sur les 130 hectares de l'Espace nature

sont en revanche déjà possibles, que ce soit à pied, à cheval ou à vélo. Au fil des sentiers, alternent les points d'eau, les grandes prairies d'herbes folles et les sous-bois ombragés.

Dossier : P.-H.C.
phcsie@nicematin.fr
Photos : Patrick Blanchard



OLLIOULES

Grands travaux : où en est-on ?

Lors du conseil municipal, les élus se sont penchés sur deux grandes opérations urbaines et architecturales : celle du site de La Castellane et le projet de la requalification du centre-ville

Les débats qui se sont déroulés, lundi soir à l'espace Pierre-Puget, n'ont donné lieu à aucune passe d'armes entre le maire, Robert Bénéventi, et l'un des élus de l'opposition, Christian Bercovic, bien que ce dernier se soit montré pointilleux sur chacune des délibérations. En cette rentrée de septembre, la réalisation d'un groupe scolaire, d'un stade et d'une salle polyvalente sur le site de La Castellane a retenu l'attention. Laquelle opération, a rappelé le maire, « est scindée en quatre étapes, chacune représentant une tranche de travaux ».

Les élus se sont penchés sur l'avenant numéro 9 au mandat de la maîtrise d'ouvrage déléguée à la société Var aménagement développement. Il concerne un supplément d'honoraires après des travaux complémentaires et relatifs à l'extension de l'école Simone-Veil pour la création d'une classe de maternelle.

Cela portera à neuf le nombre de classes du groupe scolaire dans une école inscrite, a rappelé le maire, « dans le patrimoine » de la commune.



Une extension de l'école Simone-Veil est prévue avec la création d'une classe de maternelle, ce qui portera à neuf le nombre de classes du groupe scolaire sur le site de La Castellane.

(Photo Frank Muller)

Un projet de 44,64 millions d'euros

Autre grand projet urbain et attendu, celui de la requalification du centre-ville. Sur un site d'environ 12 000 mètres carrés comprenant les places Paul-Lemoine, Malraux et son parking souterrain, le parking Estienne d'Orves ainsi que le square de l'Europe, un quartier prendra vie autour de nouveaux équipements publics, culturels, de logements, de commerces et d'un bâtiment tertiaire. Il ne sera pas fait l'impasse sur l'offre de

stationnement public souterrain, avec un parc de plus de 700 places.

« Compte tenu des superficies à construire et à aménager (la maîtrise d'ouvrage a été déléguée à la société Var aménagement développement), le coût prévisionnel de cette opération est fixé à 37,2 millions d'euros hors taxes, soit 44,64 millions d'euros TTC. Dans cette enveloppe-là, il y a la part de la Métropole et celle de la commune », a précisé le maire. « La charge de la commune en matière d'in-

vestissement toutes ces transactions de terrains agricoles, de manière à ce que leur finalité soit bien l'agriculture », a précisé le maire.

La ville a souhaité que tombent dans son giron deux parcelles de terrain situées au Grand Plan, représentant une surface de 9 100 mètres carrés. Coût de cette transaction, dans le cadre d'une préemption auprès de la Safer (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural) : 103 000 euros. Il faut ajouter à ce montant les frais de la Safer, à hauteur de 9 900 euros TTC, et ceux du notaire.

La ville souhaite maîtriser ce foncier en zone agricole inondable, consciente de l'opportunité à saisir sur une « vente peu covrante de terres agricoles d'une superficie proche de l'hectare ».

Une reconquête agricole qui se doublera d'une dépollution du site : un bâtiment inachevé en raison de l'absence d'autorisation d'urbanisme et la présence de débris de verres des anciennes serres. L'Eurl Jardins du Sud serait intéressé par ce terrain dans le cadre d'un bail.

CATHERINE PONTONE

L'hommage

Aucun n'a oublié cette funeste journée du 4 août, quand une énorme quantité de nitrate d'ammonium stockée dans un entrepôt du port de Beyrouth a tué 188 personnes. Avant-hier soir, avant de présider la séance publique, le maire Robert Bénéventi et les élus siégeant en conseil municipal, ont observé une minute de silence en la mémoire des victimes. Le maire a tenu, aussi, à associer les soldats tombés dans l'opération militaire Barkhane (7 soldats tués depuis le début de l'année). Du reste, au cours de la séance publique, le conseil municipal a voté une subvention exceptionnelle d'un montant de 5 000 euros en soutien au Liban. « J'ai proposé de la verser à l'Unicef pour les enfants libanais. Je sais que les fonds iront au bon endroit », a déclaré le maire.

Le barrage démarre son chantier du siècle

Le Revest Le vaste chantier d'aménagement de l'ouvrage centenaire, qui doit durer près de deux ans, vient de débuter. L'occasion de revenir sur quelques questions utiles

► Pourquoi un barrage ?

Décidée en 1909 suite à l'accroissement des besoins en eau de Toulon, la construction du barrage de Dardennes sur le haut du lit du Las est intervenue en 1912. Pour une mise en service de cet ouvrage de plus de 35 m de haut, 154 m de long et d'une capacité d'environ un million de m³, au printemps 1913.

Propriété de la métropole Toulon Provence Méditerranée depuis le transfert de la compétence « eau potable » en 2018, le barrage, qui absorbe notamment les eaux de la source du Ragas, a pour « mission » principale d'alimenter en eau potable environ 40 % de la ville de Toulon, et notamment ses quartiers ouest, ainsi qu'une partie d'Ollioules et le village du Revest.

► Comment est-il contrôlé ?

Équipé de capteurs reliés non-stop à la télésurveillance, le barrage du Revest fait l'objet d'un contrôle étroit et régulier. Comme son exploitation, l'entretien et la surveillance du barrage sont assurés par le délégataire Veolia. Qui organise donc une « visite d'auscultation », comme chez le médecin, deux fois par mois.

En parallèle, TPM, l'assistant de maîtrise d'ouvrage, la Société du Canal de Provence et Veolia diligenteront une « visite approfondie » une fois par an. Enfin, les services de l'État, par l'intermédiaire de la Dreal (direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement), effectuent également une visite de contrôle une fois par an.

► Pourquoi ce chantier d'envergure ?

Reclamés par deux fois par le ser-



Le barrage de Dardennes alimente en eau le village du Revest, mais également une partie d'Ollioules et l'ouest de Toulon.

vice de contrôle, l'Irstea (Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture), en juillet 2011 puis en septembre 2019, ces travaux d'une importance conséquente, répondent à une nécessité de conforter cet ouvrage plus que centenaire, augmenter sa capacité d'évacuation et rénover les équipements mécaniques.

Et prennent encore une autre dimension à la lumière des récents événements dramatiques survenus il y a quelques jours dans l'arrière-pays niçois... « En cette période de changement climatique, indique ainsi Hubert Falco, des épisodes de précipitations de plus en plus intenses, voire extrêmes, sont à prévoir pour les années à venir. On fait de la surveillance,

mais nous avons le devoir, avec ces violents événements, d'anticiper ces crues exceptionnelles et d'adapter le barrage. »

► Quel impact sur les usagers ?

Outre la modification du plan de circulation (lire par ailleurs), « établi en concertation avec le maire du Revest et limitant au maximum les désagréments pour la population », Hubert Falco assure que ce chantier n'aura « aucun impact » sur les usagers, l'usine d'eau potable continuant à fonctionner. Que ce soit sur l'approvisionnement en eau, puisque « si pour une raison ou une autre il fallait stopper l'alimentation du barrage de Dardennes, la Métropole est reliée au Canal de Provence. Et le Canal de Provence,

il suffit d'ouvrir le robinet. Certes, sous le robinet, il y a le compteur. Mais dans tous les cas, il n'y a aucun risque de problème d'eau sur le territoire ». Ou en ce qui concerne la facture des particuliers : « Il n'y aura aucune conséquence sur le prix du m³, confirme ainsi le président de TPM. Ça rentre dans le budget d'investissement de la métropole. »

► Le « lac » va-t-il être vidé ?

Non, répondent d'une seule voix Hubert Falco et Ange Musso. « Les études qui ont été faites depuis plus d'un an prévoient de faire les travaux en l'état », indique le président de TPM. « Après, pour travailler dans l'évacuateur de crue, il est bien évident qu'il ne faudra pas

Le nouveau plan de circulation

Un plan de circulation a été établi le temps de la durée des travaux, qui nécessitent la fermeture des routes du Barrage et du Colombier au droit du barrage. Ces routes, comme celles des Camps et de la Foux restent cependant ouvertes à la circulation des riverains, et une déviation est mise en place pour maintenir l'accès aux quartiers des Lones et des Camps. Autre modification : l'arrêt de bus « Barrage » (à l'angle ouest du barrage) est déplacé de 100 m plus en aval, et l'arrêt « La Foux » est desservi par une navette (minibus AB 50). Pour les scolaires, cette dernière passe à 8 h 15 à l'arrêt de bus et les ramène à ce même arrêt de bus à 16 h 55 après l'école. De même, le bus scolaire Re 01 verra son itinéraire modifié. Enfin, le chemin de randonnée entre le barrage et le village du Revest est fermé.

qu'il soit plein, poursuit le maire du Revest. Quoi qu'il arrive, il va falloir être très prudent pendant les travaux, sachant que la nuit des intempéries, le barrage s'est rempli en quelques heures. Il est bien évident que l'on ne pourra pas garder une capacité complète pendant les deux ans de travaux. »

« De toute façon, ce n'est pas nous qui décidons, termine Hubert Falco. Il y a des spécialistes qui régulent. Mais encore une fois, même si le barrage avait besoin d'être vidé, cela n'aurait aucun impact sur l'approvisionnement en eau du territoire. »

Textes : FANNY ROCA
froca@nicematin.fr
Photos : PATRICK BLANCHARD

Deux phases de travaux

Les travaux, qui devraient durer entre un an et demi et deux ans pour un coût total estimé à 9 millions d'euros, à la charge de TPM, se dérouleront en deux phases.

► Phase 1 (octobre 2020 à septembre 2021)



La première phase prévoit l'élargissement de l'évacuateur de crue existant (notre photo) situé en rive droite de l'ouvrage et se terminant dans le Las, afin d'améliorer sa capacité et permettre l'évacuation d'une crue exceptionnelle. Il passera ainsi d'une capacité d'évacuation de 110 m³/seconde à 240 m³/seconde. Ces travaux consisteront en la démolition de 14 500 m³ de rochers, la création d'un nouvel évacuateur en béton armé et la réalisation de trois ou-

vrages d'art : un pont passerelle et deux ouvrages cadres.

► Phase 2 (juin 2021 à avril 2022)

Cette phase correspond aux travaux de confortement du pied du barrage afin d'améliorer la résistance de l'ouvrage, à l'aide d'un remblai poids aval sur une hauteur de 17 m. Ce remblai - pour lequel seront réutilisés les gravats de la phase 1 qui seront stockés, en attendant, sur le site de la carrière du Revest, a priori - sera habillé d'une « carapace » en blocs de pierres. Il est ainsi conçu pour résister aux pluies diluviennes et, en cas d'événement extrême, à une crue de 400 m³/seconde, soit une lame d'eau d'un mètre au-dessus de la crête du barrage. Lors de cette phase, une microcentrale hydro-électrique sera également créée, permettant de produire de l'électricité à partir du flux d'eau qui alimente l'usine d'eau potable du barrage. Les kilowatts produits seront réinjectés dans le réseau ERDF.



Après avoir présenté le programme des travaux de grande ampleur qui viennent de commencer le barrage du Revest, Hubert Falco (à gauche) et Ange Musso (à droite) se sont rendus au pied de l'ouvrage centenaire.

OLLIOULES

Le centre-ville requalifié

1/2 Sur près d'1,2 hectare, une profonde mutation urbaine, végétale et culturelle est au cœur d'un projet phare porté par la Ville, avec le concours de la Métropole. Début des travaux en 2022

Terre des oliviers, capitale de la fleur, Ollioules est un des « plus beaux détours » de France avec son église Saint-Laurent, classée aux monuments historiques, et sa Maison du patrimoine. La ville est entrée dans le XXI^e siècle tout en préservant son âme et son patrimoine naturel remarquable. Si la crise sanitaire a bouleversé le quotidien, elle n'a pas mis un frein aux projets. Coup de projecteur.

CATHERINE PONTONE

« Je ne consomme pas un mètre carré de plus et je restitue même, au contraire, une partie à la nature », insiste le maire Robert Bénéventi en évoquant le grand projet de la requalification urbaine en centre-ville. Un projet qui doit voir le jour à l'horizon 2024-2025. Ambitieux, il l'est par sa surface - 12 000 m² - et son coût : près de 45 millions d'euros, dont une partie sera naturellement à la charge de la Métropole de par ses compétences (voirie, stationnement et espaces verts). En sa qualité de maître d'ouvrage, la municipalité, en accord

avec TPM, a d'ores et déjà lancé la consultation pour choisir les quatre équipes de maîtrise d'œuvre qui vont concourir. Celles-ci seront rémunérées (130 000€ par équipe) eu égard au « travail demandé », comme le justifie le premier magistrat. (lire ci-dessous). Charge ensuite au jury de choisir le lauréat. Les travaux, quant à eux, sont prévus pour débuter dès 2022.

Dossier à suivre

Nous évoquerons demain notamment la requalification de l'entrée de ville



Projets d'aire de jeux et de jardin sur la place Lemoine (ci-dessus) et d'un futur giratoire.

(Photos Sophie Louvet)

Les enjeux

► **Stationnement.** Il est prévu 785 places aménagées uniquement en souterrain. Elles viendront compenser le remplacement du parking en surface de la place Lemoine, et du parking en surface et en souterrain de Malraux.

► **Jardins.** Création d'un espace paysager et ombragé avec une aire de jeux pour enfants sur l'actuelle

place Lemoine. Pour ce faire, il faudra la recouvrir de 2, 50 m de terre. Un jardin sera créé au square de l'Europe.

► **Bâtiments.** Aménagement d'un bâtiment à vocation tertiaire, d'une Maison d'assistante maternelle, d'une salle communale pour les associations avec des logements pour les gardiens du site.

► **Habitat**
Un bâtiment de logements de haut standing sera réalisé (à côté de l'agence du Crédit Agricole) par un opérateur privé.

► **Espace culturel.** Il est prévu une média-ludothèque, une salle polyvalente et auditorium, un conservatoire de musique et un cinéma de trois salles.

Renaissance autour d'un patrimoine

✓ L'ex-école Sainte-Geneviève réhabilitée

C'est un projet « compliqué », reconnaît le maire, mais qui n'enlève rien « à la détermination » de la Ville à le mener à bien. Il porte sur la réhabilitation en 2022 de l'ancienne école Sainte-Geneviève. Laquelle est fermée depuis trois ans (la nouvelle du même nom est située à côté de l'école Simone-Veil, N.dlr), au cœur du village, à l'angle de la rue Anatole-France. « Nous allons implanter des ateliers assez importants pour y accueillir des métiers d'art, et également un fab-lab¹ au 3^e étage. On aménage toute l'école en con-

servant sa cour. Celle-ci sera imperméabilisée pour en faire une sorte de campus pour les métiers d'art. Cela favorisera les rencontres, l'accueil du public », explique le maire. Dans deux des salles de l'ancien bâtiment, le musée de l'école publique, au 1, avenue Anatole-France, reflète les souvenirs. Avec ses pupitres alignés, ses porte-plume et le fameux boulier, ses bataillons scolaires de la fin du XIX^e siècle, il reflète l'ambiance scolaire. Les poupées de l'ancien musée du Beausset y trouvent aussi une place de choix. Le maire Robert Bénéventi n'exclut pas « dans le futur de déplacer le

musée dans des locaux du centre-ville qui sont en cours d'acquisition. »

Cela permettrait à terme, en lieu et place de l'actuel musée, de réaliser un grand show-room des métiers d'art. Et ce, dans un décor unique de l'ancienne chapelle dont la nef est cachée, aujourd'hui, sous un faux plafond.

✓ Jardin partagé et jardin médiéval

La ville a acheté un terrain et une vieille bâtisse, traverse du Lançon, où est déjà implanté le musée archéologique Casimir Botin-Jean Layet, à l'angle de la

rue Baudin, laquelle monte au château par la rue Notre-Dame. Cette parcelle est constructible dans le cœur historique à deux pas du jardin des Vintimille, chemin de Sainte-Barbe. Mais « nous n'allons rien y construire, prévient le maire. Nous allons y réaliser un jardin d'agrément avec une notion médiévale. » Il y trouvera toute sa raison d'être sur le circuit de la cité médiévale au pied du château.

Cette parcelle verra naître aussi un jardin partagé. Aménagé sur au moins deux restanques du terrain communal, il sera appelé à être animé sans

doute par une association.

« Adapté pour le centre-ville », ce jardin permettra aux habitants du cœur de ville de se le réapproprier. Ce projet réalisé en 2021 viendra compléter l'offre végétale de la Ville qui possède déjà une trentaine de jardins dits familiaux, la commune ayant été « précurseur » dans ce domaine.

1. Un fab-lab (contraction de l'anglais fabrication laboratory, « laboratoire de fabrication ») est un lieu ouvert au public où il est mis à sa disposition toutes sortes d'outils, notamment des machines-outils pilotées par ordinateur, pour la conception et la réalisation d'objets.



Rue Anatole-France, l'ancienne école Sainte-Geneviève, qui abrite le musée de l'école publique, va être réhabilitée en 2022.



Traverse du Lançon, à deux pas du jardin des Vintimille : ce terrain accueillera dès 2021 un jardin d'ornement médiéval et un jardin partagé.

OLLIOULES

L'entrée de ville va se métamorphoser

2/2 Quatre-vingts logements dont 40 % de sociaux, des bureaux, des commerces, un pôle médical, et une promenade en bord de Reppe prolongée... Zoom sur le projet Pichaud

Terre des oliviers, capitale de la fleur, Ollioules est un des « plus beaux détours » de France avec son église Saint-Laurent, classée aux monuments historiques, et sa Maison du patrimoine. La ville est entrée dans le XXI^e siècle tout en préservant son âme et son patrimoine naturel remarquable. Si la crise sanitaire a bouleversé le quotidien, elle n'a pas mis un frein aux projets. Deuxième et dernier volet en bordure de Reppe.

CATHERINE PONTONE



Le parc de stationnement actuel sera transféré dans le futur parc souterrain sous la place Lemoyné. Il est prévu la construction de logements autour d'un pôle tertiaire et médical.

L'entrée de ville (en venant de la route des gorges d'Ollioules) devrait se glisser fin 2023 dans une nouvelle peau à la faveur d'une requalification urbaine. En bordure de Reppe, la place Honoré-Pichaud, qui sert de parking et qui est bordée par un bâti ancien, va trouver une nouvelle vocation. Le projet de la ville prévoit notamment un programme immobilier avec « la construction de 80 logements dont 40 % de logements sociaux », précise le maire, Robert

Bénéventi. En lieu et place du parc de stationnement, sera aménagée une dalle où seront construits les logements. Les habitants tout comme les commerces et le pôle tertiaire

pourront bénéficier de places de stationnement aménagées en sous-sol.

Le stationnement de surface actuel sera basculé de fait en souterrain sur le site requalifié du centre-ville. Il est également prévu

d'implanter du commerce, des bureaux, notamment pour des activités médicales et paramédicales. « Cela serait bien si on pouvait faire une maison de santé »,

projette le maire.

Une ou deux salles municipales prévues

Le chantier ne fera pas l'impasse sur l'aménagement d'une à deux salles municipales pour répondre à la demande du tissu associatif. Il s'inscrit, aussi, dans un juste équilibre entre le grand projet urbain du centre-ville (*lire notre édition d'hier*)⁽¹⁾ et celui de l'entrée de ville. « Comme le centre-ville va s'élargir, il ne faut pas qu'il y ait un coin favorisé, et l'autre défavorisé », tient à souligner le premier magistrat.

Les travaux qui débuteront en 2021 s'accompagneront d'une mise en valeur de la promenade en bord de la Reppe. « Nous la prolongeons jusqu'au pont de La Bonnefont en partant du pont du Faubourg », précise le maire. La ville avec l'Établissement public foncier (EPF) va choisir un opérateur, en charge de réaliser l'ensemble des aménagements. Quant à la vieille maison, elle ne disparaîtra pas du paysage urbain remodelé. (Lire ci-dessous).

1. Précision : La cour de l'ex-école Sainte-Geneviève sera bien désimperméabilisée, « afin de se conformer aux valeurs écologiques », soutiennent par le maire.



Les projets au fil de l'eau...

On ne peut dissocier Ollioules de son fleuve côtier La Reppe, qui traverse la commune. Elle a toujours fait l'objet de toutes les attentions. Depuis le pont de La Bonnefont la commune projette de poursuivre la promenade au fil de l'eau en créant une passerelle afin de longer le fleuve, et de faire ainsi la jonction avec la promenade existante, accessible aux PMR, et qui prend sa source dans le jardin Frédéric Mistral. Début des travaux en 2021 pour une livraison fin 2023. En début de promenade, à hauteur du pont de La Bonnefont, la vieille bâtisse avec son sous-sol est appelée à être réhabilitée et devrait abriter à l'horizon 2021-2022 « un musée permanent des

Clés et de la Serrure. » Un aperçu de ces trésors comme le coffre de la mariée, émanant d'une partie de la collection de Marc Hervé, chouchoutant depuis un demi-siècle, des centaines de clés, serrures et cadenas, est visible actuellement au local du groupe de recherche sur le patrimoine (GRPO), au 1 rue Baudin.

Au pied de la vieille bâtisse, un jardin avec notamment des arbres remarquables sera conservé. La promenade en bordure de Reppe longe déjà le jardin des heures (de prières), situé à l'arrière de l'ancien couvent Les Observantins au cœur du centre-ville. Il abritera le musée de la Fleur et de l'Olivier. Livraison en juin 2021.

La promenade le long de la Reppe s'ouvre sur le jardin des heures (de prières) à l'arrière de l'ancien couvent Les Observantins avec pour hôte le musée de la Fleur et de l'Olivier en cours de réalisation. Il devrait être inauguré en juin 2021.



La promenade le long de la Reppe s'ouvre sur le jardin des heures (de prières) à l'arrière de l'ancien couvent Les Observantins avec pour hôte le musée de la Fleur et de l'Olivier en cours de réalisation. Il devrait être inauguré en juin 2021.



La vieille bâtisse, en bordure de la Reppe, à l'entrée des Gorges va être réhabilitée pour y abriter au plus tard en 2022 le futur musée des Clés et de la Serrure.

(Photos Sophie Louvet)

Un nouveau parking pour le parc de la Méditerranée

La ville de **Six-Fours** réalise un aménagement paysager intégré au projet de revalorisation du site. Le futur parking sur la corniche de la Coudoulière devrait être accessible en mai prochain

Revaloriser l'un des poumons verts de la ville de Six-Fours était l'un des grands projets de Jean-Sébastien Vialatte pendant la dernière campagne électorale. Jour après jour, il commence à se concrétiser. Depuis le début du mois, la ville a attaqué la création d'un parking paysager en face du parc de la Méditerranée, corniche de la Coudoulière. Un aménagement qui a pour objectif de « répondre aux besoins de stationnement à proximité du littoral et du parc » selon le maire.

Éviter au maximum l'imperméabilisation

L'autre aspect recherché par la municipalité est de rendre le plus perméable possible les 9 377 m² du site : « On ne pouvait pas se permettre de faire un parking

très minéral et très fonctionnel comme à l'époque », résume Christophe Ghigonetto, directeur du service environnement. Seules les surfaces de roulement seront donc traitées en enrobé.

Cette volonté « de supprimer le bitume » est une intention de la majorité, commente Jean-Sébastien Vialatte : « Ça ne va pas régler tous les problèmes, mais c'est tout à fait présent à l'esprit de la municipalité d'investir dans des sols qui absorbent une partie des pluies. »

Ainsi un « bassin de rétention façon paysagère » va voir le jour au sud du parking. Christophe Ghigonetto précise : « Sur chaque plateforme de stationnement, on a des noues, qui sont des petits fossés d'infiltration. Au bout de ces noues, on va collecter les eaux qui s'infiltrent et l'ex-

cellent va partir dans le réseau et être envoyé dans le bassin. »

Un passage piéton vers le parc

D'une capacité de 290 m², le bassin comportera un séparateur d'hydrocarbures où seront installées « cent plantes macrophytes pour filtrer l'eau ». La fin de ce chantier, dont le coût s'élève à plus de 900 000 euros TTC, est prévue pour le mois de mai 2021.

Un passage piéton permettra une liaison directe avec le parc Méditerranée car le « parking en bord de route va disparaître pour que le parc s'étende », détaille Jean-Sébastien Vialatte. Un maire satisfait car, avec cet équipement, « la ville tient la promesse qu'elle avait fait d'y établir un parking paysager ».

LORIS BIONDI



La projection du futur équipement laisse apparaître un passage piéton qui permettra une jonction entre le parking et le parc de la Méditerranée. (Photo DR)

En chiffres

■ **912 893 € TTC**
C'est le coût total du chantier, financé à hauteur de 200 000 € par la Région, 172 438 € par la métropole TPM et 540 455 € par la commune.

■ **9 377 m²**
C'est la superficie du terrain.

■ **150**
C'est le nombre de places de stationnement pour les voitures, auquel s'ajoute une trentaine pour les deux roues.

Payant ?

À Six-Fours, beaucoup de parkings sont réglementés et payants du 1^{er} mai au 30 septembre mais gratuits du 1^{er} octobre au 30 avril. Le nouvel équipement suivra-t-il la même réglementation ? La décision n'a pas encore été actée selon le maire : « Il sera au minimum réglementé, ce qui ne veut pas dire payant. On va limiter la durée de stationnement à 3 ou 4 heures parce que sinon des véhicules ne vont pas bouger. »

Douze arbres coupés, 84 plantés

L'aménagement d'un nouveau lieu de stationnement, sur un terrain vague qui faisait office de parking naturel, n'est pas du goût de Dominique Nemeth, qui a constaté l'abattage d'arbres sur le site. L'élu d'opposition, qui représente le groupe Six-Fours à gauche écologiste et citoyenne, s'interroge : « Devons-nous comprendre, par ces travaux, que l'intérêt pour l'environnement tant af-

iché par Monsieur le maire est passé au second plan des objectifs de son mandat ? » Il juge également que « couper des arbres dans une période critique pour l'environnement n'est pas sérieux ». Un point immédiat contesté par Christophe Ghigonetto, directeur du service environnement : « On a maintenu la zone du petit bois en haut du parc et, si on a en effet coupé douze

arbres, on va en planter quatre-vingt-quatre autres ainsi que trois mille huit cents arbustes. » Le maire, quant à lui, préfère relativiser : « On peut toujours contester quand on a fait un faible pourcentage. Mais c'est un projet qui a nécessité des autorisations administratives et il n'y a eu aucun recours. Beaucoup d'habitants voulaient aussi qu'on coupe davantage d'arbres. »



Édifié sur un ancien terrain vague, l'aménagement qui se veut paysager sera doté d'un bassin de rétention d'une capacité de 290 m³.



(Photos L. Bi.)

SAINT-MANDRIER

Un avenir pour Fliche-Bergis

Un centre aéré, une école de musique et huit logements sociaux. Lundi soir, le maire a dévoilé l'avenir de cette belle propriété située au Pin Rolland. Les travaux doivent commencer en 2021

Les mots n'ont pas été machés lors du dernier conseil de l'année tenu lundi soir. À l'ordre du jour, 49 délibérations, dont trois sur la propriété Fliche-Bergis. Et sur ce point, le projet se dessine peu à peu. « Après une étude de pré-programmation, le budget que nous avions alloué s'est avéré insuffisant. Nous devons donc passer de 4,675 millions d'euros à 5,175 millions », annonce Annie Esposito, première adjointe.

Un financement étalé sur trois ans : 900 000 euros en 2021, 2,4 millions en 2022 et 1,8 millions en 2023.

En plus de ce tableau prévisionnel de financement, un autre présente en détail tous les partenaires susceptibles de financer le projet (voir ci-dessous). L'un étant l'État, dans le cadre de la Dotation d'équipements des territo-



Le début des travaux est prévu en septembre 2021.

(Photo doc Var-matin)

res ruraux (DETR). 815 000 euros étalés sur deux ans. De quoi interpellier Philippe Dezerand, de la Vague Mandréenne. « Est-ce que vous êtes certains que la com-

mune pourra les obtenir, en sachant que ces montants excèdent très largement les montants attribués par la préfecture sur les trois dernières années. » « Je ne suis pas devin », rétorque aussitôt Annie Esposito. « La commune ne perçoit pas la DETR depuis deux ans. On a bon espoir d'obtenir une subvention importante », est-il précisé.

Quel projet ?

Reste que, après les différentes études, un scénario de réhabilitation a été re-

tenu. « Les architectes ont revu leur copie et ont respecté les limites imposées », indique le maire Gilles Vincent. À savoir, le respect de la zone boisée protégée. Ainsi, la bâtisse du XIX^e siècle accueillera en rez-de-chaussée le centre aéré et à l'étage, le conservatoire de musique de TPM (CNR). Les capacités d'accueil sont fixées : 112 enfants pour le centre, et 111 pour le CNR. « Les entrées seront séparées », précise le maire. Et d'ajouter : « On souhaite garder la fa-

çade et le parvis. Une verrière pourra y être installée pour l'accueil des enfants qui vont au centre aéré. » Pour répondre à la demande, un parking naturel sera créé. Enfin, huit logements sociaux seront construits. « C'était la condition imposée par la préfecture », commente le premier magistrat.

L'opposition tique

En plus du « doute » exprimé sur les financements, l'opposition s'interroge sur la fiabilité juridique du projet.

« At-on l'assurance que les plans respectent bien la loi littoral pour éviter tout recours juridique ? », interroge Jean-Ronan Le Pen. « Je ne peux rien vous garantir », répond Gilles Vincent. Mais chacun doit prendre ses responsabilités. Ceux qui ont envie de lutter pour la dernière fois contre ce projet le feront. Et malgré la démonstration du maire, l'opposition s'est abstenue de voter. Une attitude « irresponsable » dénoncée par le maire.

R. G.

Au fil du conseil municipal

Le foyer des jeunes bientôt aménagé

Les travaux qui étaient prévus pour 2020 n'ont pas pu avoir lieu. Mais, lors du conseil, une enveloppe de 800 000 euros pour l'aménagement du foyer des jeunes a été votée. Les travaux devraient débuter en juin 2021 pour livraison fin 2021 - janvier 2022.

Extension de la zone protégée

Cinq hectares du Vallon de Cavalas (sur le site de la Coudoulière) sont désormais protégés par le Conservatoire du littoral. Au total, 103 hectares de nature sont protégés par cet organisme.

Une voie renommée

Dans un souci pratique, le tronçon reliant le rond-point Flandres-Dunkerque au rond-point de l'Orée du Bois est désormais aussi nommé Avenue Flandres-Dunkerque.

Les partenaires du projet

Voici la contribution prévue de chacun des partenaires du projet Fliche Bergis :

- ▶ L'Etat : 815 000 €
- ▶ Le Département : 516 000 €
- ▶ La Région : 220 000 €

- ▶ La Métropole TPM : 2 040 000 €
- ▶ La commune : 435 000 €
- ▶ La Caf : 300 000 €
- ▶ FCTVA : 849 000 €

(Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée)

OLLIOULES

Quarante logements sociaux à venir

À Ollioules, le conseil municipal de lundi s'est déroulé sans public (Covid oblige) mais a débuté par une minute de silence en hommage à Valéry Giscard d'Estaing et aux victimes de l'attentat de Nice.

Puis, les conseillers municipaux se sont penchés sur une opération de construction de 40 logements sociaux et l'attribution d'une subvention de la Ville.

« La ville d'Ollioules est de plus en plus attractive. C'est un fait », avait reconnu le maire, Robert Beneventi, précédemment. « Ollioules, c'est rare donc c'est cher. »

« Production volontariste »

Son adjointe Nicole Bernardini a présenté le projet : « La Ville s'est engagée depuis plusieurs années dans une production volontariste de logements sociaux. Cette volonté se traduit dans les orientations de notre Plan local d'urbanisme et des actions concrètes.



Le maire, Robert Beneventi, a présidé un conseil municipal sans public (Covid oblige), lundi. Un hommage a été rendu à Valéry Giscard d'Estaing (Photo F. D.)

tes. C'est pourquoi, nous soutenons la construction de 40 logements locatifs sociaux. Un programme est en cours d'édification au chemin de Faveyrolles, au-dessus de Malartic, dont le promoteur est la Cogedim. »

La parcelle concernée est d'une superficie d'environ 17 000 mètres carrés. Soixante autres loge-

ments seront proposés à l'accès privé.

Il a donc été proposé au conseil d'attribuer une subvention d'équilibre de 125 000 euros qui permettra à la Ville de disposer du droit de proposer des candidats pour cinq logements et pour une durée de 25 ans.

« Ainsi, des dépenses pourront

Coup de propre au Gros cerveau



Six épaves de voitures et des objets métalliques ont été enlevés au Gros Cerveau par les écogardes de la Métropole TPM. Sur place, le maire, le conseiller municipal à la forêt, Jean-Louis Pieraccini, et le représentant de l'ONF, Hervé Maître, ont suivi l'opération. Une autre voiture abandonnée a été enlevée sur les hauteurs de Chateaulvon. La nature leur dit merci !

être effectuées en faveur de la réalisation de ces logements sociaux », a conclu l'adjointe. « C'est la première fois qu'on fait ça », a ajouté le maire, regrettant « la non prise en compte par l'État des rénovations réalisées

dans le centre-ville d'Ollioules. » La délibération a été votée à l'unanimité. Opposition et majorité comprenant la nécessité de créer des logements sociaux par rapport à la loi.

F. D.

LA VALETTE

Les futures écoles se dévoilent

Chantier phare de la commune, la construction et la réhabilitation de six des onze écoles valettoises sont sur les rails. Présentation par l'architecte et le maire Thierry Albertini

Ce n'était évidemment pas exigé dans l'appel à projet, mais il se trouve que Thierry Ami, l'architecte choisi par la mairie pour imaginer les futures écoles de La Valette, est un ancien élève de plusieurs d'entre elles. Forcément, il a puisé dans ses souvenirs d'enfant pour les repenser en adéquation avec les attentes des écoliers mais aussi des adultes qui y travaillent.

Il s'est également largement appuyé sur sa solide expérience dans l'élaboration de bâtiments scolaires, que ce soit des écoles, des collèges ou des lycées. « Avec le groupement ⁽¹⁾ auquel j'appartiens, notre première préoccupation a été de faire de ces ensembles, non seulement des lieux d'apprentissages mais aussi des lieux de vie. Nous avons voulu mêler architecture et fonctionnalité. »

Quatre écoles rassemblées en centre-ville

Dans le centre-ville, c'est un groupement de quatre écoles (Villon, Anatole-France, Ferry et Fabié) qui a été imaginé. Il a fallu faire avec une typologie du site particulière puisqu'il est en pente.

« Nous avons également beaucoup travaillé sur l'ensoleillement, et l'exposition du vent afin d'offrir un maximum de confort », ajoute Thierry Ami. Des cours vont être



Les écoles du centre-ville auront le label « Bâtiments durables méditerranéens ». (Repro DR/ Flex architectes)

aménagementés au sud. « Aucun bâtiment n'est ouvert sur l'avenue. Aucune salle de classe ne donne sur une voie de circulation. C'était important pour nous de créer un cocon protecteur pour les enfants. » Les classes de maternelles sont situées à l'est, dans un bâtiment de plain-pied qui tourne autour d'un patio. Seront également aménagées une salle de motricité et une salle de lecture. Quant aux

classes de primaires, à l'ouest, elles se déploient sur deux niveaux autour d'une agora. Le bâtiment enserrera également le gymnase.

Autre espace d'importance, celui du centre aéré qui accueille le périscolaire. « Il s'agit de la pierre angulaire du projet. Nous l'avons dessiné comme une sorte de cabane perchée, une maison. C'est un espace de transition pour l'en-

fant, il doit s'y sentir bien. » Pour lier l'ensemble, une grande cour comprend un espace maternel, un espace primaire ainsi qu'un potager. « Les cours seront optimisés pour offrir de larges espaces ensoleillés. Nous les avons également pensés sans angles morts pour faciliter la surveillance, qui est une préoccupation forte des professionnels », poursuit l'architecte.

À La Coupiane aussi

Si les écoles du centre-ville constituent la tranche ferme du projet, il existe également une tranche optionnelle – « qui se fera », assure le maire Thierry Albertini. Elle concerne les écoles Mistral et Pagnol dans le quartier de La Coupiane. « Il s'agit là d'une complète réhabilitation. Nous avons également travaillé avec le soleil et le vent. L'aménagement intérieur est totalement revu. Nous prévoyons un relookage sobre pour mettre en avant les aménagements paysagers », développe Thierry Ami.

Ces « écoles pour 40 ans » comme les qualifie le maire, ont toutes le label qualité environnemental, « Bâtiments durables méditerranéens. »

AMANDINE ROUSSEL

1. Cardinal Edifice, Flex architectes, Bloc Paysage, Structure Riviera, TPF, Fauché, Alpes Sanithéri et Climater Maintenance.

Le calendrier

- **Mars 2021** : La maternelle François-Villon s'installe dans des locaux provisoires (préfabriqués) à l'école Anatole-France. L'école élémentaire Ferry est délocalisée dans des préfabriqués sur la place Général de Gaulle. Débuts effectifs du chantier
- **Été 2021** : Travaux de désamiantage de l'école Ferry.
- **Février 2023** : Rentrée dans leurs bâtiments refaits pour les écoles maternelles Villon et Anatole-France.
- **Septembre 2023** : L'école élémentaire Pagnol s'installe dans une école provisoire.
- **Novembre 2024** : Fin du chantier des six écoles.

Le chiffre

33,8

C'est le montant en millions d'euros du projet des écoles.



La cour juste devant les écoles primaires.



Une agora sera aménagée.



Les écoles Mistral et Pagnol à La Coupiane.

Métropole À LA UNE

Ces grands chantiers

Si la pandémie et le confinement ont retardé un certain nombre de projets, de nouveaux équipements ont été pu être mis en service au fil des mois. Tour d'horizon dans la Métropole

Toulon Un nouveau chapitre pour Chalucet

Au pied du Faron, c'était le chantier emblématique de ces dernières années. Juste en dessous de la gare SNCF, là où se dressait autrefois l'hôpital Chalucet, un nouveau quartier a vu le jour. Ou plutôt un « Ecoquartier de la créativité et de la connaissance », qui a représenté un peu plus de 100 millions d'euros d'investissement public et privé. Le 17 janvier, le site entièrement redessiné par l'architecte Corinne Vezzoni, a été inauguré en grande pompe, sous une fine pluie d'hiver, en présence de plusieurs personnalités comme l'ancien ministre Jean-Louis Borloo. Ici, il s'agissait d'offrir au public un grand jardin ainsi qu'une toute nou-

velle médiathèque édifiée autour de la chapelle historique qui accueille désormais des expositions. 70 000 ouvrages peuvent être empruntés ou consultés dans l'une des grandes salles de lecture. Le nouvel équipement culturel a été rapidement adopté par les Toulonnais, comme en témoigne la hausse spectaculaire du nombre d'abonnés. Cet automne, avec un peu de retard en raison du confinement, les autres bâtiments ont pu être mis en service et inaugurés, en présence cette fois de l'ancien Premier ministre Édouard Philippe : les Beaux Arts, l'école Comondo (design), Kedje business school ainsi qu'un certain nombre de bureaux.



La nouvelle médiathèque, bordée par le jardin Alexandre I^{er} totalement repensé, a été rapidement adoptée par les Toulonnais.



Installée sur 5000 m², la médiathèque propose quelque 70 000 ouvrages, classés par thème et par public. (Photos. doc. F. M.)



Mi-octobre, l'architecte Corinne Vezzoni (à gauche) et l'ancien Premier ministre Édouard Philippe ont inauguré le pôle étudiants du site.

Pluie d'étoiles sur Toulon



La ville compte désormais deux hôtels supplémentaires en centre-ville. Okko, installé au nord ouest de la place de la Liberté, a ouvert ses portes mi-mars. Cet établissement de 98 chambres a été bâti sur le flanc de l'ancienne tour de la Caisse d'épargne transformée en immeuble de standing. Plus bas, dans le centre ancien, un autre projet hôtelier s'est concrétisé cette année, avec des retards dus à la pandémie : l'Eautel (4 étoiles) a finalement accueilli ses premiers clients à la fin de l'été. L'établissement, né de l'assemblage de trois immeubles et doté d'une élégante verrière (photo ci-dessus), constitue le trait d'union entre le quartier dit des arts et le port de Toulon.

La Seyne Baquet s'offre une seconde jeunesse

Plus d'un an et demi de travaux et un coût estimé à deux millions d'euros. Mi-octobre, la salle omnisports Maurice-Baquet a enfin rouvert ses portes après un chantier d'ampleur, réfection de la façade, de sa toiture et encore de son système de chauffage. L'équipement de 3 500 m², construit en 1967, avait bien besoin d'un lifting. Humidité, froidure, problèmes électriques, défaillance de l'éclairage, parquet vétuste minait la salle. Pendant la rénovation, les sportifs, pratiquants du volley au hand en passant par le basket, les arts martiaux ou encore le twirling bâton, ont dû s'exiler, parfois



La salle omnisports Maurice-Baquet a eu droit un sacré lifting : deux millions d'euros de travaux. (Photo doc. S. T.)

jusqu'à Six-Fours ou Toulon. À noter que le nom de Jean Guillou, spécialiste du cheval d'arçons qui a été l'un des premiers seynois à

participer aux Jeux Olympiques (en 1952), est désormais associé au gymnase situé au sein de l'espace sportif.

Hyères L'avenue Paul-Long a été requalifiée

La requalification de l'avenue Paul-Long a été achevée cet automne, c'était l'un des chantiers emblématiques dans la haute ville Hyères. « Un quartier parmi les plus délaissés, aujourd'hui l'un des plus attractifs », avait souligné en octobre lors de l'inauguration le maire Jean-Pierre Giran. Cette requalification venait naturellement compléter les chantiers de la place Clemenceau (complètement réaménagée), du cours de Strasbourg et de la rue Bourgneuf. Voirie, réseau, réfection du parvis de l'école, enfouissement du réseau électrique et des containers, création de places arrêt minute, re-



La requalification de l'avenue Paul-Long, débutée en janvier 2019 par le bas, au niveau du cours de Strasbourg et dans la continuité de la place Clemenceau, a été inaugurée en octobre. (Photo L.B.)

végétalisation ont été réalisés sur cette artère qui permet de rejoindre la montée de Noailles, et la villa éponyme, dont le traitement sera l'une des prochaines

priorités en matière de voirie (comme le triangle Gambetta, îles d'or, avenue de Gaulle et un peu plus à l'est les boulevards d'Orient, Chateaubriand et Mistral)..

achevés en 2020

À La Garde, l'Espace nature offre une sacrée bouffée d'oxygène



Bien qu'ouvert depuis des mois, le parc a été inauguré lors des Journées du patrimoine en septembre.

(Photo doc P. BL)

Même si les promeneurs se l'étaient déjà appropriés depuis des mois, ce n'est qu'à l'occasion des Journées du patrimoine, mi-septembre, que l'Espace nature départemental a été inauguré.

Au cœur de la zone humide du Plan de La Garde, ce vaste espace de 135 hec-

tares agrémentés de 16 kilomètres de sentier, d'aires de jeux, de jardins partagés mais aussi d'une Maison départementale de la nature, d'un arboretum ou d'une tour d'observation fait autant le bonheur des familles, des sportifs que des amoureux de la biodiversité, qui ici, peuvent admirer des

foulques, des cormorans ou encore des hérons.

Les bons connaisseurs du dossier parlent d'une bonne trentaine d'années de travail, – défricher les questions juridiques et administratives –, pour aboutir à ce résultat. Le premier coup de pioche avait été donné le 15 juin 2015.

La Crau Le complexe sportif Palazy a été livré



Avec un peu de retard suite à la pandémie, le complexe Palazy a été livré en juillet. (Photo doc Y.S.)

La pandémie de la Covid 19 a eu raison de la cérémonie officielle d'inauguration du complexe Palazy, prévue début septembre... Les travaux d'extension et de réaménagement de ce parc des sports avaient été livrés en juillet dernier.

Durant l'été, les pongistes et boxeurs craurois, qui s'étaient exilés pendant les travaux, y ont pris leurs habitudes dans leur salle res-

pective de 350 m² et 307 m². Au centre du complexe, jouxtant le parking d'une centaine de places, les sportifs et les scolaires qui le fréquentent aussi, ont accès à la piste de course, aux terrains de basket et aux espaces dédiés au lancer de javelot, saut en longueur et saut en hauteur. De l'autre côté du stade, un « city park » permet à chacun d'accéder à du matériel de musculation.

À Ollioules, un lieu d'exception pour le patrimoine de la Métropole

C'est au sein de l'ancienne Maison des têtes qu'est née la Maison du patrimoine de Toulon Provence Méditerranée (TPM). Près d'un an et demi de travaux et 5,4 millions d'euros ont été nécessaires pour réhabiliter ce lieu exceptionnel, c'est-à-dire consolider les planchers, l'escalier en plâtre, restaurer les gypseries et aménager le musée.

Grâce à une scénographie immersive (réalité augmentée, odeurs...), cet équipement culturel permet aux visiteurs d'en apprendre plus sur les personnages, traditions, patrimoine artistique, architectural ou même botanique de la Métropole.

De très nombreuses personnes se sont massées à l'entrée le jour de son inauguration, fin février pour venir contempler ce « bijou » de la Métropole, situé dans le magnifique hôtel particulier du XVII^e siècle, classé Monument historique.



L'échangeur autoroutier en service avant Noël

Après plus de trente ans d'attente et près de trois ans de chantier, l'échangeur autoroutier d'Ollioules-Sanary est ouvert depuis quelques jours seulement aux véhicules. Objectif de cet ouvrage à 37,6 millions d'euros, dont la maîtrise d'œuvre a été confiée à Es-

cota : désengorger les routes départementales RD11 (entre Sanary et Ollioules) et RD 26 (entre Ollioules et La Seyne), ainsi que les échangeurs de Châteauevalon et Camp-Laurent, régulièrement saturés. Il permettra aussi d'accéder plus facilement au pôle de

compétitivité ollioulais et à la zone d'entreprises de Toulon-ouest. Le tarif de ce nouveau péage a été fixé à 80 centimes. Seuls s'en acquitteront les automobilistes en provenance ou en direction de Toulon. L'échangeur n'est pas payant pour les usagers

en provenance ou en direction de Marseille, puisqu'ils auront déjà payé ou payeront 1,40 euro au péage de Bandol.

On estime entre 15 000 et 16 000 par jour le nombre de véhicules qui passeront par l'échangeur. Il s'agit de la sortie 12.1.

CARQUEIRANNE

Fin des travaux plaine Riquier

Après l'inauguration d'une première tranche, en octobre 2019 (piste d'athlétisme, terrains de basket et de foot à 5), la seconde partie du site a été ouverte au public au début du mois de mars. Ici, sont proposés une aire de jeux, un skate park, trente-deux terrains de pétanque, un espace de fitness urbain et une fontaine sèche.

NOUVEAU VOTRE ANNONCE
DEMANDE D'EMPLOI
À PARTIR DE 2€/JOUR*



* sur engagement forfait 14 jours

PASSEZ VOS ANNONCES DANS LE JOURNAL
EN 3 CLICS !

RENEZ-VOUS SUR

www.emploi.nicematin.com

Demande d'emploi

RAPIDE • FACILE • EFFICACE

Paiement en ligne sécurisé PAYZEN - Offres réservées aux particuliers
nice-matin var-matin monaco-matin

③ AMÉNAGEMENT MÉTROPOLITAIN

[Focus Hyères]

- 1 **La Coupole, rachetée par la ville, bientôt Maison du Sud ?**
Var Matin – 20.07.2020
- 2 **Hyères – Quel est le bilan foncier et domanial de la ville en 2019 ?**
Var Matin – 21.07.2020
- 3 **Tour fondue : une nouvelle gare maritime fin juin 2021**
Var Matin – 25.09.2020
- 4 **« Je conteste des permis ...et on me réclame 600 000€ ! »**
Var Matin – 26.09.2020
- 5 **Technopole de la santé : « Il faut maîtriser le foncier »**
TPBM N°1356 du 05.10.2020
- 6 **Aéroport Toulon-Hyères : un projet mixte d'ampleur**
Var Matin – 15.10.2020
- 7 **Point sur les dossiers hyérois d'envergure métropolitaine**
Var Matin – 30.11.2020

La Coupole, rachetée par la ville, bientôt Maison du Sud ?

Les élus ont approuvé lors du dernier conseil le rachat de la brasserie la Coupole et des salles de réunion. Le maire imaginerait bien dans ce lieu central un espace qui « célèbre le Sud »

Evoqué par le maire en février dernier, le rachat de La Coupole, située à quelques mètres du cinéma Olbia rue Soldat Bellon, a été soumis à l'approbation des élus et entériné vendredi dernier en conseil.

« Nous n'avions pas le droit de laisser échapper au patrimoine communal un lieu de près de 950 m² aussi bien placé et capable de contribuer à la revitalisation du centre-ville », a exposé Jean-Pierre Giran qui avait manifesté sa volonté, notamment dans son programme de campagne, d'y réaliser une maison des Hyérois.

Montant : près de 1,6 million d'euros

L'acquisition porte sur un premier lot de 700 m² en rez-de-chaussée comprenant l'actuelle brasserie ainsi qu'un bureau. Des locaux en sous-sol et quatre places de parking complètent l'ensemble acheté pour un montant 1,24 million d'euros à la SCI Le Roc blanc. La Ville rachète également la licence IV pour 20 000 €.

Les deux salles de réunion et un bureau font l'objet d'un second lot (250 m² en rez-de-chaussée) acquis auprès de la

SCI Les 4 saisons pour la somme de 350 000 €. Montant total pour la commune : 1,59 million d'euros (avec la licence IV).

« Au centre-ville vous allez transférer vers un nouveau lieu la maison des Hyérois qui existe déjà au Park-Hôtel » a regretté Eric Martin pour le groupe Hyères tout naturellement. Et le conseiller municipal d'opposition de s'interroger : « Pourquoi aucun document n'a été fourni pour expliquer le projet en détails aux élus alors qu'il nous est proposé de racheter un restaurant et une licence IV ? » Et d'annoncer un vote contre du groupe pointant des « sommes engagées conséquentes » et un « intérêt communal pas suffisamment défini par la vague référence à une salle des Hyérois ».

« Je donne des idées »

« Laisser passer l'opportunité d'un tel bien avec une telle surface aurait été une erreur fondamentale », a insisté le maire. Et Jean-Pierre Giran de livrer sa vision du projet, « mon délire » dira-t-il, : « J'aimerais y faire une maison du Sud, c'est-à-dire un endroit où quand vous rentrez, vous trouvez des produits locaux, des circuits courts du Sud, une bibliothèque sur les écrivains du



Les locaux de la brasserie La Coupole et les salles de réunion vont être acquis par la ville. L'ensemble a une superficie de près de 1000 m² pour la partie en rez-de-chaussée. (Photo M.M.)

Sud, Giono, Mistral, des expositions sur le Sud... Ce sont des concepts nouveaux, fédérateurs autour d'une idée qui permet une sorte de promenade intelligente pour les visiteurs. C'est l'état de

ma réflexion. Peut-être il apparaîtra qu'elle avortera. »

Par ailleurs, un coin brasserie sera maintenu tout en restant une activité annexe du lieu. L'achat de la licence IV permettra à l'exploitant, dans le cadre d'une délégation de service public, de l'exploiter. S'il en possédait déjà une, celle de la Ville serait alors revendue.

Cette acquisition qualifiée de « bonne opération », Marie-Laure Collin (groupe Alliances pour Hyères) s'est cependant interrogée sur la création d'un nouveau lieu d'exposition alors que le futur musée de la Banque, musée des cultures et du paysage, est tout proche. « Pourquoi ne pas y installer des commerces qui revitaliseraient davantage le centre ? »

« Cela fait 1000 m², il faut qu'il y ait un cheminement. C'est pour donner un peu de couleur que je dis exposition. Ce qui me paraît intéressant, c'est que ce lieu vienne célébrer le Sud. Je donne des idées », a répondu le maire soulignant à plusieurs reprises que le projet, « qui demande de la réflexion, de l'accompagnement, des conseils, de l'échange », n'était pas finalisé.

M.M.

mmartinez@nicematin.fr

En bref

Exposition

Jusqu'au lundi 31 août exposition de Souvenance de Pascal Renard, à l'atelier d'un siège à l'autre au 18 cours de Strasbourg. Ouvert le mardi et jeudi de 8h à 18h

et le mercredi et vendredi de 8h30 à 12h et de 14h30 à 18h. Rens. 04.94.57.41.68.

Don du sang

Mardi 21 juillet de 9h à 14h, collecte de sang, à la salle

Astier à Giens.

Sur réservation uniquement sur www.resadon.fr

Du théâtre dans la vigne

La compagnie Mes cliques

et mes claques organise des représentations de pièces de théâtre, au domaine Bouisse-Matteri, 3301 routes des Loubes.

Au programme :

- Lundi 20 juillet, soirée

imprc.

- Mardi 21 juillet, pièce de théâtre Crise de mière.

- Mercredi 22 juillet, pièce de théâtre Les zamis du placard.

- Jeudi 23 juillet, pièce de

théâtre Le dieu du carnage.

Accueil à partir de 20h et spectacles à 21h.

Tarif 15€ normal et 12€ réduit.

Réservation obligatoire au 06.13.08.30.39.



PROCHAINEMENT À L'HIPPODROME DE HYÈRES

Lundi 20 juillet 2020
à partir de 16h00

REUNION PREMIUM TROT

5€ ENTRÉE HOMME

ENTRÉE GRATUITE POUR LES FEMMES ET LES ENFANTS

BALADES PONEYS GRATUITES POUR LES ENFANTS ET FERME VIVANTE

PARKING GRATUIT

Quel est le bilan foncier et domanial de la ville en 2019 ?

Étang de Sauvebonne, fonds de commerce, baux emphytéotiques... Le détail du bilan des acquisitions et cessions de la Ville et de Var Aménagement développement

Au chapitre de la politique foncière et domaniale de la commune, l'année 2020 est marquée par une acquisition d'importance, voire stratégique, avec l'achat de la Coupole vendu lors du dernier conseil (Var-matin d'hier). Vendredi, les élus ont également pris connaissance du bilan de l'année écoulée, détaillé par le maire Jean-Pierre. Ce document recense les acquisitions et cessions intervenues en 2019, réalisées soit par la Ville, soit par Var aménagement et développement (VAD) ou encore par l'Établissement public foncier Paca (EPF).

Dans le détail, l'an dernier la ville a acquis un terrain de

28 565 m² au Ceinturon pour la création d'un parking et d'espaces boisés (80 000 €). Deux autres l'ont été à des fins de préservation : les étangs de Sauvebonne confiés à la LPO (105 000 m² pour 460 000 €) et un terrain à la Maunière (74 738 m² pour 47 900 €).

Maison de l'environnement

Enfin, elle a acheté une propriété chemin de la Demi-Lune pour la création d'une maison de l'environnement qui figurait dans les projets de campagne du candidat. Surface du site : près de 4 000 m², prix 586 495 €.

Un cinquième achat porte sur une parcelle située au

début de la route du sel et du parking. Elle a été réalisée dans le cadre d'un échange avec l'Association oeuvre lyonnaise des hôpitaux climatiques.

Le montant total des acquisitions s'élève à 1,17 M€. La ville a aussi préempté

trois fonds de commerce, pour un montant de 165 900 €. Ils sont situés au 44 et 87 avenue Alphonse-Denis (ex L'Acqua Resto et Darna) et 42 avenue Gambetta (ancien Good Lunch). *« Les projets qui émergeraient éventuellement dans ces locaux n'étaient pas de nature compatible avec ma volonté de revitaliser ces rues. Ensuite nous regardons avec VAD ce qui correspond le mieux à*

l'équilibre du quartier et la valorisation du commerce local », a expliqué Jean-Pierre Giran. Dans une délibération présentée au cours du conseil, vendredi, la cession de ces locaux à VAD a été approuvée. La société sera en charge de leur gestion.

Côté cessions, la commune a vendu 16 biens dont 14 à titre onéreux pour un montant de 2,51 millions d'euros. Les ventes concernent essentiellement des baux emphytéotiques. A noter que neuf nouvelles ventes de baux ont été soumises à l'approbation des élus, vendredi, pour un montant total de 2,3 millions d'euros.

Toujours en 2019, la société VAD a procédé à trois acqui-

sitions de locaux (montant 100 000 €), situés 3, 32 et 34 rue de Limans. Elle a réalisé une éviction commerciale au 13 place de la République (96 000 €) ainsi qu'une prise de bail d'un local de 200 m² au 51 avenue Alphonse-Denis (24 000 €).

VAD a vendu un appartement en R + 1 au 6 rue de Limans (52 000 €).

Enfin, l'EPF a acquis pour le compte de la commune une parcelle – en partie bâtie – pour la construction de logements sociaux au 35 et 37 rue Soldat-Ferrari. Montant : 8,55 millions d'euros HT. Si l'acquéreur est le groupe Erlia, ce site accueillera un projet Erlia-Vinci immobilier de près de 200 logements mé-



Comme deux autres avenue Alphonse-Denis, le bail du 42 av. Gambetta a été préempté par la ville en 2019. Ils ont été cédés lors du dernier conseil à Var Aménagement développement. (Photo M. M.)

lant social et accession à la propriété (Var-matin du 23 novembre 2018).

M. M.

Brèves de conseil

● **Coupage d'eau à Porquerolles.** Comme on pouvait s'y attendre, la coupure d'eau du lundi 13 juillet à Porquerolles a été abordée lors du conseil municipal. Rappelons que l'île est alimentée par bateau-citerne qui assure depuis le 14 juillet deux rotations quotidiennes de 400 m³. Revenant sur cet épisode qualifié « d'inacceptable et faisant peser une menace sur l'activité de l'île », le groupe Hyères tout naturellement a interrogé le maire sur les responsabilités et les raisons de cette coupure. Rappelant les décisions prises, certaines avec la Métropole en charge de la compétence eau, Jean-Pierre a lu le rapport de la SEERC, société gestionnaire de l'alimentation en eau, sur cette journée du 13 juillet. Un rapport, qui évoque une panne de quelques heures sur un forage mais qui n'a visiblement pas convaincu. « Dans tous les cas, c'est absolument scandaleux, quand vous avez une société en délégation de service public,

elle doit en permanence assurer la sécurité de l'approvisionnement », a commenté Jean-Pierre Giran. Espérant que cette situation se révèle un mal pour un bien, le maire a réaffirmé « deux exigences absolues : la réalisation en urgence du *Sealine* (alimentation en eau par une conduite depuis le continent) avant l'été 2022 (...) et la mise en œuvre d'une politique liée à la capacité de charge de Porquerolles » notamment dans le cadre de la délégation de service public (exercée par la TLV). « Mais il ne faut pas se focaliser sur la TLV. Quand vous avez 10 000 - 11 000 personnes à Porquerolles, seules 4 400 sont venues par la TLV. » Et l'élu de militer pour la réduction des droits d'accostage des compagnies (environ une quinzaine) qui desservent l'île et pour que les navettes de la TLV partent à heure fixe (voir Var-matin du 15 juillet).

● **Porquerolles.** Au printemps dernier, le médecin de Porquerolles, le Dr Lentz, intégrait son nouveau cabinet médical aménagé par la

commune, dans la maison du commandant. Au cours d'une délibération portant sur une mise à disposition de matériel, le maire a rappelé que le médecin doit quitter son domicile actuel pour emménager à la mi-septembre. La Ville réclamera alors une villa et un terrain qui permettent 800 m² de constructibilité, a détaillé l'élu. Un site sur lequel il souhaite l'édification d'une dizaine de logements sociaux « à destination, j'espère et je ferais tout pour que cela soit le cas, des jeunes actifs porquerolais. Nous avons une difficulté à ce niveau-là. La demande est très forte et urgente. Le terrain sera mis à disposition du bailleur social (pas encore retenu, ndr) dans des conditions défiant les marchés habituels ». Le Dr Pierre Laurent (groupe Hyères tout naturellement) a relayé les souhaits du médecin de décaler un peu son déménagement en raison de l'activité estivale qui déborde sur septembre ainsi que l'amélioration de la signalétique du nouveau cabinet médical. « Vous avez raison sur la signalétique, avant

c'était un jeu de piste. Cela mérite une signalétique plus adaptée. Pour le déménagement, il devra commencer au 15 septembre et ne pourra pas aller au-delà du 30 septembre », a répondu le maire, soulignant qu'il ne pouvait être décalé une nouvelle fois.

● **Conséquences de la crise.** Avec l'arrêt au printemps des activités de la commune en raison de la crise sanitaire, les élus ont validé le principe d'un dédormage des élèves et pratiquants. Pour l'école d'art, elle propose soit la gratuité sur la période septembre - décembre 2020, soit un remboursement sur la base des tarifs sur la même période. Pour le Passenior, elle propose soit une application du tarif réduit de 90€ pour ceux qui étaient facturés au tarif plein, soit un avoir de 30€ sur les factures à venir, soit un remboursement de 30€. Le troisième point de cette délibération, votée à l'unanimité, porte sur la gratuité de la restauration scolaire pendant tout le confinement et jusqu'à la fin de l'année.

Tour Fondue : une nouvelle gare maritime fin juin 2021

Les travaux ont débuté cette semaine. Une gare maritime provisoire assurera la continuité du transport et de l'activité portuaire. L'isthme va être valorisé

C'est un projet dont les premières réflexions remontent à fin 2015. Un long travail de concertation entre la ville, la métropole, le parc national de Port-Cros, l'architecte des bâtiments de France, les services de l'État, qui a associé les habitants du hameau de la Tour Fondue et les îliens.

Diligent par Port TPM, l'autorité portuaire de la métropole, le projet de requalification de la gare maritime de la Tour Fondue était très attendu. « C'est important car ce port accueille l'essentiel de la desserte de Porquerolles, relève Jean-Pierre Giran, maire d'Hyères et président de la commission tourisme de TPM. C'est une image forte. L'accès à un parc national doit se faire dans un contexte de qualité. Or, la gare maritime avait perdu de sa prestance ».

Risque submersion

Alors qu'un premier permis de construire avait été accordé fin 2018, le projet a été retoqué par un arrêté préfectoral prenant en compte le risque de submersion marine... et imposant



La future gare maritime privilégie le bois dans une architecture légère permettant de redécouvrir le paysage. (Photo APS / Duchier - Pietra architectes)

de relever le bâti de 60 cm supplémentaires. « Il a fallu adapter tout le modelage du site, notamment faire en sorte que les rampes pour personnes à mobilité réduite soient bien intégrées », expliquent les architectes Jean-Louis Duchier et Nicolas Pietra. Peu ou prou, c'est le projet initial, rehaussé par rapport au niveau de la mer, qui a fait l'objet d'une autorisation de permis en décembre 2019 après passage en commission des sites. Le recours au bois pérenne, du

pin du Massif central, est privilégié, y compris dans la structure, en référence à l'architecture navale. « Ce site est la porte d'entrée des voyageurs. Nous avons essayé de trouver une image qui invite au voyage avec une architecture légère, dans la tendance actuelle, qui permet de redécouvrir le paysage », selon M. Duchier.

Neuf mois de travaux

Le chantier vient d'entrer dans sa première phase. Depuis mardi, sont déposés les

modules qui formeront la gare maritime provisoire. La déconstruction de la gare actuelle interviendra du 13 octobre au 23 novembre. La construction du nouveau bâtiment multimodal (gare, capitainerie, local de fret) interviendra du 24 novembre au 27 avril 2021, date de sa mise en service. Suspension des travaux du 1^{er} juillet au 31 août puis travaux de VRD en partie sud. Noter que le chantier étant en site occupé, la continuité du transport maritime vers Por-

querolles sera assurée.

Plantations à venir

La renaturation de l'isthme interviendra du 25 janvier au 14 février. La plateforme logistique du port étant réduite, tout en restant fonctionnelle, le projet prévoit de faire des enrochements pour retrouver le profil original de l'isthme, battu par le vent et le passage des piétons. Un cheminement permettra de s'approprier l'espace et rallier plus facilement la batterie du Pradeau (Tour Fondue) qui deviendra centre d'interprétation du territoire du parc national en 2022 (lire en page suivante). Le traitement paysager comprendra la plantation d'espèces indigènes, résistantes aux embruns, qui seront prélevées du site et mises en culture par un naturaliste, en lien avec le conservatoire botanique de Porquerolles.

Alexis Villemin, directeur général adjoint de TPM, en charge des ports, a rappelé qu'un million de voyageurs transitent chaque année par la Tour Fondue. De 4000 à 5000 par jour en été.

Sylvain Mouhot

Vu, lu... entendu

Inscriptions aux ateliers annuels de la Villa Noailles

La Villa Noailles organise d'octobre à juin des ateliers pour enfants et adolescents avec tous les mois un artiste différent afin de créer avec lui. L'année d'ateliers se termine mi juin avec une grande présentation publique des créations dans des expositions et lors d'un défilé de mode. Les quatre ateliers sont la **photographie** avec Anaïs Boileau, la **mode** avec Emma Bruschi, l'**architecture** avec Chloé Valadié et le **design** avec Grégory Granados. Les ateliers ont lieu le matin de 9 h 30 à 12 h 30 pour les enfants de 8 à 12 ans avec une inscription valable pour l'année complète d'octobre à juin. L'après-midi de 14 h 30 à 17 h 30 pour les adolescents de 13 à 16 ans avec des inscriptions à la séance (possibilité de s'inscrire une fois ou chaque mois). Les ateliers sont gratuits dans la limite des places disponibles. Inscriptions par e-mail auprès de mediation@villanoailles-hyeres.com. Plus de renseignements sur villanoailles-hyeres.com

En bref

CIL de Costebelle

Mardi 29 septembre à 17 h 30, assemblée générale, à l'espace nautique sur le port. L'accueil des participants se fera à partir de 17 h.

Café linguistique

Mercredi 30 septembre à partir de 18 h, au bar du toit terrasse de l'Hôtel Ibis au quartier de la Gare, 45 avenue Edith-Cavell. Rens. 06.42.19.68.51 ou sur <http://esperanto-provence.org>

CIL de la Gare

Le CIL informe ses adhérents que l'assemblée générale prévue le lundi 5 octobre est annulée.

Orion en assemblée

Mardi 6 octobre à 19 h, assemblée générale, à l'APS 11 bd Pasteur.

Ciné Feel

Vendredi 9 octobre à 18 h 30, présentation de la programmation des films, dans les locaux de l'APS, 11 boulevard Pasteur. Ouvert au public.

Le calendrier et le coût des aménagements

Les aménagements se dérouleront en deux phases bien distinctes :

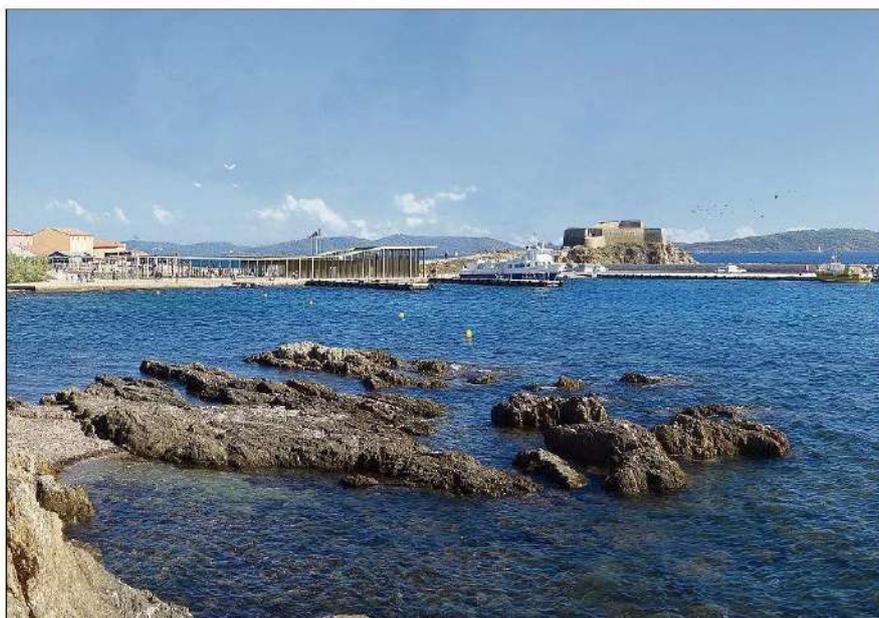
- La démolition de l'actuelle gare maritime et la construction du nouveau bâtiment multimodal interviendront à compter du 13 octobre 2020, avec une mise en service pour la saison estivale 2021.

- La réalisation des terre-pleins et la renaturation de l'isthme à compter du mois de septembre 2021.

L'activité portuaire sera maintenue pendant la durée des travaux.

Le coût total des aménagements du port de la tour Fondue est de 4,03 M€ (hors taxe).

Il est financé par le budget annexe du port (dont un recours à l'emprunt) et bénéficie du soutien financier de la Région Sud Paca via le contrat régional d'équilibre territorial (CRET) à hauteur d'1 M€ et par l'État via la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) pour 1 M€ également.



La gare maritime reconfigurée telle qu'elle sera visible depuis la côte. (Photo APS / Duchier - Pietra architectes)

(Photo APS / Duchier - Pietra architectes)

« Je conteste des permis... on me réclame 600 000 € ! »

Le 26 août, Philippe Ferré, habitant du quartier Godillot a formé un recours contentieux contre les permis délivrés à Bouygues immobilier à la Crestade. Il a aussi déposé plainte pour extorsion

Il vit très mal la situation. « Je vis les choses comme une menace, comme une tentative d'intimidation ». Le jeudi 17 septembre, au petit matin, un huissier de justice frappe la porte de cet habitant du quartier Godillot pour lui délivrer une sommation interpellative. « C'est un pavé de 46 pages délivré par les avocats de la société Bouygues immobilier. Il y est écrit que mon recours contre les quatre permis délivrés pour la construction de 404 logements et de commerce à la Crestade, près du collège Jules-Ferry, est voué à l'échec et qu'il m'est recommandé fermement de ne plus poursuivre la société en justice au risque de devoir l'indemniser à hauteur des préjudices subis soit près de 600 000 euros. Ça fait cher la procédure pour recours abusif, bien plus que mon patrimoine ! ». S'il prend acte, Philippe Ferré a, à son tour, saisi ce 22 septembre le procureur de la République d'une plainte pour extorsion. Retour sur les faits...

► Permis accordés deux jours avant le second tour

Mais pourquoi faire volte-face alors que le projet a été unanimement approuvé en conseil municipal et n'a pas déclenché de protestation jusqu' alors ?

« Lors des réunions, des consultations publiques, le plan de masse n'a pas été présenté. Le 26 juin dernier, soit deux jours avant le second



Les permis sont affichés sur le secteur de la Crestade, à quelques mètres du collège Jules-Ferry (Photos P. P.)

tour des élections, quatre permis de construire ont été délivrés par la Ville. Le 24 juillet, une délibération a été approuvée en conseil municipal pour garantir un emprunt de 5 M d'euros à hauteur de 100 % pour permettre à la SPLM, d'acquiescer le foncier et engager les travaux d'aménagement. Le maire expliquant que la SPLM avait des problèmes financiers... Je m'étonne que l'on refuse à la SPLM de contribuer aux charges d'équipements revenant à la Ville et qu'on lui octroie une telle garantie d'emprunt ».

► Recours gracieux

Le 26 août, Philippe Ferré

remet en mairie une demande de recours gracieux contre les permis considérant qu'ils ne sont pas en phase avec le PLU. « Je ne développerai pas mes arguments mais ils sont loin d'être abusifs. J'ai notifié ce recours au promoteur. Je me suis toujours tenu à la disposition de la mairie pour échanger. En vain. Ce jeudi 24 septembre, le service de l'urbanisme, sous la signature du maire, me dit par lettre recommandée qu'il ne donne pas suite à mon recours gracieux et qu'il m'appartient de saisir le tribunal administratif sous deux mois ».

► Une démarche « politique » ?

Dans une interview accordée à *Var-matin* (2), Jean-Pierre Giran, le maire, déclarait : « Une commune n'est pas maître des recours que l'on fait en matière d'urbanisme, surtout lorsque les recours sont politiques est n'ont strictement rien à voir avec le projet et le fond du projet. À titre d'exemple, une personne plus que proche d'une liste engagée aux dernières élections [Nidr, proche du candidat Jacques Politi] fait un recours gracieux contre la ZAC de la Crestade. ZAC qui a été votée à l'unanimité au conseil municipal dans le mandat précédent,

par M. Seemuller qui a été dithyrambique et M. Politi n'avaient pas voté contre. Cette personne fait un recours gracieux, il n'y a rien dedans mais c'est la volonté de bloquer... ».

M. Ferré – qui a fait partie de la liste de Jacques Politi, opposant direct du premier magistrat –, conteste cette vision « étroite. Ce recours n'a rien de politique sauf à considérer qu'il s'agit de la gestion des affaires publiques et, en cela, nous serions d'accord ».

Il estime être dans son droit « de citoyen d'exercer quand il lui semble qu'il n'y a pas conformité avec la réglementation un recours comme le



Philippe Ferré, l'auteur du recours.

permet la loi. C'est un droit ! Je ne me laisserai ni intimider ni dissuader ».

► A la justice de trancher

« Alors que, souligne-t-il, la commercialisation du projet a débuté malgré le fait que les permis ne soient pas purgés de tout recours, j'ai désormais deux mois pour exercer un recours contentieux. C'est le tribunal administratif qui décidera si j'ai un intérêt à agir, si j'habite trop loin, si mes arguments sont valables. Je ne céderai pas à la pression. C'est le pot de terre contre le pot de fer », résume M. Ferré.

Une affaire à suivre.

P. POLETTO

1. La Société publique locale Méditerranée (SPLM), basée à La Valette, est composée de communes actionnaires (La Valette, Signes, Toulon, Calvi, Hyères, Luciana, et Piémonte).
2. Édition *Var-matin* du 3 septembre : « Il existe un sport quasi local : les recours (abusifs) contre les permis ».



PROCHAINEMENT À L'HIPPODROME DE HYÈRES

Samedi 26 septembre 2020
à partir de 14h00

REUNION PMH TROT ET PLAT

ENTRÉE GRATUITE POUR
LES FEMMES ET LES ENFANTS

Port du masque obligatoire

Technopole de la santé : « Il faut maîtriser le foncier »

Dans le cadre du projet de développement de la zone d'activités économiques du Roubaud, au quartier de la gare, la Ville et la Métropole vont missionner l'établissement public foncier PACA

Et si la ville de demain, le Hyères du futur, s'articulait autour d'un technopole de la santé en lien avec la silver économie⁽¹⁾ et la réalisation d'un village d'excellence dans la continuité du quartier de la gare ? Sur les terrains désormais en friche, autour du supermarché Leclerc, la commune imagine depuis plusieurs années déjà, via la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, la création de la zone d'activité économique du Roubaud. « Un projet qui a fait l'objet d'une large concertation à la fois avec les entrepreneurs locaux pouvant être intéressés pour se développer sur la zone et avec les propriétaires fonciers concernés », comme l'a précisé François Carrassan, adjoint à l'aménagement du territoire, lors du conseil municipal qui s'est déroulé vendredi. Le temps était désormais venu à l'action. À la maîtrise foncière.

Acquisitions estimées à 11 M d'euros

C'est ainsi que l'assemblée communale a été amenée à délibérer sur l'intervention de l'établissement public foncier PACA (EPF) en vue d'assurer une mission d'intervention pour permettre l'avancée du projet. « Outre l'apport de ses moyens et de son ingénierie en matière d'acquisition foncière et de montage de projet, il assurera, en partenariat avec la métropole, son rôle en matière de gestion des biens acquis. Le montant pour réaliser cette maîtrise foncière est



François Carrassan (à droite) et Jean-Pierre Giran (au centre) lors du conseil municipal. (Photo Laurent Martinat)

estimée à 11 M d'euros hors taxes », a précisé l'élu. Jean-Pierre Giran, le maire, a, quant à lui, souligné qu'un « gros propriétaire était encore hésitant » ; la délibération précisant que « l'action de l'EPF tiendra compte de la volonté des propriétaires fon-

ciers de participer à l'aménagement de ce secteur ». Interrogé par des élus d'opposition (voir ci-contre), le premier magistrat a insisté sur l'attention portée aux problématiques liées aux inondations aux environs du Roubaud. « 4 à 5 bassins

de rétention sont budgétisés et la Ville a investi près de 10 M d'euros (Gapeau, Roubaud, Sauvette) ». En matière de voirie, la Dirmed⁽²⁾ a donné son accord pour que la zone soit directement reliée à l'A570 afin de ne pas engorger le quartier de la gare.

La délibération a été approuvée à l'unanimité.

P. POLETTO
ppoletto@nicemat.fr

1. La silver économie est l'économie dédiée à l'avancée en âge de nos sociétés.
2. Dirmed, Direction Interdépartementale des Routes Méditerranéennes.

Le chiffre

550

C'est le nombre d'emplois qui pourraient être générés par la création d'un technopole de la santé implanté sur une zone de 15 hectares (sur 30), à l'entrée de la ville, dans le secteur de la zone d'activités économiques du Roubaud.

Et la clinique ?

« J'ai reçu le directeur de la clinique Sainte-Marguerite. Si d'aventure il déménage, il m'a fait part de son souhait d'être au baricentre de ses activités à La Crau. J'ai accordé 5 permis de construire pour régulariser et améliorer, ce n'est donc pas une fuite de Sainte-Marguerite. Je ne sais pas ce que fera le directeur... ». J.-P. Giran

Paroles d'élus

■ **Karine Tropini**, L'élu a abordé deux axes. Celui de « la prise en compte de la proximité du Roubaud en respectant les risques de crues que nous avons connu en décembre 2015. Il était prévu de réaliser 5 bassins de rétention et de créer une commission spécifique du Roubaud qui n'a pas vu le jour (...) Il ne faut pas négliger le danger qu'il représente ». Et de demander un calendrier pour les aménagements. Deuxième sujet d'inquiétude : le transfert éventuel de la clinique Ste-Marguerite à La Crau.

■ **Pierre Laurent** Si l'élu d'opposition vote avec enthousiasme pour le projet de technopole santé, « une aubaine pour la ville », il a attiré l'attention de la majorité sur « le modèle économique retenu qui est celui de la santé et des entreprises du numérique. Hyères et la Métropole devront trouver leur place entre le gérontopole de Marseille et le pôle d'excellence de la silver economy de Sophia Antipolis ». Il a proposé à la municipalité d'apporter son expérience en tant que clinicien et ex chercheur.

Pétition et mains courantes au Val des Rougières

« Il est temps de jouer la transparence avant que la situation ne dégénère ». À l'occasion des questions orales du conseil municipal vendredi, le conseiller d'opposition (RN) Jean-Michel Eynard-Tomatis s'est ému de la situation rencontrée au Val des Rougières et a interpellé le maire. « Vous avez été destinataire de la pétition d'habitants du Val des Rougières ainsi que les mains courantes déposées à la police nationale dénonçant le fonctionnement de l'association « Les

mans du Valdé » et plus largement l'insécurité et les incivilités régnant dans le quartier ». Puis, il a détaillé les fêtes à répétition et les nuisances de l'association, une expédition punitive, des dégradations, des menaces de mort et des violences commises à l'égard de pétitionnaires. « Le 24 juillet, nous vous avons interpellé sur le montant des subventions, de 5 000 € passé en 2020 à 9 000 € ». Et de poursuivre : « Si cette association nuit à la tranquillité du quartier et le per-

turbe davantage, il faut en tirer les conséquences et prendre les mesures nécessaires, à savoir sa suppression ». Pour Sébastien Fratellia-Guiol, adjoint à la politique de la ville, il faut prendre garde... « Derrière les pétitions, il y a des querelles de personnes. Nous parlons d'un quartier qui regroupe 832 logements. 80 % des faits invoqués dans la pétition dépendent de Var Habitat. Dix associations sont mobilisées sur le terrain. Pas de stigmatisation ! », a-t-il terminé.



Au Val des Rougières. (Photo L.M.)

Centre culturel Leclerc : M. Seemuller précise

Dans notre édition d'hier, « L'Espace culturel Leclerc désormais dans ses murs », il est fait mention d'une intervention de William Seemuller sur Facebook à propos de l'avenir du site. Ce dernier précise « que si nous sommes très satisfaits de la reprise de l'activité de la librairie, l'absence d'information et de concertation à l'époque avec les élus d'opposition ont été préjudiciables. Il ne s'agissait donc

pas de rumeur mais d'une vive inquiétude sur l'avenir de ce lieu et de l'absence totale d'information précise du maire sur le devenir du bail emphytéotique dont le terme était le 31 décembre 2019 ». Il indique avoir adressé un courrier le 3 février au maire pour obtenir des réponses sur l'avenir de l'espace culturel. Courrier faisant suite à un précédent courrier daté du 22 janvier resté sans réponse.

Aéroport Toulon-Hyères : un projet mixte d'ampleur

Geneviève Darrieussecq, ministre déléguée aux Armées, a inauguré hier les imposants travaux engagés sur la base aéronavale, aux cotés notamment de Xavier Huillard, P.-D.G. de Vinci

Événement hier sur la piste de la base aéronavale du Palyvestre à Hyères. Geneviève Darrieussecq, ministre déléguée auprès de la ministre des Armées, chargée de la Mémoire et des Anciens combattants, a très officiellement inauguré la nouvelle piste de l'aérodrome varois en présence de nombreuses personnalités. L'aérodrome a la particularité d'être mixte, c'est-à-dire principalement consacré aux activités militaires, tout en ayant un partenaire privé pour la partie vols commerciaux.

Chaussée, balisage et assainissement

C'est d'ailleurs Vinci Airports, concessionnaire depuis le 1^{er} avril 2015, qui est le principal investisseur du long ruban d'envol et d'atterrissage destiné aux avions et aux hélicoptères. Il s'agissait, durant les douze derniers mois, de réaliser la réfection des chaussées aéronautiques, la mise en conformité de l'assainissement, lié à la loi sur l'eau, et la ré-



Geneviève Darrieussecq, ministre déléguée aux Armées, aux côtés de Jean-Pierre Giran, maire d'Hyères et Xavier Huillard, P.-D.G. de Vinci. (Photo Sophie Louvet)

fection du balisage. Comme l'a rappelé Yves Tabibouet, directeur de la sécurité de l'aviation civile Sud-Est, « ces travaux d'ampleur étaient inclus dans le contrat de concession passé par l'État avec Vinci pour une durée de 25 ans. Le défi a été relevé tout en respectant les impératifs liés à la Marine nationale et aux vols ci-

vils en organisant de travaux de nuit [sur lesquels jusqu'à 200 ouvriers étaient mobilisés]. Ces aménagements permettront de finaliser l'homologation des pistes tant au niveau civil que militaire. L'aérodrome a bien changé ! ».

P. P.

1. Étaient notamment présents M^{me} Sereigne Mauborgne (députée), MM. Giran (maire

d'Hyères) et de Canson (maire de La Londe), Nicolas Notebaert (directeur général de Vinci Concession, président de Vinci Airports), le contre-amiral Janicot (commandant la force de l'Aéronautique navale, représentant du chef d'état-major), le général de corps d'armée Fontan (directeur central du service d'infrastructure de la Défense), le contre-amiral Lapointe (adjoint territorial au préfet maritime) et le capitaine de vaisseau Yann Briand (commandant de la base du Palyvestre).



Vue aérienne d'une partie des pistes rénovées avec le nouveau balisage lumineux. (Photo image BAN Hyères)

Le chiffre

27,5

C'est le montant, en millions d'euros, engagé pour la rénovation de 180 000 m² de pistes, dont 20,6 M d'€ apportés par le concessionnaire Vinci Airports et 6,9 M d'€ de contribution financière publique.

La phrase

« Ce projet était complexe car il fallait à la fois réaliser les travaux tout en conservant le fonctionnement complet des activités militaire et civile. Tout s'est déroulé dans d'excellentes conditions malgré les contraintes sanitaires. Ce chantier est un exemple de coopération civilo-militaire. Le lien armée-Nation, c'est aussi cela. »

Geneviève Darrieussecq, ministre déléguée aux Armées

Le « pacte » de Vinci

Lors de son intervention, Xavier Huillard, P.-D.G. de Vinci, s'est félicité du respect des délais. « Il y a un an, jour pour jour, nous étions ici pour le lancement du chantier. Grâce aux entreprises (Eurovia, Degreane et TP Spoda), en charge de cet important chantier, nous avons un mois d'avance malgré la crise sanitaire. »

Et d'espérer, après un été « supérieur à la moyenne », reprendre les 12 destinations, se reconnecter au hub de Roissy et développer le marché de l'Europe du Nord.



Le capitaine de vaisseau Yann Briand, commandant de la base aéronavale, a reçu M^{me} Darrieussecq. (Photo S. L.)

Fonds « Harkis » : à Hyères, Pierre a pu ouvrir sa pâtisserie

Des macarons et des gâteaux pour un début de visite ministérielle à Hyères. Hier matin, la ministre Geneviève Darrieussecq a marqué sa première halte dans la métropole toulonnaise par une rencontre avec Pierre Rais, un pâtissier hyérois. A priori, peu de rapport entre la confection de gourmandises et les Armées...

Si ce n'est que Pierre Rais, le maître des lieux, installé dans la rue des Porches, au cœur du centre ancien, a bénéficié du fonds de solidarité destiné aux enfants de Harkis pour réaliser son projet d'ouverture d'une

boutique. M^{me} Darrieussecq est venue constater chez Macarons et Gâteaux, aux côtés d'Evence Richard, préfet du Var, Sereigne Mauborgne, députée du Var, et de Jean-Pierre Giran, maire d'Hyères, l'utilité de ce financement.

Rapatriment en camp

Il faut savoir que ce fonds est destiné à apporter une aide financière de solidarité aux enfants d'anciens Harkis ayant servi en Algérie, qui ont séjourné pendant plus de 90 jours dans des camps ou des hameaux de forestage, à la suite du rapatriement de leur famille sur le



La ministre déléguée aux Armées, chargée de la Mémoire et des Anciens combattants a rencontré Pierre Rais, pâtissier à Hyères, avec le maire Jean-Pierre Giran et la députée Sereigne Mauborgne. (Photo S. L.)

territoire national et lorsque leurs ressources actuelles ne leur permettent pas de faire face à des dépenses essentielles.

Les aides allouées concernent les dépenses de logement (surendettement, impayés de loyers...) mais aussi des demandes de formation professionnelle ou liées à la santé et au handicap. Ce dispositif, mis en place pour la période 2019-2022, fait suite au rapport du groupe de travail « Harkis ».

« Ce coup de pouce m'a été très utile en tant qu'artisan pour parvenir à ouvrir ma propre boutique », a souli-

gné Pierre Rais qui, après une carrière en tant que comptable, a opté pour une reconversion professionnelle. Un virage à 360 degrés qui l'a conduit à suivre une formation à l'École Ferrandi à Paris, avant d'ouvrir en 2018 son premier commerce dans la cité des Palmiers. La ministre a pu mesurer la détermination de l'homme qui assure aussi bien la confection et la vente de ses créations : « En cumulant jusqu'à 400 heures par mois. J'espère, à terme, pouvoir embaucher un salarié et surtout me dégager un salaire ».

P. P.

Point sur les dossiers hyérois d'envergure métropolitaine

À l'occasion du rapport d'activité de la métropole TPM, le maire a fait un point d'étape sur les projets qui intéressent Hyères : le Sealine, la digue de protection du tombolo à l'Almanarre...

Chaque année, la métropole Toulon Provence Méditerranée présente un rapport d'activités dont le conseil municipal prend acte. Le maire Jean-Pierre Giran, 1^{er} vice-président de TPM, en a profité pour faire le point sur les projets qui concernent la commune pour les années à venir.

Zone du Roubaud

Jean-Pierre Giran : « On veut voir évoluer un pôle d'excellence des métiers de la santé en prise avec la "Silver économie" (produits et services destinés aux seniors, Ndlr). L'étude d'impact débutera début 2021. Le groupe Casino étant en négociation avec l'EPF Paca pour la vente de ses terrains, la maîtrise foncière est en train de se réaliser. Les études sur les bassins de rétention sont presque achevées et un accord est trouvé avec l'État pour desservir la zone par une nouvelle bretelle d'autoroute. « Nous avons beaucoup avancé, ce qui laisse à penser que les travaux pourront débuter en 2023 ou 2024. Un comité de pilotage recense les éventuelles candidatures. Il faut raisonner en termes de réseau. (Aux conseillers municipaux) : N'hésitez pas à vous manifester si vous avez des relations dans la santé ou dans d'autres domaines d'excellence économique, cela permettra de préciser le projet d'aménagement au fur et à mesure qu'on avance. C'est une priorité pour TPM car il n'existe pas de technopôle de santé entre Marseille et Nice ».

Mobilité

La métropole TPM a financé



À la gare, un projet de pôle d'échanges multimodal prévoit la construction d'un parking aérien, ainsi que la refonte du parvis et de la place de l'Europe. (Photo DR)

les pistes cyclables de l'avenue Decugis et du front de mer et poursuit l'équipement de bornes pour véhicules électriques : 9 bornes seront installées en 1^{er} semestre 2021, 7 par la suite. Pour la desserte des îles d'Or, le maire a noté que la TIV-TVM était la seule compagnie de transport maritime à avoir répondu à l'appel d'offres de délégation de service public (DSP). « Les deux priorités absolues sont actées : le départ à heure fixe des bateaux de la DSP et la réduction de l'accès à Porquerolles des compagnies hors DSP ».

Pôle d'échanges multimodal

« C'est un investissement de 18 à 20M€ qui sera réalisé avec 18 quais d'accueil des cars, un parking de 550 places, une sortie sur la rue Renaudel, la réfection de la place de l'Europe, avec la vo-

lonté d'avoir un lieu qui irrigue la commune y compris par d'autres modes de transport comme le vélo, le covoiturage, les taxis. »

Liaison entre la gare et l'aéroport

« La volonté est de réaliser cette liaison avant le pôle d'échanges multimodal. La voie de circulation sera l'assiette de la voie ferrée actuelle avec deux hypothèses : un petit train ou un mode de transport électrique. Des arrêts à la base aéronavale et au port sont envisagés. »

Le calendrier : études environnementales (2020-2021), mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (1^{er} semestre 2021), concours de maîtrise d'ouvrage et études (2022), les travaux devraient débuter fin 2023 - début 2024. « C'est long mais c'est un dossier extrêmement lourd et qui avance bien », a dit le maire.

L'Almanarre

La réhabilitation de la route de l'Almanarre, entre le carrefour Biancotto et Stella Maris, sera prise en charge par TPM (estimation : 7 M€). Concernant la digue sous-marine de protection du tombolo ouest, la ville attend toujours la visite d'un inspecteur de l'administration, évoquée il y a un an et demi lors du passage devant la commission nationale des sites.

Sealine

Le dossier d'autorisation est en cours en préfecture pour la conduite d'eau potable entre la Tour Fondue et Porquerolles. Jean-Pierre Giran et Hubert Falco mettent la pression pour raccourcir les délais. L'enquête publique est prévue au 1^{er} semestre 2021, le début des travaux au printemps 2022 pour une entrée en service en 2022 ou 2023. « C'est un aménagement

JO 2024 : Hyères prête à remplacer Marseille

Hyères a obtenu le label Terre de Jeux 2024 qui permet à des équipes nationales de voile de venir s'entraîner avant les Jeux Olympiques de Paris 2024. (Les épreuves nautiques sont prévues à Marseille). Ceci confirme l'engagement de la ville en 2015 pour obtenir l'organisation des épreuves de voile olympique. « J'ajoute que la lecture des journaux marseillais ⁽¹⁾ conduit à s'interroger sur la certitude que Marseille puisse organiser les épreuves olympiques de voile, a dit le maire. J'ai téléphoné au président de la Fédération française de voile pour lui proposer d'organiser ces épreuves si besoin. J'ai contacté également Tony Es-

tanguet (président du comité d'organisation des JO de Paris) avec ce message : nous, on est prêt en tant que joker. Le plan d'eau est remarquable, l'hippodrome peut accueillir le "live site", l'hébergement pourrait se faire à BTP vacances et on a une base nautique digne d'accueillir des manifestations internationales. Ce serait un rêve absolu, pour tout le monde je l'espère, d'organiser une manifestation de ce type parce que c'est le genre d'événement qui propulse une commune en notoriété, en image, en avenir. »

1. À Marseille, la nouvelle équipe municipale a annoncé qu'elle souhaitait réduire de moitié son investissement prévu à l'origine à hauteur de 20 M€.

fondamental pour éviter la pratique médiane qui consiste à livrer de l'eau par bateau, ce qui représente un coût de fonctionnement de l'ordre de 500 000€ par an. »

Salin des Pesquiers

La voie douce de découverte (piétons et vélos) prévue entre le rond-point Arromanche et l'ancien site industriel des Salins a été retardée par la présence d'une herbe protégée. Ce sentier devrait être accessible au 1^{er} semestre 2022. Par ailleurs, les études préalables sont lancées pour une maison Grand site au

Salin des Pesquiers. Outre la porte d'entrée du Grand site, ce lieu pourrait présenter l'histoire de l'exploitation du sel. À côté, un autre hangar devrait accueillir les bateaux d'intérêt patrimonial. Ouverture prévue en 2023.

Buté de pied du Ceinturon

Cet aménagement de lutte contre l'érosion a été retardé par la présence d'un herbier de posidonie. Une réflexion est menée avec un bureau d'études. Le début des travaux est prévu à l'hiver 2021 ou au printemps 2022.

S. M.

La paroisse a testé (brièvement) les messes à trente personnes

Ce week-end, la paroisse d'Hyères a appliqué la décision du gouvernement de célébrer les messes dans la limite de trente personnes. « Une jauge insuffisante, une mesure discriminatoire et ridicule, un mépris des catholiques », a fustigé l'évêque du diocèse Mgr Rey dans le droit fil de l'indignation ressentie par le monde catholique. La Conférence des évêques de France, qui avait dé-

posé un recours au Conseil d'État, a obtenu gain de cause : le gouvernement doit revoir sa copie. Les Sages ont estimé « qu'il n'y a pas de justification à cette interdiction absolue et générale ». C'est un soulagement pour Benoît Moradei, curé de la paroisse, qui pointait le côté irrationnel de cette mesure limitative. « Dans les moments difficiles que traverse la société, les gens sont en recher-

che de cohérence, de sens et de justice. Je rencontre des gens qui souffrent quand je me balade dans la rue. Il me semble plus important de se préoccuper de ceux qui n'ont pas de travail que de compter les gens dans les églises », disait-il samedi avant de célébrer la messe à l'église Sainte-Douceline du Pyanet. Pour ce week-end seulement, donc, la paroisse a doublé le nombre de messes, passant

de neuf à dix-huit, dans les divers lieux du culte catholique à Hyères. Une quarantaine de personnes maximum ont assisté à ces offices, la paroisse demandant aux fidèles de se répartir en bonne intelligence. « Nous n'avions pas prévu de compter à la personne près. On ne voulait refuser personne », conclut-il. Un retour à la normale est attendu cette semaine.

S. M.



Samedi soir, le père Benoît Moradei a célébré la messe devant une assistance d'une trentaine de personnes à l'église Sainte-Douceline. (Photo S. M.)

④ AMÉNAGEMENT MÉTROPOLITAIN

[Focus La Seyne sur Mer]

- 1 **La Seyne - Le lifting de la place Germain-Loro se poursuit**
Var Matin – 11.08.2020
- 2 **Le collectif Mar Vivo veut « secouer le cocotier »**
Var Matin – 30.08.2020
- 3 **Les projets se précisent pour l'Institut Pacha**
Var Matin – 07.09.2020
- 4 **« Résister à la pression de bâtir dans toutes les dents creuses »**
TPBM N°1356 du 16.09.2020
- 5 **Bois Sacré : Nathalie Bicais en appelle au chef de l'Etat**
Var Matin – 25.09.2020
- 6 **Quel avenir pour le quai d'armement ?**
Var Matin – 14.10.2020
- 7 **La Seyne est l'enfant prodigue de la rade**
TPBM N°1363 du 04.11.2020
- 8 **« La Cité de la Mer, c'est une chance pour la rade »**
Var Matin – 12.11.2020
- 9 **« Nous ne voulons pas devenir une ville-dortoir »**
Var Matin – 08.12.2020
- 10 **Nouvel aménagement à Mauvéou, « c'est pour bientôt »**
Var Matin – 14.12.2020
- 11 **La corniche de Tamaris sera comme neuve « en 2026 ! »**
Var Matin – 17.12.2020
- 12 **La renaturation du port de St-Elme enfin sur les rails**
Var Matin – 21.12.2020

Le lifting de la place Germain-Loro se poursuit

Lancés en juillet, les travaux d'embellissement de l'entrée ouest du centre-ville entrent dans une deuxième phase. Après la chute du mur des Maristes, place à la réfection des réseaux

Les automobilistes qui ont l'habitude d'emprunter la place Germain-Loro pour rejoindre la rue d'Alsace devront composer avec la (petite) déviation par la rue Gounod qui leur est désormais imposée. Les autres verront dans les travaux qui battent leur plein en haut du cours Louis Blanc plus de promesses que de désagréments : de chantier début juillet, le chantier de la place Germain-Loro, moult fois annoncé, est bel et bien lancé.

Hier, la maire Nathalie Bicaïs est venue elle-même constater l'avancée des opérations. « C'est un projet emblématique de la rénovation du centre-ville, a-t-elle expliqué. Déjà parce que c'est le premier qui entre dans le cadre de l'enveloppe de 40 millions d'euros ⁽¹⁾ de l'Anru (Agence de rénovation urbaine, ndr). Et puis aussi parce que ça fait quelques années que c'est dans les cartons... »

Fin des travaux en 2021

Si elle reconnaît « sans problème » que c'est sous l'ancienne municipalité que



Voici, ci-dessus, à quoi devrait ressembler la place Germain-Loro, avec son ouverture sur la chapelle des Maristes, quand s'achèveront les travaux l'an prochain. A droite, la maire Nathalie Bicaïs venue constater l'avancée du chantier.

(Illustration DR et photo Ma.D.)



Vive inquiétude autour des platanes

En arrivant place Germain-Loro, Nathalie Bicaïs s'est d'abord rendue au chevet des arbres qui bordent la rue avant de s'intéresser au ballet des engins de chantier. Un foyer de chancre coloré a en effet récemment été identifié dans la zone. Le redoutable champignon, qui ravage depuis quelques années les platanes en Provence et en Occitanie, a colonisé quatre grands végétaux en face l'institution Sainte-Marie. Mais pour la nouvelle maire, qui avait fait de la plantation d'arbres à La Seyne un argument de campagne, hors de question de se voir imposer par la préfecture un abattage systématique de tous les platanes dans un rayon de 35 mètres autour du foyer détecté, comme le prévoit pourtant la réglementation : « D'accord pour couper les deux ou trois arbres qui sont morts. On les remplacera. Mais pas ceux qui ont encore des feuilles. Ceux-là, on va d'abord les expertiser, les tailler, les soigner et voir ce qu'on peut faire ! L'idée, c'est le cas par cas, par la destruction généralisée... »

Pour éviter la propagation du chancre, la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt avait dans un premier temps estimé à 21 le nombre de platanes à tronçonner mi-août dans le secteur.

MA. D.

1. C'est en début d'année que l'Etat, via l'Anru, a accepté de verser 15 millions d'euros dans le cadre d'un vaste projet d'aménagement urbain à La Seyne. L'enveloppe totale de 41,5 millions d'euros englobe une opération d'amélioration de l'habitat et des aides des collectivités locales (Métropole, Région, Département et Vlle).

s'est débrouillé le dossier. Nathalie Bicaïs préfère évoquer la « continuité du service public ». Et de balayer rapidement le débat sur la paternité du projet : « C'est un serpent de mer. On en parlait déjà dans les années 80. L'essentiel, c'est que cela se réalise, point. »

En l'occurrence, l'idée est d'aménager la place Germain-Loro de manière à en faire une « place urbaine

apaisée » et embellie, et un peu moins le paradis des automobiles que tout le monde connaît aujourd'hui. Le mois dernier, le mur d'enceinte des Maristes a été démolli. À terme, le nouvel aménagement permettra aux passants de profiter d'une esplanade et d'une vue dégagée sur la chapelle. « un des plus beaux bâtiments du centre-ville ».

Cette semaine, place à la réfection des réseaux, avant une troisième phase, prévue pour la rentrée, qui concernera le boulevard du 4 septembre. L'ensemble des travaux – chiffrés à 1,6 million d'euros – étant censés se terminer l'an prochain, après un total de neuf mois de chantier.

Et ensuite ? « Cela créera un



En rouge, la place Loro ; en orange, la déviation mise en place par les rues Gounod et Prat. (DR)

En bref

Traversée de la baie des Sablettes à la nage

Samedi 15 août, 2 départs prévus à 11 h. Pour les enfants, départ depuis la plage des Sablettes en face du poste de secours. Pour les adultes, départ depuis la plage de Mar Viro sous le poste de secours. Arrivée pour tous à la base nautique des Sablettes. La sécurité est assurée par des kayaks et le bateau du club avec une équipe d'assistance. Le nombre de personnes est limité à 100 participants. Les

inscriptions se feront à l'extérieur du bâtiment de la base nautique, les organisateurs porteront un masque, le port du masque est recommandé pour les participants lors de l'enregistrement ainsi que le respect de la distanciation. Pas de prêt de matériel (palmes, masques, tuba...), les nageurs qui le souhaitent utiliseront leur matériel personnel. A la fin de la course, des denrées (bananes, biscuits en sachet individuel) et des bouteilles d'eau individuelles seront distribuées.

Quand les étudiants montrent la voie

Danny Forster, étudiant en droit, président de l'Asso Faculté et son équipe d'étudiants de l'université Toulonnaise, depuis plusieurs semaines distribue gratuitement dans son sillage masques et bouteilles d'eau offerts par des partenaires. Le groupe d'étudiants s'échine sans relâche, aux abords de rassemblements festifs seynois, à prendre soin de la santé et du bien-être de la population. Danny s'était déjà illustré en fédérant de nombreuses actions de solidarité pendant la crise de la Covid-19 dans le Var, mais aussi en apportant son soutien aux soldats du



Des centaines de masques ont déjà été distribués.

(Photo Ly. F.)

feu ou encore à la brigade canine varoise. « Quand je vois les chiffres repartir à la hausse, face au relâchement de la population, le manque de précaution pris par mo-

ment, je ne peux rester sans réagir, c'est vraiment important pour moi que les gens se protègent. D'où la distribution des masques et d'eau, maintenant il faut aussi que

chaque individu se responsabilise et se prenne en main, nous ne pouvons pas être présent partout et nos stocks généralement offerts par la société Molly Bracken ne sont pas sans fond ! » Sensibiliser le public aux gestes barrières, au lavage des mains mais surtout au port du masque. Des bouteilles d'eau sont également distribuées aux estivateurs ainsi qu'aux riverains, afin de rappeler l'importance de ces précautions en période de canicule. Et grâce à ses partenaires, quelques goodies offerts par la région Sud FACA font des heureux.

LY. F.

Le collectif Mar Vivo veut « secouer le cocotier »

Désormais constitué en association, le groupement de riverains souhaite être davantage associé aux décisions concernant l'aménagement du littoral seynois. Et ne ménage pas ses critiques...

Créé en 2018 après la disparition de la plage du quartier, victime de l'érosion, le collectif Mar Vivo n'a eu de cesse, depuis, de monter au créneau pour « sensibiliser les autorités à la nécessité de sauver nos plages, élément clé de l'activité touristique de la ville », rappellent ses deux fondateurs, Mireille Milcent et André Delacourte. Conscient des limites de son action, mais soucieux d'être davantage écouté, le collectif se mue en association. Et se présente comme une « force de propositions et d'actions pour l'amélioration du littoral seynois dans un cadre respectueux de la nature ».

« Les statuts de l'association ont été déposés fin juillet. L'idée, c'est de monter en puissance, d'avoir plus de poids et une meilleure reconnaissance. Et ce, dans un cadre qui change avec l'arrivée aux affaires d'une nouvelle municipalité », soulignent André Delacourte et Mireille Milcent. Jugeant que « le terrain est plus favorable au dialogue », ils viennent d'ailleurs de demander une audience à Christine Sinquin, adjointe en charge de l'environnement et des plages.

« Le réensablement n'a pas été une réussite »

L'un des principaux sujets de préoccupation de l'association concerne toujours le réensablement de la plage de Mar Vivo. Surtout que « l'opération n'a pas été une réussite cette année : le mille-feuilles (mélange de sable et de posidonies) n'a pas tenu comme les années précédentes. Peut-être à cause du sable de carrière, qui nous a semblé différent de l'an der-



André Delacourte et Mireille Milcent, fondateurs du collectif Mar Vivo, convertissent leur mouvement en une association de « défense du littoral seynois ». « C'est une manière de disposer d'une "vitrine officielle", essentiellement pour montrer le sérieux de notre action auprès des institutions (municipalité, métropole, préfecture) ».

(Photo M. G.)

nier. Et puis le mélange n'a été fait qu'avec deux couches. C'était insuffisant, tout comme les quantités de sable apporté : 3 000 m³ comme l'an dernier, mais sur une plage qui était davantage érodée en début de saison ».

En conséquence, poursuivent les représentants des riverains, « la paillette n'a pas eu assez de surface pour s'installer et les cailloux et blocs de béton sont vite ressortis ». Ils pointent aussi le fait que « ce mélange entraîne une putréfaction des posidonies qui dégagent de fortes odeurs ». Certes, observe André Delacourte, « la métropole dépense 150 000 euros pour réengraisser la plage – c'est l'équiva-

lent d'un feu d'artifice dans une grande agglomération – mais tout repart à la mer. C'est pourquoi on attend un aménagement durable et écologique, d'autant que l'opération de réensablement a une empreinte carbone importante ».

« Face à une inertie administrative »

Les riverains sont aussi dans l'attente de réponses. « L'un des objectifs de l'association, reprend Mireille Milcent, c'est d'avoir accès aux informations que l'on n'arrive pas à avoir. Notamment concernant le projet d'ouverture du port de Saint-Elme, qui résoudra en grande partie le problème d'érosion de la

plage de Mar Vivo. Mais quand on pose les questions, on nous répond que "ça va venir", que "ça a pris du retard avec la crise sanitaire et les élections municipales". On ne nous dit rien, alors que ce sont des réponses qu'attendent les Seynois, à commencer par les quelque 3 000 personnes qui suivent notre page Facebook ».

Une situation qui amène l'association à vouloir « secouer le cocotier » face à ce qu'elle qualifie « d'inertie administrative ». « L'an dernier, illustre André Delacourte, une équipe de TPM est passée pour recenser les blocs de béton qui ressortent sur la plage. Un an après, rien n'a été retiré ! » Et d'estimer

qu'il « manque, au sein de TPM, un service capable de faire de la recherche et du développement afin d'avoir une approche technique en interne, plutôt que de tout déléguer à de coûteux bureaux d'études ».

Douze propositions pour le littoral seynois

Toujours est-il que l'association dit « espérer que les choses vont bouger avec la nouvelle municipalité. On salue d'ailleurs son initiative qui a permis de faire évacuer les posidonies qui s'entassaient près du port de Saint-Elme. La nouvelle équipe affiche, enfin, une volonté de développement de l'économie touristique, en valorisant les joyaux de notre littoral ».

Une volonté qu'entend accompagner les résidents de Mar Vivo. « Sur notre site web⁽¹⁾, on a mis en ligne douze propositions qui concernent l'ensemble du littoral seynois (le quai Saturnin-Fabre, la corniche de Tamaris, la plage de Fabregas, les plages naturistes...) et que nous soumettons à la collectivité ». Des idées que chacun peut consulter ou même venir en débattre directement avec leurs auteurs. « Nous serons au forum des associations samedi prochain sur le parc de la Natate, pour échanger avec les Seynois ». Discuter, mais aussi prendre des adhésions : « Afin qu'un maximum de gens puisse nous rejoindre, conclut Mireille Milcent et André Delacourte, on ne demande qu'une modeste cotisation de 5 euros pour l'année ».

M. G.

mguillon@nicematin.fr

1. www.collectifmarvivo.com sur la page Facebook "collectif Mar Vivo"

Un ketch historique au mouillage devant Balaguier

Un magnifique ketch à l'histoire peu commune s'est offert hier au regard des promeneurs, devant le fort Balaguier. En effet, sous le joli nom de *Fleur de Passion* se cache un ancien navire... de guerre nazi ! Modèle construit en 1941 à Bremen à plus de 600 exemplaires, il était à l'origine un bateau à moteur affecté à la défense côtière et au mouillage de mines.

À la Libération, ce bateau a été récupéré par la Marine nationale (au titre de dommage de guerre) qui l'a utilisé sous le nom de *Triebéron* jusqu'en 1970. Il a ensuite été racheté par un particulier qui l'a restauré et transformé en voilier pour servir à des activités de réinsertion



Ce navire appartient à l'association Pacifique dont le but est de donner aux jeunes la possibilité de vivre une expérience de vie en mer, « à la découverte du grand large, des autres et de soi-même ».

(Photo P. F.)

de jeunes et d'apprentissage de la mer. Le navire a été baptisé *Fleur de passion* en référence au livre éponyme de l'écrivain canadien Farley Mowat.

Racheté en 2001 par son propriétaire actuel, l'association franco-suisse Pacifique, il a été aménagé pour accueillir 12 jeunes passagers et un équipage de 4 personnes. De 2015 à 2019, il a effectué un tour du monde à vocation scientifique. Depuis, il navigue en Atlantique et en Méditerranée avec, à son bord, des jeunes qui participent à des projets de navigation scientifique, socio-éducatifs et de sensibilisation à l'environnement.

P. F.

En bref

La der des « rendez-vous du marché »

Lancé fin juillet par la municipalité, le cycle des « rendez-vous du marché » touche à sa fin. La dernière session de ces concerts gratuits donnés le dimanche matin sur la place Laik (bas du marché), est en effet programmée pour aujourd'hui. De 10 à 12 h, l'artiste Philippe Titou proposera un concert de « musiques du monde ». Du 26 juillet au 30 août, ce sont ainsi six concerts qui auront été offerts à la population et aux chalands du marché.

Les projets se précisent pour l'Institut Pacha

Attendue depuis des années, la réhabilitation du bâtiment devrait permettre d'y accueillir des scientifiques du monde entier. La maire annonce aussi vouloir y organiser un événement international

Édifice emblématique de la corniche de Tamaris, l'Institut de biologie marine est promis depuis fort longtemps à une cure de jouvence. Son propriétaire, l'Université de Lyon, débarrassée du litige qui l'opposait aux héritiers de Michel Pacha (1), prépare la mise en œuvre d'un projet présenté en 2015. Mais retardé par les aléas judiciaires et économiques. Pour autant, la réflexion n'a jamais cessé. Le président de l'université vient régulièrement à La Seyne pour rencontrer les élus locaux, l'architecte des Bâtiments de France ou les représentants de l'Université de Toulon – qui serait partenaire du projet.

À vocation « scientifique et pédagogique », ce projet consiste à convertir le site en un centre de séminaires et de congrès international. Il accueillerait, dans un cadre exceptionnel, des chercheurs de renom sur des thématiques liées à l'environnement marin. Pour y parvenir, l'Université de Lyon prévoit de réaliser un auditorium dans le bâtiment historique, et un dortoir d'une quinzaine de chambres dans un bâti-



L'Institut de biologie marine fait faire l'objet d'un aménagement réalisé par l'Université de Lyon pour accueillir des séminaires scientifiques. Et la ville prévoit d'y organiser un événement déjà baptisé "Les Rendez-vous de la Méditerranée". (Photo doc, Dominique Leriche)

ment situé à l'arrière. Le budget avancé serait de l'ordre de 6 millions d'euros.

L'ambition de la ville

Le projet est suivi de près par Na-

thalie Bicaïs, qui souhaite qu'il s'accompagne de « partenariats avec le monde économique et scientifique local ». Mais pas seulement. La maire affiche une ambition complémentaire pour le de-

venir de l'Institut Pacha. « Le président de l'Université de Lyon, que je dois revoir prochainement, a accepté que la ville puisse avoir un usage de la structure en dehors du temps d'utilisation par les cher-

cheurs (plusieurs semaines par an). J'aimerais que ce soit pour y organiser ce que nous appellerons "Les Rendez-vous de la Méditerranée" ».

« L'idée, explique-t-elle, est que des scientifiques donnent des conférences de vulgarisation sur le thème de la mer et de l'écologie. Ces rendez-vous seraient couplés avec des rencontres avec des philosophes et intellectuels. J'ai d'ailleurs reçu cet été Michel Onfray et Franz-Olivier Giesbert, qui sont intéressés. Nous ajouterions des expositions sur l'eau et des rencontres sportives en mer (de l'aviron, de la pirogue polynésienne...). Sans oublier la dégustation de produits issus de l'aquaculture locale. Ce serait un moment d'échange mettant en lumière la Méditerranée d'hier et d'aujourd'hui, sous tous ses aspects, sous toutes ses richesses ».

Autant de projets qui devraient, enfin, permettre de faire à nouveau briller le joyau de la corniche de Tamaris.

M. G.

1. Ils souhaitaient récupérer le bâtiment au motif que l'Université ne respectait pas les termes du legs par lequel Michel Pacha lui avait confié l'Institut. Le tribunal les a définitivement déboutés en 2018.

« La mise en valeur du littoral : notre carnet de route »

Très présente à l'occasion de cette rentrée, Nathalie Bicaïs multiplie les interventions publiques, notamment sur des dossiers importants comme Coste Chaude ou la rénovation du centre-ville (nos éditions précédentes). En plus des sorties sur le terrain, la maire a donné une conférence de presse pour faire le point sur des sujets concernant, cette fois, le bord de mer. « La mise en valeur du littoral a été le fil conducteur de la campagne,

c'est maintenant notre carnet de route », indique-t-elle. Extraits.

■ **À Brégaillon** : « Le CNRS dispose d'une équipe sur place, qui travaille sur le programme Antarès. Un permis de construire a été déposé en vue d'une extension, mais il avait été suspendu à cause des risques liés au plan submersion. Aujourd'hui, j'ai l'occasion de délivrer le permis qui était bloqué. C'est important que le projet se réalise car je soutiens la mise en place d'un

pôle d'excellence en matière de haute technologie, un campus autour du triptyque regroupant les acteurs de la formation (avec les CFA et BTS déjà présents à La Seyne), les entreprises et les scientifiques ».

■ **A Balaguier** : « Nous voulons mettre en lumière ce site fabuleux, au cœur d'un ensemble paysager remarquable. Nous allons reconstruire les quais et valoriser le site, ce qui permettra aussi de le reprendre en main, face à des comportements inacceptables

(barbecues sauvages, incivilités...). Il faut donc le requilibrer et en faire profiter tout le monde. S'ajoute à cela le projet de spectacle "son et lumière", dont on se rend compte qu'il intéresse beaucoup de monde, y compris dans les communes voisines comme Toulon et Ollioules ».

■ **A Saint-Elme** : « Il est urgent de réaliser l'aménagement du port afin de pouvoir arrêter le rechargement de la plage de Mar Vivo chaque été avec du sable de carrière, ainsi que

l'envasement du port par les posidonies ».

■ **Aux Sablettes** : « Nous entamons une phase de reprise en main de l'espace public. C'est en cours sur la place Lurcat, qui sera connectée avec la place Lalo. Et ce, dans le cadre de la remise en valeur du cœur du hameau ».

■ **Au Cap Sicié** : « J'ai proposé à la direction de Véolia, qui gère la station Amphytia, de réfléchir ensemble à des projets permettant de valoriser l'eau douce à 99 % qui ressort

de la station et qui est rejetée en mer. L'idée est de voir comment cette ressource peut participer à un projet écologique, soit sur le massif de Sicié, soit sur un site en ville ».

■ **L'Atelier mécanique** : le dossier est toujours bloqué dans l'attente du jugement du recours déposé en début d'année, contre le projet d'aménagement du complexe cinématographique par la Confédération Environnement Méditerranée devant le Conseil d'État.

EN IMAGES

Une collecte de fournitures scolaires pour les plus démunis

La Maison associative enfance famille école (Maefe) organise, chaque année, des collectes de fournitures scolaires avant la rentrée des classes, en partenariat avec Auchan. La situation sanitaire et les incertitudes autour de la rentrée 2020 ont décalé l'opération, qui a eu lieu en fin de semaine dans la galerie de l'hypermarché. Le matériel collecté est destiné aux adhérents de l'association, en grande précarité, qui n'ont pas perçu la prime de rentrée de la CAF, tels que les nouveaux arrivants. Pour éviter



les abus ou erreurs, des vérifications sont diligentées auprès de la Sécurité sociale.

Les deux représentantes de la Maefe, Chyrase, médiatrice adultes, et Élodie, responsable de l'accueil de loisirs sans hébergement, ont donc collecté quelques centaines de crayons, cahiers et autres fournitures qui comblent le besoin des écoliers concernés.

(Texte et photo RPM)

Les "Rendez-vous du marché" jouent les prolongations

Les chalands étaient nombreux hier matin sur le cours Louis-Blanc, où il était agréable de faire son marché en déambulant à l'ombre des platanes. Il fallait faire la queue pour acheter la cade au feu de bois tant appréciée des Seynois, mais aussi devant les étals des nombreux producteurs de légumes ou autres stands. Le plaisir était renforcé par la prestation musicale du groupe "Jaliam Nino Simone" (notre



photo), qui a égayé l'ambiance avec ses interprétations de jazz "roots". Ces concerts gratuits offerts par la municipalité dans le cadre des "Rendez-vous du marché" ont été à l'affiche durant tout le mois d'août. Ils sont désormais prolongés jusqu'au 23 octobre. Dimanche prochain, de 10 h à midi, l'artiste invité sera Stéphane Rabiller avec sa cornemuse.

(Texte et photo P.F.)

NATHALIE BICAIS, MAIRE DE LA SEYNE-SUR-MER

« Résister à la pression de bâtir dans toutes les dents creuses »

Elue maire de La Seyne-sur-Mer le 28 juin, Nathalie Bicaïs (LR) avait fait de l'annulation du projet « Coste chaude », qui prévoyait la construction de 145 logements, une de ses promesses de campagne. Ce 2 septembre, elle a annoncé avoir refusé de signer le permis de construire.



© Mairie de La Seyne-sur-Mer

Nathalie Bicaïs, maire de La Seyne-sur-Mer, explique qu'à la place de ces logements une ferme pédagogique ou un agriculteur pourrait s'installer.

TPBM : Faire annuler la construction de l'ensemble immobilier de 145 logements « Coste chaude » était l'une de vos promesses de campagne. Pourquoi étiez-vous opposée à ce projet ?

Nathalie Bicaïs : C'est un combat de longue date de préservation du paysage et du patrimoine de La Seyne-sur-Mer. Il n'y a pas eu de réflexion stratégique sur ce quartier. Il s'agit d'un secteur résidentiel, avec des petits chemins. Il n'est donc pas calibré pour accueillir 145 logements et par conséquent le double de voitures. Par ailleurs, ce territoire étant collinaire, se pose la question des inondations liées à l'artificialisation des sols.

Devenue maire, vous avez donc décidé de ne pas signer le permis de construire. Comment cela s'est-il passé avec les différents acteurs du projet ?

Ce terrain est la propriété de l'Eta-blissement public foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur et fait l'objet d'une convention tripartite entre l'EPF Paca, la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Ville de La Seyne-sur-Mer, avec un portage possible jusqu'en 2023. Du côté de la Métropole, le président de la collectivité, Hubert Falco (LR), a toujours été clair en disant qu'il ne ferait pas d'ingérence dans ce projet. Concernant l'EPF, nous négocions maintenant pour que cela nous coûte le moins cher possible. A nous de trouver les bons délais et les bons étalements.

Nous avons également rencontré Vinci, qui devait être en charge de la construction du programme. Il était important de les prévenir en amont, pour ne pas avoir à payer des pénalités et des dommages et intérêts. Des discussions sont également en cours au sujet des frais

engagés, dont nous sommes redevables. Nous leur avons dit que nous n'avions rien contre leur programme, d'autant que nous serons peut-être amenés à travailler de nouveau ensemble avec la réhabilitation du centre-ville, dans le cadre de l'opération NPNRU [Nouveau Programme national de renouvellement urbain, NDLR].

« Concernant l'EPF, nous négocions maintenant pour que cela nous coûte le moins cher possible. [...] Nous avons également rencontré Vinci, qui devait être en charge de la construction du programme. Il était important de les prévenir en amont, pour ne pas avoir à payer des pénalités et des dommages et intérêts. Des discussions sont également en cours au sujet des frais engagés, dont nous sommes redevables. »

A quoi va désormais être destiné ce terrain de 3,5 hectares ?

Il s'agissait auparavant d'une terre agricole. Nous allons donc lui redonner sa fonction avec soit l'installation d'un agriculteur, soit d'une ferme pédagogique. Le projet définitif n'est pas encore arrêté.

Y a-t-il d'autres programmes immobiliers que vous ne souhaitez pas voir naître à La Seyne-sur-Mer ?

Au niveau de Bois Sacré, Total vend un terrain pollué avec une servitude publique délivrée par le préfet. Là, on

parle d'un terrain de 7 hectares et de logements en R+6, sur la corniche. Nous sommes donc en train de regarder cela.

Etes-vous contre la construction de tout nouveau logement ?

Cela ne veut pas dire qu'il n'y aura pas de nouveaux projets mais qu'ils seront aux bons endroits. Je souhaite privilégier les programmes innovants ou tournés vers les jeunes et le tourisme, pour rendre la ville plus attractive et pas seulement dortoir. La droite a construit des pavillons, la gauche de grands ensembles et cela sans jamais avoir de réflexion sur la structure urbaine de la ville si bien qu'à La Seyne-sur-Mer, les quartiers sont juxtaposés. La ville présente plusieurs visages, ce qui est

difficile quand on souhaite mener une politique globale. Mon fil conducteur est la valorisation du littoral, notre principale richesse. Dans ce schéma, nous souhaitons garder toutes les respirations : il faut résister à la pression qui voudrait que l'on bâtisse dans toutes les poches, ou dents creuses, car c'est plus du remplissage qu'autre chose.

Propos recueillis par
Karen Latour

▶▶ karen.latour@presses-legales.com

Bois Sacré : Nathalie Bicaïs en appelle au chef de l'État

Déjà opposée au projet de 350 logements sur la corniche, la maire a découvert dans le dossier des points « aberrants ». Incapable d'empêcher, seule, sa réalisation, elle interpelle le président Macron

« **Un scandale** ». Sur les hauteurs de la corniche Giovannini, au cœur d'un site qui offre un superbe panorama sur la rade de Toulon, Nathalie Bicaïs a révélé, hier matin, des aspects du dossier qu'elle dénonce à voix haute. Du « double langage » du groupe Total (propriétaire du terrain) à « la complicité de l'État », la maire de La Seyne cherche par tous les moyens à s'opposer au projet visant à construire 350 logements (dont 30 % de sociaux) sur ce site « exceptionnel ». Mais il y a urgence : les recours ayant été purgés en début d'année, le projet arrive en phase de réalisation.

« **Quand j'ai pris mes fonctions début juillet**, relate Nathalie Bicaïs, **j'étais persuadée que cette opération était lancée. Or durant l'été, nous avons appris que la vente du terrain au promoteur Constructa n'a pas encore été réalisée. Total a en effet adressé à la Ville la "déclaration d'intention d'aliéner" (DIA)** » - procédure par laquelle un propriétaire doit demander à la collectivité si elle veut acquérir le bien qu'il compte vendre. Mais le prix étant fixé à 10,5 millions, la Ville est dans l'incapacité d'exercer son droit de préemption.

« La complicité des services de l'Etat »

Par ailleurs, en regardant les détails du projet, poursuit la maire, « **on découvre que le projet immobilier - auquel j'ai toujours été opposée car il n'est pas adapté au territoire et priverait les Seynois d'un site magnifique - prévoit que les immeubles**



Nathalie Bicaïs et Jean-Colin, hier sur le site de Bois Sacré. Selon le 1^{er} adjoint, « ils espèrent, à bas-bruit, construire 350 logements, comme si de rien n'était. Et ce, avec la passivité de l'État ».

(Photo M. G.)

en R + 6 (plus de 20 m de haut) seront collés à la corniche. Et ce... à cause de la pollution laissée au cœur du terrain ! Du coup, on réalise que Total vend un terrain industriel (qui a hébergé des caves d'hydrocarbures pendant des années) à un promoteur mais sans faire la dépollution nécessaire à un projet d'habitation ».

Parallèlement, Nathalie Bicaïs s'aperçoit que la partie polluée a fait l'objet d'une servitude d'intérêt public⁽¹⁾ acceptée par l'État en 2007. Et ce, « **afin de neutraliser la partie hautement polluée et dédouaner Total de ses obligations. Résultat : ce terrain, qui comporte une zone impropre à l'installation humaine, est**

vendu avec la complicité des services de l'État pour faire des logements ». Autre aspect « **choquant** » dénoncée par la maire : « **Total communique pour dire qu'il est un groupe vertueux, qu'il se soucie de l'avenir de la planète et de ses habitants. Or ce qu'il fait ici est inacceptable !** ».

« Corriger les obligations faites à Total »

En réaction, la maire a écrit au préfet début août⁽²⁾, « **mais je n'ai pas eu de réponse** », dit-elle. Du coup, elle vient d'adresser un courrier au Président de la République. Elle y évoque l'intérêt de préserver le terrain d'une forte urba-

nisation, arguant qu'il s'agit « **d'une des plus belles corniches panoramiques du Var** », « **un paysage méditerranéen rare** ». Aussi demande-t-elle au chef de l'État « **de prendre part au combat contre le bétonnage aveugle de la côte varoise** ». En outre, Nathalie Bicaïs demande à Emmanuel Macron d'intervenir « **pour qu'une enquête administrative révèle et corrige les obligations faites à Total. (...) Il me faut la force de l'État pour arrêter le processus. J'en appelle à votre haute autorité afin de remettre en cause la servitude d'utilité publique et, ainsi, mettre un terme à la vente du terrain** », écrit-elle.

Reste qu'il faut aller vite (la DIA arrive à terme le 14 octobre). Mais seule, la ville n'a pas les moyens de refuser à un promoteur de bâtir sur un terrain privé s'il respecte les prescriptions d'urbanisme (ce qui est le cas puisque le projet est conforme au PLU modifié sous la mandature précédente).

« Gagner du temps »

De son côté, le Conservatoire du littoral ne pourrait préempter car il s'agit d'une zone classée « **à urbaniser** ». « **On a ouvert une discussion avec l'Établissement public foncier pour un projet alternatif, mais on est très court par rapport aux délais**, précise Nathalie Bicaïs. **On a aussi demandé l'évaluation du terrain par les Domaines, dans l'éventualité d'un achat par une collectivité ou un établissement public. Ce faisant, on cherche des moyens de gagner du temps** ».

« **Je ne peux pas laisser installer des gens sur des terrains pollués où ils seraient exposés à un risque sanitaire. Si le projet se réalise, rien n'empêchera les enfants de la résidence d'aller jouer sur la partie polluée. Entre cet aspect et la bétonisation du littoral**, conclut la maire de La Seyne, **c'est un combat de société que nous menons** ».

M. G.

mguillon@nicematin.fr

1. Cette limitation administrative interdit au promoteur de construire dans la partie de terrain concernée.

2. Avec copie à la ministre de la Transition énergétique, au ministre chargé de la participation citoyenne, aux députés du Var Emile Guéré et Cécile Muschotti, et au président de TPM Hubert Falco.

Quid de la pollution ?

La ville indique que, si le site de Bois Sacré a été dépollué partiellement par Total il y a quelques années, c'était « **dans l'objectif que le terrain demeure une zone industrielle, pas une zone d'habitation** ». Or, rappelle la municipalité, le site a été pollué par du benzène, des hydrocarbures et des métaux lourds. Du fait de l'importance de la contamination résiduelle, l'Agence régionale de santé a d'ailleurs demandé une analyse régulière de l'eau présente sur le site (lors des pluies notamment). Et ce, en raison des risques de remontée à la surface des « **hydrocarbures aromatiques polycycliques** » (HAP) contenus dans le sol. Ces HAP, qui peuvent passer au travers du béton, « **font partie des polluants organiques persistants. Toxiques pour la santé humaine et l'environnement, ils s'avèrent en règle générale peu biodégradables, peut-on lire sur un site gouvernemental** ». Outre leur aptitude au transport sur une longue distance, ils s'accumulent dans les tissus vivants du fait de leur forte solubilité dans les graisses (bioaccumulation). Ils se fixent également aisément sur les matières organiques, les matières en suspension ou les sédiments des cours d'eau ».

1. Site du gouvernement dédié au Rapport sur l'état de l'environnement : <https://ree.developpement-durable.gouv.fr>



Sur ces deux vues du projet fournies par la ville, on visualise les constructions, au bord de la corniche Giovannini. L'ensemble immobilier se répartit entre 7 bâtiments (de R + 2 à R + 6) et huit villas. (docs DR)



L'historique du projet

Le site de Bois Sacré est un ancien dépôt pétrolier de plus 6 hectares exploité par le groupe Total durant des décennies. Depuis 2006, le terrain est considéré par le Scot⁽¹⁾ comme « **constructible** » et classé en zone d'urbanisation « **dense** ». Le compromis de vente entre Total et Constructa date de 2012. En 2013, la municipalité avait refusé le permis de construire et demandé à Constructa de revoir sa copie (le nombre de logements avait alors été réduit presque de moitié). Lors de l'enquête publique, en 2014, le commissaire enquêteur avait donné un avis favorable à la délivrance du nouveau permis de construire. Ce dernier a

été attaqué devant le tribunal administratif par le CIL de Balaguier et la Confédération Environnement Méditerranée. Le tribunal a retoqué le permis, au motif que le projet ne prévoyait « **pas de prescription relative aux mesures de contrôle sanitaire, ni d'engagement à vérifier régulièrement la qualité de l'eau potable et l'étanchéité des canalisations** ».

Constructa, qui dit avoir pris en compte ces recommandations, a obtenu un nouveau permis de construire en 2018. Les requérants se sont pourvus en cassation devant le conseil d'État, mais ils ont été déboutés en mars dernier.

1. Schéma de cohérence territoriale de l'aire toulonnaise

Quel avenir pour le quai d'armement ?

Il aurait dû accueillir le nouveau port de plaisance de la ville. Mais le projet ayant capoté, et la gestion du site étant passée sous la coupe de l'autorité portuaire métropolitaine, c'est un autre avenir qui attend le quai d'armement. Ports TPM prépare en effet un aménagement en vue de l'accueil de yachts et de grands navires.

Avec le départ, en septembre 2019, des derniers plaisanciers « sans droit ni titre » qui étaient amarrés au quai depuis des années, l'autorité portuaire a fait sécuriser le site : pose de 500 m de clôture et installation de caméras de surveillance. Motif : « Le port de Toulon – La Seyne étant un port de commerce, il est dans l'obligation de se conformer au Code international pour la sûreté des navires et des



Le débarcadère de la navette maritime va être déplacé à l'autre extrémité du quai, du côté de la cale n° 2, plus près du casino.
(Photo M. G.)

installations portuaires (ISPS) qui prévoit la fermeture des espaces dédiés au commerce, leur vidéo-protection et un accès sous certaines conditions ».

Après un grand nettoyage du site, l'an dernier, qui a permis le retrait

de macro-déchets immergés (carcasses de voitures, épaves de bateaux, pneus...), l'autorité portuaire a lancé des études sur le rehaussement de la poutre de couronnement du quai et sur la réfection des postes d'amarrage. Un diagnostic subaquatique de l'ouvrage, une bathymétrie (mesure de la profondeur du plan d'eau) et des sondages géotechniques étaient aussi prévus. Reste que le calendrier des travaux (qui devaient débuter en cette rentrée 2020) a pris du retard en raison de la crise sanitaire. De même, le déplacement du débarcadère de la navette maritime (vers l'extrémité du quai, au pied de la cale n° 2) est toujours d'actualité et les études sont « en cours de finalisation », indique-t-on du côté de Ports TPM.

NATHALIE BICAIS

« La Seyne est l'enfant prodigue de la rade »

La vision de longue date pour sa ville natale guide Nathalie Bicaïs - nouvellement élue maire de La Seyne en juin dernier - vers un nouvel âge de son territoire. Un changement de paradigme se dessine, se façonne, sous la conduite éclairée de cette architecte.



Nathalie Bicaïs, nouvellement élue maire de La Seyne.

La Seyne est une belle endormie qu'il faut réveiller », revendique Nathalie Bicaïs, plantant le décor et la pensée qui l'animent, ainsi que son équipe victorieuse aux dernières municipales. Un décor qu'elle connaît bien puisqu'elle est née ici, et un engagement politique qu'elle perpétue avec abnégation depuis 25 ans. Ce qui lui a largement laissé le temps d'affiner sa vision. « Cette ville de 65 000 âmes, la seconde du département et de la Métropole Toulon Pro-

« Il n'est pas question de perdre les 42 millions d'euros du NPNRU, qui touche 80 % d'habitat, mais de l'organiser d'une façon différente sur le terrain, en désamorçant des actions, en gardant des îlots à rénover bien identifiés, en lançant en PPP des opérations de partenariat immobilier avec des réhabilitations sous financements privés », explique Nathalie Bicaïs.

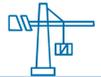
venue Méditerranée (TPM), a un immense potentiel qui n'est ni exploité ni mis en valeur. C'est le désespoir de nombre d'habitants. Mon ambition est de leur rendre la fierté de vivre à La Seyne et de réconcilier tous les territoires. Ce ne sont pas que des mots ou des slogans de campagne, c'est un programme réfléchi, répondant à des besoins et à une projection durable, que j'ai bien l'intention d'appliquer... » La réconciliation est l'axe initial de son projet « envoi de La Seyne ». Le premier quartier de ce nouveau challenge est le centre-ville. « Il n'est pas question de perdre les 42 millions d'euros du NPNRU (Nouveau Programme national de renouvellement urbain), qui touche 80 % d'habitat, mais de l'organiser d'une façon différente sur le

terrain, en désamorçant des actions, en gardant des îlots à rénover bien identifiés, en lançant en PPP* des opérations de partenariat immobilier avec des réhabilitations sous financements privés. Nous restons sur le principe initial, tout en déplaçant et revisitant des projets, par rapport à la structure urbaine et à une intention qui n'est pas la même que celle de mon prédécesseur sur le fonctionnement de ce centre-ville. » A savoir une reconnexion du port au centre, une accessibilité piétonne et un élargissement des terrasses sur les

quais devant la mairie et dans son prolongement, une réorganisation du trafic routier par l'extérieur via un pont qui relie la terre à la mer. En la matière, « le pont de la réconciliation » permettrait selon elle de libérer les espaces et de désenclaver une partie du trafic. Un vieux serpent de mer... qui ressurgit, puisqu'au début des années 90 les élus s'opposaient déjà entre pont ou tunnel, pour ne rien faire au final. « L'enjeu est triple, soutient Nathalie Bicaïs, pour la cohésion de la ville et du centre avec la mer, des quartiers sud et nord, de La Seyne avec la rade de Toulon. »

PREMIER PORT SCIENTIFIQUE D'EUROPE

« La Seyne, c'est l'enfant prodigue de la rade », poursuit-elle avec force de conviction. « Partie vers des aventures solitaires, la ville revient désormais dans un contexte de plein et non de vide. Avec 27 km de linéaire côtier, que nous devons nous réapproprier, elle est au balcon de cette rade. » Tout au long de ce littoral, un schéma de mise en valeur doit être déployé, ➔➔➔



UN PONT À L'HORIZON 2027

Le « pont de la réconciliation » est présenté par Nathalie Bicaïs comme un support de mobilité, un dispositif de protection contre la submersion marine [réchauffement climatique et montée des eaux obligent], en même temps qu'une œuvre d'art. Un ouvrage discret et léger en perspective, permettant de dégager le port du trafic et de reconverter les quais en place urbaine qui n'existe pas aujourd'hui, ainsi que les autres espaces littoraux en aménagements à usages collectifs. Estimé à quelque 10 millions d'euros, ce pont devrait faire l'objet d'un concours lancé en 2021, en vue de travaux entre 2024 et 2027. Tous les partenaires publics seront sollicités, de la Métropole à l'Europe, en passant par l'Ademe (Agence de la transition énergétique).



« Nous avons les atouts de nos ambitions, naturels et patrimoniaux. Il faut les mettre en valeur tout respectant l'histoire et l'écologie de chacun », insiste la nouvelle maire de La Seyne.



L'INTENTION EST DE FAIRE L'INSTITUT DE BIOLOGIE MARINE, IMPLIQUÉ DANS L'EXPÉRIENCE ANTARES (TÉLESCOPE À NEUTRINOS AU FOND DE LA MÉDITERRANÉE) UN « CENTRE DE RENCONTRES SCIENTIFIQUES INTERNATIONALES ET DE CONGRÈS À VOCATION MARITIME MÉDITERRANÉENNE, DÉDIÉ ÉGALEMENT AU TOURISME D'AFFAIRES ».

UN CONCOURS SERA LANCÉ EN 2021, AFIN D'ÊTRE OPÉRATIONNEL EN 2024. LE LIEU SERAIT AUSSI LE THÉÂTRE DES « RENDEZ-VOUS MÉDITERRANÉENS DE TAMARIS », TOUS LES ANS LE PREMIER WEEK-END DE JUILLET, FACILITANT LA VULGARISATION DE LA SCIENCE LIÉE À LA MER, AVEC EXPOSITION SUR LE PLAN D'EAU ET DÉGUSTATION DE COQUILLAGES LOCAUX (HISTOIRE DE METTRE EN EXERGUE LES RÉFÉRENCES LOCALES) PARI LES ATTRACTIONS PROJÉTÉES.



© D. R.

... de l'entrée nord jusqu'au cap Sicié, comprenant des thématiques différentes, diversifiées, complémentaires, génératrices de ressources. Parmi celles-ci, incarnant l'axe 2 de la stratégie « maison », la capacité de La Seyne à affirmer son potentiel de « premier port scientifique d'Europe ». L'institut de renommée mondiale Ifremer**, le Bassin de génie océanique First, le CNRS (Centre national de la recherche scientifique), les câbliers d'Orange Marine, l'industriel Cnim (Constructions navales et industrielles de la Méditerranée), le port de Brégaillon qui a vocation à devenir « la base marine » du Technopôle de la mer (facilitant la fertilisation croisée entre entreprises et laboratoires de recherche), le campus des métiers de la mer, l'Institut de biologie marine... la liste est dense. Des projets de montée en puissance, y compris qualitativement, de certaines entités, sont de nature à conforter ce positionnement.

A l'image de ce dernier institut, implanté sur la corniche de Tamaris, rattaché à l'université de Lyon 1, impliqué dans l'expérience Antares*** (téléscope à Neutrinos au fond de la Méditerranée). L'intention est d'en faire un « Centre de rencontres scientifiques internationales et de congrès à vocation maritime méditerranéenne, dédié également au tourisme d'affaires ». Des équipements

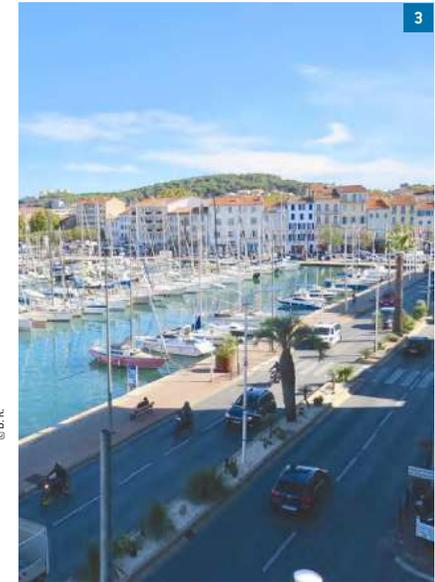
ultra-modernes sont envisagés, dont un amphithéâtre d'une centaine de places, pour un coût estimé de 6 millions d'euros, potentiellement pris en charge à 50 % par l'université de tutelle. Un concours sera lancé en 2021, afin d'être opérationnel en 2024. Le lieu serait aussi le théâtre des « Rendez-vous méditerranéens de Tamaris », tous les ans le premier week-end de juillet, facilitant la vulgarisation de la science liée à la mer, avec exposition sur le plan d'eau et dégustation de coquillages locaux (histoire de mettre en exergue les références locales) parmi les attractions projetées.

COLLIER DE PERLES

La passerelle (à défaut de pont) avec le volet tourisme et environnement apparaît évidente. « Nous avons les atouts de nos ambitions, naturels et patrimoniaux. Il faut les mettre en valeur tout respectant l'histoire et l'écologie de chacun », ajoute Nathalie Bicaïs. L'élue énumère et tisse en même temps son « collier de perles » qui sillonnent et maillent le territoire seynois. Village de pêcheurs, écosystème aquacole, nautisme, plages traditionnelles et sauvages, sentier du littoral, massifs et fonds marins, zone Natura 2000 au cap Sicié... les atours naturels sur ...



© D. R.



© D. R.

1. L'institut de biologie marine au centre de rencontres scientifiques de premier plan.
2. Simulation du « pont de la réconciliation ».
3. Les quais seront dédiés aux piétons et aux terrasses si le pont absorbe le trafic routier.
4. Le port au cœur de nombreux enjeux.





83 | VAR

© Photos O. R.
**TRENTE
MILLIONS
D'EUROS POUR
LA CORNICHE
DE TAMARIS**

Indépendamment des travaux effectués sur la corniche Giovannini menant au fort de l'Eguillette, ceux, tant attendus, de la corniche de Tamaris sont en gestation. Un projet d'environ 30 millions d'euros qui serait réalisé entre 2023 et 2027 selon les estimations, et partirait des Sablettes pour remonter vers le centre. Il s'agit notamment de gagner sur la mer pour bénéficier d'emprises piétonnes et cyclistes suffisantes, ainsi que d'une belle promenade partagée digne de ce nom. Sur 4,5 km, l'enjeu est conjointement de mettre en valeur le paysage et le patrimoine qui rappelle en partie dans le secteur le passé orientaliste de Tamaris à la fin du XIXe, début du XXe siècle. A l'époque, Blaise Marius Pacha investit (dans) les lieux qui lui rappelaient le Bosphore où il fit fortune et édifia une cinquantaine de villas pour de riches hivernants en quête d'endroits paradisiaques, dont, un peu plus en hauteur que la corniche, la célèbre Villa Tamaris Pacha.

La corniche de Tamaris mérite une rénovation complète.

↔ lesquels s'appuyer sont beaux, rares, emblématiques de la Méditerranée. Côté patrimonial, la Villa Tamaris Pacha, site apaisant et imposant bercé par le clapotis des vagues, fait rayonner l'art contemporain dans la Métropole. Le site Ateliers mécaniques, dont le projet actuel de reconversion s'enlise dans les recours, pourrait devenir une vitrine du monde subaquatique dans le cadre d'un concept de cathédrale d'images (en lien avec l'Ifremer). Trente millions d'euros seraient nécessaires, dont 25 millions dans la rénovation du bâtiment central. Objectif, 2024/2025. Autres vestiges de prestige, le fort de l'Eguillette, bijou de la Marine, qui pourrait être consacré à l'histoire de la plongée sous-marine et marine, ainsi que l'anse de Balaguier pour un spectacle son et lumière sur La Seyne du jeune Bonaparte, victorieux des Anglais en 1793 dans la rade de Toulon, bien avant qu'il ne devienne Napoléon. Sans oublier, parmi le patrimoine historique, la rénovation récente de la statue de la « Naïade accroupie » place Lurçat, au centre du hameau Pouillon, aux Sablettes. Comme un clin d'oeil de la sculptrice Nathalie Bicaïs à ses aînés, à la culture aussi qui lui tient tant à cœur. Une renaissance qui en appelle d'autres, comme la corniche de Tamaris d'ici la fin du mandat (voir ci-contre).

« Tout cela doit concourir à changer l'image de la ville, à la revaloriser, pour que les gens soient heureux de vivre et d'investir à La Seyne », espère Nathalie Bicaïs.

Pour l'heure, elle monte des dossiers et chasse en équipe les millions, par dizaines, voire centaines, auprès d'un large panel d'interlocuteurs publics et privés, afin de tenir ses engagements autour de son triptyque « économie, écologie, écoute ». L'économie pour créer de la richesse et de l'emploi, l'écologie au service du cadre de vie durable, l'écoute pour retrouver une sociabilité « dans un territoire qui en manque ». « Tout cela doit concourir à changer l'image de la ville, à la revaloriser, pour que les gens soient heureux de vivre et d'investir à La Seyne », espère Nathalie Bicaïs. Sculpter les nouveaux regards n'est en la matière pas le moindre de ses défis.

Olivier Réal
olivier.real@gmail.com

* Partenariat public-privé.
** Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer.
*** Acronyme de Astronomy with a Neutrino Telescope and Abyss Environmental Research.



C'est dans les Ateliers mécaniques que pourrait s'ancrer la Cité de la Mer, où le public aurait la possibilité de visiter un sous-marin de la Marine nationale. (DR)

« La Cité de la Mer, c'est une chance pour la rade »

L'entrepreneur Philippe Le Sausse travaille à l'émergence d'un projet dans les Ateliers mécaniques, à **La Seyne**, qui réunirait des robots d'Ifremer, un aquarium virtuel et un sous-marin visitable

Éphémère candidat aux élections municipales dans la deuxième ville du Var, Philippe Le Sausse y est toutefois plus connu pour son expertise dans le domaine de la mer. À la tête de l'entreprise AAA French Yachting, conseiller en développement commercial de chantiers navals et président de l'Association des professionnels du nautisme de l'espace Grimaud, cet ancien sous-marinier nourrit aujourd'hui l'ambition de voir naître à La Seyne une Cité de la Mer. Entouré d'une « équipe de choc », il se dit persuadé que son projet va émerger.

Expliquez-nous ce que vous entendez par Cité de la Mer...

Pour commencer, le nom étant déjà utilisé à Cherbourg, nous aurons à trouver une appellation spécifique pour notre projet ! Mais l'idée serait, en gros, que nous parvenions à créer un grand parc scientifique et ludique autour de la thématique maritime, et au-delà.

Où serait-il situé ?

À La Seyne, autour et à l'intérieur de la friche des Ateliers mécaniques. Le grand hangar de Cnim, aux Mouissèques, accueillera aussi une partie des espaces. Mais c'est plus un projet « rade » qu'un projet « Seyne ».

Vous parlez des Ateliers mécaniques, mais un cinéma doit voir le jour à cet endroit...

Ce n'est pas incompatible. On y trouverait un cinéma et des hôtels, comme cela est déjà prévu, ainsi que les composantes de notre Cité de la Mer.

De quoi serait fait votre projet ?

L'idée est de mettre en valeur les richesses maritimes de la rade sur un seul lieu. Je parle là du savoir-faire scientifique des entreprises comme Naval Group, ECA ou Ifremer, des moyens de la Marine nationale, mais aussi des éléments d'une histoire qui a vu naître, ici, la plongée autonome avec Cousteau et les Mousquiers. On parlera aussi d'environnement, de recherche, avec la fondation Ricard ou le CNRS.

“ **Le ministère de la Mer nous a donné six mois** ”

Concrètement, que pourrait y trouver le public ?

Il s'agira de montrer tous

les aspects de la mer au grand public dans un lieu qui incarne l'histoire.

On peut imaginer un espace dédié à la recherche sous-marine avec : des exposés, des robots d'Ifremer, des ateliers autour de la pêche ou d'autres métiers de la mer, un *show-room* pour Naval Group. On peut imaginer pouvoir visiter un sous-marin de la



À 52 ans, Philippe Le Sausse est « l'homme clé » d'un projet sur lequel une équipe d'une dizaine de personnes travaille quotidiennement. (Photo doc. VLP)

Marine nationale, comme à Cherbourg. On peut imaginer un aquarium virtuel, un spectacle en immersion dans les récifs, une plate-forme d'essai où on se retrouve à piloter un sousmersible...

On imagine beaucoup. Ne craignez-vous pas de faire rêver dans les chaumières pour un projet incertain...

Nous n'en sommes plus au stade du rêve ! Avec une équipe dédiée d'une dizaine de personnes – et parmi eux, des amiraux, des présidents d'association, des ingénieurs, des professionnels du maritime... – nous travaillons dessus depuis près d'un an. Tout le travail notarial a été mené. Une vingtaine d'institutions ont été contactées. Et les entreprises que je vous cite nous ont toutes manifesté un grand intérêt.

Et les politiques ?

À La Seyne, Madame le maire nous avait donné son accord de principe avant les élections. C'est d'ailleurs parce que tous les

passage, c'est une chance. C'est enfin quelque chose à visiter, si j'ose dire. Ce peut être notre Mucem, où on peut prévoir 500 000 visiteurs par an. Même les yachts de luxe, qui habituellement ne viennent que pour des réparations, seront attirés. Et puis pour les entreprises associées, c'est la possibilité de montrer leur savoir-faire au grand public. C'est de l'image, du recrutement, etc. Ce sont des enjeux économiques considérables, où on peut raisonnablement tabler sur 2 000 emplois directs ou indirects.

Le sous-marin aussi, c'est du sérieux ?

Pour moi qui fus "Oreille d'or", c'est même un point essentiel. Pareil pour l'association des 800 tonnes, qui fait partie de l'équipe du projet. Les discussions sont en bonne voie avec la Marine, d'autant que ses sous-marins nucléaires d'attaque vont être remplacés au fur et à mesure par une nouvelle génération de bâtiments.

Il y a aussi de vieux « diesel-électrique » de disponibles dans la rade.

“ **Ce peut être notre Mucem !** ”

Un point pas si anecdotique :

le projet de cinéma avait jeté le doute sur la capacité de La Seyne à absorber un trafic automobile accru.

Et là, vous nous parlez d'un projet susceptible d'attirer des milliers de personnes...

On y a pensé, évidemment. L'idée, validée par la Chambre de commerce, c'est de créer une zone de parking à Brégaillon et des navettes maritimes dédiées. Il n'y a pour l'instant aucun obstacle à ce que notre projet puisse voir le jour dans les trois ans.

PROPOS RECUEILLIS PAR MA. D. mdalaine@nicematin.fr

« Tout ça n'est pas si cher »

Qui dit projet d'envergure, dit coûts considérables. Une assertion qu'il convient toutefois de pondérer, pour Philippe Le Sausse : « *Le foncier, on l'a, avec les Ateliers mécaniques et Cnim qui est vendeur de son site des Mouissèques, explique-t-il. Les études de sol ont déjà été faites. Les coûts de réhabilitation et de construction sont certes estimés à plusieurs dizaines de millions d'euros mais, en croisant les financements publics et ceux des entreprises mises en valeur, en sollicitant mécènes et fondations, ce n'est pas un problème. D'autant qu'on s'inscrit en plein dans le plan de relance du gouvernement. Pour le reste, le matériel maritime est prêt à être donné. Finalement, tout ça n'est pas si cher...* »

« Nous ne voulons pas devenir une ville-dortoir »

Comment urbaniser sans « bétonner », tout en respectant les contraintes de la loi ? Élu en charge de l'urbanisme, Christian Dupla évoque sa stratégie et veut rompre avec les habitudes du passé

« *Il faut arrêter la politique terroriste de la dent creuse.* » La sentence est sans appel vis-à-vis des programmes immobiliers menés ces dernières années à La Seyne. Elle est signée Christian Dupla, conseiller municipal délégué à l'urbanisme. Ce dernier dénonce des constructions « à tout va », dès qu'un terrain est disponible. « *Sans aucune vision globale.* » Aux côtés de la maire, Nathalie Bicaïs, il développe la politique qu'entend mener la nouvelle équipe municipale.

► Les logements sociaux

Alors que l'édile est vent debout contre les sanctions imposées à la ville par l'État pour ne pas avoir atteint ses quotas en matière de logements sociaux (*notre édition du 2 décembre*), son conseiller municipal est formel : « *C'est un très mauvais procès. Il est marqué par des objectifs arithmétiques dignes d'un régime politique absurde, qui nous conduit directement à la faillite.* »

L'une des solutions avancées par la mairie pour augmenter son quota de logements sociaux a été détaillée par Nathalie Bicaïs. « *Nous envisageons de nous porter acquéreur de certaines copropriétés dégradées. L'idée serait d'effectuer des travaux de réhabilitation pour ensuite requalifier*



De nombreuses constructions ont vu le jour ces dernières années à La Seyne. « Mais sans aucune vision globale », déplore le conseiller municipal Christian Dupla (en médaillon).

(Photo doc. D. L. et A. R.)

les habitations en logements sociaux. »

Le parc sera de cette façon augmenté tandis que celui des logements privés diminuera.

► Priorité à l'espace public

Pour Christian Dupla, urbanisation ne rime pas forcément avec construction. Et notamment de logements sociaux. « *S'il y a une carence à La Seyne, c'est en pre-*

mier lieu une carence d'espace public, une carence d'infrastructures qualifiées et une absence de projet urbain global. »

Et c'est dans ce sens que la municipalité actuelle rejette des projets comme celui de Bois Sacré ou de Coste Chaude. « *Ils sont les symptômes du pillage de nos ressources. Nous ne voulons pas devenir une ville-dortoir. Il faut créer du lien entre les habitants, un sentiment d'appartenance. Et nous y*

arriverons en privilégiant l'espace public et les lieux d'échanges. »

► L'urbanisme pour l'économie et l'écologie

Plus que de logements, « *les Seynois ont besoin d'abord de créer des emplois, de régler les problèmes de circulation et de stationnements, de protéger leur cadre de vie, de faire baisser la pression fiscale* », estime Christian Dupla. La politique urbanistique doit



passer par la création d'espaces verts pour décongestionner la ville. « *La densification nécessite des règles fortes et des espaces de respiration dans les quartiers.* »

► Mettre le littoral au centre de la ville

« *Depuis notre arrivée, nous travaillons à un schéma global de mise en valeur du littoral* », assure Nathalie Bicaïs. Un projet qui sera présenté début 2021.

Tout juste la maire dévoile qu'on y trouvera « *trois piliers que sont le développement économique, le développement écologique et le développement social.* À titre d'exemple, Bréguillon est le premier port scientifique d'Europe. Il nous faut attirer de nouvelles entreprises. Les friches industrielles monstrueuses du secteur sont vouées à disparaître. »

AMANDINE ROUSSEL
amrousseau@nicematin.fr

Nouvel aménagement à Mauvéou, « c'est pour bientôt »

Lors du dernier conseil municipal, la vente du terrain a été officialisée. La parcelle accueillera finalement un institut médico-éducatif

La décision est prise. Après des années de péripéties, la parcelle d'anciens terrains agricoles sur le chemin de La Seyne à Bastian est finalement vendue. 9 478 m² récupérés par l'association Présence, en échange d'un chèque d'un peu plus d'1,2 million d'euros. La construction d'un Institut médico-éducatif (IME) est prévue sur le site et remplacera celui existant à Mar-Vivo.

Un choix dont s'est félicitée Nathalie Bicais, lors du dernier conseil municipal. « Je n'ai pas encore de date pour le lancement des travaux, mais je suis très heureuse de vous dire que c'est pour bientôt », a-t-elle lancé.

Un autre projet à Léo Lagrange

En complément de l'IME sur le terrain de Mauvéou, l'association Présence va déve-



C'est sur une partie de ce terrain que verra bientôt le jour un institut médico-éducatif. (Photo R. G.)

lopper un établissement d'éducation spécialisée en contiguïté de l'école Léo-Lagrange. Le bail à construction d'une durée de 40 ans concerne une parcelle d'un peu plus de 3 000 m². Elle coûtera 3 350 euros par an à l'organisme. « Si certains parents et enseignants étaient opposés au projet de la précédente municipalité, ce n'est plus le cas aujourd'hui », indique la maire. Et d'affirmer :

« Il est indispensable que les enfants en situation de handicap puissent avoir un enseignement en immersion. Les deux écoles auront des espaces collaboratifs. Les terrains de sport seront mutualisés avec de vrais équipements. »

Des exploitations à venir

Face à la présentation de Nathalie Bicais, Dorian Munoz, élu d'opposition RN, s'inter-

roge. « Vous vous étiez engagée à préserver ce terrain (de Mauvéou) lors de votre campagne. Je vois que ce n'est plus le cas. Mais que va-t-il advenir de l'association des Maquisards de la solidarité verte (voir ci-contre) ? »

Ce à quoi Nathalie Bicais n'a pas manqué de répondre : « Nous ne disposons pas des moyens suffisants pour garder le terrain de Coste Chaude et de Mauvéou. C'était l'un ou l'autre, le choix a été fait. » Et de rappeler que plusieurs projets immobiliers ont impacté le terrain de Mauvéou.

« J'ai échangé avec les Maquisards, ajoutait la maire, et je les ai invités à répondre aux appels d'offres qui vont être lancés prochainement pour l'exploitation agricole de trois sites : Coste Chaude, La Dominante et Gaumin. » De quoi, enfin, sceller le sort du terrain de Mauvéou.

L'historique du site

- **Décembre 2008** : La municipalité Paecht projette la construction d'un Ehpad sur le terrain de Mauvéou. Établissement qui deviendra finalement une résidence de 80 logements pour seniors.
- **2011** : L'association des Maquisards de la solidarité verte prend possession d'une partie de la parcelle pour la mettre en culture.
- **2013** : Négociations entre la Ville et l'association Présence pour construire un centre d'accueil.
- **2014-2015** : L'association des Maquisards de la solidarité verte, présidée par David Ferri, est priée de libérer le terrain. La cohabitation avec le futur établissement étant « impossible » selon la Ville.
- **2016** : Implantation d'une crèche sur une partie du terrain.
- **Janvier 2017** : Signature d'un compromis de vente entre la Ville et l'association Présence pour une surface de plus de 8 000 m² au prix de 1,23 million d'euros.
- **Mai 2017** : Retour contentieux de David Ferri contre le permis de construire.
- **Juin 2017** : La Ville délivre une assignation en référé à David Ferri afin que son expulsion soit ordonnée.
- **Novembre 2017** : L'association quitte le terrain après plus de sept années d'occupation.

R. G.

La corniche de Tamaris sera comme neuve « en 2026 » !

C'est officiel : les travaux de réhabilitation de la corniche reliant les Sablettes aux anciens chantiers navals commenceront dès 2022. Un projet colossal qui ne concerne pas que la route

Plus de nids-de-poule sur la corniche de Tamaris. Voilà qui va forcément en ravir plus d'un ! Lors du dernier conseil métropolitain (voir notre édition d'hier), une enveloppe de 30 millions d'euros a ainsi été débloquée pour la réhabilitation de la célèbre route du littoral. Évoqué depuis des décennies, et annoncé depuis quelques semaines, la (bonne) nouvelle prend forme.

Dans le détail, 3,7 millions d'euros sont prévus pour les différentes études, 25,2 millions pour les travaux et 1 million en cas d'aléas. Le budget s'étale sur six ans, de 2020 à 2026. Uniquement financés par la métropole TPM, les travaux seront eux aussi étalés sur cette période. « C'est parti ! On en parle depuis tellement longtemps... Là, le projet est lancé. Ce n'est plus de la littérature », assure Nathalie Bicaïs, la maire de La Seyne.

1 Un projet en trois étapes
Trois phases de travaux sont prévues. La première



Le patrimoine architectural et culturel « sera mis en avant », assure la mairie. (Photos doc Var-matin)

concerne la corniche depuis Les Sablettes jusqu'à l'embarcadère de Tamaris. Le début du chantier est programmé pour septembre 2022 et sa livraison en 2023.

La deuxième portion s'étale de l'embarcadère des navettes maritimes à la baie de Balaguier. Les travaux devraient débuter en 2023, après la réalisation du premier tronçon. Enfin, l'aménagement de la dernière partie, qui pourrait commencer en 2024, concerne la liaison entre Balaguier et le futur rond-point de Bois Sacré, au niveau de Monaco Marine.

« Ce sont des travaux conséquents. Il faut que les Seynois le vivent bien. Nous allons donc travailler sur un itinéraire bis », précise par ailleurs Nathalie Bicaïs.

2 La voirie rénovée

La réfection de la voirie est le premier chantier. « Nous avons prévu un recalibrage des voies avec l'intégration des modes de transports doux », indique la maire. Soit de la place pour les voitures, les vélos, les piétons, et une réglementation renforcée pour le passage des poids lourds. Et d'annoncer « un sentier



La voirie sera réaménagée pour être partagée par les voitures et les modes de transports doux.



La ville compte acquérir le fort de Balaguier et créer un pôle multimodal d'échange à ses abords.

sur pilotis » en amont de l'espace naturel du Crouton pour permettre aux piétons de se promener à l'écart de la circulation.

3 D'autres aménagements
Des aménagements annexes

doivent aussi être réalisés. On parle là de la réhabilitation du port du Manteau, de l'amélioration de l'éclairage public et du système de récupération de déchets, ainsi que de la rénovation du système d'évacuation des eaux pluviales. « Pour accueillir

Le chiffre

30

En millions d'euros, c'est le coût prévu pour le projet de réhabilitation de la corniche.

les usagers dans de meilleures conditions », l'embarcadère aura également droit à son réaménagement. À Balaguier, le port des bateaux doit être rénové afin de « lier le patrimoine historique et les activités maritimes modernes ». L'esplanade Sébille se verrait offrir un espace de pique-nique. Autre ambitieux projet : la création d'un belvédère sur le terrain surplombant le fort de L'Éguillette et l'ouverture à la promenade du parvis du fort. Enfin financé et planifié, le projet de réhabilitation de la corniche de Tamaris n'a jamais été aussi proche de voir le jour.

RÉMY GRAPTIN

Épave retirée sur la corniche : « la première d'une longue série »

« C'est le point de départ de la reprise en main du littoral seynois. » Hier, Nathalie Bicaïs s'est fait une joie de voir le groupement de plongeurs démineurs (GPD) retirer une épave dans la baie du Lazaret. « C'est la première d'une longue série ! » Il faut dire qu'il n'en manque pas. « Le préfet maritime est prêt à nous aider dans notre projet de sécurisation et de protection du littoral », précise la maire.

Une opération bien sanglée

« Il y a énormément d'épaves, soupire la première magistrate. Et il y a déjà eu des accidents, avec des jeunes qui s'amusaient à grimper sur les coques ou les mâts des épaves. C'est extrêmement dangereux. » Alors, pour venir en aide à la commune, une équipe de quatre plongeurs démineurs a sauté dans une eau un peu



L'opération a été réalisée gracieusement par le Groupement de plongeurs démineurs, en partenariat avec la municipalité. (Photo Laurent Martinat)

fraîche. Après l'avoir sanglée, les plongeurs ont percé la coque pour évacuer l'eau. La carcasse a ensuite été sortie par un camion-grue de la Ville.

Face au « cimetière d'épaves », Nathalie Bicaïs ne manque pas de rappeler que la Direction départementale des territoires et de la mer « doit prendre ses

responsabilités » et faire un suivi des assurances des bateaux. « Sans ça, c'est la ville qui doit financer ces enlèvements. »

R.G.

Vu, lu... entendu

Cnim : la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann (GRS) interpelle elle aussi le gouvernement

Mardi au sénat, Marie-Noëlle Lienemann a interpellé le gouvernement, via une question écrite, sur la situation de Cnim. Rappelons que l'entreprise, dont 1 200 salariés travaillent à La Seyne, traverse une grave crise financière. S'adressant à Bruno Le Maire, ministre de l'économie, la parlementaire de la Gauche républicaine et socialiste (GRS) demande « quelles mesures compte prendre le gouvernement pour éviter une « vente à la découpe » du groupe et le maintien d'activités stratégiques et participant à la transition écologique sous pavillon français. » L'ancienne ministre du logement réclame notamment que « le gouvernement s'engage à une prise de participation partielle (...) au capital de Cnim ». Après les actions d'Hubert Falco à droite, au tour de la gauche, donc, de médiatiser « au national » la tourmente traversée par l'une des plus grosses entreprises du Var. Un temps proche de Marc Vuillemot, ancien maire de La Seyne, la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann dit avoir été alertée de cette situation par Stéphane Sacco, coordinateur départemental de la GRS.



Marie-Noëlle Lienemann, ici à La Seyne en 2016, aux côtés de l'ancien maire Marc Vuillemot. (D.L.)

MA.D.

La renaturation du port de St-Elme enfin sur les rails

Le projet d'ouverture du port et de création d'un chenal d'avivement, afin d'éviter l'invasion par les posidonies, a été validé en conseil métropolitain. Il faudra tout de même patienter un an

Un serpent de mer. Qui remonte chaque année – depuis des décennies – à la surface de l'actualité seynoise. Chaque hiver, quand des milliers de mètres cubes de posidonies mortes encombrant le petit port, bloquant les pêcheurs et autres usagers du site. Mais l'affaire sera bientôt de l'histoire ancienne. Après des années d'étude et de tergiversations, la solution retenue est celle qui tenait la corde depuis le début ou presque : le rétablissement d'un courant dans le port, par la réalisation d'un chenal d'avivement, avec l'ouverture à la mer d'une partie du terre-plein de la base nautique. Une opération budgétée par TPM pour la bagatelle de 928 000 euros. Explications avec Jo Minniti, adjoint de Nathalie Bicaïs délégué à la vie nautique et à la politique portuaire. Il est également président du conseil portuaire de Saint-Elme, en remplacement de Gilles Vincent, qui a défendu ces dernières années le projet désormais validé.

C'est donc enfin le bout du tunnel pour le port de Saint-Elme ?

Oui ! L'opération d'avivement du port – on parle maintenant de renaturation – est attendue depuis fort longtemps par les usagers du site et les riverains. Beaucoup n'y croyaient même plus vraiment. Depuis des années, on leur disait « ça va démarrer », et puis le projet évoluait, et ça n'avancait pas. Il fallait trancher. Là, le projet retenu recueille les faveurs de tout le monde. Chacun a bien compris qu'il faut vivre pour chasser le sable et les posidonies.



Sur cette vue aérienne du site, on visualise le futur chenal d'avivement (en bleu) qui va être creusé dans le terre-plein de la base nautique. En rouge, sont matérialisées les trois passerelles qui permettront de franchir ce chenal. « L'opération est très attendue », rappelle l'adjoint au maire Jo Minniti (ci-contre).

(Repro DR/TPM)

Quand on a présenté le projet au Clupipp (le comité des usagers permanents) et au Conseil portuaire le mois dernier, tous les votes ont été favorables – sauf une abstention.

Les travaux débiteront quand ?

Le chantier d'ouverture du terre-plein sud débutera à l'automne 2021. On voulait démarrer avant, afin d'être prêt pour l'été, mais le temps de mener à bien toutes les procédures administratives (les demandes d'autorisations, la loi sur l'Eau...) on ne peut pas commencer avant le printemps. En comptant quatre mois de travaux et d'éventuels aléas, on risquait de débiter sur la saison

estivale. Donc raisonnablement, on attaque après.

On est toujours sur une ouverture de 5 à 8 mètres du côté de la base nautique ?

Plutôt de 4 à 5 mètres. Pour une question de concentration du courant ; les experts nous disent que, plus c'est étroit, plus ça accélère l'effet de « chasse ». Et puis ça permet de ne pas toucher au bâtiment de la base nautique. Du moins durant la période de test.

Qui va durer combien de temps ?

En fait, malgré toutes les études, il reste une part d'inconnu. Si on sait que le courant va forcément

chasser les posidonies, on ne sait pas exactement dans quelle mesure. D'autant que le volume de posidonies varie énormément : plus de 3 000 m³ cette année – presque le double des années précédentes ! Les services de TPM ont donc accepté de tester, sur deux ans, une ouverture de 4 à 5 mètres. Si ça suffit, on pourrait en rester là. Sinon, il faudra ouvrir davantage – et du coup déplacer la base nautique.

À quel endroit ?

Soit sur le fond du bassin sud, au pied de la colline qui descend du fort de Saint-Elme, comme d'ailleurs les clubs et associations qui travaillent sur le site, soit au

Ultime opération « pelleuse » au printemps

Puisque les travaux ne commenceront qu'à l'automne 2021, il faudra fatalement, avant l'été prochain, évacuer à la pelleuse le sable et les posidonies qui rentreront dans le port durant l'hiver. « Cette fois, assure Jo Minniti, on va veiller dès le printemps à commencer à les enlever, afin d'éviter le blocage quasi-complet du port connu cette année – sachant que le confinement avait aussi retardé l'opération. Vu le volume (3 000 m³), ça a coûté plus de 400 000 euros, soit presque la moitié du coup de la renaturation du port ! »

nord du site, côté terre.

Quid du franchissement du chenal ?

Le chenal faisant une soixantaine de mètres de long, il y aura trois passerelles : une pour le passage des piétons, une pour le club de plongée et ses équipements lourds, et une pour l'école de voile et ses dériveurs sur remorques.

Prévoyez-vous une présentation publique du projet ?

Oui, on la fera en début d'année prochaine avec Nathalie Bicaïs.

PROPOS RECUEILLIS PAR M. G. mguillon@nicematin.fr

Un problème « historique »

Contrairement à ce que l'on peut penser, le phénomène d'ensablement du port de Saint-Elme ne date pas forcément des années 1970. « Quand on nous dit que c'est à cause du terre-plein de la base nautique créé à cette époque, eh bien... ce n'est absolument pas certain, raconte Jo Minniti. De tout temps, il semble que ce port a été ensablé. J'ai par exemple retrouvé un compte-rendu de conseil municipal de La Seyne de juin 1914. On y voit exactement la même problématique. Les pêcheurs, empêchés de travailler, se tournaient vers la commune, qui se tournait vers le préfet, qui renvoyait au Département... À l'époque, la seule solution... c'était d'attendre une grosse largade qui nettoyait le port. Car celui-ci était alors ouvert sur la pleine mer (sans l'onsse actuelle qui a été ajoutée à la base nautique). Pour autant, il s'ensablait régulièrement... »

Pas d'apport de sable l'été prochain à Mar Vivo

La technique du mille-feuilles sera-t-elle de nouveau mise en œuvre l'été prochain sur la plage de Mar Vivo ?

Jo Minniti : Le mille-feuilles, rappelons-le, c'est un mélange de sable et de posidonies qui tend à densifier la couche afin d'éviter que le sable ne soit emporté à chaque coup de mer. Mais à Mar Vivo, il n'y a plus de sable ou presque, la mer arrive contre le mur. La stratégie du mille-feuilles sera donc utilisée là où il y a du sable, à partir du Grand Hôtel, puis sur la plage des Sablottes en direction de Saint-Elme. On utilisera pour cela une partie des posidonies entreposées dans l'Atelier mécanique depuis l'été dernier.

Du coup, il y aura un nouvel

apport de sable sur Mar Vivo ?

Non. Mais on travaille sur le sujet. Pour protéger une plage de l'érosion, il y a deux solutions. Soit on fait des anses avec de petites jetées tous les 150 m, comme au Mourillon, pour bloquer le sable à l'intérieur. Soit on a recours à une jetée immergée. Or, une telle jetée, il y en a une à Mar Vivo, à une centaine de mètres du bord. Avec le temps, elle s'est affaissée, enfoncée, et ne joue plus son rôle de protection. L'idée, c'est donc de la rehausser jusqu'à 50 cm environ de la surface. De la sorte, on reconstitue ce que l'on peut trouver dans le milieu naturel), comme une barrière de corail contre laquelle se cassent les rouleaux, évitant le



Erodée chaque année, la plage serait à nouveau protégée par le rehaussement de la digue immergée.

(Photo DR)

ressac qui emporte le sable.

Comment sera-t-elle

rehaussée ?

On peut le faire de deux manières. Soit on pose un lit de pierres dans le fond, sur lequel on empile de gros rochers. Soit avec d'énormes boudins en géotextile remplis de sable ou d'agrégats. Le géotextile est plus simple à mettre en place et peut revenir moins cher sur de petites distances. Par contre, il est plus cher à entretenir (!, en gare aux hélices de bateaux !). À Cannes, par exemple, les deux systèmes cohabitent tout le long de la plage de la Croisette. Nous, on a besoin de protéger la plage de Mar Vivo sur 200 – 250 mètres, en gros jusqu'à l'hôtel. Donc la réflexion est engagée pour choisir l'option la plus adaptée. C'est un de mes gros chantiers du moment !

- 1 La CCI du Var fait chambre commune avec le(s) territoire(s)**
TPBM N°1320 du 08.01.2020
- 2 Transfix sous tension pour le maintien des emplois**
Var Matin – 11.02.2020
- 3 La marque Seagale vous met au parfum**
Var Matin – 11.04.2020
- 4 Pôle Cosmétique, dix ans de formule gagnante**
Var Matin – 22.06.2020
- 5 Mégara a encore grandi d'une taille pendant la crise**
Var Matin – 06.07.2020
- 6 Les Palmiers d'or, la marque qui se démarque**
Var Matin – 16.07.2020
- 7 Les Presses du Midi se conjuguent au féminin**
Var Matin – 30.07.2020
- 8 Anti-gaspi : le succès d'une appli dans l'aire toulonnaise**
Var Matin – 18.08.2020
- 9 La publicité aérienne a du plomb dans l'aile**
Var Matin – 31.08.2020
- 10 La Boite Immo a fait son nid à la Pinède d'Hyères**
Var Matin – 07.09.2020
- 11 Le Bec Fin veut picorer des parts de marché à l'export**
Var Matin – 14.09.2020
- 12 « Chanel et Porquerolles forment un ticket gagnant »**
Var Matin – 17.09.2020
- 13 Avec ses fleurs à croquer, Midiflore met l'eau à la bouche**
Var Matin – 23.09.2020

- 14 **L'Etat s'implique pour la sauvegarde de Cnim**
Var Matin – 02.10.2020
- 15 **Toulon, future place forte de la cybersécurité**
Var Matin – 02.10.2020
- 16 **Une pionnière des potagers en ville et en entreprise**
Var Matin – 02.10.2020
- 17 **Dentelle de papier, monde de poésie**
Var Matin – 18.10.2020
- 18 **Mégara a encore grandi d'une taille pendant la crise**
Var Matin – 18.10.2020
- 19 **Hynomed, la locomotive varoise à l'hydrogène vert**
Var Matin – 26.10.2020
- 20 **Ginouves SAS carbure au mix énergétique**
TPBM N°1362 du 28.10.2020
- 21 **L'odeur de la papaye locale**
Var Matin – 09.11.2020
- 22 **A Toulon, un centre médical nouvelle génération**
Var Matin – 10.11.2020
- 23 **Le prix des terres agricoles s'envole dans le département**
Var Matin – 06.12.2020



LA CCI DU VAR FAIT CHAMBRE COMMUNE AVEC LE(S) TERRITOIRE(S)

DOSSIER RÉALISÉ
PAR OLIVIER RÉAL



« ENSEMBLE, ON VA PLUS LOIN », A L'HABITUDE DIRE LE PRÉSIDENT DE LA CCI DU VAR, JACQUES BIANCHI, FAISANT SIEN CE PROVERBE AFRICAÏN. NOTRE PUBLICATION TPBM, DANS LE CADRE DE SON « CLUB DES PARTENAIRES », A VOULU (SE) RENDRE COMPTE DE LA FAÇON DONT CET ÉTABLISSEMENT CONSULAIRE FAIT CHAMBRE COMMUNE AVEC LE TERRITOIRE. COMMENT, POURQUOI, AVEC QUI, OÙ, QUAND... ? AUTANT D'INTERROGATIONS ET BIEN D'AUTRES, QUI ONT AMENÉ DES RÉPONSES DE LA PART DE SES RESPONSABLES, DE SES PROPRES PARTENAIRES AUSSI, À LA FAVEUR D'UN DÉBAT DANS UN PREMIER TEMPS, SUR PLUSIEURS THÉMATIQUES ÉCONOMIQUES ET IDENTITAIRES, PUIS EN SUIVANT LA CHAMBRE VAROISE ET SON AGENCE DÉPARTEMENTALE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (ADDE) SUR LE TERRAIN, AU SIMI (SALON DE L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE), À PARIS, DU 11 AU 13 DÉCEMBRE. A CETTE OCCASION, ELLE A FÉDÉRÉ SEPT TERRITOIRES VAROIS SOUS LA BANNIÈRE VAR PROVENCE MÉDITERRANÉE. UNE ORGANISATION PERMETTANT DE S'AFFICHER ENSEMBLE ET D'ALLER PLUS LOIN...

▶ FLASHEZ CE QR CODE POUR VOIR NOTRE INTERVIEW VIDÉO DE STÉPHANE GUEYDON, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA CCI DU VAR, AU SUJET DE LA STRATÉGIE DE L'ORGANISATION EN MATIÈRE DE MARKETING TERRITORIAL...





Le Club TPBM s'est tenu au Palais du commerce et de la mer.

© Karen Labour

© Karen Labour

STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT : des hauts en débat

Le 6 décembre au Palais du commerce et de la mer, à Toulon, la rédaction de TPBM a mis en débat trois grandes thématiques autour de la stratégie et du rôle de la CCI varoise : le travail sur l'identité autour du portrait identitaire du territoire conduit par la chambre et son bras armé, l'Agence départementale de développement économique ; l'accompagnement à l'émergence et à l'expansion de filières d'excellence, en particulier dans la sphère automobile, l'économie circulaire (plan hydrogène) et la croisière ; la projection du(des) territoire(s), la valorisation de leurs atouts/projets sur les théâtres d'opération extérieures, notamment au Simi, à Paris, 11 au 13 décembre. Pour échanger, étaient réunis autour de la table ronde (disposée en carré), Stéphane Gueydon, directeur de la CCI du Var et de la chambre régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur, Erick Mascaro, élu de la chambre varoise et directeur de GRDF Var, Jérôme Chabert, directeur de Var Aménagement Développement (partenaire aménageur), Christelle Assié, directrice Var de la Banque des territoires (Caisse des dépôts et consignations - partenaire financier), et Philippe Marin, président du Club immobilier Toulon Provence (partenaire économique).



Stéphane Gueydon, directeur général de la CCI du Var et de la chambre régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur.

© Karen Labour

IDENTITÉ DU TERRITOIRE



TPBM : La CCI du Var a fait réaliser, avec le soutien financier de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, un portrait du territoire départemental par une experte nationale en la matière, Sophie de Paillette, dévoilée le 11 septembre dernier. Stéphane Gueydon, de quoi s'agit-il ?

Stéphane Gueydon : Nous sommes acteurs du territoire en tant que Chambre de commerce et d'industrie, de gestionnaire d'équipements, d'Agence départementale de développement économique. Dans ce contexte, nous avons voulu réaliser ce portrait, qui se fait en général avant de créer une marque. Ici elle existe déjà, c'est Visitvar, et ce n'était pas notre optique d'en inventer une autre. Nous souhaitons mesurer les éléments fondamentaux qui caractérisent le Var à travers ses acteurs (plus de 170 contributeurs de tous horizons, NDLR), afin de mieux le vendre. Une professionnelle extérieure l'a fait, Sophie de Paillette, avec des questionnements divers. Il en ressort

nombre d'enseignements fondamentaux pour avancer en ce sens, en premier lieu desquels le « feel good power », notre art de vivre et notre qualité de vie. Nous avons ainsi parfaitement identifié les atouts pour être attractifs et nous différencier dans la compétition des territoires. Le résultat peut être dérangeant parfois, mais particulièrement utile pour démontrer le dynamisme d'un département rempli d'opportunités. Quand on s'appelle Saint-Tropez, on n'en a pas besoin, mais à l'échelle du Var, qui est multiple, c'est plus difficile. Avoir une meilleure lisibilité, en plus d'une vision, offre aussi la possibilité de faire évoluer le discours selon l'interlocuteur et ses attentes.

Quel usage comptez-vous en faire et comment l'élu de la CCI le porte-t-il ? Erick Mascaro...

Erick Mascaro : Nous disposons désormais d'un diagnostic important, de nature à définir des cibles en des lieux différents, dans la métropole, en centres-villes, dans les terres, concernant les start-up, les grands groupes, les nouveaux arrivants... Nous pouvons calibrer l'outil en

fonction de ce que l'on cherche, et parler le même langage entre acteurs du territoire. C'est une vraie valeur. L'élu de la CCI a aussi envie de rencontrer l'élu politique, et cette matière, qui va être retravaillée, a vocation à être partagée dans le cadre de partenariats avec les collectivités. C'est un outil au sens du développement.

Philippe Marin, Christelle Assié, Jérôme Chabert, en quoi ce travail vous est utile ?

Philippe Marin : Cette étude est effectivement un outil permettant de construire une identité fédératrice, mais ne doit pas être livrée telle quelle. L'identité fait appel à quelque chose de figé qui ne correspond pas à ce que l'on cible du territoire. Lequel n'a pas d'identité, c'est une terre de contraste. Je suis heureux d'entendre que derrière ce travail on cherche des outils de communication, afin de casser les nombreux clichés concernant la métropole. Or, au-delà du militaire, il y a une dynamique liée au tourisme, au numérique développé et valorisé par TVT* Innovation, et un potentiel considérable. Ce qui fait la richesse



ERICK MASCARO : « La CCI est le lieu des entreprises. Le président Jacques Bianchi a souhaité que cette mandature s'inscrive plus que jamais dans le partenariat. Nous sommes avec ce débat au cœur du sujet, avec autour de la table une grande partie de nos partenaires importants. »



CHRISTELLE ASSIÉ : « Le partenariat entre la Banque des territoires et la CCI du Var a été créé formellement par convention en 2016, sachant que nous avions renforcé notre implication sur ce territoire dès 2012/2013. Il est important pour nous de créer ces liens, avec VAD ici présent puisque nous sommes actionnaires communs d'entités, ainsi qu'avec les acteurs du développement économique, dont la chambre naturellement. La Banque des territoires est un établissement financier, nos accompagnements se situent dès l'amont des projets pour co-construire, sur fonds propres, en prêts, en compétences. Depuis cinq ans, compte tenu des évolutions, la présence de la Caisse des dépôts et consignations n'est plus la même. »

- CLUB TPBM -



L'étude identitaire du Var a été présentée aux acteurs du territoire le 11 septembre dernier.

© O. Réal



JÉRÔME CHABERT

« Les liens de VAD avec la CCI sont triples : en qualité d'aménageur du territoire, par le fait que la chambre est actionnaire historique de notre société d'économie mixte, et enfin par l'accord-cadre qui nous engage, avec mise à disposition d'ingénierie commune. Sans oublier un lien de cœur et de confiance mutuelle. Au-delà du travail, c'est indispensable. »

de ce territoire réside aussi dans son retard. Quand on le rattrape, on franchit des étapes. Un gros travail a été accompli dans le centre de Toulon en matière de rénovation urbaine et de développement économique, ce qui en fait une destination idéale compte tenu des prix immobiliers qui demeurent les moins élevés du littoral varois.

Christelle Assié : Il est très important de raconter une histoire, pour agréger des partenaires, monter des collaborations. Département béni des dieux, le Var est un très beau pays. Alors que la compétition s'accélère, si l'on veut tirer son épingle du jeu, il faut créer ce marketing-là au niveau du département. Le développement économique se concentre sur les métropoles, mais nous sommes vigilants sur la fracture territoriale en accompagnant les collectivités partout.

Jérôme Chabert : Il y a un côté communication pour vendre le Var, mais en tant qu'aménageur, cette étude fait ressortir que l'on a une chance extraordinaire. Cela remet en place la cohérence

d'ensemble, la coordination entre les besoins et les réalisations, de préférence aux opérations d'opportunité. Je suis chez VAD depuis 2001, au début nous allions vers les investisseurs, désormais c'est eux qui nous sollicitent. Ils sont impressionnés par la façon dont nos territoires se sont développés. Il y a des prérequis pour réussir cela et pour que les gens viennent, dans la lutte contre l'habitat indigne, dans le soin apporté à la population, dans une stratégie globale voulue par le président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM) et maire de Toulon, Hubert Falco.

FILIÈRES D'EXCELLENCE



Mieux connaître le territoire et ses acteurs permet aussi de mieux promouvoir ses filières. La chambre vient de recevoir son étude commandée par la Région sur la sphère automobile. De quoi il en retourne Stéphane Gueydon ?

S. G. : Nous avons reçu des missions commandées par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, parmi lesquelles celle sur la filière automobile. Nous avons un événement majeur qui est revenu dans la région, dans le Var, depuis deux ans, le Grand Prix de France de Formule 1, pour lequel la CCI s'est beaucoup impliquée et a notamment participé à la fondation du GIP**. Cela amène à se demander comment générer de la valeur ajoutée et de la richesse à partager, en particulier en accompagnant cette manifestation phare de formation professionnelle, de prévention routière, de mobilité intelligente, d'appui aux sports mécaniques... Nous avons donc étudié et fait étudier notre écosystème, « benchmark » les autres territoires comparables, sachant que nous avons un parc d'activités économiques adossé au circuit du Castellet. Nous avons pris connaissance des atouts, des forces en présence, des manques aussi, des potentiels, des capacités à les développer. Pour ce faire, la Région a demandé à la CCI du Var, via son agence, et à Team Côte d'Azur, de poursuivre le travail [du cabinet Inno TSD de Marc Pattinson, NDLR] pour le traduire en termes de développement économique. Il nous faut mettre en synergie l'existant et créer les conditions d'une montée en puissance pour en faire une filière.

Quel est votre regard à chacun sur cette filière en gestation ?

C. A. : Une étape a été franchie. Nous suivons de près cette filière et ces projets, car nous pouvons intervenir sur l'immobilier d'entreprise et sur les outils particuliers d'aménagement.

J. C. : Cette étude et l'expansion possible liée au retour du Grand Prix permettent de poser les bonnes questions d'aménagement, en l'occurrence d'accès au Castellet et à la zone de Signes qui présente 240 hectares de potentiel foncier sur lesquels



Le plateau de Signes a fêté en septembre 2018 les 30 ans de la zone d'activités dont le potentiel foncier est le plus important de la région.

© O. Réal

nous travaillons avec la CCI. Alors que le foncier disponible se tarit, voire disparaît, dans les Bouches-du-Rhône et les Alpes-Maritimes, les perspectives qui s'ouvrent sont immenses.

P. M. : C'est une chance exceptionnelle d'avoir ce Grand Prix qui fédère un écosystème. Il faut que cela se concrétise rapidement car il n'est pas certain que l'événement reste de façon pérenne. Au niveau du club, j'ai envie d'emmenner les 80 membres partenaires sur le plateau, avec la chambre, afin qu'ils mesurent véritablement ce potentiel.

Autre sujet d'importance, l'économie circulaire, avec un dossier phare porté par la CCI, le plan hydrogène et le projet HyNovar. L'énergie cela vous connaît Erick Mascaro, quid de cette ambition ?

E. M. : Le projet HyNovar de la CCI est piloté en France et complémentaire de l'étude sur

la sphère automobile, s'agissant de la mobilité du futur. Nous sommes en avance sur ce sujet d'avenir qu'est l'hydrogène, que nous portons à cinq avec les Bateliers de la Côte d'Azur (liaisons maritimes dans la rade de Toulon et les îles d'or), une start-up, Hyseas Energy, un opérateur sachant, Engie, et le circuit Paul Ricard. Le projet consiste à développer un carburant terrestre et maritime à la fois, sur deux lieux symboliques : le plateau de Signes et la zone portuaire de Brégailhon. Nous avons été lauréats d'un appel à projets de l'Ademe***, nous octroyant 6,4 millions d'euros de fonds pour mener à bien cette ambition qui devient réalité. Ce projet entraîne d'autres partenaires comme la Métropole toulonnaise dans ses choix énergétiques liés à la mobilité et à ses équipements. Notre concept novateur a en outre reçu l'un des prix nationaux

- CLUB TPBM -



PHILIPPE MARIN

« Je suis fier que le Club Immobilier Toulon Provence participe à cette table ronde. Cela correspond aux objectifs initiaux de ses fondateurs acteurs du territoire. Il s'agit de le comprendre, le valoriser, d'être force de propositions, de se transformer en ambassadeurs. Le lien est évident avec la CCI, nous sommes partenaires, complémentaires, à travers des opérations communes de valorisation. »



STÉPHANE GUEYDON

« Nous sommes heureux d'avoir nos partenaires avec nous pour débattre. Dans une période où nous subissons un changement, une transformation profonde des CCI, nous ne pourrions pas le faire ainsi sans eux. Il y a d'abord l'aspect humain qui permet d'aller plus loin dans l'envie de travailler de concert et de réfléchir ensemble pour mieux se projeter, avec la Banque des territoires, VAD, le Club Immobilier. C'est indispensable et porté par notre président Jacques Bianchi. »

Energies citoyennes.

C. A. : Nous travaillons depuis le départ avec la chambre sur cet enjeu énergétique, correspondant à notre accompagnement de la transition écologique du pays. Nous finalisons le modèle économique de la société à créer ensemble, touchant la station d'avitaillement et la flotte de véhicules.

J. C. : C'est un facteur d'attractivité dans la compétition des territoires. Il est rassurant aussi de savoir la réflexion amont qu'il y a eu sur cette filière, y compris sur le maritime, alors que des aménagements se profilent autour de la mer, de bateaux de croisières, des quais à alimenter en électrification propre. Quand on parle du projet toulonnais « De Mayol à Pipady », il est aussi question de ces problématiques.

P. M. : En plus « De Mayol à Pipady », on a désormais « De Brégailhon à Signes ».

— GRAND ANGLE —

Le savoir-faire dans l'accueil de croisière est une valeur ajoutée très prisée de la chambre



© O. Réal

C'est cohérent, on peut être fier de ce sujet d'avenir. Prendre de l'avance sur l'énergie de demain est un atout considérable.

La filière croisière, justement, est aussi en première ligne de la part de la chambre varoise qui joue un rôle régional et connaît un succès international en vendant des prestations. Cela fait partie de la nouvelle feuille de route Stéphane Gueydon ?

S. G. : Dans le cadre de la convention d'objectifs et de moyens signée avec l'Etat, nous pouvons nous développer sur de nouvelles activités, mais avec d'autres ressources que le financement public. La croisière en fait partie, élément important du tourisme pour lequel nous sommes un terri-

toire très attractif. La chambre a créé Var Provence Croisière Club, s'est engagée dans ce secteur, emportant l'adhésion de villes littorales, les aidant à s'organiser, en leur vendant des compétences aussi, comme par exemple le process « Cruise friendly » visant à améliorer l'expérience des croisiéristes en escale. Les armateurs y sont très sensibles. C'est ainsi que nous avons signé le 11 octobre dernier un contrat de licence de marque avec Yokohama, deuxième la ville du Japon, qui peut recevoir simultanément sept bateaux de croisière... C'est une belle reconnaissance de notre savoir-faire que d'autres destinations, en France et à l'étranger, nous demandent à leur tour.

PROJECTION DES TERRITOIRES



La projection sur les théâtres d'opérations extérieurs fait partie des missions de la CCI, et notamment de son bras armé en la matière qu'est l'Agence départementale de développement économique. Dans ce contexte, qu'allez-vous faire au Simi, à Paris, du 11 au 13 décembre, Stéphane Gueydon, Erick Mascaro ?

S. G. : Il y a cinq ans, sur les conseils de notre vice-président Jacques Verdino, nous sommes venus au Simi pour vendre le territoire sous une même bannière Var, et nous revenons depuis sur ce salon de l'immobilier d'entreprise qui rassemble l'offre de toutes

les collectivités en France et capte l'intérêt des investisseurs. Notre stand Var rassemble cette année sept territoires, urbains comme ruraux, présentant une image commune, l'ensemble de nos atouts, en un même lieu. C'est valorisant et cela permet de faire jeu égal avec les autres territoires. **E. M. :** C'est par le collectif que l'on peut se démarquer. Nulle part ailleurs on ne peut rencontrer ainsi un territoire dans sa globalité, en complémentarité positive. C'est une vraie force issue d'une réflexion partagée. C'est une belle image également, indispensable, incontournable pour capter l'attention d'investisseurs.

— GRAND ANGLE —



Les intervenants du Club TPBM aux côtés des membres de la rédaction.

C. A. : C'est très positif en effet, cela met en avant ce que l'on dit tous dans ce débat, ce travail collégial, partenarial. Il y a des territoires où le lien n'est pas aussi fort et cela ralentit les projets. Cette belle unité s'est vue notamment à travers la rue Semard de Toulon dont le rayonnement est national. **J. C. :** Il y a le savoir-faire et le faire savoir. Nous nous sommes rendu compte avec notre présidente Hélène Audibert qu'il fallait être présents sur les événements extérieurs. Le Simi en fait partie, dans une ambiance particulière. C'est là que l'on rencontre les investisseurs. **P. M. :** Le club toulonnais est présent au Simi, pour parler de la Métropole en tant que terre

d'avenir mêlant développement économique et développement culturel, ainsi que pour participer à la concrétisation de la Fédération des clubs immobiliers de France ».

Propos recueillis par
Olivier Réal
olivier.real@gmail.com

* Toulon Var Technologies.
** Groupement d'intérêt public.
*** Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

L'actualité des intervenants

CHRISTELLE ASSIÉ

« Nous avons créé en 2019 un quatrième territoire en Paca, avec une équipe dédiée que je dirige dans le Var, lequel était auparavant groupé avec le Vaucluse et les deux départements alpins. Les Alpes-Maritimes et les Bouches-du-Rhône constituent les deux autres territoires. »

JÉRÔME CHABERT

« Nous travaillons dans l'intérêt général à de nouveaux outils pour trouver des montages innovants avec des sociétés de gestion, d'exploitation, d'investissement. »

ERICK MASCARO

« Nous sommes très investis dans la transformation de l'énergie que nous distribuons au sein de GRDF. À l'image de la production du biogaz à partir de boues de station d'épuration à Fréjus. Cette innovation a vocation à s'étendre sur 160 unités similaires en France, sachant que 100 % du gaz doivent être verts en 2050 ! Le biogaz est aussi le choix de la Métropole TPM pour nombre de ses bus. »

PHILIPPE MARIN

« Nous préparons avec la CCI "Immo Job" le 25 mars, dans ce Palais du commerce et de la mer, pour présenter les différentes filières immobilières et les rapprocher avec les demandeurs d'emploi du secteur. »

Transfix sous tension pour le maintien des emplois

La Garde Hier, en fin de matinée, les salariés de Transfix ont bloqué l'entreprise. L'intersyndicale se dresse face à des négociations qui n'avancent pas. Ils craignent le pire

Débrayage total chez Transfix. Hier en fin de matinée, pas loin de deux cents salariés se sont mobilisés pour bloquer l'usine de matériel électrique à La Garde. Ils se dressent de manière unanime face aux « *simulacres de négociations* » auxquels ils participent depuis novembre. En cause : des vagues de licenciement qui touchent le groupe, partout en France depuis le mois d'octobre, mais également le site de La Garde. « *On a déjà huit personnes qui ont été remerciées pour raison économique. Il faut que ça s'arrête* », scande un employé. Les banderoles et les chasubles de la CFE-CGC, de la CGT, de FO et de la CFDT ne passent pas inaperçus. Sur un fond de musique, chacun discute. Des petites collations sont également proposées. Comme une grande famille qui s'unit dans le même combat. « *On avait une super ambiance au travail. Tout le monde s'entendait bien. Mais depuis le rachat du groupe Cahors et de la fi-*



Les salariés ont prévu de rester mobilisés tant que la situation n'évolue pas.

(Photo R. G.)

liale Transfix par Grégoire Libert en octobre dernier, tout le monde est sous pression. On a peur pour nos emplois. On espère que ça

ne nous tombera pas dessus », soupire un employé.

Plusieurs années de conflit

S'ils se mobilisent en aussi grand nombre pour la première fois depuis pas mal de temps, le conflit quant à lui n'est pas nouveau. En 2017, un accord de maintien et de préservation de l'emploi avait été mis en place. Concrètement, pour rendre l'entreprise compétitive face aux marchés

étrangers, les salariés ont accepté de travailler deux heures par semaine gratuitement, soit huit heures impayées par mois. Mais, en 2017, la CGT criait au scandale : « *Les salariés qui ont refusé ont été licenciés.* » Aujourd'hui, les syndicats sont unis et se mobilisent pour tenter de sauver les 330 emplois. « *Nous voulons récupérer ce qui nous ait dû ! Nous bloquons jusqu'à ce que la situation évolue. Nous nous re-*

laidrons en piquet de grève pour limiter le coût financier. »

Pour essayer de faire évoluer la situation, les délégués syndicaux ont tenté de rencontrer la direction. Ils ont également le soutien de Cécile Muschotti, députée LREM du Var, représentée par ses attachés parlementaires.

En revanche, la direction de Transfix a refusé de répondre à nos questions.

RÉMY GRAPTIN

Repères

■ 110 ans d'ancienneté

Transfix est une filiale du groupe Cahors. Le site de La Garde produit des transformateurs électriques et des postes de distribution électrique. C'est un fournisseur majeur d'Enedis.

■ Le rachat

En octobre dernier, Grégoire Libert, un financier, a racheté, au tiers de sa valeur, le groupe Cahors, dont sa filiale Transfix.

■ Des licenciements

Selon les syndicats, plusieurs vagues de licenciement de moins de dix personnes ont été menées deux semaines après le rachat. Problème : cela ne respecte pas l'engagement de Grégoire Libert lors de la procédure de rachat qui prévoyait de « *bâtir un projet avec les salariés* ».

■ Négociations difficiles

Depuis novembre, les syndicats tentent de régler la situation, mais dénoncent un simulacre de négociation.

Le chiffre

65

C'est le chiffre d'affaires en millions d'euros de Transfix sur l'année 2019. A contrario, 170 000 euros ont été investis pour 2020.

#NOUS

QUE SONT-ILS DEVENUS ?

La marque Seagale vous met au parfum

La griffe 100 % toulonnaise fondée en 2014 par Bertrand Durand-Gasselini et Matthieu Rivory s'apprête à prendre une autre dimension en se diversifiant.

Elle n'a pas fini de chanter la Seagale de Bertrand et Matthieu. Et son histoire, c'est un peu tout ce qu'on aime chez #NOUS.

Nous vous l'avions d'ailleurs contée en décembre 2018. Deux potes d'enfance qui décident de monter leur propre entreprise à Toulon, au cœur de leur Var natal auquel ils sont tellement attachés.

L'idée de leur premier produit, le fameux short de bain « beau, élégant et performant », leur est venue sur une plage de Porquerolles. « On parlait maillot et surtout de l'inconfort des filets intérieurs. On s'est dit qu'il fallait qu'on trouve une solution », rebobinent les deux ingénieurs. Ils décident d'utiliser une matière innovante mélangeant lycra, élasthanne et polyester. Le résultat : un vêtement multifonctions (maillot, short de sport ou bermuda de ville) souple, agréable à porter et séchant vite. Le succès est au rendez-vous. Ils montent la structure.

Bertrand développe les produits, repère les matières. Matthieu lui se charge du site Internet, de la communication et de la comptabilité de l'entreprise. L'aspect marketing se décide à deux. Six ans après, la recette fonctionne toujours à merveille. La marque a même joliment évolué.

Une gamme en pleine expansion

La gamme de produits s'est largement étoffée en quelques mois. Tout en gardant la même philosophie. Seagale sort de nouveaux vêtements toutes les semaines ou presque. « Cela peut aller de nouveaux coloris à des améliorations de produits existants, en passant par de vraies nouveautés », développe Bertrand.

« 2020 sera une année charnière pour la marque. »

Avec Matthieu, ils mettent un point d'honneur à écouter les retours de leurs clients. « Nous sommes toujours à la recherche du mieux en termes de style et de confort. Nous avons testé de nouvelles matières qui fonctionnent super bien. Comme la laine mérinos ultra fine, le synthétique recyclé, la fibre d'eucalyptus... »



Matthieu Rivory (à gauche) et Bertrand Durand-Gasselini ont fondé Seagale il y a six ans. Leur spécialité : les vêtements stylés et confortables. Mais aussi, depuis février dernier, le parfum !

Des pieds à la tête

Aujourd'hui, Seagale c'est 80 références chez les hommes : casquette, tee-shirt, pantalons, caleçon, chaussettes ou même chaussures. « Nous avons également 20 références

chez les femmes. C'est clairement un axe de développement pour nous. »

Et si le bestseller de la marque reste le fameux maillot de bain, il est aujourd'hui accompagné par les tee-shirts « très doux, extensibles et ne retenant pas les odeurs » et les caleçons.

Pour cet été, Bertrand et Matthieu ont déjà prévu de lancer des lunettes de soleil. Elles seront en acétate bio, une fibre faite avec de

la cellulose obtenue depuis la pulpe d'arbre. Une matière entièrement biodégradable. Le lin et le chanvre vont également débarquer en force dans le dressing imaginé par Seagale.

En route vers la diversification

Mais le gros changement pour la marque en ce début 2020, c'est le lancement d'un parfum. Un parfum ? Pour une marque de fringues, ça n'apparaît pas forcément comme une évidence... « Et pourtant, un parfum comme un vêtement, ça se porte, justifie Bertrand. On a voulu bousculer les codes. On s'est d'abord demandé pourquoi ce produit était généralement aussi cher. En remontant la filière, on s'est aperçu que la communication et la distribution prenaient une place capitale dans le

prix. Or, nous, nous pouvons l'assurer nous-mêmes. Nous nous sommes rapprochés d'un artisan-parfumeur à Grasse. » L'eau de toilette « Bleu chic » a donc déboulé chez Seagale en février. Elle est décrite comme « boisée et intense », avec des notes de cèdre, de patchouli, de citron, de jasmin ou encore de menthe. Un savant mélange proposé au prix de

45 euros les 100 ml. Un pari un peu fou mais nécessaire. « C'est un risque que l'on se doit de prendre pour continuer à évoluer comme on le souhaite. Nous allons entrer dans une nouvelle dimension. 2020 sera une année charnière pour Seagale. »

AMANDINE ROUSSEL
amrousseau@nicematin.fr



#Dans les cartons

Seagale s'apprête à déménager. La marque va quitter sa boutique-bureau au 24 de la rue des Arts pour des locaux plus grands dans la haute ville de Toulon, a priori dès cet été. « Nous avons besoin de plus de place pour stocker nos produits et aussi pour accueillir au mieux nos collaborateurs. » L'équipe s'est effectivement étoffée récemment avec l'embauche de trois personnes en contrat à durée indéterminée (CDI).

Pôle Cosmétique, dix ans de formule gagnante

L'essor Le laboratoire de formulation de produits cosmétiques à l'origine, fondé à La Seyne il y a dix ans par deux ingénieurs chimistes, a beaucoup évolué depuis ses débuts. Sa machine Emuage a fait son succès

Se démarquer, être agile, innover et rebondir en temps de crise. Pôle Cosmétique, la société fondée il y a tout juste dix ans à La Seyne-sur-Mer par Grégoire Tutenuit et Julien Gros, s'est appliquée à le faire. Une formule qui lui a réussi puisqu'aujourd'hui l'entreprise compte 21 salariés et réalise un chiffre d'affaires d'1,5 M€. Après le confinement, trois personnes viennent même d'être recrutées. Une entreprise qui a pourtant failli fermer ses portes en 2014 à la suite d'un contrôle drastique de l'Agence nationale de sécurité et du médicament. Pourtant, malgré cela, la société a survécu, s'est déployée et s'est fait connaître jusqu'à devenir une incontournable pépite dans l'écosystème économique varois et régional. L'entreprise a même, en mai dernier, alors qu'elle soufflait ses dix bougies, contribué à l'élan solidaire national en produisant du gel hydroalcoolique livré dans toute la France. Aujourd'hui encore, elle est en capacité de produire 15 tonnes de gel par semaine. 100 tonnes ont déjà été commandées.

Des débuts à TVT dans un bureau de 12 m²

Tout a commencé en 2010 lorsque Grégoire Tutenuit et Julien Gros décident de créer leur propre laboratoire de formulation. Les deux ingénieurs chimistes se sont connus à l'école. Ils ont par la suite travaillé dans la même entreprise en Suisse. A l'époque, ils développaient des formulations cosmétiques dédiées à la marque L'Oréal. Arrivés à Toulon en 2010 où Grégoire a de la famille, les deux hommes frappent à la porte de l'association TVT Innovation. « Nous avons commencé dans un petit bureau de 12 m², se souvient Grégoire



Grégoire Tutenuit, président, et Julien Gros, directeur général de Pôle Cosmétique (au centre polo noir et chemise claire) sont entourés désormais d'une vingtaine de salariés. Une équipe jeune et soudée durant le confinement pour produire à la tonne du gel hydroalcoolique. (D.R.)

Tutenuit. Nos clients venaient avec des idées, des projets, et nous leur faisons la formule du produit puis nous sous-traitons la fabrication. » Pôle Cosmétique réalise à ses débuts des formules pour des produits capillaires, notamment pour le fameux lissage brésilien. « Nous étions les premiers en France à le faire. Notre objectif était de répondre à la demande des petits entrepreneurs qui voulaient lancer leur gamme pour créer de A à Z leurs produits cosmétiques. A l'époque, très peu d'entreprises le faisaient. Ça a plutôt bien marché. » La filiale Cosméprod est créée en 2012, dédiée à la fabrication, car les deux hommes ne sont pas satisfaits de la sous-traitance. « Nous avions des problèmes de qualité. C'était un frein à notre croissance. »

TVT et la Région, par des prêts à la création et au développement d'un montant total de 120 000 € leur permettent de réaliser eux-mêmes la fabrication des produits. Fin 2012, deux personnes sont embauchées pour rejoindre l'équipe.

« On pataugeait dans les cuves de shampoing »

« On pataugeait dans les cuves de shampoing », se souvient Grégoire Tutenuit. 2013 est alors « une excellente année ». Les clients nationaux et internationaux se présentent. « Des entreprises de plus en plus grosses ont fait appel à nous. » Mais en 2014, l'Agence nationale de sécurité et du médicament (l'équivalent de la répression des fraudes) procède à un contrôle. Un mauvais souvenir. « Ça a été très difficile mais, en moins de six mois, nous avons réussi à répondre aux injonctions de l'ANSEM et ça nous a permis d'atteindre un niveau de qualité parmi les plus hauts standards en France. »

Une filiale R&D avec B2B Cosmetics

2015 marque alors un tournant. Pour résister au poids des grosses marques dans ce domaine et « sortir de l'activité traditionnelle des laboratoires de cosmétiques », les ingénieurs décident de créer une filiale R&D B2B Cosmetics qui leur permettra de mettre au monde leur produit Emuage, une machine qui permet, à l'image de

la Nespresso, de confectionner soi-même, chez soi, ses propres produits cosmétiques à l'aide de capsules. « Il nous fallait nous démarquer en proposant quelque chose d'innovant, qui sorte de l'ordinaire. Nous voulions mettre l'innovation au cœur de nos priorités. » Alors que les deux hommes avaient d'abord pensé créer un site internet pour permettre à leurs clients de choisir leurs produits et parfums pour confectionner des shampoings personnalisés, c'est en revenant d'un cours de cuisine qu'ils ont l'idée d'Emuage et de cette machine. « Le potentiel était beaucoup plus grand. » Fin 2015 commence la recherche. Et presque cinq ans de R & D plus tard, le prototype final de la machine est arrêté. « Nous avons encore quelques corrections à faire

« L'idée est de limiter notre impact environnemental. »

mais nous devrions pouvoir lancer la production fin septembre. » Il aura fallu presque 1,5 M€ pour lancer l'outillage et produire en masse. « Cette semaine, nous envoyons les pièces pour leur fabrication industrielle. » Des pièces made in France qui seront assemblées à Toulon pour commencer car, la prochaine étape, en 2021, consistera à trouver un sous-traitant français pour l'assemblage de la machine. D'ici là, l'avenir s'annonce sous les meilleurs auspices. BSF, le numéro un mondial allemand de la

Repères

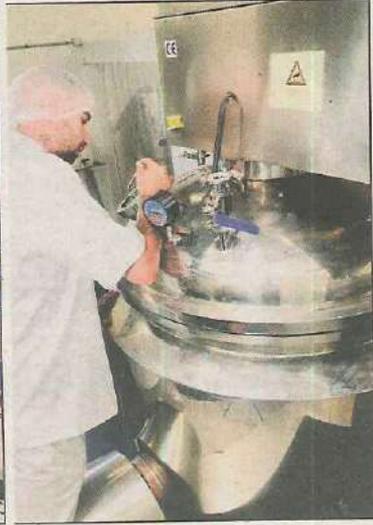
- **2010** : Création à La Seyne de Pôle Cosmétique pour la formulation de produits cosmétique. 2012 : création de Cosméprod, la filiale de fabrication. 2015 : création de B2B Cosmetics pour l'innovation.
- **2017** : Les créateurs d'Emuage décrochent 30 000 € de prêt de Bpifrance et TVT.
- **2018/2019** : La machine Emuage décroche un award au CES de Vegas, ainsi qu'en 2019 grâce au soutien de la Région. BSF investi plus d'1 M€. La société a investi 1,2 M€ dans un nouveau bâtiment de 1 300 m² à Six-Fours pour abriter son labo de formulation et fabrication. De 10 000 € de CA en 2010, Pôle Cosmétique est passé à 1,5 M€ en 2019.

chimie a choisi d'investir dans ce projet dès 2018 à hauteur de plus d'un million d'euros. Ce que n'a pas osé faire L'Oréal, plus frileuse à l'idée de se lancer à l'époque. « En septembre dernier, lorsque nous les avons rencontrés, ils nous ont dit que c'était la meilleure plateforme pour faire ses cosmétiques maisons qu'ils avaient vue jusqu'ici. Mais BSF nous a fait tout de suite confiance. Les perspectives sont mondiales. Grâce à Emuage, nous avons augmenté notre expertise sur la personnalisation du packaging et les injections en flacon. »

Aujourd'hui tournée vers la blue beauty

Aujourd'hui Pôle Cosmétique, forte de 300 clients, se lance ainsi dans une autre voie : la blue beauty. Pour limiter l'impact environnemental de nos déchets plastique rejetés dans les océans, la société varoise a décidé de les racheter à la tonne pour les recycler elle-même afin d'en faire de nouveaux flacons personnalisables pour ses clients. « C'est tout nouveau. Nous souhaitons capitaliser sur notre expérience avec Emuage pour proposer de nouveaux services et aussi parce que c'est l'avenir. L'industrie cosmétique est extrêmement polluante. Nous sommes obligés de jeter des matières premières. L'idée est de limiter l'impact environnemental et de corriger les erreurs du passé. Or, l'une de nos priorités est le développement durable. Et c'est un service très rare en France. En internalisant la fabrication et l'injection plastique, c'est un plus pour nos clients. »

AMBRE MINGAZ



De l'élaboration de la formulation en labo jusqu'à la fabrication et production, Pôle Cosmétique maîtrise toute la chaîne et bientôt jusqu'à l'injection et fabrication de flacons en plastique recyclé. (D.R.)

Mégara a encore grandi d'une taille durant la crise

L'essor Durant le confinement, la société toulonnaise, à l'origine du site de ventes en ligne Berceau Magique, a vu doubler ses ventes. Elle a dû recruter et porte déjà de nouveaux projets nés de la crise

On le sait maintenant avec certitude. Le e-commerce a cartonné durant le confinement. Les ventes en ligne ont explosé. Chez Mégara à Toulon, la société à l'origine du site Berceau Magique, les ventes de vêtements et accessoires pour bébés ont connu un pic en avril, soit plus de 80 % du chiffre d'affaires. « C'est conséquent, reconnaît sa dirigeante Charlotte Gaillard. C'est un pic que nous connaissons habituellement à la période de Noël et cela, même si, avant le confinement, nous nous attendions à une hausse du chiffre d'affaires cette année. Nous n'avions pas anticipé cette vague. »

Dix embauches pour répondre à la vague

Cette hausse d'activité soudaine a même précipité l'embauche d'une dizaine de personnes pendant la crise. L'entreprise manquant de bras dans les services achats, relation clients et préparation des commandes. « Ce sont essentiellement des personnes qui étaient sans emploi, précise la dirigeante. Nous avons fait appel à de l'intérim et des CDD pour compléter. Nous étions 40 avant le confinement et nous avons dépassé la cinquantaine de salariés maintenant. » Comme tous les chefs d'entreprise, Charlotte Gaillard a tendu le dos aux premiers jours du confinement. « C'est une période qui n'a pas été calme pour nous. Avec 25 salariés en télétravail et 15 au bureau, il a fallu s'organiser. J'avais commandé des masques en Chine et nos locaux sont heureusement spacieux. Nous avons pu gérer la distanciation mais nous avons tout fait en urgence. Il y a eu beau-



Tous les services de l'entreprise ont été pris d'assaut durant le confinement. Les commandes ont doublé. La moitié étant consacrée aux cadeaux de famille.



coup de pression d'un coup. Notre niveau de commandes a doublé. Nous nous sommes mis à travailler le samedi. Ça nécessitait de revoir toute l'organisation, d'élargir les ho-

ment plus longs. Nous travaillons avec 300 fournisseurs. Il a donc fallu savoir s'ils étaient ouverts ou pas. Certains étaient complètement dépassés. Il y a des transporteurs qui ont complètement perdu pied à un moment. C'était le chaos. »

Mais comment expliquer une telle hausse des ventes ? « Pendant le confinement, nous avons beaucoup vendu de loisirs créatifs et de jeux d'éveil, et de la puériculture pour les naissances. La moitié de nos commandes étaient aussi des cadeaux de famille. Comme les bap-

tements dans les maternités étaient interdites, tout le monde s'est envoyé des cadeaux pour garder le lien. Les gens ont passé aussi plus de temps chez eux. Les ventes de déco ont explosé. Encore aujourd'hui, le déconfinement n'a pas changé la donne. Les femmes enceintes et jeunes parents ne sortent pas vraiment. Ils ont gardé des habitudes et préfèrent rester protégés. Du coup, nous avons encore un très haut niveau de trafic que nous espérons conserver jusqu'à la fin de l'année. »

« Le e-commerce est rentré dans les habitudes »

Alors que de très gros sites ont fermé ailleurs en France, la PME

toulonnaise a joué des coudes avec succès. « Nous avons pu rester mobilisés car nous sommes une entreprise jeune et agile. Grâce au travail des équipes, en juin, nous avons sorti la tête de l'eau. Tout est revenu à la normale même si nous avons gardé un niveau d'activité encore très soutenu. Nous avons encore grandi durant cette crise. Nous avons passé un cap de taille », analyse Charlotte Gaillard. Selon elle : « Le e-commerce est vraiment rentré dans les habitudes. Nous avons compté énormément de nouveaux clients. » Et avec la rentrée des classes qui se prépare, la PME est déjà dans les starting-blocks.

AMBRE MINGAZ

Repères

■ **2003** Date de création de la société Mégara. En 2004, le site Berceau Magique est lancé.

■ **Chiffre d'affaires** 7,4 M€ en 2019. Un chiffre en progression constante. En avril dernier, la société a connu un pic de +80 % par rapport à 2019.

■ **Effectif** Alors qu'ils étaient 40 collaborateurs, une dizaine de personnes a été recrutée durant le confinement, sans compter les intérimaires.

■ **2018** La société fait construire des locaux à l'entrée ouest de Toulon, soit 2 M€ d'investissement. 1200 m² de surface au total dont 100 m² sont aujourd'hui réservés au coworking, soit 12 places.

Le site Bébé Info Service est né

Pendant le confinement, la société Mégara s'est payé le luxe de lancer de nouveaux projets d'envergure. Le site Bébé Info Service est en ligne depuis le 15 juin. Cette plateforme, d'accès gratuit, a l'ambition de répondre à toutes les questions que peuvent se poser les mamans et jeunes parents, notamment au sujet du coronavirus. « L'idée est venue du contexte. Nous avons senti énormément de stress chez les femmes enceintes ou avec des enfants en bas âge. Elles se posaient plein de questions et recherchaient des conseils », explique Charlotte Gaillard. Du coup, la société toulonnaise a conçu le site en avril



Une plateforme pour conseiller les futurs et jeunes parents !

et compulsé articles et réponses aux questions habituelles sous forme de FAQ. Pour répondre aux appels par téléphone, elle s'est associée à une autre entreprise Atlantic Santé, basée à Nantes, qui a mobilisé une vingtaine de ses collaborateurs, en lien avec des professionnels de santé.

La BNP a contribué à hauteur de 18 000 € et, pour chaque somme récoltée via la plateforme participative ulule, la banque a doublé la somme à chaque fois, ce qui a permis de récolter 70 000 € au total. Une cagnotte qui va permettre à la plateforme de fonctionner ainsi encore quelques

mois, à charge de trouver très vite des sponsors pour assurer l'accès gratuit au public. Le coût d'un appel étant estimé à 15 €. La moitié pour un mail. « Nous sommes en discussion avec de grandes marques de la nutrition et de l'hygiène pour bébé qui pourraient inscrire notre numéro service sur leur packaging », confie Charlotte Gaillard qui en appelle à toutes les bonnes volontés, assurances et mutuelles comprises. « C'est un service déjà prêt, clés en main. »

bebe-info-service.com
Réponse par mail ou par téléphone au 0.800.729.729. Service et appels gratuits du lundi au vendredi de 9 h à 18 h.

La Comète a ouvert le 1^{er} juillet à Toulon

Envie d'espace et de locaux flambant neufs à louer situés en plein cœur de ville ? Charlotte Gaillard, l'heureuse propriétaire de ses locaux construits avenue Amiral-Aube à l'entrée ouest de Toulon et réceptionnés en 2018, a eu l'idée de réserver 100 m² pour ouvrir un espace de travail partagé. Soit douze postes et salles à louer « ouverts à des indépendants qui cherchent des bureaux réguliers, quelques jours par semaine ». L'entrepreneuse répond ainsi à une demande forte qui s'est accrue pendant le



Douze postes sont déjà disponibles pour rejoindre La Comète.

confinement avec le recours au télétravail.

Les Palmiers d'or, la marque qui se démarque

Il y a quelques mois, Julian Teisseire et Julien Carrette, deux jeunes Hyérois, lançaient leur collection de vêtements - dont la marin'Hyères - et d'accessoires fabriqués en France. Succès au rendez-vous

Des palmiers pour symbole. Mais des palmiers d'or surtout en référence aux îles d'or que sont Porquerolles, Port-Cros et le Levant. En mars dernier, quelques jours avant le confinement, Julian Teisseire et Julien Carrette, deux jeunes créateurs hyérois, lançaient officiellement leur marque de vêtements et d'accessoires.

Parrainé par Jérôme Blainneau (Le Showroom, Une Femme à suivre), le duo fait désormais partie du paysage « mode ». Après seulement quelques mois d'existence, la marque impose son style avec un credo : proposer des produits de qualité, français, élégants.

Brodés dans le Haut-Var

Du polo au T-shirt, en passant par les casquettes, les sacs, les lunettes de soleil en bambou, les montres... les Palmiers d'or séduisent. « On a vraiment mis l'accent sur la qualité. Les montres sont made in France, fabriquées à Besançon. Les broderies sont réalisées dans le Haut-Var. Nous utilisons un mélange de coton biologique et de polyester recyclé pour notre gamme qui est essentiellement masculine, mis à part une petite capsule femme », commentent Julien et Julian. Et peu à peu les points de vente se multiplient : à Porquerolles (Le Dauphin porquerollais) ou



Julien et Julian, le duo de créateurs hyérois.

(Photo Sophie Louvet)

dans la cité des palmiers (Equateur, Mahalo, Une Femme à Suivre, Le Showroom). Des contacts ont été pris sur la Côte d'azur mais laissés en suspens en raison du Covid.

Un site Internet

Les deux créateurs ont mis les bouchées double d'ailleurs durant la période de confinement pour créer leur propre site de vente en ligne. « Sur le site Internet, nos produits sont accessibles et nous assurons les livraisons avec des expéditions garanties sous 48 heures. », Côté réseaux sociaux, Les

Palmiers d'or s'affichent aussi sur Instagram. « Fin juillet nous allons organiser un grand jeu pour faire notamment gagner un lot comportant une nuit à Porquerol-

les avec petit-déjeuner, une journée vélo pour deux personnes », expliquent Julian et Julien.

P. P.

Site Internet : lespalmiersdor.fr



PROCHAINEMENT À L'HIPPODROME DE HYÈRES

Jeudi 16 juillet 2020
à partir de 12h00

REUNION PREMIUM TROT

5€ ENTRÉE HOMME

ENTRÉE GRATUITE POUR LES FEMMES
ET LES ENFANTS

PARKING GRATUIT

Les Presses du Midi se conjuguent au féminin

Hélène de Pena vient de reprendre la maison d'édition créée par Gérard Chevassut dans les années 80, avec sa librairie et imprimerie attenantes. Elle veut développer son esprit généraliste

Une page est tournée. Gérard Chevassut qui avait créé Les Presses du Midi il y a près de 40 ans a vendu sa maison d'édition toulonnaise, ainsi que sa librairie Périclès. Depuis le 10 juillet, Hélène de Pena en a repris les rênes. Cette cinquantenaire au verbe aussi assuré qu'il peut être doux fait, sans hésiter, le pari des mots sur le papier, à l'heure où beaucoup n'ont que celui de « dématérialisation » à la bouche.

Novice en édition, mais pas en livres. « La littérature, pour moi, c'est une histoire d'amour, explique-t-elle. Depuis que je suis petite, j'ai toujours eu un livre entre les mains ». Venue de Juan-les-Pins, elle connaît la maison par son père, qui en est un des auteurs historiques depuis 15 ans, sous le pseudonyme de Jérôme Jarrige, lauréat du prix du Quai des orfèvres pour l'un de ses romans policiers. Une passion de famille donc, même si ce dernier est lui aussi devenu écrivain sur le tard, à la retraite. C'est par lui qu'elle a appris que l'entreprise était à vendre.

Après un premier chapitre de vie consacré à sa famille, elle a repris ses études après 40 ans pour se former en gestion d'entreprise et ressources humaines. Elle voit dans cette nouvelle aventure le moyen « d'aller le côté professionnel et une passion de toujours ». Une motivation romanesque que l'on rêverait de voir plus souvent dans le monde pragmatique de l'économie. Pour autant, la chef d'entreprise est aussi avisée dans ses projets. « Je suis convaincue que l'entreprise est pérenne et va se développer », estime-t-elle.

Éditer des auteurs de toute la France

La maison qui a pu compter jusqu'à 900 auteurs en édite aujourd'hui 350 régulièrement. « Beaucoup viennent du Var, mais aussi de la France entière. On reçoit des manuscrits de partout. On souhaite avoir des auteurs de toute



« La littérature, pour moi, c'est une histoire d'amour », explique Hélène de Pena.

(Photos Hélène De Santos)

la France, on ne veut pas être seulement régionaliste ». Même si elle a conscience que « le secteur a souffert et souffre. Je pense que le livre est vivant, exprime-t-elle. Le marché des liseuses est assez stable. Il y aura toujours des gens qui auront envie d'avoir du papier dans les mains ». Désireuse de s'appuyer sur ses six employés, « ils sont la richesse de l'entreprise », elle compte aussi « rationaliser les étapes de l'activité, mettre des processus en place ».

Pas coupée de son époque : « On va développer notre présence sur les réseaux sociaux, renforcer notre présence sur Facebook – on a déjà avancé là-dessus –, l'étendre à Instagram et Twitter. Je pense que d'ici la fin de l'année, on refera tout le site Internet. On veut essayer d'organiser des événements ».

« On est présents au salon du livre de Toulon, un événement important. J'aimerais beaucoup être à celui d'Hyères, confirme-t-elle, participer à un maximum de salons ». Le livre numérique n'est pas non

plus un tabou...

« Notre force est qu'on n'externalise pas du tout », explique-t-elle. Deux SARL regroupent la maison d'édition avec une imprimerie et la librairie (avec un coin papeterie), sur le site au 530, avenue Gasquet, où ont été regroupées en février toutes les activités, après avoir quitté le siège historique, avenue d'Orient.

« On lit le manuscrit, on le corrige, on le met en page. Après l'impression, on fabrique le livre dans notre atelier de façon artisanale », explique-t-elle, avec une personne dédiée au façonnage, jusqu'au service presse. Pas de stocks de bouquins qui s'abiment dans un coin : « On peut travailler à la demande, faire 30 exemplaires pour un auteur le lendemain en dédicace. On est très réactifs ». Plus de 20 000 exemplaires sortent par an des Presses. « Mon objectif est de développer, faire encore plus, en restant dans la diversité ».

Une maison généraliste, « qui veut le rester » donnant autant dans le roman, que le livre technique, ou dans la littérature illustrée pour

enfants, les ouvrages de cuisine, les beaux livres...

Des héros de chez nous

Elle cite pêle-mêle le livre de couture, « La coupe à plat qui se vend depuis des années », un beau livre sur les parcs et jardins...

Dominique Marcoux et Jean-Michel Barra sont parmi les auteurs phares issus du local, mais il y a aussi Deborah Le Meur, cette infirmière en néonatal à Sainte-Musse qui a écrit un livre pour les frères et sœurs d'enfants prématurés... Sans oublier les policiers de Boris Sciutto, vrai flic à Toulon...

Une maison d'édition qui accompagne nombre d'écrivains en herbe du paysage local depuis 1981, et qui les ouvre au national, car référencée dans toutes les librairies physiques ou en ligne, tout comme la sienne, Périclès propose ses propres livres, mais pas seulement.

VALÉRIE PALA

Savoir +
www.lespressesdumidi.fr

Se faire éditer

□ **Condition.** Hélène de Pena représente à elle seule actuellement le comité de lecture : « Tout ce que j'édite, je veux l'avoir vu avant, pour l'instant, en tout cas ». Premier conseil : « Éviter les manuscrits pleins de fautes d'orthographe, éliminés d'emblée ».

□ **Combien ça coûte.** L'édition d'un ouvrage peut se faire « à partir de 2 000 euros, quand c'est un premier auteur » (selon le type, format..., ndr). Une somme à la charge de... l'auteur. « On demande une participation pour couvrir les risques que l'on prend, et on s'engage pour les deux livres suivants à compte d'éditeur, il ne paye plus rien, sachant qu'il faut que le livre ait marché un minimum », précise Hélène de Pena, c'est-à-dire se soit vendu au moins à « 200 exemplaires ». Car contrairement aux mastodontes parisiens, Les Presses du Midi font partie des maisons d'édition participatives, « comme il y en a beaucoup », précise-t-elle. Une démarche pas toujours appréciée des amateurs qui préfèrent sortir leur ouvrage à compte d'auteur. « Quand on choisit un manuscrit, c'est un pari sur l'avenir », justifie-t-elle. « L'écrivain touche en revanche des droits d'auteur et a une remise quand il achète ses livres ». L'imprimerie Périclès fait aussi de l'impression simple de manuscrits, à la demande.

Dédicace

■ **A Porquerolles**
Vendredi, de 16 h 30 à 18 h, Dominique Marcoux dédicace son roman *Le secret de Porquerolles* à la bibliothèque de Porquerolles.



La fabrication de la couverture.



« Une commande part dans les 2 ou 3 jours ».

Anti-gaspi : le succès d'une appli dans l'aire toulonnaise

Too Good to go a quatre ans, dont trois années de présence en bord de rade. À Toulon et alentours, quelque 65 commerçants y adhèrent, tandis que dix mille utilisateurs ont été recensés

Dix millions de tonnes de nourriture à la poubelle. Comme ça. Sans autre forme de procès. Chaque année ! Heureusement, depuis quelque temps diverses initiatives permettent, sinon de stopper, au moins de mettre un frein au gaspillage alimentaire : par exemple, les restaurants doivent désormais permettre à leurs clients d'emporter les plats qu'ils n'ont pas terminés ; les moyennes et grandes surfaces doivent, de leur côté, faire don à des associations de leurs produits encore consommables.

Il y a un peu plus de quatre ans, c'est même une application dédiée à la lutte contre le gaspillage alimentaire qui a été créée : avec sept millions d'utilisateurs et quatorze mille commerçants, Too Good to go a permis de sauver plus de quinze mille paniers en France depuis le printemps 2016. Et, depuis juin 2017 et l'implantation du système en bord de rade, les Toulonnais et leurs voisins métropolitains peuvent, eux aussi, y mettre du leur.

Stocks mieux gérés

Plus de cinquante mille paniers ont été sauvés localement, grâce à dix mille utilisateurs et soixante-cinq commerçants. Parmi eux, David Hacquin et ses étals de primeur, qui des Sous-marinières, à Toulon. Clic'O Panier est en



Assisté pendant les vacances par sa fille, David Hacquin prépare des paniers de fruits et légumes de production locale et dont la maturité est un peu avancée pour les vendre sur l'application Too Good to go.

(Photo V. R.)

effet présent sur Too Good to go depuis l'arrivée de l'appli à Toulon. « J'ai dit oui tout de suite parce que j'y vois bien sûr un intérêt pour la lutte anti-gaspi et aussi parce que ça me faisait un peu de pub », reconnaît-il. Quelques courgettes « un peu moulégas », des radis « qui commencent à jaunir », des oignons « un peu mous » : le commerçant pré-

pare des paniers pour une valeur de 10 euros avec des produits locaux, toujours bon, mais plus forcément présentables. Il les vend 4 euros sur l'appli. Résultat, non seulement il gère désormais mieux ses stocks, mais ce qu'il ne vend pas en boutique, il le valorise sur Too Good to go. « Aujourd'hui, je fais environ deux paniers par jour,

alors qu'au début, j'en faisais beaucoup plus. » Il rappelle ainsi que le but de sa participation au système n'est pas forcément de l'alimenter et de proposer des denrées moins chères, mais bien de réduire la quantité de nourriture jetée.

Changer l'image de la grande distribution

Même son de cloche du

côté d'Estelle Bastellica au Pradet. Gérante de l'Intermarché contact, elle s'est lancée dans l'aventure Too Good to go il y a dix-huit mois. « Chez Intermarché, les commerçants sont indépendants et, nous, nous avons fait le choix de faire notre possible pour changer les mentalités. » Plus de bio, plus de produits en vrac, moins d'emballa-

ges. Et donc, moins de gaspillage.

Si l'Intermarché Contact du Pradet produit environ six paniers par jour, composé de denrées périssables le jour même – des fruits, des légumes, des biscuits, des céréales –, sa patronne souligne que l'objectif n'est ni le trafic de clientèle – « Il y en a peu » –, ni des rentrées d'argent – « On parle de maximum 700 euros par mois ». Estelle Bastellica admet en revanche que si le but est de moins jeter de produit, elle espère aussi « changer l'image de la grande distribution ».

Des efforts qui payent

Et elle ne doit pas être la seule parmi les patrons de ce type de magasin. Ils sont en effet particulièrement représentés parmi les commerçants visibles sur l'application.

« Depuis deux ans, confie, Stéphanie Moy, de Too Good to go, on travaille de plus en plus avec la grande distribution de toute gamme. » Le signe d'une prise de conscience, assure-t-elle, de la part des industriels, mais aussi des consommateurs. Y compris sous nos latitudes : « Dans le sud, ça a été un peu moins facile d'approcher, mais les efforts commencent à payer. »

V. R.

vrbaisse@varmatin.com

En famille

TOULON

Mini-golf plage du Mourillon

Tous les jours de 10 h à 23 h, sur les plages du Mourillon, 4^e anse.

Tel : 06.13.25.92.75.
www.mini-golf-toulon.com

Vendredi 21 août

Les rendez-vous Mølkky de l'été !

De 19 h à 21 h, au boulodrome des Lices.

Une belle occasion de découvrir entre amis ou en famille ce célèbre jeu de quilles finlandais qui a trouvé une place de choix sur nos boulodromes provençaux !
www.lesyeuxdanslesjeux.com

LE PRADET

Le musée de la mine du cap Garonne

Les visites se font actuellement sur réservation.

Ouvert tous les jours de 14 h à 17 h.

Tarifs : 7 €, enfants 4 €, gratuit pour les moins de 6 ans. Rens. 04.94.08.32.45.

LA SEYNE

Les Nocturnes des Sablettes

De 19 h à 23 h 30,

av. Charles-de-Gaulle, corniche Pompidou. Gratuit.

Marché nocturne regroupant artisans, artistes, créateurs, producteurs locaux et bio et commerçants non, sédentaires.

Parc d'attractions Funnyland

Ouvert tous les jours, de 18 h à minuit, jusqu'à fin août ! Au

2 440, corniche Georges-Pompidou, les Sablettes.

Rens. 04.94.89.50.84.

HYÈRES

Visite au parc Olbius-Riquier

De ? h ?? à ?? h, av. Ambroise-Thomas. Gratuit.

Rens. ?? ?? ?? ?? ?? ?? ??

www.hyeres-tourisme.com

Observations des oiseaux avec la LPO

Visite ornithologique au salin des Pesquiers à 18 h 45.

demain mercredi 19 août.

– **Jeudi 20 août** : visite



Visite ornithologique aux vieux-Salins à Hyères, jeudi avec la LPO. Une chance de voir des flamants roses.

(Photo DR)

ornithologique aux vieux-Salins à 7 h 45.

Tarif : 5 €, 3 € pour les demandeurs d'emploi et étudiants, gratuit (-18 ans).

Tout public.

Rens. et résa. à l'Office de tourisme d'Hyères, sur place, par tél. 04.94.01.84.50 ou tchat en ligne.

La publicité aérienne a du plomb dans l'aile...

Jugés polluants, les avions qui, l'été venu, tractent des banderoles publicitaires au-dessus des plages risquent de rester cloués au sol. Face à cette menace, les professionnels réagissent

La saison touche à sa fin. Encore quelques derniers vols et les huit avions remorqueurs de banderoles qu'utilise la société Action Communication seront bientôt remis dans un hangar de l'aérodrome de Cuers-Pierrefeu. Mais rien ne dit qu'ils retrouveront l'azur l'été prochain. En effet, reprenant une proposition de la Convention citoyenne pour le climat, le député Écologie Démocratie Solidarité (ex-LREM) Matthieu Orphelin⁽¹⁾ a déposé un projet de loi visant à interdire cette activité jugée trop polluante. Face à cette menace sérieuse, certains professionnels ont réagi mardi midi en tractant au-dessus des plages de l'Hérault des banderoles sur lesquelles on pouvait lire : « Monsieur Macron aidez-nous ».

Pas la bonne cible

Une action à laquelle n'a pas participé Alexis Giordana, le patron d'Action Communication, qui emploie une douzaine de personnes l'été. « Je ne suis pas trop pour défilé dans la rue. Je préfère dialoguer intelligemment avec les décideurs », commente l'intéressé. Avant de préciser : « Je dois prochainement rencontrer le ministre délégué en charge des transports Jean-Baptiste Djebbari ». Visiblement pas très optimiste quant à l'avenir de son activité, Alexis Giordana, qui siège également à la Fédération nationale de l'aviation marchande et au Groupement des industriels et profes-



Outre des publicités commerciales, les avions de la société Action Communication ont également fait par le passé la promotion de la campagne de recrutement de l'armée de Terre ou souhaité l'anniversaire du basketteur Magic Johnson. (Photo Patrick Blanchard)

sionnels de l'aviation générale, peaufine néanmoins son argumentaire. Pour lui, on se trompe de cible. « On a une fausse idée des avions monomoteurs utilisés dans la publicité aérienne. Ce sont des appareils qui ne consomment que 20 litres aux 100 kilomètres. Rien à voir avec un avion de ligne. Quant à l'AVGAS, un carburant extrêmement raffiné, il n'émet pratiquement pas de particules, contrairement au ga-

zole. On s'attaque à une image, un symbole au lieu de s'en prendre aux vrais pollueurs que sont les poids lourds, les navires de croisières ou les yachts de luxe ».

Défense de l'emploi

Pour défendre son activité déjà mise à mal par la crise sanitaire⁽²⁾, Alexis Giordana va encore plus loin : « Quand on fait une campagne publicitaire pour une chaîne de grande distribution, outre les mes-

sages annonçant des promotions sur tel ou tel produit, on défend aussi l'emploi. Quant au bilan carbone d'une telle campagne nationale qui représente une trentaine d'heures de vol cumulées, il n'est pas plus important que celui d'un couple qui effectue un aller-retour sur New York ».

Pour enfoncer le clou, le P.-D.G. d'Action Communication aligne une dernière statistique, pas facile à vérifier. Ainsi, il affirme que

« toucher 10 millions de personnes avec une publicité sur Internet est plus économe qu'avec une campagne aérienne ». Décidément, il n'est pas prêt à rendre les armes.

P.-L. PAGÈS

plpages@varmatin.com

1. Nous avons cherché de joindre le député du Maine-et-Loire, en vain.

2. D'après son P.-D.G., Action Communication a enregistré une baisse de 50 % de son chiffre d'affaires cet été.

Des vols également pour l'environnement

S'il affiche 40 ans d'expérience dans le secteur, Alexis Giordana ne se limite pas à la publicité aérienne.

Depuis quelques années, sans pour autant quitter le ciel, il s'est diversifié dans les missions à caractère environnemental.

Ainsi, on doit à sa filiale Action Air Environnement plusieurs campagnes au-dessus de l'agglomération toulonnaise afin de cartographier les déperditions de chaleur des bâtiments et autres habitations.

Pour le compte de la FAO (organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), ses avions effectuent également régulièrement le recensement de certaines ressources halieutiques, notamment des thons rouges en Méditerranée. Plus récemment, deux bimoteurs de la société varoise, équipés de capteurs

ultra-performants, volent en Afrique de l'Ouest, notamment au-dessus du Golfe de Guinée, zone de forte production pétrolière, pour repérer d'éventuelles pollutions par hydrocarbures.

Collaboration avec les pompiers

Action Air Environnement a même collaboré avec les pompiers des Bouches-du-Rhône pour mettre au point des appareils capables de mesurer une série d'indicateurs très utiles pour déterminer avec précision les zones sensibles au risque d'incendie.

« Autant d'activités qui ont pendant longtemps été financées grâce à nos avions publicitaires », insiste Alexis Giordana, pour bien souligner l'incohérence du projet de loi du député Orphelin.

P.-L. P.



Les messages tractés par les avions ne sont pas que publicitaires et peuvent avoir un caractère politique. (Photo archives Nice-Matin)

La Boîte Immo a fait son nid à La Pinède d'Hyères

L'essor Installée depuis juin dans son nouveau bâtiment La Pinède à Hyères, construit tout spécialement pour sa centaine de salariés, la startup d'hier, devenue une scale-up, poursuit sa croissance

L'entreprise hyéroise a emménagé en juin dernier dans un bâtiment flambant neuf de 2 000 m² situé au-dessus de la caserne des pompiers d'Hyères dans la ZAC Saint-Martin, avec vue imprenable sur les îles d'Or et le mont Coudon. Un investissement de plus de 5,5 M€ qui a fait appel essentiellement aux entrepreneurs de la région pour sa construction et ses aménagements. Olivier Bugette, son pdg, d'origine hyéroise, cherchait un endroit agréable, lumineux, ouvert sur la nature, avec une ambiance sereine et quasi familiale, pour maintenir le développement de sa société dans le Var et y accueillir sa centaine de salariés parmi les 150 collaborateurs que compte l'entreprise.

Hektor, l'outil digital des agences immobilières

Depuis sa création en 2005, la startup, devenue une scale-up (une PME à très forte croissance), a fait un beau bout de chemin. À l'époque, Olivier Bugette souhaitait créer une agence immobilière « mais je n'avais pas envie de faire du BtoC mais plutôt du BtoB ». Il appelle un ami à le rejoindre et tous les deux, l'un depuis Paris et l'autre à Hyères, lancent en 2005 le premier site en France de piges immobilières Pigmimo qui digitalise le métier des agents immobiliers. Mais face aux difficultés, d'ordre juridique notamment, les dirigeants changent de braquet pour créer, en 2008, La Boîte Immo. Sa mission, cette fois, consiste à intervenir directement auprès des agences immobilières pour leur proposer les outils digitaux dont elles ont besoin. À l'époque, les agences immobilières indépendantes ne disposent pas de logiciel métier. C'est ainsi qu'Hektor est lancé. Un logiciel devenu le leader du marché avec 35 000 utilisateurs actifs et plus de 6 500 agences immobilières clien-



Selon Olivier Bugette, pdg de La Boîte Immo, la scale-up varoise espère encore doubler son chiffre d'affaires en cinq ans, et envisage de continuer à recruter 40 à 50 personnes chaque année. La reprise de l'activité depuis le déconfinement a été florissante. (Photos Sophie Louvet)

tes en France. Résultat : la société est passée de deux salariés à ses débuts à 150 collaborateurs aujourd'hui. Son chiffre d'affaires

« Nous sommes en train d'ouvrir une nouvelle ère. »

jadis de 57 000 € devrait atteindre les 14 M€ cette année. Hormis son siège à Hyères (100 salariés), l'entreprise compte un bureau à Paris, un autre à Lyon, et des filiales à Montpellier et Bordeaux, ainsi qu'une antenne à Tunis pour le développement et la création de sites Internet.

Preuve de son essor fulgurant : la scale-up a embauché 47 personnes au cours de l'année 2019. En manque de main-d'œuvre, elle a eu recours il y a trois ans à du

personnel à Tunis puis auprès d'écoles locales telles que l'Isen et Ingemedia à Toulon. « Nous avons deux problématiques, confie Olivier Bugette, le manque de place dans nos locaux et le recrutement des effectifs. Tunis nous a donné une bouffée d'air à l'époque car c'est plus facile de recruter là-bas. » La Boîte Immo compte ainsi développer la structure de l'autre côté de la Méditerranée.

Multiplis acquisitions et partenariats d'envergure

Un essor qui s'explique par près d'une dizaine d'acquisitions « complémentaires aux nôtres » ces dernières années et « l'acquisition de concurrents pour faire de la croissance externe ». Ainsi, parmi ces achats, le groupe ImmoVision, filiale du groupe Figaro, parmi les leaders de l'édition de logiciels immobiliers, est tombé dans l'escarcelle de la société varoise. Puis Fnaim Connect, avant que La Boîte

Immo devienne, en 2018, le partenaire exclusif de la Fédération nationale de l'immobilier (FNAIM), le premier syndicat professionnel de l'immobilier en France et en Europe. La scale-up assure ainsi la gestion de l'outil informatique de ce puissant réseau.

En 2019, La Boîte Immo signe un partenariat aussi fructueux avec Facebook Marketplace. « Nos clients peuvent exporter leur mandat sur ce réseau social », explique Olivier Bugette. Et surtout, « après onze ans d'exploitation, nous avons constitué un portefeuille de plusieurs milliers d'agents immobiliers ».

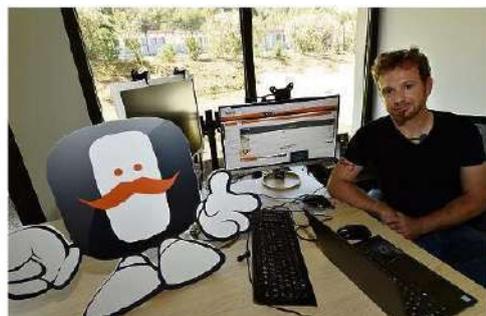
Du coup, au début de l'année 2020, La Boîte Immo a lancé Interkab. Son principe : ses 6 500 agences immobilières utilisatrices peuvent désormais partager leurs mandats, ce qui assure plus de transactions et un avantage certains pour les clients propriétaires de biens de ces agences. C'est une

Repères

- **2008** Création de La Boîte Immo qui propose aujourd'hui tout un panel d'outils digitaux adaptés aux professionnels de l'immobilier (agences immobilières indépendantes ou franchisées, promoteurs et réseaux immobiliers) en France, dans les DOM-TOM et à l'étranger.
- **2020** Lancement d'Interkab qui permet le partage de mandats entre les agences.
- **Formation** La Boîte Immo a ouvert il y a trois ans un centre de formation LBI Academy sur une vingtaine de thématiques. Plus de 12 000 personnes ont déjà été formées aux outils et logiciels de la société, ainsi qu'aux métiers de l'immobilier en webinaires et présentiel. Une plateforme en e-learning est en cours de développement.

première en France assure l'entrepreneur hyérois. « Nous sommes en train de changer la donne en réunissant les compétences sur le même secteur. Nous sommes en train d'ouvrir une nouvelle ère en apportant des solutions et des outils très puissants, de nouveaux services. » Et Olivier Bugette de rappeler que « les agences immobilières indépendantes trustent aujourd'hui 90 % du marché ». Le partage de mandats constitue l'avenir pour celles-ci pour faire face à des réseaux comme Orpi qui compte 1 500 agences en France. « Ces indépendants ne sont plus seuls mais travaillent davantage ensemble. Chaque agence conserve toute la propriété de son mandat et conserve les données sensibles et confidentielles de ses clients, et c'est quand elles sont contactées qu'elles acceptent ou pas », explique le dirigeant.

AMBRE MINGAZ
amingaz@nicematin.fr



Le logiciel Hektor, symbolisé par un moustachu, compte plus de 35 000 utilisateurs. La Boîte Immo a déjà réalisé les sites de plus de 5 200 agences et compte 10 500 clients. À Hyères, son siège social, les collaborateurs profitent désormais de locaux neufs, imaginés comme une spacieuse villa, lumineuse, dans une ambiance pallote. La Pinède, c'est son nom, compte aussi une salle de sport et une salle de restauration avec sa terrasse et vue sur la mer.

Le Bec Fin veut picorer des parts de marchés à l'export

L'essor En créant une holding pour associer toutes ses sociétés récemment acquises, la Conserverie Au Bec Fin à Cogolin est prête à attaquer le marché de l'export et ne manque pas d'atouts

C'est une institution dans le Golfe de Saint-Tropez et sa réputation dépasse les frontières de notre région. A Cogolin, la Conserverie Au Bec Fin compte même parmi ses habitués l'ancienne Marianne, égérie de la France, Brigitte Bardot. Pour autant, les propriétaires de cette société, créée en 1991, n'ont cessé, ces dernières années, de se réinventer pour faire face aux grands groupes industriels, leaders dans l'alimentaire, pour développer l'export et répondre à l'attrait croissant de la clientèle pour des produits bio et qui font appel à des producteurs locaux.

Conserverie et épicerie fine mais pas que

A l'origine réputée pour ses soupes de poissons et ses anchoïades, et plutôt tournée vers la grande et moyenne distribution, la société appartenait aux époux Dallari. A leur départ en retraite, ceux-ci ont passé la main en 2015 à leur actionnaire lillois Patrice Jacquelin, monté au capital dès 2012. C'est là qu'Olivier Manière entre en scène. Propriétaire avec son épouse du Temps des Mets à Six-Fours (3 M€ de chiffre d'affaires), ce dernier s'est spécialisé dans la fabrication de produits du terroir (huiles d'olive, sels et épices, vinaigres, sirops, moutardes, tartinales, confitures...) sous les marques Tentations Bio et La Bastide de Manon. Il connaît un beau développement et fait même construire un bâtiment à Six-Fours pour accueillir sa fabrique et sa boutique.

En 2015, les deux hommes décident de s'associer. Leurs produits sont complémentaires. La fusion des deux entreprises (conserverie et épicerie fine) donne naissance à la SAS CBF (pour Conserverie du Bec Fin). En 2016, une première boutique appelée L'Atelier Provençal, qui jouxte le site de production de la conserverie, ouvre ses portes à Cogolin. Agrandie, début 2019, elle offre aujourd'hui 280 m² de présentation et permet la dégustation des différents produits. L'an dernier encore, à la même période, une deuxième boutique émergeait dans le vieux Nice, rue Pairolière.

Entre-temps, fin 2016, les associés ont racheté un millier de ruches en IGP Provence pour créer une société civile d'exploitation agricole, la SCEA de la Forêt des Maures, basée à Six-Fours, afin de produire eux-mêmes leurs miels.

Nombreuses acquisitions en 2019

2019 est aussi l'année des acquisitions pour plusieurs dizaines de milliers d'euros : Savor et Sens à Signes détenue par Alain Léon (environ 8 M€ de CA) et Bio Conquête, basée à Paris, une société spécialisée dans la fabrication de produits bio et dans l'acquisition de vergers et poulaillers bio.

C'est ainsi qu'en février 2020, Patrice Jacquelin, président et actionnaire majoritaire, et Olivier Manière, directeur opérationnel de la conserverie, décident de regrouper toutes ces entités sous une seule et même bannière, la holding French Gour-



« Nous avons essayé de maintenir et de développer une vraie économie régionale en faisant vivre des producteurs régionaux artisanaux : paysans, pêcheurs, apiculteurs, salariés... », explique Olivier Manière, directeur opérationnel de la conserverie. (Photo A.M.)

met Food. Chacune de ces entités gardant à sa tête son propriétaire, ses marques, ses salariés et son fonctionnement.

Pour compléter le tout, la société Confits de Provence, basée à Aix-en-Provence, et qui avait une filiale en Bretagne pour développer ses confitures Quatre Saisons dont 80 % en bio, a également été rachetée (plus de 13 M€ de CA). « Le monde de l'épicerie fine est surtout développé par de gros industriels et des centaines de petites PME se partagent le reste du gâteau. Ici c'est une association de pro-

ducteurs qui se fait dans le respect de l'identité de chacun et dans un esprit de synergies avec, pour ambition, de proposer la plus large gamme possible de produits provençaux », résume Olivier Manière.

Du bio et du local

Ainsi, la holding French Gourmet Food devrait permettre d'accélérer le développement, notamment à l'export, de toutes ces PME, principalement situées dans la région, qui valorisent les produits et producteurs locaux (la SAS CBF fait

Repères

- **Chiffre d'affaires** : Cette année, la holding French Gourmet Food, qui rassemble notamment Le Temps des Mets et Savor et Sens, espère réaliser 30 M€ de CA. La conserverie Au Bec Fin réalise à elle seule 6 M€ de CA. Ce qui représente, toutes entités confondues, plus d'une centaine de salariés.
- **2019** : L'agrandissement de la boutique de Cogolin L'Atelier Provençal, passée de 80 à 280 m² a nécessité plus d'1 M€ d'investissement.
- **Circuit-court** : Si la conserverie s'alimente principalement auprès des producteurs locaux, elle propose même la transformation des produits de la pêche aux petits producteurs comme l'enseigne Pierre et le Loup à Tamaris pour ses Délices des Iles.

travailler plus de 25 pêcheurs d'Hyères et du Golfe de Saint-Tropez pour ses soupes de poissons). Les patrons de la holding se sont aussi fixés pour objectif de passer à 50 % de produits bio proposés en rayon d'ici trois ans. Son chiffre d'affaires devrait dépasser les 30 M€ à la fin de cette année. De quoi lui permettre de picorer encore de belles parts de marché devant ses concurrents de grands groupes industriels, tout en faisant la promotion de produits made in Var. Cocorico !

AMBRE MINGAZ

Métropole HYÈRES

« Chanel et Porquerolles forment un ticket gagnant »

Le Domaine de l'île (35 hectares) a été racheté par Chanel il y a près d'un an. Le directeur général détaille l'esprit de cette acquisition et la modernisation de l'outil de travail

Le 8 octobre 2019, Château Rauzan-Ségla, grand cru bordelais, propriété de la maison Chanel, officialisait l'achat du plus emblématique vignoble de Porquerolles, Le Domaine de l'île. Les supputations sont allées bon train depuis cette annonce. D'aucuns imaginaient des défilés de mode dans les vignes ou la naissance d'un nouveau parfum à la gloire de l'île, voire l'acquisition prochaine du Mas du Langoustier. À l'heure des vendanges, nous avons rencontré Nicolas Audebert, directeur général, des quatre domaines viticoles de la maison Chanel (1).



Nicolas Audebert met en avant la particularité des cépages et l'île de Porquerolles pour produire du vin blanc et du rosé de qualité. (Photos M.-J. De C.)

Pourquoi des vigneron bordelais investissent sur une île méditerranéenne ?

Nous voulions nous développer dans les rosés. Je suis responsable des domaines bordelais et il se trouve que j'affectionne particulièrement cette région productrice de rosés où je suis né (à Toulon, Ndlr) et ai navigué, en particulier à Porquerolles. C'est naturellement que je me suis intéressé au Domaine de l'île sachant que Sébastien Le Ber était vendeur. Je

sais aussi que s'installer sur une île, c'est compliqué. Le fait d'être dans un parc national est également particulier. Mais faire du vin dans un endroit aussi exceptionnel, tant sur le plan de la géographie que des terroirs ou de la dimension historique, est extraordinaire. Notre projet a convaincu et séduit Sébastien qui s'est dit : ces gens-là ne viennent pas ici par hasard ou pour avoir une maison sur l'île au bord de la mer, ils viennent pour faire du vin dans la continuité de l'histoire du domaine. Il faudrait être un enfant gâté pour ne pas s'en

apercevoir. On aime cet endroit, nous avons été très bien accueillis par les îliens, c'est touchant.

Quelle valeur ajoutée souhaitez-vous apporter ?

Nous sommes vigneron avant tout, même si on est Chanel. Ici comme à Bordeaux, notre objectif, notre métier c'est de faire du vin. On est venu pour cela, pas pour

autre chose. Je n'ai aucun complexe à le dire. On est venu travailler le vignoble, le mettre dans son plus bel habit, valoriser l'île au travers de ces vins-là et forcément cela va générer, je l'espère, si l'on fait les choses intelligemment, une notoriété qui rejaillira sur l'île. Ce sont des bouteilles qui vont aller aux quatre coins du monde sur lesquelles on lit Porquerolles. Cela va encore rehausser son positionnement et son attrait, entraîner une dynamique positive créatrice d'emplois, mais tout cela dans un objectif viticole.

À la différence de Carmignac, qui en parallèle de la partie viticole, a inscrit sa fondation, a apporté quelque chose de complémentaire, nous, ce n'est pas notre objectif. Bien entendu, on travaillera avec les Porquerolais et avec le parc national et on sera ravi d'apporter une collaboration, intellectuelle ou financière, pour faire avancer des projets, notamment environnementaux, si l'opportunité se présente. Ce n'est pas le but premier. Notre priorité est de gérer une propriété viticole, le développement de sa qualité et de sa notoriété, intimement liées à son périmètre porquerolais et au Parc national.

Comment s'est passée la transition avec Sébastien Le Ber, l'ancien propriétaire ?

Très bien. Nous étions en contact étroit depuis quelques années avec Sébastien qui souhaitait lever le pied. Pierre Etcheberry, notre œnologue, est arrivé quelques mois avant la signature de la transaction pour mettre la main à la pâte. Nous avons vendagé en bonne intelligence avec les équipes en place, en

optimisant l'outil et dans la continuité de ce qui avait déjà été fait. C'est une année de transition. Cependant, nous avons déjà engagé quelques investissements (cuves et tracteurs neufs) et effectué des embauches supplémentaires. Nous avons également arraché un tiers de la vigne vieillissante et fatiguée, décision courageuse car cela va nous manquer à court terme et générer beaucoup de travail. Nous avons lancé, en parallèle, une réflexion pour optimiser et moderniser l'outil de travail. Nous allons continuer d'embaucher car il faut du monde pour travailler les 35 hectares. Héritiers de la ferme historique du Brégançonnet, nous avons un objectif d'excellence.

Vous avez émis en arrivant le vœu de

produire ce que « le terroir fait de mieux : le rosé et le blanc. Cela implique-t-il un abandon du rouge ?

Non. C'est une mise entre parenthèses. On s'est concentré sur le rosé et le blanc car c'est ce qui naturellement vient ici sur ces terres, pour les vins que nous cherchons à élaborer. Du rouge, nous en faisons à Bordeaux. Nous allons faire monter le blanc en gamme et en faire davantage. On trouve qu'il est fascinant et que la combinaison entre le cépage (Le Rolle), le terroir et l'insularité donne des vins très intéressants. Nous allons faire évoluer le rosé dans lequel on trouve un assemblage des cépages grenache, cinsault, mourvèdre, syrah et tibouren. Pour le blanc et le rosé, nous avions une idée assez claire de ce que nous voulions faire. Pour faire du rouge, ce n'est pas que c'est plus

compliqué mais il est difficile de trouver un style. Lorsque vous faites un grand vin blanc frais, vous ne vous posez pas cinquante questions : il y a une façon de le vinifier, de l'élaborer, il y a très peu d'élevage, pour garder cette fraîcheur. Pour le rouge, de nombreuses options sont possibles. Entre un vin vinifié dans une cuve en inox, qui va très vite en bouteille, un peu réducteur, très intense, aromatique, et un vin qui a un long élevage, dans des barriques en bois, avec un long nez très marqué, plus structuré, il y a une palette excessivement large, et pour bien choisir dans cette palette, il faut bien connaître le terroir et les réactions des différents cépages. C'est la raison de la mise entre parenthèses du rouge, mais nous en ferons certainement.

On se concentre sur le rosé et le blanc »

Comment fait-on le lien entre la maison Rauzan-Ségla

et le Domaine de l'île ?

A Bordeaux, la contre-étiquette de Rauzan-Ségla ou de Canon mentionne l'appartenance à la maison Chanel. Ici, c'est la même chose, sur les bouteilles du domaine, on peut lire un petit texte se terminant par : « Aujourd'hui, propriété de la maison Chanel, le Domaine de l'île élabore sur ses terres insulaires des vins de soleil et de plein vent ». C'est discret. Nous sommes vigneron, Chanel c'est la maison mère qui permet financièrement de faire, et surtout avec laquelle on partage un certain nombre de valeurs, une vision commune, un savoir-faire. Ici, nous sommes avant tout Domaine de l'île.

RECUEILLI PAR M.-J. DE C.

1. Châteaux Rauzan-Ségla, Canon, Berliquet et Domaine de l'île de Porquerolles.

« Une notoriété qui rejaillira sur l'île »

2020, bon millésime ?

Vous vendangez une production que vous avez suivie de bout en bout. Comment se présente la cuvée 2020 ?

C'est difficile d'évaluer exactement les proportions et les volumes de la production à venir. Mais je peux vous dire que nous sommes très satisfaits, car nous retons de très jolis raisins qui sont assez similaires à ceux de 2019. Nous vendangeons manuellement sur le même timing. Vendanger manuellement c'est compliqué, mais c'est un choix, ici comme à Bordeaux, et nous allons continuer jusqu'au jour où on s'apercevra qu'il faut faire autrement. Ce qui rentre est très beau et enthousiasmant ; ça sent bon et nous avons plus de jus que l'an passé, notamment dans le blanc.

Et s'agissant de la commercialisation...

Un tiers est vendu localement sur l'île et dans la région, et le reste en France et à l'export. Porquerolles, c'est un caillou qui fait 7km de long et produit des vins connus dans le monde entier. A croire que tout le monde a eu à un moment donné de sa vie un lien avec cette île et ce, jusqu'au fin fond de la Russie ! Les gens connaissent également Chanel qui a une vraie démarche qualité à long terme et cela rassure de savoir que le domaine est entre les mains de gens qui ne vont pas bâcler le travail pour simplement gagner de l'argent. Le nom de Chanel associé à Porquerolles est un ticket gagnant.

Avec ses fleurs à croquer Midiflore met l'eau à la bouche

Reconnue dans le domaine des plantes aromatiques, l'entreprise hyéroise a accru sa production de fleurs comestibles ces dernières années. Des fleurs à déguster dans les assiettes de restaurants

Réputée depuis longtemps pour la qualité de ses herbes aromatiques fraîches, cueillies manuellement à la réception des commandes, l'entreprise Midiflore fait le pari des fleurs comestibles depuis quatre ans. « Mon mari et moi avions le goût des fleurs comestibles en amateurs de bons restaurants. Notre production de comestibles est passée de 2 % à 30 % », précise Sylvie Recouvrot.

Surfant sur l'accroissement de la demande des restaurants, Midiflore vend sa production aux grossistes alimentaires Métro, Terrazur, aux distributeurs comme Promocash et aux hypermarchés quand ils font des opérations grand public.

« Ça reste un truc de professionnels »

Les particuliers ? « Pour le peu qu'ils consomment, ça reste anecdotique. Un particulier ne va pas conserver au frigo. Les fleurs comestibles restent un truc de professionnels sauf pour planter chez soi ou pour un événement comme un mariage. » Le chef de culture travaille dans l'exploitation de la route des Loubes depuis plus de trente ans. L'équipe de dix salariés grimpe à quinze en saison. Le couple Recouvrot a amené une nouvelle approche avec de l'arrosage en goutte à goutte en hors terre, le recours aux cocinelles pour chasser les pucerons, etc. « Il n'existe pas de label bio pour les



« Pas si difficile de s'y mettre »

Quand il a repris Midiflore, fin 2016, Thierry Recouvrot venait de grands groupes de la cosmétique sur les bords de la Durance ; Sylvie travaillait, elle, dans le développement de produits en architecture. « Nous avons restructuré cette entreprise déjà très bien gérée, avec une bonne réputation et une bonne visibilité, dit-elle. Ce n'est pas si difficile de s'y mettre. Nous avons laissé faire le chef de culture pendant six mois, puis avons adapté la production. Il suffit d'être curieux, de s'intéresser. Ça m'étonne de voir toutes ces serres abandonnées. C'est anormal de faire venir des amandes ou des cornichons de l'étranger. Les consommateurs doivent être plus responsables et intelligents. »



L'entreprise cultive des fleurs sur cinq hectares en plein champ et cinq hectares de serres à Hyères, sur la route des Loubes, et loue d'autres serres à La Farlède.

(Photos Hélène Dos Santos)

fleurs comestibles, mais tous nos produits phytosanitaires sont en bio », ajoute Sylvie Recouvrot.

Des chefs réunis au sein du Collège culinaire de France ont accordé l'appellation "Producteur artisan de qualité" et une nouvelle façon de travailler la terre permettent de prétendre au label "Haute valeur environnementale de niveau 3". « C'est important d'être reconnu ». Dans sa restructuration, l'entreprise loue des serres en agriculture biologique à La

Farlède. Entre Hyères et la Moutonne, un nouveau bâtiment de conditionnement a été construit, qui inclue des chambres froides pour respecter la chaîne du froid.

Vingt espèces à goûter

Une vingtaine d'espèces de fleurs comestibles aux textures surprenantes et aux couleurs variées est vendue en barquette longue conservation. On peut citer le bégonia au goût acidulé à déguster avec une salade ou un

poisson. La pensée, sans saveur prononcée, mais très utilisée en décoration. La capucine qui donne une plus-value au pesto. La bourrache à l'arôme de concombre et dont la tige au goût iodé accompagne bien les poissons. Entre autres.

Une réflexion est menée sur la récupération d'herbes sèches, pour qu'elles soient utilisées comme tisanes plutôt qu'elles finissent au compost.

SYLVAIN MOUHOT

Internet : midiflore.com

E-mail : contact@midiflore.com



La coupe a lieu tous les jours, à la réception des commandes. Midiflore n'a quasiment pas de stock.

Métropole À LA UNE

L'État s'implique pour la sauvegarde de Cnim

La Seyne Hubert Falco a annoncé hier que l'État est disposé à accorder au groupe un prêt lui permettant de rembourser ses créanciers et de trouver un investisseur qui garantirait sa pérennité et ses emplois

« **D**éfendons Cnim », pouvait-on lire sur la banderole dressée, hier matin devant le portail de Cnim, par des salariés du groupe qui emploie 1 200 personnes à La Seyne. Le message témoigne de leur mobilisation, depuis des mois, pour éviter le pire. Cnim traverse en effet d'importantes difficultés suite à la faillite, l'an dernier, de son sous-traitant britannique. Résultat : le groupe est contraint de rembourser 35 millions aux banques d'ici au printemps prochain, et de trouver des investisseurs pour assurer son avenir. Face au risque de « vente à la découpe » et de « casse sociale » mis en relief par les syndicats, le président de la Métropole, entouré de la maire de La Seyne et de son 1^{er} adjoint, est venu livrer des informations de nature à les rassurer. « J'ai eu longuement mardi soir le ministre de l'Économie Bruno Le Maire. Il m'a assuré suivre personnellement le dossier. Et il m'a autorisé à parler en son nom pour dire que l'État soutient de manière active l'entreprise dans sa recherche d'investisseurs », déclare Hubert Falco qui a déjà attiré l'attention du gouvernement (en avril et en juin derniers) sur la situation préoccupante que connaît Cnim. Certes, plusieurs investisseurs industriels ont manifesté leur intérêt pour la reprise du groupe, mais « aucune offre ne couvre la totalité de ses activités », rapporte le président de TPM. « Et Bruno Le Maire m'a confirmé qu'aucune offre franco-française valable n'a été reçue, contrairement à ce qui a pu être annoncé ».

« Un droit de veto »

Compte tenu des enjeux, l'État manifeste clairement ainsi son implication dans le dossier, relate Hu-



Accueilli par Louis-Roch Burgard, le directeur du groupe Cnim (au micro), Hubert Falco, entouré de Nathalie Bicaïs et de son adjoint Jean-Pierre Colin, est venu sur place pour faire part à la presse et aux salariés des dernières informations communiquées par le ministre de l'Économie. (Photo Frank Muller)

bert Falco : « Le ministre de l'Économie m'a affirmé que l'État s'opposera si la solution retenue par l'entreprise ne répondait pas aux impératifs de sécurité nationale et aux enjeux du maintien de l'emploi ». Comment ? « L'État dispose d'un droit de veto, d'un droit de regard sur l'identité des candidats repreneurs ». À ce stade, il semble d'ailleurs que l'intérêt des Chinois pour Cnim soit voué à l'échec : « Dans le premier port militaire d'Europe, la Défense est très vigilante face à des gens qui seraient heureux de venir

observer ce qu'il se passe ici... », glisse Hubert Falco. Pour l'heure, l'important est donc d'apporter de l'oxygène à l'entreprise en attendant un repreneur crédible. A cette fin, poursuit le président de TPM, « Bruno Le Maire m'a précisé qu'un prêt d'État pourrait être octroyé à Cnim. Ce prêt, qui sera négocié avec le directeur général de l'entreprise, pourrait permettre au groupe d'appréhender l'avenir de manière plus sereine ». A cet égard, Nathalie Bicaïs, maire de La Seyne, souligne que « s'il n'y

a pas d'offre de reprise satisfaisante début décembre, l'aide de l'État permettra d'attendre la bonne opportunité. C'est ce délai pour envisager un plan de sauvegarde qui est important. Et le fait que l'État soit aujourd'hui partie prenante dans le dossier, est un garant que l'entreprise ne sera pas vendue à la casse ». Au terme de ces annonces, Hubert Falco a tenu à « remercier vivement Bruno Le Maire de [l']avoir écouté, entendu, et transmis ces informations. Je sais sa mobilisation sur le sujet. Je me tiendrai personnelle-

ment informé sur ce dossier par un contact régulier avec lui. Les salariés pourront compter sur notre soutien fort et entier afin que tout soit fait pour sauver cette entreprise et préserver ses emplois ». Des salariés qui ont d'ailleurs applaudi le président de TPM à la suite de son discours. « Je ne suis pas là pour vous faire rêver, mais pour vous aider. Je me bats pour l'emploi et pour La Seyne », a conclu le président de TPM.

M. G. mguillon@nicematin.fr

Les réactions

■ **Nathalie Bicaïs**, maire de La Seyne : « La mobilisation des élus est une dimension essentielle face à cet enjeu de société qu'est la sauvegarde de Cnim, fleuron technologique en passe d'être bradé dans un plan d'urgence. Cette situation ne doit pas conduire à une vente à la découpe, une casse économique que l'on a déjà connue avec la fermeture des chantiers. Aujourd'hui, le fait que l'État regarde de près le dossier et fasse des propositions pour donner du temps est fondamental. C'est une respiration pour l'entreprise. Nous avons besoin d'avoir à nos côtés ce partenaire indispensable pour l'avenir de notre territoire ».

■ **Jean-Pierre Colin**, Premier adjoint à la maire de La Seyne : « La stratégie de Monopoly menée par les banquiers sur ce dossier a échoué. Il est de la responsabilité de l'État de reprendre la main en compagnie de l'administrateur judiciaire afin de mettre en place un vrai plan industriel et d'arrêter cette vente à la casse d'un bijou de la technologie française. Les Cnim valent mieux qu'une liquidation à bas bruit par des banquiers qui ne nous ont pas convaincus de la pertinence de leur vision stratégique du groupe et de la perte de souveraineté que cette vente à la casse pourrait engendrer ».

■ **Jean-Pierre Polidori**, délégué syndical FO : « Nous sommes satisfaits de cet engagement de l'État qui doit sauver Cnim. Bercy soutient Airbus, Air France ou Renault, il n'y a pas de raison qu'il ne soutienne pas Cnim, groupe stratégique en matière de défense et d'environnement. Le prêt annoncé, c'est une position d'attente qui permet de voir venir et de rembourser les créanciers. Idéalement, nous souhaiterions un prêt d'un montant de 50 à 100 millions. Cela étant, il y a aura obligatoirement à terme des adossements à des investisseurs car c'est prévu par le protocole

signé au printemps dernier avec le pool bancaire. Mais il est important d'avoir plus de temps afin de trouver un investisseur sérieux. Cela étant, on est confiant car le savoir-faire de Cnim est reconnu et devrait susciter de l'intérêt, ce qui permettrait d'éviter un démantèlement synonyme de casse sociale. »

■ **Cécile Muschotti**, députée du Var, a réagi hier soir via un communiqué : « Je suis particulièrement étonnée par ces déclarations. [...] Monsieur Falco indique en effet qu'un nouveau prêt va être octroyé par l'État pour sauver le groupe. Or, le

Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI) qui s'occupe du montage financier de cette opération, m'indique que si un prêt, sous forme de fiducie à fort taux d'intérêt, a déjà été octroyé, comme nous le savons tous, aucun nouveau prêt n'est à l'étude à ce jour. Il pourrait l'être, mais serait conditionné à une offre qui irait dans le sens de ce que souhaite l'État sur ce dossier. Or, nous n'en sommes malheureusement pas à ce stade des négociations, puisque les repreneurs éventuels ont jusqu'au mois de décembre pour faire des propositions de montage financier. »

Toulon, future place forte de la cybersécurité

Dotée d'une solide culture de la défense, la métropole pourrait s'imposer dans le monde de la cybersécurité. Une ambition que le salon System Factory Day 2020 a confirmé

Mi-septembre, une patiente allemande, hospitalisée dans une clinique de Düsseldorf, est décédée. « Victime collatérale » d'une attaque informatique qui a paralysé l'établissement de soin où elle devait être opérée en urgence. Une triste première qui risque malheureusement de se répéter à l'avenir. Selon Cybersecurity Ventures, centre de recherche spécialisée dans la cybercriminalité, les attaques de *ransomware* contre les hôpitaux et autres établissements de soin devaient quadrupler entre 2017 et 2020. Et la France n'y échappera pas.

« Les automates sont partout »

D'ailleurs récemment, Florence Parly, la ministre des Armées, a révélé une attaque cyber dirigée contre l'hôpital militaire Sainte-Anne à Toulon en juin 2019. Dans un monde chaque jour plus digitalisé, les cybercriminels ont de quoi se froter les mains. Toujours d'après Cybersecurity Ventures, les dommages causés par la cybercriminalité devraient, à l'échelle mondiale, coûter 6 000 milliards de dollars par an d'ici 2021, contre 3 000 milliards en 2015 ! Et là encore, la France est con-



Une bonne quarantaine d'entreprises participaient hier, à Toulon, au System Factory Day 2020. (Photos Laurent Martinat)

cernée par la menace. En juin 2017, la multinationale Saint-Gobain, géant mondial du verre, brisait l'omerta en reconnaissant avoir été victime d'une cyberattaque lui ayant coûté 220 millions d'euros de chiffres d'affaires ! Dans ce contexte quelque peu anxiogène, les questions de cybersécurité constituent un véritable enjeu. Les organisateurs du System Factory Day 2020 (1) l'ont bien compris en donnant à l'événement toulonnais, deuxième du nom, une coloration « très cybersécurité ». « Les automates sont partout aujourd'hui. Dans les

voitures, dans les bateaux. Et même dans l'agriculture. Un agriculteur qui se fait pirater son système d'arrosage peut perdre toute sa récolte », explique Stéphane Claisse, animateur du cluster System Factory et co-organisateur du salon.

“ La question n'est pas de savoir si, mais quand on va subir une cyberattaque ”

Jean Larroumets, cofondateur d'Egerie

Pour Jean Larroumets, patron de la société Egerie, spécialisée dans les logiciels

d'analyse et de pilotage intégré des cyber-risques, « la question n'est plus de savoir si on va subir une cyberattaque, mais quand ». L'entrepreneur qui veut imposer Toulon, empreinte d'une solide culture de la défense, comme « une place forte de la cybersécurité » en Europe, n'est pas pour autant alar-

miste. Pour preuve le slogan de sa société : « Avec Egerie, les risques n'ont plus rien d'effrayant ».



Jean Larroumets, cofondateur d'Egerie, société spécialisée dans les logiciels d'analyse des risques cyber.

L'expert, co-organisateur du System Factory Day 2020, et par ailleurs président du Clusir Paca (club de la sécurité de l'information en Région), ose la comparaison avec le coronavirus. « Des règles d'hygiène de base, de simples mesures barrières, pas très coûteuses, peuvent s'avérer très intéressantes dans la lutte contre les cyberattaques ». Problème : « Les personnels des entreprises ne sont pas toujours sensibilisés à cette menace ». Aux yeux de Jean Larrou-

mets, le secret de la lutte contre les cyberattaques passe par l'anticipation des risques. D'autant plus que « les attaquants, ont toujours un temps d'avance sur les défenseurs ». Pour y remédier, il croit beaucoup à la collaboration. « Si les défenseurs partagent davantage au sein d'une communauté les techniques d'attaque dont ils ont été victimes, les scénarios de risques, ou leurs bonnes pratiques de sécurité, ils rattraperaient leur retard. »

R.-L. PAGÈS

plpages@varmatin.com

1. Le SF Day 2020 s'est tenu hier jeudi 1^{er} octobre, au palais du commerce et de la mer à Toulon.



Rien n'échappe à l'intelligence artificielle (et du coup aux risques). Cette bouée connectée permettra de gérer à distance le mouillage des bateaux de plaisance.

Bientôt un pôle de cybersécurité maritime

« On ne peut pas développer l'intelligence artificielle et les objets connectés sur notre territoire, sans avoir de stratégie en matière de cybersécurité. Ce serait incohérent. Ça exposerait notre économie à des attaques de malware », affirme Françoise Bruneteaux. Présente hier sur le salon System Factory Day 2020, la vice-présidente de la Région Sud-Paca, en charge de l'économie numérique et des nouvelles technologies, a dévoilé les ambitions du conseil régional en la matière.

D'après une feuille de route qui devrait être votée en assemblée plénière le 9 octobre prochain, « trois pôles d'excellence cyber vont être créés dans la Région. Un premier dans les Bouches-du-Rhône, axé sur les objets connectés (IoT). Un deuxième sur la sécurité maritime à Toulon, là où se trouve l'écosystème de Défense. Un troisième à Sophia Antipolis autour de l'intelligence artificielle », a déclaré l'élue.

P.-L. P.



Françoise Bruneteaux, vice-présidente de la Région Sud-Paca en charge de l'économie numérique et des nouvelles technologies. (Photo L. M.)

Un centre de ressources

Preuve supplémentaire que Toulon est en train de s'imposer comme une place forte en matière de cybersécurité, la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques, qui s'apprête à fêter son 30^e anniversaire, inaugurera le 13 octobre prochain son Centre de ressources régional cyber. Baptisée C2RC, cette structure devrait s'adresser principalement aux PME locales qui n'ont pas forcément les moyens de se doter d'un service cyber à même de les protéger contre des attaques informatiques. « Souvent sous-traitantes de grands groupes, ces PME sont pourtant des cibles de choix », détaille Thierry Jardin, le coordinateur cyber au sein de la FMES. Il n'en dira pas plus, donnant rendez-vous au 13 octobre prochain.

Une pionnière des potagers en ville et en entreprise

L'actu Alors que Les 48 Heures de l'agriculture urbaine auront lieu à Toulon les 10 et 11 octobre pour la première fois, Carine Chevrier vante la création de potagers en ville et en entreprise

Alors qu'aujourd'hui, les projets d'agriculture urbaine fleurissent un peu partout dans les villes et sont devenus tendance, Carine Chevrier a fait partie des pionniers dans ce domaine. Cet été – en même temps qu'à Nice d'ailleurs –, cette Varoise a participé à la création du Collectif varois pour l'agriculture urbaine qui regroupe des professionnels paysagistes, agriculteurs, associations environnementales et pour la défense de la biodiversité et du paysage agricole, et citoyens engagés. Tous ensemble, ils ont décidé d'organiser, les 10 et 11 octobre, le premier Festival de l'agriculture urbaine à Toulon, « une sorte de Fête de la musique autour du jardinage et de l'agriculture ouverte à tous », selon Carine Chevrier. Ces « 48 heures de l'agriculture urbaine » n'avaient eu lieu l'an dernier que dans quinze villes françaises. Cette année, Toulon en fait partie. Une bonne nouvelle pour cette militante de la première heure.



Le but de Sème et Récolte est de développer des jardins participatifs « pour ramener les gens à mettre les mains dans la terre et redécouvrir comment fonctionne le vivant, tout en partageant un moment de plaisir ». (Photo A.M.)

L'agriculture du futur

Ingénierie agronome originaire de la capitale, Carine Chevrier est venue s'installer à Toulon, dans le Var, en 2008. Après avoir développé, comme chargée de mission, de nombreux projets pour le monde agricole, et favorisé son développement économique et celui du photovoltaïque, la jeune femme a créé, en 2017, sa microentreprise Sème et Récolte. Aux côtés de la Jeune Chambre Economique, elle avait mené, en 2014, une étude prospective sur l'agriculture du futur qui l'a conduit à découvrir la permaculture. Créer un jardin partagé

pour des habitants résidant dans des tours d'immeubles en plein cœur de ville ou un potager d'entreprise pour « oxygéner » les salariés dans le cadre de la qualité de vie au travail, ce n'est pas seulement les aider tous à mettre les mains dans la terre. C'est aussi les amener à s'interroger : « L'idée, c'est d'apprendre à observer, à se poser des questions, quelles associations entre les plantes, pourquoi ça marche ou pas, et d'amener les gens à se réintéresser et à observer la nature, pour faire avec la nature, malgré les contraintes. »

Dans le quartier de La Rode à Toulon où Carine Chevrier gère notam-

ment plusieurs jardinières mises à disposition par la ville, il est écrit sur le panneau « Agriculture urbaine. Un écosystème productif. » Car au fond, c'est quoi l'agriculture urbaine ? « D'après la définition, c'est tout ce qui regroupe la production agricole en ville et en périphérie, et qui alimente la ville, comme les AMAP⁽¹⁾, les jardins partagés, les fermes pédagogiques et certains jardins individuels, explique-t-elle. L'idée est qu'il faut revenir à une alimentation destinée à la ville, sans faire des kilomètres pour aller chercher des salades ou des fraises par exemple. Du circuit court sans production de CO₂ inutile en somme.

La force des réseaux

Le but de Sème et Récolte est donc de développer des jardins participatifs « pour ramener les gens à mettre les mains dans la terre et redécouvrir comment fonctionne le vivant, tout en partageant un moment de plaisir ». Si le recours aux circuits courts nous paraît aujourd'hui évident, il y a quelques années, Carine Chevrier a dû partir en croisade pour convaincre autour d'elle de multiplier ces potagers, notamment en entreprise. À travers les réseaux économiques de l'écosystème varois (l'espace de coworking L'Archipel à Toulon, la

chambre de commerce, l'association de commerçants Afuzi à La Garde, la Région Sud...), Carine Chevrier a développé plusieurs projets de plantations et d'ateliers participatifs avec du public et dans les entreprises.

« En 2017, il y avait des jardins partagés à Toulon mais sur les projets d'agriculture urbaine, nous n'étions pas nombreux, c'était laborieux. Il y avait une tendance de fond sur l'environnement mais très associative. Aujourd'hui, l'agriculture urbaine s'installe. Il y a d'autres entrepreneurs qui avancent sur le sujet », se réjouit l'ingénierie agronome.

Ce festival de l'agriculture urbaine scelle ainsi un changement des mentalités. Une sensibilisation grandissante du public, des collectivités et des entreprises autour de ces questions. À travers des conférences, ateliers, ventes de plantes et semis, et portes ouvertes de ces jardins partagés, AMAP et fermes pédagogiques de toute la France toulonnaise et même au-delà, le rêve de Carine Chevrier se concrétise. Membre du réseau Noocity (une startup portugaise qui fournit des jardinières adaptées et intelligentes car légères et économes en eau), la quadragénaire espère voir fleurir à l'avenir à Toulon, comme dans d'autres grandes villes du réseau comme à Marseille et à Nice, des potagers sur les toits terrasses des immeubles. « Ce serait une première. »

AMBRE MINGAZ

Retrouvez le programme sur metropoletpm.fr
⁽¹⁾ Association pour le maintien d'une agriculture paysanne.

« Un espace de détente et de ressourcement »



Aménagé récemment, le potager du Crédit Agricole à Saint-Laurent-du-Var a déjà ses adeptes au sein de l'entreprise. (D.R.)

Plusieurs entreprises ont déjà fait appel à Carine Chevrier dans le cadre d'une démarche RSE (responsabilité sociétale des entreprises) ou de qualité de vie au travail. Argument convaincant : « Tant qu'à payer du foncier pour du terrain, même s'il est petit, autant que ce soit utile et source de bien-être pour les salariés. » Même un maigre carré de jardin peut faire l'affaire du moment que « L'idée est d'installer un espace de ressourcement pour joindre l'utile à l'agréable ».

Autour d'une jardinière ou de plates-bandes, les salariés s'offrent une pause, une découverte des plantes et du jardinage, une parenthèse « verte », voire un casse-croûte entre collègues pour parler de tout sauf de boulot.

C'est aussi « un espace détente qui permet de casser les barrières hiérarchiques entre les services, où tout le monde est à la même échelle, on parle d'autre chose, de jardin, de récolte... »

« Un petit plus » qui fait la différence

Autre argument : « C'est un petit plus » qui ne coûte pas cher à l'employeur mais qui peut fidéliser ses salariés. « Le potager a un coût mais un coût partagé entre chaque salarié, et ça donne un peu de baume au cœur. Il y a toujours une vraie envie de la part du porteur de projet, que ce soit le chef d'entreprise ou responsable de service », constate Carine Chevrier. L'entreprise qui possède un potager a déjà entamé, le

plus souvent, des démarches pour aménager au mieux ses locaux et ses extérieurs pour le bien-être des salariés.

Il peut s'agir de grandes entreprises comme le Crédit Agricole qui a fait appel à la Varoise pour aménager un potager à proximité de son siège situé à Saint-Laurent-du-Var dans les Alpes-Maritimes ou d'une plus petite entreprise comme Energie Côté Sud à La Farède dans le Var, déjà sensible à l'usage des énergies renouvelables. Ou encore Pôle Emploi à Toulon.

Si de nombreux projets ont connu un coup de frein depuis le confinement : « Personne ne m'a dit : "On arrête tout" », se réjouit Carine Chevrier.

Comment ça marche ? « Je viens avec la conception d'un projet de potager qui s'adapte au lieu, aux envies et contraintes de l'environnement urbain. J'assure la mise en place, la fourniture du matériel (jardinière, engrais, semis, plants...) et aussi l'entretien. On désigne ensemble le choix des plantes. Il faut juste un point d'eau. Les salariés font la récolte. Je m'occupe du désherbage mais on plante ensemble et on discute de thèmes tels que comment ne plus utiliser de pesticides. L'idée est de créer un potager collaboratif fait par et pour les salariés en proposant de l'accompagnement, des animations, pour aider les salariés à prendre le temps de respirer. »

TENDANCE

Dentelle de papier, monde de poésie

Depuis son atelier à La Farlède, la créatrice fabrique des petits objets déco en bois.



C'est un peu parti comme une blague. Un coup de folie. Des paroles en l'air qui se sont transformées en réalité. Marion Goeury en rigole encore. « Je suis photographe pour des événements familiaux, notamment des mariages. Lorsque je tirais mon travail à mes jeunes mariés, j'avais pris l'habitude de leur offrir des crayons en bois gravés à leur nom. Je me fournissais auprès d'une petite entreprise grenobloise créée par Chloé. À l'été 2018, elle m'annonce vouloir arrêter Dentelle de papier. J'adorais tellement ce qu'elle faisait que c'était impossible à accepter pour moi. Résultat, je lui ai proposé sans réfléchir de racheter l'entreprise. » La boutade se transforme en projet. Marion se pose quand même pour réfléchir à la faisabilité de son coup de tête. « Mon activité de photographe marchait très bien. J'avais bien sûr envie de continuer. Mais en même temps, il me manquait un côté manuel et créatif. Et puis, les mariages, c'est très saisonnier. Tout s'est bien goupillé. » Tellement bien que deux ans après, la jeune femme ne

regrette pas son choix, loin de là ! « C'est vrai que ça me fait un emploi du temps de dingue mais je m'éclate ! », assure-t-elle avec un grand sourire.

Dans son atelier accolé à sa maison, c'est un peu la caverne d'Ali Baba. On a envie de fouiller partout pour découvrir les petites créations de Marion. Et il y en a des tonnes ! Elle a au bas mot mille idées à la seconde. « J'ai repris les grands classiques de ce que je faisais

l'ancienne propriétaire. Et puis forcément, j'ai voulu apporter ma touche. On peut quasiment tout faire et mon imagination n'a pas de limite. » Elle rigole encore. Virevolte. Fouille son atelier pour donner à voir son univers. Elle sort des brosses à cheveux pour bébé, des cubes, des tire-bouchons, des dessous-de-plat, des porte alliances, des cintres, des ronds de serviette, des décorations de Noël en bois, des cake topper (décoration de gâteau)... La caverne d'Ali Baba, on vous dit ! Tous ces petits objets ont un point commun : ils sont en bois, gravés, et personnalisés.

Marion dessine les modèles sur ordinateur via le logiciel Illustrator. Ensuite, elle transmet le fichier à sa super machine qui découpe et grave. « Elle peut tout faire ou presque. Sur toutes sortes de matières : le bois, le verre, le plexi, le liège. » Ensuite à Marion de reprendre la main et en l'occurrence de se muscler le bras. « Je ponce toutes les créations pour un rendu final parfait. Je suis hyper pointilleuse. » Pour sa matière première, la Varoise se fournit exclusivement en France. « J'essaie de rester un maximum local, confie-t-elle. Le chêne massif des cubes vient d'Isère, les cintres d'une petite entreprise d'Arras... »

Des objets personnalisés

La créatrice tient à sortir plusieurs nouveautés par an. Cela demande beaucoup de boulot de recherche et aussi pas mal de tests « pour identifier le bon réglage. » Et ça plaît ! Les clients reviennent souvent. « Je pense que l'originalité et surtout la personnalisation sont très appréciées. Ce sont souvent des cadeaux. Et ils plaisent autant à ceux qui les offrent qu'à ceux qui les reçoivent. Ils sont uniques. »

AMANDINE ROUSSEL
amroussel@nicematin.fr

Personnalisation à souhait

« S'il y a une chose qui manque à Marion concernant son deuxième métier, c'est le contact. Elle ne vend que par Internet ! « C'est vraiment quelque chose que je regrette. Au début, j'ai essayé de faire des marchés de créateurs. Mais ça n'a pas vraiment pris. Le gros plus de mes produits, c'est la personnalisation, or dans ces conditions, impossible d'en faire. » Elle s'est donc rabattue sur le virtuel. Elle possède

une boutique etsy (etsy.fr) et un site Internet marchand (dentelledepapier.fr). La créatrice est également très présente sur Facebook (@dentelledepapier) et Instagram. » Concernant les tarifs. Voici quelques exemples : le cintre pour enfant, 11 €. La cuillère de cuisine 12 €, le rond de serviette 8 €, le marque-page 10 €, les phrases décoratives entre 25 et 50 €.

Mégara a encore grandi d'une taille durant la crise

L'essor Durant le confinement, la société toulonnaise, à l'origine du site de ventes en ligne Berceau Magique, a vu doubler ses ventes. Elle a dû recruter et porte déjà de nouveaux projets nés de la crise

On le sait maintenant avec certitude. Le e-commerce a cartonné durant le confinement. Les ventes en ligne ont explosé. Chez Mégara à Toulon, la société à l'origine du site Berceau Magique, les ventes de vêtements et accessoires pour bébés ont connu un pic en avril, soit plus de 80 % du chiffre d'affaires. « C'est conséquent, reconnaît sa dirigeante Charlotte Gaillard. C'est un pic que nous connaissons habituellement à la période de Noël et cela, même si, avant le confinement, nous nous attendions à une hausse du chiffre d'affaires cette année. Nous n'avions pas anticipé cette vague. »

Dix embauches pour répondre à la vague

Cette hausse d'activité soudaine a même précipité l'embauche d'une dizaine de personnes pendant la crise. L'entreprise manquant de bras dans les services achats, relation clients et préparation des commandes. « Ce sont essentiellement des personnes qui étaient sans emploi, précise la dirigeante. Nous avons fait appel à de l'intérim et des CDD pour compléter. Nous étions 40 avant le confinement et nous avons dépassé la cinquantaine de salariés maintenant. » Comme tous les chefs d'entreprise, Charlotte Gaillard a tendu le dos aux premiers jours du confinement. « C'est une période qui n'a pas été calme pour nous. Avec 25 salariés en télétravail et 15 au bureau, il a fallu s'organiser. J'avais commandé des masques en Chine et nos locaux sont heureusement spacieux. Nous avons pu gérer la distanciation mais nous avons tout fait en urgence. Il y a eu beau-



Tous les services de l'entreprise ont été pris d'assaut durant le confinement. Les commandes ont doublé. La moitié étant consacrée aux cadeaux de famille. (D.R.)

coup de pression d'un coup. Notre niveau de commandes a doublé. Nous nous sommes mis à travailler le samedi. Ça nécessitait de revoir toute l'organisation, d'élargir les ho-

ment plus longs. Nous travaillons avec 300 fournisseurs. Il a donc fallu savoir s'ils étaient ouverts ou pas. Certains étaient complètement dépassés. Il y a des transporteurs qui ont complètement perdu pied à un moment. C'était le chaos. »

Mais comment expliquer une telle hausse des ventes ? « Pendant le confinement, nous avons beaucoup vendu de loisirs créatifs et de jeux d'éveil, et de la puériculture pour les naissances. La moitié de nos commandes étaient aussi des cadeaux de famille. Comme les baptêmes ont été annulés et que les vi-



Repères

■ **2003** Date de création de la société Mégara. En 2004, le site Berceau Magique est lancé.

■ **Chiffre d'affaires** 7,4 M€ en 2019. Un chiffre en progression constante. En avril dernier, la société a connu un pic de +80 % par rapport à 2019.

■ **Effectif** Alors qu'ils étaient 40 collaborateurs, une dizaine de personnes a été recrutée durant le confinement, sans compter les intérimaires.

■ **2018** La société fait construire des locaux à l'entrée ouest de Toulon, soit 2 M€ d'investissement. 1200 m² de surface au total dont 100 m² sont aujourd'hui réservés au coworking, soit 12 places.



« Notre niveau de commandes a doublé. »

Charlotte Gaillard, fondatrice de Mégara

raires, de faire des heures supplémentaires... Le service clients a reçu beaucoup d'appels. Les services commerciaux ont pris la vague. Nous avons eu des délais de traite-

ment plus longs. Nous travaillons avec 300 fournisseurs. Il a donc fallu savoir s'ils étaient ouverts ou pas. Certains étaient complètement dépassés. Il y a des transporteurs qui ont complètement perdu pied à un moment. C'était le chaos. »

sites dans les maternités étaient interdites, tout le monde s'est envoyé des cadeaux pour garder le lien. Les gens ont passé aussi plus de temps chez eux. Les ventes de déco ont explosé. Encore aujourd'hui, le déconfinement n'a pas changé la donne. Les femmes enceintes et jeunes parents ne sortent pas vraiment. Ils ont gardé des habitudes et préfèrent rester protégés. Du coup, nous avons encore un très haut niveau de trafic que nous espérons conserver jusqu'à la fin de l'année. »

« Le e-commerce est rentré dans les habitudes »

Alors que de très gros sites ont fermé ailleurs en France, la PME

toulonnaise a joué des coudes avec succès. « Nous avons pu rester mobilisés car nous sommes une entreprise jeune et agile. Grâce au travail des équipes, en juin, nous avons sorti la tête de l'eau. Tout est revenu à la normale même si nous avons gardé un niveau d'activité encore très soutenu. Nous avons encore grandi durant cette crise. Nous avons passé un cap de taille », analyse Charlotte Gaillard. Selon elle : « Le e-commerce est vraiment rentré dans les habitudes. Nous avons compté énormément de nouveaux clients. » Et avec la rentrée des classes qui se prépare, la PME est déjà dans les starting-blocks.

AMBRE MINGAZ

Le site Bébé Info Service est né

Pendant le confinement, la société Mégara s'est payé le luxe de lancer de nouveaux projets d'envergure. Le site Bébé Info Service est en ligne depuis le 15 juin. Cette plateforme, d'accès gratuit, a l'ambition de répondre à toutes les questions que peuvent se poser les mamans et jeunes parents, notamment au sujet du coronavirus. « L'idée est venue du contexte. Nous avons senti énormément de stress chez les femmes enceintes ou avec des enfants en bas âge. Elles se posaient plein de questions et recherchaient des conseils », explique Charlotte Gaillard. Du coup, la société toulonnaise a conçu le site en avril



Les conseils par des pros et l'accès sont gratuits.

et compulsé articles et réponses aux questions habituelles sous forme de FAQ. Pour répondre aux appels par téléphone, elle s'est associée à une autre entreprise Atlantic Santé, basée à Nantes, qui a mobilisé une vingtaine de ses collaborateurs, en lien avec des professionnels de santé.

La BNP a contribué à hauteur de 18 000 € et, pour chaque somme récoltée via la plateforme participative ulule, la banque a doublé la somme à chaque fois, ce qui a permis de récolter 70 000 € au total. Une cagnotte qui va permettre à la plateforme de fonctionner ainsi encore quelques

mois, à charge de trouver très vite des sponsors pour assurer l'accès gratuit au public. Le coût d'un appel étant estimé à 15 €. La moitié pour un mail. « Nous sommes en discussion avec de grandes marques de la nutrition et de l'hygiène pour bébé qui pourraient inscrire notre numéro service sur leur packaging », confie Charlotte Gaillard qui en appelle à toutes les bonnes volontés, assurances et mutuelles comprises. « C'est un service déjà prêt, clés en main. »

bebe-info-service.com
Réponse par mail ou par téléphone au 0.800.729.729. Service et appels gratuits du lundi au vendredi de 9 h à 18 h.

La Comète a ouvert le 1^{er} juillet à Toulon

Envie d'espace et de locaux flambant neufs à louer situés en plein cœur de ville ? Charlotte Gaillard, l'heureuse propriétaire de ses locaux construits avenue Amiral-Aube à l'entrée ouest de Toulon et réceptionnés en 2018, a eu l'idée de réserver 100 m² pour ouvrir un espace de travail partagé. Soit douze postes et salles à louer « ouverts à des indépendants qui cherchent des bureaux réguliers, quelques jours par semaine ». L'entrepreneuse répond ainsi à une demande forte qui s'est accrue pendant le



Douze postes sont déjà disponibles pour rejoindre La Comète.

confinement avec le recours au télétravail.

Hynomed, la locomotive varoise à l'hydrogène vert

L'actu Avec la création de la société Hynomed, le Var devient le fer de lance du développement de stations de production et de distribution d'hydrogène vert en Région Sud

Les petits ruisseaux font les grandes rivières. Le projet baptisé Hynovar, imaginé à l'origine dans le Var en 2016, a atteint, depuis mercredi dernier, une envergure régionale. La société Hynomed a été créée officiellement ce jour pour marquer ce cap. Sa mission : développer la production et la distribution d'hydrogène vert en Région Sud pour y déployer tout un écosystème au service d'une mobilité terrestre et maritime propre, décarbonée (bus, navettes maritimes, véhicules légers).

A l'avant-garde du Plan de Relance

Mercredi, ses actionnaires ont signé leur premier contrat : Engie Solutions (pour 51 % des parts), la Chambre de commerce et d'industrie du Var (24,5 %) et la Banque des Territoires (1) (24,5 %), aux côtés des financeurs : la Région (700 000 €) et l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (6,4 M€). Le nouveau Pdg d'Hynomed, Julien Chauvet, prévoyant d'ores et déjà d'investir 7,5 M€ pour réaliser, à partir de l'été 2021, deux stations d'avitaillement à l'hydrogène qui seront situées à Brégaillon près de Toulon pour les bus de la métropole et la navette H2 des Bateliers de la Côte d'Azur, et à Signes pour la production d'hydrogène pour les véhicules. Et ce, près du Circuit Paul Ricard qui a inauguré lui-même l'installation d'une nouvelle borne d'avitaillement à l'hydrogène, en juin 2018, à l'occasion du retour du Grand Prix



Autour de cette naissance, de nombreux élus, institutionnels et acteurs économiques de la région sont venus féliciter les nouveaux parents d'Hynomed dont la CCI du Var, Engie Solutions et la Banque des Territoires.
(Photo Patrick Blanchard)

de Formule 1.

La naissance d'Hynomed a ainsi attiré, autour de son berceau, plus d'une centaine de personnes : élus, partenaires, institutionnels et acteurs économiques intéressés par la démarche. Et pour cause : Hynomed est « une startup, une société hydrogène varoise, la première en Région Sud, a souligné fièrement Jacques Bianchi, le président de la CCI. Ce que le Plan de Relance de l'Etat préconise aujourd'hui, ici dans le Var c'est déjà une réalité et une ambition élevée ». Les instigateurs de ce projet se sont donc passé le micro mercredi pour en raconter la genèse et tout l'intérêt.

Jusqu'au nouveau parrain de cette société, Stéphane Mifsud, enfant du pays et multiple champion et recordman du monde d'apnée, à l'origine d'une association de défense de l'environnement L'Odyssée Bleue. Ainsi qu'Hubert Falco, maire de Toulon, qui prévoit justement d'acheter 7 à 10 bus à l'hydrogène pour une mise en service début 2023.

Une révolution industrielle

Les enjeux de la création d'Hynomed étant de développer cette filière vertueuse qu'est l'hydrogène vert pour réduire les émissions

de CO2 et améliorer la qualité de l'air en circulant et en naviguant à l'aide d'énergies propres. Demain, les fondateurs d'Hynomed devraient ainsi pouvoir décrocher une aide de l'Etat à travers son Plan de Relance en faveur de la transition énergétique (enveloppe de 7 M€). Ils auront aussi à cœur de faire naître d'autres projets et d'accompagner l'ensemble des territoires et acteurs de la région vers le verdissement de nos usages. L'avantage de l'hydrogène par électrolyse étant qu'il n'émet que de la vapeur d'eau, qu'il produit cinq fois moins de platine que les batteries électriques

Repères

- **2016** La CCI du Var développe le projet Hynovar lors d'un appel à projets de l'ADEME, qu'elle décroche finalement en 2018 et la Région le retient comme OIR (opération d'intérêt régional) Energies de demain.
- **2018** Le Circuit Paul Ricard inaugure sa borne d'avitaillement H2, une première dans la région. Deux stations de production et de distribution H2 sont installées à Signes (20 kg/j) et sur le site de la zone portuaire de Toulon Brégaillon (400 kg/j).
- **2022** Mise en service de la première station à Brégaillon façon hub pour le transport maritime, terrestre et ferroviaire.

et que son temps de rechargement est réduit. Ce nouvel outil que le patron de CCI France voit comme une révolution industrielle pourrait ainsi avoir des applications multiples dans les secteurs industriels, agricoles et portuaires. Les collectivités, professionnels et grands comptes pourront envisager de remplacer aussi leurs flottes par des véhicules à l'H2, et faire le plein à Toulon et Signes dans un premier temps, avant que l'offre rayonne dans toute la région.

AMBRE MINGAZ

1-La Banque des Territoires est une direction de la Caisse des dépôts et consignations.

DEMAIN



en partenariat avec



Docaposte, la transition digitale en marche

Expert de la transformation digitale, Docaposte est la filiale numérique de La Poste. La société a pour mission d'aider tous types d'organisations à optimiser et digitaliser ses processus, avec plus de 140 solutions alliant numérique et physique.

Flux documentaire

« Aujourd'hui, toutes les entreprises sont en phase de transition digitale, explique Gérard Ca, directeur du développement commercial dans les territoires. Elles avancent à un rythme cadencé mais chacune à des niveaux différents, selon les réglementations en cours dans leurs secteurs d'activité, selon la maturité de leurs réseaux et selon le profil de leurs clients. » Car les clichés ont la vie

dure et il n'est pas évident de se débarrasser du papier pour faire confiance au numérique...

Tous les secteurs professionnels sont pourtant aujourd'hui concernés. « On travaille avec des banquiers, des assureurs, des courtiers, des énergéticiens... »

Pour eux, Docaposte opère avant tout du flux documentaire, soit un processus permettant d'organiser toute la gestion électronique d'un document. C'est-à-dire sa création ou son acquisition s'il s'agit de papier numérisé par exemple, son classement, son stockage et, éventuellement, sa modification, sa révision et son archivage.

« À l'heure actuelle, les entreprises sont plutôt bonnes dans la digitalisation des documents sortants,

juge Gérard Ca. C'est devenu normal, par exemple, de signer un bail d'appartement sur une tablette. Elles sont moins performantes pour les documents entrants. Mais cela évolue rapidement. »

Intelligence artificielle à Sophia

Fort de ses 6 400 collaborateurs dont 1 000 ingénieurs IT, Docaposte innove en permanence. « Nous avons une cellule de recherche et développement basée à Sophia Antipolis avec une grosse équipe d'environ deux cents personnes qui réfléchissent à de nouvelles solutions techniques. »

Plateformes d'échanges sécurisés, parcours digital de paiement, KYC (processus de connaissance clients), blockchain, certification,



Docaposte est une filiale du groupe La Poste.

(Photo Pexels)

archivage, intelligence artificielle... les chantiers d'innovation sont nombreux.

Véritable tiers de confiance numérique, Docaposte opère ses propres infrastructures numériques made in France et Green IT. « Nous avons quatre data centers

de dernière génération certifiés garantissant un haut niveau de sécurité et de conformité. Deux dans le Sud, deux en région parisienne. » Docaposte continue ainsi son expansion et vise un chiffre d'affaires d'un milliard d'euros à l'horizon 2023.

FRANÇOIS GINOUVES

Ginouves SAS carbure au mix énergétique

« La plupart des choses sont faciles lorsque quelqu'un vous montre le chemin », disait Christophe Colomb. La famille Ginouves s'y emploie depuis plus de 90 ans en matière de carburant(s), inscrivant le bio dans son ADN maison, sous l'impulsion de François Ginouves, digne héritier de ce fleuron industriel varois.



© D.R.

François Ginouves dans son site Petrogarde de la ZI de Toulon-Est.

Classé 23e au dernier palmarès des 1 000 leaders de la croissance en France et en Europe par un mensuel dédié aux décideurs (+ 39 % entre 2015 et 2018), régulièrement mis à l'honneur dans le Top 500 de l'Union patronale du Var (UPV), approchant désormais les 400 millions d'euros de chiffre d'affaires pour une soixantaine de salariés, Ginouves Georges SAS se porte à merveille pour ses 90 ans. Que de chemins parcourus depuis les ancêtres familiaux originaires de Belgentier,

peine en 1952, par son épouse Marguerite, puis par leur fils Pierre en 1962. Lequel préside alors à un développement exponentiel, dépassant le moteur pour l'alimenter en carburants et combustibles. L'expansion est en même temps géographique dans le grand Sud, pilotée depuis son terminal pétrolier de La Garde (dépôt Seveso Petrogarde). Une stratégie accentuée à la faveur de l'entrée en jeu de François, fils de Pierre, en 1994, puis de sa conduite des opérations en 2013, consécutivement à la disparition de ce dernier. Un dernier quart de siècle au cours duquel l'entre-

prise change à nouveau d'échelle, élargit son champ d'actions en capacité de stockage, de distribution et se rapproche de raffineries. Ginouves est ainsi présente sur 16 sites extérieurs aujourd'hui, à Fos, Lyon, Toulouse, Frontignan, Orléans, en région parisienne, mais aussi

Ginouves est présente sur 16 sites extérieurs aujourd'hui, à Fos, Lyon, Toulouse, Frontignan, Orléans, en région parisienne, mais aussi à Bilbao, Barcelone, Tarragone... s'appuyant conjointement sur des compagnies internationales de trading pour se fournir en fioul lourd, Jet A1, biocarburants et essences diverses. Une démarche de maillage permettant en outre de réduire les coûts de transport.

charrons à la fin du XIXe, puis très impliqués dans la maintenance d'installations industrielles de la vallée du Gapeau. Jusqu'à ce que le grand-père fondateur, Georges Ginouves, ait l'idée - précédant le pétrole - de fournir les lubrifiants et de devenir lui-même un industriel du graissage. Une activité majeure, déployée à partir de 1945 depuis des locaux implantés à La Farlède, perpétuée à son décès, à 46 ans à

à Bilbao, Barcelone, Tarragone... s'appuyant conjointement sur des compagnies internationales de trading pour se fournir en fioul lourd, Jet A1, biocarburants et essences diverses. Une démarche de maillage permettant en outre de réduire les coûts de transport. « Né dans la marmite », comme il le revendique, François ajoute sa vision moderne à celle de ses aînés, agrémentée d'une expertise en finances ➔



CHIFFRES CLÉS

> 400 millions d'euros de chiffre d'affaires ; 60 personnes.

> Ginouves Georges SAS dispose de ses propres stations-service multi-énergies sous sa marque K9, dans l'est de l'agglomération toulonnaise, dans lesquelles on trouve son K9 B100, 100 % biovégétal (à base d'huile de colza), accessible sur toutes les flottes poids lourds.

> L'entreprise possède une flotte moderne d'une vingtaine de camions pour la distribution de produits pétroliers, complétée d'accords avec plusieurs transporteurs.

— RENDEZ-VOUS AVEC —

→ qui met pour le moins de l'huile dans les rouages. Une gestion d'autant plus indispensable pour maîtriser sa croissance avec un sens aigu de l'équilibre, tout prélevant pour l'Etat un volume conséquent de taxes sur les produits pétroliers...

VERDISSEMENT RÉFLÉCHI

L'arrivée de François Ginouves coïncide également avec la montée en puissance dans l'entreprise du mix énergétique et des biocarburants, parties intégrantes de l'ADN maison. « C'est historique chez nous, mais il a été nécessaire de lutter pour cela », explique-t-il. « Il y a 20 ans nous lancions fioul et gasoil à base d'huile de colza en étant décriés par la profession. Aujourd'hui, ce sont les mêmes produits via le colza qui incarnent l'avenir de la transition énergétique. Le fioul va devenir biofioul en 2022 et le K9 B100, dont nous venons de lancer la distribution, est une alternative verte composée à 100 % de colza français, renouvelable et substituable au diesel. Un produit novateur destiné aux professionnels du transport et aux collectivités disposant d'une flotte captive, pour lequel notre implication dépasse le cadre du distributeur. » Parmi les vertus de ce biocarburant, la réduction de 60 % d'émissions de gaz à effet de serre, tout en étant solidaire avec la filière agricole. Avoir un coup d'avance est aussi dans l'ADN de Ginouves SAS, plus que jamais en phase avec son époque, alors que tout le monde (ou presque) semble d'accord désormais pour décarboner la planète et économiser les énergies fossiles, comme en témoigne le plan de relance du gouvernement français. Le mix énergétique apparaît donc comme la bonne décision. « Nous sommes un petit dinosaure du monde fossile, qui a grandi avec les produits pétroliers du XXe siècle. L'enjeu n'est pas de les abandonner mais de les préserver en les remplaçant là où c'est possible et en les modifiant avec des molécules plus respectueuses de l'environnement. Nous ajoutons à nos gammes soit du 100 % végétal, soit du 100 % synthétique correspondant à la transition énergétique et au verdissement de la

« Nous sommes un petit dinosaure du monde fossile, qui a grandi avec les produits pétroliers du XXe siècle. L'enjeu n'est pas de les abandonner mais de les préserver en les remplaçant là où c'est possible et en les modifiant avec des molécules plus respectueuses de l'environnement », résume François Ginouves, aux commandes de Ginouves SAS depuis 2013.

société. Il y a par exemple un bel avenir au diesel dont la composition sera plus vertueuse. Par ailleurs, des raffineries réfléchissent à des biocarburants à partir d'algues avec une capacité de production ultra-rapide. » Dans ce contexte, Ginouves a ouvert le 2 octobre à La Garde sa première station bio-gaz naturel pour véhicules. Une matière



©Photos O. R.

issue de la transformation des boues de la station d'épuration Veolia de Fréjus qui a nécessité un million d'euros d'investissement dans un marché à créer totalement. Un autre pari sur l'avenir, qui érige un peu plus encore l'audace en marque de fabrique. « Nous sommes convaincus que le changement est amorcé. Logiquement les précurseurs auront plus de facilité à prendre toute leur place... »

DISTRIBUTION DIVERSIFIÉE

Cette évolution résonne comme une fierté personnelle chez le dirigeant et au sein de ses équipes qui peuvent se projeter à travers leur PME familiale modeste dans un monde de géants, mais qui sait prendre sa part par son indépendance conjugée à son agilité. Il en faut dans un secteur très contraint. « La professionnalisation de nos équipes par la formation et un management toujours à l'écoute est au cœur de nos axes de changement. C'est indispensable pour mieux

— RENDEZ-VOUS AVEC —

appréhender la transition énergétique. L'amélioration de la satisfaction client et du service rendu aussi, surtout dans un monde de plus en plus exigeant. » Un monde particulièrement diversifié chez Ginouves SAS qui couvre le secteur marine et yachting pour lequel il est leader dans la région s'agissant des plus grosses unités, l'aviation, l'industrie, les autocaristes et transporteurs routiers, les administrations, la distribution domestique et autres combustibles dédiés. Du service essence des armées au BTP pour le GNR (Gazole non routier), en passant par l'aéroport Marseille Provence, les Sdis* du 83 et du 06, la RTM** à Marseille, le Réseau Mistral à Toulon, ArcelorMittal, les enseignes de logistique ou de grande distribution, la distribution est grande, justement... Suffisamment pour faire tâche d'huile dans la mutation en cours.

Olivier Réal
olivier.real@gmail.com

* Services départementaux d'incendie et de secours.

** Régie des transports métropolitains.



FRANÇOIS GINOUVES
« La professionnalisation de nos équipes par la formation et un management toujours à l'écoute est au cœur de nos axes de changement. C'est indispensable pour mieux appréhender la transition énergétique. L'amélioration de la satisfaction client et du service rendu aussi, surtout dans un monde de plus en plus exigeant. »

Une de ses stations-service multi-énergies sous sa marque K9.



100 %
GINOUVES SAS VIENT DE LANCER LA DISTRIBUTION DE CARBURANT K9 B100, UNE ALTERNATIVE VERTE COMPOSÉE À 100 % DE COLZA FRANÇAIS, RENOUVELABLE ET SUBSTITUABLE AU DIESEL.

60 %
PARMI LES VERTUS DE CE BIOCARBURANT, LA RÉDUCTION DE 60 % D'ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE, TOUT EN ÉTANT SOLIDAIRE AVEC LA FILIÈRE AGRICOLE.

CARQUEIRANNE

L'odeur de la papaye locale

Dans une ancienne serre de roses, quartier du Canebas, Dominique Bardin expérimente la culture de fruits tropicaux. La papaye, aux multiples vertus, est vendue à Carqueiranne et au Pradet

Contingents sur les étals des marchés et dans les rayons frais de supermarchés, les fruits exotiques ne remportent pas l'adhésion première des consommateurs en métropole, il faut bien le dire... À moins d'avoir vécu en outre-mer et de considérer ces fruits comme les témoignages d'un héliotropisme inversé, des madeleines de Proust gorgées de soleil.

La donne pourrait bien changer avec la culture de la papaye à Carqueiranne. Et, au-delà de la papaye, de tout un tas de fruits tropicaux (26 espèces exotiques) que Dominique Bardin et Jean-Bernard Simian expérimentent sur leur exploitation : sapote noire, goyave, gingembre, mangue, fruit de la passion, chayotte, etc.

« Être autonome alimentaire »

Dans leur ancienne serre de roses, située dans le quartier du Canebas, poussent aussi des aloé vera, des moringa, des frangipaniers. Des plantes aromatiques sont aussi de la partie ou des capucines dont Dominique utilise les feuilles en pesto. L'exploitation se visite allègrement. En face, sur la colline avec vue plongeante sur la Méditerranée, 37 emplacements de jardins partagés chantent les joies de la permaculture. « La question qui m'anime depuis que j'ai embrassé ma se-



Dominique Bardin et Jean-Bernard Simian expérimentent vingt-six espèces exotiques.

conde carrière, c'est "Peut-on être autonome alimentaire ? La réponse est oui, en créant les conditions de l'abondance végétale", prévient Dominique qui, fut un temps, cultivait les savoirs. Le premier papayer introduit à Carqueiranne était le cadeau d'un ami en 2007, en provenance d'Équateur. Il (l'arbre) se porte très bien, merci pour lui, qui rayonne avec son tronc de 50 cm de diamètre. Depuis, ce sont des variétés d'Asie qui pou-

sent sans chauffage, sur un sol assez pauvre, seulement enrichi de crotin de cheval et de déchets végétaux, selon un arrosage plutôt économe : trois fois par semaine. Le papayer pousse extrêmement vite et produit des fruits tout au long de l'année. « Mature en hiver, c'est le fruit de Noël. Son goût est celui du melon avec une note de lilas assez légère. Cuite, on se rapproche plus de la courgette », explique Jean-Bernard. Quatre arbres ont

été plantés en extérieur, pour voir. Vingt-huit semis propres (papayer, loofah et grenadille qui produit les fruits de la passion) l'ont été sous serre à la Colle Noire, toujours dans une optique d'expérimentation. « Pour l'instant ça pousse, mais est-ce que ça va tenir l'hiver ? », s'interroge Dominique. « J'ai quatre cerisiers qui ne donnent rien. Avec le réchauffement climatique, n'est-il pas temps de passer à d'autres cultures qui peuvent permettre de re-



Des fruits exotiques comme ces goyaves ont aussi droit de cité au Canebas.



La papaye peut être dégustée mûre, de couleur orangée, ou verte en salade, par exemple. (Photos Sophie Louvet)

valoriser des terres en friches, sans aucun impact carbone ? Cette question était imaginable il y a quelques années. Et j'étais loin de penser, quand j'ai planté mon premier papayer, qu'on en ferait une production. Ces fruits comme la papaye ont des qualités très intéressantes d'un point de vue nutritionnel (un faible indice glycémique) et thérapeutique. »

Nombreux sont les Asiatiques à se rendre au Canebas pour cueillir des pa-

payes vertes qu'ils mangent crues en salade. Dominique Bardin livre aussi l'Intermarché du Pradet et l'AMAP les Herbes folles près du rond-point de la Diligence. Les Papayes de Provence sont le premier établissement de production de papayes en France métropolitaine. La certification agriculture biologique, en cours d'établissement, devrait être effective en mai 2021.

SYLVAIN MOUHOT

Papayes de Provence, tél. : 06.67.44.65.55

Métropole À LA UNE

À Toulon, un centre médical nouvelle génération

Ouvert 7 jours sur 7 de 9h à 23h, le centre médical Liberté reçoit sans rendez-vous. Une nouvelle façon d'exercer la médecine générale et les actes de premier recours dans le centre-ville

Vous pensez souffrir d'une angine ? Votre conjoint s'est coupé en préparant le repas ? Votre petit dernier s'est foulé la cheville en courant dans la rue ? Plus besoin, forcément, de vous rendre aux urgences ou chez votre médecin généraliste débordé pour vous faire soigner. Vous pouvez vous rendre, depuis le 23 octobre, au centre médical Liberté, situé au 1, rue Saunier, dans le centre-ville de Toulon. Un énième regroupement de médecins ? Pas seulement. Le cabinet est unique en son genre à Toulon. Ses spécificités devraient faciliter la vie des patients.

Des horaires conséquents

La première d'entre elles réside en des horaires élargis. Parce que nous ne tombons pas toujours malades du lundi au vendredi de 9 h à 18 h, vous trouverez un médecin sur place tous les jours de la semaine entre 9 h et 23 h.

Sans rendez-vous

Pas besoin de prendre rendez-vous avant de débarquer. Très prochainement



Le docteur Thomas Brillouet est l'un des fondateurs du centre médical Liberté.

(Photo Laurent Martinat)

une borne sera installée à l'entrée du cabinet. « Le patient s'enregistre et cela lui donne accès à une position sur une liste d'attente. Il sait alors approximativement à quelle heure il va passer, il peut donc aller faire un tour

en attendant », déroule Thomas Brillouet, l'un des docteurs du centre. Avec les horaires élargis, ce temps d'attente est significativement réduit, comme les bouchons dans la salle d'attente.

Quels actes pratiqués ?

Le personnel du centre pratique de la médecine générale. Mais pas seulement. Il peut également réaliser des sutures, de la petite trauma-

tologie, des plâtres, des injections ou encore des tests Covid... En revanche pour un suivi « médecin traitant », il faut s'adresser ailleurs. « Nous sommes dans de la consultation aigüe », résume le praticien. Et c'est

d'ailleurs cette variété dans la pratique qui l'a motivé ainsi que ses trois autres collègues - les docteurs Boris Alary, Benjamin Brard et Aurélien Steneck - à monter ce centre médical. Les effectifs devraient rapidement augmenter selon l'affluence. « À court terme, nous espérons être une dizaine de médecins, avec une capacité maximum d'accueil de 150 patients par jour. »

Désengorger les urgences

Voilà qui devrait soulager les urgences hospitalières de ce qu'on appelle familièrement la « bobologie ». « C'est vrai que nous proposons des actes pour lesquels les gens se rendent souvent aux urgences alors que ce n'est pas nécessaire. » Le centre médical entend également, par son existence, dégager du temps aux médecins généralistes qui sont souvent très sollicités.

AMANDINE ROUSSEL
amrousseau@nicematin.fr

Savoir +

Le centre médical est conventionné en secteur 1 et applique le tiers payant.
1, rue Saunier, 83000 Toulon, 04.83.73.65.73.

Être patient pour devenir un patient

Si un rendez-vous chez un médecin généraliste s'obtient en général en quelques jours, il n'en est pas de même pour les spécialistes.

La dernière étude officielle⁽¹⁾ sur le sujet, établit au niveau national qu'il s'écoule en moyenne 80 jours entre la prise de rendez-vous et la consultation chez un ophtalmo. Un délai moyen qui se situe à 61 jours pour un dermatologue, 50 jours pour un cardiologue, 44 jours pour un gynéco, 45 jours pour un rhumatologue et 28 jours pour un dentiste.

Que se passe-t-il si on glisse du niveau national à celui de l'aire toulonnaise ? Sans prétendre à une rigueur statistique absolue, le site Doctolib, qui propose de prendre des rendez-vous médicaux en ligne, permet de se faire une idée sans passer des

heures à écouter les lancinantes musiques des standards téléphoniques des médecins.

Ophtalmo : le grand écart

Les pages jaunes comptent une cinquantaine d'ophtalmos à Toulon dont une grosse quinzaine sur le site Doctolib.

Surprise, alors que certains médecins présentent des créneaux de consultation dans la semaine... d'autres n'ont rien à proposer avant le mois de mars.

Dermato : au moins un mois d'attente

Alors que sur les pages jaunes, la ville compte 14 dermatos, 5 sont présents sur Doctolib. Sur Toulon, un dermatologue propose un premier créneau le 28 décembre. Pour les quatre autres, il faudra attendre le printemps.



Certains spécialistes proposent la prise de rendez-vous en ligne. Un outil pratique pour avoir une idée des délais nécessaires pour espérer une consultation.

(Photo doc. doc Ax. T)

Cardiologue : dix jours au moins

Une vingtaine de cardiologues sont recensés dans

l'aire toulonnaise par Doctolib.

Premiers créneaux disponibles en ligne d'ici une di-

zaine de jours, mais la plupart des spécialistes du cœur proposent des rendez-vous courant janvier.

Gynéco : peu présents en ligne

À Toulon, une poignée de gynécologues seulement ont ouvert leur carnet de rendez-vous sur le site internet. Leur première disponibilité va de fin novembre à mi-mars.

Dentiste : maintenant... ou dans trois semaines

Ils sont une trentaine de dentistes toulonnais à afficher leur planning sur Doctolib. Si quelques créneaux dans les prochains jours (voire le jour même) restent ouverts, en moyenne, il faut prévoir deux à trois semaines de patience pour s'asseoir sur leur fauteuil. Certains n'ont aucun créneau libre avant février.

P.-H. C.

¹ Publiée en octobre 2018, elle a été réalisée par la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques pour l'ARS.

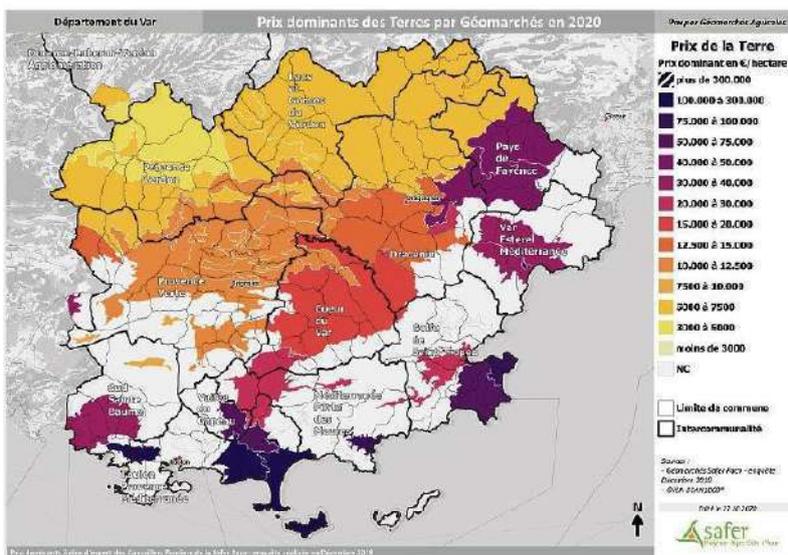
Le prix des terres agricoles s'envole dans le département

La Société d'aménagement foncier et d'établissement rural tire la sonnette d'alarme : de riches investisseurs profitent d'une faille pour éviter la régulation du marché. Les prix flambent

Dans une région où la pression foncière est maximale, les menaces pour l'équilibre économique agricole et la vitalité des territoires sont en jeu. Ce constat, c'est celui de la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (Safer). Son président, Patrice Brun, pointe du doigt la cession du foncier via la vente de parts sociales, qui représente en région Provence-Alpes-Côte d'Azur un marché équivalent à l'activité annuelle de la Safer.

160 millions d'euros de cessions en 2019

« La vente des parts sociales est une faille qui permet de contourner le rôle de régulation des Safer, précise-t-il. Le principe est simple : il suffit que le vendeur conserve un pourcentage même minime de parts d'une société agricole pour que la Safer se retrouve hors jeu. Elle ne peut plus rien contrôler, tant en matière de contrôle des structures qu'au niveau des prix. Nous avons ainsi vu un domaine estimé à 20 millions d'euros, qui s'est vendu le double. Cela perturbe tout le marché avoisinant. » Et même si le prix du parcellaire ne suit pas automatiquement celui des grands domaines, l'impact n'est pas négligeable : « De l'ordre de 20 % environ », estime Patrice Brun. Tous les départements de la région sont concernés. « 160 millions d'euros de parts sociales ont



été cédés en 2019 dans la région. Mais le Var est celui où elles sont les plus importantes, avec presque cent millions d'euros de transactions, suivi des Bouches-du-Rhône et du Vaucluse », indique-t-il. « L'outil est intéressant en vue d'une transmission lorsqu'il y a plusieurs héritiers. Si 90 % des cessions s'effectuent dans ce cadre familial, les 10 % restants sont problématiques et re-

présentent à eux seuls 90 % du montant global. » À la manoeuvre, se trouvent des investisseurs avec de gros moyens pour acheter au-dessus du prix du marché. Dans le Var, ce sont des groupes ou familles françaises (LVMH, Chanel, Bolloré...) ou des étrangers (le magnat de l'immobilier américain Charles Cohen, l'acteur Brad Pitt, le Russe

Alexei Dmitriev...). Avec un doute risqué, si rien n'est fait, d'une part de se retrouver avec une concentration excessive de grosses maisons à la tête des exploitations, d'autre part de voir le prix du foncier flamber davantage. « Certains prédisent un changement de la Provence à la champenoise, où le prix de l'hectare atteint le million d'euros », souligne

un expert du monde viticole. Mais les conséquences dépassent la question foncière puisque « l'ampleur du phénomène peut entraîner un impact sur l'activité économique agricole, mais aussi sur l'ensemble du tissu rural et des communes », selon le président de la Safer. « Cela pousse à une simplification et une rationalisation des modes de production et à une baisse de la valeur ajoutée, avec une typologie d'exploitation plutôt tournée vers la grande distribution ou l'export, alors que la tendance actuelle va vers un développement des circuits courts. »

Une loi foncière, et vite !

Voilà pourquoi la Safer Paca appelle de ses vœux, rapidement, un décret pour renforcer les contrôles, en attendant une loi foncière, amorcée l'an passé, puis abandonnée. « Si les cessions de parts perdurent et si une nouvelle loi foncière ne donne pas aux commissions départementales d'orientation agricole et aux Safer les moyens de réguler le marché, l'accès des exploitations familiales au foncier deviendra de plus en plus difficile, prédit Patrice Brun. Défendre l'accès au foncier de toutes les agricultures face aux stratégies d'accaparement des terres d'une minorité reste la ligne de vie de l'aménagement foncier. »

VÉRONIQUE GEORGES
vgeorges@nicematin.fr

Questions à Max Lefèvre, directeur général de la Safer Provence-Alpes-Côte d'Azur « Des investisseurs qui défiscalisent localement »

Directeur général de la Safer Paca, Max Lefèvre lève le voile sur le rôle des grands investisseurs dans la hausse des prix des terres agricoles.

Qui sont les investisseurs qui achètent au-dessus du prix du marché ?

On ne peut pas diffuser de nom de groupe ou de personne physique. La Safer reçoit l'ensemble des notifications de toutes ces transactions, mais la Commission nationale informatique et liberté nous interdit de communiquer le nom des acquéreurs lorsque, bien entendu, nous n'intervenons pas en préemption. Mais le profil des investisseurs est

souvent le même : ce sont soit des groupes français qui disposent déjà de châteaux ou domaines dans toute la France et qui veulent élargir leur gamme de produits au rosé de Provence par exemple, soit des industriels français qui vendent leur affaire à l'approche de la soixantaine et réinvestissent dans un domaine viticole à fort caractère patrimonial. C'est une forme de « défiscalisation » qui est tout à fait locale. Il s'agit d'un réinvestissement dans un outil de travail qui permet d'échapper aux plus-values.

Confirmez-vous que des

vignerons, surtout dans le golfe de Saint-Tropez, sont obligés de se délocaliser parce que le prix des parcelles autour de chez eux les rend inaccessibles ?

La délocalisation concerne surtout les mêmes investisseurs qui, il y a quelques années, auraient pu investir dans le golfe de Saint-Tropez, mais qui, aujourd'hui, compte tenu de la présence de grands groupes sur ces territoires, se rabattent ou reportent leur acquisition sur des appellations moins prestigieuses.

Que répondez-vous aux agriculteurs qui pensent que la Safer n'est qu'une agence immobilière qui a

intérêt à ce que les prix soient élevés pour toucher des commissions sur les transactions ?

C'est un vieux cliché qui a la vie dure mais qui peut se comprendre si l'on ne rentre pas dans la logique de notre modèle économique. C'est vrai que la Safer ne bénéficie d'aucune subvention, elle se rémunère sur la base de prestation de service. Celle-ci varie de 3 à 12 %, selon le montant de la transaction. C'est en ce sens que cet agriculteur parle de plus c'est cher, plus on gagne d'argent. Pour être très concret, dans le Var, la Safer réalise une dizaine de dossiers à plus d'1 M€ et 200 dossiers de moins de

75 000 €. Nous utilisons les marges dégagées sur les gros dossiers pour autofinancer notre mission de service public : transmission de domaine, installation de jeunes, restructuration parcellaire, protection de l'environnement... Et surtout la régulation des prix. Au niveau de la région Paca, la Safer révisé le prix à plus de 300 reprises par an et environ 70 fois dans le Var. Je ne connais pas d'agences immobilières qui révisent le prix à la baisse. De même, nous préemptons à 300 reprises en PACA pour éviter le changement de destination des terres ou l'agrandissement de



(Photo DR)

certaines structures. Enfin, il ne faut pas oublier que la Safer est régionale et que les marges dégagées dans les départements littoraux nous permettent de travailler sur des dossiers majoritairement d'aménagement parcellaire qui sont chronophages et non lucratifs. Dans le Var, la Safer accompagne aussi la chambre d'agriculture dans son projet de reconquête des friches, c'est un projet exemplaire qui, outre le fait de remettre en culture des terres, permettra de lutter contre les incendies.

6 ÉCONOMIE TOURNÉE VERS LA MER

- 1 **Port de Toulon : carburants plus propres pour escales sans fumée**
Var Matin – 17.01.2020
- 2 **Le GAN : l'assurance tous risques du porte-avions**
Var Matin – 26.01.2020
- 3 **Les éoliennes flottantes poussent à La Seyne**
Var Matin – 23.06.2020
- 4 **« Monaco Marine est une chance pour La Seyne »**
Var Matin – 18.07.2020
- 5 **La mer, véritable bassin d'emploi**
Var Matin – 11.08.2020
- 6 **Un engin sans équivalent pour dépolluer les ports**
Var Matin – 20.08.2020
- 7 **Une nurserie pour poissons testée dans le port**
Var Matin – 05.09.2020
- 8 **La société SeaOwl teste le navire sans marin**
Var Matin – 13.09.2020
- 9 **Filets connectés : les pêcheurs varois pionniers**
Var Matin – 17.09.2020
- 10 **Bienvenue à bord du « bateau à terre »**
Var Matin – 08.10.2020
- 11 **Les huîtres de Tamaris prisées des grandes tables**
La Provence – 20.10.2020
- 12 **Un nouveau robot pour l'exploration des abysses**
Var Matin – 24.10.2020
- 13 **L'armateur Thierry Arnal s'ancre durablement dans la rade**
Var Matin – 27.10.2020

⑥ ÉCONOMIE TOURNÉE VERS LA MER - *suite*

14 Le fond des océans en 3D bientôt accessible à tous

Var Matin – 02.11.2020

15 « Les ferries ne partiront pas à Brégaillon »

Var Matin – 16.11.2020

16 Un fleuron de l'industrie française livré à Toulon

Var Matin – 16.11.2020

17 Les aquaculteurs misent sur les circuits courts

Var Matin – 21.11.2020

18 La première navette H2O bientôt en rade de Toulon

Var Matin – 23.11.2020

Port de Toulon : carburants plus propres pour escales sans fumée

La charte signée hier avec la Métropole engage Corsica Ferries à utiliser des carburants à faible teneur en soufre dès l'entrée en rade. D'autres compagnies maritimes devraient y être soumises

« **L'**économie est un volet majeur du développement de notre territoire. Mais aujourd'hui, l'économie ne peut plus polluer. » Quelques mots de Renaud Muselier, président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, venu hier en bord de rade, détailler la partie toulonnaise du plan « Escale zéro fumée ». Mais, alors qu'il revenait sur le dispositif, c'est une autre nouvelle qui a pris le pas sur la présentation.

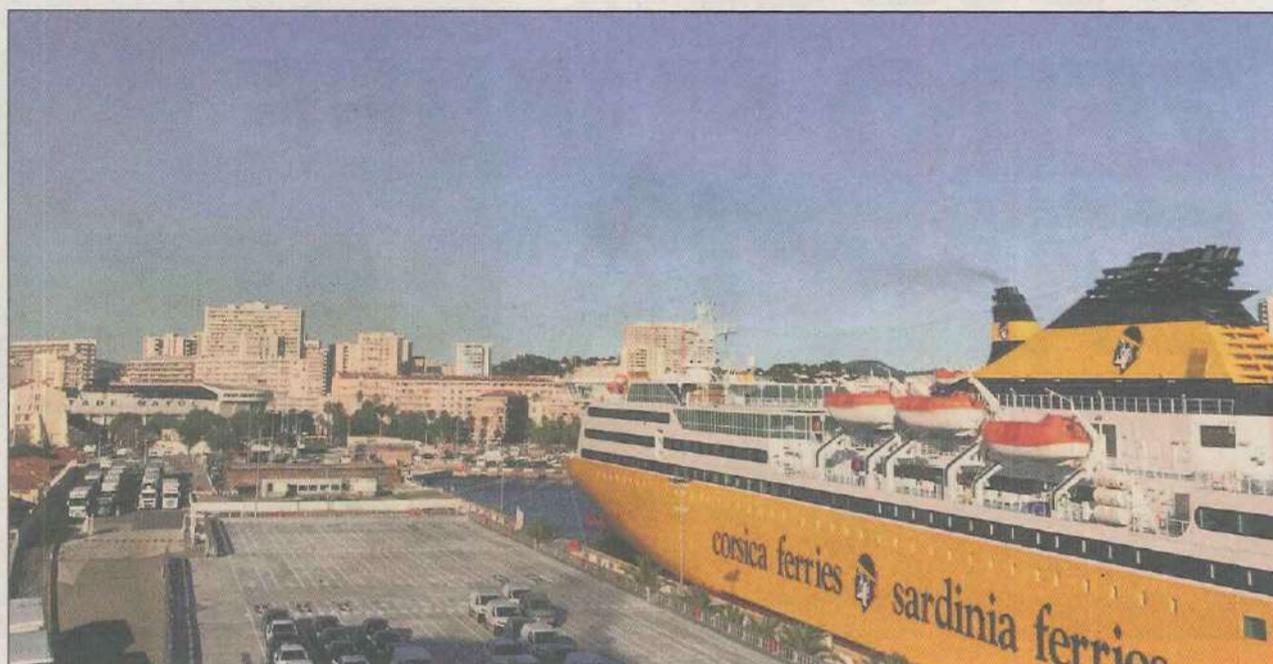
« Ce grand projet "Escalaes zéro fumée" n'est pas une fin en soi, a ainsi dit Hubert Falco, président de la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée et maire de Toulon. C'est le début de nombreuses initiatives locales en faveur du développement de nos ports et d'un trafic maritime toujours plus propre. »

Et d'annoncer qu'à compter de l'été prochain, les navires transportant des passagers devront utiliser des carburants marins dont la teneur en soufre n'excède pas 0,1 %, dès leur entrée en zone de pilotage, y compris lorsque leurs escales durent moins de deux heures. La pollution de l'atmosphère en sera ainsi réduite de façon significative.

Mieux que la loi

Une disposition qui va plus loin que ce que prévoit la loi depuis le 1^{er} janvier 2020 : la réglementation en vigueur impose l'utilisation de carburant à 0,5 % de soufre pour les navires à passagers en mer et à 0,1 % de soufre seulement à quai et lorsque les escales durent plus de deux heures (contre 0,5 % auparavant).

« Si l'État n'a pas jugé utile de



Si Corsica Ferries s'est engagée à utiliser des carburants à faible teneur en soufre, y compris lors de ses escales de moins de deux heures, d'autres compagnies devraient lui emboîter le pas, permettant de réduire la pollution atmosphérique en bord de rade. (Photo V. R.)

mettre en place une zone d'émission contrôlée pour la Méditerranée (1), nous, élus locaux, prenons nos responsabilités en instaurant les règles strictes d'une zone ECA aux abords de nos ports », s'est enorgueilli Hubert Falco.

Plus propre dès hier

Première à ratifier le dispositif, la compagnie Corsica Ferries proposait dès hier des escales respectant cette nouvelle règle. C'est ce qu'a assuré son président Pierre Mattei. Il faut dire que ses

bateaux sont quasiment les seuls à s'amarrer à Toulon pour des durées inférieures à deux heures, l'été notamment.

Pierre Mattei a toutefois précisé que ses navires utilisent depuis octobre dernier des carburants à 0,5 % de soufre, en navigation, là où la loi se contentait jusqu'en janvier de 1,5 %. « Une entreprise comme Corsica Ferries ne peut qu'être concernée par cette préoccupation – la première des Français –, qui ne peut se régler que par la coconstruction. »

Travail d'équipe

Ce n'est pas Renaud Muselier qui le contredira. Présenté il y a tout juste quatre mois à Marseille, le plan « Escale zéro fumée » est d'ores et déjà plus concret (lire par ailleurs) grâce à « une démarche collective ».

« Les ports ont assuré notre richesse, a rappelé le président de Région, mais aujourd'hui, ils sont détestés par la population qui les juge vecteurs de pollution. On ne pouvait pas rester inactif. » Surtout, cette coopération entre les ports de Paca per-

met d'éviter une concurrence qui irait contre leurs intérêts. « Si les bateaux ne respectent pas ces nouvelles règles, averti Hubert Falco, ils n'iront ni à Toulon, ni à Nice, ni à Cannes ! » Ces deux villes ont en effet déjà mis en place le même type de dispositif.

VIRGINIE RABISSE
vrabisse@varmatin.com

1. Les zones ECA (pour emission control area) prévoient des normes encore plus strictes, avec des carburants de navigation à 0,1 % de soufre. Ces zones existent déjà dans la Manche et en mer du Nord. Elles pourraient voir le jour en Méditerranée en 2022.



Hubert Falco et Renaud Muselier (tous deux au centre) ont signé avec Pierre Mattei, le président de Corsica Ferries (à droite) une charte pour réduire les émissions de soufre dans l'air. (Photo Patrick Blanchard)

En monnaie sonnante et trébuchante

Le Plan « Escales zéro fumée » de la Région, c'est...

- ... **31 millions d'euros** investis dans les ports de Paca, dont plus de 21 millions rien que pour les infrastructures portuaires nécessaires au branchement électrique à quai.
- ... **4,1 millions d'euros** (sur les 31 millions d'euros) pour les infrastructures électriques à quais de Toulon. En plus d'1,3 million pour le raccordement énergétique.
- ... **5,5 millions d'euros** d'investissement de la part de Corsica Ferries pour équiper quatre de ses huit bateaux qui fréquentent le port de Toulon dès février de cette année.
- ... **1,1 million d'euros** de participation de la Région, pour aider Corsica Ferries à s'équiper.
- ... **3 millions d'euros** pour développer la filière « gaz naturel liquéfié » (1 million) et soutenir la filière hydrogène et le mixte énergétique (2 millions).

Plus de 1 000 euros de surcoût par escale de ferry

Le 15 novembre dernier, le conseil portuaire adoptait un abattement de 10 % sur les droits de port pour les bateaux considérés comme propres, utilisant par exemple des scrubbers pour « laver » leurs fumées. De son côté, la Chambre de commerce et d'industrie validait un abattement du

même taux sur la taxe d'outillage public.

Avec la charte signée hier, les cartes sont rebattues, puisque si Corsica Ferries n'utilise pas de dispositif d'épuration des fumées, le passage au carburant à 0,1 % de teneur en soufre pour l'ensemble de ses passages en

bord de rade représente un surcoût de 1 300 euros par escales. Avec 1 200 escales par an, la compagnie devrait ainsi déboursier plus d'un million et demi d'euros. Une somme qui sera prise en charge à 50 % par la Métropole et la CCI, dans une répartition qui reste à définir.

Électrification des quais : premiers coups de pioche le 10 février

L'enthousiasme de Nathalie Alexandre, directrice d'Enedis Var, est... électrisant ! Alors qu'Hubert Falco annonçait un début de travaux d'électrification des quais pour le 23 février prochain, la responsable lui a apporté une bonne nouvelle : le chantier devrait débuter dès le 10 février.

Il s'agira d'abord de sondages et de sécurisation de chantier, avant qu'« une tranchée soit creusée afin de tirer des câbles ». En tout, 250 mètres de « réseau moyenne tension permettront de mettre à disposition sept mégawatts de puissance électrique ». De quoi alimenter trois ferries en même

temps, sur les quais Fournel, Minerve et de la Corse. Les premiers devraient pouvoir se brancher au cours du dernier trimestre 2020.

« Une solution sur-mesure, s'enthousiasme Nathalie Alexandre, pour traduire vos ambitions et la réussite de vos projets. » Parce que la directrice d'Enedis Var

pense aussi au futur quai de croisière voué à accueillir les plus grands paquebots du côté du site « Mayol à Pipady ». Elle a en effet indiqué qu'un autre câble à moyenne tension, permettant cette fois une puissance de douze mégawatts, pourrait être mis en place. Sans couper le courant dans Toulon !

Le GAN : l'assurance tous

Mardi matin, le *Charles-De-Gaulle* a une nouvelle fois mis le cap sur la Méditerranée orientale depuis Toulon. Objectif : traquer les résurgences de Daech en Syrie et en Irak. Comme toujours, le porte-avions a appareillé avec une solide escorte : le groupe aéronaval (GAN). Gros plan sur ces navires de guerre qui évoluent dans l'ombre du « grand Charles ». Avec un focus spécial sur la frégate multimitions Provence, première des Fremm à avoir assuré seule la défense sous-marine du porte-avions.

Malgré ses 42 000 tonnes d'acier et ses flottilles de chasseurs Rafale, le porte-avions *Charles-De-Gaulle* reste vulnérable. Pour défendre cette pièce maîtresse contre d'éventuelles attaques, qu'elles viennent du ciel, de la surface ou des profondeurs sous-marines, la Marine nationale fait accompagner son navire amiral d'une puissante escorte. Un peu à la manière des échecs où le roi est solidement entouré.

Des navires européens

Auxquels vient systématiquement s'ajouter un pétrolier-ravitailleur, navire logistique qui, en assurant le ravitaillement à la mer en vivres, carburant, munitions et autres pièces de rechange, permet au GAN de prolonger indéfiniment sa mission. Pour le début de cette *Mission Foch*, nom de baptême de ce 12^e déploiement du *Charles-De-Gaulle*, le GAN est constitué de la frégate

de défense aérienne *Chevalier Paul*, de la frégate multimitions *Awergne* (celle-ci sera relevée par ses sisters-ships – navires-jumeaux *Zénobie* et *Normandie* et par une frégate anti-sous-marin *Lamotte-Picquet*), de la frégate furtive *Surcouf* et d'un sous-marin nucléaire d'attaque dont le nom est volontairement tenu secret. Quant au pétrolier-ravitailleur, il s'agit du *Var*, relevé ultérieurement par la *Somme* puis la *Marne*. Formidable « artilleur », pour reprendre l'expression du contre-amiral Marc Aussad, commandant du GAN, le porte-avions français devait également être accompagné de plusieurs navires de guerre européens tout au long de ses trois mois de déploiement.

C'est déjà le cas avec la frégate grecque *Speia*. Mais la Belgique, l'Allemagne, le Portugal et les Pays-Bas suivront.

Dossier :
R.-L. PAGÈS
rpagès@varamatin.com
Photos : Dominique LERCHÉ,
R.-L. et Marine nationale



La frégate *Surcouf* va de l'avant

À sa sortie au milieu des années 1990, la frégate légère furtive *La Fayette*, première d'une série de cinq bâtiments (dont le *Surcouf*), fit sensation avec ses lignes résolument futuristes. Au point d'apparaître dans *GoldenEye*, 27^e épisode de la saga James Bond 007. Plus de vingt ans après, leur design, réputé pour sa furtivité, a fait école et continue d'inspirer les bâtiments les plus récents de la Marine nationale. Si elles s'illustrent notamment dans la

lutte contre les trafics illicites, les frégates FIF – leur petit nom – rendent encore de précieux services, notamment lors des déploiements du *Charles-De-Gaulle*. La preuve en est : le *Surcouf* fait partie de la *Mission Foch*, bâtiment polyvalent, il sera chargé d'assurer des missions d'éclairage et d'intervention sur l'avant du reste du GAN, permettant ainsi d'évaluer la situation maritime et de détecter d'éventuelles menaces.



Le *Surcouf* est identique à l'*Aconit* (notre photo) et fait partie des cinq frégates furtives de type *La Fayette* dont dispose la Marine nationale.

Un SNA en éclaireur



En attendant d'être remplacés par les *Barracuda*, les SNA de type *Rubis*, plus que trentenaires, rendent encore de précieux services à la Marine nationale.

Tapi dans les profondeurs de la Méditerranée, le sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) de type *Rubis*, choisi pour escorter le *Charles-De-Gaulle*, l'un des cinq encore en service après le désarmement du *Saphir* l'été dernier, est déjà au large de la Syrie.

Voir sans être vu

Mais personne ne le verra sans doute jamais au cours des trois mois de la *Mission Foch*. Cette discrétion constitue sa grande force.

Dans l'une des zones maritimes les plus contestées au monde, pour reprendre les mots prononcés jeudi par le Premier ministre Édouard Philippe, alors en déplacement à bord du porte-avions français, il peut « voir » sans être vu. Aussi bien ce qu'il se passe à la surface, que sous l'eau. Disposant par ailleurs d'importantes capacités d'écoute, le SNA est le moyen idéal pour faire du renseignement.

risques du porte-avions

La frégate *Chevalier Paul* a la maîtrise du ciel



La frégate de défense aérienne *Chevalier Paul* devant les côtes varoises.



Le porte-avions *Charles-De-Gaulle* (au premier plan), accompagné de la *FDA Forbin* et de la *Fremm Provence*.

Si le *Charles-De-Gaulle* est équipé de son propre système de défense anti-aérienne, constitué notamment de 32 missiles Aster 15, il est toujours étroitement accompagné d'une frégate de défense aérienne. Sur le point d'être désarmées (c'est déjà le cas pour le *Cassard*), les plus que vieillissantes frégates de type F70 ont été avantageusement rem-

placées par deux frégates de type *Horizon* au tournant des années 2010.

Bulles de protection

En attendant d'être secondés par les deux dernières frégates multimitions livrées dans une version défense aérienne, le *Forbin* et le *Chevalier Paul*, alternent donc les déploiements autour du porte-avions.

Armées d'un radar de vieille année longue portée, de tourelles de 76 mm et de missiles Aster 15 et 30, ces frégates assurent seules une bulle de protection aérienne autour du porte-avions. Sur les théâtres d'opérations, elles jouent également le rôle d'une véritable tour de contrôle, en gérant le trafic aérien autour du *Charles-De-Gaulle*.

Le *Var* est là pour assurer la logistique

Ce n'est certainement pas le bâtiment le plus impressionnant du groupe aéronaval. Mais le pétrolier-ravitailleur *Var*, également connu sous le terme de bâtiment de commandement et de ravitaillement (BCR), n'en demeure pas moins une pièce essentielle du dispositif constitué autour du *Charles-De-Gaulle*.

Autonomie garantie

Sans ses incessantes rotations avec les ports amis, le porte-avions et son escorte deviendraient vite inoffensifs. C'est en effet le pétrolier-ravitailleur qui garantit l'autonomie au GAN, en assurant le réapprovisionnement des autres navires en vivres, combustible, munitions et pièces de rechange. À partir de 2022, les trois BCR français seront remplacés par quatre bâtiments ravitailleurs de forces inspirés du *Vulcano* italien et dont la construction a été confiée aux Chantiers de l'Atlantique.



En attendant leur remplacement progressif par quatre bâtiments ravitailleurs de forces, les trois bâtiments de commandement et de ravitaillement, dont le *Var* (ci-dessus), continuent de faire le job malgré le poids des ans.

... Lire la suite de notre dossier en pages suivantes ...



1 Mise à l'eau du sonar remorqué à bord de la frégate multimissions Provence. Si les Fremm semblent avoir pris l'ascendant sur les sous-marins nucléaires d'attaque, les cartes pourraient bientôt être rebattues avec l'arrivée prochaine des Barracuda.

2 L'équipage de la Provence s'apprête à tester l'un des quatre tubes lance-torpilles qui équipent la Fremm. Pour détruire les sous-marins ou les navires ennemis, ces frégates sont armées de torpilles légères MU 90.

3 Ancien sous-marinier, le capitaine Pierre-Henri est désormais commandant adjoint opérations à bord de la Provence.

4 Mieux vaut ne pas se fier à l'apparent dénuement de la plage avant des Fremm. Ces frégates sont lourdement armées.



Une puissance de feu inédite



Tir d'une missile de croisière naval (MdCN) depuis la frégate Aquitaine, l'un des sister-ships (navires jumeaux) de la Provence.

Outre leurs capacités inégalées en matière de lutte anti-sous-marine, les frégates multimissions peuvent également détruire des objectifs situés loin à l'intérieur des territoires ennemis. Les Fremm sont en effet les principaux bâtiments de guerre français à être dotés du missile de croisière naval (MdCN), dont la portée atteint les 3 000 km. Dans le jargon militaire, cette nouvelle possibilité de frapper dans la profondeur représente une véritable « rupture » en termes de capacités. En dépit d'un problème technique, le MdCN a été utilisé pour la première fois dans la nuit du 13 au 14 avril 2018. Trois de ces missiles ont été tirés depuis la Fremm Longuecote, contre des sites de production et de stockage d'armes chimiques en Syrie.

Frégates multimissions : l

« Soyons discrets. Nous ne sommes pas seuls. Le bruit me... » Accrochée dans la courbe principale de la Provence, l'une des six frégates multimissions (Fremm) que compte pour l'instant la Marine nationale, cette affiche fait froid dans le dos. Trois ponts plus haut, un autre message, tout aussi inquiétant, accueille les marins à l'entrée de la passerelle cette fois : « L'ennemi écoute. Éteignez vos téléphones portables ». Une traduction en caractères cyrilliques donne une petite idée de qui pourrait être l'ennemi... Curieusement, aucun visage des 109 membres d'équipage de la Provence ne traîne un quelconque sentiment de

alongtemps « chasse » dans les abysses. « Pendant huit ans, j'ai servi dans les forces sous-marines, à bord des sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) comme des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) », confie le commandant Pierre-Henri. Un rien taquin envers ses anciens camarades, il ose : « Il y a deux types de navires désarmés : les Fremm et les cibles ». Nulle fanfaronnade de sa part. Si les Fremm font si peur aux marins de l'ombre, c'est en raison de leurs nouvelles capacités de détection. « Le couple Fremm - hélicoptère NH90 constitue une menace redoutable pour les SNA ». Et le commandant Pierre-Henri de détailler : « Le sonar actif très basses fréquences remorqué permet de s'affranchir des zones habituelles de non-détection, ce qui rend les sous-marins plus vulnérables. Situé à l'avant du bâtiment, le sonar de coque est complémentaire et permet de travailler dans des eaux moins profondes. Quant au sonar remorqué mis en œuvre par l'hélicoptère NH90, il permet d'investiguer



des zones beaucoup plus étendues. Les sous-marins doivent vraiment élaborer de nouvelles tactiques pour tenter d'échapper aux Fremm ». Une fois détecté, classifié, identifié, le sous-marin n'a que peu de chances de s'en sortir. Si le commandant adjoint opérations de la Provence rectifie à

« La Fremm et l'hélicoptère NH90 : un couple redoutable »

WBC 4



Une passion pour la lutte anti-sous-marine

À 23 ans, le matelot Paul Junior en est déjà à sa troisième frégate multimissions ! En même pas deux ans de marine, c'est sans doute un record. « Affecté au Groupe de Transformation et Réarfort de Toulon, j'ai été mis à disposition des différentes Fremm toulonnaises », explique modestement le jeune marin.



Mais à y regarder de plus près, ce n'est pas qu'une affaire de chance. Opérateur sonar à bord de la Provence, le matelot Paul Junior a, de l'avis de ses supérieurs, une belle carrière devant lui dans la lutte anti-sous-marine. « En un an, j'ai quasiment fait ce qu'un matelot fait habituellement en trois. Quand j'ai une tâche, je me mets dedans à fond », explique l'intéressé dans un large sourire.

Pour expliquer sa passion pour la détection sous-marine, « un métier pas commun », le matelot Paul Junior évoque « les documentaires, les campagnes de recrutement "Engagez-vous !" diffusées à la télé ».

Quant au film *Le chant du loup*, belle publicité pour les forces sous-marines françaises ? « Je l'ai vu bien sûr, mais j'étais déjà dans la marine. Mais ça m'a encore plus motivé pour poursuivre dans la lutte contre les sous-marins », confie le matelot Paul Junior. Avant d'ajouter, en un élan de rire, la précision suivante : « En fait, quand j'étais en formation initiale, j'étais volontaire pour embarquer à bord des sous-marins. Mais quand j'ai vu où ils dormaient, j'ai renoncé ».

Deuxième, le matelot Paul Junior l'est assurément. Au point qu'on lui a dû proposer de suivre la formation pour devenir « une fille d'air », ces détecteurs à toute si fine qu'ils sont capables d'identifier un banc de crevette, un cachalot ou... le dernier des sous-marins russes. S'il est conscient de ses capacités, le matelot Paul Junior ne veut pas brûler les étapes.

Après même pas deux ans de marine, le matelot Paul Junior a une carrière prometteuse dans la lutte anti-sous-marine.

le cauchemar des sous-marins



Heureusement pour les sous-marins français, les Fremm sont dans leur camp. « On sert le même menu », avec les sous-marins. Heureusement pour le bateau noir - le HMS *Collins* - il appartient à la marine australienne, une alliée, et n'a donc rien à craindre.

Heureusement pour les sous-marins français, les Fremm sont dans leur camp. « On sert le même menu », avec les sous-marins. Heureusement pour le bateau noir - le HMS *Collins* - il appartient à la marine australienne, une alliée, et n'a donc rien à craindre.

« L'obsession de la discrétion acoustique »

Heureusement pour les sous-marins français, les Fremm sont dans leur camp. « On sert le même menu », avec les sous-marins. Heureusement pour le bateau noir - le HMS *Collins* - il appartient à la marine australienne, une alliée, et n'a donc rien à craindre.

riodiquement (« tout les deux à quatre ans », précise le capitaine de vaisseau Eric Aujean, commandant de la Provence), elles multiplient les allers-retours devant les discrètes installations de la Direction générale de l'armement (DGA) à Saint-Jean-Cap-Ferrat (Alpes-Maritimes) ou à Saint-Mandrier. En cette nuit de janvier, la Provence, qui sort de plusieurs mois de chantier, fait des ronds dans l'eau, apparemment sans but précis, à quelques encablures de la Promenade des Anglais et de l'émblématique coupée rose de l'Hôtel Negresco à

Nice. Les manœuvres sont en réalité d'une extrême précision. Selon un axe sud-est/nord-ouest, la Provence passe et repasse entre deux lignes d'hydrophones. Ce que les spécialistes de la DGA appellent le polygone de mesure de bruit. But de l'opération : enregistrer la faiblesse signature acoustique du navire, qu'il suffira ensuite aux détecteurs du bord de « soustraire »

pour mieux écouter ce qui se passe réellement autour d'eux. Mais pour cette sorte de reprise, la Provence réalise toute une batterie de tests. « Après un entretien prolongé, on doit vérifier le bon fonctionnement du système de combat du navire », explique le commandant Aujean.

« Mystérieuse guerre électronique »

Depuis le Central Opérations (CO), point névralgique de tout navire de guerre, exceptionnellement ouvert à un regard civil, ce assiste au tir virtuel de deux missiles mer-mer 40. Une version modernisée de l'Exocet rendu célèbre par la guerre des Malouines qui avait opposé le Royaume-Uni à l'Argentine en 1982.

Sur un écran de contrôle du CO, on peut suivre la course des deux missiles de guerre électronique. On n'en saura pas plus : le sujet est « tabou ». Confidentialité défensive. Qu'importe. Les exercices inscrits au menu de ces 48 heures de mer ne manquent pas. Profitant de la proximité de la flottille 36 F, basée à Hyères, et d'un trafic marchand plutôt dense, l'équipage de la Provence s'entraîne à la lutte anti-navire au cours d'un *Surfer*, pour « surface exercise ». Tout se fait en anglais, la langue officielle des forces de l'OTAN.

R.-L. PAGES
pilage@wanmatin.com

1. Pour ne pas passer les marins, leur prénom est communiqué.

WBC 4

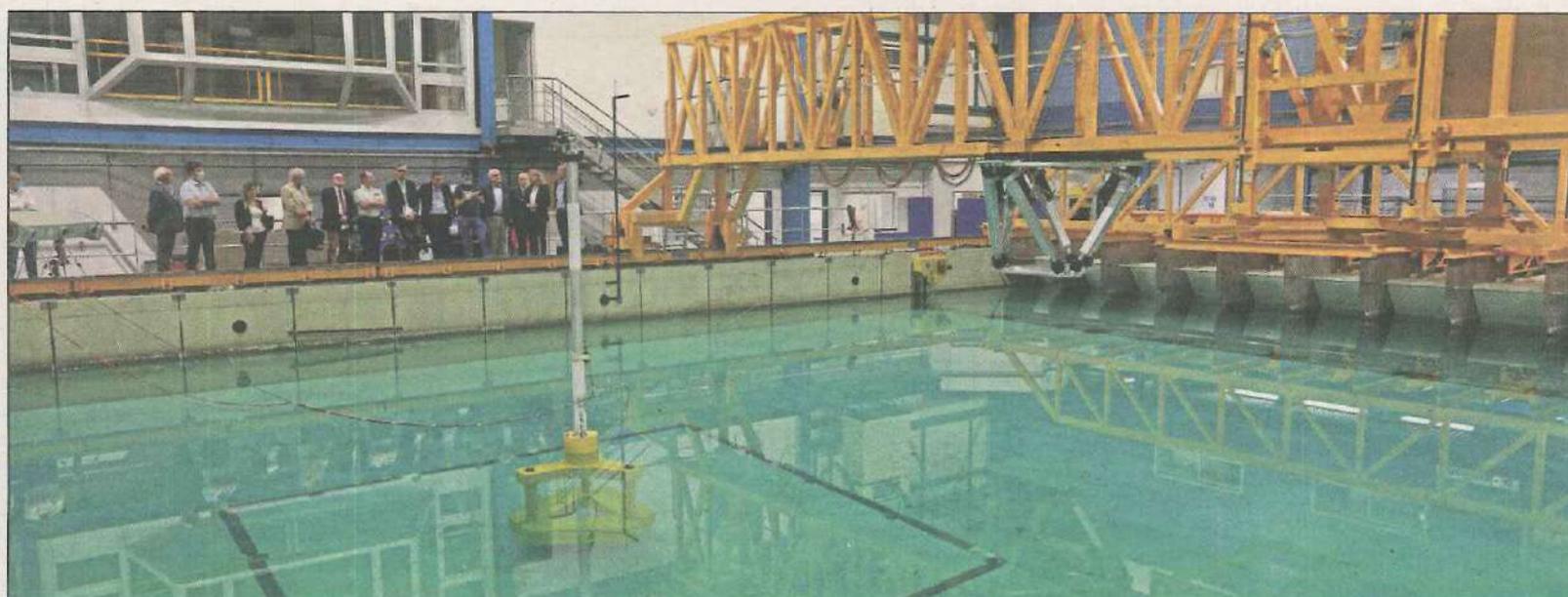
Les éoliennes flottantes poussent à La Seyne

Avant leur déploiement, des structures *offshore* en format réduit sont testées dans le bassin First, à Brégaillon, où les énergies marines renouvelables trouvent une formidable structure d'accueil

Les 120 mètres de haut pour quelques milliers de tonnes oscillent sous la puissance de la houle et du vent qui souffle ce jour-là en Méditerranée. L'éolienne flottante de 8 mégawatts, « vendue » comme une composante des énergies marines renouvelables du futur, est ballottée dans des vagues de plus de 4 mètres. Mais la géante tient bel et bien le choc.

Sur les bords du bassin de génie océanique (BGO) First, une dizaine d'acteurs du maritime dans la Métropole⁽¹⁾, conviés vendredi matin à Brégaillon, apprécient la démonstration... même si le spectacle est à l'échelle 1/40^e. « Avant un investissement important dans l'*offshore*, les sociétés viennent nous voir pour qu'on teste leur matériel en format réduit », explique François Pétrié, PDG d'Océanide, l'opérateur du « BGO ».

Et c'est donc là, dans cette piscine couverte de 40 mètres sur 16, située à La Seyne, que sont conduits les premiers essais sur des maquettes ultra précises. Génération de houle, de courant, de vent... les conditions les plus extrêmes qui peuvent être rencon-



Vendredi à La Seyne, le bassin de génie océanique First a ouvert ses portes à une délégation d'acteurs du maritime dans la Métropole. Ils ont notamment pu observer une maquette d'éolienne (sans pale) soumise à une simulation de tempête. (Photos Laurent Martinat)

trées en mer sont susceptibles d'être reproduites ici, et de valider ou non les calculs réalisés par les ingénieurs. C'est aussi au bassin que sont optimisés les designs des appareils, avant que leurs concepteurs ne s'aventurent à répondre aux premiers appels d'offre.

Des installations quasi uniques

Si les compagnies pétrolières ont longtemps apprécié les installations seynois

pour y faire grandir leurs plates-formes *offshore*, depuis quelque temps, la tendance va davantage aux énergies marines renouvelables. Grâce à l'apparition programmée dans les deux ans à venir des premiers parcs d'éoliennes au large, mais pas que. « Avec un baril à 40 dollars, investir dans la recherche de pétrole dans les profondeurs de la mer devient plus compliqué », analyse Jean-Yves Le Dreff. C'est lui, le président de

l'Institut français de la Mer, qui est à l'origine de cette matinée portes ouvertes au bassin First.

« L'idée est bien de promouvoir cet équipement formidable, poursuit Jean-Yves Le Dreff. Il existe depuis 35 ans et, aujourd'hui encore, on peut affirmer qu'il est un des plus performants d'Europe. » Très exactement le troisième, si l'on croit François Pétrié. Lequel évoque désormais à voix haute d'autres perspectives de déve-

loppement.

« Océanide fait aussi du génie côtier mais il a aujourd'hui besoin, pour cela, d'installations complémentaires, détaille Patrick Baraona, directeur du Pôle Mer Méditerranée. Les études sont en cours, reste à trouver le foncier. Si possible du côté de Brégaillon... »

Avec un pôle qui regrouperait à la fois des installations visant au développement des énergies renouvelables au potentiel gigantesque et

d'autres dédiées à la lutte contre l'érosion du trait de cote, La Seyne se placerait alors au cœur des grands enjeux économiques et environnementaux du futur.

MA.D.

mdalaine@nicematin.fr

1. Citons Thierry Duchesne, adjoint du préfet maritime pour l'action de l'Etat en mer, Bruno Mondesert, PDG de la société d2m, Benoit Le Masne de Chermont, président de l'Institut FMES, ou encore Nathalie Bicaïs, conseillère départementale et présidente du bassin First.

Le bassin First a longtemps eu du mal à passer la seconde

First a connu des débuts compliqués. Entre les premières ébauches en 1984 et la livraison du bassin par le constructeur, treize années se seront ainsi écoulées. À des délais à rallonge, s'est ajouté un dérapage financier exorbitant, les installations coûtant au final 14,4 millions d'euros. Pour couronner le tout, l'équipement, qui appartient au Département via un syndicat mixte n'a trouvé son opérateur, Océanide, qu'en 1998 alors qu'il était prêt à l'emploi dès 1995.

Mais après un démarrage laborieux, l'activité n'a ensuite eu de cesse de se développer, surtout, dans un premier temps, dans le domaine de l'*offshore* pétrolier. Aujourd'hui, le développement des énergies marines renouvelables, dont l'éolien flottant, représente une part importante de l'activité du BGO. Rarement ouvert au public pour des raisons de confidentialité liées aux produits novateurs qui y sont développés par les entreprises, le bassin est aujourd'hui considéré comme le troisième bassin le plus compétitif d'Europe par le PDG d'Océanide.



Générateur de houle, tableau de commandes digne d'un film de science-fiction : le « BGO » invente le futur des énergies renouvelables.

Quelques chiffres

► 117 En mètres, la largeur du *Pioneering Spirit* (pour 384 m de long) conçu pour installer ou déconstruire les plateformes pétrolières, ce qui en fait l'un des bateaux les plus larges du monde. Ses essais à l'eau ont commencé à First.

► 250 C'est le nombre de maquettes de navires, d'éoliennes ou de plates-formes conçus par Océanide pour les différentes campagnes d'essai. Une partie d'entre elles sont

aujourd'hui regroupées au « cimetière des maquettes ». On y découvre par exemple une plate-forme construite par Hyundai (Corée), avec un bureau d'études de Houston (USA), pour la société Total (France), en vue d'exploiter un champ de pétrole en Afrique.

► 80 centimètres. C'est la hauteur de la houle maximale reproduite en bassin. Ce qui, dans la réalité, équivaldrait à des vagues de 40 m de haut.



Le « cimetière des maquettes ».

« Monaco Marine est une chance pour La Seyne »

Nous l'appellerons Laurent. Capitaine d'un yacht estimé à une douzaine de millions d'euros, celui-ci a souhaité réagir à notre article paru récemment sur la colère des riverains de Monaco Marine (1).

Préférant garder son anonymat, il déplore que soit dénigré le chantier naval de Bois sacré sous prétexte qu'il causerait des nuisances pour les habitants alentours. Pas plus que ce marin expérimenté n'apprécie que le magnifique bateau dont il tient la barre - et indirectement son richissime et mystérieux propriétaire - soit associé à cette mauvaise publicité.

« *Entendons-nous : je comprends tout à fait le mécontentement de ceux qui possèdent une maison en face de Monaco Marine, consent-il d'abord. Oui il y a du bruit en continu, et oui, ces navires sont immenses et obstruent la vue. Mais les yachts, qui payent pour un service, n'y sont pour rien. Pas plus que le chantier, qui fait les choses en respectant la loi.* »

Pour lui, c'est simple, tout n'a pas été expliqué dans le moindre détail aux riverains quand le projet a été lancé. « *Ces gens se sont tout simplement fait avoir, notam-*



Si les travaux réalisés sur les grands yachts du chantier de Monaco Marine créent des nuisances pour les riverains, ils bénéficient aussi à toute l'économie locale, estime un capitaine de navire.

(Photo Dominique Leriche)

ment par les pouvoirs publics, quand on leur a assuré qu'ils garderaient leur tranquillité malgré la présence d'un chantier naval devant leur porte. Ce n'est tout simplement pas possible. »

« J'ai fait travailler 40 personnes »

Mais d'après Laurent, si les nuisances sont une chose, les retombées économiques engendrées par l'entreprise de refit et de maintenance de yachts en sont une autre. Il rappelle ainsi que le bijou de 45 mètres qu'il commande, battant pavillon des

Îles Caïman, vient de subir pour 800 000 euros de gros travaux d'entretien et réparation en bord de rade. Et que depuis son arrivée en septembre dernier, son équipage de dix personnes a dû se nourrir, se loger et a pratiqué de nombreux loisirs dans les environs.

« Monaco Marine est une chance pour La Seyne, poursuit-il. A titre d'exemple, moi j'ai fait travailler plus de 40 artisans du coin et leurs employés cet hiver sur le bateau. Pendant un semestre, j'ai loué une maison ici pour mon équipage à 7 000 euros

par mois. J'ai aussi loué deux véhicules et dépensé près de 1 000 euros par semaine de nourriture dans les commerces seynois ! »

Quant aux soucis des riverains en colère, Laurent n'y voit guère d'issue : « L'entreprise marche bien. Ses clients, dont je fais partie, sont très satisfaits. Si j'étais à la place des habitants du quartier, je tâcherais plutôt d'essayer d'aller habiter ailleurs et de louer ma maison aux équipages qui en ont besoin... »

MA. D.

1. « Ce chantier naval nous gâche vraiment la vie », paru le 16 juin.

La mer, véritable bassin d'emploi



Le dispositif « la mer est à vous » débutera dès septembre.

(Photos C. S.)

Avec Kourou (Guyane), Brest, Martigues et Choisy-le-Roy/Créteil, Toulon est l'un des cinq sites pilotes nationaux 2020 d'un nouveau programme de formation au sein des réseaux des écoles françaises de voile. Intitulé « La mer est à vous », il est destiné aux jeunes de 18 ans et plus, peu ou pas qualifiés à l'environnement maritime. Avec les partenaires locaux, les responsables du Yacht club Toulon vont proposer une formation qualifiante qui pourra les inscrire dans les métiers maritimes de l'industrie, les loisirs et portuaire.

Le responsable pôle formation Éric Delteil est enthousiaste : « Actuellement, j'ai de nombreux rendez-vous avec les missions locales et autres partenaires locaux liés à l'insertion qui sont le relais, le porte-voix de ce nouveau dispositif national. "La mer est à vous" s'inscrit dans le prolongement des structures associatives qui œuvrent toute l'année à sensibiliser et à accompagner les jeunes adultes ayant le moins d'opportunités et de prise en charge en dehors de leur cursus scolaire et professionnel. Le premier objectif sera d'acculturer les jeunes et de leur trouver une voie d'insertion

avec les notions de la mer. Nous allons les sensibiliser sur les valeurs que véhicule l'activité voile : la rigueur, l'ouverture d'esprit, la coopération, la cohésion, le dépassement de soi, l'esprit d'entreprise », détaille le responsable.

Il faut dire que la filière maritime propose 900 métiers dans les branches de l'industrie, les loisirs, le portuaire et la Marine nationale. « Ce dispositif aura un impact économique mais aussi social, car n'oublions pas que les JO 2024 ne sont pas loin avec les compétitions de voile qui se dérouleront à Marseille. Nous allons proposer au jeune le socle de formation via le Certificat de qualification professionnelle (CQP) "Initiation voile", qui rassemble tous les prérequis à la formation fédérale. »

Après ces six mois de formation décomposés en deux fois 400 heures, le jeune pourra prétendre à poursuivre avec le CQP Kayak, le CQP Voile puis le BPJEPS APT. « Il y a une démarche sur l'environnement maritime, le sport, l'emploi et, on espère, l'emploi », conclut Éric Delteil.

C. S.

Repères

► La France possède le deuxième espace marin au monde par sa superficie.

► Plus de 100 000 offres d'emploi « mer » étaient proposées en 2018, soit 2 % de l'emploi national.

► Le certificat de qualification professionnelle Initiation Voile permet d'acquérir de nombreuses compétences à vocation professionnelle : le permis de conduire des bateaux à moteur, le certificat restreint de radiotéléphonie, le certificat de prévention et de secours civique de niveau 1, le certificat de premier secours en mer conforme à la norme internationale, la capacité de surveillance et d'assistance en mer, le niveau 3 de maîtrise d'un voilier, le respect de l'environnement maritime, le brevet restreint d'aptitude à la conduite de petits navires.



Éric Delteil est responsable du pôle formation du YCT.

Contact : Éric Delteil 07.82.11.54.00

Un engin sans équivalent pour dépolluer les ports

Après plusieurs années de recherche, le Seynois Philippe Francqueville a mis au point un système capable de récupérer les déchets et hydrocarbures de surface dans tous les ports. Prometteur !

Passionné par la mer depuis son enfance, Philippe Francqueville (42 ans) a passé les 19 premières années de sa vie à La Seyne. « Mon père était architecte naval ici, puis à Saint-Mandrier. J'ai grandi en bord de mer et dans les coulisses de la fabrication de bateaux. La mer fait partie de mes chromosomes ! ». Après ses études, le jeune homme passe deux ans en Polynésie française où il dessine des bateaux pour le compte d'un petit chantier naval.

De retour sur ses terres natales, en 2008, Philippe Francqueville se met à fabriquer son premier bateau pour son compte, un semi-rigide en aluminium, « seul et avec très peu de moyens. J'ai conçu un modèle qui a beaucoup plu... à la brigade de police de La Grande-Motte, et à qui j'ai vendu les deux premiers exemplaires, fabriqués dans une moitié de hangar que je louais à Marseille. »

Fort de ce succès, le Seynois crée son chantier naval à Roquefort-la-Bédoule où il a l'opportunité de s'installer. Lancée en 2012, l'entreprise qui porte son nom, spécialisée dans la production et la réparation de bateaux en alu, va se développer petit à petit : elle emploie aujourd'hui 15 collaborateurs et a réalisé en 2019 près



Philippe Francqueville a conçu sept prototypes pour arriver au modèle aujourd'hui validé.



Muni d'un pompe qui aspire efficacement les déchets de surface et les stocke dans un sac, le "DPOL" a fait l'objet de tests grandeur nature dans le port de Toulon. L'engin est désormais opérationnel et sa commercialisation débutera en septembre. (Photos DR)

d'un million d'euros de chiffre d'affaires. Parallèlement, son responsable gamberge sur un autre projet...

« Autonome et simple à utiliser »

« Il y a 8 ans, j'ai travaillé pour un client de mon père qui voulait fabriquer un bateau de dépollution. Le système semblait pertinent, mais après de nombreux essais, il s'est révélé inopérant et son concepteur a rencontré des problèmes de financement ». Qu'à cela ne tienne, Philippe Francqueville, « très sensibilisé à la lutte contre la pollution des océans », réfléchit à mettre au point un engin plus simple, et surtout autonome, pour nettoyer plans d'eau et rivages. Il reçoit même une subvention de l'Europe pour accélérer ses recherches. Et bénéficie de précieux conseils.

« J'ai vendu à la CCI du Var un bateau en aluminium destiné au port de Toulon. Dans la discussion, le maire du port s'est montré intéressé par mon système de dépollution. Il m'a fait part des contraintes rencontrées dans un bassin portuaire, et de ses attentes face à un dispositif de nettoyage. J'ai fait évoluer mon

engin selon son cahier des charges ».

Philippe multiplie les tests en piscine, et conçoit au total sept prototypes pour développer un produit voué à être « fonctionnel et répondant efficacement à la problématique des déchets dans les ports ». L'analyse est la suivante : « Les courants et vents porteurs poussent les déchets dans certains angles des bassins, souvent difficilement d'accès. L'idée était donc de concevoir un engin simple à positionner (y compris sous un quai ou entre deux bateaux), ne nécessitant aucune formation pour être pris en main, et dont le coût soit très accessible. Il fallait aussi qu'il soit, en même temps, léger et résistant, efficace dans toutes les situations météo, et que l'entretien soit quasi inexistant ».

« Les déchets viennent à nous ! »

Et c'est ainsi qu'après plusieurs années de conception, Philippe présente le "DPOL" qui, en aspirant l'eau sur plusieurs centaines de mètres carrés, permet de recueillir « 4 kg à 5 kg de déchets de surface par minute » ! Une phase de tests grandeur nature réalisée

dans le port de Toulon, avec l'appui de la CCI du Var, démontre que le "DPOL" est désormais opérationnel. Et promis à un bel avenir.

« Le système n'a pas d'équivalent dans le monde, assure son concepteur. Des Australiens ont sorti un produit du même type qui semblait prometteur. Mais à l'usage, il ne s'avère pas fonctionnel – c'est aussi l'avis des responsables du port de Toulon qui en ont acheté un. Puis une entreprise des Bouches-du-Rhône a conçu un engin téléopéré qui a des points communs avec le mien, sauf qu'il faut courir après les déchets, ce qui consomme du temps et de l'énergie. Avec mon système de pompe aspirante, les déchets viennent à nous ! ».

Un marché mondial

Aujourd'hui, Philippe Francqueville dit recevoir « de nombreuses marques d'intérêt » de la part de gestionnaires de ports, mais aussi de lacs. « Ils sont intéressés par les économies que leur permettrait de réaliser le "DPOL" car le nettoyage d'un port – pratiqué essentiellement à l'épuisette – coûte cher et s'avère fastidieux. Si on regarde le rapport

coût / efficacité, le "DPOL" explose tout ! ».

Le Seynois a-t-il trouvé la recette du succès sur un marché mondial ? « Je sais que je vais en vendre un certain nombre. Mais je ne fais pas beaucoup de marge sur chaque engin vendu environ 2 000 euros. Notamment parce que la pompe me coûte déjà près de la moitié de la somme. Je préfère proposer le "DPOL" à un prix accessible, qui soit incitatif. De la sorte, j'optimise les chances d'en vendre beaucoup et, en même temps, d'en faire un produit valorisant pour l'image de mon entreprise ».

Philippe envisage d'embaucher jusqu'à trois personnes pour produire son engin en quantité. Pourrait-il le fabriquer à La Seyne ?

« Si ça ne tenait qu'à moi, je dirais oui ! La Seyne est ma ville de cœur, j'y viens toujours régulièrement car ma mère habite encore aux Sablettes. Mais pour l'instant, c'est le chantier naval de Roquefort-la-Bédoule qui est en charge de la production. Maintenant, si je reçois des centaines de commandes, il faudra sans doute que je crée un atelier ailleurs... »

M. G.

nguillon@nicematin.fr

Comment ça marche ?

Comme l'explique son concepteur, le "DPOL" est équipé d'une pompe qui aspire de l'eau claire à l'arrière de la machine, pour la restituer sous pression en son centre (les flèches vertes sur le croquis ci-contre). Ce refoulement d'eau claire entraîne un courant de surface de l'avant du "DPOL" vers l'intérieur du

sac receveur (les flèches grises). Ce courant aspire les polluants qui viennent se stocker dans un sac de rétention d'où ils ne peuvent ressortir.

« Le DPOL, qui pèse 35 kg, se met à l'eau simplement en le jetant d'un quai ou d'un bateau. Il peut naviguer avec sa propre propulsion. Une fois en place et amarré, le

branchement à la source électrique déclenche l'action de dépollution. Une fois le sac rempli et l'alimentation électrique défectueuse, le sac s'extrait par la poignée souple à la main ou à l'aide d'une gaffe. Les sacs sont conçus pour être jetés directement dans la poubelle adéquate. Les hydrocarbures de surface se collent au sac et aux

polluants solides. Et pour augmenter l'efficacité de leur récupération, il est possible de mettre, au fond du sac, des boudins de rétention d'hydrocarbures ».

Si le "DPOL" peut rester dans l'eau et travailler seul, il peut aussi être utilisé en batterie pour augmenter la surface traitée et faire « une barrière de dépollution ».



Métropole TOULON

Une nurserie pour poissons testée dans le port

Comment permettre aux juvéniles de trouver un abri pour grandir lorsque les courants les conduisent jusqu'au fond de la petite rade ? L'Ifremer et Seaboost testent un dispositif

La plus belle rade d'Europe, peut-être... mais sûrement pas la plus accueillante pour y grandir quand on est un petit poisson.

Après des siècles d'activité humaine, avec des concentrations en mercure, plomb et cuivre à affoler les détecteurs de métaux (même si la tendance est à l'amélioration) et 100 % du littoral de la petite rade artificialisé, l'enceinte portuaire, n'a rien d'une destination de choix pour les bébés poissons.

Des millions pourtant s'y retrouvent ballottés sans bonheur par les flots. Après avoir lâché leurs œufs au large, leurs parents les laissent voguer au gré des courants en croisant les nageoires pour qu'ils glissent vers de doux petits fonds côtiers, rocheux et colonisés par les herbiers.

Malheureusement, beaucoup terminent sans espoir face à un implacable et lisse quai de béton, sans la moindre chance d'échapper aux prédateurs.

« On estime que sur un million d'œufs, un seul aura la possibilité de devenir un adulte reproducteur », explique sans s'émouvoir Marc Bouchoucha, chercheur à l'Ifremer⁽¹⁾. C'est la situation normale ».

Restauration écologique

Face à cette cruelle réalité, les scientifiques savent depuis longtemps ce qu'il faut faire pour réhabiliter les milieux artificialisés : offrir des abris aux juvéniles afin qu'ils puissent prendre quelques centimètres loin des mâchoires de prédateurs.

Une expérience de « restauration écologique » de ce type est d'ailleurs lancée depuis quelques mois sur le long de la darse Ifremer et du vieux port de La Seyne.

Main dans la main et enthousiastes, la Métropole (propriétaire des lieux) et la CCI (gestionnaire des ports) ont autorisé la société Seaboost et l'Ifremer à immerger une « roselière » artificielle.

Un long ruban de cordages échevelés et de rochers artificiels que les petits poissons mettent à profit pour se cacher comme ils le feraient dans des herbiers de posidonie.

Installé en juin, le dispositif de quelque 150m² porte déjà ses fruits.

« Depuis deux mois et demi, on réalise des comptages et on a dénombré 944 individus de 28 espèces », précise Marc Bouchoucha qui assure avoir reconnu des loups, des daurades ou des sars. Une performance qui nécessite un sacré coup d'œil puisque les spécimens dépassent à peine le centimètre quand ils arrivent... et tutoient au mieux les 5 cm après deux mois de croissance.

Un recensement à l'œil nu et en plongée que le scientifique souhaite voir évoluer vers des techniques plus modernes mêlant caméras numériques, modélisation 3D et deep-learning informatique.

La première étape d'un projet ambitieux : avoir enfin une idée de l'impact réel de ce type d'initiative. L'Ifremer compte, en effet, faire monter en puissance un « laboratoire pour la compréhension et l'évaluation de solution ». En clair, avec l'entreprise Seaboost (qui fabrique à Montpellier ces récifs artificiels et aimerait voir son savoir-faire validé par l'expérience), les scientifiques veulent vérifier que leur intervention a un réel impact sur la population de la rade... et au-delà.

« En suivant l'évolution de ces nouveaux écosystèmes artificiels, nous pourrions précisément évaluer leur efficacité et aider les gestionnaires dans le cadre de leurs futurs projets de restauration écologique portuaire », explique Marc Bouchoucha... en espérant être écouté par les poissons.

P.-H.C.

phcoste@nicematin.fr

⁽¹⁾ Ifremer : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer



150 m² de roselière artificielle ont été installés dans le port de La Seyne et les scientifiques plongent régulièrement pour recenser les juvéniles qui s'y abritent.

(Photo D.R. Seaboost)



Marc Bouchoucha, chercheur à l'Ifremer et responsable du projet.

(Photo Dominique Leriche)

FENÊTRES - VOILETS - VÉRANDAS - STORES

Profitez de nos OFFRES RENTRÉE sur toute la gamme

ATELIER DE FABRICATION ET SHOW ROOM
ZAC des Bousquets - CUERS - www.europalu.fr

04 94 31 71 01
FABRICANT INSTALLATEUR

La société SeaOwl teste le navire sans marin

Grande première cette semaine à Toulon : le *VN Rebel*, ancien supply, a multiplié les manœuvres dans la rade. Pour le piloter, son commandant était à plus de 800 km de là

Y a-t-il un marin à la passerelle ? Non, ce n'est pas un remake aquatique de la comédie culte des années 1980, mais une question que les gens de mer pourront légitimement se poser à l'avenir.

Utilisé en temps normal comme plastron par la Marine nationale, qui y entraîne systématiquement ses équipes de visite appelées à inspecter les navires suspects, le *VN Rebel* a servi à une expérience tout à fait inédite cette semaine. Les riverains des bords de rade qui l'ont vu multiplier, entre mercredi et vendredi, les allées et venues ne se sont sans doute rendu compte de rien. Et pourtant, pas un marin n'était à bord (1) ! Pour manœuvrer cet ancien supply Ludovic Gin, son commandant, se trouvait loin à l'intérieur des terres, à plus de 800 km de Toulon, dans les locaux de l'école Polytechnique à Palaiseau (91).

Après deux ans de préparation, notamment pour installer tout le matériel nécessaire et effectuer les premiers essais « en pleine mer, en toute sécurité », le *VN Rebel* a donc procédé cette semaine à la démonstration du Remotely Operated Services at Sea (ROSS), un système de télé-opération pour navires développé par la société SeaOwl. De l'aveu du commandant Gin qui, pour piloter son navire, disposait de tout un tas de console à « LX », « tout s'est merveilleusement bien passé ».

Le ministre de la Mer convainc

On peut même parler de succès total, puisque la société SeaOwl a

obtenu, ce vendredi 11 septembre, le permis de navigation pour télé-opérer à distance des navires par voie satellitaire. Une première mondiale ! C'est même la ministre de la Mer, Annick Girardin en personne, qui a remis ce permis au P.-D.G. de SeaOwl. « SeaOwl offre un bon exemple de l'ambition maritime française. Mettre l'innovation au service d'une navigation plus sûre et plus durable fait aussi partie de mes priorités au ministère de la Mer », a déclaré le ministre.

Les démonstrations terminées, le *VN Rebel* devrait très vite reprendre son activité normale au service de la Marine nationale. Ludovic Gin précise en effet que le ROSS est un système développé plutôt pour l'offshore pétrolier. Et d'évoquer le développement prochain d'un navire de 25 mètres à propulsion électrique, équipé d'un véhicule sous-marin téléguidé (ROV).

Quant aux apports de cette nouvelle technologie, SeaOwl avance, outre une réduction drastique de l'empreinte économique et écologique des navires, « une diminution significative des risques pour les personnels ».

On pense notamment au Golfe de Guinée où, depuis quelques années, les prises d'otages se sont multipliées parmi les marins travaillant pour les compagnies pétrolières.

P.-L. PAGÉS
plpages@varmatin.com

1. En vérité, hormis le pacha, l'équipage était bel et bien à bord, mais n'est pas intervenu dans les manœuvres. Une fois la démonstration terminée, il ramenait le bateau à quai.



Annick Girardin, ministre de la mer, a observé le commandant Ludovic Gin piloter le VR Rebel dans la rade de Toulon.... depuis un poste de contrôle en banlieue parisienne.

(Photos DR Jérôme Chauvelot)

Filets connectés : les pêcheurs varois pionniers

Depuis début juillet, le pêcheur Pierre Morera teste des balises de géolocalisation par satellite. Un équipement qui, entre autres avantages, se montre efficace contre la perte des filets

Président du comité départemental des pêches du Var, Pierre Morera n'hésite pas à mouiller le ciré. Même par temps de curé, il teste, sortie après sortie, les balises de géolocalisation par satellite qui transforment les filets de pêche les plus traditionnels en véritables objets connectés.

N'allez surtout pas croire qu'il s'agisse là d'une futile course aux gadgets. Pierre Morera n'est pas du genre à succomber au chant des sirènes de la technologie. Pour preuve, son bateau, le *Bettina Louna Dévi*, a déjà plus de 50 ans.

La fin des filets fantômes ?

Non, s'il accepte d'équiper ses engins de pêche – filets et palangres – des balises développées par la société CLS (Collecte localisation satellites), c'est qu'il croit dur comme fer en l'intérêt de ces petits émetteurs satellitaires pour la pêche artisanale qu'il défend avec passion.

Depuis le début du mois de juillet, il en est déjà au deuxième prototype. Et le



Pierre Morera, pêcheur professionnel et président du comité départemental des pêches du Var, teste depuis juillet les balises de géolocalisation par satellite mises au point par la société Collecte Localisation Satellites. (Photos Patrick Blanchard)

premier bilan d'une campagne qui doit se prolonger jusqu'à fin 2021, non seulement le long des côtes varoi-

ses mais aussi en Guyane, est « très positif ». Mis en avant surtout comme un moyen efficace

de lutter contre les « filets fantômes », ces engins de pêches perdus qui continuent, en pure perte, de

capturer des poissons, les « tags » de CLS, inspirés des balises Argos bien connues du monde de la course au

large depuis près de 40 ans, présentent bien d'autres avantages.

Sécurisant et écologique

« Ça nous permet de retrouver le matériel plus rapidement. Donc de passer moins de temps en mer. En termes de sécurité, c'est appréciable. Et ça améliore également notre bilan carbone », se félicite Pierre Morera.

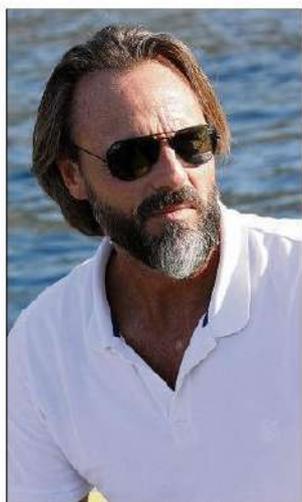
En ce 15 septembre, pour aller relever un filet calé la veille devant le Canebas (Carqueiranne) pour les besoins d'une démonstration, un tel équipement n'est sans doute pas indispensable.

« Il l'est beaucoup plus lorsque les pêcheurs parviennent à remonter leurs palangres mouillées à 15 - 20 milles dans le sud des îles d'Hyères », insiste le président du comité départemental des pêches du Var. Et de montrer sur l'écran de son smartphone l'emplacement de derniers engins de pêche qu'il a justement posés bien au large.

P.-L. PAGÈS

plpages@varmatin.com

Le Vanuatu en première ligne contre la pollution plastique en mer



Laurent Parenté était à Carqueiranne pour découvrir les balises mises au point par la société CLS.

Bloqué en Europe pour cause de Covid, Laurent Parenté, ambassadeur et représentant permanent du Vanuatu auprès de l'Organisation maritime internationale (OMI), agence des Nations unies basée à Londres, a assisté avec beaucoup d'intérêt à la démonstration des balises de géolocalisation par satellite développées par la société CLS.

Et pour cause : l'un des « continents de déchets plastiques » qui flottent sur les océans se trouve à proximité de l'archipel de Vanuatu.

« Marquage préalable »

« Or, 10 à 15 % de ces déchets plastiques que l'on trouve en mer proviennent d'activités maritimes, et notamment des engins de pêche », déclare Laurent Parenté.

En première ligne dans la lutte contre la pollution des mers, « le Vanuatu souhaite rendre obligatoire la déclaration de perte ou de déchargement des engins de

pêche, filets et autres. Cela suppose leur marquage préalable. Sinon, comment vérifier qu'un engin de pêche retrouvé par exemple échoué sur une plage a bien fait l'objet d'une déclaration », explique Laurent Parenté.

Et de détailler : « Il existe déjà une recommandation de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture). Mais cela reste une recommandation. En demandant à l'OMI, dont les décisions sont plus contraignantes, de s'emparer de cette question, le Vanuatu souhaite non seulement rendre obligatoire la déclaration de perte, mais aussi le reporting en imposant la transmission de ces déclarations vers l'OMI ».

Si cette proposition est acceptée en novembre prochain, alors peut-être que les montagnes d'engins de pêche (on parle de 600 000 tonnes/an) « perdus » en mer commenceront à diminuer.

P.-L. P.

Des usages multiples

L'objectif avoué par Gaëtan Fabritius, directeur de l'innovation chez CLS : amener le prix d'une balise à 50 dollars l'unité (environ 42 euros). C'est à cette condition que les pêcheurs artisans s'approprient ce précieux équipement.

Pour arriver à ses fins, la société CLS, filiale du CNES, installée à La Seyne-sur-Mer, multiplie les utilisations. Ainsi, cette balise, qui communique avec les satellites, a été utilisée cet été aux abords de l'île Maurice. « Elle a permis de suivre le déplacement de la nappe d'hydrocarbures échappée du *Wakashio*, le pétrolier japonais qui s'est échoué sur un récif le 25 juillet. Ailleurs, aux

Antilles cette fois, on l'a utilisée pour suivre la dérive des bancs de sargasses, ces algues envahissantes », détaille Gaëtan Fabritius. Très prochainement, ce type de balise devrait également être utilisé pour étudier la pollution drainée par les principaux fleuves d'Indonésie. Et ce n'est qu'un début. « On est en train de développer des applications Business to consumer », ajoute le « Monsieur innovation » de CLS.

P.-L. P.



Gaëtan Fabritius avec l'une des balises – un tag dans le jargon des spécialistes – mises au point pour repérer les engins de pêche.

Bienvenue à bord du « bateau à terre »

Préparant les navires militaires du futur, le Site d'expérimentation et d'évaluation des systèmes de défense aérienne (Sesda) fêtait hier ses 50 ans, sur la presqu'île de Saint-Mandrier

C'est le genre d'endroit où on ne risque franchement pas d'arriver par hasard. Passés les check-points, tout au bout d'une route qui serpente dans l'enceinte militaire du PEM⁽¹⁾, de gigantesques installations, tels d'étranges totems venus d'ailleurs, se dressent face à la mer. C'est ici, au sud-est de Saint-Mandrier, sur les hauteurs interdites du cap Cépet, qu'est implanté le très secret Site d'expérimentation et d'évaluation des systèmes de défense aérienne. Le Sesda, pour les intimes... pas si nombreux.

C'est justement avec eux qu'hier, la direction générale de l'armement⁽²⁾ a célébré le demi-siècle d'existence de lieux où travaillent conjointement la DGA, la Marine et l'industrie (Naval Group, Thalès...). Elle en a profité pour rappeler, devant les autorités civiles et militaires, le rôle crucial du site pour maintenir intacte la puissance redoutée de la Royale. Des frégates *Horizon* aux *Fremm*, en passant par le porte-avions *Charles-de-Gaulle*, « tous les grands programmes navals ont connu ici, depuis 2003, une phase d'évaluation à terre de leur système de combat », résume Jérôme Perrin, directeur de DGA TN.

Un site caméléon au gré des navires en développement

Mais encore ? C'est ici, par exemple,



En ce moment, le radar des futures frégates FDI domine le site.



Surplombant le cap Cépet, ouvert sur la mer à 270°, le Sesda change de physionomie au gré des navires en développement. (Photos DR/DGA)

que les radars des futurs navires sont développés et arrivent à maturité. Reproduits à l'échelle 1 avec les capteurs du système de combat, ils sont ensuite longuement testés en conditions réelles, avant d'être intégrés aux bateaux gris. Au gré des époques et des programmes navals, différents mâts des unités de la Marine nationale ont ainsi habillé la colline (*voir par ailleurs*). Aujourd'hui, c'est le radar *Sea Fire*, de la frégate « numérique » (FDI) annoncée à Toulon pour 2023, qui domine les falaises rosées de la presqu'île sur son SIF⁽³⁾ : un énième acronyme, souvent traduit par « bateau à terre ».

« L'idée est de mettre ensemble les équipements et le cerveau du navire - le centre opérations est aussi reproduit intégralement à terre - afin de pouvoir déceler ensuite 95 % des problèmes qui pourraient exister sur le système de combat », traduit un ingénieur. « Ces plates-formes permettent d'évaluer et de qualifier l'ensemble des équipements

dans un environnement technique fidèle, et dans des conditions d'emploi opérationnel représentatives », complète Jérôme Perrin. Avec l'immensité du bleu de la Méditerranée pour terrain de jeu, et la possibilité de faire appel à des concours aériens et maritimes, entre 60 et 70 essais, comme autant de théâtres d'opération, sont ainsi conduits chaque année.

Et ce n'est pas tout : polygone de mesures acoustiques, moyens de mesure de signature électronique, banc d'évaluation des systèmes de guerre électronique, bureau de qualification de bouées acoustiques sont aussi en activité sur ce site « unique ». Et laissent deviner sous la carapace stratégique de ce très discret Sesda, un éventail impressionnant de capacités technologiques.

MA.D.

mdalaine@nicematin.fr

1. Pôle écoles Méditerranée (ex-CIN)
2. DGA Techniques navales
3. Shore integration facility, soit site d'intégration côtière.

5 choses à savoir

1 Au commencement, était l'Aconit

En 1969, la DGA crée le site pour rassembler au même endroit tous les ingénieurs, techniciens et ouvriers qui travaillent dans le domaine des radars et des systèmes de combat. Le premier bateau à voir ses systèmes de défense aérienne mis au point à Saint-Mandrier est la corvette *Aconit*, entre 1969 et 1973.

2 De Cesda à... Sesda

Avant de s'appeler Sesda, le site d'expérimentation et d'évaluation des systèmes de défense aérienne était baptisé Cesda, pour Centre d'expérimentation des systèmes de défense aérienne. Et ce, jusqu'en 1992, date de séparation des activités étatiques (aujourd'hui DGA) et industrielles (Naval Group) de la direction des constructions navales de la DGA.

3 Un site « lunaire »

Dans les années 1970, le Sesda s'est essayé à une expérimentation « poétique » : l'utilisation de la Lune comme réflecteur d'ondes électromagnétiques ; le but étant d'assurer des télécommunications en cas de neutralisation des réseaux classiques. « Les ingénieurs ont passé des nuits à viser la Lune sous le ciel étoilé de Provence » rappelle Jérôme Perrin, directeur de DGA TN.

4 Il a échappé à la fermeture de justesse

Dans les années 2000, le site a failli disparaître. Mais la fermeture du « polygone acoustique » du Brusac et le lancement du programme *Horizon* (quatre frégates de défense aérienne construites en coopération entre la France et l'Italie) ont permis au SEDA de trouver un nouveau dynamisme.

5 Un radar qui prend de la place

Visible actuellement, l'installation du radar *Sea Fire* à panneaux fixes des futures FDI ne fut pas une mince affaire. Parti par la mer depuis Lorient, il est arrivé à Saint-Mandrier sur le site du Canier. De là, il a fallu transférer par la route un bloc de 23 tonnes, 8 mètres sur 8 mètres sur 7 mètres, couper des arbres, abattre un bâtiment et disposer d'une grue de 200 tonnes au franchissement du portail !

Les huîtres de Tamaris prisées des grandes tables

Plusieurs fois primé pour ses huîtres, et surtout sa spéciale, Jean-Christophe Giol livre les grands chefs de région

➔ Suite de la 1^{re} page

Non, il n'y a pas que les huîtres d'Atlantique qui font le bonheur des grandes tables et des fins gourmets. En Méditerranée, la production est certes moindre, mais quelques ostréiculteurs ont été primés à plusieurs reprises au Concours général agricole pour la qualité de leurs produits. C'est le cas de Jean-Christophe Giol, quatre fois récompensé, deux fois en 2017 et 2018 avec une médaille d'argent et deux fois en 2019 avec une médaille d'or pour sa Spéciale et une d'argent pour son huître plate. Si ce conchyliculteur de La Seyne-sur-Mer au large du port du Lazaret qui travaille en famille avec sa femme et son fils, est bien sûr sensible à ce type de distinction, c'est surtout la reconnaissance d'un travail acharné d'une équipe et la valorisation d'une région qu'il veut mettre en avant.

Car rien ne prédestinait vraiment ce Niçois d'origine à embrasser la carrière d'huître, si ce n'est peut-être sa passion pour la mer. Bac scientifique, il s'oriente en maths sup. "Mais j'ai tout arrêté du jour au lendemain, à la fin de ma première année, explique le patron des Coquillages Giol qui emploie une dizaine de salariés. Je suis parti à l'armée et j'ai voulu vivre de

ma passion qui était la plongée sous-marine. J'ai passé mes examens pour être plongeur et je suis devenu pêcheur d'oursins en 1997. J'ai vécu de la pêche pendant huit ans à Nice."

En 2001, il rachète la maison de ses grands-parents, originaires des Tamaris, à La Seyne et s'y installe: "J'ai continué pendant quatre ans à faire les oursins ici dans cette zone mais tout en continuant à servir mes clients de Nice. Mon épouse les livrait trois fois par semaine. En 2004, j'ai rencontré une personne qui avait un parc à moules et qui partait à la retraite. C'est comme cela que l'aventure a commencé."

Au départ, Jean-Christophe Giol ne dispose que d'une structure en mer: "J'ai en fait acheté une concession, ni plus ni moins. Les bassins de purification étaient installés à mon domicile. Petit à petit, on s'est agrandi. Le terrain appartient aux Affaires maritimes, on dispose d'une AOT (autorisation d'occupation temporaire du domaine public). Vous savez, le bassin du Lazaret est une des anciennes plus vieux sites de production. C'est un des premiers bassins en Méditerranée à avoir commencé la conchyliculture."

Et d'ajouter: "L'activité a commencé ici en 1860, on ne produisait que des moules. L'écrivain George Sand a passé sa convalescence au Grand Hôtel tout



Au large du port du Lazaret à La Seyne-sur-Mer, Jean-Christophe Giol qui travaille en famille sur un parc de 3,5 hectares, produit 60 tonnes d'huîtres et 400 de moules. L'an prochain, il devrait aménager une terrasse pour la dégustation de ses coquillages. / PHOTOS ANTOINE TOMASELLI

proche. Dans son roman sorti en 1862, "Tamaris", dans un des chapitres, elle visite déjà les bienfaits des coquillages de la rade." À l'époque, "on avait des oursins, des palourdes, regrette le professionnel, on avait le droit tout ramasser. Aujourd'hui, on ne peut plus toucher aux fous-seurs... On le fait pour nous mais on n'a pas le droit de le vendre." L'amour du métier qui commence tôt le matin, la satisfaction de servir un produit de qualité, et toujours cet amour de la mer, cette paix intérieure que l'on ressent face à l'immensité, malgré un travail parfois difficile, physique et harassant: "On travaille toute l'année, c'est le seul inconvénient de ce métier-là. On livre 7 jours sur 7. Tous les matins, on sort en mer et on fait la récolte des moules et d'huîtres en fonction des commandes. On s'occupe aussi de l'entretien du parc et il faut réensemencer. Au fur et à mesure que l'on prélève, il faut remettre à la

mer pour assurer la production. On tient un registre où on note tout." Ce site est "vraiment la seule zone ouverte à la pleine mer, affirme l'exploitant. C'est pour cela que l'on arrive à faire des coquillages complètement différents. La méthode d'élevage est exactement pareille, mais du fait de la pleine mer, on a une courantologie plus importante et un apport en plancton plus important qu'ailleurs." Dans les années 60, il y avait 68 producteurs de coquillages: "Quand j'ai repris en 2004, il n'y en avait plus que cinq, on est encore six ou sept, mais je suis le seul en production pure." Jean-Christophe Giol qui vient de racheter un parc, est traîné de refaire les tables d'élevage. Le ramassage des coquillages n'est qu'une partie du métier. Il faut ensuite entretenir, réparer, réensemencer et recommencer mais pour rien au monde il ne voudrait faire un autre boulot.

Geneviève VAN LEDE



Un parc de production de 3,5 hectares

Jean-Christophe Giol produit trois sortes d'huîtres: "L'huître plate est la seule qui pousse naturellement en Méditerranée. Puis on a l'huître creuse basique. Et je fais ensuite la Spéciale, pour laquelle j'ai été primé. C'est une appellation par rapport au taux de chair qui se trouve à l'intérieur. Elle n'est pas trop salée, elle a un petit goût de noisette en arrière-goût." L'ostréiculteur de La Seyne sert d'ailleurs les plus grandes tables, le Lutecia à Paris, mais aussi le Petit Nice à Marseille, le 3 étoiles Christophe Baquière au Castellet, le Mirazur à Menton et de nombreux restaurants étoilés sur Monaco. "On a également envoyé des échantillons au Louis XV à Monte-Carlo, poursuit le patron. Ici, dans le Var, on sert l'Hostellerie Bérard à La Cadière d'Azur et l'hôtel île Rousse à Bandol... Les années où il fait très chaud, la salinité augmente. Les océans s'acidifient, on verra comment les coquillages vont s'adapter à ce changement climatique dans les années à venir."

Les huîtres se nourrissent de plancton et elles

restent en mer entre 15 et 18 mois en mer, la médaille beaucoup plus avant d'être dégustées. Les Coquillages Giol disposent d'un parc de production de 3,5 hectares. Le propriétaire avoue avoir perdu 200 000 euros de chiffre d'affaires durant le confinement: "Vous savez, notre matière ne meurt pas sauf qu'elle continue à grossir, aujourd'hui on se retrouve avec des huîtres inépuisables qui font 200-300 g pièce; aucun restaurant n'en veut. À la sortie du confinement, on était tous un peu craintifs car on ne savait pas où on allait aller. Et finalement, tout me monde a fait une saison extraordinaire. On a fait un très gros mois de juin, juillet et août ce qui nous a permis de récupérer quasiment notre manque à gagner." Mais avec l'annonce du couvre-feu dans la Métropole d'Aix-Marseille, même si le Var n'est pas concerné, il s'avoue un peu inquiet pour la suite des événements. Car si la situation devait empirer, ce sont les fêtes de fin d'année qui pourraient être touchées, et avec elles, les traditionnels repas de famille.

REPRISE DE VOTRE ACTIVITÉ ?
Nos experts sont à votre écoute pour réaliser un diagnostic gratuit de vos besoins en communication



La Provence
Médias

04 91 84 46 37

contactpub@laprovence-medias.fr
www.laprovence-medias.com



Un nouveau robot pour l'exploration des abysses

Baptisé ulyX, cet engin sous-marin autonome a été développé par l'Ifremer pour explorer les fonds marins jusqu'à 6 000 mètres. Sa présentation a eu lieu hier à La Seyne



Heureux qui comme ulyX va faire de beaux voyages... dans les abysses : le nouveau robot présenté hier par l'Ifremer a en effet pour vocation de scanner le plancher océanique à des fins scientifiques. « La fabuleuse odyssee de l'exploration des grands fonds marque un nouveau palier », s'enthousiasme l'Ifremer. (Photos P. Bl.)

Le noir complet. Une eau glaciale et une pression gigantesque, équivalente à 600 kg par cm². Ici, dans l'environnement hostile des grandes profondeurs et ses paysages impénétrables, rares sont les outils technologiques à résister. Encore plus rares sont ceux qui y brillent par leur efficacité. Le nouveau robot développé par l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer est de ceux-là.

Baptisé ulyX lors d'une cérémonie organisée en grande pompe hier au centre Méditerranée de l'Ifremer, à La Seyne, cet « engin sous-marin autonome » est capable de descendre jusqu'à 6 000 m sous le niveau de la mer pour explorer les abysses. Dans ces zones longtemps inaccessibles, l'« AUV »⁽¹⁾ peut cartographier en détail et photographier en très haute résolution, mais aussi acquérir de nombreuses données en fonction de sa mission.

« ulyX va rejoindre la flotte océanographique française, opérée par l'Ifremer, où il était le maillon man-

quant. Et tout ça au bénéfice de la communauté scientifique, annonce François Houllier, P-D-G. de l'établissement public. Ses capacités nouvelles vont nous permettre d'accéder à une frontière de la connaissance : l'océan profond. Aujourd'hui, on connaît les moindres recoins de la Lune mais finalement très peu le plancher océanique. »

Rendre accessible 90 % des grands fonds

Près de 75 % des zones très profondes de l'océan restent en effet inexplorées. En leur sein, de mystérieuses et abondantes ressources naturelles, ainsi qu'un univers inconnu de biodiversité. UlyX, lui, pourra y repérer une émission de méthane, un minerai, découvrir une espèce animale ou identifier une cheminée hydrothermale. Bref, faire rêver les océanographes, géophysiciens, biologistes et autres chimistes en « rendant accessibles 90 % des grands fonds du globe » grâce à ses capteurs.

« S'il avait été disponible plus tôt,

ulyX aurait sans doute été déployé au large de Mayotte pour évaluer les risques dus à l'émergence d'un volcan sous-marin », imagine encore François Houllier. Mis en œuvre par les navires de haute mer de la flotte océanographique, le robot aurait pu alors aller observer au plus près, par 3 500 mètres de fond, ce nouveau volcan responsable de plus de 2000 tremblements de terre depuis deux ans dans le département français d'outre-mer.

Non content d'aller plus loin que les autres, et de savoir faire davantage de choses, plus précisément, ulyX est aussi très « malin ». Ainsi, une fois sa mission définie, s'il est à même d'évoluer totalement coupé de la surface, en autonomie complète pendant 48h, il n'en prend pas moins quelques initiatives. « Grâce à son intelligence embarquée, il peut reconnaître des éléments d'intérêt scientifique et évaluer seul la nécessité de se mettre en mode stationnaire pour recueillir des informations », explique Lorenzo Brignone, ingénieur à l'Ifre-

mer. Plus terre à terre, la conception de ce bijou de technologie - seuls quatre pays au monde détiennent un tel engin - est elle aussi une belle histoire. Celle du savoir-faire varois. L'AUV a ainsi été fabriqué par la société Eca Robotics, à La Garde. « Près de 40 ingénieurs d'Eca, de l'Ifremer et d'une quinzaine de PME innovantes du département ont travaillé ensemble pendant 4 ans pour faire émerger le projet », confie Jan Opderbecke, responsable de l'unité systèmes sous-marin à l'Ifremer. Un projet dont le co-financement atteint 5,3 millions d'euros.

Un prix élevé ? Fas pour Sophie Arnaud-Haond, chercheuse en écologie, qui résume l'intérêt global d'ulyX : « Mieux comprendre notre planète, c'est mieux connaître ses ressources. Et donc être capable de mieux la protéger. »

MA.D.

mdalaine@nicematin.fr

1. En anglais, Autonomous Underwater Vehicle; soit robot autonome sous-marin.

40 ans après l'Epaulard

Sa carcasse rouge est toujours exposée aux quatre vents devant le centre d'Ifremer. Fabriquée en 1980 par la société Eca (déjà !), l'Epaulard fut le premier submersible inhabité au monde (AUV) capable d'explorer les fonds jusqu'à 6 000 m. D'une autonomie de 7 h, il pouvait prendre jusqu'à 5 000 photos sur des films argentiques. Outre l'ulyX, l'Ifremer dispose aujourd'hui d'autres engins (jaunes désormais), opérant au sein de la flotte océanographique française : le Victor 6 000 et l'Ariane, engins à câble téléopéré (ROV), mais aussi les AUV AsterX et IdefX, capables de plonger à 3 000 m, ou le sous-marin Nautille.



C'est dans le « hall des engins dits inhabités », au centre Ifremer Méditerranée, à La Seyne, qu'a été présenté ulyX. Une cérémonie en grande pompe retransmise en direct sur YouTube.

UlyX en bref

Ses mensurations :

Longueur : 4,5 mètres ; largeur : 1,2 m ; poids : 2,7 tonnes. Il est composé de 3 000 pièces et de 500 kg de titane pour résister aux pressions des grandes profondeurs.

Son prix :

Le projet Coral, qui a accouché de ulyX, est un projet du contrat de plan Etat-Région 2015-2020. Il est cofinancé par la Région, l'Etat, l'Europe et l'Ifremer. Montant total : 5,28 millions d'euros.

Son calendrier :

Le projet Coral a été lancé en 2016. En 2021, différentes phases d'essais et de validations précéderont les premiers déploiements d'ulyX, prévus pour 2022.



Avec ses quatre gouvernes, ses deux propulseurs longitudinaux et verticaux et sa forme profilée, ulyX en impose. À l'intérieur aussi, avec un concentré de technologies pour recueillir des données.

L'armateur Thierry Arnal s'ancre durablement dans la rade

La compagnie maritime Riviera Lines vient d'inaugurer une aire d'hivernage et d'entretien de ses navires à Brégaillon. Et envisage de développer ses activités de croisières dans la rade

Bien connus pour leur attachement à la région, tout comme aux multiples compétences industrielles nautiques qu'ils y trouvent, Thierry Arnal et son épouse Nadine, à la tête de la compagnie Riviera Lines, resserrent encore ce lien. Il viennent d'inaugurer leur dernière acquisition : un chantier d'entretien pour ses navires sur le site portuaire de Brégaillon. « Si notre activité touristique et notre exploitation saisonnière sont plutôt basées sur la ville de Cannes, notre port d'attache d'où naissent tous nos bateaux est ici, en rade toulonnaise, de Saint-Mandrier à La Seyne. Il était donc naturel de rester dans cette logique et d'installer durablement notre aire d'hivernage et d'entretien à Brégaillon », explique l'armateur.



Thierry et Nadine Arnal (à droite sur la photo) viennent d'inaugurer leur nouveau chantier à Brégaillon en compagnie notamment de Jérôme Giraud, directeur des ports de Toulon et de la rade (CCI) et de Thierry Hervé, commandant du port de Toulon - La Seyne. (Photos Ly. F.)



Thierry Arnal consolide ses amarres dans la rade.

Bientôt cinq employés à temps plein

C'est à bord du superbe catamaran Riviera croisière II, qu'a été fêté l'événement, en présence notamment de Jérôme Giraud, directeur des ports de Toulon et de la rade (CCI), du commandant du port Thierry Hervé, et de l'amiral Yves Joly, adjoint au maire de La Valette et ancien préfet maritime de la Méditerranée.

Le chantier d'entretien et d'hivernage s'étend sur 1 200 m², auxquels s'ajoute un plan d'eau de 900 m². Il fait déjà travailler trois employés à temps plein, et devrait passer à cinq dès janvier 2021. Côté carénage, Transmétal Industrie, basé à Saint-Mandrier, reste « le partenaire idéal », selon Thierry Arnal, propriétaire d'une flotte de seize bateaux de tourisme et de loisirs, dont le 17^e est en cours

de fabrication sur la presqu'île.

Développer une activité saisonnière dans la rade

« Nous sommes positionnés sur un créneau en pleine expansion, à savoir le loisir professionnel, les croisières en journée et demie-journée, poursuit l'armateur. Comme nous le faisons à Cannes, nous souhaitons développer nos activités de visites et de

loisirs à bord des catamarans, dans la rade de Toulon. La région s'y prête, il y a tellement de jolis coins à visiter sur nos côtes varoises ». Pour Riviera Lines, l'année 2020 aura été difficile, crise sanitaire oblige. « Si notre saison maritime pour desservir les îles de Lérins est plus ou moins le reflet des années passées, il n'en est pas de même pour les sorties loisirs. L'annulation d'événements, congrès et autres grosses manifestations, nous a fait perdre 50 % de notre chiffre d'affaires. Quatre de nos bateaux ne sont pas sortis du tout ». Pour autant, Thierry Arnal regarde loin à l'horizon : « Il nous faut continuer d'avancer et nous réinventer. C'est pourquoi nous travaillons déjà avec nos partenaires locaux sur un projet innovant où la propulsion à l'hydrogène (énergie propre, Ndlr) aura toute sa place ».

« Faire vivre le port »

Selon Jérôme Giraud, directeur des ports de Toulon et de la rade, « Riviera Lines est l'exemple type d'une société qui fait vivre le port dans son ensemble. Thierry Arnal est un armateur singulier qui utilise en effet toute la filière maritime locale, notamment la fabrication et la main-d'œuvre. Cela correspond à notre stratégie qui consiste à assurer à la filière un avenir dans lequel compétences et composantes locales assureront un rayonnement sur toute la rade et, au-delà, sur tout le département ».

▼ Le chantier s'étend sur 1200 m² sur le site portuaire de Brégaillon. LY. F.



Une pétition contre le projet immobilier à Bois Sacré

Comme annoncé lors de son assemblée générale le 3 octobre dernier, le Comité d'intérêt local Balaquier - Le Manteau - L'Eguillette (CIL) vient de lancer une pétition en ligne contre le projet immobilier à Bois Sacré (355 logements prévus sur sept étages). « Tous les recours légaux contre la réalisation de ce projet ayant été épuisés, il ne reste que l'action politique et citoyenne », explique le CIL dont la pétition est adressée à l'État. Motif : celui-ci « ne doit pas cautionner un projet immobilier sur un site pollué, historiquement consacré au stockage d'hydrocarbures ». En quelques mots, le CIL rappelle les données du problème : « Total, propriétaire du terrain, l'a dépollué "a minima" pour une utilisation industrielle. Une partie du terrain hautement polluée a été déclarée impropre à l'installation humaine et a fait l'objet, par les services de l'État, d'une autorisation scanda-

leuse. Cette contrainte oblige le constructeur à réaliser une opération aberrante puisqu'il doit concentrer la construction en périphérie de la parcelle, réalisant des immeubles de plus de 20 mètres de hauteur en bord de mer, détruisant au passage un paysage exceptionnel ».

« Ce projet est l'affaire de tous »

Outre l'aspect sanitaire - « comment imaginer que des familles et leurs enfants résident dans un lieu dangereux pour la santé ? - », le CIL évoque également les conséquences du projet immobilier sur l'organisation du territoire de la commune : « La réalisation de ce projet entraînera notamment l'arrivée de centaines de véhicules supplémentaires sur une corniche déjà congestionnée par la circulation automobile ». D'où cette sentence : « Ce projet est l'affaire de tous et ne



Les permis de construire ayant été délivré et les recours purgés, « il ne reste que l'action politique et citoyenne » contre le projet immobilier, expliquent les auteurs de la pétition. (Photo Ma.D.)

concerne pas uniquement les résidents de Balaquier ».

Le soutien de Nathalie Bicaïs

L'objectif de cette pétition est donc multiple : « faire pression » sur les acteurs du dossier (Total et le promoteur), « alerter l'État afin qu'il joue son rôle de protection vis-à-vis de la population », et « sauver ce site emblématique ». La démarche du CIL reçoit le soutien de la maire de La Seyne Nathalie Bicaïs, qui relaie l'initiative sur sa page Facebook. Et pour cause, l'édile a publiquement dénoncé fin septembre « le scandale » que représente à ses yeux ce projet, dont l'annulation était l'une de ses promesses de campagne.

Hier soir, plus de 630 personnes avaient déjà signé la pétition (2).

M. G.
1. Se connecter sur le site change.org puis écrire « Bois Sacré » dans le moteur de recherche

lundi 2 novembre 2020

var-matin

l'économie

Le fond des océans en 3D bientôt accessible à tous

À la une L'entreprise Semantic TS à Sanary ambitionne de donner accès à tous à la cartographie des fonds marins en 2022. Ses technologies innovantes en font un géomètre expert de la mer

L'idée

Experte en bathymétrie (la mesure des profondeurs et du relief sous-marin), Semantic TS à Sanary a développé une solution innovante pour cartographier les fonds marins en 3D avec une précision centimétrique. Après le monde militaire, l'entreprise s'est tournée vers le civil en 2001 et ambitionne de proposer un « Google Sea » en Méditerranée. Une techno qui pourrait être accessible en 2022 via une plateforme de financement participative.

Le défi

Le logiciel baptisé Seawatchers et ses capteurs équipent déjà, sous forme de valises d'acquisition de données, certains bateaux de la SNSM et 13 navires océanographiques de la Marine pour la réalisation de cartes à l'échelle nationale et la récupération de données environnementales.

L'objectif

Si la société a d'autres prestations de services, l'accès à la modélisation des fonds marins moyennant un abonnement payant serait utile aux plongeurs, acteurs du tourisme, collectivités, associations pour ses données : tirant d'eau, volumes et classification des sédiments, courants, température de l'eau, suivi des sites remarquables, des ports et zones côtières, cartographie des habitats et espèces, sécurité de la navigation...

Jean-Marc Temmos dirige ce bureau d'études innovant en environnement et océanographie acoustique basé à Sanary.

(Photo A.M.)



L'investissement

Créée en 1993, Semantic TS (pour traitement des signaux) a réalisé 540 000 € de chiffre d'affaires en 2019, soit une croissance de 40 % en un an. Membre du cluster de l'industrie System Factory, son voyage en Polynésie l'an dernier lui a permis de conclure un partenariat avec une entreprise privée spécialisée dans la bathymétrie. La société qui compte aujourd'hui 7 personnes (un recrutement début octobre) a déjà une belle notoriété militaire et civile, notamment pour la détection des mines ou auprès des gestionnaires et concessionnaires de ports pour l'élaboration et l'entretien de digues et structures. Elle figure depuis 2006 sur la liste des experts d'Iframer et est soutenue par la CCIV dans le cadre de son programme Marittimo Tech.

Le produit

Les ingénieurs utilisent les données des multiples capteurs (sondes placées sur des petites embarcations ou kayaks, et sur des drones aériens) pour assurer une modélisation et une cartographie en 3D ultraprécise des fonds marins. L'écho renvoyé suite au bruit fait par la sonde acoustique permet de connaître la profondeur des fonds et leur constitution (sable, vase ou végétation). Toutes ces données sont directement transmises à une plateforme de traitement en ligne qui les stocke et analyse en temps réel.

semantic-ts.fr

AMBRE MINGAZ
amingaz@varmatin.com

« Les ferries ne partiront pas à Brégailhon »

Alors que le chantier de l'électrification des quais est lancé et financé, le maire Hubert Falco a rappelé qu'aucun projet ne prévoyait de déménager les « bateaux jaunes » à La Seyne

Certes, avec l'épidémie de Covid, le chantier a pris du retard. Mais depuis février, la « machine » est bel et bien lancée. La semaine passée, c'est un programme d'investissement de 20,7 millions d'euros (1) qui a ainsi été validé par le conseil métropolitain pour l'électrification des quais du port de Toulon. L'idée de TPM et de son président Hubert Falco étant, à très court terme, de permettre aux navires en escale dans la rade de couper leurs moteurs en se branchant sur un réseau dédié (lire ci-dessous).

De quoi satisfaire les ardents défenseurs de l'environnement ? Oui... mais pas tous. Le collectif « Port de Toulon - Halte aux nuisances » y voit surtout, lui, la confirmation d'une mauvaise nouvelle. « *Électrifier*



Lors du premier confinement, deux ferries avaient été stationnés à La Seyne « pour éviter de concentrer les nuisances à Toulon », avait alors expliqué la Chambre de commerce. (Photo doc. V-m)

les quais toulonnais, c'est éterniser la présence des Corsica Ferries et de leurs nuisances en plein Toulon, s'énerve Guillaume Picard. Et ça, on ne peut pas s'en satisfaire. »

Pour André Bertrand, autre membre du collectif, c'est même une « aberration ». Résident de la frontale du port, celui-ci s'offusque : « *Pourquoi s'enfoncer dans l'erreur de renforcer l'implantation des ferries à Toulon ? Même une fois raccordés à l'électricité, ils resteront générateurs de bruit et de fumées lors des manœuvres d'entrées et de sorties et lors des escales courtes. Sans parler des nuisances provoquées par les nombreux véhicules des passagers, etc.* »

Si l'on en croit Guillaume Picard, « ancien commandant de ferry », les fameux bateaux jaunes auraient ainsi plus leur place à La Seyne que dans la capitale du Var. « *Le port de Brégailhon ne présente que des avantages : les accès routiers sont plus simples, la manœuvre est beaucoup plus sûre pour les bateaux et il n'y a aucune habitation à proximité qui*

pourrait être exposée aux fumées. »

Corsica Ferries va adapter ses navires

Évoquée d'ailleurs plusieurs fois par le passé – récemment, lors de la Grande commission nautique de 2017 – l'hypothèse d'un déménagement de la

gare maritime à La Seyne ne semblait jusqu'alors pas impossible... en théorie.

Dans les faits, Hubert Falco, conscient des retombées de la liaison entre l'île de beauté et le continent sur l'économie locale, reste hostile à cette idée.

Interrogé sur le sujet par son opposant (RN) Amaury Navarranne, le président de TPM s'est montré catégorique : « *Tant que je serais*

maire de Toulon, les ferries ne partiront pas à Brégailhon ! » Et l'édile de chercher pour sa paroisse en arguant que ces derniers « ne polluent pas plus que les voitures, comme le montre la dernière étude d'AtmoSud (2). C'est faux de dire que les gens vont mourir parce qu'il y a de la fumée sur le port de Toulon ! »

Du côté de l'armateur franco-italien, les messages

se veulent également rassurants pour la population... quelle qu'elle soit. « *Depuis le 1^{er} janvier 2020, toutes les compagnies ont l'obligation d'utiliser en navigation un carburant dont la teneur en soufre est inférieure à 0,5 %, explique-t-on à Corsica Ferries. Nous avons fait le choix d'aller au-delà des normes*

Des ombrières photovoltaïques sur le port

Gilles Vincent, vice-président de TPM, a annoncé que des ombrières photovoltaïques seront mises en place sur un parking du port de Toulon. Et ce, pour « diminuer la consommation d'électricité dans le cadre du branchement électrique des bateaux ». Est ainsi espéré un complément de puissance de 1 Mégawatt.

en vigueur, en utilisant désormais un carburant très allégé en soufre (0,1 %) pour toutes les escales. »

La compagnie maritime, qui dit avoir prévu d'équiper « quatre navires qui pourront se connecter électriquement à Toulon » ne précise toutefois pas son calendrier. Pour Gilles Vincent, vice-président de TPM délégué à la transition écologique, cette modernisation des bâtiments sera effective « dès l'année prochaine », sur un premier bateau qui pourrait être le Pascal Loïa.

M.A.D.
mdalaine@nicematin.fr

1. Sur la période 2020-2024, dont 11 M€ de subventions de l'État, de la Région, du département et de l'Europe.
2. Cet été, l'association agréée par le ministère de l'Environnement a évalué la qualité de l'air au niveau du port de Toulon. Aucun pic de pollution n'a été enregistré et AtmoSud en a conclu à « des résultats encourageants ».

Trois quais du port de Toulon électrifiés

Alimenter en électricité trois ferries en même temps, sur les quais Fournel, Minerve et de la Corse : c'est l'objectif affiché par la Métropole TPM (propriétaire des infrastructures), la Chambre de commerce et d'industrie du Var (concessionnaire du port) et la compagnie Corsica Ferries (principal utilisateur), qui ont validé le projet de raccordement électrique des navires à quai en février 2019. Ce sont les ferries en escale pour plus de deux heures qui pourront, grâce à l'installation par Enedis d'une puissance de sept mégawatts, couper leurs moteurs et se brancher au réseau. « *A l'échelle de la rade, la seule électrification des quais toulonnais supprimera 85 % des fumées et nuisances dues aux navires en escale* » a récemment expliqué, Jérôme Giraud, directeur des ports pour la CCIV. A plus long terme, Brégailhon et le môle d'armement, à La Seyne, doivent aussi être concernés par cette modernisation.

ESSOR COMMERCIAL

Le bar le Twiggy se convertit à la cuisine japonaise

Aujourd'hui, le Twiggy, place de l'Équerre, ne peut plus convier les Toulonnais à ses fameuses soirées musicales. Ses gérants Natacha et Stéphane ont donc décidé, en attendant des jours meilleurs, de convertir le bar en restaurant-épicerie. Et ils ont choisi une cuisine et des produits inspirés du Japon, ramen (plat à base de bouillon et de pâtes agrémentées de viande, poisson ou œuf), poke bowl ou encore bo bun. Les clients peuvent aussi trouver, ici, des objets de décoration. Et bien sûr, pendant la période de confinement, commander des plats et venir les chercher (06. 62. 46. 64. 33. entre 11 h 30 et 14 h, Facebook et Instagram)



Natacha et Stéphane espèrent bien, quand la vie redeviendra normale, faire venir à nouveau musiciens et artistes, et faire danser le public toulonnais.

(Texte et photo Pa. M.)

En bref

Collecte de sang ce lundi

Les réserves de sang étant très basses, une collecte est organisée à la mairie annexe du Pont-du-Las ce lundi 16 novembre de 8 h à 12 h 30. Compte tenu du contexte, il convient de prendre un rendez-vous préalable sur internet (via le lien : <https://efs.link/SLaM5>) où vous pourrez choisir votre horaire de passage. Pour mémoire, les déplacements des citoyens pour se rendre dans un lieu de don sont autorisés, sous réserve de

remplir l'attestation officielle de déplacement dérogatoire, au motif de l'assistance aux personnes vulnérables (4ème case).

L'Opéra de Toulon s'invite chez vous !

En cette période troublée, l'Opéra de Toulon poursuit sa programmation par la voie numérique. Deux concerts au Foyer Campra et un concert symphonique sur scène seront prochainement captés et mis en ligne sur son site Internet, Facebook et

YouTube. Le premier rendez-vous est fixé au samedi 21 novembre pour un récital Bellini, Puccini, Verdi, Lehár... avec les artistes du Chœur de l'Opéra de Toulon. Samedi 28 novembre, ce sera un concert de musique de chambre avec les musiciens de notre orchestre, au programme *La Truite* de Schubert. Et enfin est programmé, le samedi 5 décembre le concert symphonique Mozart *Un air de famille* dirigé par Fuad Ibrahimov, avec la jeune pianiste Marie Vermeulin.

Un fleuron de l'industrie française livré à Toulon

L'actu Le premier sous-marin nucléaire Barracuda a été livré par Naval Group à la Marine nationale. Ce fleuron industriel 100 % made in France génère de l'activité et de l'emploi

Le 6 novembre dernier à Toulon, Naval Group livrait à la Marine nationale l'un des fleurons de l'industrie française : le sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) *Suffren*, un bijou de technologies dernier cri, premier de la série *Barracuda* qui viendra remplacer la génération des *Rubis*, en service depuis les années 80. Arrivé le 28 juillet dans le Var pour six mois d'essai (au lieu de quinze pour ses prédécesseurs). *Le Suffren* est « le sous-marin de tous les records », souligne fièrement Laurent Moser, directeur du site toulonnais de Naval Group. Si les débuts de sa construction remontent à 2007 (découpe de la première tôle), le sous-marin nucléaire d'attaque a mobilisé toutes ces années 2 500 emplois directs sur l'ensemble des sites de Naval Group en France et 800 sous-traitants, soit plus de 10 000 personnes en tout. Pas seulement à Cherbourg où il a été construit, mais dans tout l'Hexagone.

Modernisation des quais, bassins, ateliers...

Dans le Var, de nombreux salariés et entreprises locales se sont également « mouillés » pour lui. Déjà pour l'accueillir, il a fallu rénover et moderniser les quais, bassins et atelier d'entretien de ce nouveau géant des mers. Sa zone dédiée a aussi été considérablement agrandie, soit 3,5 hectares. « 200 personnes environ ont travaillé pendant deux ans à ces travaux d'infrastructure. Le premier coup de pioche



Jadis en construction dans les ateliers de Naval Group à Cherbourg, le nouveau SNA Suffren vient d'être livré après des essais en mer Méditerranée tenus en un temps record. Ce géant des mers a déjà mobilisé plus de 10 000 personnes partout en France.

(Photos Naval Group et Axel Manzano)

pour rénover le deuxième bassin a déjà eu lieu il y a quelques semaines, sur 3 hectares soit l'équivalent de 4,3 terrains de rugby ou la place de



« C'est une filière extrêmement importante pour le département. »

la République à Paris », précise Laurent Moser pour donner une idée du gigantisme de ces travaux. 200 salariés de Naval Group ainsi que les entreprises sous-traitantes (PME lo-

cales et grandes entreprises nationales comme Vinci, Eiffage, Bouygues...) se sont affairés et vont travailler encore ces prochaines années pour accueillir les cinq autres sous-marins de la série. Le deuxième devrait arriver dans quelques mois à Toulon. Les 3^e et 4^e sont déjà en cours de construction à Cherbourg.

Une visibilité sur 50 ans

Ce programme, très attendu et devenu enfin concret, « fait briller les lieux », souligne Laurent Moser. Il assure aussi du travail à l'ensemble des salariés toulonnais chargés de l'entretien et de la maintenance de ces sous-marins. Le programme



Barracuda remplacera peu à peu les SNA de type *Rubis* et « Ça ne va pas changer le nombre de salariés chargés de leur entretien mais plutôt la typologie de l'organisation. Ça donne surtout une visibilité car ces sous-marins sont faits pour durer encore 50 ans. Ils font travailler au sens large plus d'un millier de personnes chez Naval Group. » Si ce fleuron technologique permet à la France de figurer dans le top des nations qui possèdent une force navale puissante, moderne et performante, c'est tout le Var qui en profite. Les retombées économiques ? « Nous avons des études faites il y a deux ans mais qui sont

encore justes aujourd'hui. Chaque emploi sur le site de Toulon génère 5,6 emplois en France. Il y a environ 2 000 personnes, ce qui représente 11 200 emplois dont environ 3 400 emplois directs et indirects rien que dans le Var. C'est une filière extrêmement importante pour le département », assure Laurent Moser. Or, en ces temps de crise économique liée à la pandémie, où le principe de relocalisation de l'industrie française est dans tous les esprits, le *Suffren* et sa fratrie 100 % made in France lancent un signe encourageant pour l'avenir.

Repères

- **Dates** 1998 : lancement du programme. 2007 : découpe de tôle du 1^{er} de série. 2020 : essais et livraison du 1^{er} *Le Suffren*. 2021 : mise en service actif du *Suffren*. 2029 : livraison du 6^e bâtiment.
- **Innovations** Plus polyvalent, mobile, manœuvrable ; capacité de frappe avec missile de croisière naval longue portée ; supériorité acoustique (discret et quasiment indétectable) ; déploiement des forces spéciales en immersion avec système Dry Deck Shelter.
- **Entreprises** De grands industriels de la défense et équipementiers français y ont travaillé comme TechnicAtome pour la chaufferie nucléaire, Thales, Safran... et plusieurs centaines de PME sous-traitantes ou impliquées.

Les aquaculteurs misent sur les circuits courts

À La Seyne, producteurs de poissons et de coquillages font grise mine. Entre les restaurants fermés et des fêtes de fin d'année qui s'annoncent compliquées, ils tentent pourtant de rester positifs

En cette période où il est interdit de faire un pas sans mettre un masque, Olivier Otto apprécie son bonheur. « On a la chance de travailler sur l'eau, au grand air et dans un cadre magnifique. Bien à l'abri du virus. Les journées sont fantastiques. Ça nous rappelle qu'on fait un beau métier... »

Beau, certes, mais touché comme tant d'autres par les conséquences économiques de la crise sanitaire. Olivier est le gérant de la Ferme Cachalot, qui produit lousps et daurades dans la baie du Lazaret. La fermeture des restaurants impacte directement son activité. Comme lui, la dizaine de pisciculteurs et de conchyliculteurs de Tamaris n'échappe pas aux dommages collatéraux du confinement.

« Ce serait indécent de pleurer... »

« Le plus dur, c'est pour les producteurs de coquillages, et notamment de moules, qui sont beaucoup destinées aux restaurants, explique Patrick Mendes, à la tête des Poissons de Tamaris, entreprise chargée de distribuer la production locale. Avec la période des fêtes tronquée qui s'annonce, certains s'attendent à souffrir. »

Olivier Otto confirme que le poisson, dont la belle saison est plutôt derrière lui, résiste tant bien que mal à la crise. « On a eu un très bon été. Et puis l'avantage, c'est qu'on peut aussi élever lousps et daurades quelques mois supplémentaires sans que ce soit grave. C'est beaucoup plus compliqué pour les huîtres, qui ont tendance à grossir ». Martial Hourdequin, gérant de la société Les Perles de Tamaris,



Les éleveurs de Tamaris trouvent dans cette crise sanitaire des motifs d'espoir pour leur activité : si la fermeture des restaurants a entraîné une baisse des ventes, le lien entre leurs produits et le consommateur s'est renforcé.

(Photo DR/Gil Fréchet)

parle même de « stade de survie » à l'heure d'évoquer son activité. « La fermeture des restaurants nous a fait perdre 50 % de notre chiffre d'affaires, annonce-t-il. Mais ce serait indécent de pleurer : on a la chance de pouvoir travailler, contrairement aux établissements de bouche. C'est un peu la galère mais il nous reste des solutions. »

Ces solutions sont celles qui leur avaient permis de tenir pendant le premier confinement : vente au détail et livraison à domicile. Mais aussi le soutien de la grande distribution qui, pour certains supermarchés de Saint-Tropez à Marseille (voir par ailleurs), montre un regain d'intérêt pour les saveurs de Tamaris. « La bonne nouvelle de cette crise, assure Patrick Mendes, c'est qu'elle a clairement renforcé le

lien entre les produits du terroir et le consommateur. » De plus en plus, celui-ci semble désireux de manger sain et bon, tout en confortant le tissu économique local en optant pour les circuits courts. Il faut bien ça, sans doute, pour affronter l'autre « virus » qui gagne les étals : « la concurrence terrible » des poissons à bas coût, « nourris à la farine animale, dans les fermes industrielles aux bassins surpeuplés de Grèce et de Turquie. »

Accélérer sur le projet du village des pêcheurs

C'est précisément le savoir-faire artisanal made in La Seyne qu'a voulu mettre en lumière Patrick Mendes dans une vidéo qui fait aujourd'hui le buzz sur les réseaux sociaux. On y découvre des professionnels amoureux de

leur métier, au milieu de la carte postale du Lazaret qui accueille depuis un siècle des structures familiales sur pilotis. « On fait un peu figure de village gaulois dans cette économie mondialisée, décrypte-t-il. Mais après s'être essayé à l'export il y a quelques années, on a la conviction que notre force réside dans le fait de s'ancrer dans le local. »

Olivier Otto souhaite ainsi que la crise permette de faire avancer certains projets, comme ce « village des pêcheurs » imaginé aux Sablottes pour la vente directe et la dégustation. « C'est vraiment l'occasion d'accélérer sur ce dossier. On attend maintenant des investissements de la Métropole. Pour nous, pour les Seynois et les Toulonnais. Pour la rade ! »

MA.D.

mdalaine@nicematin.fr

Des poissons... au Leclerc du Luc

Depuis plusieurs années, les centres Leclerc tissent des relations étroites avec des producteurs du cru, s'engageant à faire connaître leur savoir-faire aux consommateurs et à diffuser leurs produits sous la bannière des « Alliances locales ». Au supermarché Leclerc du Luc-en-Provence, l'accent a ainsi été mis sur la gamme des « Poissons de Tamaris ». Un choix déterminé par la qualité des produits proposés, assure Norbert Faraco, à la tête du centre commercial : « On parle là de poissons nourris avec une alimentation naturelle, sans antibiotique, et dont la durée d'élevage est portée à 3 ans au lieu de 2. Les bassins utilisés dans ces fermes sont de grande taille, permettant aux poissons de vivre dans des conditions proches de la vie sauvage. Tout ce savoir-faire se retrouve dans les valeurs gustatives du produit. » Et le PDG d'évoquer aussi un coup de pouce aux aquaculteurs : « La filière est en ce moment frappée de plein fouet par la fermeture des restaurants, représentant une grande partie de leur chiffre d'affaires. Les aider, nous semble une évidence dans ce contexte difficile... »

A.B.



Les poissons de Tamaris sur les étals d'un supermarché Leclerc, au Luc-en-Provence. (Photo A.B.)

Les huîtres de Jean-Christophe Giol au creux de la vague

Pour l'ostréiculteur de Tamaris, triplement médaillé au Concours général agricole (1), la situation est compliquée. « C'est même plus critique qu'au printemps », assure Jean-Christophe Giol, qui dit enregistrer un « gros manque à gagner ». « Je devrais finir le mois de novembre avec 30 à 40 % de perte. La raison principale, c'est la fermeture des restaurants alors que, ces dernières années, j'ai misé sur les chefs étoilés pour valoriser mon produit et me démarquer. Mais la filière est à l'arrêt, certains de mes partenaires qui accueillent une

clientèle internationale, à Nice et à Monaco, sont mêmes fermés depuis fin septembre. »

Outre le coup de frein sur la clientèle professionnelle, les particuliers ne se précipitent pas non plus pour acheter des huîtres. Du coup, le stock gonfle. « Certes, notre produit n'est pas périssable. Mais comme les huîtres restent en mer, elles continuent à grossir, ce qui n'est pas idéal car les grosses sont moins demandées... »

Du stock pour les fêtes

La hausse des stocks aura



Jean-Christophe Giol et son fils travaillent sans relâche, mais les clients se font rares.

(Photo DR)

d'ailleurs une influence sur le chiffre d'affaires : « On voit déjà que, sur les bassins

de production de Thau et Arcaçhon, il commence à y avoir une baisse des prix. Si

on doit maintenant brader nos produits... » se désole Jean-Christophe Giol. Dans le contexte incertain, une chose est tout de même sûre : « Certaines années, on est à flux tendus pour les fêtes de fin d'année. Là, on sait qu'on aura largement la quantité nécessaire ! ». Une maigre consolation car une autre tuile se profile : l'annulation du salon de l'agriculture de Paris. « J'allais réserver un grand stand (plus de 30 m²) avec David Gomes, meilleur ouvrier de France en poissonnerie. Tout tombe à l'eau, la vente sur place et le concours, ce sera

une année blanche... » Pour tenter de compenser ses pertes sur les huîtres, Jean-Christophe avait repris, lors du premier confinement, la pêche avec son fils. « On continue de ramener trois fois par semaine des daurades, des rougets, des sars... pour faire un revenu de complément. Mais autant nous avions une bonne fréquentation des clients au printemps, autant là, beaucoup moins... »

M. G.

1. L'huître « spéciale » Giol a décroché deux médailles d'argent au Salon de l'agriculture de Paris en 2017 et 2018, et une médaille d'or en 2019.

La première navette H2O bientôt en rade de Toulon

À la une Après avoir remotorisé leurs bateaux à l'électrique, Les Bateliers de la Côte d'Azur ont signé l'achat d'une navette maritime à l'hydrogène, unique au monde, réalisée par une startup cannoise

L'idée

La PME Les Bateliers de la Côte d'Azur, qui propose depuis 1998 aux touristes des promenades en mer dans la rade de Toulon et vers les îles d'Or, a signé, en octobre, l'acquisition d'une navette à l'hydrogène vert. Un investissement de 5,8 M€ dont 2,2 M€ subventionnés par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie. Ses dirigeants les frères Yves et Christophe Arnal, écologistes convaincus, ont fait appel à la startup cannoise Hyseas Energy pour adapter le moteur à l'hydrogène. Les premiers tours d'hélice sont attendus début 2022.

Le défi

Ces armateurs varois ont déjà remotorisé 5 de leurs 7 bateaux depuis 4 ans pour les transformer à l'électrique (250 000 € par bateau). « Nous avons réduit de 60 % nos émissions de CO₂. L'hydrogène, c'est la technologie de demain. » Un pari risqué vu le coût « mais on pense que c'est justifié. La technologie est mûre », même si Yves Arnal recherche encore des subventions pour compléter le financement.

L'objectif

Fréquemment contactés par des armateurs français intéressés, Yves Arnal espère que les commandes de navettes H2O vont se multiplier. « Nous sommes l'exemple vivant que cette technologie à l'hydrogène est mature. On peut imaginer des applications dans tout. »

Les frères Arnal, dirigeants des Bateliers de la Côte d'Azur à Toulon, ont acheté une navette à l'hydrogène unique au monde qui devrait fonctionner en rade de Toulon début 2022.

(D.R.)



L'investissement

L'entreprise (11 salariés à l'année et jusqu'à 35 personnes en haute saison) a réalisé 2 M€ de chiffre d'affaires en 2019. Avec la crise de la Covid, elle a perdu près de 40 % de son CA et toute la clientèle des paquebots de croisière. Dans le cadre du projet Hynovar, rebaptisé Hynomed pour le développement de l'H2O en Région Sud, Les Bateliers de la Côte d'Azur ont reçu le soutien et l'accompagnement de la CCIV, de la Région et de l'Ademe.

Le produit

En 2016, les armateurs rencontrent Arnaud Vasquez, président fondateur d'Hyseas Energy, et s'engagent dans le projet qu'ils nomment Telo Martius. Ils travaillent à la création d'un moteur à l'hydrogène pour élaborer un bateau non polluant. Les premiers possèdent la flotte, l'autre l'ingénierie. La R & D aura aussi servi à assurer la sécurité des passagers et à trouver une solution pour approvisionner le bateau. Ce navire étant unique au monde, les normes sont à créer. DNV GL, entreprise mondiale spécialisée dans la certification des risques et gestion de la sécurité, les accompagne. Mieux que pour les navettes électriques, ici la batterie, qui sert seule de réservoir tampon, est non polluante et d'une durée de vie de 25 ans.

AMBRE MINGAZ
amingaz@varmatin.com

bateliersdelacotedazur.com

7 TRANSPORTS

- 1 Nouveau feu vert pour la gare à Sainte-Musse**
Var Matin – 10.02.2020
- 2 Le BlueWay, la nouvelle trottinette des mers**
Var Matin – 07.07.2020
- 3 La ligne nouvelle fait débat au conseil métropolitain**
Var Matin – 23.07.2020
- 4 Le kayak transparent : les fonds marins au sec**
Var Matin – 28.07.2020
- 5 Boat Me Out : pour voyager en bateau autrement**
Var Matin – 14.09.2020
- 6 Hover Taxi crée l'aéronef de demain**
Var Matin – 12.10.2020
- 7 « Il faut que les territoires restent connectés entre eux »**
Var Matin – 19.10.2020
- 8 Mobilité : des questions et des débuts de réponse**
Var Matin – 22.10.2020
- 9 Quel avenir pour l'aéroport de Toulon-Hyères ?**
Var Matin – 26.10.2020
- 10 Pourquoi il faut rouler au GNV**
Var Matin – 16.11.2020
- 11 Sanary ou St-Cyr, quel terminus RER pour l'ouest-Var ?**
La Provence – 30.11.2020
- 12 Ollioules/Sanary : inauguration de l'échangeur 12.1**
TPBM N°1369 du 16.12.2020
- 13 Sur l'A57, des travaux spectaculaires dès 2021**
Var Matin – 26.12.2020
- 14 Trottinette électrique, le goût du risque et de la liberté**
Var Matin – 28.12.2020

Nouveau feu vert pour la gare à Sainte-Musse

Toulon L'enquête publique organisée en fin d'année dernière s'est soldée par un avis favorable. SNCF Réseau, qui porte le projet, maintient son objectif de mise en service pour fin 2022

Dans moins de trois ans, il sera peut-être possible de se rendre à Sainte-Musse par le train. Le projet de halte ferroviaire à proximité du plus grand hôpital du Var avance jusqu'ici bon train. Sans cristalliser d'oppositions majeures, ni au niveau des collectivités, ni du public. Après une phase de concertation en 2018, une enquête publique a été organisée du 21 novembre au 23 décembre derniers, sans attirer les foules. Pour preuve : lors des cinq permanences assurées par le commissaire-enquêteur, seules huit personnes se sont présentées.

Comme souvent, de nos jours, la plupart des commentaires du public ont été transmis par Internet. Sur 37 observations, le commissaire enquêteur en a dénombré 23 favorables.

Qu'ils soient positifs ou négatifs, les avis ont pu donner lieu à des réponses de la part du maître d'ouvrage, SNCF Réseau. Des éléments qui permettent d'en savoir un peu plus sur les contours de la future halte.

Stationnement ?

Certains citoyens s'étonnent qu'aucune création de parking n'accompagne le nouvel aménagement. « La halte a été conçue pour un usage dans une logique de diffusion des flux des voyageurs se rendant à proximité de la halte et de rabattement en voiture », justifie SNCF réseau.

En clair : l'idée n'est pas d'attirer des voyageurs de loin, mais principalement de permettre aux gens du quartier de prendre le train, ou à ceux qui travaillent dans le périmètre de la halte de



La nouvelle halte devrait voir le jour face à l'hôpital Sainte-Musse.

(Photo doc. D. L.)

venir par le rail. SNCF réseau rappelle toutefois que la Métropole envisage d'agrandir le parking de covoiturage de Sainte-Musse et de le relier à la future halte par une navette.

Accès depuis La Palasse ?

Des habitants de La Palasse déplorent qu'aucun accès direct ne soit prévu pour eux, alors même que leur quartier jouxte la future gare, à l'ouest.

Pour SNCF Réseau, cette question a été tranchée fin 2018, lors d'un comité de pilotage : « Il a été décidé qu'un seul accès, du côté de l'hôpital était nécessaire, notam-

ment pour préserver l'équilibre des quartiers. »

En revanche, la passerelle piétonne existante qui enjambe la voie ferrée demeurera. Elle devrait même être réaménagée dans le cadre des travaux d'élargissement de l'A57 menés en parallèle par Vinci autoroutes.

Horaires des trains ?

Plusieurs citoyens (notamment des employés de l'hôpital) demandent des horaires de trains compatibles avec leur rythme de travail (tôt le matin, tard le soir...). « Les horaires du service 2023 ne sont pas encore fixés », rappelle SNCF Réseau, qui s'engage néanmoins à transmettre au conseil

régional (en charge des transports) les souhaits des usagers.

Intermodalité ?

Sainte-Musse se trouve à la croisée de trois gros projets d'aménagement : la nouvelle halte ferroviaire, l'élargissement de l'autoroute (avec création d'un arrêt dédié aux cars à la hauteur de l'hôpital) ainsi que le transport en commun en site propre. À la suite de la concertation de 2018, et la suggestion de certaines associations, une « gouvernance de coordination des maîtrises d'ouvrages » a été mise en place afin d'obtenir « des plans d'aménagement urbain intégrant les trois projets ». En clair : réunir les trois porteurs

Repères

■ 61

C'est le nombre de TER qui s'arrêteront tous les jours à la future halte de Ste-Musse.

■ 96 000

C'est le nombre de voyageurs annuels estimé par la SNCF. Dans le détail, 78 000 usagers « reportés » des gares de Toulon et de La Garde, et 18 000 nouveaux usagers qui abandonneraient leur voiture au profit du train.

■ 11 000 000

En euros, le coût estimé de l'opération. Une somme partagée entre l'Etat, la Région, le Département, la Métropole et SNCF Réseau.

de projet que sont SNCF Réseau, Vinci et la Métropole TPM.

Moins de bruit ?

En raison de la halte, les trains seront limités dans le secteur à 120 km/h, contre 150 km/h aujourd'hui. Conséquence, outre un léger rallongement du temps de parcours, l'impact sonore devrait se trouver diminué, selon la SNCF.

C. G.

Et maintenant ?

L'année 2020 est consacrée aux appels d'offres pour sélectionner les entreprises. Le début des travaux est envisagé fin 2021 pour une mise en service de la halte en décembre 2022.

Le BlueWay, la nouvelle trottinette des mers

Conçu par une société près d'Aix-en-Provence, ce nouvel engin aquatique sera disponible à la location au Yacht club de **Toulon** et sur l'île des Embiez, à **Six-Fours**. Une autre façon de découvrir la mer

Ah les trottinettes ! Depuis plusieurs années elles se sont démocratisées dans nos villes, et parfois non sans risque à cause de certains inconscients. Après les trottoirs et les routes, elles partent maintenant à la conquête de l'eau. L'entreprise Next Blue Tech, créée en 2017 et située à Châteauneuf-le-Rouge (Bouches-du-Rhône) près d'Aix-en-Provence, est à l'origine de ce projet. Mais attention à l'utilisation du mot "trottinette". Comme l'explique Yannick Penneçot, l'un des trois fondateurs de la start-up : « Le terme trottinette est assez controversé. Nous, on a tout fait pour que ce soit le plus sécurisant possible. »

Une idée inspirée des paddles

Pourtant, comme indiqué sur leur site Internet, le BlueWay est bien une trottinette des mers à propulsion électrique, « ça a un guidon, ça tourne à gauche quand vous allez à gauche et vous avez l'impression de vous balader sur l'eau comme vous pourriez le faire sur une trottinette en ville. Donc oui, malgré tout, on peut appeler ça une trottinette », acquiesce Yannick Penneçot. Déjà connue dans le domaine aquatique, avec la commercialisation du premier scooter des mers électrique *made in France*, la société a cette fois voulu toucher un autre public : « En 2018, on est allé au salon

nautique de Paris. Là-bas, on a vu une énorme appétence pour les paddles et un petit peu pour leur propulsion électrique, mais surtout qu'il n'y avait pas une vraie solution pour tout le monde. »

L'idée émerge alors rapidement grâce à un petit prototype : « On a pris un paddle, on a fait cinq trous dedans, on a mis un moteur, un guidon et on a regardé si notre intuition était bonne. Ça nous a plu parce que c'était assez fun. »

Rendre la mer accessible à tous

Après améliorations du modèle « encore trop casse gueule », le BlueWay, dont la capacité d'accueil peut atteindre les 150 kg, est présenté aux Nauticales de La Ciotat en 2018 avec un slogan simple : « Notre ADN est de rendre la mer accessible à tout le monde. De la grand-mère à l'enfant ; à la personne qui n'arrive pas à tenir l'équilibre sur un paddle ou pas trop sportive, on voulait quelque chose fait pour tout le monde. »

Et comme l'atteste la saison estivale 2019, le succès est immédiat : « L'an passé, on en avait fait fabriquer quatre que l'on avait prêtés à des professionnels de l'île des Embiez et des Calanques de Marseille. On a eu d'excellents retours. » Une satisfaction confirmée en décembre dernier lors du salon nautique de Paris : « C'est là que nous avons eu nos premières commandes avec un premier



Ressemblant à une planche de paddle à laquelle on aurait rajouté un guidon et un moteur, le BlueWay pèse environ 50 kg et peut supporter jusqu'à 150 kg, permettant ainsi de monter dessus à plusieurs. (Photos DR)

lot de production de 100 unités qui a déjà été vendu. »

Un premier triomphe chez les professionnels qui devrait se poursuivre (lire par ailleurs). Pour cet été en tout cas, vous pourrez tester ce joujou aquatique sur l'île des Embiez mais également au Yacht club de Toulon, aux plages du Mourillon.

LORIS BIONDI
lbiondi@nicematin.fr

Une vitesse comprise entre 6 et 8 km/h

Le BlueWay se veut à la fois contemplatif et ludique : « Contemplatif dans le sens où on ne va pas très vite car c'est un engin d'exploration. C'est aussi quelque chose de ludique car on peut s'amuser à le piloter sans la moindre frayeur. On n'a pas du tout l'impression que l'on puisse se faire mal. » La sécurité est donc l'un des enjeux primordiaux de cette invention. Avec une vitesse moyenne de 7 km/h qui peut

« passer à 8 km/h si vous avez le vent dans le dos », sourit Yannick Penneçot, on est (très) loin des 85 km/h que l'on a pu observer sur des vidéos de trottinettes "terrestres" : « On a délibérément bridé l'engin pour qu'il ne puisse pas aller trop vite. » Une façon d'assurer la sécurité des usagers qui pourront ainsi profiter et « se balader pour découvrir les petites criques et plages souvent cachées ».

Aucun danger pour l'environnement

On pourrait penser qu'avec ce nouveau véhicule, l'environnement pourrait être perturbé. Yannick Penneçot assure que le BlueWay a été fabriqué dans le respect du domaine maritime : « L'environnement, ça nous tient énormément à cœur. On n'avait pas envie de concevoir un produit qui pourrait le menacer. Nos premiers prototypes étaient faits avec un matériau non-recyclable. On a donc décidé de le changer. »

Ainsi, la nouvelle coque (250 x 105 x 40 cm) est entièrement recyclable. En plus d'une motorisation électrique silencieuse et d'un usage sans émission, un autre choix a été fait au niveau des batteries : « On a choisi une batterie d'une autonomie de 8 heures environ. Ça nous permet d'assurer une durée de vie plus importante. »

Celle-ci devrait donc durer selon lui « entre 8 et 10 ans. Grâce à un partenaire, les cellules seront ensuite réutilisées dans d'autres applications ».

Une commercialisation pour les particuliers ?

Pour celles et ceux séduits par cet engin aquatique et qui souhaiteraient se le procurer, Yannick Penneçot directeur des opérations de Next Blue Tech précise : « Ce n'est pas un produit que l'on destine pour l'instant aux particuliers même si l'on n'est pas fermé à certains qui voudraient l'acheter. » La cible commerciale actuelle est celle des professionnels du tourisme en France, mais pas seulement : « On a beaucoup de demandes d'exports à l'étranger. On a souhaité pour le moment les envoyer chez des loueurs qui



pouvaient assurer une maintenance du produit. » Le BlueWay peut ainsi se

trouver à Majorque ou Bora-Bora, en attendant d'autres pays exotiques. Toutes les

unités étant pour le moment vendues, il faudra patienter jusqu'à octobre pour une nouvelle période de fabrication. Le co-fondateur divulgue tout de même une possible date concernant les particuliers : « Ça pourrait se faire à partir de 2021. » Il faudra cependant déboursier une petite fortune : « Un modèle coûte 5 480 €. C'est relativement cher mais c'est un tarif lié au coût de la batterie et à la robustesse de l'engin. Voilà pourquoi on le destine plus à des professionnels pour le moment. »

La ligne nouvelle fait débat au conseil métropolitain

La nouvelle mouture de la LGV et ses répercussions dans la Métropole, ne font pas l'unanimité. Majorité et RN ont ferrailé sur la question du financement des études et des acquisitions

C'est le seul moment du conseil métropolitain où les esprits se sont échauffés, mardi matin, en préfecture. Tout est parti d'un avenant à la convention de partenariat relative au programme et au financement des études de la ligne nouvelle Paca. Le rapporteur, Yannick Chenevard, chargé des transports à la métropole, a réaffirmé « la nécessité de poursuivre le projet de ligne au titre de la désaturation prioritaire des nœuds ferroviaires de Marseille, Toulon et Nice. Améliorer la régularité et la fréquence des trains au quotidien font aussi partie de nos priorités. La convention initiale prévoyait une première phase d'études portant sur le cadrage du programme. Afin de poursuivre le projet d'ensemble, je vous propose de contribuer à hauteur de 3,75 % du montant des études complémentaires soit 900 000 euros ce qui porte la participation totale de la métropole à 5 825 750 euros. »

« Et hop, 900 000 euros de plus ! »

Frédéric Boccaletti, au nom du groupe Rassemblement national, s'est ému de ce montant : « Vous nous présentez un dossier sur l'augmentation de la participation de la métropole à de



La gare de La Pauline est au centre du projet Ligne nouvelle. (Photo doc. V-m.)

nouvelles études. Et, hop : 900 000 euros de plus. Nous sommes en droit de nous inquiéter de cet avenant qui nous amène à un total de 24 millions d'euros pour l'ensemble des collectivités et cela, uniquement pour des études ! Vous connaissez nos réticences sur la LGV, devenue ligne nouvelle. Ce projet ne fait même pas l'unanimité au sein de votre majorité. Encore moins dans la population ! Pour le RN, l'ensemble des financements de-

vait se porter uniquement sur l'amélioration des transports du quotidien et non pas sur des projets tels que celui de la ligne nouvelle. Nous nous abstenons donc ».

« Une réponse à nos besoins »

Président de la Métropole, Hubert Falco, a alors pris la parole. « Le projet d'aujourd'hui s'appuie sur les lignes ferroviaires existantes. Le futur RER métropolitain

sera une réponse aux besoins de mobilité sur notre territoire ».

Le point suivant, relatif, aux acquisitions foncières dans le cadre du projet de ligne nouvelle, a également opposé majorité et opposition. « La création d'installations autour de Toulon et le réaménagement de la gare de La Pauline sont inscrits dans la première phase du projet. La part de la métropole s'élève à 500 000 euros pour financer la première



Hubert Falco, président de la métropole, a répété son soutien au projet de ligne nouvelle. (Photo F. M.)

tranche d'acquisitions, estimée à 6 millions d'euros », a complété M. Chenevard. « Je suis très étonné de cette présentation de convention de financement des acquisitions anticipées puisqu'à ce jour, le choix du tracé n'est toujours pas annoncé, a objecté M. Boccaletti. Il faut donc éviter toute précipitation qui aurait des conséquences désastreuses et retirer cette délibération dans l'attente de la décision de l'Etat sur le tracé ».

« Ne confondons pas : le projet de ligne nouvelle n'est pas celui de la LGV ! », a répondu Yannick Chenevard, suivi par Hubert Falco : « La LGV qui risquait de détruire les vignes de Bandol, on n'en parle plus ! La gare de La Pauline sera un nœud ferroviaire important. Donc acquiescer des terrains autour de La Pauline, j'y suis très favorable. Ce RER métropolitain sera une bonne réponse à nos besoins de mobilité ».

F. DUMAS

Au fil du conseil métropolitain

La Seyne Travaux à venir sur la corniche Giovanini

Située dans le prolongement de la corniche de Tamaris, la corniche Giovanini dessert des zones denses en termes de logement et d'activité dans la deuxième ville du Var : les Mouissèques, Bois sacré mais aussi Monaco Marine, l'Espace Grimaud et le rôle d'armement où accostent les bateaux de croisière.

Sur place, riverains et entreprises plaident depuis longtemps pour



des travaux de rénovation de cet axe. Ce devrait être chose faite dans les prochains mois. Les élus de la Métropole (gestionnaire de la voie depuis 2018) ont voté un budget de 2,6 millions pour financer ce chantier qui doit se poursuivre jusqu'en 2022.

Toulon Convention avec l'établissement public foncier concernant le projet « De Mayol à Pipady »

Pour ce projet qui vise à requalifier une grande partie du littoral toulonnais (du stade Mayol jusqu'à la Tour Royale) Toulon-Provence-Méditerranée entend s'appuyer sur l'établissement public foncier. L'EPF accompagne les collectivités en apportant son expertise et une action foncière. En clair, l'établissement va réaliser un certain nombre d'études et

diagnostics sur l'ensemble de la zone concernée (44 hectares). Il fera ensuite des propositions juridiques à la Métropole. Surtout, c'est lui qui pourra se porter acquéreur des différents biens concernés. Une mission de « portage » qui demeure provisoire car à terme, les biens seront revendus soit à TPM soit aux opérateurs sélectionnés.

Toulon Travaux en vue pour le port de commerce

Les élus ont validé un avenant dans la convention qui lie TPM à la Chambre de commerce au sujet du port de commerce. Celui-ci prévoit un certain nombre d'aménagements qui doivent faciliter l'accès et l'accueil des passagers en partance pour la Corse, la Sardaigne ou les Baléares.

Sont notamment prévues, la

création d'un rond-point à l'entrée du terminal « Toulon Côte d'Azur » mais aussi la pérennisation du parking de délestage installé derrière la gare maritime. Cet espace de stationnement modulable (208 places) a été installé afin d'améliorer la gestion des flux de véhicules. Cette option, d'abord présentée comme temporaire, devrait finalement être conservée. La Métropole participe financièrement à ce projet à hauteur de 2,7 millions d'euros.

Réseau mistral : quelques changements à la rentrée

Le réseau de transport va légèrement adapter son offre à la rentrée. À La Seyne, les lignes 85 (Seyne centre - Bremond) et 85 (Curie - Colle d'Artaud) jugées « peu lisibles » sont remplacées par un système d'appel bus. Il

fonctionnera de 6 h 30 à 19 h 30 du lundi au samedi. Les usagers pourront réserver leur trajet en téléphonant. Une quarantaine d'arrêts (dont trois nouveaux) sont concernés.

À Toulon, une expérimentation d'appel bus est menée depuis le mois de mars afin d'améliorer la desserte des quartiers Siblas et Vert Coteau pour assurer la correspondance entre les lignes 15, 20 et 40. Ce test n'a pu être concluant en raison du confinement, il est prolongé à compter de septembre et jusqu'en février prochain.

À Hyères, pour tenir compte d'une saison touristique « décalée » le renforcement des lignes 67 (Hyères centre - Tour fondue) et 68 (Chambre des métiers - Parc chevalier) se prolongera jusqu'à fin septembre et non fin août comme prévu.

J'AI TESTÉ POUR VOUS



Le kayak transparent : les fonds marins au sec



Scruter la faune et la flore de la Méditerranée sans mettre un orteil à l'eau ? C'est possible grâce au Centre de découverte du monde marin de Nice. Laissez-vous glisser et ouvrez grand les yeux.

À quelques mètres de la côte, plusieurs nageurs interrompent leur crawl et sortent la tête de l'eau. « Ça sert à quoi, votre appareil ? », interroge l'un d'eux d'une voix déformée par un pince-nez, l'œil interrogateur. La drôle d'embarcation qui passe près de lui, avec sa coque complètement transparente flanquée de deux gros flotteurs orange, a de quoi attiser la curiosité. « C'est fait de la même matière que les cockpits d'avion, donc c'est solide », assure Cassandra, animatrice environnement du Centre de découverte du monde marin (CDMM), en tapotant la coque en polycarbonate du kayak.

En posant un premier pied hésitant à l'intérieur, on en doute un peu. Le matériau, fin, ultra-léger et souple, confère au kayak un aspect fragile. On se sent comme installé dans une petite barquette en plastique, voguant là où la mer voudrait bien l'emmener. Mais après avoir bravé quelques vagues, claquant sous le nez du kayak, sa résistance et sa stabilité se confirment.

Comme un masque de plongée
C'est parti pour une balade d'un peu plus d'1 h 30, à la découverte des fonds marins. Direction le cap de Nice, en longeant le sentier du littoral. Ce matin-là, les tout nouveaux kayaks du CDMM font leur première sortie. Le ciel, légèrement nuageux, a découragé certains. Avec nous et la guide, seuls Anne,

43 ans, et ses deux enfants, Jade, 12 ans, et Tony, 13 ans. La mer est calme, l'eau claire et, entre nos jambes, les teintes de bleu filent. Turquoise, bleu azur, bleu nuit, parfois même bleu pétrole ou quasiment cyan, toute une palette court sous notre kayak. La sensation de glisser sur l'eau, inhérente à l'activité, est renforcée par l'impression de n'avoir presque rien entre soi et la mer.

On ralentit la cadence pour s'arrêter au-dessus d'une zone peu profonde – environ deux mètres – surplombée par le château de l'Anglais, édifice rose bonbon perché sur la colline du Mont-Boron. Mais quelles espèces déambulent dans ce carré d'eau limpide ? Pour le savoir, il suffit de pencher la tête entre ses jambes et d'ouvrir grand les yeux. Le fond du kayak offre la même acuité visuelle qu'un masque de plongée. « À cette profondeur, on croise surtout des saupes, des sars et des castagnoles », liste l'animatrice, carnet photos à l'appui, précisant que ces espèces sont friandes de posidonie. Quand elle demande si tout le monde sait ce qu'est la posidonie, Tony, habitué du CDMM, lance fièrement : « C'est une plante ! » La guide ajoute : « La posidonie, c'est le poumon de la Méditerranée. » Comme une forêt sous-marine, cette

espèce protégée stocke le carbone et est une source d'oxygène considérable. Mais ce trésor est menacé. Dans le viseur de l'animatrice : « Les bateaux qui mouillent n'importe où, notamment dans la rade de Villefranche, et qui arrachent les posidonies quand ils lèvent l'ancre. » Après avoir survolé des fonds peu profonds, le rythme des coups de pagaie s'accélère en se dirigeant vers le cap de Nice. Le vent et les

“ On croise des saupes, des sars...”

vagues déclenchées par le passage de bateaux obligent à se concentrer sur la navigation. Le fond est ici à une trentaine de mètres plus bas. À cette profondeur, en baissant le nez, on n'aperçoit que du noir. Mais en le levant, on profite de la vue sur le Mont-Boron. « Vous avez vu la piscine ? ! », demande Anne, en indiquant le bassin d'une villa rempli d'eau turquoise, transparent lui aussi, comme accroché à la colline. Après un demi-tour, une fois le cap atteint, on rentre au port avec l'impression d'avoir fait une sortie masque et tuba. À un détail près : on n'a presque pas touché l'eau.

**TEXTE ET PHOTOS
CLÉA JOUANNEAU**

Sortie kayak découverte vision sous-marine, au Centre de découverte du monde marin, base de l'Aigle nautique, 50, boulevard Frank-Pillette, Nice. Les mardis, jeudis et samedis. À partir de 6 ans. Tarifs : 25 €, 15 € pour les moins de 12 ans. Réservation obligatoire au 04 93 55 33 33.

Boat Me Out : pour voyager en bateau autrement

À la une Equivalent de BlaBlaCar mais en mer, Boat Me Out, un concept de conavigation imaginé par un Borméen, permet d'optimiser les trajets des propriétaires de bateaux et de partager les frais

L'idée

« *Nous sommes la première entreprise au monde à l'avoir créé* », assure son fondateur borméen Romain Nicolas. Contrairement à Clic & Boat où il s'agit de prêter son bateau pour une ou plusieurs journées, Boat Me Out propose de profiter du voyage d'un propriétaire de bateau (voilier, bateau à moteur, rigide ou semi-rigide) en participant aux frais du trajet. A la différence d'autres systèmes de cobatelage, les passagers n'ont rien à faire sur le bateau, juste à s'inscrire sur la plateforme et verser leur participation, tout en laissant le capitaine du bateau diriger les manœuvres.



Adepte de BlaBlaCar, Romain Nicolas a eu l'idée de créer son concept de conavigation utilisable pour des trajets en bateau dans le monde entier. (Photo A.M.)

L'investissement

Romain Nicolas, aidé d'un actionnaire, a déjà investi toutes ses économies dans ce projet (1 000 € de capital de départ et 50 000 € d'investissement). Avant le confinement, il envisageait d'investir 50 000 € pour lancer sa communication. Vu le contexte (l'arrêt de la navigation à cause de la Covid), il a préféré se tourner vers un nouvel actionnaire, l'agence de communication Avicom' à Lyon, à laquelle il a proposé 10 % des parts en échange de la gestion totale de la communication de sa startup estimée à près d'1 M€. (123 000 € de CA en 2019). Grâce à la CCI du Var, le Cnam, la Région et son dispositif Ardan, Romain Nicolas a bénéficié en 2019 de l'aide d'une stagiaire.

Le défi

Romain Nicolas a créé sa société fin 2017 et lancé sa plateforme web en 2018, c'est ce qui lui a coûté le plus cher. L'idée étant d'intégrer un volet réservé aux propriétaires de bateaux de tous types et un autre destiné aux voyageurs en recherche d'une embarcation pour leurs destinations.

L'objectif

Si le site rassemble environ 5 000 propriétaires de bateaux de tous types en France et à l'international, le dirigeant espère faire connaître encore davantage Boat Me Out pour permettre des trajets en conavigation sur toute la planète. Il est déjà utilisé aux Antilles, en Polynésie et jusqu'en Australie et Nouvelle-Calédonie.

Le concept

Ex-pro de l'automobile Romain Nicolas a eu l'idée de cette version de BlaBlaCar pour bateaux « *mais le nom avait été déposé* ». Il a lancé son projet au Salon nautique à Paris en 2017, soutenu par la Région Sud. Son idée : « *Proposer de voyager autrement. C'est plus sympa que les navettes.* » Et jusqu'à 50 % moins cher. Il suffit de se connecter sur le site, d'exprimer sa demande (lieu de départ et d'arrivée) et le propriétaire du bateau envoie une notification pour se faire connaître. La transaction (CB ou Paypal) pour le taux de change) se fait via le site sécurisé qui se rémunère au passage, 24 h avant pour s'assurer du départ du bateau.

HoverTaxi crée l'aéronef vert de demain

À la une Avec sa nouvelle génération d'aéronef motorisée à l'hydrogène pouvant transporter jusqu'à cinq passagers, la startup du Castellet est en train d'inventer la mobilité de demain

L'idée

Les taxis volants, de la science-fiction ? Plus pour très longtemps. HoverTaxi prévoit le lancement commercial en 2023 « d'un aéronef dédié au transport de personnes et de biens en zone urbaine et péri-urbaine », décrit Romuald Ferriol, président et fondateur de la startup installée au Castellet. La spécificité du prototype sur lequel planchent les cinq salariés : un modèle propulsé à l'hydrogène, 100 % électrique et donc 100 % propre.

Le défi

Oublié le prototype biplace présenté à Vivatech au printemps 2019 ! HoverTaxi se démarque de ses concurrents avec un aéronef 5 places : « Le vol autonome ne sera pas prêt avant une dizaine d'années, d'où notre choix d'un modèle avec pilote », explique le pdg qui fait avancer le projet en même temps que la réglementation européenne en matière de vols commerciaux d'aéronefs. Celle-ci est prévue pour 2021.

L'objectif

Deux échéances figurent sur la feuille de vol d'HoverTaxi : 2023, date à laquelle « nous devrions lancer notre première ligne commerciale », suite logique d'une preuve de concept que la startup mènera dans 18 mois dans les Alpes-Maritimes. Suivront les JO 2024, « l'occasion de faire rayonner la techno française ».



Il existe de nombreux prototypes hybrides dans le monde mais HoverTaxi a fait le choix de rester 100 % propre et électrique, expliquent Romuald Ferriol fondateur, et Christophe Antreangle. (Photos K.W.)

L'investissement

La startup a été fondée au Castellet en 2018 mais « Nous travaillons sur le projet depuis cinq ans ». HoverTaxi qui ne compte dans son équipe que des pilotes instructeurs ou des contrôleurs aériens veut devenir l'un des leaders français de l'UAM (Urban Air Mobility), un marché estimé à 15 Mds€ en 2030. Disposant de certifications aéronautiques pour la conception, elle vise aussi le tourisme, l'événementiel, la logistique, le transport médical... HoverTaxi cherche à lever 600 000 € pour poursuivre le développement de son prototype à l'hydrogène et a noué des partenariats avec de grands noms comme Transdev et le CEA.

Le produit

100 % électrique et propre : c'est la technologie d'hydrogène qui alimente les hélices et les douze moteurs du modèle 5 places de 2,3 tonnes classé dans la catégorie e-volt (Electric Vertical Take Off and Landing). « Le seul bruit est celui, aérodynamique, des hélices », souligne Romuald Ferriol. Un souci d'écoconception qui se retrouve aussi dans le choix des résines et composites biosourcés du fuselage et du châssis. HoverTaxi veut aussi développer au sol une infrastructure multimodale « permettant au passager de poursuivre sa course en bus, train, vélo électrique... » KARINE WENGER kwenger@nicematin.fr

« Il faut que les territoires restent connectés entre eux »

L'interview De passage à Toulon, le président de Vinci Airports a assuré que la mobilité aérienne respectait toutes les mesures sanitaires anti-Covid et appelle les États à lever les restrictions

Premier opérateur aéroportuaire privé au monde, Vinci Airports assure le développement et l'exploitation de 45 aéroports dans le monde, desservis par plus de 250 compagnies aériennes. Pour le groupe, malgré la crise, aucun plan de licenciements ou arrêt de l'activité ne se profile à l'horizon. Loin de là. À l'occasion de son passage dans le Var, il y a quelques jours pour l'inauguration des travaux de modernisation de l'aéroport civil et militaire de Toulon-Hyères, le directeur général de Vinci Concessions et président de Vinci Airports Nicolas Notebaert se montrait très rassurant et optimiste. Malgré la baisse du trafic aérien lié à l'épidémie de Covid, le groupe a choisi de conserver ouverts tous ses aéroports et de maintenir ses investissements, tant pour en moderniser les infrastructures que pour favoriser la transition écologique. Aux gouvernements des différents pays de lever les restrictions de mobilité qui freinent la relance de l'activité économique. Il assure que le transport aérien est sûr.



« Il faut que l'État reconnaisse toute la chaîne du voyage pour l'aider de manière homogène. La meilleure aide est de lever les restrictions de mobilité. Il faut que les pays européens lèvent les interdictions qui n'ont pas de sens car la mobilité est un vecteur important pour l'économie », explique Nicolas Notebaert.

(Photo Sophie Louvet)

Repères

- **45 aéroports dans le monde** En 2019, le réseau de Vinci Airports a accueilli 255 millions de passagers dans ses 45 aéroports (11 en France), desservis par plus de 250 compagnies aériennes. Avec 507 000 passagers enregistrés pour l'aéroport de Toulon-Hyères, celui-ci constitue une porte d'entrée stratégique pour le tourisme varois.
- **Chiffre d'affaires** Il s'est élevé à 4,9 Mds€ au total en 2019 avec un CA consolidé de 2,6 Mds€.
- **Trafic** Si en 2019, le trafic aérien pour Vinci a connu une croissance de 5,7 % avec 325 nouvelles routes ouvertes dans le monde, la Covid a fait chuter la fréquentation de 68 % depuis le début de l'année 2020.
- **Sa particularité** Vinci est le seul acteur aéroportuaire à intégrer une triple expertise d'investisseur, de maître d'ouvrage et d'opérateur.

Après une belle année 2019 pour Vinci Airports avec +5,7 % de croissance du trafic, comment vous adaptez-vous face à une baisse de 68 % enregistrée depuis la crise ?

Notre priorité, c'est la santé et la sécurité de nos passagers et salariés. Dès le début de l'épidémie, nous avons mis rapidement des procédures en place qui sont très bien passées auprès des passagers. Nous n'avons pas eu de clusters sur nos aéroports, ce qui prouve que quand on prend des précautions sanitaires très fortes et des processus dans l'utilisation de l'espace, on peut lutter contre l'épidémie. Dans les avions, l'air est renouvelé très

« Nous n'avons pas eu de clusters sur nos aéroports. »

régulièrement. Nous garantissons la sécurité sanitaire durant tout l'acte de mobilité aérienne pour que le voyage soit le plus sûr possible. Ce qui est délicat, c'est que les pays ont pris des mesures parfois changeantes comme en Grande-Bretagne avec la mise en

quarantaine.

Comment gérez-vous les tests dans les aéroports ?

Nous sommes très favorables à une politique de tests, que les personnes soient testées avant de partir, mais aujourd'hui, la difficulté, c'est la différence des mesures entre les pays. C'est notre combat. Cet été, dans l'Union européenne et surtout dans le Var, le trafic aérien a permis d'avoir une belle saison touristique, ce qui prouve qu'on peut se

protéger et maintenir un niveau d'activité vital pour l'économie des territoires. Nous sommes

un maillon de la chaîne. Notre rôle est de travailler avec les instances gouvernementales pour que des mesures punitives collectives de mobilité ne soient pas prises. Toulon, cet été, a fait l'un des meilleurs résultats parmi nos aéroports en France. C'est celui qui a

résisté le mieux car il y a du trafic intérieur et du tourisme. Nous souhaitons maintenir des mesures sanitaires strictes mais il faut que les États évitent d'ériger en eux des barrières à la mobilité. Nous devons arriver à vivre avec le virus.

Comment soutenez-vous la filière de l'aviation générale ?

Mon vœu est de restaurer la mobilité car c'est la vie des entreprises et des familles qui est en jeu. Restreindre la mobilité ne va pas améliorer la situation sanitaire. Notre travail est de permettre aux lignes d'avoir un niveau de fréquence important, de travailler vers de nouvelles mobilités, de développer des lignes en Europe du Nord et des liaisons transversales en France, sur la façade atlantique notamment à Brest, Nantes et Bordeaux, et d'augmenter la fréquence vers la région parisienne. Ça a marché cet été. Entre Paris et Toulon, il y a du familial, du global, des affaires. Il faut utiliser tous les acteurs de la chaîne aéroportuaire : aéroports, prestataires de services,

compagnies aériennes. Nous sommes tous touchés. Notre rôle est de créer une relation de confiance durable avec les compagnies. Notre but est que ces lignes fonctionnent, même durant ce temps particulier. Nous avons signé en 2015 un contrat de concession de 25 ans pour l'aéroport de Toulon-Hyères. Nous avons cinq ans derrière nous, nous avons développé de nouvelles lignes, réalisé des travaux même sous la Covid mais ces péripéties ne changent pas le potentiel du territoire. Nous, ce territoire, on l'aime. Il y a beaucoup de présence touristique. On sait que ce potentiel peut se disséminer sur d'autres pays. Il faut croire dans le temps long. La Covid est une péripétie mais il ne faut pas s'arrêter. Nos salariés et nos partenaires de la Marine nationale ont fait un travail fantastique, ils ont été solidaires. Vinci est un acteur clé pour le Var, on croit en ce territoire. Nous avons investi plus de 20 M€ en travaux car nous n'avons aucun doute que ce sera utile.

Vous appelez l'État à soutenir le secteur des voyages. Comment ?

Le gouvernement a fait attention de soutenir l'économie. Nous disons chez Vinci que le secteur du déplacement, de la mobilité, du voyage en avion, des aéroports, des sociétés autour, tous ont été touchés, il n'y en a pas un plus que l'autre, c'est toute une chaîne. Il faut que l'État reconnaisse toute cette chaîne du voyage pour l'aider de manière homogène. La meilleure aide est de lever les restrictions de mobilité. Il faut que les pays européens lèvent les interdictions qui n'ont pas de sens car la mobilité est un vecteur important pour l'économie, pour que les entreprises signent des contrats, pour que ce mode aérien fonctionne. On ne peut pas vivre longtemps dans un périmètre restreint, on l'a vu pendant le confinement. Il faut que les territoires soient connectés entre eux, il faut maintenir à tout prix une activité, maintenir la mobilité.

PROPOS RECUEILLIS
PAR AMBRE MINGAZ

« Notre priorité : la transition écologique »

Les aéroports exploités par Vinci ont déjà entamé des démarches écologiques, de l'optimisation du roulage des avions jusqu'aux modes doux pour les déplacements des personnes dans les aéroports en passant par la gestion de la biodiversité et des espaces

naturels, la baisse des consommations d'eau et d'électricité, le recyclage des déchets, l'utilisation d'énergies renouvelables avec l'installation de panneaux photovoltaïques. Trois des aéroports gérés par Vinci ont déjà atteint la neutralité carbone.

Cette mobilité, quelle sera-t-elle demain ?

Elle peut se faire en respect avec la transition écologique. La mobilité aérienne est très concentrée, c'est une industrie de pointe qui fait des efforts considérables face au bruit notamment.

Aujourd'hui, elle est en train de se décarboner. Ça passe par des étapes : les biocarburants, le recyclage des déchets, l'hydrogène... Nous nous sommes engagés pour accélérer l'aviation à l'hydrogène à l'horizon 2030, développer l'avion électrique... Sur

l'aéroport de Toulon Hyères, notre ambition est d'installer des panneaux photovoltaïques pour développer l'énergie solaire en autoconsommation et d'y ajouter des éclairages leds. Nous travaillons sur la thermique de notre

bâtiment. Tout ce travail énergétique vise à répondre à la COP21, pour diviser par deux en dix ans les émissions brutes de nos aéroports. Nous avons déjà atteint 35 % de réduction de l'empreinte carbone de notre réseau par unité de trafic entre 2015 et 2019.

Mobilité : des questions...

Au centre des enjeux de politique locale, les transports se réinventent en permanence. Les élus veulent des chiffres... et les usagers des modes de déplacement dans l'air du temps

La Métropole mène l'enquête dans 44 communes

Le matin, pour aller au boulot, vous préférez la voiture ou le métro ? Et pour faire vos courses, vous restez dans votre commune ou vous rejoignez un grand centre commercial ? Et vos enfants, ils prennent quel bus pour se rendre au collège ? Si vous faites partie des quelque 11 500 personnes retenues pour participer à l'enquête mobilité lancée par TPM, il faut vous préparer à répondre à ce genre de questions.

44 communes

Cette étude d'envergure permet de mesurer précisément les déplacements quotidiens des habitants, explique la Métropole qui a voulu pousser les frontières au-delà de ses 12 communes et s'intéresser au bassin de vie. Un territoire qui s'étend sur 44 communes couvrant TPM bien sûr, mais aussi les Communautés d'agglomérations Sud Sainte-Baume et Provence verte ainsi que les com-



11 500 personnes vont être interrogées pour mieux comprendre leurs allées et venues (Photo doc: PBI)

Le chiffre

4 C'est le nombre d'études sur les déplacements au sein de l'aire toulonnaise réalisées en 24 ans. En 1986, 8 communes avaient été passées à la buche (Toulon, la Seyne, La Valette, La Garde, Le Pradet, Ollioules, Saint-Mandrier et Le Revet). Douze ans plus tard, en 1998, les statisticiens y ajoutent Six-Fours, La Cruz, La Ferrière et Jolliès-Port. Trois ans plus tard, en 2001, on élargit le cadre en s'intéressant aux flux en provenance d'une trentaine de communes supplémentaires. Enfin en 2008 le périmètre d'étude est le même que celui que l'on retrouve aujourd'hui avec 44 communes étudiées (et 11 000 personnes interrogées).

munautés de communes de la Vallée du Gapeau, Méditerranée Porte des Maures et Cœur de Var. Lorsqu'il s'agit d'aller bosser, de préparer les cadeaux de Noël ou de suivre ses études, peu importe en effet les frontières administratives. Les kilomètres s'accumulent aussi rapidement que les cochons à l'entrée du tunnel.

À la clé de cette enquête, TPM espère récolter des « données essentielles pour analyser notre mobilité, pour évaluer les nouvelles pratiques à soutenir ou les aménagements à apporter ». Autant d'éléments qui serviront ensuite de socle aux décisions concernant l'offre de transports publics ou l'élargissement de chaussée.

Pour le moment, une entreprise spécialisée est en train de finaliser les repérages et de préparer les entretiens. La phase d'interrogation débutera à partir du 17 novembre (à domicile ou par téléphone).

Mise à jour de 2008 Lorsqu'elle sera terminée, l'étude permettra de mettre à jour les données les plus récentes dont disposent les décideurs. Des éléments recueillis en 2008 par la dernière enquête ménage déplacement. À l'époque, le mot « mobilité » n'était pas encore à la mode, pas plus que les vélos électriques et le tube sud du tunnel n'était pas encore ouvert.

A La Garde, un chemin pour les piétons dans la zone



La RD 67, avenue de Draguignan à La Garde, supporte un trafic d'environ 30 000 véhicules par jour avec une circulation de poids lourds, elle aussi, très conséquente. Cette avenue qui se situe entre Dégachon et le rond-point de la Bastide Verte est l'une des plus fréquentées du secteur. Elle relie communes et zones commerciales de l'Est de Toulon avec le délestage et la déviation de l'A57 et A570. La fréquentation grandissante de cette zone avec ses nombreux commerces de restauration et de grandes enseignes nationales obligeait les salariés à proximité à prendre leur véhicule pour parcourir parfois une centaine de mètres. Depuis le 1er octobre, une portion de 350m est en cours de réaménagement afin de se doter de trottoir et de passages piétons (plateaux traversants). Une vraie satisfaction pour la commission "Routes de l'Aurum" qui, après 5 ans de réflexions et de travail conjoint avec le Département, voit le projet aboutir. Traverser la route ou prendre son bus en



Les travaux ont débuté début octobre et finiront début décembre. La plupart des travaux seront réalisés de nuit. (Photo C. V.)

toute sécurité sera dorénavant possible. Deux mois de travaux seront nécessaires pour sécuriser le cheminement sur les espaces piétonniers existants et la traversée de la route entre l'échangeur autoroutier de Pierre Ronde et le giratoire Castorama. Le Département va créer des trottoirs répondant aux normes pour les déplacements des personnes en situation de handicap. Ces travaux permettront d'aménager le cheminement piétonnier de part et d'autre de la RD, de faciliter et de sécuriser les traversées piétonnes, de mettre aux normes PMR les deux arrêts bus positionnés après un plateau traversant afin de le sécuriser. Le montant total des travaux s'élève à 467 893 € TTC avec une participation de la Métropole à hauteur de 60 %. Les travaux seront réalisés par la Société varoise de construction routière (SVCR). Pour l'essentiel, ils se dérouleront de nuit, en neutralisant une voie de circulation. Cette dernière sera réglée via un alternat par feux de chantier afin d'éviter toute déviation. Une signalisation horizontale temporaire jaune pourra être réalisée pour améliorer le guidage des usagers. L'arrêt de bus « Sainte-Marie » sera déplacé d'une vingtaine de mètres du aux travaux.

et des débuts de réponse

À Toulon, les vélos électriques me font disjoncter

Dimanche, début d'après-midi. Il fait un temps magnifique. Parfait pour tester enfin ces fameux vélos électriques, mis à disposition dans quatre parkings Q-Park[®] de la ville depuis plus d'un an. « Scannez le QR-code affiché sur la borne électrique », me conseille-t-elle tout de même. Sauf qu'il n'y a pas de QR-code sur la borne. Je le trouve finalement sur une petite pancarte accrochée sur le panier du vélo. Comme demandé, je le scanne. Il suis redirigé vers le site internet de Clean Energy Planet, partenaire de Q-Park pour ce système de location. Je suis scrupuleusement les instructions.

Je compose les chiffres que je viens de griffonner sur ma main. La personne qui me répond est surprise. A priori pas davantage en mesure de me fournir les informations dont j'ai besoin. « Scannez le QR-code affiché sur la borne électrique », me conseille-t-elle tout de même. Sauf qu'il n'y a pas de QR-code sur la borne. Je le trouve finalement sur une petite pancarte accrochée sur le panier du vélo. Comme demandé, je le scanne. Il suis redirigé vers le site internet de Clean Energy Planet, partenaire de Q-Park pour ce système de location. Je suis scrupuleusement les instructions.

« Ici, ça marche, c'est certain. » Bon, ce n'est pas bien loin. Et puis il fait beau. Me voilà reparti. Il est 15h 30. Mes vestes de staccato de rugby, ce sont cette fois quelques vélos qui trônent fièrement dans leurs accroches. Ah, et la borne comporte bien un écran tactile. Ouf ! J'ai les radillons toulonnais ! J'appuie sur « Prendre un vélo », entre mon code, et suis invité à choisir ma machine. Pas le temps d'hésiter trop longtemps, il y en a une seule de disponible. Sur les 15 présentes. Les autres apparaissent sur l'écran soit hors service, soit chargés à 0 %.



Le système de libre service n'est pas encore très au point. (Photo: Patrick Blanchard)

Admiration. Après tout, je n'ai besoin que d'un vélo. Le n°1 fera donc très bien l'affaire. Je le sélectionne. Il se déverrouille et je le récupère. Je jette un coup d'œil à ma montre : 15 h 35. Il faut que je m'active. Je n'ai jamais fait de vélo électrique. Et donc ne sait pas bien comment mettre en route l'assistance. Tout est heureusement expliqué sur la borne. Qui indique de mettre en route le display

De mésaventure en mésaventure Une fois mon compte créé, j'ai effectivement accès au service. Une empreinte de 350 € est demandée, pour dissuader, je suppose, les clients peu scrupuleux de ne pas ramener la bécane après leur virée. On m'attribue alors un code, avec cette indication : « Vous pouvez maintenant utiliser

via le petit boîtier prévu à cet effet. Quel boîtier ? Je ne vois rien. Je jette un œil aux autres vélos, qui sont effectivement équipés, sur le côté gauche du guidon, d'un petit boîtier noir. Pas le mien, duquel sort simplement un fil électrique. Et qui, pas de chance... était le seul disponible. Je compose à nouveau le numéro de l'opératrice de Mayol. Lui explique ma situation. « Je ne peux pas quitter mon poste, me répond-elle. De toute façon, nous, on ne peut rien faire, désolé. C'est la société qui gère ça. On le signalera. »

dirigé vers un réparateur. Je laisse un message. Et vais raccrocher le vélo n°1 à son attache. Histoire de ne pas payer une deuxième heure pour rien. Il est 15 h 56. Un homme rapelle 20 minutes plus tard. De la société en question. Il m'écoute, note ce que je lui dis, et se confond en excuses. « Merci de nous l'avoir signalé. On va envoyer un service technique.

Et s'il vous plaît, rappelez demain pour que vos remboursements soient effectués. Je suis sincèrement désolé. » Je le remercie et repars vers le centre-ville. À pied.

1. Logeur, Peñac, Mayol et Sosa d'Armes. 2. Une autre employée de Clean Energy Planet a spontanément rappelé tard pour m'informer de l'annulation de la transaction, et de leur intention de faire un point avec Q-Park pour évaluer dysfonctionnement, et la façon d'améliorer le service.



Quatre « stations » de vélos électriques sont disponibles à Toulon dans certains parkings Q-Park, comme ici à Peñac. Pour utiliser les machines, c'est une autre paire de manches...

Bredouille Bon, j'aperçois un numéro d'urgence imprimé sur le vélo, qui renvoie justement à Clean Energy Planet. Je tente ma chance et suis re-



ARTISAN COUVREUR Spécialiste TOITURE NEUF et RÉNOVATION Charpente - Zinguerie Ravalement de façades STANÉGRÉ & FILS 04 94 11 10 93 06 08 72 62 43

NOUVEAU VOTRE ANNONCE IMMOBILIÈRE À PARTIR DE 7€/JOUR PASSEZ VOS ANNONCES DANS LE JOURNAL RENDEZ-VOUS SUR www.varmatin.com

Châteauvallon Le Liberté Pour la restauration du public et des artistes la gestion de leur et l'organisation des soirées de ses deux théâtres (Châteauvallon et Le Liberté) afin de créer une offre de produits bio et locaux

Quel avenir pour l'aéroport de Toulon-Hyères ?

Déjà affaibli par la crise sanitaire qui a cloué au sol des milliers d'appareils, le transport aérien est dans le collimateur des défenseurs de l'environnement. De là à ce que les petits aéroports ferment...

Marches sur les aéroports pour demander la réduction du trafic aérien. Déclarations polémiques de certains élus clairement hostiles à ce mode de transport. Volonté de promouvoir le rail au détriment du ciel... L'avion est dans le collimateur de nombre de personnes préoccupées par les questions environnementales. Les aéroports de Provence, sont-ils condamnés ? Laurence Erbs, la directrice de l'aéroport de Toulon-Hyères, plateforme gérée par Vinci Airports, nous répond.

Quel est l'impact de la crise sanitaire sur le trafic de l'aéroport ?

Avant tout, je tiens à préciser que, malgré le confinement, synonyme d'arrêt de tous les vols réguliers, l'aéroport de Toulon-Hyères n'a jamais fermé. Il a continué à assurer sa mission de service public. Ce qui a permis d'accueillir des malades de la Covid-19 et de transporter des personnels soignants vers les hôpitaux de l'Est de la France submergés par l'épidémie. Mais l'impact de la crise sanitaire est très important : sur les neuf premiers mois de l'année, avec 166 000 passagers, on a enregistré une baisse du nombre de passagers de 60 % !

La saison estivale, qui a plutôt été bonne, n'a donc pas suffi ?

Le trafic a repris très progressivement à partir du 2 juin. D'abord avec

deux vols quotidiens sur Paris/Charles-de-Gaulle (Orly étant fermé). Ça s'est accéléré en juillet-août et, très vite, on a atteint sur Paris 70 % de l'offre proposée pendant l'été 2019, avec un taux de remplissage des avions très honorable. L'aéroport s'est donc montré résilient et attractif d'un point de vue touristique. Mais avec l'arrivée de la seconde vague et les incertitudes que cela génère, on a beaucoup moins de seniors que d'habitude en septembre et le trafic professionnel est également en baisse.

Justement, avec la Covid, les entreprises ont dû se réorganiser. Ne craignez-vous pas que cette baisse du trafic professionnel soit définitive ?

C'est difficile à estimer. On est encore dans la crise – on le voit avec les nouvelles restrictions – et il faudra plusieurs années sans doute pour s'en remettre, pour retrouver un trafic similaire à celui d'avant l'épidémie. On parle d'un retour à la normale à l'horizon 2023-2024. Pour en revenir au trafic professionnel, il représente l'hiver un peu plus de 20 % des passagers transitant par notre aéroport (15 % l'été). Dans l'impossibilité de faire voyager leurs salariés, les entreprises ont effectivement revu leur façon de travailler, en recourant notamment à la vidéo conférence. Mais le monde du travail a encore besoin de mobilité. Le



Les aéroports sont dans le collimateur des défenseurs de l'environnement...

(Photo doc. Laurent Martinat)

déplacement en avion reste nécessaire.

Le discours ambiant n'est pourtant pas favorable au transport aérien.

La façon de voyager va sans doute changer. Il faudra nous adapter. C'est vrai : on assiste à une montée en puissance des discours écologistes. Mais on n'a pas attendu 2 020 pour travailler sur ces questions et mener une politique environnementale. Je rappelle que depuis 2015, l'aéroport de Toulon-Hyères est certifié ISO 14 001 pour son engagement en matière de gestion écoresponsable. Une réflexion que nous menons avec les compagnies aériennes, les avionneurs... Si le transport aérien ne représente que 2,8 % des émissions de CO₂, c'est aussi grâce à l'apparition de moteurs plus économes en carburant.

La volonté de supprimer les lignes intérieures dont les trajets pourraient être

réalisés en train en moins de 2 h 30 ne vous inquiète pas ?

Pas le moins du monde. L'aéroport de Toulon-Hyères, situé dans le département le plus touristique de France, a sa raison d'être. Les voyageurs

“ Malgré le confinement, l'aéroport n'a jamais fermé ”

transportés par avion sont autant de gens en moins sur les autoroutes. Et puis prenons l'exemple de Brest, ville avec laquelle nous assurons deux allers-retours par semaine, l'avion reste quasiment l'unique solution. Comme pour toute la frange ouest de la France d'ailleurs. Même pour rallier Paris, qui se trouve à plus de quatre heures en train, l'avion a du sens. Il est utile pour rapprocher les gens, les familles, les professionnels.

Laquelle vous entendez David Belliard, adjoint à la mairie de Paris, dire : « il

faudra trouver un autre modèle que l'avion pour se rendre aux Antilles », vous ne redoutez pas le poids des élus écologistes à l'avenir ?

Que ce soit la Métropole Toulon Provence Méditerranée, le comité régional de tourisme, l'agence Var Tourisme, ou encore la Marine nationale avec qui nous partageons les pistes... toutes ces institutions locales savent très bien que l'aéroport de Toulon-Hyères constitue une porte d'entrée sur les territoires varois. Les discussions que nous menons avec ces différents partenaires (auxquels il faut ajouter les entreprises emblématiques de la région), à chaque fois que l'on réfléchit à l'ouverture de nouvelles lignes, se passent très bien. Il n'y a pas de raison que ça change. Je précise que nous n'avons pas pour ambition un développement massif de l'aéroport qui doit rester à taille humaine. Lorsqu'on réfléchit à de nouvelles destinations, c'est qu'on estime qu'elles ont du sens avec la dynamique locale.

La société aussi s'est emparée des questions environnementales. Comment ça se passe avec les riverains de l'aéroport ?

Très bien, là encore grâce au dialogue. La signature en 2017 de la charte de qualité de l'environnement sonore en est la preuve. À partir du moment où chaque partie essaye de comprendre les contraintes, les préoccupations des autres, on arrive à avancer, à vivre ensemble. Ces questions environnementales de plus en plus prégnantes dans la société, nous les avons prises en compte lors de la récente réfection des pistes. Des exemples parmi d'autres : pour éviter une noria de camions, nous avons conservé les déblais sur le site. 30 000 tonnes d'enrobé ont par ailleurs été retraitées. Des décanteurs ont été installés pour récupérer les eaux de ruissellement potentiellement polluées par les hydrocarbures.

PROPOS RECUEILLIS
PAR P.-L. P.
plpages@varmatin.com



Laurence Erbs, directrice de l'aéroport de Toulon-Hyères.
(Photo doc. Frank Muller)

Pourquoi il faut rouler au GNV

Green Des grosses entreprises ont déjà misé sur les camions au gaz naturel plus propres et aux multiples avantages. Une aide à l'achat offerte aux TPE-PME devrait accélérer ce passage au vert

A lors que le plan national France Relance du Gouvernement fait la part belle à la transition écologique (30 Mds€), dans le Var, certaines entreprises n'ont pas attendu cet élan pour se lancer dans les énergies renouvelables. Ces dernières années, plusieurs stations d'avitaillement privées et publiques ont vu le jour pour permettre aux entreprises, transporteurs et conducteurs de véhicules circulant au gaz naturel vert (GNV) et BioGNV de faire leur plein. Récemment, l'Ademe (l'agence de transition écologique), GRDF et la Région Sud ont fait savoir que des aides financières (jusqu'à 15 000 €) étaient accordées aux entreprises locales qui voudraient acquérir ces types de véhicule, neufs ou même d'occasion. Le tout afin d'accélérer l'utilisation de ces poids lourds et véhicules utilitaires propres pour circuler à l'intérieur des grandes métropoles et réduire les émissions de CO₂. C'est le moment de passer au vert !

AMBRE MINGAZ
amingaz@nicematin.fr



L'entreprise Bonifay à La Garde possède déjà une dizaine de poids lourds roulant au GNV ainsi que sa propre station d'avitaillement depuis quelques mois. Selon son chauffeur Bernard Crespo : « C'est moins salissant, il y a moins d'odeur, c'est moins bruyant et plus souple à conduire sur autoroute. »

(Photos Patrick Blanchard)

Rien de tel qu'une incitation financière pour encourager les entrepreneurs à s'équiper de véhicules propres, surtout en ces temps difficiles où la trésorerie est importante ! Car, comment accélérer l'émergence de stations publiques de distribution de GNV et BioGNV si ce n'est en multipliant le nombre des véhicules utilisateurs. Récemment, la Région Sud et son partenaire l'Ademe ont fait justement connaître le montant de leurs aides financières.

Une aide accordée aux entreprises

Dans le cadre de son Plan Climat Une Cop d'avance, la région a fait de la transition énergétique sa priorité.

500 M€ seront distribués cette année autour de plusieurs grands axes et 100 mesures concrètes pour inciter, notamment, l'émergence de nouvelles pratiques pour les transports routiers. Une aide de 1 000 à 7 500 € est ainsi accordée par la Région aux entreprises – TPE, PME, autoentreprises et collectivités – qui désirent acquérir un véhicule de plus de 2,5 tonnes, neuf ou d'occasion, circulant au GNV, électrique, hybride ou rechargeable à l'hydrogène. Une aide qui s'ajoute à celle de l'Ademe (jusqu'à 7 500 €), soit un total cumulé de 15 000 € maximum qui répond au surcoût de l'achat de ce type de véhicules. En fonction de la catégorie du véhicule, l'entrepreneur pourra

toucher 2 000 à 15 000 € d'aides.

Action volontariste

En ce qui concerne les cars et les bus, seule l'Ademe accordera son aide pour l'instant et prendra le relais pour compléter la part « régionale ». La Région estimant que ces transports ne représentent que 0,6 % des émissions de CO₂ alors que les poids lourds et véhicules utilitaires représentent 5 %. « C'est un choix. On se concentre sur les véhicules les plus polluants et nombreux », confie Philippe Marizot, conseiller régional. De son côté, l'Ademe qui a lancé avec GRDF l'appel à projets Mobigaz rappelle que la médiocre qualité de l'air des grandes villes en France repré-

Repères

- **Mobigaz** En rejoignant l'appel à projets de l'Ademe et GRDF, la Région espère, par cette incitation financière, engendrer l'achat de 120 à 150 véhicules propres par an par les entreprises régionales. Budget global de l'opération : 900 000 € sur trois ans.
- **Coût** Le coût d'une station au GNV s'élève, selon le volume, entre 250 000 et 2 M€. Un investissement lourd d'où la signature d'un contrat d'avitaillement de trois ans demandé aux transporteurs utilisateurs, sans quantités imposées.
- **Avantages** Malgré le surcoût à l'achat du camion au GNV (+35 % environ), les entreprises équipées se disent satisfaites : une faible conso (28 kg de gaz pour 100 km), une fiscalité plus intéressante, une nuisance sonore moindre (82 décibels au lieu de 93), un carburant moins cher, une rentabilité atteinte dès 1 000 km, une autonomie de plus de 400 km. Seul hic : le manque de points d'avitaillement.

sente un coût de 100 Mds€ pour notre économie. « C'est un enjeu majeur de santé, économique et réglementaire », assure Yves Le Trionnaire, directeur général de l'Ademe en Paca. Aix, Marseille, Nice, Toulon... « Il est nécessaire d'avoir une action volontariste pour réduire les émissions de CO₂ », estime-t-il. L'Ademe et GRDF accompagnent ainsi le développement de certaines filières en matière de mobilité (GNV, électrique...) pour voir fleurir les transports décarbonés sur notre territoire. L'objectif est de faire émerger en Paca l'installation d'une dizaine de nouvelles stations publiques d'avitaillement d'ici trois ans. Dans ce domaine, le Var a déjà une bonne longueur d'avance...

Une 2^e station d'avitaillement inaugurée dans le Var



(De droite à gauche) Christophe Folcher et Erick Mascaro, respectivement ingénieur d'affaires GNV et directeur territorial chez GRDF, et Marc-Antoine Moché et Corentin Stefani, de l'entreprise Ginouves, devant le compresseur arrivé fin juillet à la station K9 de La Garde.

Dans le Var, l'entreprise Ginouves (plus de 386 M€ de chiffre d'affaires en 2018) a inauguré en octobre sa nouvelle station-service publique d'avitaillement au GNV et BioGNV à La Garde. Cette société, spécialisée dans le stockage et la distribution de produits pétroliers – les stations K9 –, compte ainsi déployer sur ses trois sites actuels à La Farlède et Solliès-Ville des stations multiservices et multi-énergies (GNV, BioGNV, électrique, hydrogène) jusqu'en 2022. Cette société familiale, fondée en 1930 et dirigée par François Ginouves, a investi 1 M€ sans subvention pour accueillir cette nouvelle station au gaz naturel à La Garde. Son objectif est d'at-

teindre les 40 à 50 pleins par jour pour être rentable. Aujourd'hui, si cette station-service s'adresse principalement aux entreprises du secteur dans un rayon de 15 km (notamment Bonifay et Iveco), elle espère demain distribuer son carburant vert aux véhicules des particuliers. Un gaz naturel certifié provenant en partie des boues séchées de la station d'épuration de la CAVEM (Communauté d'agglomération Var Estérel Méditerranée) à Fréjus, recyclées, transformées et revendues par la société Proveridis (constructeur de stations et fournisseur de gaz vert) à GRDF notamment. Le biogaz produit localement permet de réduire les particules fines

de 90 % et l'oxyde d'azote de 50 %. Avec 85 % de CO₂ en moins, il assure un carburant quasiment décarboné.

D'autres stations prévues...

Dans le Var, une première station publique d'avitaillement (électrique et GNV), construite par la société de transport Beltrame et Proveridis a été inaugurée en février à Puget-sur-Argens. L'entreprise Pizzorno en ayant ouvert une autre, en juin 2019 à Draguignan, privée cette fois, utilisée par ses camions pour l'enlèvement des ordures ménagères et les autocars Beltrame.

À Brégaillon-La Seyne, les bus de la métropole toulon-

naise ont aussi un site de ravitaillement au GNV qui leur est réservé. Dans les prochaines années, deux nouvelles stations publiques d'avitaillement au gaz naturel devraient émerger à l'ouest de Toulon et vers Le Luc-en-Provence afin de mailler le territoire. Comme à Fréjus, une station de production de méthane produit à partir de déchets va devoir voir le jour à Toulon vers 2022-23. Des projets en cours de réflexion qui se heurtent, hormis leur coût, à la problématique foncière pour le choix de leur emplacement mais qui témoignent de la volonté grandissante des entreprises et des collectivités de se tourner vers ces énergies renouvelables.

Var

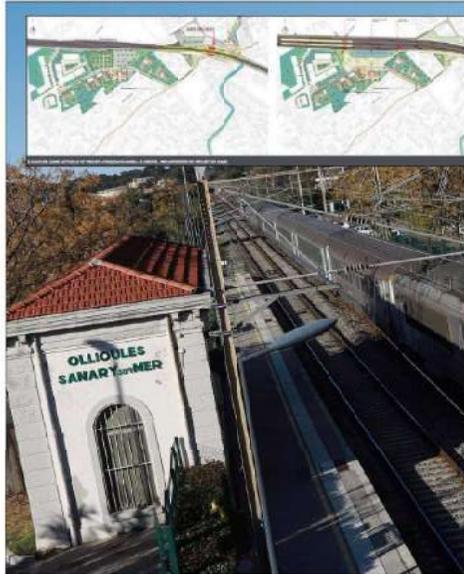
Sanary ou St-Cyr, quel terme

Une nouvelle concertation publique est menée jusqu'au 20 décembre, pour la localisation de la future gare à construire à la fin du réseau sur lequel devra circuler un train toutes les 15 minutes aux heures de pointe

La voix a parlé. En arbitre, le ministre des Transports a – en partie – écouté et tranché. Ce sera donc soit la gare de Sanary-Ollioules soit celle de Saint-Cyr qui sera appelée à être le terminus ouest du futur RER Toulonnais...
 Saint-Cyr, l'outsider, se dégage des conclusions d'une première concertation menée par SNCF Réseau en 2019 dans le cadre du projet de ligne nouvelle Provence Côte d'Azur qui doit, dans un premier temps, concourir à l'amélioration des déplacements du quotidien. Il y a un peu plus d'un an, le 7 octobre à La Seyne, lors d'une réunion publique, un très large consensus s'était en effet dessiné en faveur de la gare – « La plus à l'ouest possible de Toulon » – de Saint-Cyr (nos éditions précédentes). Les sites de La Seyne, Les Flayes, Baudol et même Ollioules-Sanary (?) étant abandonnés.
 « Ce RER repose sur l'existence d'une navette circulant entre des gares terminales situées respectivement à l'est et à l'ouest de Toulon et permettant de desservir, sans dégrader la performance des autres circulations, toutes les gares situées entre elles, dont

Toulon centre », rappelle le dossier de la concertation complémentaire 2020 qui vient d'être lancée (du 20 novembre au 20 décembre) et ajoutant Sanary-Ollioules dans la balance.
Avant l'enquête d'utilité publique
 Une étude préalable à une enquête d'utilité publique. Concrètement, le futur RER repose sur un système de navettes traversant tous les quarts d'Azur qui doit, dans un premier temps, concourir à l'amélioration des déplacements du quotidien. Il y a un peu plus d'un an, le 7 octobre à La Seyne, lors d'une réunion publique, un très large consensus s'était en effet dessiné en faveur de la gare – « La plus à l'ouest possible de Toulon » – de Saint-Cyr (nos éditions précédentes). Les sites de La Seyne, Les Flayes, Baudol et même Ollioules-Sanary (?) étant abandonnés.
 Le 23 juin, donc, le secrétaire d'État auprès du ministre des Transports a demandé à Luc Lallemand, président de SNCF Réseau, « de mobiliser les objectifs de services avec la Région, de conduire les études d'organisation et techniques et d'organiser une concertation avec les territoires qui l'ont pas

été approchés jusqu'à ce moment ». À l'ouest du nouveau ? Ce dont on est sûr, c'est que la future gare terminale sera nouvelle. SNCF Réseau a étudié deux variantes (voir comparatif ci-contre) : la construction d'une gare à 500 mètres à l'ouest de la gare actuelle Ollioules-Sanary, au cœur de la zone d'aménagement différé de La Baou à Sanary ; ou à Saint-Cyr, la construction d'une gare réaménagée et décalée de 350 m environ par rapport à la gare actuelle. Un nouvel équipement inséré dans le projet de requalification urbaine du quartier Pradeaux-Gare.



Dossier : Jean-Marc VINCENTI Photos : Laurent MARTINI, Doc Var-matin, J.-M. V. et Repro SNCF Réseau

« Pourquoi pas la gare de La Ciotat ? »

L'association Stop LGV Sanary, dont la voix s'exprime au niveau des comités territoriaux qui pèsent dans la chaîne des décisions, reste campée sur ses positions.
 « La concertation de 2019 a abouti à une conclusion et une demande quasi unanime des participants, y compris de la part des élus - que cette gare terminale, pour répondre aux besoins, se situe le plus à l'ouest possible par rapport à Toulon, donc à Saint-Cyr, rappelle Michel Lieutaud, président de l'association qui fédère une centaine d'adhérents. Les études montrent que la ligne de rapture entre l'attraction marseillaise et l'attraction toulonnaise se trouve entre Saint-Cyr et La Ciotat... »
 Dans ses conclusions, SNCF Réseau écrit au ministre des Transports : « Les demandes convergent, pour souhaiter un terminus RER à l'ouest d'Ollioules, à Saint-Cyr, voire

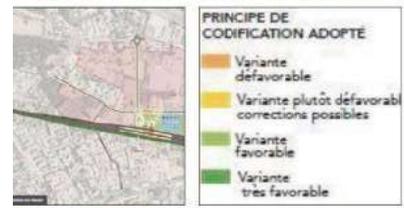
de g. d. Michel Lieutaud et Pierre Vuillemin, président et vice-président de Stop LGV Sanary, rappelle Michel Lieutaud, président de l'association qui fédère une centaine d'adhérents. Les études montrent que la ligne de rapture entre l'attraction marseillaise et l'attraction toulonnaise se trouve entre Saint-Cyr et La Ciotat... »
 Dans ses conclusions, SNCF Réseau écrit au ministre des Transports : « Les demandes convergent, pour souhaiter un terminus RER à l'ouest d'Ollioules, à Saint-Cyr, voire

de g. d. Michel Lieutaud et Pierre Vuillemin, président et vice-président de Stop LGV Sanary, rappelle Michel Lieutaud, président de l'association qui fédère une centaine d'adhérents. Les études montrent que la ligne de rapture entre l'attraction marseillaise et l'attraction toulonnaise se trouve entre Saint-Cyr et La Ciotat... »
 Dans ses conclusions, SNCF Réseau écrit au ministre des Transports : « Les demandes convergent, pour souhaiter un terminus RER à l'ouest d'Ollioules, à Saint-Cyr, voire



La gare de Saint-Cyr - La Cadrière est la plus à l'ouest de Toulon et s'impose comme un outsider logique pour accueillir le futur terminus RER.

15 minutes RER pour l'ouest-Var ?



COMPARAISON DES VARIANTES			
Il n'y a pas de critères empêchant la faisabilité (rouge)			
CRITERE	SAINTE-CYR-LE-MER	SANARY-SUMMER	
Atteinte des objectifs de cadencement et robustesse en phase 1 du projet LNP/CA	Non d'occupation de la ligne inférieure à 90% Cadencement : 11/14	Non d'occupation de la ligne inférieure à 90% Cadencement : 11/19	
	Non d'occupation de la ligne inférieure à 90% Cadencement : 12/17	Non d'occupation de la ligne inférieure à 90% Cadencement : 12/19	
	Deserte globale de COEST Toulonnais	Deserte globale de l'ouest Toulonnais, localement mieux de la zone d'influence de Toulon	Deserte efficace de l'ouest Toulonnais, mais relativement prioritairement à l'ouest d'échanger autoroutier
	Deserte de LEST Toulonnais	Deserte allongée de 2 gares sur 4 entre Carrières et Les Arcs	Deserte allongée de 3 gares sur 4 entre Carrières et Les Arcs
Impact sur le territoire	Concordance avec le SRADET et la PIV 2017	Concordance avec le SRADET et la PIV 2017	
	Impact sur le bâti	1 à 4 maisons	Pas d'impact au sol, impact limité au réaménagement de la ZAD 2 maisons + 500 logements
	Impact sur les équipements	faible	faible
	Bruit et vibrations	Mesure de réduction des bruits en gare à prévoir	Mesure de réduction des bruits en gare à prévoir
Impact sur les équipements	Incidence faible	Incidence faible	
	Agrobiosphère	1,4 ha de vignoble	faible
	Inondation	Risque non concerné, ouvrage hydrologique d'un réseau à allonger pour voir l'état	Risque concerné
	Ressource en eau	Non concerné	Paramètre éloigné de captage
Accès et circulation locale	Incidence sur la circulation à prévoir en gare à prévoir	Opportunité de réorganisation en lien avec le projet urbain	
	Articulation de la gare avec son environnement urbain	Articulation avec le projet Pradeaux Gare, réaménagement de la gare du centre-ville	Gare plus proche du cœur de Sanary
	Perturbations des circulations ferroviaires en phase travaux	Moyennes	Limitées
	Durée des travaux	4 ans	3,5 ans
Coût (de Janvier 2019)	Travaux proches de millions	Zone peu habitée au nord	
	COÛT (DE JANVIER 2019)	163 M€	79 M€
	Voyageurs annuels supplémentaires à COÛT DE TOLON / SITUATION ACTUELLE	+ 440 000	+ 340 000
	COÛT D'EXPLOITATION RELATIFS		

Dans le dossier de concertation, le comparatif entre les deux hypothèses pose clairement les enjeux de la future gare terminus ouest de la navette toulonnaise. Ainsi on peut noter que le projet de Saint-Cyr est plus cher de 84 millions d'euros que celui de Sanary, mais concerne 120 000 voyageurs annuels de plus.

(Repro Dossier de concertation)

Robert Bénéventi
 « Le vrai RER c'est Saint-Cyr ! »
 « J'ai rendez-vous avec le chef de mission ligne nouvelle le 8 décembre et j'irai à la réunion publique de Sanary », note Robert Bénéventi, maire d'Ollioules, qui a consulté le dossier de concertation. L'élus, qui voit une évolution positive par rapport au dossier initial, « un peu léger », est catégorique : « Si on a un peu d'ambition, le vrai RER, avec 460 000 voyageurs par an, c'est Saint-Cyr ! » Et d'appuyer : « La logique d'un RER, c'est un certain nombre de gares intermédiaires. À ce titre, Ollioules-Sanary reste efficace et bien placée. Une halte intermédiaire aux Flayes pourrait être aussi envisagée. » Pour lui, « si Saint-Cyr était écartée, le projet de Sanary-Ollioules a gagné en cohérence. Il n'est plus en zone inondable, on ne touche plus aux zones agricoles et on s'éloigne d'un hameau habité ».

Ferdinand Bernhard
 « Au bénéfice du plus grand nombre d'usagers »
 « La gare terminus du RER doit se situer le plus à l'ouest de Toulon, pour bénéficier au plus grand nombre d'usagers, là où se construit l'attraction toulonnaise », pose Ferdinand Bernhard, président de l'agglo Sud Sainte Baume et maire de Sanary, qui privilégie l'hypothèse Saint-Cyr, mais ne « veut rien imposer à personne ». « Il n'y a pas de compétition, poursuit l'élus, pour qui doit être aussi prise en compte une notion de coût. Ce TER est une bonne idée. Rien ne s'oppose non plus à ce que Ollioules-Sanary accueille son terminus ».

Philippe Barthélemy
 « J'invite la population de Saint-Cyr à s'exprimer »
 À Saint-Cyr, à la demande du maire Philippe Barthélemy, les élus ont été sensibilisés au dossier lors d'une visioconférence animée par Jean-Marc Iles, chef de mission Ligne nouvelle Paca. « On n'est pas dans une logique de court terme. Le manque d'éléments pour s'exprimer, indique l'élus, qui convient de la nécessité de la mise en œuvre du RER toulonnais, mais pour qui les dimensions techniques et environnementales doivent être bien mesurées et prises en compte ». Le maire, qui constate une compatibilité avec le projet de requalification urbaine Pradeaux-Gare, invite « la population de Saint-Cyr à se mobiliser pour répondre ».

VAR

OLLIIOULES/SANARY : INAUGURATION DE L'ÉCHANGEUR 12.1



© D.R.

Lors de l'inauguration (de g. à dr.) : Laetitia Quilici, vice-présidente du Département et adjointe au maire d'Ollioules, Ferdinand Bernhard, président de l'Agglomération Sud Sainte Baume et maire de Sanary, Hubert Falco, président de la Métropole TPM et maire de Toulon, Evence Richard, préfet du Var, Marc Giraud, président du Département du Var, Robert Bénéventi, vice-président de la Métropole TPM et maire d'Ollioules, Blaise Rapior, directeur général du réseau Escota de Vinci Autoroutes.

Le nouvel échangeur autoroutier d'Ollioules/Sanary a été inauguré le 14 décembre, avant son ouverture ces prochains jours.

C'est avec une grande fierté que les financeurs du nouvel échangeur du réseau Escota Vinci Autoroutes d'Ollioules/Sanary, numéroté 12.1, ont inauguré l'ouvrage tant attendu afin de fluidifier les conditions de déplacement dans l'environnement de l'A50. Deux ans et demi d'un chantier exemplaire, y compris vis-à-vis des riverains ont souligné tous les intervenants, qui

était attendu depuis 30 ans, date du premier courrier à ce propos envoyé à Escota par le maire de Sanary, Ferdinand Bernhard, qui a rappelé l'anecdote sans s'attarder sur les raisons d'une telle longueur. Escota n'y est pour rien et a fait de son mieux, a néanmoins souligné l'élu, qui est aussi président de l'agglomération Sud Sainte Baume, appréciant le moment présent et l'amélioration de la vie des gens que cela va générer. L'autre maire directement concerné sur sa commune, Robert Bénéventi, également vice-président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM), a salué notamment la qualité de la

réalisation et félicité le directeur général du réseau, Blaise Rapior, pour l'écoute des élus et des riverains dont ont fait preuve ses équipes.

Hubert Falco, maire de Toulon et président de la Métropole TPM, a mis en exergue pour sa part l'engagement collectif dans un cadre de partenariat public-privé indispensable aujourd'hui à l'intérêt général des citoyens. En l'occurrence ici s'agissant de mobilité, question primordiale dans le premier département touristique de France hors Paris. Le président du Département, justement, Marc Giraud, a renchéri sur l'importance des facilités

d'accès, à Ollioules/Sanary, qui est à sa connaissance la première inauguration d'un ouvrage depuis les deux confinements, mais aussi dans l'Est-Var où d'autres axes sont en voie d'amélioration. Enfin, pour le préfet du Var, Evence Richard, nous sommes là sur des aménagements essentiels pour la vie économique du département. Son coût, 37,6 millions d'euros, a fait l'objet d'un financement à 42 % par Vinci Autoroutes, 29 % par le Département, 16 % par TPM, 13 % par Sud Sainte Baume. Montant du péage pour un trajet Ollioules-Toulon : 0,80 € en véhicule léger, 0,50 € en moto.

O. R.

Sur l'A57, des travaux spectaculaires dès 2021

Escota vient d'attribuer le marché pour l'élargissement de l'autoroute à deux fois trois voies. Les choses sérieuses vont démarrer dès l'année prochaine, en particulier dans le secteur Ste-Musse

Quelques bâtisses détruites et des engins qui travaillent encore timidement à la limite de Toulon et de La Valette. Pour l'heure, les automobilistes n'ont encore rien vu du « chantier » monstre. Dès 2021 pourtant, l'élargissement de l'A57 va entrer dans une phase beaucoup plus concrète. Et visible ! Salvador Nunez, qui pilote le projet pour le compte d'Escota (filiale de Vinci autoroutes) explique à quoi il faut s'attendre pour les prochains mois.

Calendrier : quel impact lié au Covid ?

« En attribuant le gros marché avant la fin 2020, nous sommes dans une phase qui correspond à nos objectifs ». Le satisfecit de Salvador Nunez se comprend d'autant plus que cette année, la pandémie est venue troubler bon

Le chiffre

174,4

C'est en millions d'euros, le montant du marché que vient d'attribuer Vinci au groupe NGE pour l'élargissement de l'A57. Le volet travaux représente plus de la moitié du coût total de l'opération estimé à 300 millions d'euros. Le reste de la somme comprend les acquisitions foncières, les études, les expertises, les protections acoustiques ainsi que les travaux préparatoires.



D'ici 2025, l'A57 doit être portée à deux fois trois voies de la sortie du tunnel de Toulon jusqu'à l'échangeur « pierre ronde » qui permet de bifurquer vers Hyères. Le chantier doit permettre de désengorger un axe emprunté par 110 000 automobilistes par jour. (Photos Luc Boutria et doc. V-m.)

nombre de chantiers. La « chance » de ce projet est qu'il en était à une phase administrative. « Tout de même, vu les événements et le contexte, ce n'a pas été une mince affaire », note le directeur d'exploitation qui mise sur un démarrage des travaux « dans les premiers mois de l'année prochaine. »

Qui va réaliser les travaux ?

C'est le groupe NGE qui a remporté l'appel d'offres au terme d'une pro-

cedure largement inspiré du code des marchés publics. Il a pris le meilleur sur Bouygues, Eiffage mais aussi la filiale BTP du groupe Vinci. Parmi les critères, pris en compte, il y a le coût, bien sûr, mais aussi des aspects techniques, environnementaux ou concernant la limitation des nuisances.

Où en sont les expropriations ?

Pour pouvoir élargir, Vinci a dû acquiescer un certain nombre de parcelles voisines de l'autoroute. De

gré à gré ou en passant devant un juge via une procédure d'expropriation.

Une opération qui, là aussi, se déroule de manière positive, estime Salvador Nunez : « Sur La Valette, comme sur Toulon nous sommes à plus de 50 % d'acquisitions à l'amiable. » Un chiffre supérieur aux ratios habituels, qui s'expliquerait par l'environnement très urbanisé des secteurs concernés. Au total, 19 bâtis d'habitation et 7 locaux commerciaux sont concernés.

Quel impact du chantier sur la circulation ?

En 2021, l'apparition de la peinture jaune sur la chaussée, marquera le lancement des travaux.

« Nous ne réduisons pas le nombre de voies, nous n'y sommes pas autorisés, en revanche elles seront un peu moins larges », confie Salvador Nunez.

Par ailleurs, si des fermetures de portions d'autoroutes auront bien lieu, ce sera le cas exclusivement de nuit, afin de ne pas (trop) impacter la circulation sur cet axe régulièrement embouteillé.

Par où vont commencer les travaux ?

Le premier volet très spectaculaire se déroulera au niveau de l'hôpital Sainte-Musse. A cet endroit, l'autoroute enjambe la voie ferrée, et Vinci a donc dû réserver très à l'avance des « créneaux » auprès de la SNCF car il y aura un impact sur la circulation des trains. A cet endroit, « il va falloir réaliser un pont provisoire où on fera passer l'autoroute pour pouvoir intervenir sur l'existant et le reconstruire. Cela va démarrer dès 2021 », précise Salvador Nunez.

Quand vont se terminer les travaux ?

Vinci table sur quatre années de travaux et une mise en service de l'ensemble du tronçon élargi en 2025.

CHRISTOPHE GAIGNEBET
cgaignebet@nicematin.fr

Radar : ce n'est qu'un au revoir

Parmi les « travaux invisibles », il y a ceux qui concernent les réseaux souterrains. « Nous en avons 150 à dévier », indique Salvador Nunez. Eaux, fibre optique, gaz, électricité...

Des travaux qui pourraient expliquer la disparition, il y a quelques semaines, du radar situé au niveau du stade Léo-Lagrange.

Mais pas question de relâcher la vigilance, ce départ n'est pas définitif. Des radars provisoires ou de chantier pourraient être installés.

« Mais ce n'est pas de notre décision, cela relève des services de la préfecture », rappelle Vinci.



Les palmiers « mis à l'abri »



Les palmiers qui jalonnent actuellement l'A57 vont bientôt disparaître. Mais qu'on se rassure, ils ne seront pas détruits. « Conformément au souhait des collectivités, ils vont être placés en pépinière le temps des travaux », indique le responsable d'Escota.

À la fin du chantier, ils seront replantés. Non pas sur le terre-plein central, comme actuellement, faute de place, mais autour des futures bretelles d'accès des échangeurs qui seront réalisés.

Et le bruit dans tout ça ?

8 kilomètres de « panneaux acoustiques » vont être disposés sur le tronçon. Ces murs antibruit mesureront entre 2,5 et 4 mètres et auront un aspect bois similaire à ceux présents de l'autre côté de Toulon sur l'A50.

Par ailleurs, Vinci va faire installer des protections de façades sur certaines habitations.

Environ 3 000 logements sont éligibles. Des audits acoustiques sont en cours.

« L'objectif est d'améliorer l'existant », insiste Salvador Nunez.



Trottinette électrique, le goût du risque et de la liberté

Depuis fin novembre, les engins électriques en libre-service de l'entreprise Bird ont fait leur nid à **La Valette**. Une première départementale qu'on a voulu tester pour vous

Un mois tout juste après leur mise en services, les trottinettes électriques suscitent toujours autant le débat à La Valette. Entre ceux qui sont ravis de leur côté pratique et fun et les autres qui fustigent leur dangerosité, on a voulu en savoir plus. Et pour vraiment se rendre compte, il n'y a qu'un seul moyen : donner de sa personne et tester... Casque sur la tête, application Bird chargée sur le téléphone, je me lance dans l'aventure. Pour mes débuts j'ai prévu un trajet simple du centre-ville jusqu'à l'Avenue 83. C'est parti !

AMANDINE ROUSSEL



Fièrement installée sur ma monture, j'étais prête pour l'aventure. J'avoue quand même bien volontiers avoir eu quelques frayeurs sur le trajet. Mais le moyen de transport est ludique et pratique. Une expérience à recommencer. (Photos C.G.)



Du centre-ville à L'Avenue 83

1 À la recherche du précieux véhicule

La centaine de trottinettes est dispatchée aux quatre coins de la ville. Il s'agit donc, déjà dans un premier temps, d'en trouver une disponible pas trop loin de là où je suis... J'avais prévu le coup et au lieu de commencer mon périple dans un coin excentré, j'avais misé sur l'hyper centre-ville. Pari réussi, il y en a deux de disponibles sur la place Général de Gaulle à quelques pas d'où je me trouve. Ce n'est pas moi qui le dis mais le GPS de l'application. C'est lui qui me guide jusqu'à ma précieuse monture garée dans une des zones spécifiées dans l'application.

2 La prise en main

Vous l'aurez compris, cette fameuse application, c'est votre mentor quant à l'utilisation de la trottinette, elle vous explique tout de manière simple et pédagogique. Comment démarrer, comment accélérer, comment freiner, vous saurez tout rien qu'en regardant les petits dessins. L'entreprise Bird vous donne aussi des conseils élémentaires comme porter un casque, ne pas rouler sur les trottoirs, privilégier les pistes cyclables... Après la théorie, place à la pratique. C'est peut-être aussi le moment de vous dire, que pour

moi, la trottinette électrique c'est une grande première...

3 Le trajet

Quelques tours de la place Charles de Gaulle, histoire de me familiariser un peu avec l'engin, ne sont pas de trop. Les débuts sont – comment dire ? – très saccadés. Il faut avoir du doigté pour doser les accélérations sans trop d'à-coups. Côté équilibre, c'est étonnamment facile. Un peu plus sûre de moi, je me risque dans la rue, le trajet peut commencer. Pas de bol, aucune piste cyclable en vue... Je me jette donc prudemment dans la circulation. Quasiment collée au bord de la route, histoire de ne pas être frôlée par les voitures. La Coupiane et ses ronds-points me font déroger de la sacro-sainte règle, je monte finalement sur le trottoir. J'en profite, il n'y a personne. Plus rassurée, j'apprécie enfin complètement le moment ! Petites pointes à 25 km/h (le maximum), j'évite les bosses et les poteaux. Rien ne m'arrête ! Sauf que là, il faut que je descende parce que des passants arrivent en face. La fin du trajet jusqu'à l'Avenue 83 se déroule sans accrocs. En un peu moins de 20 minutes, j'ai parcouru les 3,8 kilomètres. Je gare mon engin dans une zone de parking précisée sur l'application.

▲ On a aimé ▼ On n'a pas aimé

▲ C'est pratique

On va plus vite qu'à pieds, on se fauille facilement, on évite les embouteillages et pas de problème pour se garer.

▲ C'est simple d'utilisation

Il suffit de se laisser guider par l'application. Tout passe par elle. Et elle est plutôt bien faite.

▲ Pas de stationnement anarchique

Les trottinettes ne peuvent être déposées que dans des aires de stationnement (66 dans toute la ville) qui sont dûment indiquées sur l'appli Bird. On ne peut pas rendre le véhicule tant qu'on n'est pas au bon endroit.

▼ C'est cher

Au final, le trajet du centre-ville jusqu'à l'Avenue 83 aura coûté quelque 9 euros pour une vingtaine de minutes de trottinette. Un ticket de bus revient nettement moins cher !

▼ Cela nécessite un

téléphone portable

Ok, quasiment tout le monde en a un aujourd'hui. Mais pensez néanmoins à ce qu'il soit chargé, sinon pas moyen de débloquer ni de garer le véhicule.

▼ C'est – un peu – flippant

Circuler au milieu des voitures sur sa petite trottinette est plutôt anxiogène. On se sent un peu à nu au milieu des gros véhicules qui vont vite. Les pistes cyclables sont idéales pour rouler en paix et en sécurité. Encore faut-il en trouver...



L'application est très facile à utiliser.

Le chiffre

9 C'est en euros, le prix que m'a coûté mon trajet en trottinette. Il faut compter 1 euro pour la démarrer, puis 0,25 euro par minute commencée.

Bientôt ailleurs dans la Métropole ?

Aujourd'hui, avec les trottinettes Bird, pas moyen de sortir de La Valette. On a testé, vous pensez bien, et c'est simple : le moteur se coupe tout simplement ! Pour dépasser les frontières de la ville, il faudrait que les communes voisines proposent également le même service. Et pour l'instant, ce n'est pas au programme. À Toulon du moins...

« Ce qui marche à La Valette ne marche pas forcément à Toulon où nous sommes plus nombreux, assure le maire Hubert Falco. Nous regardons évidemment ce qu'il se passe dans les autres grandes métropoles. Et pour l'instant, le retour n'est pas très positif... On verra dans le futur. Mais, je vous l'assure Toulon ne sera pas à la traîne ! »

8 LOGEMENT

- 1 Le permis de Bois Sacré validé par la justice**
Var Matin – 14.03.2020
- 2 Un immeuble neuf rasé avant d'être reconstruit**
Var Matin – 17.07.2020
- 3 Les 16-25 ans en difficulté ont un toit en résidentiel**
Var Matin – 17.07.2020
- 4 Ollioules – un joli panel de locations touristiques en cœur de ville**
Var Matin – 29.07.2020
- 5 En cœur de ville, un immeuble entier en pleine restauration**
Var Matin – 09.08.2020
- 6 Coste Chaude, la maire fait une croix sur le projet immobilier**
Var Matin – 03.09.2020
- 7 Quel dispositif pour l'amélioration de l'habitat ?**
Var Matin – 09.09.2020
- 8 Logements sociaux : nouvelle poussée de fièvre pour les maires**
Var Matin – 17.09.2020
- 9 Résidence séniors : « Je me trouve dans un cocon »**
Var Matin – 10.11.2020

Le permis de Bois sacré validé par la justice

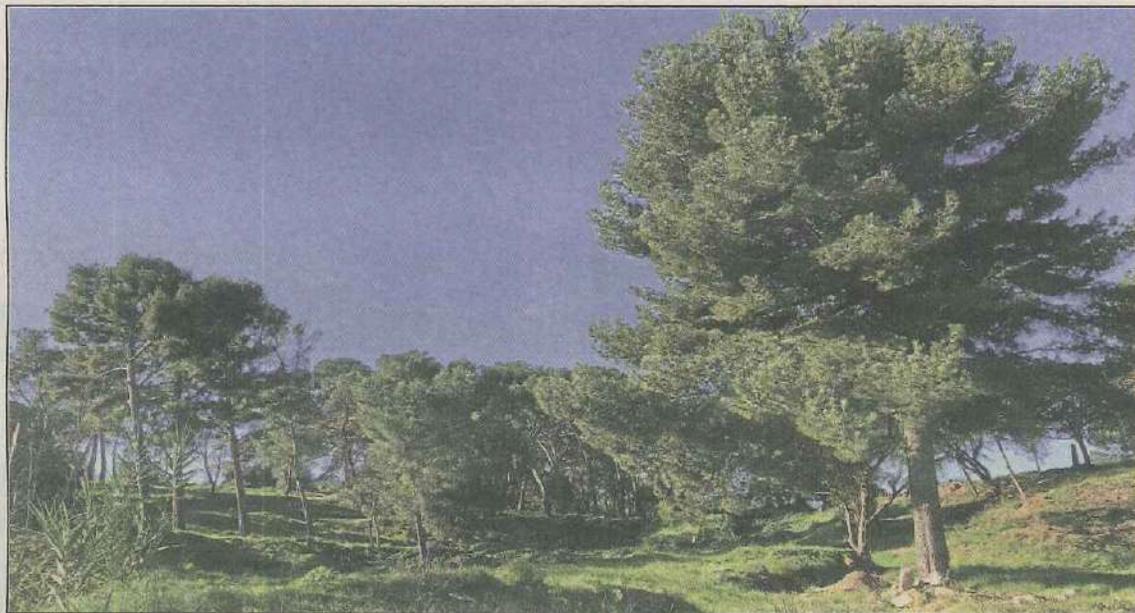
Alors que les détracteurs du projet espéraient son renvoi devant le tribunal administratif, le Conseil d'État a annoncé ne pas s'opposer à la construction de 352 logements sur la friche Total

L'échelon suprême de la juridiction administrative a tranché. Ainsi, le Conseil d'État n'a pas trouvé matière à revenir sur le jugement de 2018 qui, lui-même, ne s'opposait pas au programme immobilier de 352 logements sur le terrain de Bois sacré⁽¹⁾. De fait, cette décision rend donc possible l'urbanisation de l'ancien site Total.

Juste avant le premier tour des élections, ces échos du Palais Royal, à Paris, risquent de faire jaser sur les bords de la Méditerranée. Comme l'a rappelé cette campagne des municipales à La Seyne, le projet de sept bâtiments et huit villas cristallise en effet les rancœurs des opposants déclarés au « béton ».

L'association condamnée à verser 3000 euros

La Confédération environnement Méditerranée, soutenue par le CIL Balaguier-Le Manteau-L'Eguillette dans cette histoire, a vu son pourvoi en cassation rejeté en milieu de semaine. Et ce, alors que les conclusions du rapporteur public, exposées le mois dernier par Maître Louis Dutheillet de Lamothe, avaient pourtant laissé entrevoir un possible renvoi de l'affaire de-



Accordé en 2015, le permis de construire 352 logements sur le terrain de Bois sacré, au 617, corniche Philippe Giovannini, ne peut plus être attaqué.

(Photo Ma.D.)

vant le tribunal administratif de Toulon. Il n'en a rien été.

Le Conseil d'État a estimé que la juridiction avait, en premier ressort, « sans erreur de droit ni contradiction de motifs », mais aussi « sans dénaturer les pièces des dossiers qui lui étaient soumis », bien pris en compte tous les aspects de la loi littoral pour juger que le pro-

jet n'y contrevenait pas. L'association devra par ailleurs s'acquitter de la somme de 3 000 euros à la commune et à la SAS Corniche de Bois sacré.

Constructa veut « verdier » sa copie

Pour autant, il paraît peu probable que Constructa lance dans les mois

à venir ses pelleteuses à l'assaut de la friche de sept hectares. Si le soulagement est réel chez le promoteur marseillais, il sait aussi qu'économie ne pourra être faite d'un « verdissement » du projet, accusé aujourd'hui de nombreux maux. « Un programme posé en 2010 ne peut pas être celui projeté en 2020 » explique-t-on en substance du côté

de la tour La Marseillaise. En surplomb de la corniche Giovannini, la copie sera « retravaillée », assure Constructa, qui évoque déjà une éventuelle connexion à la thalassothermie de ses résidences avec vue mer. Un soin particulier devrait également être apporté à la dépollution de l'excédent pétrolier, dont les processus avaient vivement été critiqués par la Confédération environnement Méditerranée.

De là à déposer un nouveau permis de construire modificatif et encore une fois s'exposer à d'éventuels recours, il y a tout de même un pas que le groupe phocéen hésitera sans doute à franchir.

MA.D.

mdalaine@nicematin.fr

1. Le 13 février 2018, le tribunal administratif de Toulon avait prononcé l'annulation partielle du projet pour défaut de « prescription relative aux mesures de contrôle sanitaire ». Mais le TA avait aussi acté le fait que le programme immobilier ne contrevenait pas aux dispositions de la loi littoral, pas plus qu'aux règles d'urbanisme.

Un permis de construire modificatif avait alors été déposé par Constructa, avec l'engagement à « vérifier régulièrement, en phase d'exploitation, la qualité de l'eau potable et l'étanchéité des canalisations », tel qu'exigé par le tribunal.

Un immeuble neuf rasé avant d'être reconstruit

Juste à la limite de **Toulon** et de **La Garde**, la construction d'un ensemble de 39 logements a viré au cauchemar. À cause de malfaçons, le chantier a été stoppé et doit repartir de zéro ou presque

Réputé pour son calme discret, entre pavillons de bonne compagnie, le quartier Sainte-Marguerite, plus proche du Cap Brun que du centre de La Garde ne pensait pas un jour se passionner pour l'anodine allée du bosquet. À l'angle du boulevard Bourgairel qui relie Magaud au Pont de Suve, début 2018, les voisins ont d'abord vu de grands panneaux publicitaires annonçant qu'une opération immobilière allait ranger dans les tiroirs à souvenirs la vieille bâtisse au pigeonnier et son parc dont les bosquets avaient donné leur nom à l'allée.

Un ensemble de 39 logements sur trois niveaux y est commercialisé par la Cogedim sous le nom de « Villa vert marine ». Annoncé pour le premier trimestre 2020, il propose des 2 pièces, des 3 pièces et

des 4 pièces (entre 202 000 et 375 000 euros).

Un crève-cœur bien entendu pour les riverains, attachés au caractère pavillonnaire de leur quartier, mais rien de très original à l'heure où les politiques d'urbanisme prônent de « construire la ville sur la ville ».

Le béton coule, l'entreprise aussi

À la rentrée 2018, le chantier débute d'ailleurs sans grande passion et la haute grue s'installe dans le paysage.

Au fil des semaines, les engins de chantier s'ébrouent et le béton coule à flots.

Malheureusement, la boîte de gros œuvre, qui a remporté l'appel d'offres du promoteur, coule aussi.

« On avait eu de bons retours sur cette entreprise, mais on a appris en cours de chantier qu'elle avait des difficul-



Allée du Bosquet, il ne reste rien de l'immeuble neuf.

(Photos Patrick Blanchard)

tés financières, se désole un responsable de la Cogedim. « On a fait tout notre possible pour l'aider, mais à l'été 2019, elle s'est retrouvée en redressement judiciaire ». Une procédure qui aboutit à une liquidation dès le mois d'octobre 2019. Résultat : la grue se fige alors qu'il ne reste que les appartements en toit-terrasse à terminer.

Surprise à la pelle

Premier coup dur pour la trentaine de futurs propriétaires qui a déjà signé et comprend alors que le chantier va prendre du retard. Ils ne se doutent pas encore que d'autres surprises les attendaient sur le long che-

min de la Vefa (Vente en état futur d'achèvement).

Se retrouvant avec un immeuble construit aux deux tiers, des investisseurs impatientes et une boîte de gros œuvre en faillite, le promoteur sollicite son assurance... et croise les doigts pour qu'une entreprise soit disponible afin de terminer rapidement le chantier.

« À partir de ce moment-là, on s'est uniquement retrouvé spectateur, regrette un responsable de Cogedim. C'est l'assurance qui a pris la main ».

Et la première décision de la compagnie, c'est de faire examiner la carcasse en béton par des experts.

Deuxième coup dur (mais sage précaution) puisque les hommes de l'art ne tardent pas à identifier des malfaçons. Ferrailages insuffisants, béton fragilisé... Flamant neuf, le bâtiment semble déjà fragile.

Prise à la gorge, l'entreprise de gros œuvre (qui est désormais injoignable) aurait multiplié les « bricolages », selon les mots du promoteur pour faire des économies allées des bosquets.

Solution radicale

Devant ce tableau, experts et assureurs concluent rapidement que remettre en état sera impossible et, contre toute attente, prennent la

décision de raser totalement l'édifice. Selon eux, il n'est possible de conserver que le plancher du sous-sol.

Pour le promoteur comme pour ses clients, le coup de massue est brutal. « C'est un cas de figure que je n'ai jamais rencontré », avoue le responsable Cogedim.

Après avoir vu un immeuble sortir de terre, les voisins de Sainte-Marguerite assistent médusés à sa destruction. Pour l'instant, aucune information du promoteur ou de la mairie ne leur a été donnée. C'est simplement en alpaguant les ouvriers à la descente du tractopelle qu'ils entendent parler de « malfaçons ».

Côté calendrier, alors que le confinement n'a évidemment pas arrangé les choses, la livraison en 2020 est totalement écartée.

La phase de déconstruction touche à sa fin et dans le courant de l'été, la grue, qui est restée en place, devrait reprendre du service. Avec prudence, le promoteur envisage aujourd'hui une remise des clés d'ici fin 2021. Parallèlement, une procédure judiciaire doit permettre d'établir toutes les responsabilités dans ce dossier et de calculer les sommes gaspillées. Une addition où les zéros pourraient peser aussi lourd que le béton.

P.-H.C.

phcoste@nicematin.fr



D'abord arrêté, le chantier a fait marche arrière

Les 16-25 ans en difficulté ont un toit résidentiel

Unique en France, la résidence sociale à orientation éducative du fort Saint-Antoine, gérée par Apprentis d'Auteuil, accueille ses premiers jeunes travailleurs depuis début juillet

Il a fallu huit ans pour assister à l'aboutissement d'un projet pour accompagner des jeunes en difficulté vers une autonomie... Avec l'arrivée des premiers résidents du foyer de jeunes travailleurs géré par les Apprentis d'Auteuil, le directeur, Frédéric Baudot, qui « a pensé et construit le projet y compris en terme architectural », mesure le chemin parcouru aux côtés de son adjoint, Eric Caliendo, et de l'ensemble de l'équipe. La résidence sociale à orientation éducative (RSOE) du fort Saint-Antoine est née en lieu et place de la vieille école de la Valbourdine.

Celle-ci avait été cédée à l'époque par la Ville « pour accompagner les jeunes adultes », comme l'avait souhaité le maire Hubert Falco en confiant le site à Frédéric Baudot. Il accueille déjà depuis le 2 juin l'équipe encadrante de ce premier foyer qui, précise le directeur, « pourrait bénéficier du label de résidence sociale orientation éducative dans le cadre du plan national de lutte contre la pauvreté. » Un véritable tremplin social-éducatif pour les 16-25 ans sortis de l'Aide sociale à l'enfance (ASE) ou de parcours de protection judiciaire de la jeunesse (PJJ). Il a pu voir le jour avec l'appui précieux des pouvoirs publics (lire par ailleurs), lesquels ont, aussi, repéré ces



De gauche à droite : Frédéric Baudot, directeur de la résidence sociale à orientation éducative du fort Saint-Antoine et son adjoint de direction, Eric Caliendo. (Photos Sophie Louvet)

publics.

« Être dans la continuité des parcours »

Quels sont-ils ? Avec l'association Adepape, Frédéric Baudot a coanimé un groupe de travail pour « éviter les sorties dites sèches de l'aide sociale à l'enfance, et trouver des réponses concrètes à l'accès d'autonomie des jeunes. » « Il s'agit d'être dans la continuité des parcours. Nous ne sommes pas dans le verbiage, mais dans les actes concrets. Nous avons la possibilité de palier une iniquité sociale, insiste le directeur. Nous avons des critères très sélectifs mais objectifs sur la capacité d'inclusion sociale pour des personnes qui ont eu des parcours de vie défavorisés. »

Les atouts ? Permettre aux jeunes d'avoir « une prise en charge cousue main pour vivre et être soutenu à la demande. »

« Critères sélectifs »

Pour bénéficier de cet accueil, il faudra répondre à des critères. La solvabilité : « Grâce à l'État, nous avons obtenu le maximum de possibilités de couverture par l'allocation pour le logement (APL). Cela peut aller jusqu'à 400 euros pour un loyer de 430 euros. Cela implique que les jeunes ont forcément un salaire (contrat d'apprentissage, CDI, CDD, une formation professionnelle...) » « Il faut qu'il y ait un reste à vivre qui soit d'au moins 300 euros, voire 350 euros pour supporter les

aléas de la vie. C'est très facile d'accès », commente Frédéric Baudot. Sur les 43 logements individuels équipés, quatre grands studios de 31 mètres à 497 euros sont couverts par les APL. Ils peuvent accueillir trois personnes dont un couple avec un enfant. Pas ou peu de recours familiaux :

« Celui-ci nous distingue des autres foyers jeunes travailleurs. Sans ce dispositif, les jeunes sont réellement menacés de décrochage social alors qu'ils ont un boulot. » Pour le directeur, il ne s'agit pas de faire « un accueil de confort ». « Si nous mettons autant de moyens en face, c'est qu'il y a des vrais besoins », commente Frédéric Baudot.

L'envie de s'en sortir :

« Chaque jeune doit exprimer clairement une envie de s'en sortir et venir aussi avec le pacte éducatif qui est mis en place, c'est-à-dire l'accompagnement d'une équipe pluridisciplinaire renforcée », commente le directeur. Le potentiel pour s'en sortir. « Il faut que le jeune ait eu le temps de traiter les problématiques handicapantes avant d'entrer dans le dispositif avec des règles de fonctionnement », précisent les co-directeurs très attentifs aux candidatures.

« Un lieu de vie »

« Je voulais le mieux pour les jeunes défavorisés. Je veux qu'ils s'y sentent bien. Nous sommes dans le logement mais pas dans de l'hé-

Repères

■ **L'appel aux dons**
L'appel aux dons pour soutenir la résidence trouve encore plus sa raison d'être à la sortie du confinement. Apprentis d'Auteuil RSOE du fort Saint-Antoine, 176, bd Bianchi à Toulon.

■ Les partenaires

Erilia, le maître d'ouvrage, le Département, la Métropole Toulon Provence Méditerranée, la Ville, la Région, la préfecture du Var via les directions départementales des territoires et de la Mer, et de la cohésion sociale, le ministère de la Justice, l'Agence régionale de santé et la Caisse d'allocations familiales.

bergement », confie le directeur. Le but est d'offrir un toit résidentiel dans laquelle les jeunes locataires doivent se sentir bien, se stabiliser et se projeter durant la durée du séjour. « Celui-ci est de deux ans maximum », précise le directeur adjoint, Eric Caliendo. Il peut être prolongé en fonction des besoins repérés. « Nous allons les aider à sortir d'inégalités de destins et à faire des jeunes autonomes », conclut Frédéric Baudot.

CATHERINE PONTONE

Le chiffre

30

C'est en pourcentage le nombre de jeunes adultes qui ne disposent pas de soutien familial.



Meublées, les chambres avec cuisine équipée sont spacieuses et bénéficient d'une grande luminosité.

Equipe pluridisciplinaire et complémentaire

L'équipe est composée de douze professionnels « pluridisciplinaires et complémentaires » qui vont prendre en charge les jeunes résidents. Ils sont, insiste le directeur et son adjoint, une « force de proposition pour élaborer, construire et mettre en œuvre un projet professionnel durable et réaliste » : deux chargés d'insertion qui vont prendre en charge l'accompagnement à l'insertion sociale et professionnelle ; une infirmière pour tout ce qui est accompagnement à l'hygiène de vie ou santé, une animatrice sur le champ



Une équipe soudée aux compétences complémentaires au service des jeunes locataires.

de l'assistance de service social, une personne de la PJJ pour aller sur le versant éducatif et une attachée de direction. « Chaque professionnel a une fonction éducative à

mi-temps », insiste Frédéric Baudot. « Le jeune travailleur accepte qu'une certaine forme de partenariat se tisse entre lui et l'équipe. S'il ne va pas à son encounter, cela n'a pas

de sens qu'il soit dans la résidence. Je veux qu'ils apprennent à vivre les uns avec les autres, précise le directeur, Frédéric Baudot. Je ne veux pas que les locataires s'isolent dans leur logement : l'isolement, c'est la mort de la jeunesse. » Des espaces collectifs ont été créés à l'intérieur et à l'extérieur de la résidence (salon, grande terrasse, petit jardin cosy, clairières, centre de documentation et d'information, salle informatique, atelier bricolage, espace rencontre et bureaux d'entretien...) Autant d'invitations au bien vivre ensemble.

Un joli panel de locations touristiques en cœur de ville



Lumineuses et spacieuses, ces locations touristiques ont été présentées récemment par le maire et ses adjoints. (Photo DR)

Afin de développer l'offre hôtelière dans le centre-ville, la municipalité propose sept locations touristiques en cœur de ville. Elles sont destinées à accueillir des visiteurs français ou étrangers, mais aussi les familles et amis des administrés olioulaux. La gestion de ces gîtes est confiée à des conciergeries, qui s'occupent des réservations, de l'accueil, ainsi que de l'entretien des locaux. Un parking privé est situé à 200 m des gîtes. Badge et code d'entrée remis au début du séjour.

Les travaux d'aménagements de trois nouveaux studios situés 42, rue Nationale viennent à peine de se terminer. Les élus et Romain Mavet, président de l'association des commerçants, artisans et entreprises d'Ollioules, sous la conduite du maire Robert Bénéventi, ont procédé à la réception des trois nouveaux meublés touristiques. Ils ont été aménagés par les services municipaux qui ont travaillé aux côtés de Delphine Grosso, adjointe déléguée au centre-ville et Martine Perez, responsable de la logistique au cabinet du maire. Dans quelques jours, les premiers locataires viendront découvrir la

commune et ses nombreux atouts touristiques.

Sept locations saisonnières

- Un appartement au 2, rue Brany au 1^{er} étage d'un immeuble face à l'église Saint-Laurent. C'est un appartement de charme (73 m²) restauré par un architecte du patrimoine. Accueil maximum six personnes.

Tarifs : 65 € la nuit plus caution, 55 € de frais de ménage et 2 nuits au minimum.

- Un appartement et un studio au 12, rue Marceau, au 1^{er} étage. Ces gîtes de charme sont situés dans un petit hôtel particulier. L'un d'entre eux est remarquable par sa fenêtre à meneaux de la Renaissance. Capacité : six personnes pour l'appartement et trois personnes pour le studio.

Tarifs pour l'appartement : 65 € la nuit, plus caution, 50 € de frais de ménage et 2 nuits au minimum. Le studio peut être loué à la nuitée au prix de 60 € (4 nuits minimum) ou à la semaine au prix de 370 €. Possibilité sous certaines conditions en fonction de la période pour 2 nuits au prix de 70 € (week-end).

- Un studio au 10, place Jean-Jau-

rès à l'étage. Situé dans un petit immeuble ancien, il donne directement sur la place du marché. Accueil maximum 2 personnes.

Tarifs : 48 € la nuit plus caution, 35 € de frais de ménage, 2 nuits au minimum.

Nouveau depuis le 15 juillet

- En plein cœur de ville, 42, rue Nationale, trois studios entièrement refaits à neuf et lumineux. Ces logements sont d'une capacité pour deux personnes.

Chaque logement peut être loué à la nuitée au prix de 60 € (4 nuits minimum) ou à la semaine au prix de 370 €. Possibilité sous certaines conditions en fonction de la période pour 2 nuits au prix de 70 € (week-end). Un acompte de 30 % vous sera demandé à la réservation ainsi qu'une caution.

Pour réserver les locations (plus de 3 personnes) rue Brany, rue Marceau et place Jean-Jaurès : Azur Intendance 06.58.23.70.21 - 06.72.84.92.57. Pour réserver les studios 42 rue Nationale et rue Marceau : 06.81.07.66.22 - BCBG Conciergerie.

En cœur de ville, un immeuble entier en pleine restauration

L'immeuble qui fait l'angle des rues Emile-Zola et d'Alger est en pleine mue et devrait, d'ici à 2021, retrouver son lustre d'antan. Dix-sept logements et un local commercial y sont attendus

À la sortie du confinement, il est un échafaudage qui n'est pas passé inaperçu dans les rues du centre ancien. Il attire la curiosité cet été des passants au croisement de la rue d'Alger et de la rue Emile-Zola. L'immeuble, longtemps occupé par la Caisse d'épargne en rez-de-chaussée, mais aussi sur les trois premiers étages, subit aujourd'hui une longue restauration et va retrouver son lustre du début du XX^e siècle.

L'architecte de l'époque, Paul Page, qui a posé sa griffe dans de nombreux édifices dans la région de Toulon (*lire par ailleurs*) va ainsi être réhabilité. Et ce, conformément au souhait de l'architecte des bâtiments de France auprès du porteur du projet, la SCPI Urban vitalim Numéro 2, propriétaire, et la Compagnie immobilière de restauration (CIR), en charge de la gestion des travaux en qualité d'entreprise générale.

L'architecture haussmannienne

Dans la lignée de l'architecture haussmannienne dans laquelle s'inscrivent de nombreux bâtiments du centre-ville, les oriels et bardages en aluminium de la façade vont disparaître. Ils dataient de l'époque où l'ancien occupant des lieux, la Caisse d'épargne, avait pris possession des lieux dans les années 1980. D'anciennes fenêtres, rue Daumas, vont être rouvertes, des balcons, côté Zola, vont être restitués et les garde-corps en ferronnerie seront fidèles à ceux d'origine.

Les travaux engagés dans ce bâtiment très vétuste devaient se terminer dans le courant du premier semestre 2021. Dix-sept logements



La façade de l'ancien bâtiment de la Caisse d'épargne qui occupait les trois premiers étages va retrouver son lustre d'antan, dans la lignée de l'architecture haussmannienne du début du XX^e siècle. (Photo Valérie Le Parc)

locatifs en loyer libre y seront disponibles

Logements de type T2 et T3

Le projet prévoit cinq logements de type T3 et douze de type T2. Il n'y aura pas d'impasses sur la qualité dans la réhabilitation intérieure de cet immeuble, assurent les auteurs du projet. Si sa restauration puise dans ses origines, le bâti entre aussi de plain-pied dans la modernité au niveau, notamment, des isolations thermique et phoni-

que, ainsi que de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite. Une nouvelle porte d'entrée, rue d'Alger, sera créée.

Intervenant dans le cadre du suivi des opérations immobilières dans le périmètre du cœur de ville, la société Var aménagement développement (VAD) porte un regard attentif, en amont et en aval du chantier, quant au bon respect des préconisations par la CIR, subventionnée par la collectivité. Une CIR qui a déjà beaucoup investi dans le cœur

historique de Toulon. Laquelle est connue de l'aménageur VAD pour « ses finitions très au-dessus de la moyenne » et le choix noble des matériaux (parquet en chêne, moulure...).

« Ces bardages en façade qui ont été faits dans les années 1980 rendaient l'immeuble aveugle. Aujourd'hui, ce n'était plus concevable, explique Hélène Audibert, adjointe au maire, et présidente de Var aménagement développement. Nous sommes contents d'avoir trouvé un investisseur qui accepte

de rénover l'immeuble tel qu'il était en 1916 sur le premier permis de construire. Il a été réalisé à l'époque avec l'esprit haussmannien, celui d'une grande partie de la haute ville. Notre volonté était de retrouver ce patrimoine. »

Alors que l'immeuble s'élève dans le périmètre de site de protection remarquable (SPR), l'aménageur veille sur la mise en valeur du patrimoine, à laquelle les propriétaires sont sensibles.

CATHERINE PONTONE

Dates clés

■ **1906** : L'autorisation est donnée d'agrandir l'immeuble alors baptisé Joseph-Mille. Comment ? En avançant la façade sud sur toute sa largeur, entre les rues d'Alger et Augustin-Daumas, à l'alignement de la rue Emile-Zola. Paul Page, l'architecte d'origine suisse en sera le maître d'œuvre. D'autres édifices dans l'agglomération toulonnaise portent sa signature, notamment à la Seyne (l'institut de biologie marine, la Villa Michel Pacha à Tamaris, l'église Notre-Dame-du-bon-voyage...) ou encore l'hôpital de Pierrefeu.

■ **1959** : Les Établissements Thiéry, spécialiste de la mesure industrielle (vêtements à vos mesures, dans le tissu de son choix, et au prix du prêt-à-porter) sont autorisés à réaliser des aménagements. Ils seront confiés à l'architecte Charles Pelletier qui apportera une touche moderniste aux façades du rez-de-chaussée et des trois premiers étages.

■ **1980** : la Caisse d'épargne s'y installe avec des changements majeurs, notamment en façade.

Le chiffre

15

C'est le nombre d'immeubles de la Compagnie immobilière restauration (CIR) sur le périmètre du cœur de ville. Cela représente 192 appartements, soit un investissement de plus de 35 millions d'euros TTC. La ville ou la Métropole TPM a engagé près de trois millions d'euros de subventions.



Les oriels et des éléments de façade en aluminium actuels vont être enlevés. (Photo DR)

L'idéal pour un grand magasin

Le départ de la Caisse d'épargne a libéré un grand local commercial, d'une surface de 192 mètres carrés en rez-de-chaussée, en plus des 67 mètres carrés en sous-sol. Soit de 260 mètres carrés en tout. Un emplacement en zone piétonne, à l'angle de la rue Emile-Zola et de la rue d'Alger, à deux pas des futures halles et du cours Lafayette, qui ne manque pas de cachet, ni d'intérêt commercial.

D'autant que le projet prévoit en façade de grandes vitrines. La location du local sans droit de porte se monterait environ 5 800 euros (hors taxe) mensuel. Une grande surface, assez rare dans le centre-ville, qui pourrait intéresser de grandes enseignes. À choisir, la ville préférerait une seule et unique enseigne. Celle-ci pourrait se décider avant la fin de l'année.

Coste Chaude La maire fait une croix sur le projet immobilier

Le complexe résidentiel de 140 logements dans la pinède de la rue Fernand Bonifay ne verra pas le jour. Nathalie Bicaïs annonce qu'elle refuse le permis au projet porté par Vinci Immobilier

Le sujet a défrayé la chronique de ces deux dernières années. Il a d'abord suscité une mobilisation forte des habitants de la colline concernée. Selon le commissaire enquêteur, en charge du dossier fin 2019, le projet de 140 logements collectifs à Coste Chaude avait même entraîné une « psychose ». Plus de 400 personnes étaient venues manifester leur hostilité lors de l'enquête publique sur la révision du plan local d'urbanisme (PLU) qui permettait sa mise en œuvre. Le dossier s'est aussi retrouvé au cœur de la dernière campagne municipale. Une période durant laquelle Nathalie Bicaïs – comme tous les opposants à l'équipe sortante –, avait promis de l'arrêter dès que possible. C'est ce qu'elle vient de faire. « Nous avons jusqu'au 23 août pour nous positionner définitivement sur ce projet (les délais avaient été rallongés du fait de la crise sanitaire, Ndlr). Quelques jours avant l'échéance, j'ai décidé de refuser le permis de construire. Et je l'ai fait en connaissant toutes les conséquences », assure Nathalie Bicaïs.

1 Pourquoi le rejet ?

« Ce projet était incohérent à plusieurs titres, souligne la maire. D'un côté, l'État et les citoyens demandent aux élus de limiter l'urbanisation et l'imperméabilisation des sols, mais aussi de préserver la biodiversité⁽¹⁾. De l'autre, les collectivités sont sommées de construire toujours plus de logements sociaux. En outre, le projet immobilier à Coste Chaude a été lancé sans aucune réflexion sur l'aménagement de ce quartier où les infrastructures



Voici la vue du projet immobilier de 140 logements sur la colline de Coste Chaude, tel qu'il avait été montré lors de sa présentation publique. (Photo doc. DR)

ne sont pas du tout adaptées à l'accueil de 500 personnes supplémentaires. Par ailleurs, durant la période de confinement, on a vu le besoin de retrouver des circuits courts d'approvisionnement en produits frais, avec une agriculture de proximité. Or Coste Chaude est, historiquement, une terre agricole. Pour toutes ces raisons, je respecte ma promesse de campagne d'arrêter le projet immobilier. Ma décision n'est une surprise pour personne car tous les acteurs du dossier, que j'ai rencontrés cet été, ont bien conscience de ma volonté de tenir mes engagements. »

2 Quels acteurs concernés ?

Nathalie Bicaïs a fait part de sa décision à l'Établissement public foncier régional (EPFR) qui avait procédé au remembrement des parcelles de Coste Chaude, rachetant les terrains à des proprié-

res privés pour près de 3 millions d'euros. La maire a aussi rencontré les dirigeants du groupe Vinci Immobilier, lequel était prêt à réaliser la construction des 140 logements – et qui avait d'ailleurs revu son projet à la baisse après négociation avec l'équipe de Marc Vuillemot. Reste que Vinci avait engagé environ 500 000 € de frais d'étude pour concevoir le projet. Enfin, Nathalie Bicaïs indique travailler sur ce dossier avec la Métropole, désormais compétente en matière d'urbanisme : « Nous sommes solidaires sur ce dossier et un représentant de TPM participe aux discussions que nous engageons ».

3 Quel coût pour la ville ?

« Avec l'EPFR, répond Nathalie Bicaïs, il faut trouver un arrangement sur le coût du foncier. Nous entrons en discussion mais, sachant qu'il

s'agit d'un établissement de soutien aux collectivités, j'ai eu l'assurance de sa collaboration pour nous aider à sortir de cette opération ». Concernant Vinci, poursuit la maire, « le groupe n'est évidemment pas très heureux de notre décision, d'autant que son projet était conforme au PLU, il n'y a aucun élément urbanistique pour l'empêcher. Mais aller au contentieux n'est pas dans son intérêt car il sait qu'il y aura d'autres opérations – par exemple dans le cadre de la réhabilitation du centre-ville – et qu'il a besoin d'entretenir des relations saines avec la collectivité. Et pour nous, il est intéressant de travailler avec de tels groupes reconnus pour leurs compétences ». Donc, là aussi, des négociations s'engagent : « On est parti sur une discussion concernant les modalités de remboursement des frais engagés par le promoteur », indique Nathalie Bicaïs. Pour l'heure, il est donc

difficile d'évaluer les conséquences financières pour la ville du rejet du permis de construire.

4 Quel projet à la place ?

« Sur ce terrain historiquement agricole, nous voulons remettre une activité de cette nature », annonce la maire. S'il est trop tôt pour entrer dans le détail, Nathalie Bicaïs évoque l'installation d'un agriculteur, voire la mise en place d'une ferme pédagogique. « Il est utile de réapprendre le goût et la qualité des bons produits aux enfants. Ce pourrait être aussi l'occasion de valoriser notre cuisine centrale, qui serait davantage approvisionnée en produits frais pour servir des repas aux écoles voire aux maisons de retraite ». L'activité qui sera installée sur le site pourrait être moyennant le versement d'un loyer à l'EPFR, propriétaire des terrains, permettant ainsi de lui rembourser, sur une très longue durée, le coût de l'achat des parcelles, envisage la maire. Pour l'heure, conclut Nathalie Bicaïs, « nous n'en sommes qu'au début de la réflexion. Il faut désormais évaluer toutes les situations. Les discussions commencent avec les uns et les autres, et nous travaillerons aussi avec la Chambre d'agriculture pour la réalisation du nouveau projet ». La maire précise enfin qu'elle envisage de procéder à une révision du PLU, avec la métropole TPM, afin d'éviter que de tels projets immobiliers ne puissent à nouveau émerger.

M. G.

mguillon@nicematin.fr

1. Plusieurs espèces de flore typique, dont des orchidées, ont été recensées à Coste Chaude.



Nathalie Bicaïs s'est rendue hier sur la colline de Coste Chaude pour annoncer, in situ, sa décision de refuser le permis de construire. (Photo Patrick Blanchard)

Quid des logements sociaux ?

La ville verse déjà une pénalité à l'État (environ 400 000 euros par an) parce qu'elle ne respecte pas les quotas de logements sociaux imposés par la loi SRU. Mais en plus, complète la maire, « comme elle n'a livré que 53 logements ces trois dernières années, elle risque d'être classée en "carence" par le préfet, et

d'être ainsi encore plus fortement pénalisée. Du reste, 10 des 12 villes de la métropole sont déjà en "carence", et le nouveau préfet va rencontrer les maires à ce sujet. Pour nous, il est nécessaire de reprendre cette problématique car il faut réfléchir à la destinée de nos villes littorales qui subissent une pression démographique

forte. On bétonne pour tenter de respecter les dispositions de l'État en matière d'urbanisme mais ce faisant, on massacre nos littoraux. Il y a un vrai danger pour nos paysages et nos cultures. C'est un dossier complexe qu'il convient de reprendre avec le préfet et la métropole », estime Nathalie Bicaïs.

En bref

Permanences du Collectif seynois des retraités CGT de l'arsenal

La réouverture de la permanence aura lieu ce jeudi 3 septembre, aux lieux et horaires habituels (14 h à 16 h). Le collectif rappelle que ces permanences sont destinées : au paiement des cotisations et adhésions, à l'examen des dossiers de pension ou de reversions, au calcul de l'indice majorant, au

suivi médical et administratif sur les conséquences des maladies professionnelles (amiante,...), ainsi qu'à la constitution des dossiers "préjudice pour anxiété", et plus généralement à tout problème que les retraités (ou préretraités) sont susceptibles de rencontrer. Cette reprise se réalisera, précisent les responsables du collectif, dans le respect des

mesures sanitaires (port du masque, usage du gel hydro-alcoolique à l'entrée, distance de 1 mètre, 3 personnes maximum dans le local).

La dernière permanence pour la vente des cartes de chasse

L'Union des chasseurs seynois indique qu'elle tiendra sa dernière permanence

samedi 5 septembre pour vendre les cartes de chasse (Sicov et GIC Siou Blanc) et les assurances, ainsi que pour assurer la finalisation du droit de chasse annuel. Pour les retardataires, le rendez-vous est donc donné samedi, de 8h30 à 11h30 au local situé place des Esplageolles. Pour tous renseignements, contactez le 06.79.05.69.97

Quel dispositif pour l'amélioration de l'habitat ?

Étendu à Gambetta et à la gare l'an dernier, le dispositif d'aide à l'amélioration de l'habitat en vigueur dans le centre-ville permet de subventionner jusqu'à 80 % des travaux dans les logements

Depuis un an et demi l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat en renouvellement urbain a été étendue à l'avenue Gambetta et au quartier de la gare. Derrière l'acronyme d'OPAH-RU se cache un dispositif d'aides techniques et financières à la réalisation de travaux dans les logements, les parties communes et les façades. Un dispositif déjà en place pour le centre ancien et qui, depuis 1994, a permis de subventionner, à des degrés divers, la réhabilitation de 748 façades, 268 toitures et 851 logements. « Ce n'est pas anodin », a souligné le maire Jean-Pierre Giran lundi soir lors d'une réunion publique à l'espace de la Villette. « Le linéaire de rues entières a été refait et cela a permis aussi de remettre des logements sur le marché », a indiqué Alain La Roche, chef de projet à Var Aménagement Développement (VAD), société mixte qui anime le dispositif.

devantures commerciales.

● **Quel périmètre ?**

Le périmètre initial concernait le centre-ville au-dessus de l'avenue Clotis, le centre ancien et une partie du quartier du Bon Puits. Il a été étendu à l'avenue Gambetta et ses artères proches ainsi qu'au quartier de la gare dans un périmètre délimité au nord par l'avenue Ritondale, à l'est par le jardin Oblius-Riquier, à l'ouest par l'avenue Godillot et au sud par l'Espace 3000. Voir plus en détails le plan ci-contre.

● **Quels travaux ?**

Isolation énergétique (chauffage, fenêtre...), travaux de rénovation, de plomberie, électricité, sanitaire, aménagement pour compenser une perte d'autonomie, façade, plancher... presque tous les travaux sont susceptibles d'être éligibles au dispositif. Pour les commerçants, les travaux de requalification des devantures commerciales sont désormais éligibles y compris en centre-ville car ce dispositif n'existait pas auparavant.

● **Quelles aides ?**

Elles sont de deux natures : techniques et financières. Une équipe dite Cœur de ville de VAD (architecte, technicien conseil, conseiller copropriété, juriste) conseille gratuitement les propriétaires privés sur les aspects administratifs, techniques, financiers, juridiques et fiscaux.

« La règle d'or est surtout de ne pas commencer les tra-

voux avant de venir nous voir et d'avoir l'accord des subventions », souligne Alain La Roche.

Les aides financières des travaux peuvent, selon les dossiers, s'élever de 20% à plus de 80 % du montant des travaux. L'étude se fait au cas par cas.

Les aides sont proposées par la Ville, TPM, l'ANAH (Agence nationale de l'habitat), Action logement, le Département et la Région. L'enveloppe provisionnée d'aides pour une période de 5 ans (2019-2023) s'élève à 7,5 M€.

Pour les devantures commerciales, l'aide est plafonnée à 40 % du montant HT des travaux éligibles. Elle est plafonnée à 3000€.

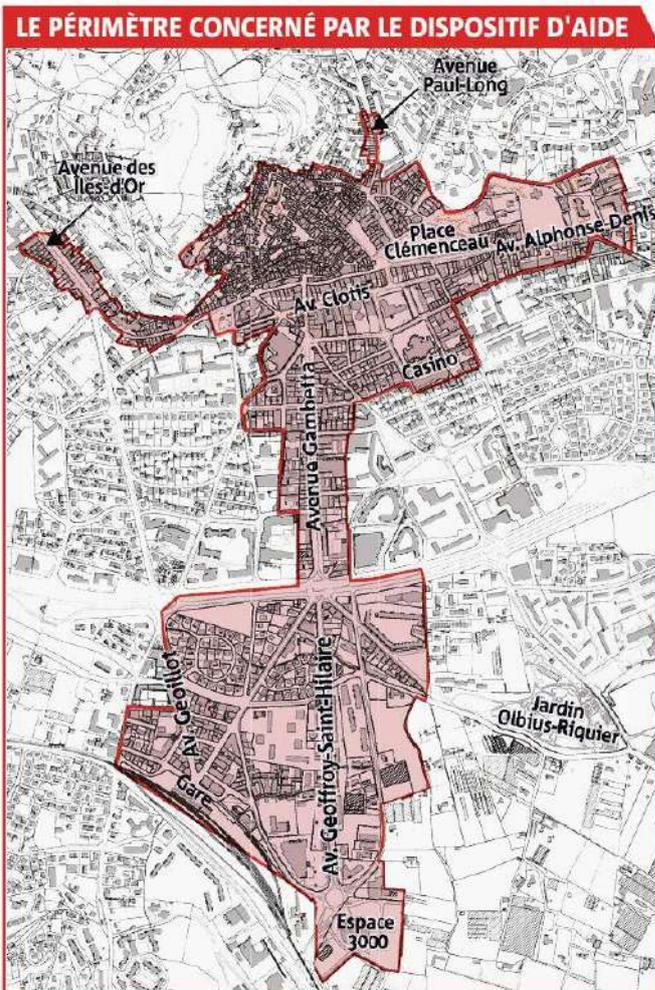
● **Des exemples.**

Rue Franklin, des travaux d'un montant de 50 000 € chez un propriétaire occupant ont été subventionnés à 87 %. Rue Portalet, 80 % d'un montant de 27 000 € pour un logement destiné à la location a été pris en charge. Deux cas de figure, où le montant des aides est élevé. Il est en général d'au moins 20 %.

● **Où se renseigner ?**

Agence cœur de ville : 12, rue Franklin du lundi au vendredi de 9 h à 12 h 30 et de 14 à 18 h (17 h le vendredi), 04.94.65.24.72. hyerescoeurdeville@vad83.eu. Permanence tous les jeudis matins à la gare salle de la traverse Renaudel de 9 h à 12h30.

M. M.



Infographie Rina Uzan

En bref

Hyères FC

L'assemblée générale du Hyères FC aura lieu le mercredi 16 septembre à 18 h dans la salle de réception du stade Perruc.

À l'ordre du jour rapport moral, financier et d'activité ainsi que l'entrée au comité directeur de deux nouveaux membres. Tous les licenciés sont invités à y assister.

Festival International de Musique d'Hyères

Pour sa 14^e édition, le festival international de musique d'Hyères, comme chaque année, propose une programmation riche et variée, avec 5 concerts.

Au programme :

- Jeudi 17 septembre à 20 h 30, concert *Chez Vivaldi à Venise*, avec l'ensemble Les Virtuoses avec Vadim Tchiji (violin et direction), au théâtre Denis.

- Vendredi 18 septembre à 20 h 30, soirée concertante, avec l'ensemble Les Virtuoses avec Vadim Tchiji (violin et direction) et Eloisa (piano), au théâtre Denis.

- Samedi 19 septembre à 20 h 30, concert *Hommage à Beethoven*, pour le 250^e anniversaire de sa naissance, avec l'ensemble Les Virtuoses avec Vadim Tchiji (violin) et Alberto Urroz (piano), au théâtre Denis.

- Dimanche 20 septembre à 11 h, concert *Les romantiques allemands*, avec Eloisa Cascio (violin), au théâtre Denis.

- Dimanche 20 septembre à 20 h 30, Hommage à Henri Vieuxtemps, pour le 200^e anniversaire de sa naissance, avec Vadim Tchiji (violin), Anna Mikulska (violoncelle) et Philippe Argenty (piano), au théâtre Denis. Entrée gratuite sur réservations. Ouverture des réservations à partir du lundi 7 septembre par téléphone au 04.94.00.42.81 (du lundi au vendredi de 14 h à 17 h) ou sur la billetterie hyeres.fr/billetterie (4 billets

maximum par famille et par concert).

Ciné Feel

Vendredi 18 septembre à 19h30, projection du film *Pierrot le fou*, dans le cadre de la saison #1 acte 6 de l'association Ciné Feel, au cinéma Olbia.

Centre de plongée de la Tour Fondue

L'association tiendra son assemblée générale le vendredi 18 septembre à partir de 19 h 30, dans la salle de cours d'Espace Mer, chemin du Bouvet à la Tour Fondue.

Conférence

Samedi 19 septembre à 16 h, conférence sur *Henri Vieuxtemps, la vie d'un virtuose*, par Agnès Briolle, à l'auditorium de la médiathèque. Entrée gratuite sur réservation à partir du samedi 5 septembre sur la billetterie hyeres.fr/billetterie

Gus illusionniste en spectacle magique

Samedi 19 septembre à 20 h, spectacle de magie, à l'auditorium du Casino. Tarifs 34€ catégorie 1 et 29€ catégorie 2. Rens. 04.94.12.80.80 et réservations sur sudconcerts.net

Métropole A LA UNE

Logements sociaux : nouvelle poussée de fièvre pour les maires

Les services de l'Etat viennent de présenter aux communes les objectifs de construction de logements sociaux pour les 3 ans à venir. Les maires dénoncent une politique « irréaliste »

SRU et ELAN. Deux acronymes évoquant des lois qui systématiquement font rugir les élus municipaux. Ensemble, la loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain, votée en 2000) et la loi ELAN (Évolution du logement, de l'aménagement et du numérique votée en 2018) imposent aux communes de doper le logement social dans leur parc immobilier. Objectif fixé : un minimum 25 % de logements sociaux dans chaque commune. Un chiffre fixé par le gouvernement qui mise davantage sur le bâton que sur la carotte pour se faire entendre. Lorsqu'elles n'atteignent pas le quota, les communes s'exposent en

effet à de pénalités qui se calculent en centaines de milliers d'euros. Régulièrement déjà, ensemble ou séparément, les maires de la métropole ont largement exposé leur colère sur le sujet, estimant l'objectif irréaliste sur l'aire toulonnaise. Nouvelle poussée de fièvre ces jours-ci à la suite d'une série de réunions durant lesquelles les services de l'État ont posé sur la table les chiffres de constructions qu'ils attendent dans chaque commune. L'association de maires du Var et TPM vont désormais solliciter une rencontre commune pour faire valoir leur opposition.

P. P. ET P.-H.C.

« AH ! VOUS CONSTRUISEZ DES LOGEMENTS SOCIAUX ? »



DEUTAGE

« NON, ÇA, C'EST LE MONTANT DE L'AMENDE QU'ON VA DEVOIR VERSER À L'ÉTAT ! »



Christian Simon (La Crau)
« Je rentre en résistance »

La formule choc a fait son petit effet sur les réseaux sociaux. Christian Simon, maire de La Crau annonce « rentrer en résistance » après avoir appris que dans les trois ans à venir, l'État lui impose la construction de 730 logements sociaux. Un chiffre « inacceptable » pour le maire qui insiste cependant sur le fait qu'il n'est pas opposé aux logements sociaux puisque sur sa commune, le parc est passé de 267 en 2008 (lors de son arrivée à la mairie) à 607 en janvier 2020. Un effort qui n'empêche pas la commune de s'acquitter de quelque 700 000 euros de pénalité par an. « Je ne veux plus lâcher de terrain sur la

commune aujourd'hui », rugit l' élu qui veut se battre pour que La Crau reste « une ville à la campagne ». « On veut me surdensifier les zones. La commune de La Crau a 18 % de son territoire constructible, le reste, ce sont des zones agricoles et des zones forestières et je ne veux pas y toucher. Avec mon équipe municipale, on sait que sur les 6 ans à venir, on veut faire environ 650 logements dont 270 à vocation sociale. C'est la volonté communale exprimée pendant la campagne. Je veux respecter mes engagements. Amende ou pas amende, je me mets du côté de mes administrés ».



Jean-Louis Masson (La Garde)
« Les préfets sont serviles »

Le maire de La Garde n'est pas concerné (puisque c'est la seule commune à respecter les quotas), mais avec sa casquette de vice-président de TPM en charge de l'habitat, Jean-Louis Masson voit rouge. « Demander aux communes d'atteindre 25 % de logements sociaux en 2025, c'est impossible. On peut d'ailleurs noter que partout où l'État prononce des carences et s'est arrogé le droit de préemption, il ne s'est rien passé ! » Inlassablement, il résume donc une problématique bien connue, composée entre autres de terrain disponible « rare » et de contraintes de protection des milieux et

littoral forts. « Je déplore que l'État ne le comprenne pas. Les préfets sont serviles. Au lieu de faire remonter les réalités de leur territoire, ils sont complices de cette politique qui va à l'encontre de l'intérêt général. Les élus locaux ne cessent de le dire, mais les gouvernements successifs sont sourds à nos arguments. Si les préfets prenaient leurs responsabilités, ils devraient être à l'écoute des maires, partager le constat et être leur porte-parole auprès du gouvernement pour dire que les objectifs fixés sont impossibles à atteindre. Si les préfets avaient un peu de courage ils feraient ça ou lieu de frapper toujours dans le même sens ».



Jean-Pierre Giran, Hyères
« Adaptions la loi SRU ! »

Pas de ton belliqueux pour Jean-Pierre Giran, le maire de Hyères. « J'ai apprécié l'écoute du nouveau préfet. Il m'a écouté et, je pense, entendu. Je lui ai demandé s'il accepterait que je construise dans une zone agricole. C'est non. Dans une zone inondable. Non plus. Dans une zone humide, encore non. Voilà la réalité de la construction de logements (sociaux) à Hyères. Les obstacles s'accumulent : submersion, inondation, espaces naturels, base aérienne, deux fleuves... La contrainte morale aussi : la commune a une destinée, une histoire agricole, touristique et patrimoniale. Il est impossible de satisfaire aux normes mécaniques - la loi SRU et ses

25 % de logements sociaux - sans une compréhension de ces contraintes ». Selon lui, le salut ne peut venir que d'une modification de la loi. « Posons une obligation de réaliser ces logements quand on autorise à construire et non une obligation de construire irréalisable ». Le premier magistrat assure qu'il ne peut pas « mieux faire que ce qu'il fait. Je dis : Attention danger ! ». Trouvant les modalités d'un dialogue à l'issue du rendez-vous organisé en préfecture, M. Giran proposera lors du prochain conseil municipal l'adoption d'une motion. « Il ne faut pas s'arc-bouter mais défendre une ville sous contraintes ».



Arnaud Latil, Carqueiranne
« Priorité aux Carqueirannais »

Avec seulement 5 % de logements sociaux, la commune part de loin et Arnaud Latil, élu récemment maire, s'attend à devoir honorer une ardoise avoisinant les 750 000 euros à titre de sanction pécuniaire. « Ce sont 750 000 € que je préférerais affecter ailleurs. Surtout avec une dette de 23 M€ ! Et le logement social, je connais, j'en viens. J'ai grandi en HLM. Je ne suis pas contre mais il faut que ce soit fait à taille humaine. On nous en demande 1 000. Avec un tiers de la commune en zone forestière, un tiers en zone agricole, la loi littorale... Il faut être raisonnable ». Il met aussi l'accent sur le suivi. « Il faut pouvoir avoir ce contrôle

pour qu'il y ait un turn-over. Des situations difficiles j'en rencontre comme cette famille avec trois enfants qui loge dans un 37 m² ». Le jeune élu affiche clairement sa volonté : « Je veux avoir un droit sur l'attribution et le suivi des logements sociaux. Pas pour faire dans le clientélisme ou le favoritisme. Je pense qu'à l'échelon de la ville, des services de la mairie, on a une connaissance des dossiers. Ma priorité, ce sont les Carqueirannais ». Et d'évoquer plus largement des partenariats avec le privé : « Garantissons le paiement des loyers aux propriétaires et ils loueront par exemple leurs résidences secondaires inoccupées ».

Résidence seniors : « Je me trouve dans un cocon »

Après La Seyne, le groupe Reside études ouvrira au premier trimestre 2022 une nouvelle résidence seniors de 82 logements au Port-Marchand. Josiane, logée aux Girandières à La Seyne, témoigne

Dans un an et demi, de nouveaux habitants vont venir vivre dans le quartier du Port-Marchand. Le groupe Reside études signera, au premier trimestre 2022, sa première résidence seniors services en terre toulonnaise. (*Lire par ailleurs*). Elle est la deuxième dans le Var qui sera construite et exploitée par le groupe après celle déjà ouverte en novembre 2019 à La Seyne-sur-Mer. Ces seniors locataires ont choisi de quitter leur appartement ou leur villa pour louer un logement dans un nouvel immeuble à deux pas du front de mer.

Mais cette future résidence seniors toulonnaise, en lieu et place de l'ancienne entreprise Brossette, aura un petit « plus » très apprécié par les résidents autonomes. Celui de leur apporter des services dans leur vie quotidienne au sein d'une résidence non médicalisée.

« Un choix de vie »

Après avoir vécu dans un logement devenu désormais trop grand ou inadapté, la grande majorité choisit de se rapprocher de leurs familles. C'est le choix qu'a fait Josiane Bianconi.

À 80 ans, « un accident de la vie » a conduit cette Toulonnaise et Seynoise d'adoption, à quitter la Corse, son île de cœur, l'an passé, pour venir s'installer à la résidence seynoise Les Girandières. Après douze belles années passées dans l'île de



Josiane Bianconi qui a quitté l'île de Beauté pour se rapprocher de ses enfants apprécie l'aide apportée par le personnel de la résidence services seniors seynoise tout en demeurant autonome. (Photo Sophie Louvet)

beauté où réside encore une partie de sa famille, elle a quitté « sa grande maison » de Caldane, à trente-cinq kilomètres de Bastia. « Je voulais me rapprocher de ma fille, de mon fils et de ma famille », et écrire, ainsi, un nouveau chapitre de sa vie. Tout en gardant ses attaches familiales en Corse, elle signe là un peu un retour aux sources, à la Seyne. « J'y ai vécu une grande partie de ma vie depuis l'âge de 19 ans », dit-elle.

Grand-mère de quatre petites filles et de deux arrière-petits-fils, elle a été l'une des premières locataires à venir s'installer au sein de la rési-

dence services seniors, avenue Pierre-Francis, dans le nouveau quartier Porte Marine, face au Parc de la Navale. « Ma fille me sent plus en sécurité ici que si j'avais été seule dans un appartement », confie-t-elle.

Personnel chaleureux

Cela lui, aussi, permis de traverser la période de confinement avec beaucoup moins de difficultés. La résidence bénéficie « d'une très belle terrasse où nous pouvions nous rendre en respectant les distances physiques », se réjouit-elle. « Je souhaite à tous les résidents d'avoir un personnel et auxiliaires de vie

aussi chaleureux sous la direction de Claudie Armand », sourit-elle. Ici, tout en étant « autonome j'ai trouvé une aide auprès de l'équipe ». « Ainsi, pendant le confinement, où ne pouvions recevoir de visites, les personnels nous faisaient des commissions », confie-t-elle.

Comme elle apprécie sa pleine liberté de mouvement. « Je fais ce que je veux. À n'importe quelle heure, je peux entrer et sortir de la résidence. Mais pour que l'équipe ne s'inquiète pas, je les prévient », dit-elle. « Car s'ils ne vous voient pas de la journée – je ne suis pas obligée de descendre tous les

après-midi pour boire par exemple le café –, ils vous téléphonent », explique Josiane.

Un coup de fil « qu'elle apprécie », saluant « ce lien avec le personnel » bienveillant sans être intrusif dans la vie privée. « On fait ce qu'on veut. Vous n'êtes pas contraint, par exemple, de déjeuner au restaurant collectif », dit-elle. Elle préfère déjeuner à l'extérieur, prendre un repas familial dans un salon dédié, et ou encore participer aux animations gratuites. Josiane le dit haut et fort : « Je me trouve dans un cocon ! »

CATHERINE PONTONE

Services

Comme à la résidence Les Girandières à La Seyne, la future résidence de 82 logements, située à deux pas du front de mer et du parc du Port-Marchand, personnalisera le mode de vie de ses habitants.

Elle proposera :

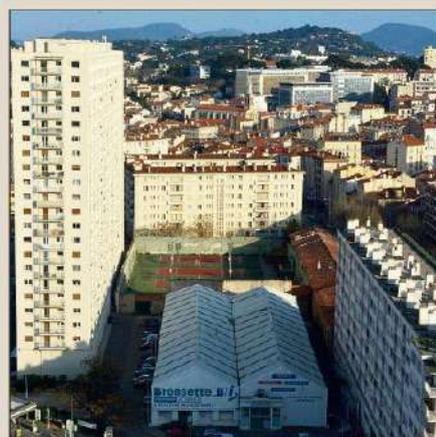
- des animations
- une salle de restauration
- une salle de gymnastique douce
- un salon de coiffure
- un salon de bien-être

Des personnels qualifiés (auxiliaire de vie) seront disponibles 24 heures sur 24 et sept jours sept pour assurer la sécurité des résidents et la continuité des services.

Trente-sept places de stationnement seront aménagées en sous-sol.

Une conciergerie propose des services optionnels (ménage, aide aux courses, démarches administratives...). En fonction de leurs revenus, les locataires bénéficient d'aides diverses.

Sont à la charge des résidents : assurance habitation, électricité, taxe d'habitation et parking en sous-sol sécurisé (facultatif).



La future résidence seniors tournera définitivement la page de l'ancien site Brossette. (Photo Doc Var matin)

L'ex-bâtiment Brossette démolit et désamianté

Var aménagement développement (VAD) intervient sur ce projet en conduite d'opération pour le compte de l'opérateur privé, le groupe Reside études. Après l'obtention du permis de construire et de démolition du bâtiment de l'ancienne entreprise Brossette, la société VAD a procédé au désamiantage du site ; les démolitions ont eu lieu en 2017 et 2018.

Les travaux du bâtiment ont démarré juste après la période de confinement. « Il n'y a pas d'amiante sur le site, avait tenu à rassurer, récemment, le directeur général, Jérôme Chabert, répondant ainsi aux inquiétudes

formulées de riverains après le constat d'un stock de terre tampon demeuré sur site.

« Les tas de terre sur site ne présentent rien d'anormal. Il s'agit d'un stock tampon le temps de l'évacuation en décharge autorisée. Il n'y a pas de terre polluée qui pourrait présenter un risque sanitaire », avait-il confirmé avec la direction du groupe. La dernière opération d'évacuation des terres remonterait au 25 septembre, selon le groupe. Après la phase de terrassements et de gros œuvre, l'entreprise va achever les fondations de la résidence de cinq étages dans le courant du mois d'octobre.



Après la fin de l'évacuation des terres du chantier de terrassement, l'entreprise va achever les fondations dans le courant de ce mois d'octobre. (Photo Dominique Leriché)

- 1 Pas de nouveau centre commercial...pour l'instant**
Var Matin – 10.03.2020
- 2 Malgré l'arrêt du chantier, les halles se remplissent**
Var Matin – 15.04.2020
- 3 Mayol a 30 ans !**
Var Matin – 25.04.2020
- 4 Bon an, mal an, la Rue des arts a trois ans**
Var Matin – 27.06.2020
- 5 Ils veulent faire renaître la table du Père Louis**
Var Matin – 22.07.2020
- 6 L'épicerie simple : régime méditerranéen**
Var Matin – 26.07.2020
- 7 Le Télégraphe en métamorphose**
Var Matin – 28.07.2020
- 8 Tu tires, tu pointes...ou tu m'offres un verre ?**
Var Matin – 31.07.2020
- 9 La résurrection des célèbres Cafés Maurice**
Var Matin – 01.08.2020
- 10 Le Koï, la restauration de l'âme de l'ancien couvent**
Var Matin – 07.08.2020
- 11 Un centre d'escalade inédit dans la région**
Var Matin – 08.08.2020
- 12 Les « escape games » ont trouvé leur échappatoire**
Var Matin – 15.08.2020
- 13 La « big company » du café ouvre un starbucks à Toulon**
Var Matin – 21.09.2020
- 14 L'espace culturel Olbia est désormais dans ses murs**
Var Matin – 04.10.2020

9 COMMERCE - *suite*

- 15 **Valse d'enseignes dans les centres commerciaux**
Var Matin – 12.10.2020
- 16 **Les enseignes de bricolage tirent leur épingle du confinement**
Var Matin – 16.11.2020
- 17 **A Grand Var, Citadium part mais Printemps ne ferme pas**
Var Matin – 18.11.2020
- 18 **Un dérivé du cannabis en vente libre...et légale**
Var Matin – 01.12.2020
- 19 **A Toulon, Mediprix lance son nouveau concept**
Var Matin – 12.12.2020
- 20 **Le premier supermarché coopératif ouvre ses portes**
Var Matin – 17.12.2020
- 21 **La Côte d'Azur en miniature, c'est pour le 3 février**
Var Matin – 19.12.2020

Pas de nouveau centre commercial.. pour l'instant

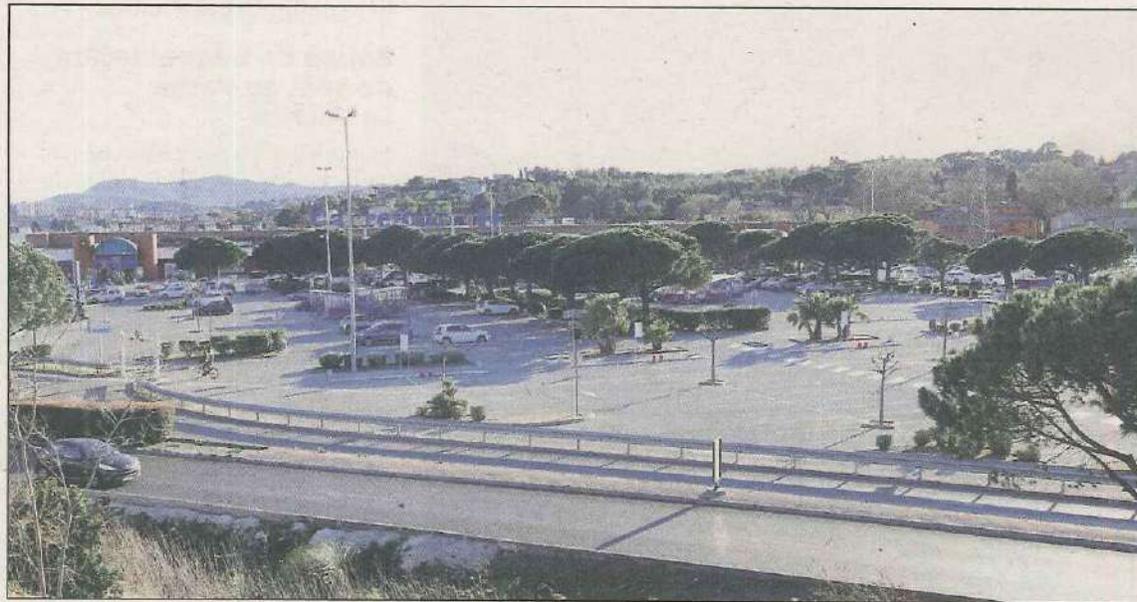
Ollioules Son évocation fait figure de croque-mitaine pour les commerçants de centres-villes. Si une galerie marchande de plus a bien été en projet, celui-ci a depuis fait long feu

La rumeur enfle depuis plusieurs mois. De plus en plus à mesure que le scrutin municipal approche. Alors que L'Avenue 83 – et ceux qui ont validé sa construction – sont accusés d'avoir vidé les centres-villes alentour, un nouveau centre commercial serait en projet, à l'ouest cette fois, du côté d'Ollioules. Lundi dernier, alors qu'ils organisent un débat avec des candidats à la mairie de Toulon, des commerçants toulonnais évoquent une structure proche de Carrefour Ollioules ; jeudi soir, lors de son meeting au Palais Neptune, la tête de la liste LREM, Cécile Muschotti, affirme même qu'« une autorisation d'urbanisme commercial » a été donnée à un tel projet.

Autorisation en février 2019

Et elle dit vrai. Il y a un peu plus d'un an, le 18 février 2019, la Commission départementale d'aménagement commercial (CDAC, lire par ailleurs) a, en effet, émis un avis favorable à la « création d'un ensemble commercial [...] sur le territoire de la commune d'Ollioules ».

Il ne s'agissait cependant pas d'un projet « XL », comme celui que craignent les commerçants, mais d'une surface de 6 240 m², pour laquelle la SARL Guignard Promotion avait déposé un permis de construire en mairie d'Ollioules le 21 décembre 2018. À titre de comparaison, L'Avenue 83 s'étale sur 52 000 m². Le projet comprenait sept magasins de moins de 400 m² chacun au lieu-dit La Cagnarde, près du Technopole de la mer, en face de Carrefour.



Pas de centre commercial en face de Carrefour Ollioules : si une autorisation a bien été donnée au niveau local, celle-ci a finalement été retoquée par la Commission nationale d'aménagement commercial. Un projet d'extension du centre commercial semble, lui, bien exister.

(Photo Dominique Leriche)

Surtout, si la CDAC a bel et bien donné son aval, la commission nationale a, elle, émis un avis défavorable. Suite aux recours de l'association des commerçants du centre commercial Carrefour Ollioules et de la société Immobilière Carrefour, l'institution nationale a considéré, lors de sa séance du 4 juillet 2019, que « le projet pourrait être de nature à porter atteinte aux équilibres commerciaux de ce territoire ». La commission a également précisé qu'elle ne disposait pas « des éléments suffisants pour lui permettre d'évaluer les effets du projet sur les centres-villes environnant, alors que, notamment, la ville voisine de Toulon compte près de sept cents commerces fermés, soit un taux de vacance commerciale de plus de

10 %, et que le taux d'évolution de la population sur dix ans avoisine [...] les 3 % dans la zone de chalandise. » Le projet a donc été abandonné.

Extension de Carrefour en perspective ?

Le maire d'Ollioules, Robert Bénéventi, confirme que le permis de construire déposé par la SARL Guignard Promotion a finalement été refusé. Quant à un projet « XL » sur sa commune, il l'assure : « Je n'en ai jamais entendu parler. » L'édile indique aussi, s'agissant d'un agrandissement de Carrefour Ollioules, également sur les lèvres de certains commerçants toulonnais, qu'aucun permis de construire n'a été déposé en ce sens.

Qui siège à la CDAC ?

La Commission départementale d'aménagement commercial, qui a délivré l'avis favorable au projet de la SARL Guignard Promotion en février 2019, était notamment composée de Christian Simon, maire de La Crau et vice-président de la Métropole TPM, représentant son président Hubert Falco ; de Gilles Vincent, maire de Saint-Mandrier, représentant Robert Bénéventi en tant que président du syndicat mixte du Schéma de cohérence territoriale (Scot) Provence Méditerranée ; de Robert Bénéventi, maire d'Ollioules et conseiller régional représentant le président de Région.

Y siégeaient également Ginette Audigier, adjointe de Robert Bénéventi et le représentant en tant que maire ; Dominique Lain, représentant le Département ; Jean-Claude Félix, maire de Rocbaron, représentant les maires du Var ; Didier Brémond, maire de Brignoles, représentant les intercommunalités du Var ; Chantal Daniel, de l'UFC Que choisir ; Christian Luyton, de la Société française des urbanistes. Tous ont aussi émis un avis favorable au projet.

Seuls membres de la commission à s'être positionnés contre : Patrick Hautière de l'association Consommation, logement et cadre de vie, ainsi qu'Annie Combes de l'Association varoise pour la sauvegarde de l'agriculture, de la nature et de l'environnement.

VIRGINIE RABISSE
vrabisse@varmatin.com

Malgré l'arrêt du chantier, les halles se remplissent

Si les travaux sont suspendus pour cause d'épidémie de coronavirus, les négociations se poursuivent afin de sélectionner les commerçants qui feront vivre le lieu. Deux nouveaux sont d'ailleurs finalisés



Pour l'heure, difficile de dire quel sera l'impact de la suspension du chantier sur le calendrier prévisionnel. Jusqu'ici, les anciennes halles municipales de Toulon devaient rouvrir à l'automne 2020.

(Photo V. R.)

Sur le chantier, pas un bruit. Pas le moindre signe que les halles municipales de Toulon poursuivent leur mue. Pourtant, si les travaux sont en suspens depuis le 17 mars en raison du confinement, les halles continuent de se garnir. Ainsi, la semaine dernière, Biltoki, la société basque qui exploitera la structure, désormais propriété de Carmilia (filiale de Carrefour Property) et Altaarea Cogedim, annonçait la signature d'un nouveau commerçant.

Armand Fabien, restaurateur du cru, bien connu des gourmands et gourmets pour avoir fondé le VO, spécialiste du burger au Mourillon, puis Le Petit Sud, sur les plages, a en effet décidé d'être de la partie. Et sa partie à lui justement, ce sera les pâtes fraîches. Il déclinera une offre gourmande de pâtes et de sauces faites maison, préparées quotidiennement.

Et les bonnes nouvelles se succèdent du côté de la place Vincent-Raspail. Un douzième commerçant (voir les précédents ci-contre) doit valider sa participation en ce début de semaine. Il s'agit de Iodé, un « comptoir de la mer ».

Impact sur le calendrier incertain

Jean-Rémi Mulattieri, le capitaine de halles engagé par Biltoki, précise que « Julien Bonci, originaire du sud, est aujourd'hui à la tête du restaurant traiteur CRU, aux Galeries Lafayette Haussmann à Paris. Il a choisi Toulon et ses halles pour revenir dans sa région natale ». Avec son associé Romain Petit, il déclinera un concept de bar à ceviche et tartare de poissons, coquillages aux agrumes, poke-bowls...

Des signatures numérisées, épidémie oblige, qui doivent permettre de faire grossir les rangs des com-

merçants qui animeront les lieux. Au bout du compte, ils devraient être vingt-cinq à investir les halles pour leur redonner vie. Reste à savoir quand. Vendredi dernier, les responsables de Biltoki ont participé à une réunion avec Altaarea Cogedim et Carmilia. Ces derniers leur ont donné rendez-vous dans dix jours pour leur présenter un calendrier. D'ici là, indique Jean-Rémi Mulattieri, il est difficile de prévoir l'impact qu'aura l'arrêt du chantier sur le calendrier prévisionnel.

« Aujourd'hui, on n'a pas de date, confirme Marie-Domitille Marcouire de Biltoki. Mais si jamais on ne devait ouvrir qu'en 2021, nous accompagnerions au mieux nos commerçants ! » Jusqu'ici, l'ouverture des halles nouvelle version était annoncée pour octobre prochain.

V. R.

vrabisse@varmatin.com



Julien Bonci (ci-dessus) et Armand Fabien sont les derniers engagés pour intégrer les halles gérées par Biltoki.

(Photo DR et doc. L. B.)



Les dix autres déjà validés

Le spécialiste de la saucisse : Gekko Gourmet, né à Sanary en 2008.

La pizzeria : Hall'Taglio, la pizzeria déjà présente dans les halles de Bacalan à Bordeaux, spécialiste de la pizza à la coupe.

Le spécialiste de la truffe : la Maison Balme, née au cœur du Vaucluse il y a quatre générations.

Le caviste. Son nom reste à déterminer, mais le concept de caviste/bar à vin devrait tourner autour des vins de Provence et du rugby.

La spécialiste de la brioche : Suzanne, un bar à brioches feuilletées sucrées et salées selon des recettes.

L'épicerie fine : Popol, originaire de Saint-Cyr, proposera vinaigres à la pulpe de fruits, compotées de légumes, soupes, confitures...

La boulangerie : l'Hermitage, implantée à Gonfaron, revendique un savoir-faire traditionnel et est spécialisée dans les pains bios.

La rôtisserie : Black poule, basé à Hyères et Carqueiranne, proposera ses saveurs craquantes et croustillantes.

La boucherie-charcuterie : le traiteur bandolais Jérôme Perche fera découvrir sa sélection de produits.

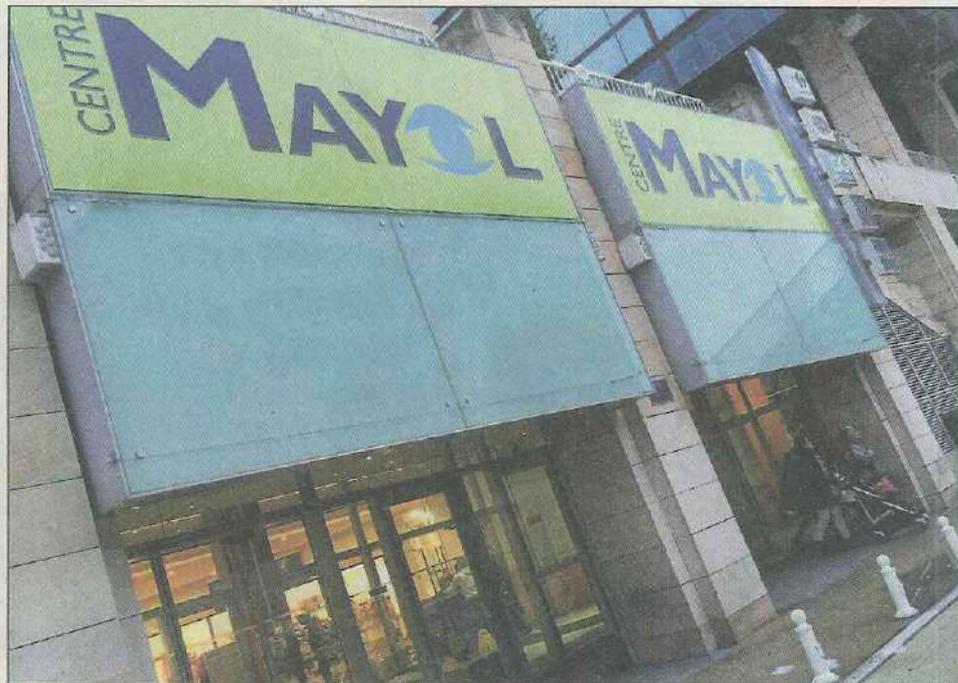
L'écailler : L'Écailler du port, installé à Carqueiranne depuis 2015, fera déguster ses coquillages et crustacés.

Mayol a 30 ans !

Comme beaucoup de lieux en France en ce moment, le centre commercial Mayol, dans le centre-ville de Toulon, offre un visage inédit, avec ses files d'attente en extérieur, afin de permettre aux clients d'entrer par petits nombres, distanciation physique oblige. A l'intérieur, sur sa centaine de boutiques, les seuls commerces de première nécessité que sont la pharmacie, l'hypermarché Carrefour, la boulangerie Paul, la Maison de la presse sont ouverts, à des horaires réaménagés pour certains. Pour tous, l'heure est actuellement plus à résister qu'à festoyer, mais il est des dates, comme les anniversaires que l'on essaie de ne pas oublier. Le centre commercial Mayol a 30 ans aujourd'hui !

9,25 millions de visiteurs par an

Petit retour sur sa conception : l'idée est à l'étude en 1985 avec le maire de l'époque Maurice Arreckx. Elle sera validée et concrétisée le 25 avril 1990 par son successeur, François Trucy. Plus qu'un centre, ce sera un véritable espace commercial avec ses deux hôtels, son pa-



Mayol fut inauguré le 25 avril 1990 par François Trucy, maire de l'époque.

(Photo archives Patrick Blanchard)

lais des congrès, ses bureaux, logements, parkings... L'innovation de taille marque toujours les esprits, même si elle était loin de faire l'unanimité, mettant encore plus à mal à l'époque des petits commerces du centre déjà exsangues, qu'elle était censée sauver. Aujourd'hui, avec ses 9,25 millions de visiteurs par an (chiffres 2019), Mayol, comme on l'ap-

pelle, pour le confondre avec le stade de rugby qui le jouxte - et qui charrie son public jusqu'à lui, les jours de matchs, en attendant le coup d'envoi -, fait partie du paysage du centre-ville depuis bien longtemps. Il a dû résister lui-même à l'assaut d'autres nouveaux projets, comme celui de l'Avenue 83, ces dernières années, rester à l'affût de

l'évolution, en faisant le choix d'héberger un point-relais de l'ogre américain du e-commerce, récemment. L'été dernier, Christel Garcia, la nouvelle directrice du site géré depuis 2014 par le groupe Klépierre, évoquait sa rénovation future (les fameux escalators, y compris !), qui reste dans les tuyaux. En attendant le retour à la normale.

Bon an, mal an, la Rue des arts a trois ans

Mi-mai, alors que le confinement se terminait, le concept de la rue Pierre-Sémard aurait dû souffler ses trois bougies. La fête sera pour plus tard, mais le bilan de cette première période peut déjà être tiré

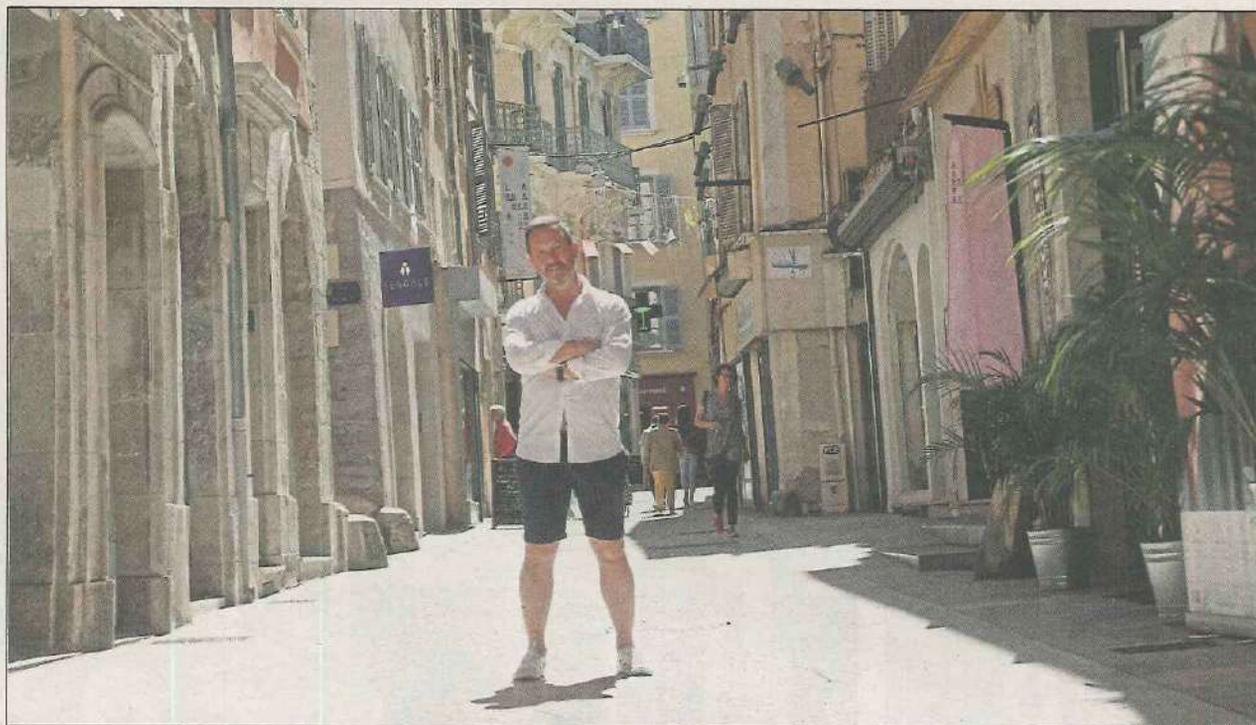
« Ça prend du temps », lâche Jean-François Ruiz, coordinateur de la Rue des arts. Sa façon de dire la patience nécessaire à la réussite du projet, qui aurait dû souffler sa troisième bougie le mois dernier. La fin d'une première période, où les vingt-cinq commerçants locataires de la Société civile immobilière Équerre-Sémard, bénéficiaient de réduction de loyer. Et l'occasion de jeter un œil dans le rétroviseur pour voir comment évolue la situation dans la rue Pierre-Sémard.

Récemment nommé par la SCI, Jean-François Ruiz est lui-même le premier à avoir fait le pari de s'installer dans la rue dite « du Canon ».

En novembre 2016, quelques mois avant tous les autres, il ouvre sa galerie Lisa. Et s'il n'est pas extatique quant au succès du concept « Rue des arts », il est loin d'être défaitiste. « Je pensais qu'au bout de trois ans, ce serait parti. Finalement, je crois qu'il faudra plutôt cinq ou six ans », concède-t-il.

Pluie de coups

Il faut dire qu'en trois ans, les coups durs ont plu sur ce projet pas encore mûr. Car si en mai 2017, on célèbre sa naissance avec trois jours d'animations hautes en couleur, dès l'année suivante, c'est le jaune qui vient jouer les trouble-fêtes. Le 17 novembre 2018, apparaissent en effet les mani-



Alors que la structure de la Société civile immobilière Équerre-Sémard a dû être réorganisée après le décès, en juin 2019, de Jacques Mikaélian, elle a décidé de nommer un coordinateur. Un poste confié à Jean-François Ruiz, pionnier de la Rue des arts.

(Photos Patrick Blanchard et V. R.)

festations des Gilets jaunes. Elles se répètent chaque samedi pendant de longs mois, venant grever la fréquentation des commerces. Alors qu'elles finissent par s'essouffler à l'entrée de l'été 2019, le 20 juin de cette année-là, Jacques Mikaélian, initiateur, financeur et cheville ouvrière de la Rue des arts disparaît brutalement, plombant le moral déjà fragile des commerçants et obligeant la Ville de Toulon et la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée à s'impliquer plus fortement. Quelques mois plus tard,

début 2020, la nouvelle organisation trouve à peine son nouveau rythme lorsque le coronavirus contraint tout le monde à baisser le rideau.

Inévitables va-et-vient

Pourtant, Jean-François Ruiz en est convaincu, il n'y a aucune raison de verser dans le catastrophisme. D'abord, explique-t-il, parce que depuis trois ans, il n'y a pas eu de fermeture de boutique avec perte et fracas : « Les locaux qui ont fermé ont généralement été

repris assez vite, proposant d'autres concepts ou permettant à ceux déjà existants de s'agrandir. » On a ainsi vu Muse collection s'étendre dans l'espace qu'occupait jusqu'à il y a peu Chic Planète, son voisin d'en face, ou le Street Bar, sur la place de l'Équerre, agrandir sa terrasse en récupérant le local de l'ancien Xerri chéri. « Des départs et des arrivées, il y en aura toujours : c'est comme dans les galeries marchandes, justifie le coordinateur. Ce qui compte, c'est qu'on garde la motivation. »

L'adaptation en fer de lance

Leur motivation, les commerçants l'ont montrée pendant le confinement, assure encore le galeriste : « La période de crise a certes créé des pertes, mais elle aussi amené de bonnes idées. » Certains commerçants de la Rue des arts ont en effet adapté leurs méthodes de travail : livraison, bons d'achat, sites web... autant de services qui leur ont permis de poursuivre leur activité et qui pourraient être reconduits. Le signe, selon Jean-François Ruiz, d'un véritable dynamisme.

Surtout, les commerçants installés rue Pierre-Sémard ont les yeux braqués sur un horizon qui leur laisse apercevoir des perspectives d'avenir.

Hôtel, restaurant et boulodrome

Jean-François Ruiz insiste notamment sur l'ouverture, qu'il annonce pour la mi-juillet, d'O'Boulodrome, un bar, rue Chevalier-Paul, où les clients pourront jouer à la pétanque. Un peu plus loin, place Monsenergue, l'ouverture de l'Eautel ne devrait plus tarder et, place Vatel, le restaurant Koi au couvent permettra de reconquérir cette partie du centre-ville. « Et puis, en mars 2021, on compte beaucoup sur l'ouverture des halles », s'enthousiasme Jean-François Ruiz.

Le coordinateur de la Rue des arts n'attendra toutefois pas si longtemps pour relancer les animations dans le quartier. Il détaille : « Nous allons reprendre les Jeudis arty : il y en aura un par mois en juillet, en août et en septembre. Nous allons aussi rééditer le marché vintage. »

Quant au troisième anniversaire du concept, avec quatre mois de retard, il sera finalement bien célébré en septembre. Une façon de donner un coup d'envoi énergétique aux trois prochaines années.

V. R.

vrbisse@varmatin.com

Ils veulent faire renaître la table du Père Louis

Fondé en 1790 à Balaguier, l'établissement va retrouver son nom d'origine et une vocation de restaurant avec une nouvelle équipe aux manettes, dont le rugbyman Gaël Fickou

Non, le Père Louis n'est pas qu'un petit arrêt de bus perdu au beau milieu de l'anse Balaguier. Fondée en 1790 sur la corniche, c'est surtout l'une des plus vieilles tables seynaises qui, en se rebaptisant Manureva ces dernières années, avait aussi fait évoluer sa vocation. Si l'endroit à la vue imprenable sur la rade avait toujours ses fans, il était davantage considéré comme une salle de mariage ou d'événements que comme un restaurant à proprement parler. Mais dès demain soir, la nouvelle équipe aux manettes de l'établissement rétablira officiellement son nom et, espère-t-elle, un peu de son lustre gastronomique d'antan. Car, de George Sand à Fernandel, en passant par Félix Mayol, nombreuses sont les célébrités qui se sont, jadis, pressées à l'auberge du Père Louis. À l'époque, sa bouillabaisse



Une partie de la nouvelle équipe aux commandes du Père Louis, où les derniers travaux étaient toujours en cours en début de semaine. (Photo Dominique Ierliche)

était aussi incontournable que la station climatique de Tamaris-sur-Mer !

Spécialité de pâtes aux gambas

« Nous sommes quatre amis

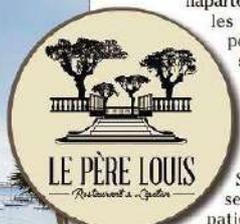
d'enfance à reprendre l'affaire, explique Antoine. Il y a moi, Mathieu, Jérémie et Gaël Fickou. » Ce dernier, star du rugby français, connaît son histoire seynoise. Et il entend bien profiter de

son réseau pour de nouveau populariser l'enseigne aux 230 ans d'âge. Dès l'inauguration vendredi, des joueurs du Racing 92, du Stade Français ou du RCT devraient ainsi faire leur ap-

parition sur la corniche Bonaparte et jouer les *people* pour ce qui s'annonce être une soirée des plus festives. Sur les réseaux, l'impatience des locaux à redécouvrir les murs pour l'occasion se fait aussi sentir. Mais si les soirées du week-end doivent animer la baie, l'idée n'est pas de transformer l'endroit en avant-boîte. « On veut en faire un restaurant avec de la cuisine Méditerranéenne », annonce Mathieu. Jérémie renchérit : « Les pâtes aux gambas seront une de nos spécialités. Nous aurons un autre concept de ce qui pouvait se faire par le passé, mais tout aussi chaleureux et convivial. » Côté aménagements, s'ils

ont évidemment gardé la terrasse ombragée et son fameux escalier extérieur, les jeunes Seynois ont entièrement repensé les lieux. « On a installé une énorme cuisine, un bar central et même un terrain de pétanque », montre Mathieu, tout sourire et impatient d'y servir l'apéro. Et si l'enthousiasme du quator est à ce point communicatif, c'est que chacun d'entre eux partage une histoire émuivante avec l'endroit. « C'est là où se sont mariés mes parents », assure Antoine. Jérémie, lui, raconte que c'est dans ce lieu « divisé en boxes » que sa grand-mère et sa mère rapatriées d'Algérie ont vécu leurs premiers jours dans l'Hexagone. « On connaît Le Père Louis depuis tout petit, renchérit-il. Minots, on se disait que ce serait formidable si, un jour, ça devenait à nous... »

MA.D.
mdalaine@nicematin.fr



Il y a 230 ans, Thomas Estienne alluma les fourneaux

Grâce aux descendants des premiers propriétaires, dont certains membres de la famille entretiennent toujours la mémoire des lieux (1), l'histoire du Père Louis reste relativement bien documentée. Les traces d'un établissement servant à manger et à boire du côté de Balaguier remontent ainsi à 1790. C'est alors Thomas Estienne, ainsi que ses fils André et Jean – ou Louis, de son deuxième prénom – qui y servent le poisson fraîchement pêché et le produit de leurs vignes. Sur ce bord de mer bien protégé du mistral et bordé de cabanes de pêcheurs, la guinguette est prisée des garni-

sons des forts alentour. De génération en génération, la famille Estienne va poursuivre son œuvre culinaire ; Ambroise le « restaurateur » prenant la suite de son père Louis, le « cabaretier ». Avec la transformation de Tamaris opérée par Michel Pacha, les touristes se pressent dans le restaurant qui, bientôt, retrouve un autre Louis : le quatrième fils d'Ambroise, patron-pêcheur et chargé d'approvisionner le restaurant.

Un livre d'or et de célèbres signatures

C'est son fils Marius qui, en 1919, reprendra à son tour l'affaire.

Jusqu'à sa mort en 1954, Marius, qui appartient à la quatrième génération des descendants de Thomas, va contribuer à faire grandir la renommée du restaurant. On venait, dit-on, de Toulon et de Marseille y déjeuner. Mais sa réputation se fit connaître jusqu'à Paris où artistes, écrivains et politiques venaient déguster sa célèbre bouillabaisse ou ses langoustes à l'armoricaine.

Dans le livre d'or, un temps disparu et qui devrait faire sa réapparition dans le nouvel établissement, Fernandel, bon client, écrit en 1931 : « J'ai la papille gustative et j'apprécie Louis ». Quant à Félix

Mayol, il décrète en 1934 : « Comme avant d'être artiste, j'ai été cuisinier, je peux dire en vérité que la cuisine ici est supérieure ». De Michel Pacha à George Sand, nombreux sont les *people* à se rendre à Balaguier. A la mort de Marius, Le Père Louis est vendu à un restaurateur parisien qui le baptise « Le Manureva », du nom du bateau d'Alain Colas. Ainsi se termine la belle aventure d'une entreprise familiale fondée sur le travail de la pêche et de la cuisine.

1. D'après le récit de Monique Estienne au sujet de l'histoire de sa famille, lors du colloque d'Histoire et Patrimoine seynois (HPS) en 2013.

Lu... en 1904

« Le restaurant du Père Louis est toujours là, modeste, confortable et fleuri, habile aux fritures improvisées et à la bouillabaisse délectable. Je me souviens avec attendrissement d'une belle soirée d'été où, après un fin dîner, nous regardions tous deux sur cette plage riante les pescadors bronzés qui tiraient gaiement la seine. Dans l'eau transparente, sous les mailles brunes du filet, frémissaient des miliers d'anchois, papillotage irisé qui amusait les yeux... »

Texte publié dans la Revue des deux mondes en 1904



Comme le montrent ces vieilles cartes postales, le restaurant du Père Louis a gardé ses plus atouts au fil des ans : une grande terrasse arborée avec vue imprenable sur la rade à laquelle on accède via un grand escalier. (Documents Philippe da Prato - La Seyne en 1900)

#bonsvivants



(Photos DR, Brice Nicatèse et Charlotte Peron)

L'épicerie simple RÉGIME MÉDITERRANÉEN

Épicerie, cantine, bar à vins et... potager bio : la chaleureuse enseigne toulonnaise comble les fans du cours Lafayette.

Conviviale et généreuse tel un festin partagé à la bonne franquette, *L'épicerie simple* a réveillé l'ambiance festive, sur les hauteurs du cours Lafayette à Toulon. On y déguste des mezzes comme à Mélina, ce havre de pêche d'où l'on aperçoit les côtes turques, sur l'île de Lesbos. On y trouve le meilleur salami du monde, celui de la coopérative italienne Valli Unite, qui conjugue productions agricoles et intellectuelles, et qui aide les jeunes paysans à s'installer dans la vallée, à Costa Vescovalo. « Une des rencontres les plus importantes de mon parcours », confie gravement Manu, le charismatique patron de l'enseigne. On s'y amuse aussi beaucoup, en fin de semaine, autour de soirées à thèmes qui font un tabac (piano chansons, pizzas, divination, spécialités vietnamiennes coproduites avec la voisine, ateliers, etc). Emmanuel Galera – une force de la nature – tient la barre de la boutique depuis deux ans, au croisement du grand et du petit cours toulonnais qui vibrent dès l'aube avec le marché matinal.

Une entreprise à l'ambiance familiale, comme on en trouve dans les ports de la mer Egée. À la fois épicerie, cantine, bar à vins, et dotée depuis le mois de mai d'un vaste potager biologique et permacole, au Plan de La Garde, où chacun peut venir mettre les mains à la terre.

De Lesbos à La Roquebrussanne

On se retrouve à l'épicerie comme à la maison, dehors au frais autour d'une table, ou pour fureter entre le piano et les livres, le long des étals remplis de victuailles et de fioles diverses, glanées au cours des pérégrinations de cet épicier voyageur passionné de bonne bouffe et

des liens qu'elle tisse entre les hommes. « Le concept de L'épicerie simple, ce sont des produits méditerranéens directement issus des producteurs, et pas seulement du local. Cela peut aller beaucoup plus loin : le plus à l'Est, c'est à Lesbos, l'île aux onze millions d'oliviers, la Grèce la plus levantine que tu puisses imaginer ; où l'on fait le meilleur ouzo – et où je me rends deux fois par an. »

Sinon, Manu se rend une fois par mois en Italie, « principalement auprès d'une dizaine de producteurs de vins, fromages, charcuterie, miel, céréales... dans le Piémont, en Ligurie et en Émilie-Romagne. Des producteurs locaux qui travaillent en respectant les traditions, avec un haut niveau d'engagement sur la qualité et l'éthique. Parce qu'il faut faire revivre les gens là où ils sont, c'est le principe de Valli Unite ». L'Ardeche et bien sûr le Var sont sur la feuille de route, avec le paysan-boulangermoulinier Bertrand Allais ou encore chez Jean-Christophe Comor, au domaine des Terres promises, à La Roquebrussanne, ou au domaine Terre des Nus de Bruno Debon à Châteaudouble, « des vigneron qui font des choses magnifiques ! ».

Plus qu'une simple épicerie, un aboutissement personnel pour cet entrepreneur aussi audacieux qu'atypique, ex-éditeur et créateur de start-up, dont les racines s'entrecroisent sur trois rives de la Méditerranée. « C'est une famille issue de la diaspora grecque et espagnole qui a engendré trois générations avant de rentrer en France, et qui garde toujours des liens très forts

avec le Maroc », sourit notre épicier qui est aussi aux fourneaux midi et soir.

Nourritures plus terrestres

C'est pourtant à l'édition que ce quadra diplômé en Lettres modernes à Nice, se destinait de prime abord. À 19 ans, en 1994 il crée *ecrire.com*, l'une des premières boîtes d'édition francophone en ligne qui connaît un décollage prometteur. « En fréquentant les maisons parisiennes, je me suis rendu compte que ce n'était pas du tout mon environnement... ». De fil en aiguille, Manu finit par lâcher la toile, après un détour par la com.

Un virage professionnel entamé de la manière la plus naturelle pour ce fin gastronome. « Au cours de mes déplacements, j'avais déjà régulièrement de la contrebande légale dans ma baguette, plein de trucs, du miel, des bouteilles de vin... J'ai commencé à

faire une cartographie mentale de producteurs. Et puis un jour, je me suis dit : c'est ce que je veux faire ! » Depuis son ouverture en 2018, *L'épicerie simple* tient le bon cap, malgré les aléas du Covid-19, avec l'indéfectible soutien de Nicole, la maman de Manu, de sa compagne Charlotte, de sa nombreuse famille et d'une sympathique galerie d'artisans et de producteurs dont il met en avant le travail. Comme Gilles Lassaux, un maître en viennoiseries, connu pour avoir tenu *Le vieux fournil*, l'une des meilleures boulangeries de la ville et qui ne se résignait pas à faire du pain « moderne ». « Je lui ai proposé de venir en faire à l'épicerie, depuis il est là tous les jours ! », rigole le vivifiant épicier du cours Lafayette.

NATHALIE BRUN
nbrun@nicematin.fr

« Des productions traditionnelles engagées sur la qualité et l'éthique. »

#Tout un programme

L'épicerie simple propose une restauration de produits très simples mais succulents, tous les midis, du mercredi au dimanche. Elle est aussi ouverte le vendredi soir et le samedi soir à partir de 18 h 30 en mode bar à vins et mezzes, avec plein de petites surprises. On peut découvrir le programme des soirées à thèmes sur ses profils Facebook et Instagram, ainsi que toute la vie de la boutique, et des films de Charlotte Peron sur les producteurs et la pousse des légumes au potager.

> L'épicerie simple, 48 cours Lafayette à Toulon
Rens 06 60 88 05 05,
Sur Instagram et Facebook : lepicerie.simple



Le Télégraphe en métamorphose



Fin de l'abonnement, un nouveau restaurant tenu par un chef étoilé et une nouvelle saison en préparation pour l'établissement privé, avec des concerts, ateliers... sur le thème de la métamorphose

Cela ne fait pas encore deux ans qu'il a ouvert, et pourtant le Télégraphe semble depuis bien plus longtemps dans le paysage culturel. Peut-être à cause de ses plusieurs vies déjà enchaînées, à la hauteur du pari fou de François Veillon, le concepteur de cet espace privé, programmant des concerts, créations ou pratiques artistiques, de bien-être, conférences... Mais cette description à la Prévert appartient déjà au passé, car le Télégraphe prépare sa nouvelle métamorphose, avec, pour commencer, en lieu et place du bar, un restaurant pensé avec un chef étoilé, qui ouvrira le 12 septembre, le Beam ! (lire ci-dessous).

Plus d'abonnement

Parti sur une formule d'abonnement en illimité, il avait finalement ouvert sa programmation à tous l'année dernière, avec certains rendez-vous gratuits. « La gratuité s'arrête », explique François Veillon. On a été gratuit, on a été taxé d'endroits prétextuels. On va faire payer, je suis sûr qu'on sera considéré comme un endroit populaire ». « Les prix ne seront pas dissuasifs non plus, 5, 10, 15 euros... On continuera à faire de la gratuité », finit-il par lâcher.

Sa philosophie reste la même : « la communion, le partage, le libre arbitre, la responsabilité, l'engagement et l'amour ». La programmation de la saison 3, à partir du 19 septembre s'intitule Métamorphose.

« On estime qu'il est important de prendre en compte la nécessité à transformer et à se transformer pour que chacun, individuellement,



François Veillon (à droite), qui dirige le Télégraphe, jette le projecteur sur Arnaud Tabarec, bientôt aux fourneaux du restaurant Beam !.

(Photo Frank Muller)

on puisse créer une société qui puisse porter les valeurs de partage, de cœur et juste de logique, de libre arbitre plus souvent », envisage François Veillon.

Concrètement, un exemple : « On ne va pas s'inscrire en tant que dic-

tateurs de la bonne santé, puisqu'on ne sait pas ce qu'elle est. Cependant, on va recevoir un maximum de personnes qui vont ouvrir le dialogue pour permettre une programmation que nous estimons vitale ». Première personnalité reçue cette

saison, Christian Flèche, ancien infirmier est fondateur du « décodage biologique ». L'idée est que les maladies, tant physiques que génétiques sont la traduction d'une émotion refoulée. Il a été entendu, il y a quelques années,

Dates

- 19/9
Portes ouvertes à partir de 16 heures
- 22/9
Masterclass avec Christian Flèche « Moi, malade... mais pourquoi ? », 19h (10 euros)
- 2/10
Concert Olena Uutai, âme chamane, 20h (15 euros)
- 11/10
Artaj ! Atelier théâtre avec Stéphanie Slimani, 13h30

par une commission du Sénat sur les « Dérivés thérapeutiques et dérives sectaires : la santé en danger ». Un choix assumé par le Télégraphe.

« C'est très intéressant de connaître une démarche comme celle de Christian Flèche. Travailler sur la symbolique de la maladie, c'est merveilleux. Après, il ne dit pas qu'il faut s'affranchir de toute autre médecine. C'est un outil de décodage. Ça permet d'intégrer la maladie, non plus comme une fin (on va mourir...) mais c'est plus de la voir comme une possibilité de guérir ». « On a un rôle de médiateur, on propose de l'information. On ne s'inscrit pas en disant : "C'est ça !" On pose des questions », précise François Veillon.

Le Télégraphe n'a pas fini de faire débat.

VALÉRIE PALA

Site : letelegraphe.org

Et Beam ! le resto

► L'esprit

Un chef anciennement étoilé, Arnaud Tabarec sera à la tête de ce nouveau restaurant, en lieu et place du bar actuel. Pour une cuisine « simple, mais raffinée », explique François Veillon, faisant la part belle aux produits locaux, avec des recettes sans frontière. Le vitaliseur de Marion⁽¹⁾ pourrait carburer, mais pas seulement. « On va travailler sur le goût, celui qu'on a oublié parce que ça fait 10 ans qu'on bouffe de la merde », résume François Veillon. Cela ira de pair avec une cuisine responsable tendant vers le zéro déchet.

► Au menu

Une formule petit déj, - « ceux qui veulent prendre juste un café et ne pas manger sont aussi les bienvenus », précise François Veillon - à base de fruits,

« porridge, des cakes au vitaliseur, dont on a le secret », par exemple.

A midi, « le déjeuner sera remis au goût du jour sur le principe de la cantine toulonnaise comme on l'avait vu à l'époque au premier étage du bâtiment, qui était la cantine des PTT ». A défaut d'un tarif cantine, on nous promet quand même un prix « abordable ».

Même à la table d'un chef étoilé ? « Tu viens pas te payer la cuisine d'Arnaud Tabarec, c'est aussi un acte militant d'être accessible avec une bonne cuisine », explique celui-ci. Les jeudi, vendredi et samedi soir, avec des tapas « de qualité » à 5 euros, il n'y aura pas photo niveau accessibilité à tous, même si une petite table de chef sera conservée. L'ambiance conviviale de l'ancien bar pourrait bien se retrouver dans ce concept pas guindé.

1. Créé par sa mère, Marion Kaplan.

Arnaud Tabarec : cuisiner en accord avec soi-même

Avec plus de 20 ans de métier, ce chef d'origine bourguignonne qui a travaillé dans des établissements prestigieux, à Cannes, notamment a décidé de laisser à sa fille plus qu'une étoile, même si « j'ai été très heureux de l'avoir, faut être honnête, précise-t-il. Je crache pas dans la soupe ». A 40 ans, le bonhomme hyper simple au look de baroudeur explique que son combat est ailleurs : « on est dans une espèce d'urgence qu'on ne peut pas nier. Moi, ça fait des années que je le dis et pour autant, je faisais pas grand-chose. Donc maintenant, je voudrais en parler et essayer que mes actes soient en corrélation avec ce que je dis. Aujourd'hui, j'ai envie de prouver qu'on peut avoir un modèle économique viable, et pour autant faire bien, et intelligemment et avoir un peu d'éthique

dans ce qu'on fait ». « L'idée n'est plus de travailler par égo et par envie de prouver quoi que ce soit. C'est de travailler pour le produit et pour les clients et de faire une cuisine un peu intelligente, c'est-à-dire avoir une vraie réflexion sur le zéro déchet par exemple, sur le plastique qui nous entoure, sur toutes les petites choses à usage unique qui nous pourrissent la vie, sur d'où viennent exactement nos légumes ». Pas de « dogmatisme » pour autant : « moi, je suis végétarien, mais il y a aura du poisson et de la viande à la carte, elle sera très sourcée ». Son mot clé : « la gourmandise. Moi qui suis passé côté végétarien de la force, on pense que je mange des feuilles de salade trois fois par jour, ce qui n'est absolument pas vrai. Je veux ramener de la gourmandise saine ».



Olivier Fouillat a ouvert hier le O'Boulodrome dans le centre ancien. Le concept : un bar équipé de trois terrains de pétanque pour concilier sport et convivialité.

(Photos Hélène Dos Santos)

Tu tires, tu pointes... ou tu m'offres un verre ?

Boire un coup et jouer à la pétanque, en intérieur et dans la convivialité, c'est la proposition d'un nouvel établissement, ouvert depuis hier rue Chevalier-Paul, dans le centre ancien

« C'est un lieu qui peut plaire à tout le monde... sauf aux pros de la pétanque ». Avec humour, Olivier Fouillat, jeune patron du O'Boulodrome n'a pas peur du paradoxe pour présenter le concept de son bar... dédié à l'art de taquiner le cochonnet. Installé dans le centre ancien, dans un local de 300 m² donnant à la fois sur la rue du Chevalier-Paul et la rue Nicolas-Laugier, le bar pourrait ressembler à n'importe quel autre lounge. Déco moderne, tireuses à bière, planche apéro, musique d'ambiance... Rien que de très classique de nos jours.

En revanche, il se distingue de tous les autres par trois grands rectangles de sable gravillonnaire tassé.

Trois terrains de pétanque

Trois terrains de pétanque (aux dimensions pas tout à fait réglementaires) qui donnent au lieu son identité unique (ou presque). « Je me suis rendu compte que la pétanque, c'est le seul sport qui peut être pratiqué par tous, qu'on soit en costume, en bermuda ou en talons haut, explique Olivier Fouillat qui peaufine son idée depuis 2 ans. C'est aussi un sport qui favorise la convivialité, alors j'ai eu



Ouvert à tous, le lieu peut aussi être privaté pour un séminaire ou une soirée étudiante

l'idée de monter ce lieu hybride ».

Des boules et des canons

Un cocktail qui propose donc à la fois pétanque et apéro. Déjà patron d'une boîte d'événementiel, le jeune homme (31 ans), a testé l'effet magique des

carreaux et des poussettes pour détendre tout le monde lors des réunions qu'il organise.

« Ici, les terrains sont en accès libres et on prête gratuitement les boules... à condition de consommer bien sûr », explique le patron en préparant sa première ouverture hier soir.

Pour coller à l'air du temps, il a aussi fait le pari de miser sur les produits locaux. « Notre carte est composée de bières, de vins et de produits venant de moins de 200 km. Et si leur consommation au bar vous plaît, vous pouvez en acheter à dans le coin boutique ».

Annonçant avoir investi quelque 500 000 euros dans l'affaire, Olivier Fouillat a aussi dû jongler avec le Covid-19.

Initialement, l'ouverture était prévue au printemps (les travaux avaient débuté en janvier), mais à cause du confinement, tout a pris du retard. « Et

entre chaque client, nous désinfectons bien sûr les boules », précise-t-il en ajoutant que son établissement compte 80 places à l'intérieur et 20 en terrasse.

P.-H.C.

O'Boulodrome, 6, Rue Chevalier Paul, ouvert du mardi au samedi, de 10 à 22 heures.

La résurrection des célèbres Cafés Maurice

Arrière-arrière petit-fils de Marc Maurice Levy, créateur, il y a 145 ans, des Cafés Maurice, le jeune Seynois Boris Touaty relance, à Toulon, l'entreprise familiale disparue en 1982

Il fut un temps où ce petit noir était le roi des percolateurs et des compoteurs. Où sa torréfaction et son emballage faisaient travailler près de 200 personnes à Toulon. Où Pierre Bellemare produisait une publicité pour le petit écran dans laquelle les Frères Ennemis vantaient ses arômes raffinés. Il fut un temps, pas si lointain, où les Cafés Maurice étaient connus, bus et appréciés aux quatre coins du pays. Malmenée par la mondialisation, minée par les soucis économiques, la marque périclitera pourtant en 1982. Mais pas son souvenir, encore fumant au pied du Faron. Et c'est ainsi que 38 ans plus tard, Boris Touaty, un trentenaire seynois, s'est mis en tête de relancer ici une entreprise... qu'il connaît bien.

Le souvenir de l'usine du Champs de Mars
« C'est mon arrière-arrière grand-père, Marc Maurice Levy, qui a fondé les Cafés Maurice en 1875, à Haïti, explique cet afficheur de profession. Il s'est ensuite installé à Toulon en 1910 et à ouvert une boutique et son



Afficheur de profession, Boris Touaty entend relancer l'entreprise familiale de torréfaction et de vente de café. Son atelier ouvrira dans le centre-ville de Toulon après l'été. (Photos Hélène Dos Santos et Ma.D.)

premier atelier de torréfaction sur le cours Lafayette. Puis dans les années 60-70, mon grand-père a continué de faire prospérer la marque, jusqu'à ce qu'elle devienne l'un des leaders du café en France. » C'est justement chez Jean-Claude Maurice que Boris a découvert cette histoire, en tombant d'abord sur une

image publicitaire qui a éveillé sa curiosité. Il a alors 14 ans et des milliers de questions lui viennent à l'esprit. Autour d'une tasse, forcément, son aïeul ne se fait pas prier pour tout lui raconter. Sans filtre : de l'usine du Champs de Mars qui, entre 1934 et 1982, torréfie jusqu'à 10 000 tonnes de grains par an, en passant

par les toutes premières boîtes de café sous vide produites par une entreprise française, jusqu'à la concurrence étrangère qui lui sera fatale. Des étoiles brillent dans les yeux de l'adolescent.

Ouverture de la boutique en octobre
« Je me suis mis alors à collectionner tout ce qui avait de près ou de loin un rapport avec les Cafés Maurice : objets promotionnels, boîtes, affiches, jeux, cartes postales... énumère-t-il. Et petit à petit, je me suis pris à imaginer qu'un jour, je pourrais peut-être, pourquoi pas, ressusciter la marque. » C'est il y a trois ans que la machine s'emballa. Le rêve est devenu une blague entre amis qu'on évoque de temps en temps sur les réseaux sociaux. Sauf que sur le web, l'enthousiasme des internautes, nombreux à se

Un arôme chocolaté

Dans l'immédiat, cinq 100 % arabica composeront la gamme des Cafés Maurice. Aux côtés du Sarmiento (Nicaragua), de l'Arango (Guatemala), du Latu Gudina (Éthiopie) et du Paraiso (Mexique), La Esperanza promet d'être le best-seller. Chocolaté, avec des notes de citron et de pain grillé, il provient des fermes de la région de Montecillos, au Honduras.



souvenir que l'odeur du café torréfié embaumait jadis les abords de l'avenue Marcel-Castié, est bien réel. Un projet « solide, concret, réfléchi » émerge. Tout comme les premières difficultés. « On ne monte pas un atelier de torréfaction comme un salon de coiffure. On parle là de s'approvisionner avec un produit exotique », pointe Boris. L'importateur, qui travaille avec des paysans d'Amérique centrale, est trouvé. Tout comme le local de l'atelier, idéalement situé au 2, place Camille-Ledeau. L'entreprise est lancée en février. La suite de l'histoire reste à écrire. « Avec le confinement, l'ouverture de la boutique a été reportée à octobre, précise-t-il. Puis avant la fin de l'année, le torréfacteur y sera installé. » Les cafés, pour l'instant transformés à Cannes suivant la méthode qui sera employée à Toulon,

sont eux déjà servis sur leur soucoupe par une poignée de commerçants moccas. Qui ont l'air d'apprécier ce « café de consensus » autant que les consommateurs toulonnais se disent fiers de voir une institution faire un retour remarqué dans le centre-ville. Pour quelle ambition à terme ? « On verra, tempère Boris. Dans l'immédiat, il s'agit de redonner éclat et noblesse à une marque locale. Mais on ne se fixe pas de limite. » Sauf peut-être débaucher George Clooney pour jouer les ambassadeurs de service. « On a son équivalent à Toulon », glisse Boris dans un clin d'œil. Quoi d'autre ?

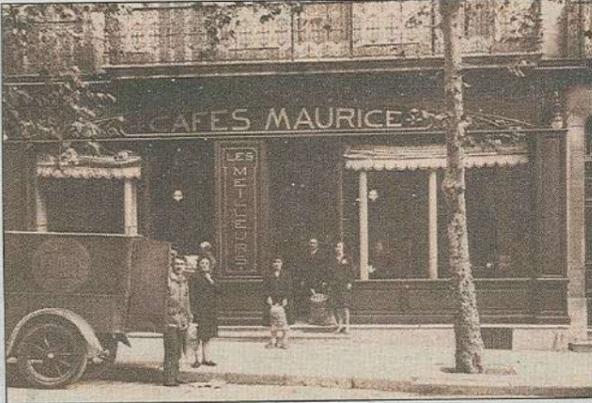
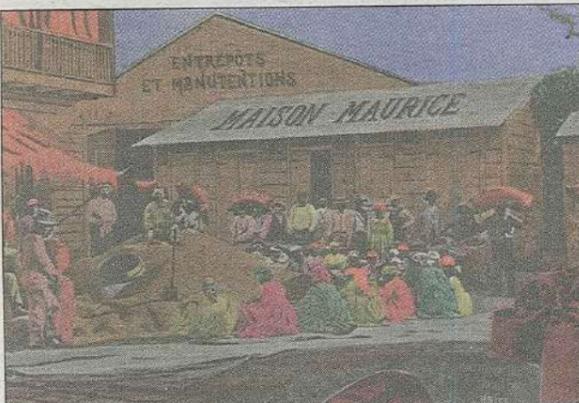
MA. D.
mdalaine@nicematin.fr

Savoir +
Facebook : Cafés Maurice
<https://www.cafesmaurice.com/>

Un atelier place Camille-Ledeau

C'est donc sur la charmante place Camille-Ledeau, en haut de la rue d'Alger, que Boris Touaty installera son « coffee-shop ». Ce sera à la fois une boutique, un lieu de dégustation et le musée de la saga familiale. Mais surtout, l'atelier de torréfaction où seront grillés des grains d'arabica récoltés à la main par des fermiers d'Amérique centrale. « Le café n'aura pas le temps de refroidir qu'il sera versé dans les tasses », imagine le jeune entrepreneur, qui compte bien sur le triptyque « artisanat, qualité, proximité » pour se démarquer de la concurrence.

Cinq références seront disponibles, en grains, moulu, ou en capsules éco-responsables ; certains cafés d'exception étant récoltés à 2400 m d'altitude. « Restaurateurs, cafetiers ou épiciers peuvent nous contacter s'ils souhaitent travailler avec nous », précise Boris. Et de rappeler la philosophie de son arrière-arrière grand-père, Marc Maurice Levy : « Notre café toujours viendra des meilleures plantations du monde. Ensuite, il sera torréfié avec le plus grand soin, selon les règles de l'art. C'est à ce prix-là seulement qu'il s'appellera Cafés Maurice ».



Trois images qui résument, de gauche à droite, la saga des Cafés Maurice : les premières récoltes de grains à Port-au-Prince en 1875, l'ouverture d'une boutique et d'une unité de torréfaction à Toulon en 1910 et une publicité dans Paris Match en 1968, alors que la marque prospère sur le marché hexagonal de la vente de café.



Le Koi, la carpe symbolique chez les Japonais, une des rares pièces dans le monde, signée du créateur espagnol LZF, baigne dans la lumière de la grande salle de restauration.



Pour le chef cuisinier, Nicolas, l'art culinaire se cultive dans l'assiette, en salle ou au patio, avec en toile de fond une fresque murale.

(Photos Héléne Dos Santos)



La volonté des propriétaires des lieux, « La Koi Family », comme se plaît à la définir Nicolas, a été de choisir des matériaux nobles, tel ce carrelage avec les lampes LZF.

Le Koi, la restauration de l'âme de l'ancien couvent

Toulon L'ancien couvent des Capucins du XV^e siècle abrite un restaurant bistronomique où l'art de vivre et la création sont un subtil cocktail du chef cuisinier Nicolas, et son équipe

Les pierres ont une âme... Celles de l'ancien couvent des Capucins, où fut construite en partie au XVIII^e siècle, l'église Saint-Louis, à deux pas de la place d'Armes, sont le reflet de plus de cinq siècles d'histoire. Dans les années quatre-vingt-dix, un amoureux des pierres, Aimé Celfio a su redonner de l'éclat à l'ancien couvent, devenu jadis la dépendance de l'église. La porte d'entrée d'origine, sur la façade Est classée de l'ilot Segaud, du nom de l'architecte bâtisseur de l'église, est une invitation dans les couloirs du temps. Une invitation qui a séduit Nicolas, devenu depuis le 14 juillet, le maître restaurateur des lieux, au 31, rue Larmodieu dans le centre ancien. Là, à hauteur de l'entrée du lycée hôtelier Anne-Sophie Pic, au niveau de la place Vatel, dominée par la proue de la réplique de la frégate La Flore, et actuellement en cours de rénovation, sous l'égide de la société Var aménagement développement, en charge de la concession du centre ancien, un nouveau chapitre s'écrit avec l'ouverture de ce restaurant bistronomique « Le Koi au couvent ».

Un coup de cœur

En 2018, en compagnie de sa tante, Nicolas pousse les portes de ce « lieu atypique » en vente par Aimé Celfio. « En pénétrant dans cette salle majestueuse d'une hauteur d'environ 18 mètres, ce fut le coup de cœur, notamment en imaginant au fond la cuisine ouverte sur la salle »,



Sous les arcades, l'art de la table se conjugue avec la création en plein cœur historique depuis le 14 juillet.

s'enthousiasme le chef cuisinier. Le deuxième coup de cœur après celui pour la cité de la rade, où cet Alsacien d'origine a posé ses valises, il y a bientôt cinq ans, dans le centre ancien.

Cuisinier de formation depuis vingt-cinq ans, celui qui aime sublimer les plats avec des produits locaux et du terroir ne pouvait qu'être inspiré par ce haut lieu chargé d'histoire.

Avec sa tante, Nicole et son oncle Daniel, partis prenante dans cette aventure culinaire et artistique, « La Koi Family », propriétaire du site, comme se plaît à la baptiser Nicolas, a ainsi confié les clés des travaux à la société Cook and Coffee, en charge aussi de coordonner

le chantier commencé en février 2019 avec les différents corps de métier. Car si le lieu n'est pas classé par les Bâtiments de France – seule la façade l'est –, il était primordial pour les nouveaux propriétaires de préserver le site d'une surface totale de 350 m² avec son patio.

Variété des espaces

« Il n'y avait pas lieu de chercher quelque chose », insiste Nicolas, responsable des lieux. Pas question non plus de toucher aux vieilles briques dans lesquelles le bar avec sa mosaïque, s'est majestueusement imbriqué. « La variété des espaces de cette magnifique adresse toulonnaise a tout naturellement

motivé sa destinée », peut-on lire sur le site très visité. « Nous voulons intégrer une histoire. Faire de ce lieu un lieu de vie, de partage. Le bien-manger, les vins, les cocktails, la décoration, la mode, les expos, la musique : l'esprit de liberté plane entre les murs », commente Nicolas. Le projet familial articulé autour d'un concept restauration-bistro-art et création est né. « Déjeuner dans la salle, en terrasse, ou dans un espace à proximité du bar, mais, aussi, venir y boire un café, venir y lire un livre l'après-midi, travailler en co-working ou fêter un événement dans un petit salon privé, ou craquer sur un objet de décoration »...

Le Koi va, peu à peu, bai-

gner dans cet univers dynamisé par l'équipe. On peut repartir aussi avec un petit souvenir du Koi en craquant sur les objets un peu tendance, art de vivre, de la table, des coups de cœur dénichés par sa tante Nicole. Au cœur des pierres séculaires, le lieu de vie prend forme autour du restaurant gastronomique, et bientôt en terrasse avec un service de brasserie, et petite restauration. Pour Nicolas, investir dans ce lieu est aussi une volonté de répondre à la dynamique économique et de valorisation patrimoniale impulsée par la Ville, et son concessionnaire, la société Var aménagement développement.

CATHERINE PONTONE

L'histoire

Il fut le cœur d'un îlot ecclésiastique conçu par les Capucins au XV^e siècle. Puis l'ancien couvent deviendra la dépendance de l'église Saint-Louis. Datant du XVIII^e siècle, les travaux de l'église ont débuté en 1709 sur une partie de la place d'Armes à l'initiative de Mgr Chalucet. Les travaux sont interrompus en 1720 à cause d'une épidémie de peste et ne reprendront qu'en 1767. En 1780, le roi Louis XVI fait démolir le bâtiment pour ne pas gêner les manœuvres des troupes sur la place d'Armes. On démarre alors un nouveau chantier de l'église sur une partie de l'emprise du couvent des Capucins selon les plans de l'ingénieur-architecte Joseph Sigaud. Achevée en 1788 à la veille de la Révolution, elle sera le temple de la Raison et de l'Être Suprême. Ce n'est qu'en 1858 qu'elle sera consacrée au culte catholique. Aimé Celfio, le gardien de l'âme des Capucins, a souhaité en 2018 se séparer du site des Capucins, rue Larmodieu. Lequel a abrité les Arts graphiques et à l'automne 2018 des œuvres d'artistes.

Un centre d'escalade inédit dans la région

La Valette La franchise d'escalade de bloc Vertical'Art débarque en région Paca. Actuellement en pleine installation, cette surface de plus de 1 000 m² sera accessible dès la semaine prochaine

C'est une grande première qui se profile pour l'escalade de bloc dans la région Sud. Dans une semaine, le samedi 15 août, Vertical'Art ouvrira ses portes à La Valette-du-Var, proposant aux grimpeurs plus ou moins initiés un complexe spacieux, le plus grand du département (1 500 m² au total). Déjà installée dans plusieurs villes comme Paris, Lyon ou encore Nantes, la franchise ne compte pas s'arrêter en si bon chemin.

« Toulon est un grand site d'escalade » et « c'est une ville avec pas mal de grimpeurs », assurent les directeurs associés. Des raisons qui ont motivé le choix de cet emplacement, en pleine zone commerciale. L'un des gérants, Bruno, parvient tant bien que mal à s'extirper du chantier en cours. Au beau milieu des murs de grimpe dont la hauteur avoisine les 4 mètres, ce professeur d'escalade présente la future salle comme « un lieu convivial, où personne ne reste dans son coin et où chacun peut s'entraîner ».

À Toulon, la franchise Vertical'Art se veut donc ludique et chaleureuse. Mais surtout accessible à tous. Ce qui amène parfois à des anecdotes pour le moins étonnantes : « J'ai déjà vu



Bruno, l'un des gérants du complexe, profite des plaisirs d'une grimpe après la mise en place des premiers blocs d'escalade. (Photo Vincent Prot)

une personne en déambulateur faire une piste blanche », affirme Bruno. Car, en effet, ce sont – comme souvent – les couleurs qui définissent la difficulté des pistes. Du blanc (pour les plus faciles) au violet (pour les plus ardues) en passant par le vert ou le rouge. Tout un arc-en-ciel de prises nécessitant encore – pour certaines –

d'être fixées aux murs d'escalade.

Les petits plats dans les grands

Pour cette première dans le Var, les gérants ont vu les choses en grand. Sauna, « climatisation bio », espace dédié aux enfants, toboggan, boutique, et même un *moonboard* que Bruno définit

comme « une grimpe connectée » (utilisable en se connectant à l'application mobile). De quoi satisfaire des visiteurs que Delphine, également gérante, souhaite nombreux : « On espère entre 300 et 500 personnes lors de la journée d'inauguration ». Nul doute que la gratuité de cette journée mettra les parkings environnants ainsi que

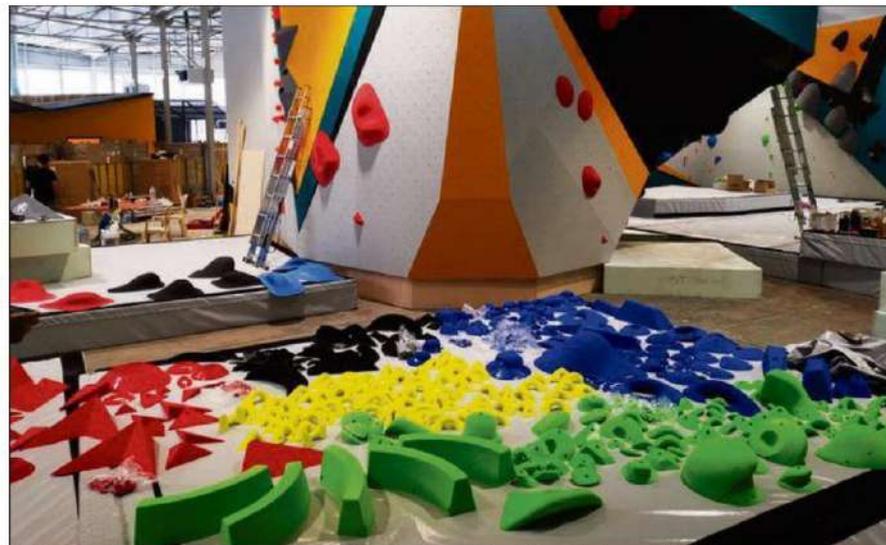
la dizaine de salariés, à rude épreuve. Tout autant que les futurs pratiquants. « Le dépassement de soi est très important dans l'escalade de bloc. Le seul adversaire, c'est soi-même (...) ; c'est aussi un sport qui demande beaucoup de repos, ce qui permet aux grimpeurs d'échanger sur les tapis en bas des blocs. » Et pourquoi pas également assis à table, autour d'un plat de légumes farcis à la provençale, ou d'un verre de bière locale ?

Un restaurant, un bar, un boulodrome !

Oui, le complexe sera doté d'un bar-restaurant faisant la part belle aux produits régionaux. Et même d'un boulodrome ! Rien de tout ça n'était encore totalement installé en début de semaine, mais les directeurs espèrent réaliser le cocktail idéal. Car leur ambition est bien de proposer une palette de prestations au top niveau pour satisfaire les visiteurs qui fréquenteront tous les espaces réunis au sein de la grande salle. Quid de la Covid-19 ? Delphine indique qu'il n'y aura pas de mesures spécifiques, si ce n'est le port du masque hors des tapis de grimpe et un minimum de distanciation : « On limitera le nombre de personnes dans les vestiaires. Mais ce sera à chacun d'être responsable ». Le coronavirus ayant causé le report de l'inauguration du complexe (prévue initialement en juin), Delphine ne cache pas qu'un éventuel reconfinement « reste une petite inquiétude ». Ce qui ne l'empêche pas de déjà se projeter dans le futur. « On a d'autres idées, comme celle d'augmenter le complexe d'un étage. »

DORIAN VIDAL

Vertical'Art Toulon, avenue Lavoisier à La Valette-du-Var. Inauguration le 15 août à 15 h (entrée gratuite). Tarifs : pour les cent premiers inscrits, l'abonnement annuel est à 365 € (pass mensuel à 31 €/mois). Tél. : 06.13.81.09.46



Étalées sur les matelas, toutes ces nouvelles prises attendent d'être fixées aux blocs. (Photo Bruno Delon)

En vogue et ouvert à tous

L'escalade de bloc est un sport en vogue. La discipline grimpe petit à petit et sera même présente aux prochains Jeux Olympiques (à Tokyo en 2021, et à Paris en 2024). Peu d'équipements sont nécessaires à sa pratique. Cela constitue une de ses particularités. Une simple paire de chaussons d'escalade et c'est parti, les différents blocs peuvent être gravis, même par les plus pantouflards : « débutant ou expert, tout le monde a sa place », explique les gérants de la nouvelle salle. Pas de corde, de harnais ou de mousqueton ; risque de blessure forcément plus élevé ? « Il n'y a pas plus de blessés qu'au foot », assure Bruno qui proposera des cours d'escalade pour tous les âges et tous les niveaux. Les crêpeaux sont disponibles sur le site internet (vertical-art.fr) ainsi que le dossier d'inscription.

Les « escape games » ont trouvé leur échappatoire

Dans la métropole toulonnaise, le Covid n'aura pas la peau des jeux d'évasion ! Protocole sanitaire strict et une charte baptisée « Jouons en confiance » appuient les professionnels

« On accuse le coup mais on se bat. L'activité repart. Les passionnés sont là. » David Revaud et Jérémie Vernet sont les associés de Continuum, un des « escape games » de référence à Toulon. Dans le quartier de Siblas, les rendez-vous de joueurs s'enchaînent pour des matinées ou après-midi intenses... mais protégées. « Depuis la réouverture, fin juin, tout le monde est masqué, du gel est à volonté à l'entrée, les décors et zones de jeux sont systématiquement désinfectés, expliquent-ils. Les casters où les joueurs posent leurs affaires sont également nettoyés et les documents qui servent aux joueurs sont maintenant plastifiés. »

Désinfection des zones de jeu

Pour tous les « escape games », une charte a été rédigée. « Elle s'appelle "Jouons en confiance" et 400 "escape" l'ont signée », ajoute David. Cet engagement de bonne conduite sanitaire impose des règles. « En plus des gestes barrières et des consignes sanitaires, les établissements s'engagent au port du masque pour les joueurs et le personnel. Le lavage des mains pour les "game masters" et le public est obligatoire. Les désinfections des zones de jeu doivent être effectuées en amont. L'hygiène des salles de jeu et la désinfection des objets et accessoires sont ren-



À Continuum Toulon, l'univers de Sherlock Holmes est très sécurisé : enquête avec masques !

(Photos Laurent Martinat)

forcées, ainsi que les espaces dédiés aux "game masters", détaille la charte.

Air renouvelé

Enfin, des modifications interviennent lors des traditionnelles photos d'équipe : suppression des costumes et accessoires afin d'éviter tout risque de transmission du virus et distances imposées entre chaque joueur. Chez Continuum, toutes les salles sont climatisées. « Mais l'air n'est pas recyclé. Au contraire : il vient de l'extérieur pour être renouvelé régulièrement, ajoutent les deux associés. À l'intérieur, personne ne se croise et il n'y a jamais plus de six per-

sonnes par salle. »

Ces contraintes n'empêchent pas Continuum de « repartir ». Avant le confinement, l'« escape » toulonnais était classé par Trip Advisor numéro 1 dans le Var et deuxième dans la région. Mais, depuis la reprise, et par rapport à un mois de juillet ordinaire, la fréquentation est forcément moindre. « Notre offre est basée sur une immersion totale dans l'espace et dans le temps. Sur 150 mètres carrés se développent trois scénarios très différents que le protocole sanitaire n'a pas modifiés. » Ouf !

F. DUMAS



David Revaud et Jérémie Vernet proposent gel à volonté et un air renouvelé dans les salles de l'« escape game ».

Partout dans la Métropole

Six-Fours, Toulon, Ollioules, Hyères... Les principales villes de la métropole ont leur adresse d'« escape game ». Notre secteur baliaie tous les univers : historique avec Sherlock Holmes à Toulon et Ollioules, les Couloirs du temps à Six-Fours, le Casse du casse à Hyères ou la Terrible affaire Bambell à Six-Fours aussi. Enquête policière, sauts dans l'histoire, science-fiction et surtout jeux inspirés de séries tv : les « escape game » ont le vent en poupe. À Toulon, bientôt l'univers de Spielberg et des années 1980.

700 mètres carrés à La Farlède pour jouer sécurisé !



Chris et Johnatan (ci-contre) font partie de l'équipe de « 59 mn chrono », l'immense « escape game » de La Farlède, dirigé par Timothée et Romain, deux frères Varois. « "59 minutes", c'est le temps que dure le jeu et nous avons la chance de bénéficier de 700 mètres carrés dédiés à nos thèmes : le trésor des Templiers (type médiéval où il faut dénicher un trésor dans une crypte), Prison Break (où il faut sortir d'une prison) et Spectre (où une bombe est placée à bord d'un avion). » Depuis 3 ans dans la zone industrielle de La Farlède, « 59 mn chrono » avait ses habitués, mais la crise sanitaire a

réduit à zéro l'activité pendant des semaines. « Là, nous avons retrouvé notre public mais, même à la réouverture en juin, les gens se posaient des questions : le matériel est-il désinfecté, les distanciations sociales seront-elles respectées ? La réponse est oui ! Ici, c'est suffisamment grand pour que personne ne se croise. »

Un manoir à Ollioules

Masques obligatoires pendant le jeu, pièces désinfectées matin et soir, nombre limité de joueurs par groupe (généralement six)... Les réservations se font sur Internet ou au téléphone. Un autre « escape game » de

la même équipe existe aussi à Ollioules dans un manoir servant de décor à une intrigue Sherlock Holmes. « Un acteur anime le jeu. C'est devenu une tendance louée aujourd'hui. L'acteur est présent avec les joueurs plutôt qu'extérieur. Lui aussi est bien sûr masqué. » Finalement, le protocole sanitaire ne change pas grand-chose aux habitudes des « escape gamers ». « On a plus chaud, c'est vrai, mais on oublie vite le masque quand on plonge dans le jeu ! », explique l'un d'eux. L'an prochain, « 59 mn chrono » va développer deux nouveaux thèmes : pyramides et pirates.

La « big company » du café ouvre un starbucks à Toulon

L'actu Prévues en avril dernier, l'ouverture du premier café Starbucks dans le Var à L'Avenue 83 à Toulon a finalement eu lieu jeudi dernier, en présence de son grand patron

Jeudi dernier, la célèbre enseignante a ouvert les portes de son premier pied-à-terre dans le Var situé à La Valette, dans la zone commerciale L'Avenue 83, à deux pas du cinéma. A cette occasion, Christian Gurria, le directeur général de Starbucks France, était venu en personne à l'inauguration réservée, la veille, aux salariés et leurs familles, aux commerçants de la zone, partenaires, influenceurs, acteurs et décideurs économiques et politiques du secteur. « C'est un moment spécial pour nous, confiait Christian Gurria. Cette aventure a une signification spéciale car c'est notre première ouverture depuis le déconfinement ».

L'enseigne devait ouvrir en avril dernier mais l'ouverture a été reportée vu le contexte. « Nous voulions même être prêts avant l'été. C'est pourquoi aujourd'hui, c'est pour nous comme une bouffée d'oxygène, un renouveau cette ouverture à Toulon. Il y a une vraie excitation, une vraie demande de la part des gens. Nous étions très attendus. En cette période difficile, nous avons besoin de bonnes nouvelles et d'optimisme. Nos partenaires (les salariés dans le jargon Starbucks, ndr), embauchés pour avril, avaient hâte d'ouvrir. C'est aussi une bonne nouvelle pour la région, la ville, les constructeurs, pour tout le monde. C'est une petite pierre pour la relance économique. »

« Il y a beaucoup de potentiel »

C'est une bonne nouvelle aussi pour le groupe mexicain Alsea SAB, partenaire de Starbucks depuis 2002, qui a acquis en octobre 2018 l'exploitation des cafés emblématiques en France et au Bénélux, en licence de marque. Le groupe a ainsi décidé d'investir en France « car il



Le directeur général de Starbucks France Christian Gurria à la souris. Cette ouverture : « C'est une petite pierre pour la relance économique. »
(Photo Dominique Leriche)

ya beaucoup de potentiel, notamment dans le Sud de la France ». Pour rappel, ce groupe international présent au Mexique, au Brésil, en Uruguay, au Chili, en Colombie, au Portugal, en Argentine, en Espagne, en France et au Bénélux compte 85 000 salariés et 17 marques à l'international. La société Alsea, cotée en Bourse, possède plus de 4 500 restaurants dans le monde dont 1 500 Starbucks à l'international en propre, en franchise et/ou en licence de marque. En France, il existe 180 Starbucks et ce, depuis la première ouverture en 2004 à Paris, ce qui représente un peu plus d'un million de salariés. « Notre ADN chez Alsea, c'est de grossir, assure Christian Gurria. En France, les gens sont prêts pour la

marque Starbucks. L'ambition est de nous développer sur les cinq prochaines années. Nous avons déjà repris l'exploitation des salons (comprenez cafés) qui étaient ouverts. En novembre 2019, à l'occasion du Mipim à Cannes, on nous a fait clairement comprendre qu'on nous attendait. » Ainsi après Marseille, Nice et Cannes, le spécialiste de la vente au détail de café tente sa chance à Toulon. Le démarrage s'annonce prometteur. « Malgré le contexte et le décalage de l'ouverture, je suis très optimiste. Je pense que nous allons dépasser nos objectifs fixés à Toulon », se réjouit le directeur général de Starbucks France. Des chiffres ? Impossible à surligner, ni même le montant de l'investisse-

ment que cela a représenté pour ouvrir dans le Var. Le directeur général préfère rester vague : « En 2019, nous avons fait une très belle année en France. Nous avons atteint nos objectifs malgré les grèves et les Gilets jaunes ». De janvier à février, les chiffres étaient aussi prometteurs avant d'être rattrapés par la Covid. « Nos ouvertures ont été mises en stand-by. C'était compliqué aussi à l'international. Tous nos salons étaient fermés. Notre secteur a été très impacté, et dans tous les pays et en même temps. Heureusement, notre groupe au Mexique a obtenu des prêts pour rebondir mais la Covid a décalé de dix-huit mois notre plan de développement. Toutefois, nous restons confiants. C'est pour cela que nous avons décidé d'ouvrir à Toulon malgré tout. »

Seul chiffre accordé : le nombre de salariés embauchés à Toulon. Une équipe de quatorze « partenaires » dont dix issus du bassin toulonnais avec, à la clé, une formation continue et diplômante pour devenir, pour ceux qui le souhaitent, des spécialistes « café ou » coffee master » comme on les appelle chez Starbucks.

Une prochaine ouverture en 2021 dans la région

Si la première chaîne mondiale des cafés compte déjà une vingtaine de « salons » dans la Région Sud, le directeur général laisse entendre qu'une prochaine ouverture est prévue en 2021. Où ? Toujours pas de nom mais Christian Gurria se dit ouvert à de nouvelles propositions. « Une belle opportunité, un bon emplacement avec du business. Nous sommes en recherche permanente. Nous avons plusieurs formats possibles : en restaurant avec ou sans drive, en petit

Repères

■ **Sites** Après Marseille, Nice et Cannes, c'est à Toulon que Starbucks a choisi d'ouvrir son premier café dans le Var, jeudi dernier. Ces cinq dernières années, la marque n'avait plus connu de développement majeur.

■ **Octobre 2018** Starbucks signe avec son partenaire mexicain, le groupe Alsea SAB, un accord de licence lui confiant l'exploitation des cafés en France, aux Pays-Bas, en Belgique et au Luxembourg.

■ **Starbucks France** Starbucks compte en France 180 « salons » : 65 en propre, 31 en franchise, 84 en licence. Chiffre d'affaires non communiqué.

ou grand format, nous sommes flexibles. »

D'ici là, les Toulonnais pourront apprécier ce qui fait le succès de la marque : la qualité des produits, la mise en avant de l'expérience client et son concept de « troisième lieu entre la maison et le bureau », ainsi que la personnalisation des boissons et les efforts écoresponsables de Starbucks pour réduire ses déchets et à travers ses programmes mondiaux.

Dans les prochains mois, les Varois pourront aussi commander et payer par carte bleue via à une application digitale et se faire livrer à domicile par Deliveroo (un accord est en cours).

L'Espace culturel Olbia est désormais dans ses murs

La librairie/papeterie, au nom de l'enseigne de grande distribution, fait désormais place à une librairie indépendante qui vient d'acheter pour 533 000 euros les locaux d'Olbia à la commune

La rumeur transmise par ceux qui savent. L'intrigante « information » de ceux qui veulent révéler ce que l'on veut cacher. Le scoop de la campagne électorale annonçant la fermeture de l'Espace culturel Leclerc lancé en janvier dernier a fait flop. Lors du conseil municipal qui s'est déroulé ce vendredi au Forum du casino, François Cornileau, adjoint à l'urbanisme, a rapporté la délibération concernant la vente de locaux situés au Centre Olbia à la société Garrigue pour un montant de 533 000 euros. Si l'enseigne Espace culturel Leclerc a bel et bien disparu de la façade, c'est pour laisser place à l'Espace culturel Olbia, une librairie totalement indépendante qui vient compléter l'offre dans la cité des Palmiers.

Gestion cohérente

« Beaucoup s'étaient émus de cette soi-disant rumeur de fermeture propagée pendant la campagne... Leclerc ne ferme pas, ça devient Le-court », a commenté Jean-Pierre Giran, le maire, en préambule de la délibération. Pour poursuivre leur projet de création d'une librairie/papeterie au cœur de la ville, les responsables de la société ont dû normaliser une situation immobilière ; les locaux du rez-de-



À la place de l'Espace culturel Leclerc s'est installé l'Espace culturel Olbia grâce notamment à l'acquisition d'un local qui appartenait à la ville. Ainsi est née une nouvelle librairie indépendante dans la cité. (Photo P.P.)

chaussée du Centre Olbia étant implantés entre un lot de copropriété appartenant à la SCI Guarrigue et un lot sous forme de bail emphytéotique dépendant de la commune. « Pour une gestion plus cohérente de cet espace commercial, la société a sollicité la commune pour devenir propriétaire de l'en-

semble des locaux occupés par l'activité : à savoir une surface d'environ 373 mètres carrés et une réserve en sous-sol d'environ 87 mètres carrés. Concernant la situation et la nature de l'activité qui contribue à l'animation et à l'attractivité du centre-ville, il apparaît souhaitable de donner une réponse favorable », a indiqué l'élu.

Ainsi, sur la base de l'évaluation du service des domaines, un prix de vente de 533 000 € a été proposé et accepté par la SCI Garrigue. Décision qui a été votée ce vendredi à l'unanimité par les élus. Quant à la librairie désormais nommée Centre culturel Olbia, elle a ouvert ses portes depuis un mois et sa directrice Jessica Le-

court - qui dirigeait auparavant l'Espace culturel Leclerc - met la dernière touche à un projet ambitieux : faire vivre une nouvelle librairie indépendante dans la cité des Palmiers dans un nouveau cadre. Une belle et grande aventure.

R. POLETTO

1. Du nom de Jessica Lecourt, la responsable de la société

La rumeur

« Nous venons d'apprendre par les salariés de l'Espace culturel Leclerc installé rue du Soldat-Bellon que cette grande enseigne a pris la décision de fermer son magasin, à la fin du 1er semestre 2020 ». C'est ainsi que

M. Seemüller, conseiller municipal, candidat aux élections relayait, en janvier, une information sur le sort (hypothétique) de la librairie. Dans le même temps, sur Facebook, les commentateurs s'en donnaient à cœur joie. Info ou intox ? Dans notre édition du 24 janvier, un cadre de Leclerc évoquait un scénario de « science-fiction ».

La Ville, quant à elle, écartait la fermeture, indiquant qu'il s'agissait d'un changement de forme de bail et avoir eu des garanties sur la continuité de l'activité. Seul crédit à accorder à la fameuse rumeur : Leclerc a laissé place à un... indépendant.

Antennes relais, tickets « resto », création d'un club house

D'autres sujets ont été évoqués lors de la séance de ce vendredi, en présence notamment de deux classes de première du lycée : le cadre de l'enseignement à la citoyenneté.

Antennes relais

Des émotions récurrentes. De l'incompréhension. De la Pendelotte à la Bayorre, en passant par les Loubes et le Plan-du-Pont, le premier magistrat est revenu sur la problématique des antennes-relais implantées en zone agricole.

« Les opérateurs de téléphonie mobile ont une sorte de blanc-seing. Ils font ce qu'ils veulent sans que l'on ait la possibilité de s'y opposer ». Ce constat décourage des recours contentieux intentés vainement contre les dépôts

de déclaration de travaux engagés devant le tribunal administratif de Toulon. « À



Implantation d'une antenne relais aux Loubes. (Photo D.R.)

chaque fois, le tribunal nous répond : Circulez, il n'y a rien à voir ! ». Pour protéger le territoire communal, Jean-Pierre Giran a provoqué, ces derniers jours, une réunion avec les opérateurs en préfecture. « La réunion a tourné court. J'ai évoqué l'utilité de se rassembler et d'éviter les pylônes hauts en pleine campagne ».

Lors du conseil municipal, le maire a annoncé une nouvelle réunion, ce mardi 6 octobre avec des membres de la majorité, de l'opposition et les comités d'intérêts locaux concernés. « La question à poser aux opérateurs sera : comment comptez-vous pratiquer pour que les impacts sur l'environnement soient les moins élevés possibles ? J'ai aussi créé une commission qui se réunira

systématiquement lorsque nous aurons connaissance d'un dossier d'information mairie (DIM), préambule nécessaire pour l'implantation d'une installation. Si, sur le dossier présenté, nous ne trouvons pas de consensus, nous provoquerons une réunion en préfecture et, le cas échéant, j'irai au tribunal administratif ». Et de relever que, sur les terrains publics, « nous avons une capacité de négociation plus forte ». Conseillère municipale d'opposition (Hyères tout naturellement), Geneviève Burki a souligné que « tant que la loi ne serait pas modifiée, ils [les opérateurs] auront toujours la loi pour eux. La moindre des choses est d'aviser les habitants, les CIL et veiller à une meilleure intégration comme à la Colette à

La Crau ou à l'Almanarre ».

Tickets restaurant des employés municipaux

À l'occasion de la mise à jour du régime indemnitaire des employés communaux, voté à l'unanimité, Karine Tropni (Hyères tout naturellement) a sollicité le maire pour une revalorisation du montant des tickets-restaurants accordés aux agents de la ville. « Le montant actuel est, pour mémoire, de 5 euros pour les agents de la ville et de 9,5 euros pour les employés de la métropole TPM. Réponse du maire : « Nous leur avons attribué plus de tickets ».

Création d'un club house au stade Veran

Dans le cadre de la construction d'un nouveau bâti-

ment de 650 m² à usage de club house pour le rugby, à proximité du stade André Veran au Pyanet, la commune sollicite la participation financière de la métropole. Ce projet vient répondre à une demande de la Fédération française de rugby et sera conçu pour être polyvalent. Les dépenses prévisionnelles sont estimées en 2020 à la somme de 860 000 euros, dont 750 000 hors taxe de travaux estimés et 110 000 pour la maîtrise d'œuvre, les études et les missions diverses. Une demande de fonds de l'ordre de 248 518 euros a été demandée au niveau métropolitain. Une subvention du Département de plus de 258 000 euros est accordée également pour l'opération.

Métropole À LA UNE

Valse d'enseignes dans

L'Avenue 83, Mayol ou Grand-Var : malgré la Covid, tous se battent pour maintenir une activité vivante (et rentable). Quelles boutiques ferment ? Qui arrive et quels sont les projets de chacun ?

L'Avenue 83 passe le cap des 100 boutiques

Le contexte sanitaire actuel a tout bouleversé dans le fonctionnement habituel des centres commerciaux de la Métropole. Partout, les mêmes obligations pour les visiteurs... et les mêmes contraintes pour les professionnels du secteur. Avenue 83, Mayol ou Grand-Var, le protocole est identique. Dès que vous franchissez les portes automatiques, votre passage est enregistré. « Le nombre total est observé tout au long de la journée pour ne pas dépasser la jauge de sécurité », confie un dirigeant. Port du masque obligatoire pour tous, mise à disposition de gel hydro-alcoolique aux entrées de toutes les boutiques, condamnation des espaces habituels de repos et nettoyage renforcé ces locaux avec un renouvellement régulier de l'apport d'air extérieur : c'est à ce prix que ces temples de la consommation doivent leur survie économique en ce moment.

Il y a la Covid, certes, mais il y a la vie ! On ne peut pas négliger cet élément même si il convient de respecter le protocole sanitaire à la lettre. « Michel Adamo, à la tête de l'Avenue 83, refuse de céder à une quelconque déprime, liée à l'épidémie. « Pour l'année 2021, notre objectif, c'est le sauvetage de la consommation et de faire de notre centre à ciel ouvert. On ne va pas forcément agrandir notre superficie mais on va renforcer la partie « lifestyle » et aménagement de l'Avenue ».



À la tête de l'avenue 83, Michel Adamo veut renforcer la partie loisir du centre commercial. Sans pour autant s'étendre en superficie.

Des pointes à 30 000 visiteurs le samedi. Avec 10 000 à 16 000 visiteurs par jour, l'Avenue tire son épingle du jeu, notamment grâce à des pointes de passages : jusqu'à 30 000 Varois viennent certains samedis ! C'était le cas la semaine dernière. « Depuis le début de l'épidémie, nous avons aidé, au cas par cas, chaque enseigne pour qu'elle résiste dans cette période difficile », ajoute Michel Adamo, fier de sa centaine de boutiques aujourd'hui.

Elles n'étaient que 87 à l'inauguration de l'Avenue en 2013. Bien sûr, le cinéma constitue l'attraction principale du site : 1,4 million de visiteurs par an. Autres « mastodontes » qui garantissent la reprise de vitalité de l'Avenue : Primark pour le prêt-à-porter pas

Ça ouvre, ça ferme

▼ Ce qui a fermé

- RCT Store
- Passionnata (lingerie)
- parapharmacie Lecterc
- Piadina (snack santé)
- Scuaire Maker (trench/croque-monsieur)

▲ Ce qui a ouvert

- Starbuck Café,
- Bumpo Store (vente de coques de téléphone, vente de produits...)
- Le Taj : restaurant indien
- Au Barlier

△ Ce qui va ouvrir

- Mini World : parc de miniatures animées.
- Deux restaurants spécialisés dans les cuisines du monde
- Boutique de vente de jeux de hasard, loto et presse

cher, et Fitaya pour la restauration. Et Uniqlo ? À eux deux, ces « poumons commerciaux » attirent des milliers de clients chaque mois. De quoi assurer à l'Avenue 83 un développement régulier. Saut qu'une grosse machine commerciale, type Uniqlo, serait bienvenue. La marque japonaise souhaite s'implanter davantage en région. Elle n'a aucun point de chute entre Marseille et Nice. L'aire toulonnaise semble tout indiquée !

Grand-Var résiste bien sur ses 60 000 m² de superficie

Au total, 120 boutiques font vivre aujourd'hui le centre commercial Grand-Var, le plus ancien de la zone. « Nous nous déployons au sud et à l'est mais c'est au centre que l'activité est la plus forte », explique Joanna Elbaz, la directrice. Flux de clients en baisse mais panier moyen en hausse : on peut ainsi remarquer, la façon dont Grand-Var traverse la crise sanitaire. « Depuis la rentrée,

on prépare des projets majeurs pour 2021 et des surfaces importantes qui se sont libérées vont être de nouveau occupées. Mais je ne peux pas en dire plus... »

À la peine à l'est... Joanna Elbaz parle à coup sûr de Grand-Var est qui souffre depuis des mois d'une désertification inquiétante. Des discussions sont en cours avec de grandes enseignes pour occuper cet espace laissé vacant. Côté animations, à l'approche des Fêtes, un Père Noël solidaire viendra. Tout l'argent récolté sera reversé à une association du Var. Le Groupement d'intérêt économique des commerçants, qui administre le centre, abrite 2 500 personnes qui travaillent à l'année sur site. Carrefour est, de loin, le principal pôle d'attraction du lieu. En attendant d'autres...



2 500 Varois travaillent à Grand-Var, le plus ancien centre commercial de la zone.

Ça ouvre, ça ferme

▼ Ce qui a fermé

- André (vente de chaussures)
- Parapharmacie à côté de Carrefour
- Un jour ailleurs (prêt-à-porter féminin)

▲ Ce qui a ouvert

- Bar à ongles
- Coiffeur Pascal Coste.

△ Ce qui va ouvrir

- Boutique Signe Bianco
- Dewed (prêt-à-porter masculin)
- Deux kiosques vont s'implanter au fond de la galerie, près de Nature et découvertes et H & M. L'activité n'est pas dévolée.

les centres commerciaux 30 ans de règne à Toulon pour Mayol

var-matin
Lundi 12 octobre 2020



Le centre Mayol fête ses 30 ans cette année. Et promet d'accueillir de nouvelles enseignes de renom.

Le centre Mayol fête ses 30 ans d'implantation au cœur de Toulon cette année. Et ne baisse pas les bras en dépit de la crise sanitaire. Bien au contraire. « La fréquentation du centre a repris progressivement après le confinement. Elle n'a pas encore retrouvé son niveau d'avant la crise sanitaire mais reste satisfaisante ». L'aveu vient de Christel García, la directrice.

« La tendance observée par la grande majorité de nos commerçants, c'est que nos visiteurs réalisent de plus en plus un déplacement utile. Ils viennent dans le but d'acheter et dépensent également davantage, ce qui permet de préserver le chiffre d'affaires à un niveau satisfaisant sur ces derniers mois. Le ressenti général sur le centre est donc positif et les indicateurs sont encourageants. »

Ça ouvre, ça ferme

▼ Ce qui a fermé

- RCT Café
- Jeanyfer
- Canaleu
- Aise Fastfood
- Pizze Royal
- D'opart Fitness (salle de sport et remise en forme)

▲ Ce qui a ouvert

- La Piadina (restaurant italien)
- Bio Tech USA (nutrition sportive)
- La Berbe à Papa (barbier)
- JD Sports
- Free (téléphonie mobile)

△ Ce qui va ouvrir

- Indémorable chaussure
- Rituals Cosmétiques (maquillage)
- Pascal Coste (nouvel emplacement pour ce coiffeur)
- People Coiffure (coiffeur)
- Nouveau restaurant en lieu et place du RCT Café.



Des enseignes ferment. D'autres se relookent et des ouvertures sont prévues.

Dossier : Fred Dumas fdumas@nicematin.fr Photos : Patrick Blanchard et F.D.

Un nouveau MAGASIN BIO ?

Bien plus !
Un magasin Biocoop enfin à TOULON !

OUVERTURE LE 13 NOVEMBRE

BIOCOOP PRUNEAU
287 Avenue Général PRUNEAU
83000 TOULON

Nos autres magasins de l'aire toulonnaise : Six-Fours, La Garde, Solliès-Pont et La Londe

Les enseignes de bricolage tirent leur épingle du confinement

La Garde Entre + 20 % et + 30 % : c'est l'accroissement d'activité constaté dans les magasins autorisés à rester ouverts au public. Un des (rares) succès commerciaux du moment

Au centre commercial Grand-Var, Castorama (à La Garde), Leroy-Merlin (à La Valette) et quelques enseignes spécialisées en bricolage font office d'exceptions. Elles sont ouvertes alors que, partout ailleurs, tout est fermé et vide. Les parkings des deux magasins phare de la Métropole sont pleins dès le début de la matinée. Et le ballet des voitures ne s'arrête pas de la journée. Mais, attention : dès l'entrée, Castorama prévient : « *capacité maximum dans le magasin : 900 personnes pour respecter le protocole sanitaire* ».

« Faute de voyager, on bricole »

Ouvert toute la semaine de 8 h à 20 heures non-stop et, le dimanche, de 9 h à 13 h, Castorama voit défiler des centaines de Varois, comme Ginette et Roland, venus de Toulon : « *On profite du confinement pour refaire les peintures du salon. On a du temps, on est à la retraite. Alors, faute de pouvoir voyager, on bricole* ». À l'intérieur, tous les rayons sont accessibles mais des panneaux préviennent : « *il*



Reconfinement va de pair avec bricolage à la maison. En témoigne le monde qui se presse à Castorama Grand-Var actuellement.

fait suivre le marquage au sol et respecter la distance d'au moins un mètre entre chaque personne. Enfin, les groupes ne sont pas autorisés ».

Tous les Castorama de France enregistrent une activité supérieure à 20 % actuellement. L'effet reconfinement dope les envies des particuliers d'améliorer leur habitat. « *Quitte à être enfermé, autant en profiter pour faire des travaux* », recon-

naît un Farlédois. Dehors, les files d'attente ne sont pas rares au SAV (service après-vente) et au retrait de marchandises commandées. En vente directe ou en com-

mandes sur Internet, les produits de bricolage ont le vent en poupe. Et c'est bien le seul secteur commercial qui a le sourire en ce moment !

F. DUMAS

Ils ont dit
« On refait la salle de bains ! »



Nathalie et Roland, de Toulon et du Pradet

« *On profite de ce reconfinement pour refaire entièrement la salle de bains ! On est donc venus acheter, tôt ce matin, du placoplâtre, de l'enduit, des joints, du matériel de carrelage... C'est pratique : tout est ouvert. Au moins ça... On vient de Toulon et du Pradet. Grand-Var est proche pour s'équiper... et se confiner pour des travaux !* »

À La Valette-du-Var, Leroy-Merlin fait le plein !

Un mètre cinquante de distance à respecter dans les rayons comme aux caisses : de toute façon, avec les volumineux achats des Varois, les distances sont naturellement respectées ! « *Lors du premier confinement, on fonctionnait en drive et l'activité avait été dense, notamment en achats de mobilier de jardin et outils divers pour bricoler à la maison. Cette fois, pour ce reconfinement, tout est accessible. Les règles sani-*

taires sont observées à la lettre à l'intérieur et matérialisées dans toutes nos enseignes », explique la porte-parole de la direction de Leroy-Merlin.

À l'entrée, un agent de surveillance veille à la prise de gel par les visiteurs et un « parcours » au sol invite au respect des distances entre « bricoleurs ».

Le bois part très vite !

Le masque est entré dans les mœurs : « *Nous, on avait l'habitude de le porter sur les chantiers en intérieur. Ça ne nous pose donc absolument pas de problèmes* », glisse un professionnel.

Cette année, la grosse tendance est la confection personnalisée de bureaux. « *Les gens n'ont pas forcément la place dans leurs logements pour avoir une pièce dédiée au bureau. Avec un peu de matériel et facilement, ils peuvent s'en créer un* », ajoute l'enseigne qui n'avait jamais vu autant de bois partir si vite !

« *Partout, la fréquentation est en hausse de 25 % à 30 %. On s'en félicite et on est très contents d'avoir pu rester ouverts pour permettre à nos clients de s'occuper utilement à domicile.* »



Planches en bois et outils de bricolage ont le vent en poupe actuellement.

F. D

(Photo F. D)

Le Top 3 des achats

■ Planches et tréteaux

« *C'est la folie des bureaux créés soi-même. Deux tréteaux et une planche suffisent parfois. Les ventes s'envolent !* »

■ Peinture blanche

« *C'est un succès qui ne se dément pas. Le rayon peintures est très demandé !* »

■ Appareils de chauffage

« *L'hiver arrive et, avec lui, le besoin de se chauffer efficacement. Surtout en période de confinement et lorsqu'on ne sait pas quand cela va s'arrêter !* »

A Grand Var, Citadium part mais Printemps ne ferme pas

Les deux enseignes appartiennent au même groupe mais le « navire amiral » n'a pas l'intention de quitter le centre commercial. Entretien avec le directeur de l'enseigne, Stéphane Pinilla

C'était le petit frère « branché et urbain » de Printemps. Mais Citadium n'a pas survécu à la crise sanitaire. Sur 1 500 mètres carrés, la boutique varoise avait su trouver son public mais pas suffisamment aux yeux de la direction nationale qui précise : « *il y a une nécessité d'adaptation et mutualisation. Nous accompagnerons les salariés concernés par ce projet avec des mesures appropriées et personnalisées* ». On ignore de nombre d'employés touchés par cette fermeture mais il devrait dépasser la vingtaine. Installé à Grand Var depuis 2014 sur une surface de 1 500 mètres carrés, Citadium avait été un test grandeur nature pour la marque car c'était l'un des seuls en province.

On a appris que Citadium allait fermer ses portes début 2021. Printemps a eu chaud ?

Stéphane Pinilla : Non, pas du tout ! Ce sont deux entités différentes même s'il s'agit du même groupe.

A Grand-Var, si Citadium part, Printemps est ancré dans le centre commercial Grand-Var depuis des années et reste. Plus que jamais !

Comment traversez-vous cette crise sanitaire et ce reconfinement qui vous fait baisser le rideau ?

Forcément, c'est difficile, pour nous comme pour tout le monde. Mais nous avons réfléchi à des alternatives nous permettant de ne pas rompre le lien avec nos clients tout en respectant les restrictions imposées. D'où l'idée de mettre en place un système de « personal shopping » que nous testons depuis dix jours.

En quoi consiste-t-il ?

Les Varois peuvent se connecter sur le site Internet www.printempsfrance.com et choisir l'onglet Grand-Var. Là, ils vont pouvoir faire leur marché pour commander à distance les produits qui les intéressent et venir ensuite les retirer en magasin ou être livrés chez eux. Au choix. Tous les rayons sont concernés : beauté, parfums, cosmétiques, maison, décoration, maroquinerie, accessoires et bien sûr prêt-à-porter femme, homme et enfant de toutes les marques distribuées par Printemps. Les chaussures sont également disponibles. Seul impératif : il est impossible d'essayer sur place en raison de

la fermeture du magasin.

Quels sont les premiers retours ?

Positifs ! Bien sûr, ce système n'est pas encore très connu car très récent, même si tous les Printemps de France l'ont mis en place. Néanmoins, une dizaine de Varois se fournissent ainsi chaque jour. Et leur nombre augmente tout le temps. C'est prometteur.

Mais comment s'y retrouver dans l'offre vu qu'on ne peut pas flâner dans les rayons ? Tout reste très virtuel, non ?

Pour pallier cela, nous disposons de trois experts mode en magasin qui sont des *personal shoppers* et peuvent vous guider dans vos achats. Un numéro de téléphone a été mis en place à cet effet. Quatre demi-journées par semaine, ces spécialistes assurent votre shopping à distance en vous orientant au mieux. L'objectif avoué est de ne pas perdre le lien avec notre clientèle et de l'accompagner au mieux pendant cette période pas facile. On espère en sortir bientôt ! En attendant, on essaie de faire preuve d'imagination..

PROPOS RECUEILLIS PAR F. DUMAS



(Photo Dby)

Un dérivé du cannabis en vente libre... et légale !

La justice européenne autorise finalement, depuis le 19 novembre, la vente de produits contenant du CBD. De quoi conforter l'ouverture d'une boutique dédiée à proximité du port

Dès le pas de la porte franchi, un univers végétal s'offre au client. Pelouse synthétique au sol, mur de plantes au fond de la boutique, et un revêtement en bois clair décorent le petit local, au bout du port (1). Depuis le 28 novembre, Émilie Escallier et Audrey Bourguignon accueillent leurs premiers clients.

À la vente : des crèmes, des huiles, des infusions, des fleurs, de la résine et même... des bonbons ! Le tout contenant du CBD, ou cannabidiol, une substance présente dans le chanvre. Mais contrairement au cannabis, « le taux de THC [substance psychotrope présente dans le cannabis, Ndlr] ne dépasse pas les 0,2 % », affirme Émilie Escallier.

« Des effets relaxants »

Depuis quelques années, de nombreuses boutiques proposant ces produits ont ainsi vu le jour, se basant sur un flou juridique. Le 19 novembre dernier, la Cour de Justice de l'Union européenne a finalement officialisé la légalité de ces commerces de cannabis light. Elle précise dans un



Les deux cousines sont très heureuses de pouvoir accueillir des clients.

arrêté qu'une « mesure nationale qui interdit la commercialisation du CBD issue de la plante entière constitue une entrave à la libre circulation. » De quoi faire le bonheur des deux cousines à la tête de la boutique. « Nous avons déjà des clients. Ils ont entre 35 et plus de 70 ans », s'exclame Émilie Escallier. « Beaucoup sont cu-

rieux et veulent se renseigner », précise Audrey Bourguignon. Ils apprennent notamment que « le CBD permet de soulager certaines douleurs. Il a des effets relaxants. Pour les troubles du sommeil, ça peut être efficace », précise Émilie Escallier. Mais aucun doute, « nous ne sommes pas médecins. Nous conseillons à nos

clients de voir leur généraliste avant d'en prendre. Le CBD peut venir en complément, mais jamais en substitution d'un traitement », appuie la commerçante.

« On n'a pas le recul nécessaire »

Si certaines personnes affirment se sentir mieux grâce au CBD, les effets restent à



Fleurs, infusions, crèmes, huiles et même bonbons, les produits sont variés. (Photos R. G.)

démontrer. « C'est trop frais cette affaire. On n'a pas le recul nécessaire », contre Wilfrid Guardigli, médecin généraliste à la maison de santé Caduceus. « J'ai des patients qui en ont pris, ils m'en ont parlé. Mais je n'ai pas l'impression que cela ait changé leur vie. » Pourtant, le cannabidiol a été utilisé « dans certains traitements à l'hôpital. Ses effets ont été concluants », précise le médecin. Mais il reste un bémol : « Je ne suis pas certain que les produits vendus librement soient de la même efficacité que ceux donnés à l'hôpital. »

RÉMY GRAPTIN

1. 1, avenue Garibaldi, La Seyne

Autres adresses

Pour se procurer des produits à base de CBD :

- WeedO CBD, 6, place Daniel-Perrin, La Seyne.
- Les Jardins d'Océane, 6, place Gambetta, Toulon.
- Barong CBD, 23, rue Augustin-Daumas, Toulon.
- Synaps'id, 46, rue la Grande Prairie, Toulon
- High Society, 9 bd Léon-Bourgeois, Toulon.

À Toulon, Mediprix lance son nouveau concept



Le groupement de 140 pharmacies entend développer un réseau d'officines à taille humaine et diversifié.

/ PHOTO DR

Le groupement de pharmaciens Mediprix, fondé en 2016 par Bertrand Pagès et Jérôme Esposito, a inauguré à Toulon le premier maillon d'un nouveau concept de pharmacie qui sur une surface de 700 m², entend transformer le métier. "Une 3^e voie", disent les fondateurs, qui pour cela utilisent la dimension humaine et celle digitale.

La première repose sur les compétences acquises lors des années d'études et l'expérience (les 560 pharmaciens engagés au sein de Mediprix via 140 pharmacies totalisent plus de 4000 années d'études combinées); la seconde sur des services inédits, tels la livraison à domicile avec une "medimo-

bile" ou l'acheminement pour les clients isolés et âgés (hors période Covid) depuis leur domicile jusqu'à une officine; boutique en ligne et click & collect, ou encore dégustation de tisanes et ateliers de naturalité...

Ce n'est pas tout: le groupement Mediprix qui revendique la bannière nationale avec le *made in France*, se veut pratique dans son organisation. Par ailleurs, pas question pour ses promoteurs qui disposent de surfaces de 1600 m², de ne considérer qu'elles: la taille humaine est à présent recherchée et l'ouverture de la pharmacie toulonnaise est un début qui sera suivi d'une vingtaine d'autres ouvertures.

Le premier supermarché coopératif ouvre ses portes

Trois ans après avoir inauguré sa première épicerie de 17m², la Coop sur Mer voit se finaliser son grand projet. Depuis ce matin, sa grande surface de 400 m² est opérationnelle

Quel chemin parcouru en quelques mois ! Dominique Tardy n'en revient toujours pas. La présidente de la Coop sur Mer a le sourire aux lèvres. Rien de plus normal au moment où le projet porté par l'entreprise se réalise. Toulon a désormais son premier supermarché coopératif, avenue Général Pruneau.

Comment ça marche ?

Ce supermarché d'un nouveau genre est à la fois coopératif et participatif. En clair, les coopérateurs ont souscrit des parts dans l'entreprise (10 parts à 10 euros chacun, les bénéficiaires des minima sociaux peuvent en acheter qu'une). Ils doivent également « donner » trois heures de leur temps chaque mois. « Ainsi chacun participe au fonctionnement du supermarché. Tenir la caisse, faire de la mise en rayon, s'occuper de l'accueil... », explique Dominique.

On y trouve quoi ?

Tout pareil que dans un supermarché classique ! Fruits et légumes, laitages, conserves, produits d'hygiène... « Nous sommes sur une gamme large pour contenter tous les goûts et toutes les bourses. Seul impératif, la



Hier encore, à la veille de l'ouverture, les nombreux bénévoles veillaient à la bonne mise en place des produits dans les rayons.

(Photos Sophie Louvet)

qualité. » On trouve pas mal de bio, du local aussi, du vrac... « Le principe de base est de rendre accessible la « bonne » nourriture. Le panier moyen devrait donc être de 20 à 40 % moins cher qu'ailleurs. » Des tarifs rendus possibles par deux éléments. D'abord, les marges sont limitées à 20 %. Ensuite – et surtout – parce que l'entreprise n'a que trois salariés. La bonne marche du

supermarché est donc assurée quasiment uniquement par les bénévoles.

Qui peut en profiter ?

Pour pouvoir venir faire vos courses à la Coop sur Mer, une seule et unique solution : être coopérateur.

Puis-je encore devenir coopérateur ?

Oui, vous serez même accueilli à bras ouverts. À l'heure actuelle, ils sont un peu plus de 400 à avoir franchi le pas. « Notre objectif est d'être 1300 fin 2021 », assure Dominique Tardy.

AMANDINE ROUSSEL

Savoir +

La Coop sur Mer, 270 avenue Général Pruneau, Toulon. Ouvert du mardi au samedi de 9 h à 19 h. Rens. www.lacoopsurmer.fr.



Métropole À LA UNE

La Côte d'Azur en miniature, c'est pour le 3 février !

L'ouverture du parc Mini World situé à L'Avenue 83 à **La Valette** se précise. Visite en avant-première avec Richard Richarté, son fondateur et Pascal Houël, le responsable de l'établissement

De Marseille à Nice en passant bien évidemment par le Var, Mini World propose de découvrir son univers miniature basé sur la réalité des paysages en intégrant une bonne dose d'humour et de magie. Des scènes animées où le fond sonore et les lumières jouent un rôle capital nous feront voir les lieux qui nous entourent différemment. Le carnaval de Nice défilant sur la promenade des Anglais, la plage d'Antheor dans l'Estérel ou encore le téléphérique de Toulon et le porte-avions *Charles-de-Gaulle*, le tout à l'échelle 1/87^e, c'est d'une précision bluffante.

AMANDINE ROUSSEL



Pour créer les différents environnements, l'équipe s'est rendue sur place et a utilisé des photos et Google Earth. Mais pour l'arsenal de Toulon, impossible, secret défense oblige, il a fallu faire travailler son imagination. (Photos Frank Muller)

La boutique ouvre aujourd'hui



Sur les 2 000 m² du parc, 200 sont consacrés à la boutique souvenirs. Cette dernière accueille ce samedi les premiers clients. Outre les objets estampillés Mini World (tasses, gourdes...), on y trouve des jouets (Lego, Playmobil...), des peluches, une multitude de produits issus des licences Harry Potter, Star Wars, Game of Thrones, Pokémon... Mais aussi des figurines de toute taille de personnages cultes à l'image de celles que présente Pascal Houël sur notre photo.

Mini World, Avenue 83. Ouvert de 10 h à 19 h, 7 jours sur 7 pendant toutes les vacances.

Mini World en cinq anecdotes



► Un travail titanesque

Quinze personnes se sont attelées à la création des décors pendant 18 mois. Rien que le câblage lumineux de la fête foraine a nécessité un an de boulot.

► Une autoroute chargée

La 2X2 voies surplombant la ville de Nice va voir circuler de nombreux véhicules sans batteries ni moteur. Ils avanceront à vitesse différente et se doubleront même.

► Une mer animée

À l'aide d'écrans haute définition, les navires se déplaceront guidés par les pixels. Une technologie spécialement développée pour le parc, qui permettra également de « peupler » les fonds marins de poissons et cétacés.

► La roche de l'Estérel

L'équipe s'est rendue sur place, a récupéré quelques cailloux qu'elle a ensuite broyés pour obtenir la teinte exacte.

► Le nom des magasins transformés

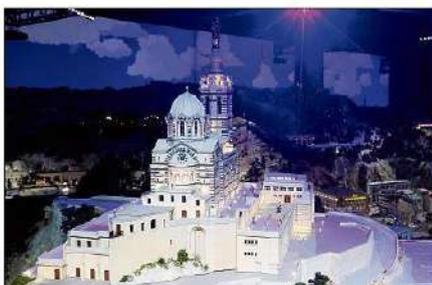
Les boutiques et restaurants sont évidemment représentés. Pour la plupart, leur nom a été changé avec malice. Ainsi vous pouvez aller déjeuner chez Burger Queen ou vous faire livrer un plat par Stéphane Pizza.



30 000 personnages peupleront la Côte d'Azur version Mini World. Ils sont installés minutieusement un à un pour créer « des scènes de vie », comme aime à le rappeler Richard Richarté.



Comment évoquer Saint-Tropez sans l'établissement phare de son port ? Forcément le café Sénéquier devait être de la partie.



La Bonne Mère pourra être visible d'une estrade qui vous fera également plonger dans tout Marseille. Même les studios de Plus Belle la vie sont reproduits.



Dans chacun des tableaux, le visiteur devra trouver des personnages célèbres. Il paraîtrait que Brigitte Bardot se cache à Saint-Tropez...

- 1 La Belle place, un lieu de travail (cosy) à partager**
Var Matin – 13.01.2020
- 2 Pourquoi Signes fait tant rêver les entrepreneurs ?**
Var Matin – 11.02.2020
- 3 Le premier data center du Var sera livré dans un an**
Var Matin – 21.02.2020
- 4 CNIM lance la construction d'un nouveau bâtiment**
Var Matin – 25.02.2020
- 5 Le marché de l'immobilier repart de plus belle**
Var Matin – 25.05.2020
- 6 Immobilier d'entreprise : un marché d'à (venir) à Toulon**
Businews – 26.06.2020
- 7 Le loft, un tout nouvel espace partagé**
Var Matin – 24.07.2020
- 8 « En architecture, il y aura une accélération des tendances »**
Les Nouvelles Publications N° 10114 du 24.07.2020
- 9 La Boite Immo s'enracine dans la pinède**
TPBM N°1349 du 29.07.2020
- 10 3 344m² d'immobilier d'Etat à Montéty**
TPBM N°1358 du 30.09.2020
- 11 La Crau : lancement des travaux de l'immeuble tertiaire « Le Patio »**
TPBM N°1360 du 14.10.2020
- 12 Spécial immobilier de bureau**
TPBM N°1366 du 25.11.2020
- 13 Zone franche en centre-ville : après 14 ans, stop ou encore ?**
Var Matin – 16.12.2020

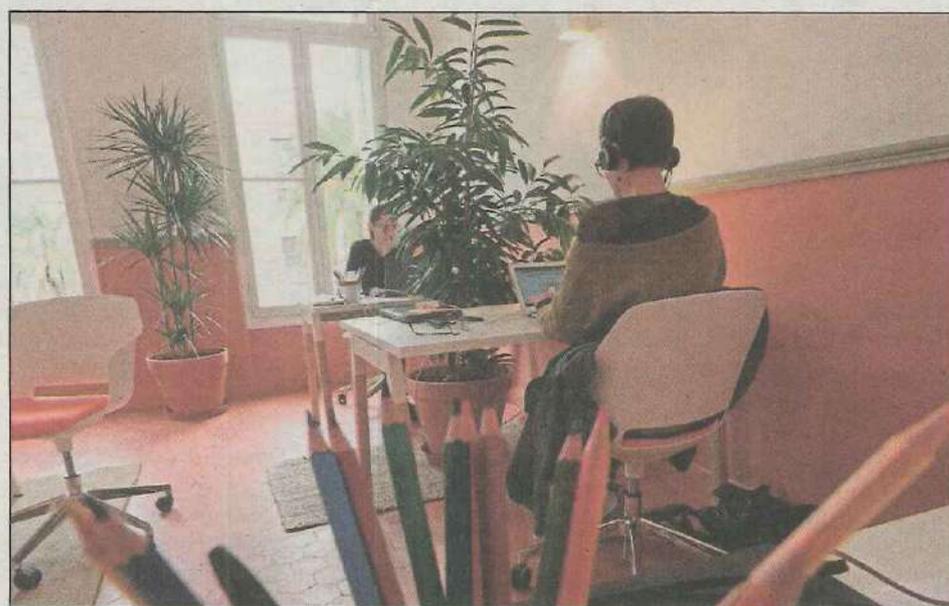
La Belle place, un lieu de travail (cosy) à partager

Première dans la ville : Marie Fauré vient de créer dans un ancien appartement de 150 m² au cachet indénié, un espace de coworking pour ceux qui veulent travailler autrement

Le lieu est cosy. Lové dans un immeuble de caractère du XIX^e siècle de l'avenue Alphonse-Denis situé face à la place Clemenceau. Dans l'escalier qui rejoint le premier étage, des lettres se déroulent sur les murs annonçant La Bonne place. Dans les 150 m² autrefois investis par un cabinet d'avocat, Marie Fauré vient d'ouvrir ses portes. Il s'agit du premier espace de travail à partager - coworking dans sa version anglo-saxonne - ouvert sur Hyères. Le maître mot de la maîtresse des lieux : travailler solo mais pas tout seul.

Location à la journée ou au mois

Après quatre mois de (gros) travaux, le lieu est déjà investi par des coworkers, comme la rédactrice en chef d'un magazine sur la parentalité, une chargée de communication digitale, les responsables d'une société de cosmétique, un consultant en management et relations humaines, un chercheur du CNRS... Autant de profils différents intéressés par la formule. La quinzaine de postes installés sur les tomettes provençales dans une décoration soignée entre vintage et moderne peut être louée à la journée,



La Belle place dispose de 15 postes de travail répartis sur 150 m², mais aussi d'une salle de réunion et d'une cuisine.

(Photos Laurent Martinat)

à la semaine, au mois. « A chacun de choisir sa formule selon ses besoins. Cela peut être un salarié qui a pu négocier avec son employeur un travail externalisé afin d'éviter les problèmes de transport, autant qu'un chef d'entreprise en vacances qui a besoin de finaliser un projet ou un indépendant qui souhaite trouver un endroit hors de son domicile pour « s'aérer » hors de chez lui car c'est socialement plus enrichissant ».

Pour sa créatrice, la Belle place est un lieu de travail mais aussi d'échanges, et

pourquoi pas, autour d'un café, ou d'un grignotage dans le coin cuisine. Côté discrétion, Marie a créé deux cafoutches [traduction provençale de débarras], deux petites pièces qui permettent de se mettre à l'écart pour téléphoner ou recevoir.

Son expérience

Forte d'une solide expérience dans le secteur de l'organisation d'événement à Nice (et plus particulièrement des séminaires), ou de l'animation du Réseau Entrepren- dre à Toulon notam-

ment, Marie Fauré s'occupe aussi d'un fonds d'investissement destiné à déclencher le financement de start-up.

« C'est d'ailleurs en travaillant de chez moi que j'ai eu l'idée de créer cet espace de travail. Je voulais voir des gens, partager des idées. Je voulais un endroit dans le cœur de ville, avec du cachet, où l'on pourrait venir à pied, à vélo, en bus, qui se situerait près des commerces, près de restaurants ». Et c'est ainsi que Marie a trouvé... La Bonne place.

PEGGY POLETTO



Marie Fauré a imaginé un lieu de travail « comme à la maison » mais où l'on peut faire des rencontres.



La salle de réunion permet de recevoir une dizaine de personnes avec vue sur la place Clemenceau.

La Provence

de l'économie

BOUCHES-DU-RHÔNE MARDI 11 FÉVRIER 2020 - N°8277 - CAHIER 2 - NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT



TÉLÉPHONIE

L'Aixoise Crosscall étoffe sa gamme et se dote d'une tablette P.4



CARACTÈRE

Marc Van Peteghem, des voiliers de course aux cargos du futur Dernière p.

Pourquoi Signes fait tant rêver les entrepreneurs ?

La zone d'activités varoise, forte de près de 200 entreprises pour 2 000 salariés, ne cesse d'attirer de nouveaux investissements, et des entreprises en quête de foncier accessible

Un site pharmaceutique qui produit près de 50 % des ventes de médicaments du groupe Ibsen (environ 2,9 millions de boîtes par an) et exporte des lots dans plus de 70 pays, mais aussi une plateforme d'expérimentation des futurs moteurs à hydrogène, ou encore une usine qui produit des bases et concentrés exportés dans 66 pays du monde pour fabriquer des bois-

sons... La zone d'activités de Signes, un peu perdue voire oubliée, de l'aveu même de ses plus fervents défenseurs, entre deux métropoles, rassemble plusieurs filières d'excellence, repérées au sein des fameuses Opérations d'intérêt régional de la Région Sud. Elle est aussi un des rares endroits où il reste encore du foncier pour qui cherche à s'agrandir. La Chambre de commerce du Var,

qui en est l'aménageur, vient de lancer un nouvel appel à manifestations d'intérêt portant sur une cinquantaine d'hectares, pour compléter l'écosystème déjà conséquent autour de la filière automobile, boostée par le retour du Grand prix sur le circuit du Castellet. Et elle ne devrait pas avoir de mal à attirer des investisseurs. Malgré un manque d'accessibilité, le site présente de multiples atouts,

au premier rang desquels les hectares disponibles, dans un cadre de verdure. De nombreuses entreprises des Bouches-du-Rhône font le choix de s'y exiler, pour répondre à leur besoin de développement. Immersion dans une zone en pleine conquête.

[➔ Suite en page 3](#)



Vue aérienne de la zone d'activités de Signes qui s'étend sur 240 ha dont 35 % réservés aux espaces verts et avec 5 500 ha de forêts à proximité.

/PHOTO DR

Un poumon économique à taille humaine

Parmi les atouts de la zone varoise, le prix du m² mais aussi des espaces aérés et un développement cohérent

➔ Suite de la 1^{re} page

Viennoiseries, café, jus de fruit... De bon matin la table du petit-déjeuner est dressée dans les locaux de la Chambre de commerce et d'industrie du Var, au cœur de la zone de Signes. Hervé Moine, directeur de grands projets au sein de l'organe consulaire a mis les petits plats dans les grands pour convaincre ses visiteurs d'investir encore plus, dans cette zone d'entreprises nichée au cœur du parc régional de la Sainte-Baume. "Soit nous regroupons toutes nos activités en Suisse où est notre siège social, soit nous développons une filiale ici", explique Jean-Michel Boursche, le directeur des ventes de GreenGT qui expérimente à Signes un moteur électrique alimenté par une pile à combustible à hydrogène. Tout dépendra de la proposition de la Chambre de commerce, qui commercialise entre 80 et 90 € le m² viabilisé et dispose encore de centaines d'hectares libres, en plein cœur de l'AOC Bandedol... "Nous n'avons pas besoin de prospecter, nous choisissons nos entreprises, nous avons constamment de la demande", souligne le président de la CCI du Var Jacques Bianchi. Et le prix plutôt raisonnable des terrains, qui peut descendre jusqu'à 30 € pour de très grandes surfaces, n'est pas le seul facteur d'attractivité... Créée il y a 31 ans pour compenser la fermeture des chantiers navals de La Ciotat, avec une période de 10 ans de défiscalisation, la zone accolée au circuit du Castellet s'est rapidement imposée

comme un écosystème du monde automobile. La première "locomotive" à s'y implanter fut d'ailleurs le constructeur et équipementier Oreca, fort de 200 salariés répartis entre Magny-Cours, Hong Kong et Signes, son siège social. Depuis, et en particulier avec le retour du Grand prix au Castellet, la vocation automobile de Signes ne cesse de se renforcer. "Des circuits britanniques et belges nous demandent d'accueillir des écuries", poursuit le président qui rappelle la construction en cours d'installations par le groupe Idec, sur des terrains proches du circuit. Mais l'automobile grand public a aussi sa place ici: le groupe Gemy spécialiste du reconditionnement industriel de véhicules d'occasion est en train d'implanter une plateforme d'une capacité de 30 000 véhicules d'occasion préparés par an. "Le groupe de logistique Charles André crée quant à lui une base de 100 000 m² pour le transport de voitures de marque Peugeot", annonce encore Hervé Moine. À Signes, si le décor est bucolique, les chantiers se succèdent. Il faut dire que la place ne manque pas. "Le choix de faire une zone aérée, en comptant, grosso modo, 1 ha de terrain pour 2 000 m² construit, était bon" assure Jacques Bianchi. Sans doute.

"Nous sommes passés de 800 à 1 600 m² d'entrepôt. J'avais cherché dans les Bouches-du-Rhône mais nous ne trouvions rien, nous voulions acheter, et ici le prix du m² était accessible."

LE TÉMOIGNAGE

"Ici on était enclavés, on avait besoin de place"

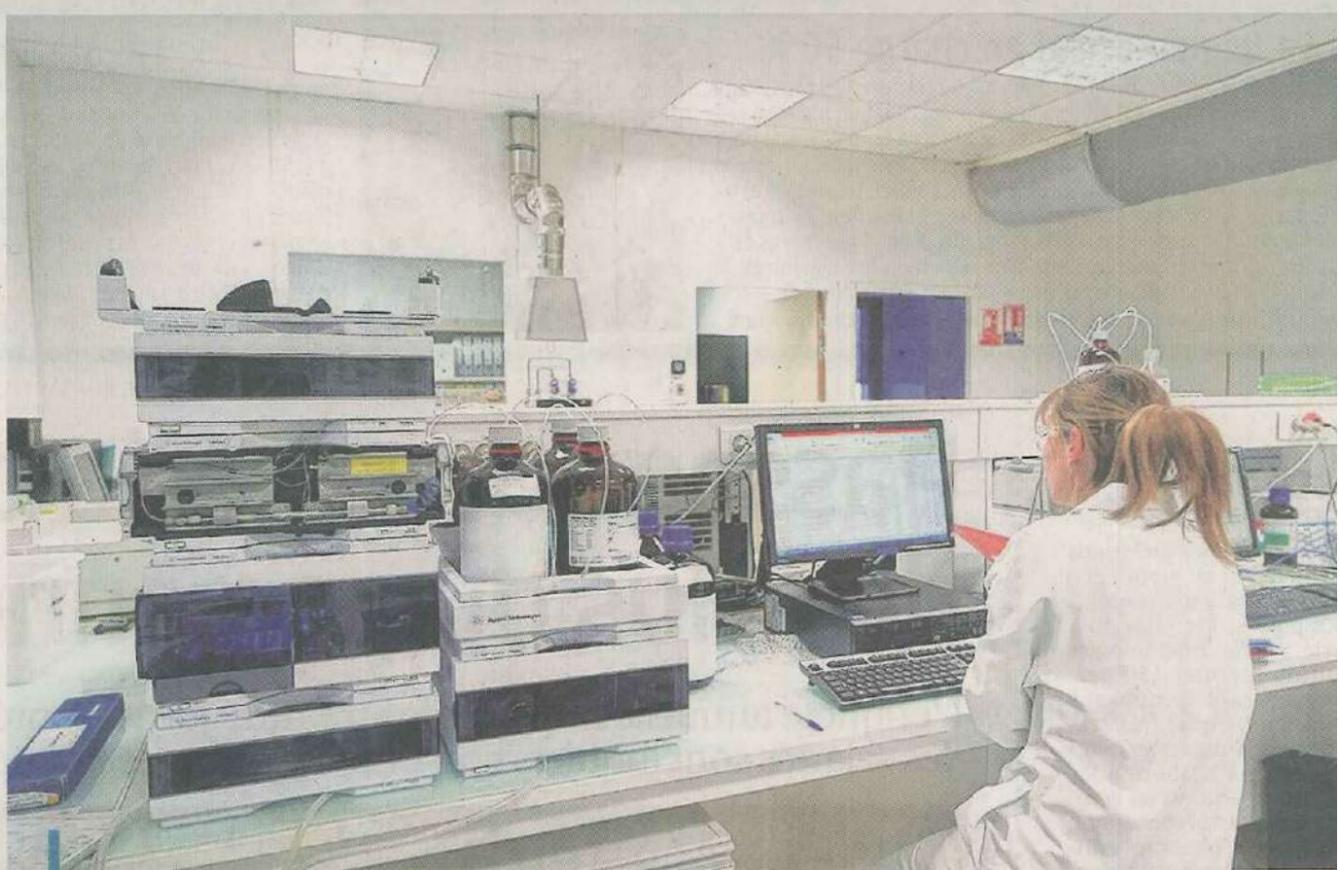
Plan déplié sur le bureau, Armand Moukhibirian est plutôt fier de montrer à quoi ressemblera la future usine Alquier d'ici quelques semaines. Alors que l'atelier aluminium de cette PME de métallerie implantée depuis de longues années au cœur de la zone des Paluds à Aubagne a déjà déménagé il y a deux ans, sur la zone de Signes, le reste de l'activité - les bureaux et le travail de l'acier - le rejoindra d'ici quelques semaines. Les 70 salariés de l'entreprise pourront bénéficier d'installations neuves, avec de larges baies vitrées et surtout de davantage de place; 2 000 m² contre 1 000 pour la zone aluminium, et 5 000 m² contre 3 000 pour l'acier... Il suffit de jeter un œil par la fenêtre des bureaux de cette société bien

"On essaie de faire tout en interne. Quand on sous-traite, on s'appauvrit techniquement."

connue à Marseille, pour comprendre l'urgence de déménager... Les immenses panneaux qui orneront bientôt la façade d'une grande banque régionale sont manipulés avec difficulté, sur le parking du site devenu trop exigü pour les poids lourds qui défilent afin de livrer la matière première, de grandes barres d'acier, ou d'emporter les produits finis. Alquier

multiplie les marchés publics ou privés, comme celui des Voûtes de la Major, des Terrasses du Port, mais aussi du Mucem, de la Fondation Luma, et plus à l'est le centre commercial niçois Cap 3 000 ou les menuiseries de l'hôtel de Paris à Monaco... "On essaie de faire tout en interne. Quand on sous-traite, on s'appauvrit techniquement", explique le président qui a

racheté l'entreprise en 2004, après une belle carrière dans l'encadrement du groupe Vinci. La PME créée en 1965 par un certain M. Alquier à La Capelette à Marseille, avait déjà migré une première fois à Aubagne. Depuis l'entrepreneur en a fait le vaisseau amiral d'un groupe de trois entités, chapeauté par une holding, actionnaire avec les cadres de la PME de



Laurent Dodet et son associé ont constitué Pharma and Beauty Group, qui fabrique et innove en marque blanche pour de grands noms cosmétique et de la parfumerie, en rachetant des usines en difficulté, dont celle de Signes, tout en préservant l'emploi.

Coca-Cola Midi, l'usine de concentrés et bases pour boissons implantée il y a 30 ans par Coca Cola Company a déjà connu deux extensions et "on peut toujours agrandir, il y a du terrain", précise son directeur Rémi Lafon. La fabrique, qui emploie 210 salariés, est le deuxième exportateur du Var et livre 231 usines d'emballages dans 66 pays... "Nous avons investi 150 M€ depuis que nous sommes là, ajoute le responsable, il fait bon vivre sur cette zone, on a des cadres qui viennent de la France entière et quand ils passent par Signes, ils ont du mal à repartir ensuite". Avec les autres "locomotives" du site, Oreca, le Circuit mais aussi Ibsen, le leader pharmaceutique en train lui aussi d'investir pour doubler la surface de son usine, Coca Cola Midi organise des actions communes, axées sur le recrutement, ou encore la mise en place d'un coach sportif inter-entreprises... Une crèche de 40 ber-

ceaux a aussi vu le jour sur leur initiative. "Quand il y a des nouveaux, ils peuvent s'adresser à nous s'ils ont des questions sur la zone", revendique Rémi Lafon.

Et des nouveaux, il devrait y en avoir pas mal. En provenance des Bouches-du-Rhône notamment. Après le créateur marseillais American Vintage arrivé en 2009, 4 ans après son lancement dans la cité phocéenne, d'autres entreprises en quête d'espace ont choisi l'ouest-Var. Comme PBI Probotic Institut, PME de 37 salariés fondée en 1997 à La Capelette à Marseille, et installée depuis juin 2014 à Signes d'où elle fournit spas d'hôtels et instituts de beauté de toute la France en matériel d'esthétique. "Nous sommes passés de 800 à 1 600 m² d'entrepôt. J'avais cherché dans les Bouches-du-Rhône mais nous ne trouvions rien, nous voulions acheter, et ici le prix du m² était accessible", confie son fondateur Bruno Rebibou qui s'apprête à agrandir encore sa surface, pour faire croître son chiffre d'affaires passé lui aussi de 8 à 9,5 M€ en 6 ans. Seul point noir, relevé par tous ces convaincus de la zone de Signes, son accessibilité. "Nous militons pour un échangeur entre Saint-Cyr et La Ciotat au niveau de l'aire du Liouquet, pour éviter notamment la traver-

sée de Cuges par les poids lourds", résume Hervé Moine. Autant dire que les différents acteurs locaux n'ont pas vraiment compris le choix de créer une sortie/entrée d'autoroute sur le territoire de la commune de Sanary, quand cet accès au poumon économique du secteur fait cruellement défaut... Et ce d'autant que les investissements continuent, à Signes. Laurent Dodet consacre actuellement 3,5 M€ pour agrandir de 4 000 m² son usine de cosmétique achetée il y a deux ans, pour compléter les sites de Saint-Chamas, Nevers et Montélimar, qui composent Pharma and Beauty Group, fondée en 2012 avec son associé Jean-Marie Total. "C'était l'ancienne usine d'Yves Rocher. 80 salariés allaient être au chômage, j'ai été convaincu de racheter par les savoir-faire présents", raconte l'entrepreneur pour qui Signes est avant tout "au milieu de l'Europe, avec le GPMM et deux aéroports à proximité, ainsi que la gare TGV d'Aix". Sans parler de l'identité provençale qui colle à la peau de cet espace dont la Chambre de commerce bichonne les parties boisées. Dans son décor bucolique, Signes pourrait bien s'imposer comme une capitale économique.

Marie-Cécile BÉRENGER

PÉPITES

LA BIÈRE LA FADA

Avec pour emblème le pou, la bière La Fada est née de la volonté d'un investisseur renommé, qui souhaitait créer une bière provençale, le C. Pietra. Associé au distribu-



de boissons Montaner-Pietra le brasseur a racheté l'ancienne usine Orangina désertée pour lui donner une seconde vie avec l'aide d'un maître brasseur et de 17 salariés. Outre La Fada, fabricateur à échelle artisanale - pas de 200 000 hl - avec des capacités réales du Nord de la France mais aussi de l'épeautre de Vaucluse et de la coriandre de l'écorce d'orange fournie par un herboriste aubagnais, le site de Signes produit aussi Kohlneim pour le groupe Montaner-Pietri et 1664 vierge. Lui confier la fabrication d'une bière bio. De quoi équilibrer le modèle économique de cette brasserie provençale.

DES CASQUES INNOVANT

Le groupe varois Ufo, précédemment basé à l'est de Toulon, a lui aussi fait le choix de Signes, il y a quelques mois y créant des ateliers tout proches pour la production de ses casques. Au départ spécialisée dans la construction d'ailes de planche à voile puis de casques semi-rigides, Ufo a développé un savoir-faire dans le domaine des matériaux composites et est aujourd'hui un sous-traitant de plusieurs entreprises, dont les fameux casques d'équitation de marque GPA, déclinés en ski puis le cyclisme



M.-C.B.

Le premier data center du Var sera livré dans un an

Toulon Situé derrière la gare et tout près du Zénith, le XL Data Center renfermera un hôtel du numérique, un centre de données et accueillera des startups. Travaux intensifs à venir...

Le bâtiment est encore nu mais spacieux : 1 600 mètres carrés à aménager pour en faire, d'ici à début 2021, un centre névralgique dédié au monde du digital avec, dans l'ordre, un hôtel d'entreprises du numérique (sur 1 000 mètres carrés), un data center (le premier centre de données du département) et des espaces communs de restauration, terrasse et coworking. Le tout dominera la gare, d'un côté, et sera sous le Faron, de l'autre.

« Nous sommes propriétaires depuis fin 2019 et nous avons immédiatement entamé des travaux. L'ouverture de l'hôtel d'entreprises et du data center sera effective au début de l'année prochaine », a annoncé Xavier Lafaure, président de la future structure.

De la Marine au digital !

En amont, le lieu avait été acquis par la communauté de communes (pas encore Métropole) en 2014 et appartenait auparavant à la Marine. Pendant des mois, le bâtiment a été squatté et laissé en friche sur un endroit pourtant stratégique : le boulevard Com-



Visite de chantier, hier, au XLDC (pour XL Data Center). Il dominera la gare et le centre ancien en contrebas. Dans son dos, le Faron s'élèvera en protecteur silencieux. (Photos Patrick Blanchard)

mandant-Nicolas, juste à côté du Zénith et de l'école d'arts de Toulon. Entouré des acteurs du projet, Hubert Falco, président de la Métropole, a conduit une visite de chantier dans les grands espaces encore ouverts aux quatre vents. Il s'est fé-

licité du « Toulon branché d'aujourd'hui : un Toulon ouvert sur le numérique ». À ses côtés, Bernard Sans, président de Toulon - Var technologies, et Gilles Boussu, directeur de Toulon Haut Débit, ont abondé : « Cette initiative consacre dix années de tra-

vail et d'efforts en faveur de la nouvelle économie du numérique. »

Ultra sécurisé

Le bâtiment, ultra sécurisé et résolument moderne, sera connecté au très beau débit. « L'implantation du data center en centre-ville

permettra d'ailleurs d'offrir une solution technique aux acteurs de l'économie digitale et d'héberger les données des établissements de santé, par exemple. »

À ce titre, des start-ups seront sélectionnées dans les mois qui viennent pour être hébergées sur le site.

Le chiffre

1 600

C'est en mètres carrés la superficie du bâtiment qui abritera un hôtel d'entreprises du numérique, un data center et des espaces partagés. Situé boulevard Commandant-Nicolas, le XL Data Center a vue sur le Faron et la ville.

La phrase

« Nous avons acheté le bâtiment 900 000 euros l'an dernier et investissons près de 3 millions d'euros dans le projet. »

Xavier Lafaure, président de XL Data Center.

Autant dire que la pression est à tous les niveaux : respecter l'échéance de 2021 pour l'ouverture et « armer » la structure d'acteurs économiques de premier plan. Pourvoyeurs d'emplois à Toulon.

F. DUMAS

Toulon, bientôt cité digitale ?

Priorité aux n'Tech' (nouvelles technologies) ! Pour la Métropole, la stratégie dans laquelle s'inscrit le XL Data Center est claire : « Ce nouveau pôle numérique s'inscrit en complémentarité de l'offre proposée à la porte d'Italie, des grands projets des quartiers Montéty et Chalucet... tout ça, proche du pôle multimodal de la gare TGV de Toulon. »

450 km de fibre optique

Tout est parti de besoins exprimés par les acteurs économiques en la matière : être en cœur de ville et proche de tout ; bénéficier de surfaces importantes, susceptibles d'abriter des grands plateaux, et surtout être desservi par du très haut débit. Toulon - Var - Technologies Innovation a donc planché, avec la Métropole, sur une offre



Le XL Data Center, tel qu'il devrait être l'année prochaine... (Document DR)

alléchante pour les investisseurs. Et, dans leur ombre, pour les 2 500 étudiants qui sont formés chaque année au pôle univer-

sitaire. « Aujourd'hui, le réseau TPM très haut débit représente 450 km de fibre optique, desservant plus de 750

sites et 120 zones d'activités économiques et touristiques. Une véritable ruche digitale prospère », se félicite TVT.



Tout est encore à faire, boulevard Commandant-Nicolas.

CNIM lance la construction d'un nouveau bâtiment

Un ensemble de 2 500 m² comprenant un « atelier propre » et une « salle blanche » va sortir de terre à Brégaillon d'ici à la fin de l'année, annonce l'industriel

Les officiels, élus locaux ou représentants de la Chambre de commerce et d'industrie du Var étaient tous là. Truelle en main, ils se sont pressés, il y a quelques jours, à la pose de la première pierre du bâtiment de 2 500 m² qui doit sortir de terre d'ici à la fin de l'année à Brégaillon, sur le site de CNIM. Il faut dire que l'industriel, fort de près d'un millier d'emplois à La Seyne, est un acteur économique qui pèse sur les bords de rade.

Et pas n'importe comment. D'Ariane à Iter, des énergies renouvelables à la Défense, l'entreprise héritière des Chantiers navals est, en plus, devenue une habituée des hautes technologies. L'ensemble qui doit voir le jour viendra ainsi compléter d'autres équipements « destinés à la fabrication de pièces de grande dimension



Voici à quoi devrait ressembler le futur bâtiment de CNIM qui verra le jour à Brégaillon cette année. (Photo DR CNIM)

et de précision pour des clients des secteurs des semi-conducteurs, des grands instruments scientifiques, du nucléaire et de l'aérospatiale », explique-t-on chez CNIM. Mais encore ? Un « atelier propre ISO8 de 1500 m² et une salle blanche de 1000 m² classée ISO6 »⁽¹⁾ doivent permettre, à terme, « l'assemblage, le nettoyage moléculaire et particulière

puis les tests de qualification de pièces de grande taille ».

Des recrutements à venir

Bref, du sérieux, du complexe et de l'ambitieux. Et de l'ambition, le groupe en a à revendre, comme l'assure Philippe Lazare, directeur de l'établissement seynois et de la division Systé-

mes industriels : « Au fil des années, CNIM a régulièrement fait monter en gamme son outil industriel. Ce, afin de proposer à ses clients l'intégration complète de leurs projets, allant de la conception, l'industrialisation, la fabrication et la qualification, à l'assemblage en salle blanche ou sur chantier. » Rappelons qu'il faut remonter à 2014 pour voir la cons-

truction d'un bâtiment industriel sur le site CNIM de Brégaillon. C'était alors dans le cadre de la réalisation du contrat de plaques radiales pour le projet Iter. En 2019, dix millions d'euros avaient aussi été investis pour la mise en place de deux centres d'usinage à grande vitesse pour répondre aux besoins d'un leader mondial de la fabrica-

tion de machines de gravure de circuits intégrés. À chaque fois, ces nouvelles infrastructures se sont accompagnées d'une vague de recrutement à La Seyne. Aujourd'hui encore, CNIM annonce rechercher des ingénieurs et des usineurs qualifiés pour ses clients. « Nous favoriserons le compagnonnage dans le futur, afin de développer la formation et le transfert de compétences sur ces métiers en tension », précise encore Philippe Lazare.

Voilà qui mérite bien, sans doute, qu'un élu risque sa chemise pour lisser un peu de mortier.

MA.D.

mdalaine@nicematin.fr

1. Pièce où la concentration particulière est maîtrisée afin de minimiser l'introduction, la génération, la rétention de particules à l'intérieur, dans un but industriel ou de recherche scientifique.

Le marché de l'immobilier repart de plus belle

Grand Angle Malgré les craintes de professionnels, depuis le 11 mai, les acquéreurs sont de retour sur le marché de l'immobilier et les demandes de visites affluent. La pierre reste une valeur refuge

Pendant le confinement, grâce à la signature électronique, nous avons quand même pu réaliser des compromis de vente et, depuis le 11 mai, ça repart très fort. C'est très tonique, c'est surprenant même. Nous ne touchons pas terre », confie David Garavagno, président de la Fnaim (Fédération nationale de l'immobilier) dans le Var. Entre le rattrapage de ces deux mois d'arrêt lié au confinement et « un afflux massif de demandes », le secteur de l'immobilier, et la location de biens de longue durée en particulier, reprend du service sur les chapeaux de roues.

Un soulagement lorsqu'on se souvient des projections alarmistes faites par certains, il y a plusieurs semaines, qui prédisaient carrément la fermeture d'agences immobilières et des emplois menacés sur toute la France. Malgré tout, William Siksik, président de la Fnaim Côte d'Azur appelle à la prudence. « Feu de paille ou pas ? On le saura dans quelques semaines, mais la tendance est plutôt positive. » Certes, l'année 2020 n'aura jamais le parfum de l'année « record » de 2019, un cru exceptionnel qui avait réussi à atteindre plus d'un million de ventes immobilières en France. Pourtant le début de l'année avait bien commencé dans le 06, avec « deux mois exceptionnels, janvier et février », durant lesquels « les agences ont bien travaillé ». Et puis patras...

« Heureusement qu'avec la FNAIM Lab, notre incubateur de startups à Paris qui développe de nouvelles technologies, nous avons accéléré la digitalisation. Dans le 06 et le 83, nous avons même été les précurseurs en formation en e-learning pour nos professionnels », souligne



Les clients qui visitent sont forcément motivés. Ils doivent s'équiper de masque et de surchausures, et limiter les contacts. Dans le haut de gamme, selon ColdwellBanker Sanhen Properties à Hyères, « les projets d'achat n'ont pas fléchi ».

(Ph. D.R.)

William Siksik. Visites virtuelles, échanges en visio avec les clients, rédaction assistée des imprimés et fiches de visite dématérialisées, compromis de vente, baux et mandats digitalisés, signature et lettre recommandée électronique... Tous ces outils numériques ont permis à ces professionnels de limiter la casse et de s'adapter au « sans contact » exigé par les nouvelles règles sanitaires.

« Beaucoup de trafic sur les portails d'annonces »

Ainsi, depuis le 11 mai, si les visites d'achat et de location ont repris, elles sont quand même limitées. « Avant, nous pouvions faire cinq à six visites par jour. Aujourd'hui, nous étions de nous déplacer », reconnaît David Garavagno. Avantage : n'insistent que les visiteurs les plus moti-

vés souligne William Siksik.

Pour eux, la FNAIM et l'Unis (organisation des professionnels de l'immobilier) ont mis au point un guide de préconisations pour permettre la reprise d'activité des professionnels de l'immobilier en respectant les gestes barrières. « Dans nos agences, nous nous sommes tous équipés de masques, de gel et de plexiglass. Aujourd'hui, nous avons beaucoup de visites et de trafic sur nos portails d'annonces. Nous envoyons aux visiteurs les process de visites », souligne William Siksik. Les visites virtuelles et études de dossier préalables permettent une sorte de présélection pour éviter des visites « inutiles » reconnaît ce professionnel. « A La Londe-les-Maures, nous avons même vendu une maison à 400 000 € sans visite physique », souligne David Garavagno.

Vers une deuxième vague de confirmation ?

Quoi qu'il en soit, la date du 2 juin sera révélatrice. « Nous avons connu une première vague très sérieuse le 11 mai, mais nous attendons cette deuxième vague qui confirmera ou non que l'immobilier n'a pas été impacté par la crise sanitaire », précise David Garavagno. La crainte aujourd'hui ? Des taux de crédit immobilier qui remontent, même s'ils restent bas (1,30 à 1,50 sur 20 ans au lieu de 1,10 à 1,20 avant la crise du Covid) et des banques plus frileuses à prêter, notamment aux primo-accédants. « Le mois de septembre sera un pivot. » A charge pour les acquéreurs et les courtiers de faire jouer la concurrence et de négocier ferme.

AMBE MINGAZ
amingaz@varmatin.com

Autres constats

A la Fnaim, on a pu faire d'autres constats depuis le 11 mai. Concernant le **paiement des loyers** : « Sur les loyers d'habitation, il n'y a pas eu d'augmentation d'impayés pendant le confinement. Le chômage partiel a permis d'avoir de la rémunération pour faire face. Mais pour les loyers professionnels et commerciaux, nous avons constaté une augmentation de 30 % des impayés, surtout dans la restauration puisque ces professionnels n'ont pas fait de chiffre d'affaires », indique David Garavagno pour le Var.

Concernant les **ventes de biens professionnels** : « Nous avons eu des demandes de sociétés qui ont grossi pendant le confinement car justement très sollicitées et qui souhaitaient s'agrandir car dans l'informatique, la télésurveillance ou les nouvelles technologies. Si les grandes sociétés pourraient vouloir faire l'économie d'un loyer pour inciter leurs salariés à télétravailler, les entreprises de moins de 50 salariés ont besoin d'humain, elles, pour s'externaliser. On voit que l'humain reste important et que ce n'est pas si évident que ça de travailler de chez soi. »

Quant au **haut de gamme** : pas de difficulté notoire. Pour ColdwellBanker Sanhen Properties à Hyères, 1/3 des ventes prévues ont abouti et 2/3 ont été reportées à plusieurs semaines. « La maison, refuge financier stable et pérenne, est devenue aussi un refuge sanitaire avec des envies fortes de changements. »

Des ventes réalisées malgré le confinement

Acteur de l'immobilier d'entreprise depuis 25 ans, Antoine Viallet a accompagné de nombreuses sociétés de la région pour les aider à s'installer, à se développer ou à requalifier leur site, de Marseille à Nice. Startups, centres de vacances, collectivités, centres de tri, industries, promoteurs...

sidant du club de l'immobilier de Marseille Provence, adhérent du club de l'immobilier de Toulon, était à Dakar

dates avaient été arrêtées avant le confinement à la semaine du 16 mars. « Nous avons dû faire preuve de ténacité. À chaque fois, il s'agissait de cas différents. »

Une industrie de Saint-Etienne intéressée par des locaux à La Seyne, avait préféré payer un loyer avant d'acheter. La vente a été faite par procuration en présence d'un représentant de la banque, faute de cleric de notaire absent en raison du confinement. « Chez les notaires, il n'y avait plus per-

sonne alors on a dû trouver une solution. » La deuxième vente concernait Toulon Provence Méditerranée qui cherchait depuis quatre ans des locaux plus grands pour la direction de ses services informatiques. Le jour de la signature, « le représentant de TPM n'était pas en capacité d'assurer le rendez-vous ». Trop de choses à gérer vu le contexte. Toutefois, le recours au télétravail et le rôle stratégique du service informatique durant la crise ont démontré l'importance de se doter de ces locaux et la vente a finalement eu lieu.

Enfin, un investisseur souhaitait acquérir un immeuble de bureaux à La Valette. Comme il était question de reporter les loyers des locataires, la situation avait de quoi alarmer l'acheteur. Finalement les deux locataires principaux, qui représentaient 80 % du loyer, ont opéré leurs versements et rassuré l'acheteur qui a fini par signer. « Aujourd'hui, c'est une autre histoire. Les dégâts risquent d'être très violents. On voit des entreprises comme Renault qui ferment leurs sites. Là, avec les aides de l'État, l'économie est sous respira-

tion artificielle mais il va falloir rembourser ces prêts. Si les locataires ne payent pas leurs loyers, il va y avoir des dépôts de bilan », craint Antoine Viallet. « Chaque fois qu'il y a eu des crises dans le Var, l'amortisseur a été la Marine et le tourisme. Mais je ne sais pas comment on va marcher sur une jambe. En ce moment, comme les taux de crédit ne sont pas ceux, l'entrepreneur peut aussi se dire "aujourd'hui j'achète mon outil de travail". » Lueur d'espoir : Antoine Viallet a passé des annonces de biens à vendre « et j'ai déjà reçu trois appels. J'étais très étonné. »



« Nous avons dû faire preuve de ténacité. »
Antoine Viallet

au moment du confinement. En train de développer des partenariats avec le Sénégal et les acteurs de l'immobilier de la région. Malgré cela, il a réussi à conclure trois ventes importantes, dont les

Vous êtes ici : [Accueil](#) > [ACTU ECO](#) > [Territoire](#) > Immobilier d'entreprise : un marché (d') à venir à Toulon



Immobilier d'entreprise : un marché (d') à venir à Toulon

Écrit par [REAL Olivier](#) Publié dans [Territoire](#)

Taille de police

[Imprimer](#) [E-mail](#) [Soyez le premier à commenter!](#)

Le panorama de l'immobilier d'entreprise de la métropole toulonnaise s'inscrit dans le cadre du Club Immobilier Toulon Provence, sur l'initiative d'un professionnel expérimenté, Antoine Viallet.

Pour cette 3^e édition du panorama de l'immobilier d'entreprise à l'échelle de la métropole toulonnaise, Antoine Viallet (Viallet Conseil) a travaillé de concert avec son confrère Boris Bernois (BC Conseil). Il s'agit une nouvelle fois de dévoiler et analyser les valeurs du marché sur les trois segments d'activité que sont bureaux, commerces, locaux, et plus largement d'aider à l'appréhension de ce territoire en mutation. Une initiative concourant à la prise de décision s'agissant d'implantation, de développement, d'investissement, d'autant plus utile pour accompagner la montée en puissance locale autour de trois secteurs, Toulon centre, est et ouest. « Les grands projets ainsi que les efforts engagés par les pouvoirs publics, les politiques mais aussi par le monde économique, rendent la métropole de Toulon plus lisible et plus visible, proposant ainsi tous les atouts que peuvent attendre une entreprise, un investisseur ou un habitant d'une métropole moderne », revendiquent-ils.

En matière d'immobilier de bureaux, segment de marché souvent significatif de la dynamique du secteur, la demande placée en 2019 totalise un « petit » 16 900 m² à travers une trentaine de transactions, soit le même niveau que l'année précédente. 48% sont en bureaux neufs. Le centre-ville de Toulon a gagné en part de marché, soit 42%, contre 34% à l'ouest (secteur plus porteur pour le neuf) et 24% à l'est. L'offre disponible immédiatement sur la métropole est de 25 292 m² (proposés à la location pour les deux tiers), dont 9 185 m² en neuf ou restructuré et 16 107 m² en seconde main. La demande active insatisfaite est néanmoins de 29 000 m².

Concernant les commerces, la demande placée est de 18 773 m², dont 33% en neuf, soit une hausse globale de 30%. Première zone commerciale du Var, la Valette/La Garde capte plus de 42% des surfaces, Toulon centre 33% et l'ouest 25%. Les enseignes à petits prix, comme Tati à La Valette et Maxi Bazar à La Seyne, confortent leurs positions.

Le segment des locaux d'activité progresse également, avec 29 323 m2 placés, soit + 14% (45% du marché de l'immobilier d'entreprise métropolitain). Les locaux en espaces « indoor » loisirs sont en pleine croissance. L'offre disponible est de 23 142 m2.

Au regard des projets en cours et des opérations lancées sur du foncier identifié, à 5 ans ce sont quelque 270 000 m2 toutes catégories confondues qui devraient émerger, rattrapant ainsi le retard dans l'offre neuve.

Olivier Réal

Actu immo d'entreprise photo OR : Le grand projet « De Mayol à Pipady » doit combiner à Toulon 60 000 m2 de bureaux, logements, commerces, services

Le loft, un tout nouvel espace partagé

De formation artistique avant de devenir infirmière et d'exercer en parallèle des activités de tatoueuse, Aurélie André est animée dans toutes ses activités par une volonté de partage et de solidarité. Au point de créer à Toulon un centre de formation, une galerie d'artistes, un espace de tatouage et de piercing, lorsqu'elle a commencé à se trouver à l'étroit dans son local de Solliès-Pont.

Il faut dire que les 150 m² qu'elle a dégoté 81 avenue Ortolan dans la cité Thomas de Gallian se prêtent bien à ce brassage des professionnels de des cultures. Rehaussé par une architecture industrielle où la brique est omniprésente, un vaste espace commun avec cuisine

apporte l'indispensable touche de convivialité et des boxes permettent à de multiples professionnels du bien être et des médecines douces alternatives d'exercer. Des locations ponctuelles sont évidemment envisageables et des formations en hy-



L'inauguration du Loft, mardi, a permis de découvrir un lieu de partage atypique.

(Photo M. J.)

giène et salubrité sont d'ores et déjà programmées car elles sont exigées dans les parcours de tous les métiers de l'effraction cutanée (tatouage, piercing, maquillage permanent...). La dermatologie réparatrice sera également proposée dans une dé-

marche conventionnée. Mardi, les nombreux invités, parmi lesquels plusieurs élus toulonnais, ont pu apprécier les multiples possibilités d'un loft modulable pour répondre à une multiplicité de besoins. L'offre de services et les animations

vont donc rapidement évoluer.

M. J.

Savoir +

Quelques liens pour se tenir informé : Instagram: le_loft83, Facebook: LE LOFT, mail: leloft83@gmail.com.



RENAUD TARRAZI ET
EMMANUEL GARD,
architectes

Renaud Tarrazi et Emmanuel Gard échantent sur les évolutions de l'immobilier après le Covid-19, notamment celui de bureaux.

« En architecture, il y aura une accélération des tendances »

Dialogue autour de l'architecture et de l'immobilier de bureaux après la crise du Covid-19, avec Renaud Tarrazi, le patron de MAP Architecture, et Emmanuel Gard, cofondateur de Trium, opérateur de l'espace bureaux et d'immobilier tertiaire créé par les équipes de MAP.

• **LNP : Comment un architecte a vécu le confinement, puis cette période de reprise ?**

RENAUD TARRAZI : En patron d'entreprise ! Au début de ce confinement, il a fallu prendre des décisions très rapidement afin d'organiser le travail des équipes et la poursuite de l'activité. La chance que nous avons eue, c'est que nous étions prêts d'un point de vue technique et informatique à travailler à distance. Il a fallu aussi maintenir cet « esprit d'atelier » qui m'est cher et est important dans le fonctionnement d'une agence d'architecture. Nous avons donc recréé des liens via nos outils numériques afin de poursuivre notre dialogue, de maintenir les relations humaines

et les petites habitudes si essentielles dans une équipe. Il a fallu aussi apprendre à travailler différemment pendant cette période tout en préparant la reprise, en rassurant les équipes sur notre avenir et en organisant le retour au bureau.

• **Est-ce que vous avez utilisé cette période pour réfléchir à votre métier ?**

R. T. : On l'a fait collectivement à travers le Club immobilier Marseille Provence, où un groupe d'échanges, appelé « De-main l'immobilier autrement », a été mis en place via les réseaux sociaux, et aussi en interne, à MAP et Trium, qui est spécialisé dans le tertiaire. ➔

Le développement du télétravail aura également des conséquences sur la façon d'imaginer des logements.



« Il va notamment y avoir un attrait plus fort pour la campagne, avec certainement des Parisiens qui vont avancer leur projet de s'installer en dehors de la capitale. Cela va être aussi simplifié avec la possibilité du télétravail. Ce phénomène pourrait bien profiter à la métropole marseillaise. L'approche sanitaire dans l'urbanisme et l'architecture est aussi remise au goût du jour. » Emmanuel Gard

• Est-ce qu'il y aura un après Covid-19 pour les architectes ?

R. T. : Il y aura certainement un avant et un après parce que nous n'oublierons certainement pas cette période et la façon dont nous avons vécu pendant le confinement. Mais la révolution ne viendra pas de là. Cette période va être un accélérateur de tendances qui étaient déjà présentes...

• Lesquelles ?

EMMANUEL GARD : Il y en a plusieurs. Il va notamment y avoir un attrait plus fort pour la campagne, avec certainement des Parisiens qui vont avancer leur projet de s'installer en dehors de la capitale. Cela va être aussi simplifié avec la possibilité du télétravail. Ce phénomène pourrait bien profiter à la métropole marseillaise. L'approche sanitaire dans l'urbanisme et l'architecture est aussi remise au goût du jour. Je veux parler du label Isadora, pour Intégration de santé dans les opérations d'aménagement. La prise de conscience était déjà là, mais elle va s'amplifier avec ce que nous avons



vécu. Il y avait aussi depuis deux ans au moins une prise de conscience forte autour du développement durable. Des réflexions vont aussi s'accélérer sur le traitement des îlots de chaleur en urbanisme, de l'isolation, etc.

R. T. : Par contre, nous n'avons pas encore vu de projet de logements avec des surfaces plus grandes qu'avant...

• Chez Trium, vous êtes spécialisé dans l'immobilier tertiaire. Pensez-vous qu'il y aura des changements avec le développement du télétravail ?

E. G. : Là aussi, il n'y aura pas de révolution mais une accélération de la tendance. Alors qu'il aurait fallu plusieurs mois, voire années, pour avancer sur cette pratique qui faisait encore peur aux entreprises, en quelques jours, la mutation a été faite. Mais le télétravail ne sera qu'une brique dans l'évolution que connaît l'organisation du travail. La majorité des entreprises vont mettre en place trois types de fonctionnement pour leurs salariés : le bureau individuel ou le plateau, le flex-office avec le



coworking et le télétravail.

R. T. : Comme tout le monde ne dispose pas d'un bureau et ne peut pas en aménager un chez soi, nous travaillons sur une box démontable qui pourra s'installer dans une pièce. Elle sera légère, confortable, notamment au niveau de l'assise et du poste de travail, insonorisée et surtout facilement « rangeable ». Cette box pourra être complétée avec une clef 5G, un casque antibruit, etc. Ce développement du télétravail aura certainement aussi des conséquences sur la façon d'imaginer des logements. La tendance sera aux espaces modulables, avec pourquoi pas une pièce attenante au logement à transformer suivant les besoins en chambre, bureau ou studio indépendant.

• Est-ce que vous imaginez une autre approche dans la conception des immeubles de bureaux ?

E. G. : La réflexion que nous portons au sein de Trium est celle d'une organisation du travail en trois points, notamment pour les grandes entreprises. Le siège social ne sera pas for-

« Comme tout le monde ne dispose pas d'un bureau et ne peut pas en aménager un chez soi, nous travaillons sur une box démontable qui pourra s'installer dans une pièce. Elle sera légère, confortable, notamment au niveau de l'assise et du poste de travail, insonorisée et surtout facilement "rangeable". Cette box pourra être complétée avec une clef 5G, un casque antibruit, etc. »
Renaud Tarrazi

HYÈRES

La Boîte Immo s'enracine dans La Pinède

A la faveur de son implantation dans son nouveau siège hyérois dénommé La Pinède, La Boîte Immo s'est imaginée un lieu à la mesure de la vision et des ambitions de son dynamique dirigeant-fondateur, Olivier Bugette.



La Pinède, nouveau siège à Hyères.

J'ai les goûts les plus simples du monde, je me contente du meilleur »... Olivier Bugette, le PDG du Groupe La Boîte Immo, pourrait aisément faire sien cette fulgurance d'Oscar Wilde. Il se « contente » d'une devise ambitieuse : « devenir leader c'est bien, le rester c'est mieux ». Un leadership dans le webmarketing dédié au monde de l'immobilier, via des technologies Web à la fois parmi les plus pointues du moment et particulièrement accessibles aux professionnels de l'immobilier. Sa R&D permanente lui permet d'avoir toujours un coup d'avance par le déploiement d'outils de nouvelle génération. Lesquels peuvent aussi être issus de croissances externes au gré des opportunités. D'où une implantation nationale maillant le territoire par des bureaux à Montpellier, Lyon, Paris, Bordeaux, ainsi qu'un centre de développement de sites Internet en Tunisie, tandis que le siège historique est maintenu à Hyères. Plus que jamais d'ailleurs, avec la concrétisation de son installation dans son nouveau fief, porté sur les fonts baptismaux sous l'appellation « La Pinède » au regard de son environnement direct. La vue panoramique au dernier étage sur le mont Faron, le Coudon, les hauteurs de Hyères, jusqu'aux îles d'Or à l'horizon lointain, n'étant

pas le moindre des atouts de ce site fait « maison ». Imaginé comme une immense villa, ce bâtiment de trois étages et 2 000 m², édifié sur un terrain de 5 000 m², a été conçu comme un cadre privilégié pour les quelque 100 personnes présentes (150 au total dans le groupe*).

RICHESSSE HUMAINE...

Les locaux, cinq fois plus spacieux que les anciens, à Hyères déjà, qui n'arrivaient plus à pousser les murs, allient

La vue panoramique au dernier étage sur le mont Faron, le Coudon, les hauteurs de Hyères, jusqu'aux îles d'Or à l'horizon lointain, n'est pas le moindre des atouts de ce site fait « maison ». Imaginé comme une immense villa, ce bâtiment de trois étages et 2 000 m², édifié sur un terrain de 5 000 m², a été conçu comme un cadre privilégié pour les quelque 100 personnes présentes.

harmonieusement bois, verre, béton brut. Les grands volumes offrent des respirations permanentes, depuis le hall d'entrée avec son puits de lumière mis en valeur par des lustres balinais, jusqu'aux bureaux en open space épuré, organisés par plateaux à chaque étage. ...»

— ENTREPRENDRE —



Un projet aux dernières normes HQE, qui a mis deux ans à sortir de terre après acquisition du terrain, moyennant 5,5 M€ d'investissement total. Olivier Bugette revendique cet investissement dans le bien-être du capital humain de son entreprise. « Au-delà d'un lieu de travail, nous voulons créer un véritable lieu de vie. La richesse d'une entreprise est faite par les hommes qui la constituent. »

➔ Sans oublier les isoloirs dans les couloirs, les grandes baies vitrées, le restaurant aux airs de paillote avec repas à la carte (en partenariat avec l'enseigne Le Kiosque à Hyères) et grande terrasse, la salle de sport, celle de formations en webinar... Douze mille ont été dispensées depuis le début de l'année dans le cadre des abonnements aux logiciels de La Boîte Immo. Un projet aux dernières normes HQE**, qui a mis deux ans à sortir de terre après acquisition du terrain, moyennant 5,5 millions d'euros d'investissement total. Dans la ceinture de terre alentour, une soixantaine d'arbres issus d'essences locales ont été plantés, en attendant l'implantation du Rucher pédagogique du Pradet en vue de la production de son propre miel. Olivier

Bugette revendique cet investissement dans le bien-être du capital humain de son entreprise. « Au-delà d'un lieu de travail, nous voulons créer un véritable lieu de vie. La richesse d'une entreprise est faite par les hommes qui la constituent. » Café, chocolat, fruits frais à volonté, incitation fiscale au covoiturage... les exemples de services en forme de témoignages de reconnaissance pour le travail fourni ne manquent pas, permettant de conserver les effectifs et d'attirer les talents.

... ET LOGICIELLE

Grâce à ses forces vives et inspirées, l'entreprise a le vent en poupe et récolte les fruits des paris visionnaires de son PDG. Que de chemins parcourus depuis Pigimmo il y a 14 ans, à deux personnes pour un premier chiffre d'affaires de 57 000 euros. Il atteint désormais 14 millions d'euros, un montant qu'Olivier Bugette espère doubler à cinq ans, tout en réalisant 40 à 50 embauches par an.



1

Sa montée en puissance est intimement liée à son outil phare « Hektor », logiciel de gestion immobilière ultra-performant adopté par plus de 6 500 agences et 35 000 personnes. Un collaborateur virtuel tout terrain qui synchronise en temps réel toutes les opérations, enrichi désormais du concept logiciel « Interkab » réinventant le mandat unique partagé. Cette nouvelle dimension élargit son marché en offrant une solution inédite de vente aux 80 % d'indépendants qui le composent (hors grands réseaux donc).

Une nouvelle ère dans laquelle La Boîte Immo s'engage au même rythme soutenu, qui risque de transformer La Pinède en arbre qui cache la forêt...

Olivier Réal
olivier.real@gmail.com

* Le Groupe La Boîte Immo, constitué sous cette appellation l'an dernier, est composé de quatre entités : La Boîte Immo Transaction, La Boîte Immo Neuf, Previsite et LBI Academy.
** Haute Qualité environnementale.

— ENTREPRENDRE —



2

1. Olivier Bugette, PDG du Groupe La Boîte Immo.
2. Des nouveaux locaux à l'architecture soignée.

TOULON

3 344 m² d'immobilier d'Etat à Montety

L'Etat vient d'acquérir 3 344 m² de bureaux auprès du groupe Edouard Denis, dans le cadre de la face sud du projet Montety de Toulon, vaste programme à proximité du nouveau quartier Chalucet.



La livraison du programme Edouard Denis sur Montety est prévue pour mi-2022.

La signature à l'Hôtel de la métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM) de l'acquisition en Vefa (Vente en l'état futur d'achèvement) par l'Etat d'un immeuble à usage de bureaux de 3 344 m² au groupe Edouard Denis, était un symbole ce mercredi 17 septembre du renouveau toulonnais par le PPP. Un Partenariat public-privé assorti d'une nécessaire confiance entre les acteurs qui reconstruisent

L'exemple Montety « traduit une révolution copernicienne de la façon dont l'Etat considèrerait jusqu'à présent son immobilier », a affirmé de son côté le préfet du Var Evence Richard. « Il en va du confort et des capacités à travailler de nos agents, ainsi que de l'image que l'Etat donne. C'est aussi une marque de considération pour le territoire et les gens qui y vivent. »

la ville sur la ville, que prône le président de TPM et maire de Toulon, Hubert Falco, revendiquant un milliard d'euros d'investissement privé depuis 10 ans sur ce territoire central de la métropole et du département. Parmi ceux-ci, le groupe Edouard Denis, lauréat de l'appel à projets lancé par le concessionnaire de la Ville de Toulon, Var Aménagement Développement, dont le savoir-faire et le dynamisme ont été unanimement soulignés. Au sein du programme « Harmonie* »,

porté par ce groupe national généraliste de la promotion immobilière, s'étalant sur 8 000 m² de la face sud de Montety, en haute ville, l'immeuble cédé à l'Etat accueillera la Direction des services départementaux de l'Education nationale (DSDEN). Une vente qui s'inscrit dans le cadre des investissements d'Etat (un milliard d'euros) dans un plan de rénovation de 39 cités administratives, dont Toulon à travers trois volets. Outre Montety, les cités administratives existantes des Lices et de Lorgues doivent être en effet totalement rénovées, tandis qu'un bâtiment de La Poste, situé aussi aux Lices, doit être acheté d'ici la fin de l'année.

12,35 MILLIONS D'EUROS HT

L'opération Montety, participant à la stratégie locale de renouveau et de développement par cercles concentriques autour du cœur de ville,

est une pierre importante dans cette réorganisation de l'Etat, déconcentré pour sa part. « On ne peut pas réussir si on ne s'inscrit pas dans la vision des élus locaux », a souligné dans ce contexte Alain Resplandy-Bernard, directeur de l'immobilier de l'Etat, qui avait fait le déplacement pour l'événement. Ce dernier a aussi mis l'accent sur la contribution de l'Etat à la transition énergétique, en substance par ces modernisations d'installations, ces constructions modernes et ce

rapprochement des services. L'exemple Montety « traduit une révolution copernicienne de la façon dont l'Etat considèrerait jusqu'à présent son immobilier », a affirmé de son côté le préfet du Var Evence Richard. « Il en va du confort et des capacités à travailler de nos agents, ainsi que de l'image que l'Etat donne. C'est aussi une marque de considération pour le territoire et les gens qui y vivent. » Cette nouvelle approche du patrimoine de l'Etat est d'autant plus intéressante que d'autres opérations sortent de terre ou sont en gestation dans Toulon, touchant de près ou de loin ses implantations. Pour l'heure, l'immeuble de bureaux de la DSDEN a été vendu 12,35 millions d'euros HT. Il doit être livré en mai 2022 (les fondations se terminent actuellement) et bénéficier du label argent délivré par BDM (Bâtiments durables méditerranéens).

Oliver Réal
olivier.real@gmail.com

* Le programme « Harmonie » du groupe Edouard Denis (filiale de Nexity), situé face sud de Montety, déploie sur 8 000 m² et sous maîtrise d'œuvre de l'agence d'architecture MAP une offre hôtelière 3 étoiles classique (82 chambres B&B) et original (résidence de coliving de 141 chambres), du coworking, les bureaux d'Etat donc, des commerces et parkings, moyennant 50 millions d'euros d'investissement. La face nord comprend sur 12 000 m², en partenariat entre la Région et Toulon Provence Méditerranée, l'Institut de formation public varois des professions de santé. Enfin, l'historique caserne Lamer à proximité, est conservée et réhabilitée (1 000 m²).



© Atelier Empreinte

Conçu par l'Atelier Empreinte (La Ciotat), cet ensemble comprend 490 m² de commerces en rez-de-chaussée et 1 000 m² de bureaux en étage.

Trois volumes implantés en U et organisés autour d'un patio central d'inspiration asiatique : tel est le projet que développe actuellement à La Crau, dans le Var, l'Atelier Empreinte (La Ciotat) pour le promoteur hyérois Opportunimmo, maître d'ouvrage.

VAR

LA CRAU : LANCEMENT DES TRAVAUX DE L'IMMEUBLE TERTIAIRE « LE PATIO »

Cet ensemble tertiaire est destiné à accueillir des commerces en rez-de-chaussée, sur une surface de 490 m², et 1 000 m² de bureaux en R+1 et R+2. Un toit-terrasse sera également partiellement accessible et végétalisé « pour être utilisé en rooftop par les usagers des bureaux ». « Les coursives extérieures permettent de diminuer la largeur des bâtiments. Grâce

à leurs formes irrégulières, elles créent des interruptions de façades et liaisonnent les volumes en une seule construction.

Traitées comme des promenades hautes, entre intérieur et extérieur, elles sont imaginées en continuité avec le patio et offrent une vue plongeante sur lui », détaille le cabinet d'architecture. Le chantier sera suivi par OpEx, marque de maîtrise

d'œuvre d'exécution de l'Atelier Empreinte, qui assurera également la mission OPC (d'Ordonnancement, de pilotage et de coordination). Les bureaux d'études partenaires sont Ingebeton, Convergence, Alpha-I&Co et Cetrea. Les travaux, dont le budget global est estimé à 2,3 millions d'euros, viennent de démarrer et doivent s'achever au dernier trimestre 2021.

Karen Latour

+ d'informations
chaque jour sur
www.tpbm-presse.com



La vue du Patio depuis le rez-de-chaussée.

Toulon : les deux faces de Montety montent en puissance

20 000 m² de plancher sortent de terre en plusieurs opérations dans le quartier Montety de Toulon, situé en haute ville, au-dessus de la gare, croisant les investissements publics et privés, sous la conduite d'opération du concessionnaire Var Aménagement Développement.

Le nouveau quartier Montety de Toulon prend forme à la faveur des avancées en instruction de dossiers et travaux de plusieurs programmes complémentaires, conduits à différents niveaux d'intervention par la Société d'économie mixte Var Aménagement Développement (VAD), concessionnaire du centre-ville de Toulon. Le projet est d'envergure, en lieu et place de cette ancienne cité ouvrière dont l'histoire et l'esprit ont été perpétués selon les souhaits du maire de Toulon et président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, Hubert Falco. Ainsi, l'Institut de formation public varois des professions de santé (IFPVPS) s'installera à l'horizon 2023 sur l'îlot Nord, totalisant quelque 8 000 m² le long du boulevard Louvois, dans le prolongement de la préfecture. 5 573 m² de locaux d'enseignement, bureaux de direction et annexes sont prévus dans un bâtiment principal en forme de paquebot, nécessitant 28 millions d'euros d'investissements publics de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, avec le soutien de la Métropole et de la Ville. Une réalisation placée sous la maîtrise d'œuvre du groupement d'architectes provençaux Christophe Gulizzi [Gulizzi Architecte - mandataire] et Thierry Ami (Flex Architectes), qui a remporté le concours lancé par VAD. La phase études se poursuit jusqu'en mai 2021, la

consultation des entreprises est prévue entre juin et octobre 2021, le début des travaux est espéré au troisième trimestre 2021 et la livraison deux ans plus tard, soit en 2023.

OFFRE DIVERSIFIÉE AU SUD

Côté Sud, sur près de 11 000 m², le Groupe national Edouard Denis, généraliste de la promotion immobilière et lauréat du concours, a fait appel à l'agence d'architectes Map [Marseille - Toulon] pour la maîtrise d'ouvrage et à des partenaires spécialisés pour les différents segments de son offre. A savoir « Privilodges » pour le Hüb de coliving et coworking proposant sur 4 800 m² une résidence hôtelière de 138 chambres et des

espaces de vie professionnelle modulables, adaptables en durée d'occupation comme en volumes, cassant les codes. L'enseigne B&B Hôtels élargira l'offre d'hôtellerie classique de 83 chambres sur 2 200 m², tandis que 300 m² de commerces sont attendus en rez-de-chaussée. 300 m² également sont réservés sur le toit en rooftop avec vue imprenable sur la ville puis la rade. Le projet se complète de 3 344 m² dédiés à des bureaux neufs et d'une centaine de places de parking. Lesquels bureaux ont été acquis en début d'automne par l'Etat en Vefa [vente en l'état futur d'achèvement] pour 12,35 millions d'euros HT, à destination de la Direction des services départementaux de l'Education nationale (DSDEN), avec une livraison

attendue pour mai 2022. Une vente qui s'inscrit dans le cadre des investissements d'Etat à hauteur d'un milliard d'euros, dans un plan de rénovation de 39 cités administratives, dont Toulon avec un projet en trois volets. Outre Montety, les cités administratives existantes des Lices et de Lorgues doivent être en effet totalement rénovées, tandis qu'un bâtiment de La Poste situé aussi aux Lices est en cours d'achat. Enfin, dans le même périmètre, 1 200 m² de l'immeuble de « La Caserne Lamer », hors programmes Sud et Nord, doivent également être réhabilités en bureaux par VAD.

Olivier Réal
o@olivier.real@gmail.com



Outre Montety, les cités administratives existantes des Lices et de Lorgues doivent être totalement rénovées, tandis qu'un bâtiment de La Poste situé aussi aux Lices est en cours d'achat.

Solliès-Pont : une ZAC en projet avancé

Huit ans après les premières décisions publiques en vue de sa réalisation, inscrites au Plan local d'urbanisme de la ville de Solliès-Pont, le projet de zone d'aménagement concertée (ZAC) de 31 hectares semble en bonne voie. Il s'agit de réaliser un écoquartier concourant à l'attractivité de cette commune à la frontière de la Métropole toulonnaise, à son développement économique et à la création d'emplois, 1 000 postes étant aujourd'hui envisagés. Une zone d'activités mixtes, incluant commerces, artisans, hôteliers, industriels, dont les espaces cessibles aux acquéreurs représentent 1,77 hectares. Le programme fait une large part à l'aménagement



payager, aux itinéraires doux de déplacements, à une intégration respectueuse de son environnement, dans le cadre d'une ambition affirmée de développement durable. Après délibération approuvant la création d'une ZAC en conseil communautaire de la Vallée du Gapeau en février

2021, qui a compétence sur cette opération, un appel d'offres européen sera lancé afin de choisir un aménageur avant la fin de l'année. L'approbation du dossier est attendue pour 2022, les travaux et les premières constructions devant débuter l'année suivante. Conformément

à la charte architecturale imposée aux futurs constructeurs tous les bâtiments seront en R surélevés et en R+1 [sauf l'hôtellerie en R+2]. A la faveur de la mise en œuvre de cette nouvelle zone, un recalibrage des infrastructures et voies existantes est envisagé. O. R.

Toulon : un DataCenter en gestation

Le premier DataCenter du Var est attendu d'ici le printemps 2021 à Toulon, si les travaux se déroulent comme prévu. Ceux-ci ont été lancés en début d'année par Xavier Lafaure, dirigeant de l'entreprise XL DataCenter, peu après l'achat à la Métropole Toulon Provence Méditerranée d'un ancien bâtiment désaffecté de la Marine Nationale, le long de la voie ferrée, derrière la gare de Toulon. Ce programme global inclut la démolition, le confortement de l'existant, notamment la charpente métallique, l'édification des étages en R+3 et l'équipement de l'ensemble pour en faire un bâtiment numérique haut de gamme. En l'occurrence,



Réunion pendant de la phase de concertation.

sera installé en rez-de-chaussée. Agréé Iso 27001 pour accueillir les données de santé, il proposera 120 baies informatiques,

soit une offre dans la moyenne des équipements de ce type en France, permettant d'organiser, traiter, stocker, entreposer de grandes capacités de données.

Sur les 1 600 m² au total, 1 000 m² d'espaces modulaires seront dédiés aux entreprises du numérique, qui poussent les murs à Toulon et se multiplient sous la conduite éclairée de TVT Innovation et ce, à des prix de location modérés, soit 12 euros le m² HT. Des locaux équipés et un espace bar restauration en terrasse sont également prévus. Une opération de près de 3 millions d'euros, incluant les 900 000 euros de vente (au prix des Domaines). Cet investissement privé complète dans le même environnement la montée qualitative de cette partie haute de la ville, à proximité des nouveaux quartiers rénovés Montety et Chalucet. O. R.

Brignoles s'ouvre aux investisseurs

Tous les outils de renouvellement urbain de Brignoles ont été mis en place par la Société d'économie mixte Var Aménagement Développement (VAD) dans le cadre de la concession de centre-ville déployée depuis juin 2017 sur huit ans. De quoi attirer nombre d'investisseurs.

Amélioration de l'habitat, réaménagement du centre-ville avec reconstruction d'îlots dégradés et d'espaces publics, revitalisation commerciale sont les trois étapes de l'action de VAD, concessionnaire de la ville depuis l'été 2017. Un programme conforté peu après, en mars 2018 par l'éligibilité de Brignoles dans le dispositif national « Action Cœur de Ville » de l'Etat, soutenu financièrement par la Banque des Territoires. Seulement deux communes du Var bénéficient de ce dispositif. Ainsi, une OPAH-RU d'une durée de cinq ans est déployée de mi-2018 à mi-2023, afin de subventionner les travaux de rénovation des logements en centre-ville et de capter des aides locales, de la Ville, de l'Agglomération Provence Verte, du Département et de la Région. La mise en place d'une Déclaration d'utilité publique (DUP) de restauration immobilière visant à enrayer les problématiques de logements vacants et dégradés est en cours, elle concerne une vingtaine d'immeubles. Trois autres DUP

seront présentées entre fin 2020 et fin 2021. Il s'agit, selon Kiruna Buzançais, directrice de l'antenne VAD sur Brignoles, de créer des obligations de travaux, conjointement à la défiscalisation Malraux, et de remettre 1 000 logements sur le marché (neufs et rénovés). En outre, un vaste programme de ravalement de façades (50 % de subventions) est lancé sur le périmètre central (3,3 millions d'euros de travaux).

COURS LIBERTÉ EN PREMIÈRE LIGNE

Conjointement, le classement en site patrimonial remarquable intra-muros permet de développer un plan de sauvegarde et de mise en valeur (1 100 immeubles concernés), éligible à la défiscalisation Malraux (30 %). Un périmètre à l'intérieur duquel VAD travaille le foncier, à l'image du programme Jeanne d'Arc, ex-école privée à réhabiliter et requalifier sur 2 000 m² au sein d'un parcours historique culturel et médiéval. Les investisseurs peuvent également bénéficier

des dispositions de la loi Denormandie, tous ces dispositifs étant potentiellement superposables. Couplé à ces actions, le réaménagement du centre-ville, des places publiques, des rues commerçantes dans le cadre d'un programme sur trois ans à hauteur de 4 millions d'euros, avec une livraison à l'été 2023, ainsi que le développement des commerces traditionnels et artisanaux avec 25 acquisitions en réhabilitation.

Ce changement de l'image de Brignoles concourt à l'intérêt croissant de promoteurs et investisseurs, comme en témoigne le Cours Liberté, dont la réussite est intimement liée à cette évolution. La ville se révèle à travers la rénovation de ce quartier. 23 500 m², quatre ans de travaux, 60 millions d'investissement sont en jeu (en plus des 3 millions d'aménagements publics), à la faveur de l'implication du groupement marseillais NGE, LC21, Nexiprom, Convergence à travers quatre îlots. Sur l'îlot 1, baptisé « Privilège »,

en lieu et place de l'ancienne caserne des pompiers, sont prévus 38 logements en accession sur 3 800 m², une brasserie de 400 m² en rez-de-chaussée ainsi que 1 000 m² de locaux d'activités entre le rez-de-chaussée et le premier étage. Un recours fait néanmoins prendre du retard au programme. L'îlot 2 doit accueillir un cinéma de 6 salles et 880 fauteuils, une résidence services seniors d'une centaine de logements, 410 m² de commerces et un parking public de 250 places. Lesquelles se rajouteront à la centaine de places en surface, autour de la promenade urbaine, piétonne, paysagère et minérale. 600 m² de commerces et 130 logements sont également au programme des îlots 3 et 4.

Olivier Réal
olivier.real@gmail.com



Partenaires privés et publics rassemblés autour du projet Cours Liberté de Brignoles.

© O. R.

QUAND
VOUS REFERMEZ
UN I-JOURNAL
UNE NOUVELLE VIE
S'OUVRE À LUI.

EN TRIANT VOS JOURNAUX, MAGAZINES, CARNETS, ENVELOPPES, PROSPECTUS ET TOUS VOS AUTRES PAPIERS, VOUS AGISSEZ POUR UN MONDE PLUS DURABLE. DONNONS ENSEMBLE UNE NOUVELLE VIE À NOS PRODUITS. CONSIGNESDETRI.FR

CITEO

Le nouveau nom d'Eco-Emballages et Ecofolio

BESOIN DE VISIBILITÉ ?
BESOIN DE REDYNAMISER
VOTRE OFFRE ?

En B TO B
ou en B TO C (CIBLES CSP + ET CSP ++)



Renseignements : 06 17 27 71 61 ou par mail : sophie.magnan@presses-legales.com

NOUS SOMMES
LES BONS MÉDIAS
POUR COMMUNIQUER !

Nos journaux économiques spécialisés et sites internet s'adressent aux chefs d'entreprise, professionnels du conseil, du droit et du chiffre, élus des collectivités, cadres territoriaux...

Aux acteurs privés et publics de notre territoire !

#REPRISE #MÉDIA #LOCAL



Métropole TOULON

Zone franche en centre-ville : après 14 ans, stop ou encore ?

Premier et unique cœur de ville à bénéficier du dispositif depuis 2006, Toulon espère voir le bail se prolonger. Il faut dire que la mesure a accompagné la transformation du secteur

Le 31 décembre prochain, le dispositif de zone franche urbaine-territoire d'entrepreneur se termine pour le centre-ville de Toulon. Le périmètre bénéficiait de mesures incitatives – notamment fiscales – pour relancer l'activité et l'emploi. Un coup d'arrêt que veut éviter Hubert Falco. Le maire a ainsi sollicité une prolongation du dispositif auprès du Premier ministre et du ministre de l'Économie. Une nécessité d'autant plus grande, pour l'édile, au vu du contexte particulièrement difficile suite à la pandémie mondiale et au brutal coup d'arrêt économique qui en découle.

AMANDINE ROUSSEL
AVEC C. G.



En chiffres

5000

C'est le nombre d'activités ayant bénéficié du dispositif zone franche depuis sa mise en place en 2006. Entre 3000 et 3500 sont des commerces en pied d'immeuble. Le reste correspondrait à des professions libérales installées en étage.

20 %

C'est le pourcentage de vacance en moins dans les locaux du centre-ville

41 %

C'est la progression de l'emploi constatée sur la zone entre 2006 et 2017.

1000

C'est le nombre d'emplois créés dans le secteur commercial depuis le début de la zone franche

Chiffres : Maire de Toulon

Les 5 points à retenir

► Pour qui ?

Pour les entreprises, commerces et autres professions libérales qui s'installent dans le secteur éligible.

Conditions : employer un salarié sur deux résidant en ZFU ou ZUS. Pendant 5 ans puis dégressif pendant 3 ans.

► Le périmètre

50 hectares situés en très grande partie dans le centre ancien (hors centre commercial Mayol) mais aussi quelques rues au nord du boulevard de Strasbourg et les anciens terrains EDF-GDF à l'est du cimetière.

► Les avantages sur la taxe foncière

Exonération pour les activités commerciales de moins de 10 salariés

► Les avantages sur les cotisations économiques territoriales

Exonération également pour les activités commerciales de moins de 10 salariés.

► Exonération de l'impôt sur les bénéfices

Plafonnée à 50 000 euros par an.

Impact difficile à mesurer

« Pour moi la zone franche a surtout déplacé des gens de la haute ville vers la basse ville. » Antoine Viallet, spécialiste de l'immobilier d'entreprise à Toulon est sceptique sur les effets du dispositif. « L'impact est forcément plus difficile à mesurer dans un centre-ville que lorsque l'on part d'une feuille blanche, comme ça a été le cas à La Seyne », nuance le professionnel. Pour lui le dispositif n'aurait pas été décisif pour attirer des acteurs économiques de l'extérieur. Tout simplement parce que « dans le centre de Toulon, il y a peu d'immeubles neufs pour les bureaux. » Antoine Viallet note toutefois un effet sur la commercialisation des commerces en pied d'immeubles, conséquence aussi de la requalification urbaine menée par la municipalité.

Ce qu'ils en pensent

« Un coup de pouce qui nous maintient hors de l'eau »

Thierry Califano, Top Tissus, rue de Lorgues

« Je suis installé ici depuis 1995. La différence entre avant l'instauration de la zone franche et après, je l'ai vu sur mes comptes et dans la rue. Financièrement, elle a permis de résister à la crise de 2008 et celles qui ont suivi. Elle a ramené du monde dans le centre. Des projets de réhabilitation et de développement ont pu voir le jour... Sans cette mesure, on n'aurait pas vu la rue Pierre Sémard, la place de l'Équerre, et bientôt les Halles... La vie est revenue ici, on sent un élan qu'il serait vraiment regrettable de stopper. »



« Continuer à attirer de grosses enseignes »

Marion Laurent, boutique Saqana, rue d'Alger

« Je n'ai ouvert mon magasin que depuis un an, alors les avantages fiscaux de la zone franche, je ne les vois pas encore. Mais ça m'a clairement motivé pour m'installer en centre-ville. Cela crée une vraie dynamique. Si la zone franche continue, cela va attirer de grandes enseignes qui feront venir encore plus de monde dans nos rues. Et on en a bien besoin avec cette année si difficile que l'on vient de vivre. »



« Cela m'a permis de me créer une trésorerie »

Amandine Tardi, Le comptoir des fromages, rue de la Paix.

« Le dispositif m'a donné la possibilité de commencer sereinement mon activité. Avec les avantages fiscaux, j'ai pu me créer une trésorerie. Par ailleurs, j'ai beaucoup de professions libérales qui viennent me voir. Outre l'aspect financier donc, la zone franche m'a aidée à me constituer une clientèle fidèle que je n'aurais pas touchée ailleurs. C'est vraiment une grosse opportunité. »



- 1 L'hôtel Okko enfin à l'heure de l'ouverture**
Var Matin – 12.06.2020
- 2 Vacances Bleues tire son épingle du jeu**
Les Nouvelles Publications N°10111 du 03.07.2020
- 3 Les paquebots désespèrent de revoir le large un jour**
Var Matin – 11.07.2020
- 4 Le tourisme fait déjà un bond de 20% à Toulon**
Var Matin – 20.07.2020
- 5 Port-Cros, entre terre et mer**
Var Matin – 21.07.2020
- 6 Découvrez le centre-ville dans un bus découvrable**
Var Matin – 22.07.2020
- 7 L'Eautel...au fil de l'eau**
Var Matin – 06.08.2020
- 8 Nuitées insolites pour blasés des chambres d'hôtel classiques**
Var Matin – 24.08.2020
- 9 Comment lutter contre la surfréquentation ?**
Var Matin – 06.09.2020
- 10 Chalucet incontournable étape des visites de rentrée**
Var Matin – 06.09.2020
- 11 Les collectivités appelées à « faire vivre » l'institut Pacha**
Var Matin – 06.10.2020
- 12 44 M€ pour soutenir le tourisme**
Var Matin – 12.10.2020

L'hôtel Okko enfin à l'heure de l'ouverture

Après pas mal de péripéties, l'hôtel installé sur le flanc de l'ancienne tour de la Caisse d'Épargne est opérationnel. Le fondateur de la marque était présent hier pour vanter les charmes du lieu

Confortablement installé dans un canapé du « club », ce vaste espace de vie qui est un cœur du concept des hôtels Okko, Olivier Devys savoure. Il faut dire que pour cet ancien cadre de chez Accor, qui a lancé sa propre marque il y a une dizaine d'années, l'implantation dans la capitale varoise n'a pas été un long fleuve tranquille. D'autant qu'au départ, le choix de Toulon n'était pas une évidence. « Un jour, alors que j'étais au Simi (un salon spécialisé dans l'immobilier d'entreprise), j'ai rencontré une équipe de Toulon-Provence-Méditerranée. Ils m'ont vanté le territoire et honnêtement, j'étais plutôt sceptique. Ils ont insisté et m'ont dit "venez voir". Alors je suis venu, j'ai vu et j'ai été stupéfait par le contraste entre l'image que j'avais et ce que j'ai trouvé. » « On ne sait pas à Paris ce qui se fait ici, Toulon souffre d'une image erronée », insiste l'homme d'affaires, précisant, à toutes fins utiles : « Je ne fais pas de politique quand je vous dis ça. »

Ouvert six jours avant le confinement

« Notre métier est celui du temps long », reprend Olivier Devys. On peut dire qu'en matière de longueur, Toulon a particulièrement justifié son nom. En 2012, associé à un promoteur (Altarea Cogedim) et des investisseurs, il présente un projet à TPM, qui souhaite céder son an-



Olivier Devys, fondateur de Okko hôtels présente Le Club, vaste espace public à la fois salon et réfectoire, situé au rez-de-chaussée de l'établissement. (Photos Patrick Blanchard)

ciens siège, la fameuse tour qui borde la place de la Liberté et qui reste pour de nombreux Toulonnais celle de la Caisse d'Épargne. Le concept séduit, mais les difficultés s'enchaînent. Recours de riverains, obligation de conserver la structure du bâtiment principal, difficultés liées au désamiantage...

Après des années de travaux, le chantier arrive à son terme et l'hôtel accueille ses premiers clients le 9 mars dernier. Soit six jours avant le confinement. Décidément, l'histoire s'acharne.

Mais chez Okko, on s'efforce de garder le moral. L'établissement a ouvert il y a quelques jours et même si les contraintes sanitaires ne permettent pas d'être opérationnel à 100 %, une trentaine de chambres (sur les 98 que compte l'établissement) sont occupées.

Olivier Devys, qui a déjà la tête aux prochaines ouvertures (Lille, Nice...), affirme sa satisfaction d'être arrivé au bout de ce « pari fou » et aborde l'avenir avec sérénité.

Et ce, même si depuis les premières études en 2012, le paysage hôtelier toulonnais a évolué et qu'un nouvel établissement de la même gamme (quatre étoiles) va ouvrir place de l'Équerre. « Il y a quelques années, on nous disait qu'il n'y avait pas de marché à Toulon, là on voit qu'il y a de nouveaux acteurs, c'est positif. La concurrence n'est pas une mauvaise chose. C'est ce qui pousse de nombreux établissements à se remettre en question. »

CHRISTOPHE GAIGNEBET

Repères

■ **4 étoiles.** Elles ne s'affichent pourtant pas sur la façade de l'établissement. « Ce qui compte avant tout, c'est l'expérience client », estime le fondateur, évoquant l'importance des notes attribuées par le client sur des sites comme Booking.com.

■ **98 chambres sur 5 niveaux,** toutes identiques avec, côté sud, une vue sur la rue Peiresc et côté nord sur une cour intérieure.

■ **12 à 14 emplois** directs ont été créés par Okko, auxquels s'ajoutent quelques emplois indirects (ménage, blanchisserie).

■ **12 millions d'euros** ont été investis pour créer l'hôtel. Okko n'est que locataire-exploitant, les murs ayant été acquis par un discret groupe d'investisseurs.

■ **90 à 110 €.** C'est le prix moyen pour y passer la nuit (hors petit-déjeuner). Le tarif évolue en fonction de la période et du taux de remplissage.

Tout un concept autour de l'art de vivre

Dans un milieu qui fait la part belle aux anglicismes, la chaîne Okko se positionne clairement dans une offre « lifestyle ». Un concept « art de vivre », particulièrement dans l'air du temps qu'Olivier Devys parvient à résumer simplement : « À une époque, quand vous alliez à l'hôtel, vous passiez tout le temps dans la chambre. Aujourd'hui, on estime que la chambre sert principalement à dormir, aussi on cherche plutôt à offrir des lieux de vie. » Une conception prisée notamment par la clientèle « affaires », cible privilégiée de la chaîne. Chez Okko, ne vous attendez pas à trouver des suites présidentielles.



À défaut de grandes chambres, Okko mise sur un espace fonctionnel au design épuré. « Il y a tout ce qu'il faut, mais rien de trop », résume le fondateur de la marque.

Toutes les chambres sont identiques, mesurant un peu plus de 16 m². On mise sur l'aspect fonctionnel, le confort (lits queen size) et une décoration contemporaine. « Il y a tout ce qu'il faut, mais rien de trop », sourit Olivier Devys.

On l'a compris, l'accent est mis sur les espaces communs, à commencer par « Le Club », cet espace à la fois salon, réfectoire et possible lieu de travail. Autre créneau mis en avant chez Okko, un « parcours client » simplifié et des services

inclus. « Les gens en ont marre de la loggie low cost, où il y a énormément de frais cachés. Chez nous tout est compris », martèle le fondateur, évoquant des machines à cafés accessibles H24, des frigos remplis de boissons fraîches ainsi que l'accès libre à la salle de sport.

Enfin, bien qu'étant une chaîne, Okko entend soigner son ancrage local. Le vaste espace du rez-de-chaussée a été spécifiquement imaginé pour Toulon. Par ailleurs, une partie des produits proposés sont issus du « terroir local ». Okko s'est rapproché des quelques producteurs locaux comme la Bière de la rade ou le Petit biscuitier.

Un rooftop à inventer

Au dernier étage de l'hôtel, sur le côté de la grande tour et ses appartements de prestige, une vaste terrasse offre une jolie vue sur la place de la Liberté. Ce rooftop n'a pas encore été aménagé. Il le sera « après réflexion avec les Toulonnais », explique le fondateur d'Okko. Car l'aménagement qui sera installé (peut-être un bar) sera également accessible aux non-clients de l'hôtel.



Un restaurant d'ici à la fin d'année ?

Si l'hôtel Okko propose des collations en début de soirée (les aperitifs), il ne dispose pas de restaurant. En revanche, le vaste espace voisin sous les fameuses arches, actuellement en phase finale de réhabilitation, devrait accueillir, d'ici à la fin de l'année, un nouveau restaurant de type brasserie.





© G. B.

Vacances Bleues tire son épingle du jeu

Le groupe hôtelier marseillais et ses 24 destinations françaises devraient « sauver leur saison » grâce aux consignes gouvernementales qui recommandent aux Français de « rester dans l'Hexagone cet été ».

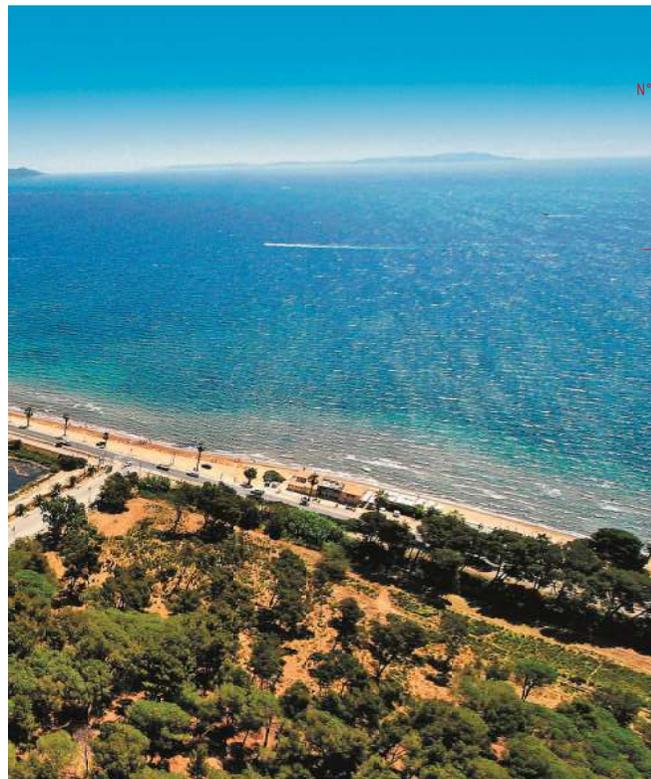
Dans le contexte actuel de déconfinement, Vacances Bleues a mis en place de nouvelles conditions tarifaires « pour aider les vacanciers à se projeter pour leurs futures vacances ». Le groupe constate déjà une forte hausse de ses réservations. « Notre call center interne reçoit, depuis le début du déconfinement, un grand nombre d'appels », explique le service communication du groupe. « Nous comptabilisons une moyenne d'un millier d'appels par jour, contre 700 à 800 habituellement.

L'équipe a donc été renforcée pour pouvoir traiter ces flux, qui sont d'autant plus importants à chaque annonce gouvernementale. »

Quant au site Internet, il enregistre un trafic « en hausse de 50 % et des réservations également boostées, soit + 130 % mi-juin par rapport à la même époque l'année dernière ».

Les tendances

Si les réservations sur la côte Atlantique et en Méditerranée font partie des



« Nous restons confiants pour 2020, notamment grâce à un mois d'août qui se vend de façon très dynamique. Juillet semble plus difficile, mais nous sommes revenus au même niveau que l'année dernière. Il est encore trop tôt pour juger d'un chiffre d'affaires annuel global », conclut le service communication du groupe.

destinations plébiscitées, en revanche, les réservations sur les hôtels en centre-ville comme Paris ou Nice restent faibles, « étant donné que ces villes attirent habituellement une forte clientèle internationale », précise le groupe. Au

niveau des durées de séjour, il constate soit des réservations de plus de 7 jours (entre 8 et 10 jours), soit des réservations courtes, sur deux ou trois nuits. Quant à la demande client, Vacances Bleues a dû assouplir ses règles de réservation en misant sur la flexibilité. « Nous restons confiants pour 2020, notamment grâce à un mois d'août qui se vend de façon très dynamique. Juillet semble plus difficile, mais nous

sommes revenus au même niveau que l'année dernière. Il est encore trop tôt pour juger d'un chiffre d'affaires annuel global, attendons de voir comment va se dérouler l'automne prochain. Vaut-il remplacer le printemps ? C'est la grande question... », conclut le service communication.

Alexandra Zilbermann

alexandra.zilbermann@presSES-legales.com

En tête de liste des clubs 3 étoiles emblématiques chez Vacances Bleues figure celui de Hyères-les-Palmiers (Var), dont les réservations grimpent en flèche depuis quelques semaines.



UN NOUVEAU PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE

Pour mémoire, à l'automne dernier, Vacances Bleues (groupe créé en 1971 à Marseille) a nommé à la tête de son directoire Jérôme Vayr (photo), 49 ans, ancien directeur général adjoint depuis 2018. Il est entré dans le groupe dès 2008, après avoir été DRH chez Motorola, Cofely et Elios. Le chiffre d'affaires de Vacances Bleues était en 2018 de 85 M€, avec 850 emplois équivalents temps plein et 200 000 clients comptabilisés. Depuis 2010, le groupe possède un département tourisme d'affaires.

Le fait du jour

Les paquebots désespèrent

Pandémie de Covid-19 oblige, les navires de croisières sont immobilisés depuis plusieurs mois. Un temps espéré pour le 11 juillet, on ne sait toujours pas à quelle date l'activité va reprendre

À voir le nœud d'armement de La Seyne-sur-Mer, on pourrait croire que l'activité croisière bat son plein dans la rade de Toulon. Les apparences sont trompeuses : le Club Med 2, le Silver Cloud et le Silver Explorer y sont en effet amarés depuis déjà plusieurs semaines. À l'arrêt. Et sans aucune date d'appareillage...

Les images des paquebots hollandais Zaandam et Rotterdam errant pendant des jours au large des Amériques au printemps dernier, en attendant qu'un port ne les autorise à débarquer leurs passagers, sont encore dans toutes les mémoires. En quelques semaines à peine, la crise sanitaire mondiale a stoppé net une industrie de la croisière jusqu'à en plein boom.

Des dizaines d'escalades annulées

En rade de Toulon, ainsi que dans les huit autres ports varois qui accueillent les paquebots en escale, à quel ou au mouillage, les annulations s'accroissent : plus de 180 à ce jour ! Et l'hémorragie n'est sans doute pas terminée. Ainsi, l'escalade du paquebot Azura, le 15 juillet prochain à Saint-Tropez, qui aurait pu marquer le redémarrage de l'activité, n'aura pas lieu. Pas plus que l'escalade inaugurale du Costa Victoria (2), programmée, elle, le 28 juillet prochain à Toulon. En date du 7 juillet, le club de la croisière Var Provence ne comptait plus que sur 5 escalades à Toulon d'ici à la fin de l'année !

Pour la chambre de commerce et d'industrie du Var, le coup est rude. Jérôme Giraud, le directeur des ports à la CCIV, n'étale pas le sujet : « On n'a très peu de certitude à l'heure actuelle si ce n'est que l'année 2020 sera une année quasi blanche pour la croisière ».

Des millions d'euros de pertes

Ce coup d'arrêt, « aussi brutal que l'abandon de la construction de l'Airbus A 380 », intervient alors que l'activité de la croisière est reparti à la hausse. « Après une année 2018 en recul, le nombre de passagers en escale dans les ports varois était reparti à la hausse en 2019, passant de 185 219 à 200 385. Et la tendance se confirmait en 2020 puisque, au vu de la programmation établie, on tablait sur 216 148 passagers », précise Jacques Bianchi, le président de la CCIV.

Mais au-delà des chiffres bruts, Jacques Bianchi insiste sur la « belle dynamique » des destinations croisières dans le Var. « Plusieurs croisières inaugurales devaient faire escale dans le département cette année, ce qui se soit à Toulon est à Saint-Tropez. La compagnie Celebrity Cruises avait par ailleurs décidé de renforcer sa présence. Et l'arrivée de compagnies comme Virgin Voyages ou Disney Cruise Line constituait des marques forts de la confiance des armateurs dans nos capacités d'accueillir leurs navires. Cette auber dynamisme s'est arrêtée net et on ne sait pas ce qu'il va se passer ».

La convalescence du secteur risque d'être longue. Émanation de la CCIV, Var Provence, l'un des trois clubs de la croisière de la région avec Marseille Provence et French Riviera, en est pleinement conscient. « À présent, le principal défi des compagnies – à l'arrêt total ou moins jusqu'à fin septembre – et des destinations qui accueillent cette cible d'clients est celui de la réassurance, pour redonner l'envie de monter à bord. Avec, notamment, la promesse d'un protocole sanitaire drastique », glisse Anne-Marie Blum, manager de Var Provence Cruise Club.

En attendant que l'activité redémarre, on peut affirmer que les pertes sont d'ores et déjà énormes pour l'économie régionale comme varoise. Les chiffres donnés par Var Provence Cruise Club parlent d'eux-mêmes : « La région Provence-Alpes-Côte-d'Azur accueille chaque année plus de 2,5 millions de croisiéristes. La région, qui représente près de 200 emplois équivalents temps plein, pèse plus de 430 millions d'euros dans l'économie régionale, dont 45 M€ pour le seul département du Var ».

Avec la quasi-totalité des escalades annulées, le calcul n'est pas difficile.

P.-L. PAGÉS
pdpages@varmatin.com



À l'image du Club Med 2, du Silver Cloud et du Silver Explorer, amarés dans le port de La Seyne-sur-Mer depuis plusieurs semaines, 83 paquebots attendent dans différents ports méditerranéens le feu vert des autorités internationales leur permettant de reprendre les croisières.

(Photo Patrick Bianchard)

de revoir le large un jour

La compagnie Ponant parie sur les croisières en France



Depuis des semaines, la compagnie maritime Ponant, spécialisée dans les croisières de luxe, était dans les starting-blocks. Aussi, ce samedi 11 juillet, au lendemain de la levée de l'état d'urgence sanitaire, cinq de ses paquebots – « des yachts de croisière à voile humaine » – préfère dire la compagnie – reprendront la mer simultanément au départ de cinq ports français. La Méditerranée, L'Azuré et Le Lyréal appareilleront aujourd'hui, respectivement de Marseille et de Nice pour des croisières d'une semaine le long du littoral de Provençes-Alpes-Côtes-d'Azur et autour de l'île de Beauté. Une exception notable, alors que la quasi-totalité des compagnies de croisière ne savent toujours pas quand elles pourront à nouveau accueillir des passagers à bord de leurs paquebots.

Pour autant, la compagnie Ponant ne bénéficie d'aucun traitement de faveur. Et jusqu'au dernier moment, de peur peut-être que l'ar-

rêté ministériel, autorisant la reprise de l'activité sous certaines conditions, ne soit pas émis en temps et en heure, la compagnie s'est refusée à tout commentaire dans la presse. Un temps programmé pour le 4 juillet, ce lancement de croisières le long des côtes françaises, a d'ailleurs dû être repoussé d'une semaine. Mais cette fois, c'est la bouée.

Une petite révolution pour le croisiériste

Si la compagnie Ponant a eu le feu vert, elle le doit avant tout à la taille de ses navires : de gros yachts (250 passagers au maximum), qui paraissent bien petits comparés aux paquebots toujours plus grands mis en service ces dernières années par les géants du secteur qui sont la MSC, Costa et autre Royal Caribbean... Elle le doit aussi à un repositionnement de ses navires. En ces temps d'incertitudes liées à la crise sanitaire, la compagnie Ponant a en effet fait le pari de l'Hexagone

avec le slogan : « La France est belle vue de la mer ». Une petite révolution pour celle qui avait habitué sa clientèle à aller touter les glaciers. Reste à convaincre les clients de revenir à bord. À ce sujet, la compagnie Ponant a élaboré un protocole sanitaire très strict, décrit comme « une bulle sanitaire anti-Covid 19 » constituée de trois bouchiers. Parmi les nombreuses mesures largement détaillées sur le site internet de la compagnie, on notera : les ques-

tionnaires médicaux à remplir, le test PCR obligatoire deux jours avant d'embarquer, la prise de température à l'embarquement, ou encore la désinfection systématique des bagages et des marchandises... Pour rassurer les plus inquiets de ses passagers, la compagnie Ponant indique que ses navires disposent d'une équipe médicale et d'un hôpital embarqué capable d'assurer un diagnostic rapide et le suivi quotidien.

P.-L. P.



Le Lyréal appareillera aujourd'hui de Nice pour une croisière d'une semaine autour de la Corse.

(Photo DR)

	2017	2018	2019	2020 Prévisions
BOUCHES-DU-RHÔNE	1 487 313	1 716 970	1 850 000	2 000 000
ALPES-MARTIMES	694 189	610 919	697 361	692 315
VAR	313 740	186 219	200 386	216 148

LA CROISIÈRE EN CHIFFRES



Infographie Rina LUZANI

Des investissements remis en question ?

Avec la crise sanitaire qui contraint depuis plusieurs mois les paquebots à rester à quai, l'industrie de la croisière, hier sûre de sa force, est aujourd'hui plongée en plein doute. De lavis des professionnels varois, la filière va devoir s'adapter, se réinventer, revoir son modèle économique.

À l'écoute de l'évolution de la croisière

« Les armateurs et le monde économique de la croisière ex général



La course au gigantisme, à l'image du Celebrity Edge en escale dans la rade de Toulon en novembre dernier va-t-elle se poursuivre ?

(Photo archive Var-matin/VLP)

sont en pleine introspection. Aujourd'hui, les questions sont beaucoup plus nombreuses que les certitudes. L'enjeu est d'être capable de réinventer un modèle de croisière pour les 20 prochaines années », déclare Jérôme Giraud, directeur des ports à la Chambre de commerce et d'industrie du Var.

Dans ce nouveau contexte, les investissements portuaires pour accueillir de nouvelles unités toujours plus grosses sont-ils remis en question ? À Toulon, le projet de construire un quai de 400 m, d'abord imaginé dans la darse nord ou Mourillon, avant d'être relocalisé à hauteur de l'arsenal du Mourillon, verra-t-il le jour ? « C'est un équipement qui s'inscrit dans un projet beaucoup plus ambitieux baptisé De Maya à Pipady ». Avec la crise du Covid-19, on a eu bien d'autres priorités à gérer. Et le comité de pilotage, qui suit ce projet, ne s'est pas réuni depuis plusieurs mois. On se penchera à nouveau sur ce dossier à la rentrée. On y verra alors plus clair sur l'évolution de la croisière. On entend par exemple que la tendance ne serait plus aux villes flottantes qui se déplacent sur l'eau, mais à des unités plus petites... », déclare, notamment,

Hubert Falco, le président de l'Agglomération Toulon-Provence-Méditerranée.

Retour dans la cour des grands

La Chambre de commerce et d'industrie du Var, favorable à ce projet de quai de 400 m, rebondit sur le dossier par l'intermédiaire de son président Jacques Bianchi. « On n'a jamais eu la présentation de devenir en moins port capable de traiter cinq, six, voire sept paquebots en même temps. Derrière la flotte mondiale des bateaux de croisière sera constituée à 80 % par des unités de 250 à 350 m. En réalisant un quai de 400 m, le port de Toulon se doterait d'un outil capable d'accueillir un gros bateau, et en même temps des yachts. Sur le marché international de la croisière, ce serait une façon de rentrer dans la cour des grands. Tout en restant une alternative raisonnable et raisonnée comparé au port de Marseille ».

P.-L. P.

Le tourisme fait déjà un bond de 20 % à Toulon

La saison a débuté sur les chapeaux de roues en bord de rade. Depuis une semaine, les vacanciers (surtout Français) sont là en masse et dépensent davantage. Un autre effet Covid

Une première tendance est « tombée » à l'office de tourisme : le mois de juillet 2020 fait déjà apparaître une augmentation de 20 % de la fréquentation à Toulon, par rapport à l'année dernière. C'est beaucoup et les acteurs du tourisme sont (en partie) rassurés.

« On le sent nettement, surtout le week-end », explique Régis, employé du Lido et toujours en première ligne pour placer « ses » clients dans les transats et aux tables du restaurant. « Cet été, la clientèle est très française : parisienne surtout et locale ! Ce que je remarque aussi, c'est que les gens consomment plus, après la période de privation lors du confinement. »

Villas avec piscine et chambres d'hôtes : succès !

Adjointe au tourisme, Magali Turbatte le constate aussi : le club des hôteliers de la Métropole de Toulon (représentant 2 000 chambres) enregistre un taux d'occupation de 75 % à



Des plages du Mourillon jusqu'au quai du port, les vacanciers sont là. Et les commerçants rassurés !

(Photos Frank Muller)

80 %. Mais les réservations se font souvent à la dernière minute, dopées par les possibilités d'annulation sans frais.

En tout cas, les taux de réservation sont particuliè-

rement bons dans l'hébergement individuel. Gros succès des villas louées avec piscine et des chambres d'hôtes !

« Pour cet été, on a refait toute notre déco. On a bien



fait, car la fréquentation est au rendez-vous », se réjouit Kim, serveur au Bistrot du Port qui ne désemplit pas.

« Oui, les Français sont nombreux cette année, mais les Européens aussi : Alle-

mands, Belges, Hollandais, Anglais... Tous passent du temps sur le port en attendant d'embarquer vers la Corse ou la Sardaigne. Ça fait du mouvement tous les jours ! »

Sécurités publique et privée

Ils sont discrets, mais ils sont bien là : de jour comme de nuit. Depuis le début de l'été, les policiers municipaux multiplient les patrouilles au Mourillon, en particulier près des plages et des établissements accueillant du public.

À cet effectif s'ajoutent des agents de sécurité privés. « C'est un service complémentaire et coordonné avec les équipes des polices nationale et municipale », indique la mairie. Au total, 11 agents (5 binômes et un chef d'équipe) surveillent les zones les plus fréquentées, de 10h30 du matin à minuit.

Pour le mois prochain, les promesses de séjours sont nombreuses. Reste à les concrétiser pour que le succès de l'été soit complet !

F. DUMAS

Elles ont dit

« De Bruxelles à Cotignac... et de Cotignac à Toulon pour la baignade et le farniente »



Véronique, Désirée et Renée

Véronique, la maman, a amené sa fille et une amie de sa fille à Toulon. « Nous sommes de Bruxelles et on a la chance d'avoir une maison de vacances à Cotignac. C'est bien, mais il n'y a pas la mer ! Alors, on a décidé de prendre la voiture et de passer la journée sur le bord de mer, ici, à Toulon. L'eau est claire et il y a de bonnes adresses pour déjeuner. Seul bémol : le peu de places de stationnement dans les rues proches. Mais, pour nous, Toulon est synonyme de baignade et de farniente. Mais attention : j'ai mis mon masque et je l'impose à mes deux ados ! »

« Les Français sont les principaux vacanciers de cet été ! »

Nicolas Mignoni est le gérant de La Plage, restaurant à succès du Mourillon. Pour lui, cette saison ne ressemble à aucune autre.

« Il y a davantage de monde cette année, c'est clair ! On est ravis, d'autant que les Français restent les principaux vacanciers de ce début de saison. »

Consomment-ils davantage ? « En boissons oui ! Cela doit être une conséquence de la liberté retrouvée après le confinement. On sent que les gens ont envie de s'amuser et faire la fête tout en respectant les consignes sanitaires de sécurité et de prudence. Très souvent, il s'agit de familles qui ont un pied à terre ici et en profitent pour venir se baigner au Mourillon. Pour l'instant, les touristes européens sont rares, mais ce début de saison est encourageant. »



À La Plage, le masque et les lunettes n'empêchent pas le sourire, pour servir les pieds dans le sable les juilletistes.

BALADE

Port-Cros, entre terre et mer

C'est sans doute la plus préservée des îles d'Or. Port-Cros, au cœur du Parc National, est un sanctuaire pour la faune et la flore méditerranéenne.

L'alliance fonctionne très bien en cuisine. Les grands chefs nous régaleront régulièrement de leurs associations terre-mer. Eh bien, figurez-vous que le duo marche parfaitement aussi en termes de balade ! La preuve en est avec Port-Cros. La plus sauvage des îles d'Or recèle de magnifiques trésors naturels.

L'aventure commence sur la Méditerranée avec une heure de traversée depuis le port d'Hyères. En ce début de matinée, la lumière est crue mais elle n'empêche pas d'apprécier le panorama qui s'offre à nous. On sent déjà qu'on va en prendre plein les mirettes tout au long de la journée. L'impatience nous donne des fourmis dans les jambes, au moment du débarquement à quel point.

30 km de sentiers

Un détour par la maison du Parc national, la cartede l'île enfin entre les mains, il est temps de choisir son itinéraire. Port-Cros, c'est 30 kilomètres de sentiers balisés, il y a le choix ! Entre le circuit des forts (12 km / 4 heures), celui des crêtes (8 km / 3 heures) ou encore le sentier des écrivains (8 km) pour partir sur les traces de Gide, Malraux ou Saint-John Perse, habitués des lieux dans les années 1920 et 1930. D'autres boucles, plus courtes, ravivent les marcheurs les moins che-

vronnés. Quoi qu'il en soit, sachez-le, pour découvrir Port-Cros, de bonnes chaussures sont indispensables. Tout comme l'appareil photo pour immortaliser un paysage à couper le souffle.

Masque et tuba

Notre idée à nous, c'est aussi de découvrir les fonds marins. Ça tombe bien, la dernière balade proposée est d'un genre un peu particulier. Elle se déroule sous l'eau.

Donc direction la plage de la Palud à une quarantaine de minutes du village, via le sentier des plantes (4,4 km / 40 minutes). L'occasion de découvrir la flore locale. Et le moins que l'on puisse dire c'est qu'elle est plutôt riche. Entre le chêne vert, l'arbutus, le pin d'Alep, l'olivier sauvage et le pistachier lentisque, on est servi !

On peut également compter sur le génévrier, le romarin, les buissons de ciste ou encore quelques immortelles... Attention tout de même à regarder – aussi – où vous mettez les pieds parce que le chemin est caillouteux voire escarpé à certains endroits.

La plage enfin atteinte, la Grance Bleue nous tend les bras. Masque

et tubas enfilés, il est temps de se laisser guider par les poissons. Et si sur terre oiseaux migrateurs, pinsons, mésanges, chauve-souris et même discoglosse sarda (un petit crapaud très rare) règnent en maître, sous l'eau une faune d'une richesse foisonnante est également à découvrir.

On sait sagement les six bouées auxquelles sont accrochés des panneaux pédagogiques nous permettant d'en savoir un peu plus sur notre environnement marin. D'ailleurs, sachez-vous que ces positions couvraient 50 % des fonds qui bordent l'île ? Qu'ici bas, on pouvait trouver quelque deux cents espèces de poissons dont deux protégées comme le merlu et le corb.

Nous, nous verrons surtout des saupes, girelles (dont la magnifique girelle paon) et autres muletts. Fait d'armes : l'observatoire d'une grande nacre, l'un des plus grands coquillages du monde, au destin en péril. Pendant une quarantaine de minutes, on a l'impression d'être dans un aquarium. Et cela à quelques mètres seulement de la plage. Une sensation tout simplement magique.

TEXTE ET PHOTOS
AMANDINE ROUSSEL



Pratique

Pour vous rendre à Port-Cros, deux principales solutions : les navettes TLV-TVM depuis le Port d'Hyères (Tarifs : 24,20 à 28,10 euros. tvl-tvm.com) ou celles de la Compagnie des îles d'Or depuis Le Lavandou (Tarifs : 23,80 à 29,50 euros. vedettesilesdor.fr).

N'oubliez pas de vous ravitailler en eau et en nourriture au village, si vous n'avez pas tout dans votre sac à dos, c'est le seul endroit où il y a des commerces.

Un conseil également : munissez-vous d'une bonne paire de chaussures, les sentiers peuvent être escarpés. L'île n'est d'ailleurs absolument pas accessible aux poussettes !

Port-Cros possède trois plages. Un club de plongée propose des sorties ainsi que de la location de kayak. Enfin sachez que vous pouvez dormir sur place dans les quelques hôtels ou maisons d'hôtes qui peuplent les lieux.

Rens. 04.94.12.82.30. portcrosparcnational.fr

Découvrez le centre-ville dans un bus découverte

Pour la première fois cet été, « Hyères en bus » propose de parcourir gratuitement le patrimoine architectural du centre-ville, le nez au vent, en écoutant un commentaire audio. C'est un succès

Pour la première fois cette année, la ville d'Hyères propose de parcourir le patrimoine architectural du centre-ville, sept fois par jour du mardi au dimanche (1). Une visite en bus au départ de la place Clemenceau, d'une durée de 45 minutes, qui s'adresse aux touristes comme aux Hyérois désireux de compléter leurs connaissances sur les quartiers de villégiature du XIX^e siècle, l'architecture de la Belle Époque, les villas et les anciens palais, plus un panorama sur la baie et les îles d'Or depuis l'esplanade du château.

C'est un succès renforcé par la gratuité de ce mode de visite original. Déjà 2 000 personnes environ en ont profité depuis le 4 juillet, à raison de 130 personnes par jour. Ce bus découverte, d'une capacité de 28 places, tourne habituellement autour du Prado, du stade Vélodrome et de la corniche Kennedy à Marseille.

Sourire et bonne humeur de rigueur

Stéphane Campin, qui fut un temps chauffeur livreur à Hyères, met à l'aise d'entrée. « Je vous remercie de vous être présentés un quart d'heure avant l'horaire. Comme vous le voyez, le succès est au rendez-vous. Votre sourire et votre bonne humeur sont les bienvenus ». Le chauffeur distribue des écouteurs pour suivre le commentaire rédigé par Pierre Avrial, l'animateur du patrimoine de la ville, enregistré

par une guide. On peut aussi brancher ses propres écouteurs et... en voiture Simone, c'est parti !

Masqué sur le visage, les passagers se laissent conter le rôle d'articulation joué par la place Clemenceau (ex-place de la Rade) entre le centre ancien à l'intérieur des remparts médiévaux et la ville du XIX^e dont la plupart des façades sont orientées au Sud. Sous l'impulsion d'Alexis Godillot et de l'architecte Pierre Champoulart, l'ouest du centre-ville s'est fait le témoin de la révolution industrielle. On parle du manège Godillot (1882), de l'équipement urbain ou des quatre fontaines issues des fonderies de la Haute-Marne à l'image de la statue de la femme au flambeau, devant le lycée Jean-Aicard (ex-hôtel des Palmiers).

Le parcours regorge d'anecdotes qu'on vous laisse découvrir à bord du bus. Peut-être celle-ci, tout de même : l'écrivain écossais Robert Louis Stevenson, auteur de *Elle au trésor*, passa un an dans un cottage au pied de la colline du château en 1883-84. De son séjour, il a laissé ce témoignage : « Je n'ai été heureux qu'une seule fois dans ma vie, c'était à Hyères ». Cette visite vaut le détour.

S. M.

1. Départs à 10h, 11h, 12h, 15h, 16h, 17h, 18h de la place Clemenceau, côté avenue Alphonse-Denis. Visite sans réservation. Se présenter, muni d'un masque, un quart d'heure avant chaque départ. Tous les jours sauf le lundi jusqu'au 30 août et les trois premiers week-ends de septembre.



Le grand magasin Aux Dames de France et la chapelle Sainte-Marie des Anges figurent sur le parcours quotidien du bus, conduit par Stéphane Campin (à droite). (Photos Valérie Le Parc)

Impressions à la descente du bus

« Cette visite est une bonne idée »

Solène, Maeva et Emeline, région parisienne

Nous sommes arrivées samedi et, après avoir découvert la plage, nous avons visité Toulon lundi. La prochaine étape sera Porquerolles dont on a vu de superbes photos sur Instagram. Cette visite en bus est une bonne idée. C'est bien qu'elle soit gratuite parce que, dans d'autres villes, cela fait partie d'un pass payant. Nous ne connaissons pas Alexis Godillot, à part les chaussures auxquelles il a laissé son nom. La ville lui doit beaucoup apparemment. On pensait pouvoir visiter le château, mais on ne savait pas qu'il n'en reste que des ruines !



« Un coup de cœur pour la ville »

Catherine, Hyères

J'ai participé à la visite par curiosité parce que j'habite à côté de la place Clemenceau et que je vois ce bus tous les soirs en rentrant du travail. Ça fait dix ans que je vis à Hyères et c'est la première fois que je vois le manège Godillot ! Je suis venue habiter ici pour pratiquer la plongée et j'ai eu un coup de cœur pour cette ville très verte. C'est bien que cette visite soit gratuite, mais je n'aurais rien contre un paiement symbolique. Au sortir de la visite, je pense plus que jamais que j'habite une très belle ville.





Les chambres déclinées dans cinq catégories baignent dans la lumière et vont accueillir une clientèle de loisirs et d'affaires.



Sur le toit, le rooftop avec son salon de détente, sa salle de massage et son bassin, offre un moment de détente entre mer et Faron.



Vue imprenable sur le port et la rade depuis les balcons des chambres donnant sur la place Monsenergue.

L'Eautel... au fil de l'eau

Toulon Après deux ans de travaux, l'établissement hôtelier, assemblage de trois immeubles anciens rue Micholet, ouvert sur les places de l'Equerre et Monsenergue, ouvrira fin août

L'Eautel, le nouvel hôtel 4 étoiles avec vue sur la rade et face au musée de la Marine, dominant les places Monsenergue et l'Equerre dans le centre ancien, s'apprête à larguer les amarres en cette fin du mois d'août. Après deux ans de travaux, sous la signature architecturale d'Yves et Romain Boucharlat, Jean-Luc Mathias et Marianne Borthayre, capitaines d'un bâtiment aux 62 chambres, ont relevé un défi de taille : assembler trois immeubles anciens traversants entre le front de mer et la place de l'Equerre, au 13, 15 et 17 rue Victor Micholet. Ils signent là leur première aventure varoise. Ici, à deux pas de la rue des Arts, une des artères qui irriguent le centre ancien dans sa reconquête urbaine voulue par la ville et accompagnée par Var aménagement développement, en charge de la concession du quartier.

De Lyon... à Toulon
Cette volonté municipale, soucieuse via appel d'offres de compléter l'offre hôtelière toulonnaise, n'a pas déplié aux cofondateurs du groupe familial é-Hôtel-Lyon, Jean-Luc Mathias et



La verrière du XIX^e siècle des ateliers Eiffel, entièrement restaurée, est le puits de lumière du restaurant gastronomique l'Equerre. D'une capacité de 160 couverts, avec à la barre le jeune chef Yoann Silve, l'établissement proposera une terrasse, place de l'Equerre.



(Photos Hélène Dos Santos)

Marianne Borthayre. Ils ont su donner vie à des rénovations dans la métropole lyonnaise, chacune mettant en lumière le patrimoine existant. ⁽¹⁾L'Eautel est dans « l'ADN du groupe », explique Marianne Borthayre. Ce sont des bâtiments qui ont une histoire, une valeur patrimoniale auxquels on veut

donner une nouvelle vie. » Une nouvelle vie architecturale sous le regard de l'architecte des bâtiments de France, et qui a su garder le lien avec son histoire.

L'histoire de l'eau

Dans cet assemblage de trois immeubles, celui donnant sur la place de l'Equerre a une valeur architecturale particulière : « Il appartenait à l'Armée. C'était là où étaient logés les officiers de l'aristocratie navale. Des appartements très cossus se trouvaient aux étages. L'ancien mess des officiers, dans lequel on trouve le restaurant l'Equerre, abrite la structure vitrée attribuée aux ateliers Eiffel entièrement restaurée », explique Marianne Borthayre. « On crée des univers, des histoires. Chacun de nos établissements a une histoire forte à raconter. »

Le thème de l'eau s'imposait telle une évidence avec la Marine, les pêcheurs. « Tout ce qui fait aujourd'hui la vie économique de la ville, elle est liée quand même à la mer Méditerranée », précise Marianne Borthayre. Cette thématique se décline en bleu au cœur de l'établissement hôtelier, jusque dans la décoration et la signalétique signée par l'agence WOKrea, agence de design avec Julie Mathias, en charge de la décoration d'intérieur et Wolfgang Kaepfner, directeur artistique du projet, dans le design graphique.

« Cette richesse de Toulon vis-à-vis de l'eau, son parcours, ses fontaines, ses voiliers, ses bateaux traditionnels de pêcheurs, son histoire », n'a pas échappé au regard de Julie Mathias. Un joli hommage est aussi rendu à Bécaud, et à Cous-

teau pour deux des trois salles de réunion, destinées à l'organisation de séminaires, en rez-de-chaussée de l'établissement.

27 emplois créés

Pour faire vivre, ce grand paquebot hôtelier, vingt-sept personnes - emplois créés tous localement - vont former l'équipage, autour

de Lila Nammathao, directrice d'exploitation et du chef Yoann Silve. A 27 ans, l'ancien sous chef à l'hôtel du Castellet du chef étoilé Christophe Bacqué prend sa première brigade de ce navire hôtelier amiral.

CATHERINE PONTONE

1. Le Collège Hôtel, L'Héritage - Hôtel La Cuisine-à-manger, Le Fourvière Hôtel et Les Lanternes à Lyon.



La catégorie Equipages propose des lits superposés dans une ambiance « dortoir » pour huit personnes.



La réception, donnant 13 Victor Micholet, place Monsenergue, épouse les lignes d'une cabine d'un chalutier-pêcheur posée sur un sol parquet.



La Cadillac des années 1960 de L'atelier de Cupidon, à Villecroze.

(Photo P. A.)



À chaque étage son utilité : en haut les chambres, en bas la cuisine.

(Photo DR)

Nuitées insolites pour blasés des chambres d'hôtel classiques

De plus en plus d'hôteliers cherchent à se différencier. L'été touchant à sa fin et la tranquillité revenant, le moment est idéal pour en découvrir. Tour d'horizon des plus farfelues du **Var**

▶ À la belle étoile... ou presque dans une bulle

Comment ne pas être frustré de dormir au cœur de la nature entre quatre murs ? Observer les étoiles, le balancement des branches d'arbres, voir même quelques animaux nocturnes...

Les « bulles » offrent une solution sans pareil. À la limite avec les Bouches-du-Rhône, dans le village de Cuges-les-Pins, *Le domaine des Bulles de bois* accueille au pied de la Sainte-Baume. C'est au milieu d'une dépression escarpée, faite de roches et de forêts, que sont posées quatre bulles. Éloignées les unes des autres bien sûr, histoire de se sentir seul au milieu de la nature. Certaines à quatre mètres de hauteur, d'autres entre les roches, toutes ont une salle de bains privative à côté.

Dans une toile transparente, un lit double posé sur un sol de lattes de bois et une table de nuit. Juste de quoi passer la nuit les yeux rivés sur la forêt qui grouille à portée de main, jusqu'à ce que le sommeil fasse son travail. D'après le domaine, de nombreux oiseaux y ont leur nid : éperviers, grands ducs, geais des chênes ou encore coucou. Un bivouac grand luxe qui coûte de 189 et 219€ la nuit (petit-déjeuner compris). Plus d'informations sur bullesdesbois.fr

▶ Une nuit ambiance safari au cœur du Var

Méliez-vous de son air de simple tente canadienne. *La Cabane Spa Ayana* est bien reliée à l'eau courante et à l'électricité. Il y a même une piscine-jacuzzi-spa accessible en toutes saisons pour se relaxer au fond de la terrasse. Canapé géant, hamac, lits changés tous les jours, le mot d'ordre de cette cabane, près de Saint-Maximin, semble être « confort ». Les propriétaires ont installé un coin cuisine, afin de pouvoir vivre presque en autarcie dans la cabane.

La bulle « bienveillante », l'une des quatre du *Domaine des Bulles des bois*, à deux pas de la Sainte-Baume.

(Photo DR)

Entre 155 et 230€ par nuit. Jusqu'à cinq personnes. Plus d'informations sur le site abracadadroom.com

▶ La Terre du milieu du Seigneur des anneaux n'a jamais été aussi près

Comme si Frodon ou Bilbon recevaient dans leur comté natal. *Le domaine des cabanes du Varon*, qui s'étend sur plus de sept hectares près de Flayosc, a reconstitué deux tanières dignes de *Le Seigneur des anneaux*. Attention à la tête en entrant, les portes ne sont pas hautes. De quoi fasciner les fans de la trilogie de J. R. Tolkien et les plus jeunes. Une chasse au trésor d'une heure à la recherche du « précieux » est même incluse dans la réservation.

En face de chacune des deux maisons, les propriétaires tiennent un élevage d'ânes miniatures à poils

longs. De drôles de bêtes qui rajoutent à la fantasia du lieu.

Entre 185 et 225€ la nuit. D'autres cabanes plus classiques sur le domaine. Plus d'infos sur le site cabannesduvaron.com et au 06.77.85.10.70.

▶ Le « rêve américain » dans une Cadillac...

Comment une Cadillac s'est-elle retrouvée en lit dans un gîte varois ? C'est l'histoire de Margot et Murielle, les propriétaires de *L'Atelier de Cupidon*, à Villecroze. L'une d'elles est fondue des États-Unis et du rêve des grands espaces, parcourus en décapotable, autoradio à fond. Le nom de la chambre est explicite : Room66, en hommage à la fameuse route chantée par les Rolling Stones et Chuck Berry. Elles ont mis six mois avant de jeter leur dévolu sur une Cadillac de 1968, découpée et transformée



La Cabane Spa Ayana, grand luxe au milieu de la campagne.

(Photo DR)

Une maison de Hobbit pour les fans au *Domaine des cabanes du Varon*.

(Photo C. C.)

en lit double pour accueillir les nuits de jeunes mariés et de curieux en quête de destinations atypiques, à une trentaine de kilomètres du Verdon et du lac de Sainte-Croix.

À partir de 195€ par nuit. Plus d'infos sur le site atelierdecupidon.com et au 06.36.55.54.29.

▶ Un bus anglais pour une nuit à l'impérial

Plus étonnant encore, le bus anglais au beau milieu d'un terrain de Rocbaron. Bérangère, la propriétaire, a mis deux ans à l'aménager en 2012 et voilà ce bus datant de 1951 en route pour une seconde vie en plein cœur de la Provence Verte. Un mannequin a même été placé à l'avant pour jouer les conducteurs. Les cinq couchages, toujours aux couleurs de l'Union Jack, sont installés à

l'étage. La cuisine, la salle de bains et la vaisselle ont des accents *britchish*, évidemment. Une vraie cabine téléphonique d'outre-Manche est plantée à côté du bus pour prolonger le voyage.

Plus d'infos sur le site gitebusanglais.com et par téléphone au 06.93.95.48.83.

▶ Une caravane vintage à L'auberge de la Tuilière

Spécialisée dans l'hébergement insolite, *L'auberge de la Tuilière*, près de Puget-Ville, propose des bateaux au milieu des vignes, des cabanes perchées mais aussi une petite roulotte. Il est possible d'embarquer la caravane à l'arrière de sa voiture ou juste de profiter du domaine, avec une salle de bains à proximité.

Plus d'infos sur le site aubergedelatuiliere.fr ou par téléphone au 04.94.48.32.39.

Le dossier du jour

Comment lutter contre

Les réseaux sociaux et les flux de visiteurs qu'ils drainent sont en train de devenir un problème pour certains sites naturels du Var qui y sont mis en avant. Quelles solutions ?

Sillans-la-Cascade. C'est le nom d'un petit village au sud du Verdon. Ce sont aussi 15 000 publications avec ce hashtag (# sur le réseau social star de partage de photos, Instagram. Pas grand-chose à côté de #GorgesduVerdon – plus de 165 000 publications – ou #calanques (plus de 440 000 publications), mais trop pour la cascade en question qui a vu défiler entre 5 000 et 8 000 visiteurs quotidiens au mois d'août. Entre 50 et 100 photos ont été postées chaque jour sur la plateforme sociale avec cette localisation, faisant du site "un des spots" – les plus "instagrammables" de la Provence Verte (lire *en page suivante*) – preuve de cet engouement soudain. Presque un quart des 3 000 avis Google à son sujet ont été postés entre juillet et août dernier. Conséquences ? Le milieu naturel est fragilisé, le personnel écorché, et les visiteurs déçus.

Des panneaux et des barrières

Mais le simple désat de selfie peut lui aussi être source de problème : « On se voit à la vasque de Sillans, tout le monde veut faire la photo dans la cascade parce qu'ils l'ont vu en photo, ils ne comprennent pas qu'on leur dise non », appuie le coordinateur des écocardes du parc national du Verdon, répond sans hésiter : « Oui, les réseaux sociaux sont devenus un souci. »

« Chacun met en scène sa vie »

« Avant, on partageait ses photos de vacances une fois, dans son cercle familial, quand elles étaient finies. Aujourd'hui, chacun met en scène sa petite vie, dans l'instant. Et tout est public », décrit l'écogarde. Pas besoin d'être un influenceur reconnu pour être diffusé à large échelle : une photo postée sur une page comptant une centaine d'abonnés peut être trouvée (grâce aux hashtags) et repostée par un compte encore plus influent, et l'audience de la publication initiale devient exponentielle. Problème : contrairement aux organes de publications traditionnels, le sujet n'a pas la main sur sa diffusion. Cet été, une société de promotion du sport très connue est allée tourner des images de pratiques extrêmes – certains interlittes – dans les Gorges du Verdon. L'administration du parc a pu visionner le spot avant diffusion et demander couper les images problématiques.

Dossier : Aurore MALVAL
amalval@nicematin.fr
Photos : A. M., Q. L. et J. C.



Antoine Priou est coordinateur des écocardes du parc national du Verdon.



la surfréquentation ?

Vincent : « Je ne géolocalise plus mes photos »



Vincent a 29 ans. Depuis deux ans, il poste une photo tous les matins sur le réseau social des belles images : Instagram. Son compte « @calanques_et_voyages » affiche 8 882 abonnés au compteur – ce qui est bien, mais pas top (le statut de « micro-influenceur » exigeant généralement d'avoir passé la barre des 10 000) – mais les centaines de commentaires et milliers de « j'aime », en réponses à chacune de ses photos, correspondent à un fort taux d'engagement – comme le qualifie la plateforme. Traduction : ce qu'il poste ne passe jamais inaperçu. C'est aussi pour cela qu'il use rarement de la fonction « localisation ». À la place, il enregistre « à protect nature », géolocalisation fictive qui renvoie au siège de WWF France, une initiative lancée l'an dernier pour sensibiliser à la préservation du milieu naturel, ou une formule maison : « Perdu dans la forêt ».

« Ce type de non-localisation apparaît de plus en plus »

« Je n'ai pas eu ce réflexe tout de suite, c'est venu avec le temps. Parce qu'après les gens se joignent sur les endroits les plus partagés », explique l'Instagrammeur, qui justifie régulièrement son choix de ne pas divulguer ses coins de paradis sur le réseau social. « Je suis obligé. Il ne faut pas oublier que les sources de l'Hawaïenne ont été détruites à cause des réseaux sociaux ». Alors, on se contente de voir des photos. Les trois aventuriers trouvent toujours de beaux endroits, ceux qui attendent des coordonnées de GPS continuant de pointer les endroits à touristes ! En prisé, selon qui demande, le le di sans problème, mais de là à vendre publiquement un petit paradis comme ça... », ré-

pond-il à un « bon ouï » (oui en verlan, NdR) pour « l'écogarde », envoyé en commentaire. « Bien sûr, des gens me demandent systématiquement "c'est où ?" mais globalement, je sens une conscience naître très motivée sur cette question. C'est en train de prendre de l'ampleur et je pense que dans la région, ce type de "non localisation" apparaîtra de plus en plus. » Il ajoute : « Attention, le but ce n'est pas que personne n'y aille bien, mais il y a des endroits qui ont un beaucoup de mal à préserver. Avec d'autres collègues amateurs de calanques – Vincent vit à la frontière entre le Var et les Bouches-du-Rhône – il veille. « Ce matin encore, j'ai réagi à un post sur la grotte bleue. C'est un endroit très fragile, pas facilement accessible, pas facile à repérer et il faut nager 2 kilomètres pour y aller ! C'est pas possible de partager sur Instagram les coordonnées GPS pour y rendre ! »

Quelques minutes après notre échange, Vincent me partage un autre post mettant en lumière ce lieu. Dans les commentaires, un échange qu'il juge assez représentatif : « Il faut qu'on aille là ! C'est impressionnant à fond, genre "Je viens de voir la publication sur Facebook ! Fait vraiment aller là-bas !" » Il complète : « Ce qu'il faut aussi, c'est éduquer. C'est à ceux qui regardent qu'il faut jeter la pierre. Les responsables ne sont pas ceux qui partagent ces endroits, du moins pas directement. » Un point de vue que partage Patti, 52 ans, Marseillaise et lui aussi « posteur » de belles images sur son compte Instagram @chezvousamarseille – 37 500 abonnés. Ce sont des photos qu'on lui envoie ou qu'il choisit parmi celles postées sur le réseau sous le hashtag renvoyant à son compte. « La localisation je la mets, oui. Parfois,



elle est plus générale dans les lieux qui avaient restés préservés », complète-t-il, tout en considérant que « des coins restent secrets. Il n'y en a plus trop aujourd'hui. Sur Internet, on trouve des références sur tout ». Lui a créé son compte en 2015, pour « lutter contre le Marseille Easting. Je voulais mettre en avant les gens, des lieux, de beaux endroits. J'essaye de diversifier ». Il reprend : « Bien sûr, je sais qu'il y a des soucis dans les calanques. Quand je poste une photo, en particulier, j'ajoute un message d'écocitoyenneté et de respect du lieu ».

Difficile de savoir s'il est bien reçu. Régulièrement, Patti participe à des actions de ramassage de déchets. « Moi ce que j'aime, c'est que tout le monde ait accès à ce genre de spot mais que ça soit réglé. Peut-être avec plus d'employés de mairie ? »

1. En avril 2019, une photo avait circulé sur un groupe Facebook marseillais, faisant bondir le nombre de quelques dizaines à plusieurs centaines. Le site se trouvait sous surveillance renforcée.

Itinéraires alternatifs, recrutement d'écogardes, gestion des accès : des solutions pour réguler les flux de visiteurs

Au Comité régional du tourisme (CRT), on commence par rappeler l'importance du tourisme dans la région : 13 % de son PIB, 10 % de ses emplois, puis une définition : « Le surtourisme, c'est trop de personnes au même endroit au même moment. » Et « à quelques exceptions près et sur quelques sites et seulement quelques jours par an, ça n'arrive pas », assure François de Canson, son président, aussi maître de La Londe-les-Maures.

Pour l'éviter, des mesures préventives avaient été prises : « On ne communiquait plus à l'international sur la haute saison. » Le CRT avait également cessé depuis 4 ans d'utiliser dans ses campagnes « des visuels d'endroits trop fréquentés », comme le plateau de Valensole et ses champs de lavandes, théâtre d'une série romantique chinoise, devenu entonnoir à bus de tour-opérateurs asiatiques. « C'était le cas aussi pour les acres de Roussillon et le Verdon, sur lesquels on ne communiquait qu'hors saison », précise Loïc Chevillon, directeur de l'organisme de promotion du territoire. Sauf que voilà, cet été fut « exceptionnel ». Le coronavirus avait fait craindre à la région Sud une saison blanche. « On a été obligé de faire une campagne de communication forte », justifie François de Canson. « On a tous besoin du sud » a entraîné +23 % de fréquentation touristique française en juillet et août, sans compter la tendance amplifiée aux vacances

de proximité (appelée « staycation ») de la clientèle régionale. « Les espaces naturels ont été un peu débordés », constate Jean-Philippe Gallet, codirecteur du Parc régional du Verdon. Si le phénomène « réseaux sociaux », entraînant une hausse brutale et inattendue de la fréquentation d'un site, reste difficile à appréhender, ses effets peuvent être atténués.

« Gérer les flux de véhicules »

D'abord, en travaillant sur la gestion des flux de véhicules sur les sites, « Grâce à un partenariat que nous avons mis en place avec deux sites pilotes, le sentier des Orres de Roussillon dans le Luberon et les Gorges du Verdon, on arrive à savoir à quel moment le site est plein en terme de fréquentation », détaille Loïc Chevillon. Annoncées l'an dernier en fin de saison, deux options ont alors été expérimentées pour la première fois, cet été : rediriger l'automobile vers un autre lieu comparable (c'est ce qui a été testé dans le Luberon) ou lui conseiller de se garer dans un endroit aménagé à cet effet pour rejoindre en navette sa destination. « Nous allons également réaliser des travaux d'aménagement qui ne surviendront pas cet été », complète Jean-Philippe Gallet. Construire 70 places de parking là où on aurait pu en mettre 150 pour encourager l'usage des transports en commun ou reorienter le vacancier sur un

autre site, moins fréquenté.

« Éduquer le public sur le terrain et en ligne »

Parce que le terrain reste, de l'avis de tous, le meilleur endroit pour faire de l'éducation au respect de la nature, « on a l'intention de doubler la garde régionale pour l'été prochain », annonce François de Canson. Le président du CRT évoque un projet de réunion avec les journalistes pour « les encourager à ne plus écrire sur les lieux les plus fréquentés et leur donner des lieux nouveaux pouvant accueillir plus de visiteurs. » Le codirecteur du parc du Verdon imagine aussi « proposer une contre-offre avec des influenceurs », mettant en avant les lieux et les pratiques « sans risque ».

« Réguler l'accès aux sites »

Enfin, rien n'empêche la collectivité gestionnaire d'un site de prendre une décision de régulation : c'est le cas depuis deux ans pour l'accès à la plage Saint-Julien, sur le lac d'Esparron dans les Alpes-de-Haute-Provence, qui devient payant en haute saison. « Un challenge » l'innovation et gestion des flux touristiques. La semaine prochaine, les candidats à l'appel à projet – lancé mi-février par la région mais depuis en pause Covid – seront auditionnés. L'objectif ? « Explorer de manière innovante les problématiques liées à la gestion des flux touristiques : mobilité, information en amont et sur place, lien touristes-habitants et développement de l'éco-responsabilité. »

Le dossier du jour



En chiffres

556 478 858

C'est le nombre de photos recensées sur Instagram au moment où nous écrivons cet article avec #nature

13

C'est le nombre de photos postées en moyenne chaque seconde sur Instagram avec #nature

14 804

C'est le nombre de photos recensées au moment de la publication de cet article avec #Silanslacascade

8000

C'est le nombre maximum de visiteurs comptés par jour au mois d'août à Silans-la-Cascade

3024

C'est le nombre d'avis Google+ sur la localité « Silans-la-Cascade »

23

C'est le pourcentage d'augmentation de la fréquentation touristique française en région Sud cet été.

Quand Instagram

C'est l'histoire d'une photo. Une fille pose à califourchon sur le tronc d'un arbre couché au-dessus d'une eau bleue turquoise – à l'arrière-plan une cascade, celle du village du même nom, 700 ans au sud des Gorges du Verdon : Silans-la-Cascade.

Il est 15 heures, un mardi d'août, le flot ininterrompu de visiteurs masqués – plus de 2 000 au compteur depuis 9 heures – dévale en tong et sac de plage en bandoulière les marches glissantes qui mènent au « belvédère », un petit promontoire d'une vingtaine de mètres carrés au surplomb de la cascade, réaménagé il y a quelques années pour les touristes.

On se bouscule un peu, on brandit vers le ciel des téléphones en mode selfie, dans le secret – et vain – espoir que la longueur d'un bras suffise à sortir du cadre les inconnus qui se serrent autour.

« *Ouh la cache, elle a diminué* », fait une femme, en secouant la tête. Elle regarde interloquée les deux bras d'eau – normalement il y

en a trois – puis son compagnon : « C'est décevant ». On est venu de Callas, dans le Var, on est d'ici », précise-t-elle aussitôt (le village a un homonyme dans les Bouches-du-Rhône). Un peu plus loin, la séance photo d'un couple s'éter-

nise et derrière, la file d'attente s'agace, on entend « tout ça pour ça » et « C'était plus beau en photo » ; cinq adolescents ont franchi les rubalises tiées à cause du risque incendie dans les massifs et posent devant l'objectif comme s'ils allaient plonger.

Classé « espace naturel sensible »

Le département du Var a classé la cascade de Silans « espace naturel sensible » en mai 2011 ; la baignade dans la vasque est interdite depuis. En haute saison, une demi-douzaine d'écogardes du parc régional du Verdon et agents du conseil départemental veillent au respect de l'arrêté. Non sans mal. « Ils sont obligés de faire la police tout le temps », raconte Michel Apostolo, président de l'association sillanaise de défense de l'environnement.

Éleveur à la retraite, il avait l'habitude d'emmener paître ses moutons dans les prés qui bordent la grande vasque. En 30 ans à Silans, des promeneurs et des touristes, il en a toujours vu. « À une époque, on disait qu'il y en avait peut-être 100 000 par an. Je crois qu'il y a deux-trois ans, on parlait de 200 000 personnes. Bon là c'est sûr que cette année, on a battu tous les records. » La fréquentation a oscillé entre 5 000 et 8 000 personnes par jour, selon les



comptages effectués par les agents du parc. Mi-août, le maire du village a dû appeler dans la presse « à évi-

« Les écogardes sont obligés de faire la police »



ET NOUS ?

La semaine dernière, nous avons posté une vidéo sur la page facebook de Var-matin et vous avez été nombreux à réagir. Comme dans ce dossier, il était question de surfréquentation touristique, de milieu naturel et de partages sur les réseaux sociaux. Le livre ici à ceux qui ne l'auraient pas vu la teneur – en substance – des commentaires : « Vous êtes gonflés Var-matin de venir donner des leçons et blâmer les réseaux sociaux alors que vous avez passé l'été à dévaler tous les bons plans de la région. » « On de nous l'idée de s'arrêter en cornes de leçons. L'Instagramer, ce n'est pas seulement l'autre, c'est moi, c'est nous – que celui qui na jamais dégainé son téléphone pour prendre une jolie photo et la poster sur les réseaux sociaux jette la première pierre. Quant au fait de « dévoiler les coins secrets », il est certain que nous ne sommes pas étrangers au problème puisque les articles que nous publions sont postés et

partagés sur Facebook. Pour autant, puerriens-nous cessons d'évoquer les atouts de notre région ? Même si nous n'en parlions que hors saison, internet n'oublie pas : un article sur de belles promenades à faire à l'automne ou au printemps ressortira l'été si l'algorithme de Google le juge pertinent. Enfin, indiquer au lecteur des lieux de baignade en juillet-août, c'est ce qu'on appelle un sujet « pratique ». Il fait chaud, certains de nos lecteurs n'ont pas pu partir en vacances, d'autres viennent d'arriver dans la région, tous attendent de nous, journal local, ce genre d'informations. Désormais, nous savons aussi qu'elles ont un impact direct sur le milieu naturel, et nous allons réfléchir à d'autres façons de les partager. En espérant que ces quatre pages dorment cette fois envie d'attendre un peu avant de retourner à Silans-la-Cascade...

AURORE MALVAL

fait déborder la cascade



ter le site cet été ». En vain. Seule solution à court terme pour stopper l'afflux : interdire l'accès à la

cascade. « Mais ce serait se priver de retombées économiques pour la commune ». La municipa-

lité ne s'y est pas résolue : elle est propriétaire des parkings aux abords du site et les quatre restaurants de Silans comptent sur les touristes. Au village, on raconte aussi que les deux policiers municipaux ont dressé des PV tout l'été.

La cascade – 40 mètres de torrent qui tombe dans la Bresque – se situe en contrebas du bourg. « Les municipalités précédentes ont tout fait pour que les visiteurs de la cascade passent par le village. On a même enclos un panneau indiquant la cascade qui pointe vers le cœur du village », rembobine Michel Apostolo.

« Comment est-ce qu'on va là ? » Une fois garés, les visiteurs alpaguent les écogardes. Leur question prétexte : « Où est-ce qu'il y a personne pour aller se baigner ? » La deuxième : Comment est-ce qu'on va là ? « Là, c'est le décor de la photo Instagram, tronc d'arbre et eau turquoise. Une jeune femme raconte : « Le photo a une influenceuse en particulier est beaucoup revenue. Apparemment, sa passion serait les cascades. Au mois d'août, tout le monde cherchait à récupérer l'endroit où elle faisait pose. Tous les jours, c'étaient plusieurs personnes. J'essayais de leur dire que cet endroit n'était pas accessible, mais c'était difficile. » La jeune femme a beau expliquer que le chemin

en question se situe sur une propriété privée. « Si tu y vas, ils rappellent des poursuivies, une amende... Bon. Ça n'a pas découragé tout le monde. » Gérard (1) hoche la tête : « C'est même devenu une vraie plage. » En face de lui, une entaille de petites vasques qui se déversent les unes dans les autres, encadrées par des arbres aux troncs minces et noueux. Un homme avec un chien s'avance vers le torrent.

« Excusez-moi Monsieur, vous devez sortir de l'eau, la baignade n'est pas autorisée. » L'homme a eu le temps de se tremper les mollets. « Il se rattrait un peu, il fait tellement chaud », plaide la femme qui l'accompagne. Gérard : « Il faut sortir. » L'homme finit par s'exécuter. Gérard hausse les épaules : « Plus fois, il faut appeler la gendarmerie. Il est employé ici depuis plusieurs années, et a vu son environnement se faire changer à l'œil nu. » Regardez les racines, comme elles sont apparentes. Cherchez-elles le son de plus en plus. « Il tend le bras : « Pour-quoi je dis que c'est à cause des réseaux sociaux ? On voit des gens qui arrivent ici, passent devant nous sans rien demander, ils ne

« Tout le monde cherchait l'endroit où la photo avait été prise »

arrivent pas, parce qu'ils savent où ils vont. » Ce que Gérard appelle la plage, c'est un petit bout de terre coincé entre les rochers, les arbres et l'eau. « Je ne vous dis pas tout ce qu'on a déjà retrouvé là. » « Je suis dégouté par ce que j'ai vu » Damien (1) est fatigué. La vingtaine, t-shirt beige et short marron, il grimpe au pas de course le chemin qui fait le tour la cascade pour la dernière fois de la journée. « Attendez, je vais vous montrer quelque chose. Regardez là. » Il désigne un sous-bois. Dans les buissons recouverts de mousse, des mouchoirs en papier souillés ont été abandonnés. Il grimace : « Les toilettes sauvages, c'est la peste. C'est ça partout, toute la journée. » Étudiant l'année, il a travaillé en tant qu'écogarde à Silans tout l'été. « Je suis dégouté par ce que j'ai vu. Le comportement des gens. Je ne comprends pas. Je ne sais pas encore ce que je veux faire plus tard, mais ça ne sera pas ça, pas ici, je veux être dans la montagne et sur tout être le moins de monde possible. »

1. Les premiers ont été choqués.

Chalucet incontournable étape des visites de rentrée

C'est fait : le site de Chalucet intègre le tour de ville des sites les plus remarquables. L'office de tourisme a créé un nouveau parcours, « Autour de Chalucet, les débuts de la vie moderne »

Rentrée studieuse à l'office de tourisme de Toulon qui vient de lancer une nouvelle visite guidée où le quartier Chalucet tient toute sa place : centrale.

Jusqu'à la fin du mois de novembre, la visite « Autour de Chalucet, les débuts de la vie moderne à Toulon » a lieu les jeudis de 9 h 30 à 11 h 30 (selon le nombre de participants) au prix de 10 euros. Les inscriptions sont ouvertes à la boutique de l'office de tourisme

« On habite La Seyne mais, paradoxalement, on ne connaît pas bien l'histoire de Toulon et, quand on vient, on ne s'arrête jamais devant les monuments. Là, c'est l'occasion. » Comme Olivier et Nicole, couple de curieux, huit autres personnes ont inauguré la première visite jeudi dernier. Avec nous.

Place de la Liberté

« Le Toulon qui nous rassemble, pour cette visite, date d'il y a 150 ans. 150 ans, ce n'est rien quand on y pense ! » Caroline Rocca a raison. La guide qui a participé activement à cette création de visite a son petit carnet de notes pour le premier rendez-vous avec le public. Elle est également écrivaine et enseignante en licence de Tourisme durable à La Garde.

« C'est l'ère de Napoléon III



De la place de la Liberté jusqu'à l'opéra, les visiteurs se baladent au fil des explications de la guide Caroline Rocca (avec la visière).

et, derrière la statue de la place de la Liberté, se trouvait un grand hôtel qui a fait la réputation de Toulon. La statue, elle, symbolise la liberté avec cette femme conquérante qui trône. D'ailleurs, à l'époque, on l'appelait la place impériale. En face du grand hôtel se trouvaient les Dames de France : le premier grand magasin pour les dames de la haute société. »

La gare

« Le train symbolise le progrès et les grands voyages. Avec la construction de la gare de Toulon, tout a changé. La ville s'ouvrait

alors sur le monde... et le monde entier pouvait découvrir Toulon. Dès lors, le développement de la cité a été inexorable. »

Caroline Rocca se promène ensuite dans les rues voisines... en particulier la rue Mirabeau dont les façades sont emblématiques de l'époque. « Vous remarquez les grandes fenêtres, emblématiques du cœur de ville. Chaque appartement en avait trois grandes. À l'inverse, les maisons du bord de mer n'avaient pas de fenêtres tournées vers la mer. À l'époque, la mer était considérée comme dangereuse. Les maisons bordant l'eau



À Chalucet, le parc n'a plus de secrets pour les visiteurs. Chapelle, médiathèque, espaces boisés : l'histoire du lieu a été « décortiquée » en groupe.

(Photos Patrick Blanchard)

n'étaient donc pas du tout recherchées ! Cela a bien changé... De la même façon, la saison haute n'était pas juillet et août mais s'étendait d'octobre à mars. On venait à Toulon pour la douceur de ses températures en hiver. »

Quartier Chalucet et autour

Nous y voilà : le groupe a hâte d'arriver dans le nouveau quartier... dont l'entrée est encore hasardeuse. Une fois à l'ombre, Caroline raconte : « Jusqu'à la fin du Moyen-Âge, se trouvait ici un hôpital. Mgr Chalucet, pèri de foi, avait décidé, à sa mort que tous ses biens se-

raient légués à l'hôpital. Ce qui fit fait. Aujourd'hui, un nouveau site est sorti de terre avec une médiathèque immense et un jardin extraordinaire. » Et Caroline Rocca de montrer un cèdre du Liban, un palmier de Tunisie, un mimosa d'Australie, un cactus du Mexique... « Autant de plantes exotiques ramenées à Toulon après les expéditions maritimes. » La visite de Chalucet a également été l'occasion de narrer l'évolution incroyable de la médecine moderne, expérimentée ici. « On entrevoit d'ailleurs les premiers pas de la chirurgie esthétique puisque certaines

femmes du monde se faisaient retirer une côte pour paraître plus fine. » Exclamation dans le groupe ! Enfin, la visite s'est terminée par un petit tour devant le palais de justice et l'opéra, Heuron de l'architecture toulonnaise. Une première et un succès, donc, pour la guide toulonnaise, déjà prête à recommencer jeudi prochain si un groupe de dix nouveaux curieux se constitue.

F. DUMAS

Savoir +

Reservations au 04.94.18.53.00. ou www.boutique.toulontourisme.com

Les collectivités appelées à « faire vivre » l'Institut Pacha

Elle l'avait annoncé mi-septembre, c'est désormais chose faite. Nathalie Bicaïs a rencontré le président de l'Université de Lyon 1, attributaire de l'Institut de biologie marine, pour faire le point sur le devenir du site. « La rencontre a été fructueuse, indique-t-elle. Le président de l'Université confirme le projet d'aménagement d'un "centre de séminaires et de congrès international" qui accueillera des chercheurs de renom sur des thématiques liées à l'environnement marin. »

L'Université de Lyon prévoit donc de réaliser un auditorium (un amphithéâtre d'une centaine de places) dans le bâtiment historique, et un dortoir d'une quinzaine de chambres dans un bâtiment situé à l'arrière et destiné à l'hébergement des chercheurs invités. Le budget global annoncé est de 6 millions d'euros. Mais « ce qui était au départ porté par la seule faculté de Lyon va devenir un projet ambitieux qui va intégrer trois universités : celles de Lyon, de Toulon et de Marseille », précise la maire de La Seyne.

« Développer une activité de tourisme d'affaires »

Voilà pour le principe. Reste à... boucler le plan de financement. L'Université de Lyon n'apportera en effet que 3 millions sur les 6 nécessaires, et ce dans la mesure où elle ne prévoit d'utiliser le futur "centre international" que six semaines par an. « Globalement, nous avons donc acté qu'il fallait co-construire un projet, reprend Nathalie Bicaïs, le Département et la Région participent à la réflexion pour faire de l'Institut un pôle d'intérêt scientifique et technologique, avec des chercheurs et étudiants qui travailleraient sur place dans les thématiques relevant du secteur maritime. »

A terme, il n'est toutefois pas question



L'Institut va accueillir un centre international de séminaires scientifiques, mené sous la houlette l'Université de Lyon. D'autres projets sont à l'étude pour « faire vivre le bâtiment ». (Photo archives Dominique Leriche)

que le fonctionnement de la structure coûte de l'argent public, « mais que le site soit valorisé de sorte que tout le monde y trouve son intérêt ». Il conviendra donc de « faire vivre le bâtiment » afin qu'il puisse générer des recettes. Parmi les pistes de réflexion : des partenariats avec le monde économique et scientifique local, en vue de « développer une activité de tourisme d'affaires et scientifique » : organisation de congrès, salons, séminaires, notamment à vocation subaquatique (médical, scientifique, photo, militaire...) – c'est une direction nouvelle qu'entend suivre la municipalité.

« Les rendez-vous méditerranéens de Tamaris » en juillet 2021

Pour sa part, la maire de La Seyne assure que la ville pourra disposer du lieu pour y organiser des événements. Et le premier d'entre eux verra le jour

dès l'an prochain. « Nous souhaitons organiser en juillet 2021 "Les Rendez-vous méditerranéens de Tamaris". Il s'agira de rencontres de scientifiques, de philosophes, d'acteurs économiques, d'artistes, de sportifs sur le thème de la Méditerranée et de ses enjeux. Pour la première édition, le bâtiment ne sera pas encore apte à accueillir les participants et invités. L'événement se déroulera donc dans les jardins et sur une place flottante installée dans la baie. » Sur l'eau, il est notamment question d'organiser des expositions et des rencontres sportives (aviron, pirogue polynésienne...).

Nathalie Bicaïs souhaite que ce nouveau rendez-vous estival soit « un moment d'échanges mettant en lumière la Méditerranée d'hier et aujourd'hui, sous tous ses aspects, sous toutes ses richesses ». Une occasion de faire rayonner La Seyne par le biais de ce joyau patrimonial qu'est l'Institut Pacha.

M. G.

44 M€ pour soutenir le tourisme

Ça buzze L'idée de mettre en place un fonds dédié au tourisme de la Côte d'Azur et du Var est née fin 2019, mais, crise oblige, sa concrétisation a été retardée. Quel est son fonctionnement ?

Il s'agit d'un fonds qui concerne l'industrie du tourisme avec un grand T. » Laëtitia Estrosi-Schramm, directrice du développement du Fonds Tourisme Côte d'Azur (FTCA) pour M.Capital Nice, a ainsi ouvert la réunion des différents partenaires en vue du lancement du fonds. C'était le 6 octobre, plage du Galet à Nice. On parle de 44 M€, répartis entre la Caisse d'Épargne Nice Côte d'Azur (40 %), la Banque Européenne d'Investissement (50 %) et la CCI Côte d'Azur, la Métropole de Nice et le Fonds d'investissements privés M.Capital (qui se répartissent les dix derniers pour cent).

Un cofinancement

La région Occitanie a déjà lancé ce fonds en 2019 et financé une quinzaine de projets comme un éco-parc animalier avec lodges, ou une transformation d'hôtel de 2 en 3 étoiles. La CECAZ a eu vent de l'initiative et contacté les différents acteurs pour que la filière touristique azuréenne bénéficie aussi d'un pareil fonds. Des projets issus des Alpes-Maritimes ou du Var pourront ainsi être présentés en comité d'agrément qui auront lieu chaque semaine.



Eric Tardy (M.Capital Paris), Tania Vilas Boas (CECAZ), Julie Khaski (M.Capital Occitanie), Laëtitia Estrosi-Schramm (Fonds Tourisme Côte d'Azur pour M.Capital Nice) et David Aversenq (DG M.Capital) présentent le fonds tourisme.

(Photo A.F.)

44 millions d'euros. « Nous espérons que d'autres investisseurs nous rejoignent pour atteindre les 60 M€ d'ici un an », souhaite Laëtitia

Estrosi-Schramm.

Développement durable

Les projets concernent « L'in-

dustrie du tourisme avec un grand T », entendez par là que PME, ETI ou grands groupes (privés ou publics) issus de l'hôtellerie, du sport, nautisme, restauration, œnotourisme, parfumerie... pourront prétendre à être cofinancés par ce fonds.

Parce que oui, il s'agit d'un cofinancement : « Ce fonds est un catalyseur de l'investissement bancaire. Nous ne cherchons pas jouer le rôle des banques mais à fédérer les énergies régionales pour l'industrie qui a besoin de financement », explique Eric Tardy, directeur de la dette privée au sein de M. Capital.

Le fonds peut financer 50 % du projet jusqu'à 5 M€ si le comité le juge viable et « engagé dans le développement durable de notre région, poursuit Eric Tardy. Il est nécessaire de démontrer la préoccupation écologique des porteurs de projets, quels qu'ils soient. » Dans nos deux départements, cette initiative devrait permettre de consolider entre 200 et 300 M€ d'investissements.

AGNÈS FARRUGIA
afarrugia@nicematin.fr

fondstourismecotedazur.fr

Repères

■ **44 M€** Montant actuel du Fonds Tourisme Côte d'Azur (FTCA).

■ **50 %** Part du projet finançable par le FTCA.

■ **Jusqu'à 5 M€** Montant maximum du prêt du FTCA par projet.

■ **15 ans** Durée de crédit accordée, en prêt amortissable, prêt in fine, prêt participatif, obligataire simple ou convertible...

■ **4 ans** La durée possible du différé de paiement qui peut être accordée par le FTCA.

■ **200 à 300 M€** D'investissements consolidés que ce fonds devrait générer.

■ **4 semaines** Délai de réponse après dépôt du dossier.

■ **110 M€** Le montant du Fonds tourisme en Occitanie.

- 1** **Voici les 5 étapes pour un « Été à Toulon » à ne pas manquer**
Var Matin – 08.07.2020
- 2** **« Culture » à Hyères - sélection**
Var Matin – 09.07.2020
- 3** **Les fresques d'Antoine Carbone à la Villa Noailles**
Var Matin – 13.07.2020
- 4** **Une page va se tourner au Zénith oméga**
Var Matin – 18.07.2020
- 5** **Groupe 50 : des peintres liés par la liberté et l'amitié**
Var Matin – 19.07.2020
- 6** **Une nouvelle enquête criminelle en terre hyéroise**
Var Matin – 24.07.2020
- 7** **Voyage moderne en Méditerranée**
Var Matin – 25.07.2020
- 8** **Les illustrations de Laurent Loiseau prennent leur envol**
Var Matin – 29.07.2020
- 9** **Le mémorial du Faron savoure son succès estival**
Var Matin – 23.08.2020
- 10** **Ces stars des années 1970 figées dans l'objectif d'André Durieux**
Var Matin – 26.08.2020
- 11** **Le jardin de la Banque ouvre en grand ses portes**
Var Matin – 05.09.2020
- 12** **Yann Arthus-Bertrand : 40 ans de photos à la villa Tamaris**
Var Matin – 26.09.2020
- 13** **Ces statues de Toulon qu'on connaît sans connaître...**
Var Matin – 15.10.2020
- 14** **Il crée une œuvre monumentale pour le musée du Louvre !**
Var Matin – 16.11.2020
- 15** **La bibliothèque historique écrit un nouveau chapitre**
Var Matin – 01.12.2020
- 16** **Les illustrateurs ont désormais « leur » galerie**
Var Matin – 02.12.2020

Voici les 5 étapes pour un "Été à Toulon" à ne pas manquer

📍 #TOULON #CULTURE | PAR V. R. (VRABISSE@VARMATIN.COM) | Mis à jour le 08/07/2020 à 10:12 | Publié le 08/07/2020 à 10:21



Si l'inauguration de L'Été à Toulon n'a lieu que vendredi 10 juillet à la Galerie du canon, le travail d'Alexandre Benjamin Navet (sur la nacelle) est largement visible depuis plusieurs jours sur la façade de l'Hôtel des arts. Photo Dominique Leriche

Même sans festival d'architecture d'intérieur, ni collection du Centre Pompidou, l'été toulonnais sera design. Fresques, dessins, photos permettront un circuit en centre-ville dès le samedi 11 juillet

Cet été, pas de Design Parade. La faute au coronavirus, venu bouleverser les habitudes, y compris en matière de culture. Les habitudes, mais aussi les nouveautés particulièrement attendues à l'instar de Futurissimo, l'exposition de design orchestrée par le Centre Pompidou et qui devait se tenir à l'Hôtel des arts de juin à novembre de cette année.

Qu'à cela ne tienne, la Métropole Toulon - Provence - Méditerranée et la Villa Noailles se sont mobilisées afin que Toulon puisse continuer d'afficher son parti pris pour le design et les arts décoratifs.

Mieux, les expositions qui seront visibles du 11 juillet et jusqu'au 31 octobre prochain prendront la forme d'un parcours culturel, artistique et même patrimonial à travers le centre-ville.

L'Hôtel des arts en sera bien sûr une des étapes, mais le circuit de L'Été à Toulon passera aussi par l'ancien évêché, Monique boutique, la Rue des arts et la Galerie du canon.

1. À L'HÔTEL DES ARTS

C'est le passage du parcours qu'il sera littéralement impossible de rater... Tout simplement parce qu'il prendra place sur toute la façade de l'Hôtel des arts, boulevard Maréchal-Leclerc. On peut d'ailleurs déjà voir le travail - toujours en cours - d'Alexandre Benjamin Navet et ses couleurs choisies pour rappeler la Provence et Toulon.

La capitale varoise sera aussi le sujet de l'exposition présentée à l'intérieur de l'Hôtel des arts, via le travail du photographe François Halard. Déjà auteur, en 2017, d'une série intitulée Suite méditerranéenne, qui explorait les villas et autres ateliers d'artistes du littoral, il propose cette fois son regard sur le patrimoine architectural toulonnais, de la piscine du Port-Marchand aux bâtiments qui l'avoisinent.

2. DANS LA RUE DES ARTS

Rue Pierre-Sémard, on retrouvera, comme un fil rouge à cet Été à Toulon, les dessins d'Alexandre Benjamin Navet. L'artiste promènera son trait coloré, dont il habillera les murs de la Rue des arts de dessins inspirés par le patrimoine et l'art de vivre toulonnais.

3. À LA GALERIE DU CANON

Passée dans le giron de Toulon - Provence - Méditerranée, la Galerie du canon accueille sa deuxième exposition "métropolitaine". Après des œuvres de la collection de la Villa Tamaris, ce sont de véritables pièces du patrimoine toulonnais qui seront accrochées au 10 de la rue Pierre-Sémard, pour une exposition baptisée "Toulon c'est canon!"

Trois œuvres majeures, réalisées à la fin des années 1960 pour l'ancien siège de la Caisse d'épargne, au coin nord-ouest de la place de la Liberté, seront ainsi réunies pour la première fois depuis qu'elles ont été décrochées des cimaises de la banque.

Il s'agit de deux tapisseries: l'une, Toulon de l'antiquité à nos jours, d'Henri Pertus; l'autre, Les Saisons, de Gilbert Louage. Toutes deux seront présentées aux côtés d'un panneau décoratif en céramique de Jean-Gérard Mattio et seront rehaussées par de nombreux documents d'archive et des photos - de la piscine, de la frontale. L'ensemble portant un regard contemporain sur le bouillonnement architectural et décoratif d'alors.

4. À L'ANCIEN ÉVÊCHÉ

Outre la suite du fil rouge de L'Été à Toulon, avec de nouvelles créations d'Alexandre Benjamin Navet, l'ancien évêché sera aussi le siège du design de mobilier. Au sens propre, puisque c'est une série de chaises et d'assises de l'artiste Benoit Maire qui seront présentées au 69 du cours Lafayette.

5. CHEZ MONIQUE BOUTIQUE

À deux pas, au numéro 67 du cours Lafayette, les étudiants de l'école de design Camondo seront de retour chez Monique boutique, dont ils feront leur "espace de recherche sur la couleur", qui se transformera au gré des projets et des saisons. En l'occurrence, cet été sera le moment des ocres et des couleurs de terre, qui viendront modifier les volumes, changer les espaces.

Vernissage de L'Été à Toulon: vendredi 10 juillet à 11 heures à la Galerie du canon.

Façade haute en couleurs

Ses grands traits et sa palette de couleurs éclatante lui avaient valu, en 2017, le grand prix de la Design parade. L'an passé, il avait partagé le Cercle Naval avec les sièges et assises du Centre Pompidou.

Cet été, Alexandre Benjamin Navet revient en bord de rade pour lui déclarer son amour. L'artiste multiple - il est directeur artistique, scénographe et designer - ne cache d'ailleurs pas son émotion et son *"enthousiasme débordant"* au moment de décrire les dessins qui égayeront L'Été à Toulon, dans *"des couleurs qui évoquent la Provence, le sud"*.

Surtout, dit-il, il voulait *"marquer les esprits"*. Pour ça, rien de tel que de *"redécorer"* l'une des façades les plus visibles de Toulon, sur l'un de ses grands boulevards: celle de l'Hôtel des arts.

Pour ce projet, Alexandre Benjamin Navet a troqué ses craies et ses crayons pour de la peinture acrylique, réalisant une œuvre vouée à orner l'édifice de façon éphémère. *"C'est une évolution dans mon travail, rendue possible par la confiance, le partage et les échanges avec la ville de Toulon."*

Des échanges aussi avec l'architecte des Bâtiments de France, qui a donné son aval au projet.

L'œuvre d'Alexandre Benjamin Navet sera visible - de loin! - pendant un an, avant que la Métropole procède à la rénovation de l'Hôtel des arts.

Festival film Porquerolles une toile sous les étoiles

De l'enfer au paradis. La 1^{ère} édition a été lancée hier à la Fondation Carmignac en présence de Dennis Berry, mari d'Anna Karina, avec la participation d'Elodie Frégé et Prieur de la Marne

Le chant des cigales. Une île. Une scène à ciel ouvert au sein de la Fondation Carmignac. Voilà pour le décor du nouveau festival qui s'est installé depuis hier soir sur l'île d'or. Ce mercredi, Jean-Pierre Giran, le maire, Vincent Doerr (Institut Langlois) et Charles Carmignac ont baptisé, sur le tennis de la fondation transformé en salle de cinéma à ciel ouvert, ce nouvel événement dédié au cinéma et à l'environnement. Un rendez-vous exceptionnellement présidé par Juliette Binoche - qui sera présente fin août lors de la cérémonie de clôture -, et qui décernera le Prix Jean-Rochefort à un acteur ou actrice plébiscité par les spectateurs.

Une performance artistique exceptionnelle

Pour l'ouverture de cette première édition, c'est une performance originale qui a plongé les spectateurs dans *L'Enfer*, l'œuvre inachevée d'Henri-Georges Clouzot de 1964 qui met en scène Romy Schneider et Serge Reggiani. Hier soir, Elodie Frégé a prêté sa voix à Odette, le personnage incarné par Romy dans une nouvelle version du film, dans une embardée audio-vidéo-disco orchestrée par Prieur de la Marne.

« Pour la première fois les images du film avorté de Clouzot ont été montées pour raconter une journée et une nuit de la vie du personnage de Serge Reggiani, Marcel qui souffre de paranoïa », explique le duo.



Elodie Frégé et Prieur de la Marne ont livré une performance autour de l'œuvre inachevée de *L'enfer* de Clouzot. (Photo Dominique Leriche)

Pendant 40 minutes, la performance révèle une Romy Schneider plus belle que jamais, mise en voix par Elodie Frégé s'adressant tantôt au spectateur tantôt au personnage de Reggiani. Autour d'une question lancinante : Marcel est-il (vraiment) fou ? Pour l'anecdote, c'est Philippe Katerine qui a prêté sa voix au personnage de Reggiani. Autre moment fort, en préambule

de la projection du film de Godard, *Pierrot le fou*, la participation de Dennis Berry qui fut l'époux d'Anna Karina. Acteur et réalisateur franco-américain, il a partagé sa vie durant près de quarante ans avec l'actrice jusqu'au décès de celle-ci le 14 décembre 2019. Réalisateur de nombreux épisodes de la série *Highlander* mais aussi de *Stargate SG-1* pour la télévision, ou plus récemment de

Mata Hari avec Gérard Depardieu et Christophe Lambert, Dennis Berry a fait tourner sa première épouse, Jean Seberg, en 1975 dans son premier film, *Le Grand délire*. Comédien également à ses débuts, il apparaît en 1967 dans *La Collectionneuse* d'Eric Rohmer, puis *À tout casser* réalisé en 1968 par son père John Berry ou *Borsalino* en 1969 aux côtés d'Alain Delon.

P. POLETTO



PORQUEROLLES
FILM
FESTIVAL
08 JUILLET 2020

A voir

- 16 juillet : *Fitzcarraldo* - Werner Herzog (1982) avec Claudia Cardinale et Klaus Kinski.
- 23 juillet : Franck Cassenti *Changer le Monde* (2020), soirée festival « Jazz à Porquerolles » concert + film.
- 30 juillet : *L'Etreinte du Serpent* de Ciro Guerra (2015)
- 6 août : *La Forêt d'Émeraude* - John Boorman (1985)
- 13 août : *La Cité de Dieu* de Fernando Meirelles, Kátia Lund (2002)
- 20 août : *Le Sel de la Terre* de Wim Wender (2014)
- 27 août : Cérémonie de clôture présidée par Juliette Binoche.

L'été à Hyères, cinq bonnes raisons d'aller à la Villa Noailles et à L'Annexe

Si la Design Parade 2020 a dû être annulée en raison de la crise sanitaire, l'imagination des responsables de la villa Noailles a été fertile pour proposer une solution alternative. En quelques semaines, l'équipe de Jean-Pierre Blanc, le directeur, a composé la programmation de L'été à Hyères qui se déroulera du 11 juillet au 30 août. Notre sélection :

1. Découvrir les fresques d'Antoine Carbonne. Regulus est une œuvre peinte directement sur les murs de la villa Noailles (squash, de la piscine, et du gymnase). Une création éphémère, le temps de l'été, autour de la réflexion sur l'aveuglement

par la lumière, entre pastels et couleurs vives livrée par l'artiste en résidence depuis un mois.

2. Héros, héroïnes. Hommage à tous ceux qui nous maintiennent dans la vie. Il s'agissait aussi de garder une mémoire artistique de la période de confinement. Boulanger, infirmière, éboueur, médecin, aide-soignante, pharmacienne, maraîchère ou horticulteur... leurs visages sont exposés en dessin (galeries, escaliers, ateliers). Avec la participation d'Eddy de Pretto.

3. Le snack La Langouste et ses soirées d'exception. Bienvenu au snack éphémère de la villa Noailles. Martin Himmeur, chef du



Antoine Carbonne et ses fresques éphémères.

(Photo P.P.)

Denti, sur la place Clemenceau est aux manettes. Il propose une carte locale

pour ce point restauration situé dans la cour des pieds carrés à l'ombre des arbres

du jardin du centre d'art. Chaque jeudi soir, il sera possible de réserver l'une des quatre tables de deux personnes pour une soirée exceptionnelle en ce lieu chargé d'histoire.

4. Sur les traces des Noailles. En prévision de l'exposition de François-Marie Banier qui se tiendra en octobre, deux grands tirages peints par l'artiste, des portraits des mécènes, prendront place dans le Salon rose. Des tirages originaux des portraits de Marie-Laure de Noailles par Dora Maar s'ajouteront à ceux pris par Man Ray, Horst et Willy Maywald. Des meubles exceptionnels de Pierre Chareau et Eileen Gray vien-

dront côtoyer ceux de Breuer, Mallet-Stevens et Djo-Bourgeois.

5. L'Annexe. Inauguré ce jeudi, ce lieu implanté au 26 rue de Verdun, dans le cadre du Parcours des arts, a été aménagé par deux Hyérois. Antoine Grulier et Thomas Defour. Salués par le jury du premier festival Design Parade Toulon en 2016, ils ont développé une pratique commune sous le nom de Superpoly.

P.P.

Du 11 juillet au 30 août : Ouvert du mardi au dimanche de 14h20 à 19h00. Nocturne le jeudi de 15h à 21h. Fermeture le lundi et les jours fériés. Entrée libre. Réservations La Langouste (jeudis soirs) au 04.98.08.01.98.

Les fresques d'Antoine Carbonne à la Villa Noailles

En résidence artistique durant un mois, le peintre a réalisé d'incroyables fresques sur les murs de la piscine, du squash et du gymnase. Rencontre avec un créateur sacrément inspiré

Antoine a étudié aux Beaux-Arts de Paris dans l'atelier du peintre Philippe Cognée où il a réalisé des vidéos, des dessins et naturellement des peintures. Après l'obtention de son diplôme, il s'installe dans un atelier où il peint des toiles pendant quatre ans, avant de partir en 2015 pour Bruxelles où il vit encore aujourd'hui.

À l'automne 2019, il réalise des tapisseries pour les vitrines d'Hermès à Paris. Antoine raconte : « Jean-Pierre Blanc a flashé sur mon travail et il m'a demandé de réaliser des boules de Noël pour la boutique de la Villa Noailles. C'était une première collaboration. Pendant le confinement, j'ai réalisé un live sur l'Instagram de la Villa Noailles, en direct de mon lieu de vie, l'appartement d'une archéologue aux objets de curiosité, qui a beaucoup séduit. »

Il devait participer à Art-orama (1), annulé en raison du Covid-19. Sentant sa déception, le directeur de la Villa Noailles lui a proposé de venir à Hyères en résidence. Antoine précise :



Antoine Carbonne devant la fresque qu'il a réalisée dans la piscine de la Villa Noailles. (Photo A. B.)



« Marie-Laure de Noailles avait un goût sûr qu'il fallait honorer », explique l'artiste. (Photo P. P.)

« Je suis arrivé fin mai et j'ai travaillé sur une commande de fresques dans le squash, la piscine et le gymnase tout le mois de juin. J'avais entendu parler de la Villa, mais je n'y étais jamais venu. J'ai été très libre dans mon travail. Jean-Pierre m'a dit : "Fais comme si Marie-Laure te commandait une œuvre". J'ai pu consulter ses scrapbooks et j'y ai vu plusieurs peintures de Gustave Moreau, un peintre que j'aime beaucoup. Marie-Laure de Noailles avait un goût sûr et un humour qu'il fallait honorer. J'ai été heureux de connaître un nou-

vel environnement de travail où règne un mélange de rigueur et de générosité. Je remercie l'équipe de la Villa Noailles et j'espère que ce sera une collaboration de longue durée. »

A. B.

1. Art-orama, foire internationale d'art contemporain à Marseille.

Savoir +

Antoine continuera à peindre les murs jusqu'au 30 août et à partir du 9 août il interviendra pendant quelques jours sur les murs du Sissi club à Marseille.

@carbonneantoine
www.antoine-carbonne.com

Inauguration et lancement des expos d'été

Samedi, les expositions de l'été ont été inaugurées à la Villa Noailles en présence de l'ancienne ministre de la Culture Audrey Azoulay, du maire d'Hyères Jean-Pierre Giran, d'élus, du directeur Jean-Pierre Blanc et son équipe, de la plupart des artistes ayant participé aux expositions et des héros et héroïnes du confinement. Étaient également présents PASCAL MUSSARD, présidente de la Villa et le chanteur Eddy de Pretto. Jean-Pierre Blanc, avec émotion, a parlé du retour à la vie après un moment de pause forcée. Cet arrêt in-

oubliable qui a permis de se rassembler autour des artistes et des personnes ayant pris des risques pour la communauté. Il a évoqué le délai très court imparté pour monter ces expositions et exprimé que la mission d'un centre d'art était de soutenir la jeunesse.

Une vie de mécènes

Dans la partie permanente, célébrant les dix ans de l'exposition « Charles et Marie-Laure de Noailles, une vie de mécènes », sont exposés plusieurs nouveaux meubles et tableaux. La série Héros, Héroïnes,



Lors de l'inauguration des expositions d'été à la Villa Noailles, ce samedi.

(Photo A.B.)

présente des portraits de personnes ayant contribué

à maintenir la vie pendant le confinement, réalisés par

les artistes amis de la Villa Noailles, pour leur rendre

hommage et construire une mémoire artistique de cette crise.

Dans les salles voûtées est proposée une sélection de pièces récentes ou emblématiques de jeunes designers ayant participé au concours Design Parade depuis quinze ans. Sans oublier les fresques d'Antoine Carbonne (ci-dessus) sur les murs du squash, de la piscine et du gymnase.

A. B.

Expositions jusqu'au 30 août 2020, de 14 h à 19 h, du mardi au dimanche, nocturne le jeudi de 15 h à 21 h, fermeture les lundis et jours fériés. Entrée libre. Tél. 04.98.08.01.98/97

Une page va se tourner au Zénith oméga

Gestionnaire de la salle de spectacle depuis près d'un quart de siècle, la société d'Annette Camus n'est pas reconduite. Le conseil municipal a désigné un opérateur originaire des Bouches-du-Rhône

D'un côté, une société présente depuis des années, dirigée par une personnalité reconnue dans l'univers du spectacle. De l'autre, un acteur certes implanté depuis de longues années dans la région mais qui n'a jamais géré d'équipement de cette dimension... Sur le papier, le « match » pouvait sembler déséquilibré. Mais dans le secret d'une procédure d'appel d'offres, où les propositions sont réalisées de manière anonyme, c'est finalement l'outsider qui l'a emporté. La SARL Arts et loisirs gestion (ALG) va désormais prendre les commandes de la grande salle de spectacle toulonnaise pour les cinq prochaines années.

« Une valeur financière très satisfaisante »

Cette entreprise basée à Carnoux, en charge des programmations de salles à Gémenos, Vitrolles ou Marignane, a formulé une offre « mieux disante » sur les trois critères prévus dans la procédure.

« L'offre de ALG propose une programmation satisfaisante à destination des publics de chacune des deux salles (Zénith et Omega live, Ndr) y compris pendant la période estivale [...], peut-on lire dans la délibération votée par les élus. Elle



Quelle stratégie, quelle programmation pour les Zénith ces prochaines années ? Le nouveau délégataire devrait présenter son projet au public dans les prochaines semaines. (Photo doc. P. Bl.)

présente des moyens très satisfaisants afin de valoriser la programmation et plus largement de promouvoir l'image de la ville de Toulon auprès des usagers. Elle s'appuie notamment sur des moyens de communication et de gestion du site internet très performants. »

Mais la principale différence se serait faite au niveau financier. La délibération note que l'offre d'ALG

« dispose d'une valeur financière très satisfaisante au regard de la politique tarifaire proposée ». Concrètement, le nouveau concessionnaire paiera à la Ville une redevance annuelle de 100 000 euros (au titre de l'occupation du domaine public) ainsi qu'une part variable.

En parallèle, la municipalité versera à ALG une subvention an-

nuelle plafonnée à 390 000 euros afin de permettre au délégataire de proposer des tarifs attractifs et de répondre aux contraintes du label Zénith. Celui-ci implique le respect d'un cahier des charges contraignant en termes d'accueil et de technique.

« Redynamiser »

Contacté hier, le responsable

Repères

■ 8785 places

La capacité maximale de la salle en mode « assis/debout », avec une fosse. En mode « tout assis », 6374 spectateurs peuvent être accueillis. L'Omega live peut lui recevoir jusqu'à 800 personnes.

■ 1992

L'année d'inauguration du Zénith de Toulon, qui avait donné lieu à une grande fête. Annette Camus en assurait la gestion avec sa société SAS Omega depuis 1996.

■ 4,7 millions

En euros, le montant des travaux de réhabilitation réalisés par la ville, a annoncé le maire hier matin.

d'ALG Gérard Pressoir rappelle qu'il suit le dossier depuis longtemps. « Nous avions déjà candidaté il y a une vingtaine d'années, sans être retenus. Nous avons l'ambition de redynamiser le Zénith, en termes de programmation et de communication. » De son côté, la direction sortante n'a pas souhaité réagir « à chaud ».

C. G.

cgaignebet@nicematin.fr

Groupe 50 : des peintres liés par la liberté et l'amitié

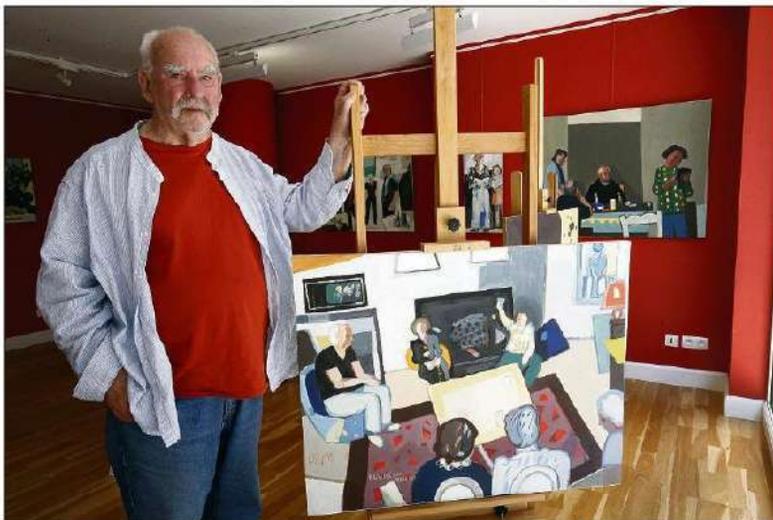
Toulon Vonick Laubreton qui expose à la galerie FlorDavelia a été l'un des acteurs, avec d'autres anciens élèves des peintres Pertus et Baboulène, de ce que l'on a appelé le Groupe 50

Il est l'un des trois derniers membres vivants du Groupe 50. Soixante-dix ans après, Vonick Laubreton, qui expose en ce moment à la galerie FlorDavelia a accepté d'apporter son témoignage personnel sur cette période d'émulation et de peinture dans les années d'après-guerre à Toulon.

Trois élèves de la promo 1950 des Beaux-arts, Gilbert Louage, Jacques Burois et Robert Mendoze, ou plutôt quatre, avec Pierre Anfosso, - « comme les mousquetaires » raconte-t-il -, décident alors « de se mettre un peu à l'écart de la ville, de façon à travailler sérieusement » et s'installent dans le Haut-Var à Correns, pour peindre. Ils ont eu comme professeurs les renommés Henri Pertus et Eugène Baboulène et exposent comme eux à La Palette, petite galerie près du marché de Toulon. Ils sont bientôt rejoints par des peintres des promos suivantes : André Achard et Michel Dufresne, Marie Marguerite Petetin, Vonick Laubreton (1).

« Pas de chef ! »

« C'était pas un groupe ordinaire, explique Vonick Laubreton, il n'y avait pas de chef, de président, il n'y avait rien du tout ! J'ai presque envie de dire que le groupe n'existait pas ! », lance ce géant de



Vonick Laubreton, et ses dernières toiles : « le côté humain m'intéresse ». (Photo Patrick Blanchard)

83 ans, sans chichi, un brin provoc'. « Baboulène et Pertus mettaient des toiles à La Palette. En même temps qu'on était aux Beaux-arts, on participait à ce qui se passait. Il y avait une activité où tout le monde se mêlangeait. Il n'y a jamais eu de liste. Il n'y avait que de l'amitié ». D'ailleurs, leur

nom « Groupe 50 » leur sera donné par d'autres. Et cela a bien marché, avec des expos qui « se décidaient spontanément » à Toulon, Arles, Avignon, Nice ou en Italie, Allemagne... Dans le port de Toulon, « des Américains chargeaient les peintures sur les bateaux ». Le groupe reçoit

même Edouard Pignon, ami de Picasso.

« La même passion »

Le style, figuratif, était différent chez chacun, « mais on avait la même passion. On allait regarder ce que chacun faisait. Il n'y avait jamais d'engueulades, ça fonctionnait

bien. Aujourd'hui, les types qui sont seuls à travailler, ça doit être difficile », fait-il remarquer.

On comprend pourquoi « ça s'est arrêté le jour où des gens de la ville qui n'étaient pas peintres ont cru qu'il fallait que ce soit bien organisé, avec une forme officielle avec un président, un trésorier, etc. Ça n'a pas marché du tout. C'est très drôle, c'est pour ça que je dis que c'est exemplaire ».

Vonick Laubreton a fait partie de ceux qui ne partageaient pas l'idée. « J'étais pas d'accord, je voyais pas l'intérêt de faire un truc comme ça. J'ai mal réagi et pas que moi, Dufresne et Mendoze aussi... ». « J'avais peut-être tort », lâche-t-il sans conviction, mais juste pour ne pas imposer sa vision, refusant de se faire l'historien de cette époque spontanée. Dans cet esprit, on ne comptera pas les années qu'aura duré le groupe, puisque même après, « l'amitié est restée », précise-t-il. Chacun a suivi sa route, mais ces artistes restent aujourd'hui connus à l'international.

VALÉRIE PALA

1. Ces trois derniers qui restent aujourd'hui.

Expo Vonick Laubreton « Sans chichi », jusqu'au 31 juillet, galerie FlorDavelia, 21 rue Péreux, Toulon. Du mercredi au dimanche, 11h à 13h et de 15h à 19h.

Devenir peintre dans les années 1950

Avec une mère bretonne et un père vendéen, Vonick Laubreton arrive à Toulon à l'âge de 5 ans, comme beaucoup, par le hasard de la Marine, dans laquelle officie son père. Il fait des études jusqu'au lycée, sans comprendre le moins du monde « ce que je venais faire là », se rappelle-t-il. Le quartier de La

Rode, alors « vide de toute construction » est son école buissonnière. « J'aimais aller à la découverte et à la pêche aussi ». Il entraîne avec lui un de ses camarades, qui n'est autre que le fils de Pertus. Et découvre la peinture dans l'atelier de ce dernier. « Je le regardais travailler et je me disais "il s'amuse à

peindre, il est tranquille, c'est quand même un bon truc" ». Il ne l'oubliera pas. « Quand j'ai eu 16 ans, mon père avait comme idée de me faire entrer dans la Marine. On devait signer l'engagement ensemble, mais au dernier moment, devant le flic, je n'ai pas voulu le signer ». Il s'inscrit alors aux Beau-

arts et on connaît la suite. Si ce n'est qu'à ses débuts, il fut aussi peintre en lettres (pour les devantures des magasins). « C'est la vie, en peinture, il y a des moments où tout va bien et d'autres où tout va mal ». Avant de s'installer à Tourves, après la fin du Groupe 50, ses années vendéennes, marseillaises, avec un

passage en Afrique voient évoluer sa peinture. L'Afrique lui « montre ce qui est important et ce qui ne l'est pas ». Les matériaux utilisés là-bas, « le manioc, des morceaux de bois pour la colle m'ont amené à fabriquer ma propre peinture que j'utilise maintenant, la tempera. Elle nécessite de l'eau, de la colle et résiste

bien au temps, explique cet éternel chercheur sur les couleurs. La Naissance de Vénus de Botticelli est faite ainsi ». Après avoir connu une période abstraite, il est revenu au figuratif. « Le côté humain m'intéresse, explique-t-il aujourd'hui face à ses dernières toiles. Ce sont des gens que je connais ».

Une nouvelle enquête criminelle en terre hyéroise

Après *Les Amants de Porquerolles*, Olivier Aubert livre *Le Mystère de la presqu'île* où l'on retrouve son héros journaliste en prise avec un règlement de compte. Les Hyérois apprécieront

Olivier Aubert a été journaliste à Paris-Normandie avant de traiter les faits divers à Libération. Il est aussi passé par le réseau des radios locales de France Bleu, notamment, Établi à Hyères depuis six ans, il puise dans son expérience professionnelle pour donner vie à Jeff, un journaliste qui enquête sur un patron de bar du port d'Hyères, retrouvé mort dans le coffre de sa voiture, aux abords de Magic World.

Ce livre fait suite au précédent, Les Amants de Porquerolles. Pourquoi garder la même veine de polars à Hyères ?

Mes lecteurs hyérois voulaient retrouver Jeff enquêtant sur le territoire de la ville. Cela me donne des contraintes d'écriture parce que, dans ma tête, Jeff ne devait pas tenir le rôle qu'il a finalement dans le livre. Dans ce que j'appelle mon suspense à tiroirs, j'aime bien présenter les lieux de façon accessible aussi bien pour les Hyérois que pour les touristes. Par exemple, peu de gens savent qu'il existe un bunker à l'Ayguaude, face à l'hôtel les Citronniers. Tout le monde passe devant sans le voir. Je me suis fait un plaisir d'y balancer un cadavre. Le secteur m'inspire car il y a tout ici. J'ai encore un regard neuf sur Hyères, je suis enthousiasmé par des lieux qui peuvent paraître anodins aux habitants de longue date.

Les lecteurs hyérois seront ravis de voir l'action évoluer sur la presqu'île de Giens, au port Saint-Pierre, en centre-ville. La géographie des lieux nourrit-elle l'inspiration ?
Oui, en me baladant, je peaufine



Lui-même ancien journaliste, Olivier Aubert (en médaillon) avoue transmettre une partie de lui-même dans le personnage de Jeff, qui résout des enquêtes à Hyères. (Photos doc. V. L. P. et DR)

mon synopsis d'origine. Parfois ça permet d'aller plus loin dans le détail, parfois le paysage correspond exactement à ce à quoi j'avalais pensé. On me demande comment je fais pour écrire. Je ne sais pas, ça sort tout seul... On voit tellement les personnages quand on écrit, ils te dictent aussi ce qu'ils doivent faire dans l'histoire ! Je m'étonne aussi moi-même, c'est la magie du cerveau qui détaille une situation, une location, une action.

Vous confrontez l'enquête policière à l'enquête journalistique. Sont-elles complémentaires ?
Oui, et c'est au service du lecteur. Je veux mettre en valeur le fait qu'un journaliste est libre. Depuis 2011, la charte de la profession permet même de taire son identité au service de l'enquête, ce qui permet de faire des reportages infiltrés et d'en tirer des infos. Un policier ne peut pas

faire ça. Mais, grosso modo, les deux professions exigent les mêmes réflexes, ce qui permet de mettre la pression ou de tirer les vers du nez. Jeff est un homme seul, il n'est pas en terrain de connaissance mais il est sans scrupule peut-être, comme beaucoup de journalistes parisiens qui débarquent en région pour les besoins d'une enquête.

Jeff, c'est une partie de vous-même ?

Je lui fais réussir les papiers et les enquêtes que j'ai ratées... J'ai de l'admiration pour les journalistes qui enquêtent et qui prennent des risques. Moi j'étais un localier toujours tenu par l'urgence, qui s'interdit de franchir les limites car il y a toujours un lendemain avec les gens sur lesquels on écrit. Jeff lui s'en fout, il n'a pas de retenue parce qu'il n'a pas de lien avec les notables ou les autorités d'Hyères.

Vous mêlez le réel à la fiction.

Quelle est la part de vérité dans le récit des scènes de commissariat ou encore à Var-matin ?

Dans ce livre, la part de vérité, c'est un fait divers que j'ai traité dans l'Eure, un règlement de compte sur fond d'adultère. Pour la vie au commissariat, j'ai consulté des policiers retraités. Pour l'agence locale de *Var-matin*, j'ai puisé dans mes souvenirs de rédaction.

Vous défendez les journalistes de locale ?

On critique souvent les journalistes, mais que serait la société sans eux ? Je cite Pierre Desproges : « *Malgré un égocentrisme fœtal qui confine à l'hystérie, je ne peux m'empêcher de me sentir solidaire de tout journaliste attaqué. Quand la presse est muselée, c'est toujours un peu Hitler qui revient* ». En tant que journaliste, je dis : autorisez-

nous de nous tromper et faites la différence entre une info fiable et une fake news. Les journalistes ont un rôle social. J'ose croire que, pris dans l'engrenage des réseaux sociaux, le grand public accorde plus de crédit à une info certifiée par des journalistes, qu'aux fausses infos qui circulent. Un journaliste de locale se doit de comprendre toutes les facettes d'une situation plus complexe qu'on veut bien le croire. La déontologie n'est pas un mot galvaudé, il est au centre de notre métier.

Dans le livre, on retrouve aussi Michel, cet homme toujours bien mis que les Hyérois rencontrent fréquemment en centre-ville...

J'adore ce genre de personnages excentriques. Je lui ai bien sûr demandé s'il souhaitait être dans le livre et il a accepté. Je lui ai fait lire le passage dans lequel il intervient, comme je l'ai fait avec la directrice de la société de pompes funèbres que je fais apparaître dans une scène à la maison funéraire d'Hyères. Michel a été ingénieur en biologie et il a eu son propre laboratoire de recherche. C'est aussi un botaniste spécialiste de la culture des oeillets. Ça l'a beaucoup amusé de se retrouver dans mon livre.

RECUEILLI PAR S. M.

Le Mystère de la presqu'île d'Olivier Aubert, éditions Colline Julien, 254 p., 20 euros.
Olivier Aubert dédicace son livre le lundi matin et le vendredi matin à la librairie de la Capte, le mardi matin au dépôt presse le Torbollo de Giens, le mercredi matin au marché de l'Ayguaude, le mercredi après-midi au camping les Palmiers, le jeudi soir au marché nocturne de Giens, le samedi matin au marché du centre-ville et le dimanche matin au dépôt presse du port.



Voyage moderne

Un parcours d'expositions gratuites proposées par la Villa Noailles est à voir à Toulon, dans cinq sites de la ville et à Hyères

L'été à Toulon, cinq expositions de la Villa Noailles à parcourir à travers la ville, ce sont d'abord les couleurs de saison : bleu, orange, jaune, vert... C'est aussi tout un patrimoine architectural moderne lié aux arts décoratifs à redécouvrir : la piscine du Port-Marchand, l'ancien immeuble Casses d'Épange, la Frontale, comme on appelle les immeubles en façade du port... Une visite à travers le travail de ses concepteurs, ou le regard d'un photographe aujourd'hui. Le ton est donné sur la façade de l'Hôtel des arts, répétée par Alexandre Benjamin Navet, répétée par Alexandre Benjamin Navet. La balade continue avec ses tableaux accrochés en plein air dans la rue des arts et place de l'Équerre. Des natures mortes comme *Les Olives vertes*, *Les Rouges*, dont on peut trouver le trait plus ou moins appétissant. On préfère ses évocations de Toulon, comme *Les Nains*. Ce voyage en Méditerranée moderne fait aussi étape à la galerie du Canon, l'ancien évêché et la boutique Monique. **VALÉRIE PALA** (toulon, jusqu'au 31 octobre, du mardi au samedi de 11 h à 19 h - le dimanche 11 h à 13 h, par l'ancien évêché, libre d'entrée).



La rue des Arts, premiers haltes et les tableaux de A. B. Navet. (Ph. F. Muller)



Alexandre Benjamin Navet revisite la façade de l'Hôtel des arts. Une œuvre éphémère.

en Méditerranée



Revoir une grande période des arts décoratifs à la Galerie du Canon



Tapisserie dessinée par Henri Pertus, Toulon de l'antiquité à nos jours.

● **A voir.** Gilbert Louage, Henri Pertus, Alfred Henry, Jean-Gérard Mattio... Les noms de ces artistes locaux à la renommée nationale sont étroitement liés au renouveau architectural et artistique d'après-guerre à Toulon. A l'époque, le siège de la Casse d'Épange et l'angle de la place Liberté, se voient mêler et ses bâtiments s'entreprennent de véritables galeries vivantes. Ainsi, une tapisserie de Louage trône dans le bureau du directeur commercial. On peut aussi voir le travail de l'architecte Alfred Henry à travers des documents originaux, comme pour la piscine du Port-Marchand. Les frises de Jean-Gérard Mattio pour la piscine ou ses céramiques pour la banque nous apparaissent d'un coup plus vivantes. Or, ils sont en photos, comme il s'était hier, un patiemment témoin de la Frontale meublé par Charlotte Perriand. ■ **L'anecdote.** Surprenant, la chapelle de la Transfiguration ou bas Faron réalisée en béton brut de décoffrage, jusqu'à son bris par Jean-Gérard Mattio à l'école Tourville sur la mer pour « faire sentir, en communion les familles des motifs avec ceux partis au large ».

(Photo Frank Muller)

L'été à Hyères



Jusqu'au 30 août, Villa Noailles et Annexe, avec notamment :

1. **Les fresques d'Antoine Carbone.** Reçues est une œuvre peinte directement sur les murs de la villa Noailles (squares), de la piscine, et du gymnase. Une création étonnante autour de la réflexion sur l'éveil du monde à la lumière.
2. **Héros, héroïnes.** Hommage aux héros de la période du confinement. Leurs visages sont exposés en dessin (galeries, escaliers, ateliers). Avec la participation d'Éddy de Pretto.
3. **Sur les traces de François-Marie Banier** qui se tiendra en octobre, deux grands tirages peints par l'artiste, des portraits des mécènes, prennent place dans le Salon rose. Des tirages originaux des portraits de Marie-Laure de Noailles par Dora Maar s'ajoutent à ceux pris par Man Ray, Horst et Willy Maywald. Des meubles exceptionnels de Pierre Chareau et Eileen Gray viennent côtoyer ceux de Breuer, Mallet-Stevens et Djo-Bourgeois.
4. **Sur les traces des Noailles** par Dora Maar s'ajoutent à ceux pris par Man Ray, Horst et Willy Maywald. Des meubles exceptionnels de Pierre Chareau et Eileen Gray viennent côtoyer ceux de Breuer, Mallet-Stevens et Djo-Bourgeois.
5. **L'Annexe.** Inauguré ce mois-ci, ce lieu implanté au 26, rue de Verdun, dans le cadre du Parcours des arts, a été aménagé par deux Hyérois, Antoine Grullier et Thomas Defour. Salués par le jury du premier festival Design Parade Toulon en 2016, ils ont développé une pratique commune sous le nom de Superpoly.

D'APRÈS P. P.

Du mardi au dimanche de 14 h à 19 h. Nocturne le jeudi de 15 h à 21 h. Fermeture le lundi et les jours fériés. Horaires d'été : du mardi au dimanche (jeudi saisi) au 04.98.08.01.98

Se poser à l'Ancien évêché

► **A voir.** Le jardin carré se veut comme un havre de fraîcheur pour une halte dans le parcours, où l'on pourra sentir un jaillissement bio assis sur du moellon de la designer indaïe M'haddad ou sur une chaise Per-Xavier, nom derrière lequel se cache le plasticien Benoît Maire. Une exposition retrace les concepts de cette chaise du soir, car pour lui l'objet est fait, « non pour une nécessité, mais pour un moment », explique Ariane Leconte, médiatrice de la Villa Noailles. On a aimé la chaise à la pêche, ou la fau-

teuil soleil couchant. ► **Rencontre.** Les dessins du lauréat de la Design Parade Alexandre Benjamin Navet, présentés à la galerie du Canon. [...] On fait par se dire que ces couleurs sont



ABN. (DR Michaël Huard)

très provençales. Finalement, tout cela fait presque écho au paysage ».



A l'intérieur : l'exposition Chaise du soir, de Benoît Maire. Quand l'objet prend un côté lofoque, ou animal... (Photo Frank Muller)

Redécouvrir Toulon

► **Ce que l'on peut voir.** Fils de célèbres décorateurs, le photographe français Hadrat baïgne dans l'argentique, en fait, en croisant des figures comme Helmut Newton, la chapelle de la Transfiguration, ou des territoires plus méconnus, comme l'ancien abattoir de Lagoubarn. Comme d'autres artistes, il dépeint aussi ce petit air de Californie que l'on trouve parfois à Toulon. Un regard intemporel. ■ **L'anecdote.** Les lettres E-1027 sont en fait un code d'Éliou Gray à partir de l'alpha- bét, pour y introduire ses initiales et celles de son compagnon Jean Bedoelvi,

qui a conçu la villa avec elle (E-JBG). ■ **Rencontre :** François Halard. « J'avais commencé à photographier il y a 3 ans un Toulon plus militaire, plus mystérieux. Quand Jean-Pierre Blanc m'a redemandé de photographier à son invitation un nouveau Toulon, celui des architectes de la reconstruction (présents à la galerie du Canon), comme j'habitais aux États-Unis, j'ai trouvé qu'il y avait une correspondance entre le modernisme de l'architecture américaine et le modernisme de l'âge de la reconstruction de Toulon après-



A l'Hôtel des arts, François Halard, l'Esprit moderne, escale en Méditerranée. (Ph. F. M.)

à l'Hôtel des arts

guerre. Je voulais faire mes photos d'architecture de Toulon comme un hommage à la photographie d'architecture américaine des années 60 et 70. Je trouvais amusant de découvrir une chose peu connue, pas connue, mal aimée et de la photographier une autre manière pour donner aux gens envie de découvrir un autre Toulon ». Dans la série de la Villa E-1027, se trouvent « des Polaroid, agrandis pour transformer l'échelle des photos. C'est comme si on se retrouvait dans une photo des an-

nées 30 prise à l'époque de la construction de la maison, en fait. Ces photos sont un autre clic d'ici, un hommage à la photographie en noir et blanc des années 30, cette fois. J'ai voulu tracer ces deux séries d'une manière très différente. Je trouvais amusant de mettre la maison paquebot avec la ville portuaire ». ■ **Le petit photographe :** un lieu antique ou un lieu très contemporain. L'important, c'est de faire un lien entre tout cela, et que les gens puissent voir des rapports qu'ils n'ont peut-être pas vus immédiatement ».



François Halard. (DR Say Wholcan Piccon)

Cerner le camouflage chez Monique



Une expo à voir depuis la vitrine. (Photo Frank Muller)

À côté de l'Évêché, la boutique Monique a été revue et corrigée par l'École Camondo en s'inspirant du Razzle painting ou razzle dazzle, comprendre « Verliges optiques ». C'est le nom de l'expo, à voir depuis l'extérieur. Ces peintures provoquant des illusions d'optique étaient utilisées sur les navires de guerre pour tromper la vision des torpilleurs du camp adverse.

Autour de l'été à Toulon

Toulon les 05, 04, 03, 02, 01 ouval
toulon@toulon.fr

■ **Visites**
Tous les jours à 11 h, au départ de l'Ancien évêché, et les samedis à 10 h au départ de l'Hôtel des arts, visite commentée itinérante vers les différents lieux d'expos : Ancien évêché, Rue des Arts, Galerie du Canon, Hôtel des arts. Visite commentée des expos à l'Hôtel des arts les

mercredis et vendredis à 15 h.

■ **Création artistique**
En écho aux univers de François Halard et Alexandre Benjamin Navet, des ateliers (pois-à-dessin, photographie, sculpture sur papier...) sont proposés à l'Hôtel des arts les samedis à 14 h. Les 11 juillet, 29 août, 19 septembre et 17 octobre, ils sont conduits par Alexandre Benjamin Navet.



Des halles de Toulon à la Tour royale. (Photo Frank Muller)

Les illustrations de Laurent Loiseau prennent leur envol

Fils d'un sérigraphe, Loizo développe un style inspiré des 1950's et réalise ses affiches de A à Z

Laurent Loiseau, ou « Loizo » pour son nom d'artiste, est né à Hyères et a suivi à partir de 9 ans les cours du sculpteur Antoine Gabriel Cotel à l'école d'art municipale. Élève doué, il a gagné plusieurs prix dont le 1^{er} prix de la ville d'Hyères. Il précise : « J'ai tout appris de Gabriel Cotel, les bases de la peinture, la perspective, les drapés, les mélanges de couleurs. Comme j'étais très mature, je suivais les cours pour adultes et ceux pour enfants. Avec les mamies, on peignait des natures mortes, j'étais un peu leur choucou ! Mon professeur était rigoureux mais généreux. »

Le père de Laurent avait fondé en 1969 l'atelier de sérigraphie ADO, existant encore aujourd'hui à La Garde. Il fait ses études primaires à Hyères et secondaires à Marseille. Puis des études d'architecture et avec un diplôme de collaborateur d'architecte en poche, il entre dans l'entreprise paternelle où il restera 25 ans. Il y rencontre un maquettiste, ami proche de son père, qui lui souffle de peindre comme il dessine. « J'ai toujours cherché à faire le contraire de ce que l'on m'avait appris. Cela ne m'apporte rien de reproduire l'identique. Comme je connais la perspective, je m'évertue à la contrarier », ajoute-t-il.

Loizo dessine tous les jours, c'est un solitaire qui aime rester dans son nid. Il est passionné de Combi Volkswagen et crée avec son épouse une entreprise « Citron givré », du nom d'un petit personnage qu'il a imaginé.

Il imprime des vêtements adultes et enfants ainsi que des produits dérivés avec ce petit personnage évoluant dans le monde de la VW. Pour faire sa promotion, il contacte le rédacteur en chef de *Super VW magazine* et dessine une BD gratuitement, où le personnage Citron givré donne des conseils de dépannage sans outillage.

Totalement autonome

Il y a six ans, il intègre une agence de communication où il commence à dessiner des affiches pour la ville du Lavandou, dans un style inspiré des années cinquante. En parallèle, il s'installe à son compte et réalise l'affiche du salon vintage de Sainte-Maxime en 2019.

« J'ai aussi dessiné un visuel pour *Eux pour eux*, une association qui améliore le cadre de vie des enfants hospitalisés, et également pour des bureaux parisiens de la société *Mobolpa*. Actuellement, je travaille sur des illustrations pour le catalogue d'une entreprise locale, *Almabio*, distributeur de produits bios. Je gère de la création jusqu'à l'impression artisanale. En effet, j'ai investi dans une imprimante à jets d'encre grand format et je tire les affiches sur papier type photo 235 g, je suis donc totalement autonome », conclut-il.

A. B.

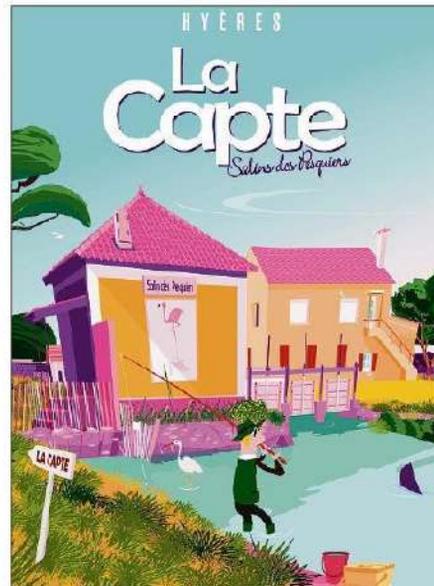
► Les affiches sont en vente chez Côté Déco, situé au 3, rue des Porches à Hyères et sur loizo-illustration.fr.

©loizo.illustration



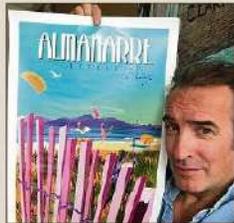
Laurent Loiseau dit Loizo.

(Photo A. B.)



« Jean Dujardin, mon parrain artistique »

« Le confinement m'a boosté, j'ai dessiné toute la journée et j'ai créé un compte Instagram. J'ai imaginé un visuel pour le prochain film OSS 117 Alerte rouge en Afrique noire en détournant une affiche d'un James Bond. Je l'ai envoyé à Nicolas Bedos, le réalisateur, en tournage au Kenya. Quelques jours après, il m'a demandé si je pouvais faire quelques modifications, ce que j'ai accepté naturellement. Je continuais à poster mes nouvelles créations sur mon compte Instagram, et Jean Dujardin les likait et les partageait. Un jour, il m'a demandé de créer une affiche spécialement pour lui. Je lui en ai envoyé deux exemplaires plus l'affiche de l'Almanarre en lui demandant de me donner un coup de pouce en me renvoyant une photo de lui avec cette affiche. Il s'est prêté au jeu très simplement et a accepté d'être mon parrain artistique. »



Le mémorial du Faron savoure son succès estival

Environ 200 personnes, férues d'histoire, visitent chaque jour le musée historique. À l'approche des commémorations de la Libération de Toulon, le mémorial est incontournable

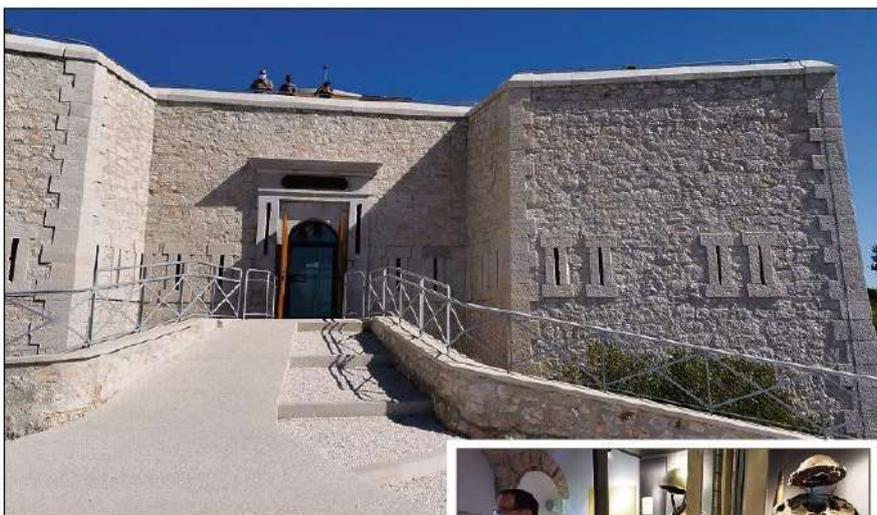
« Actuellement, on enregistre 200 visites chaque jour. C'est une belle saison pour le mémorial ». Guide médiateur, Benoît Guidicelli accompagne vacanciers et Varois dans les entrailles du mémorial du Débarquement allié en Provence, rénové en 2015 puis inauguré en 2017 par l'ex Président François Hollande.

C'est lui qui avait donné l'impulsion de deux ans de travaux pour offrir à Toulon un lieu de mémoire et d'histoire digne de ce nom. Avant le 26 août - date de la commémoration de la libération de la ville - voici une plongée dans un musée-monument, unique dans la région.

Dirigé par Jérôme Guervin, le lieu s'étend sur 600 mètres carrés, divisés en salles thématiques. Toutes racontent la libération de la Provence avec force détails et anecdotes historiques.

« Mon grand-père, soldat toulonnais »

« Mon grand-père, Michel, combattait sous l'uniforme Français à Toulon mais son bateau a été coulé par les Allemands. Il a été récupéré par la marine américaine. C'est émouvant de venir ici », raconte une Toulonnaise,



Sur 600 m², l'histoire s'écrit en haut du Faron.

en visite pour la première fois. « Je trouve le lieu à taille humaine et on domine toute la rade de Toulon. C'est sous nos yeux que les combats ont eu lieu ». Le guide confirme : « Ici, 100 000 Américains et 260 000 Français ont lutté. Et vaincu », ajoute Benoît.

Le vœu de De Gaulle

Dans le mémorial, l'histoire du Débarquement est décortiquée et abondamment

narrée. Uniformes d'époque, lettres de soldats, films sur écran géant, obus entresposés et même un drapeau hitlérien récupéré à l'arsenal : les visiteurs touchent du doigt l'Histoire. C'est le général De Gaulle qui est à l'origine du mémorial toulonnais.

« Pour une raison simple : il détestait le débarquement en Normandie qu'il attribuait aux Américains. Le débar-



Uniformes, obus et objets d'époque sont soigneusement conservés au mémorial. (Photos F. D.)

quement en Provence, lui, était avant tout Français. Il fallait donc un lieu pour le célébrer : Toulon », complète le guide.

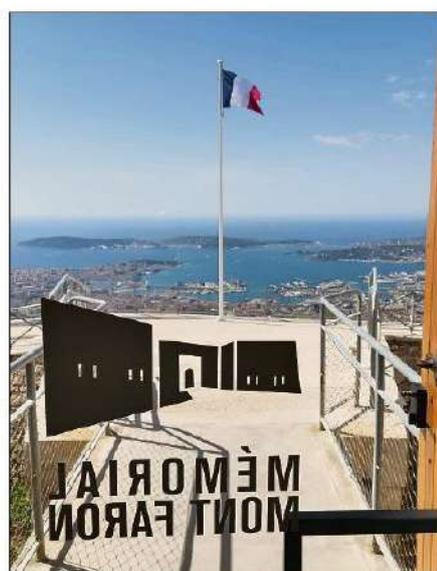
FRED DUMAS

Eisenhower en star

Charles de Gaulle et Dwight D. Eisenhower : deux hommes d'État, deux parcours, souvent parallèles. C'est le fil rouge de l'exposition temporaire proposée en fin de visite au mémorial. Première rencontre entre les deux hommes d'État en 1943 : tous deux sont soldats de cœur et fins politiques. Au travers de documents d'histoire, retraçant en parallèle l'évolution de De Gaulle et Eisenhower, on suit ces cheminements communs de part et d'autre de l'Atlantique, de leur naissance à leur mort. Parti pris intéressant pour deux hommes qui tout opposait au départ, mais que le destin a rassemblés.



En fin de visite, l'expo temporaire.

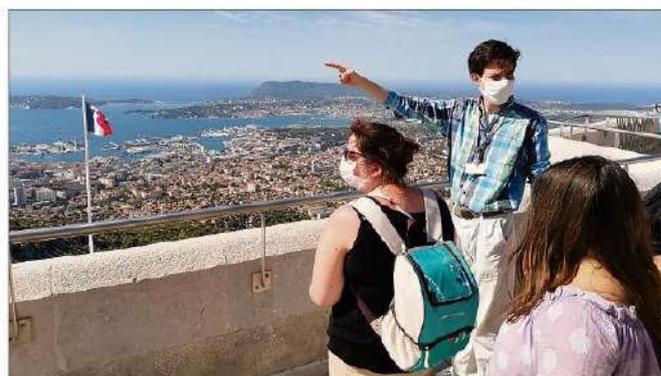


Rénové en 2015, le site a été ensuite inauguré par François Hollande.

Opération Anvil : « Prendre les Allemands en étau à Toulon »

Tout au long de la visite, extérieure et intérieure du mémorial, les guides s'emploient à raconter, par anecdotes successives, la petite histoire dans la grande. Benoît Guidicelli ne s'en prive pas : « Tout débute dans les îles d'Hyères et au Lavandou où trois divisions américaines déferlent le 15 août 1944. » Pour les Allemands qui tremblent, une seule chose compte : empêcher la prise de Toulon. Pourtant, les Alliés y tiennent car c'est un port en eaux profondes qui peut accueillir les plus gros bâtiments.

« Prendre les Allemands en étau est alors la stratégie choisie », reprend Benoît.



Benoît assure les visites commentées. Et partage volontiers son érudition.

« Deux divisions encerclent Toulon le 19 août et, le 26, la fin des combats

sonne en centre-ville. Toulon est libéré. Les Allemands reculent jusqu'à

Saint-Mandrier puis cèdent sous un déluge de feu et de fer. »



(De gauche à droite) Christophe au Théâtre aux étoiles à Jules-Ferry en 1965, Pierre Doris, humoriste, Georges Moustaki et Patrick Topaloff, puis Julien Clerc, le 26 juillet 1975. (Crédit Collection archives municipales ville d'Hyères - Fonds Durieux)

Ces stars des années 1970 figées dans l'objectif d'André Durieux

L'ancien reporter-photographe de *Var-matin* a cédé 91 600 clichés à la commune. L'exposition actuellement visible en centre-ville est consacrée à des artistes qui se sont produits dans la cité

Sur les grilles longeant l'avenue Joseph-Clovis, les photographies en noir et blanc signées par André Durieux attirent les regards. Durant plusieurs décennies, l'ancien photographe de *Var-matin* a immortalisé la vie de la ville. A capturé les images de nombreuses personnalités de passage sous les palmiers. En 2011, l'homme a fait don de 91 600 photographies à la commune qui sont, depuis, précieusement conservées et protégées par le service des archives municipales. Jusqu'au 11 septembre, les promeneurs peuvent ainsi découvrir l'exposition photographique « Dans l'objectif d'André Durieux », où se mêlent des portraits de Charles Aznavour, Eddy Mitchell, Léo Ferré, Bernard Lavilliers, Mireille Mathieu, Christophe et bien d'autres, qui ont fait les grandes heures du Théâtre aux étoiles dans la cour de l'ancien collège Jules-Ferry (police municipale actuelle), où se sont déroulés de nombreux spectacles dans les années 1970 et 1980. Une époque révolue fixée à jamais par André Durieux.

Derrière ces photographies se devine le travail minutieux des agents des archives pour identifier chaque sujet immortalisé. Un travail de fourmi.

P. POLETTO



Charles Aznavour, chanteur, au Théâtre aux étoiles à Jules-Ferry, le 28 juillet 1974.

(Crédit Collection archives municipales ville d'Hyères - Fonds Durieux)

Il est possible de disposer gratuitement de ces photos en se présentant directement au service des Archives municipales, au Park-Hôtel à partir du 24 août. Tel. 04 94 00 78 84.



Eddy Mitchell au Casino le 24 juillet 1973 (à gauche) et Bernard Lavilliers, le 18 juillet 1979.

(Crédit Collection archives municipales ville d'Hyères - Fonds Durieux)



(À droite) Léo Ferré au Théâtre aux étoiles à Jules Ferry en 1980. (À gauche) Henri Salvador, au Grand Prix bouliste de la Ville le 15 août 1972.

(Crédit Collection archives municipales ville d'Hyères - Fonds Durieux)





Le jardin « à la française » a été réalisé par les agents de la ville, sous la direction de Thierry Manié.



Tirages de Bernard Plossu et de l'escalier d'Henri Cartier-Bresson qui seront exposés à la Banque.



Lors de l'inauguration des lieux par le maire, hier en présence notamment des élus et de Hyérois.

Le jardin de la Banque ouvre en grand ses portes

Privatisé puis abandonné : cet espace de plus de 1 000 m² en plein cœur de la ville peut être visité par le public jusqu'au 20 septembre. Un lieu entre patrimoine végétal et culture

Un jardin secret. Un jardin protégé comme un coffre-fort. Entouré d'épaisses grilles par lesquelles, durant des décennies, les promeneurs curieux pouvaient s'imaginer un espace de verdure merveilleux où l'on devinait des orangers, un lieu de promenade, une oasis au cœur de la ville. Ce jardin de l'ancienne Banque de France, désormais propriété de la ville, destiné à devenir l'antre de verdure de la Banque, musée des cultures et du paysage, ouvre ses portes au grand public. Une sorte de braquage, à l'assaut d'un jardin (trop) longtemps fermé, abandonné.

Un lieu unique

Après l'inauguration hier en présence de Jean-Pierre Giran, le maire, de ces 1 100 m² totalement réhabilités par la Ville, sous la responsabilité de Thierry Manié, les Hyérois peuvent découvrir librement cet espace jusqu'au 20 septembre⁽¹⁾. Bien avant l'ouverture du musée – prévue pour le printemps ou le début de l'été 2021 –, les visiteurs découvriront un jardin réinventé entre passé – palmiers Butia, orangers, citronniers et arbustes datant de la création de la banque ont été conservés – et présent avec la création de trois ambiances paysagères (exotique, littoral, garrigue) avec une référence à la fleur coupée. La « main » des jardiniers des espaces verts met en valeur kumquat, main de bouddha, citron caviar, bigaradier, laurier-rose, arbutier, chêne-liège, mais aussi thym serpolet, olivier, di-



Le Monument au chat d'Óscar Domínguez végétait depuis des années comme de vulgaires pierres au centre technique municipal. (Photos Laurent Martinat)

chondra repens (en guise de couverture végétale), arbutier... « C'est un jardin magnifique de par sa configuration, sa richesse, sa simplicité », a commenté Jean-Pierre Giran durant son allocution aux côtés de Claire Fontaine (chef du service culture), François Carrassan, adjoint à la culture et Thierry Manié, concepteur de l'aménagement paysager.

Le Monument au chat de Domínguez

Un art qui se décline en grandeur nature. À commencer par le Monument au chat signé Óscar Domínguez (1906-1957) qui trône fièrement au milieu du jardin. Retrouvée au milieu d'un

bric-à-brac au centre technique municipal, l'œuvre réalisée en 1953 par le peintre surréaliste espagnol (qui avait été achetée par la ville en 1973) a été restaurée avec l'aide du Rotary Club Hyères.

La sculpture de pierres ornée de câbles d'acier en guise de moustache et de deux plaques de verre teintées en vert qui se dresse fièrement entrouvre une porte sur l'histoire. Sur la relation tapageuse entre l'artiste et Marie-Laure de Noailles chez laquelle il avait sculpté, à la Villa, ce félin telle une divinité peut-on lire sur un panneau rédigé par François Carrassan, adjoint à la culture.

Autres trésors visibles : des reproductions de tableaux ou photographiques qui seront visibles dès l'ouverture du musée. À commencer par l'incontournable escalier de Cartier-Bresson (1932), la danse des enfants à Olbia de Bernard Plossu, puis des huiles sur toile de Jules Vittini, Gaëtan Ferri, E.-Charles Bénézit, François Nardi, mais aussi du Vincent Courdouan et Louis Garcin.

PEGGY POLETTO

1. Portes ouvertes, dès ce samedi 5 septembre jusqu'au 20 septembre, du mardi au samedi. De 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h. Puis durant les journées du patrimoine les 19 et 20 septembre, de 9 h 30 à 13 h et de 14 h à 18 h 30. Respect de la distanciation sociale, pas de regroupement important et port du masque.



Évocation de l'orangerie avec des sphères en céramiques réalisées par Serge Moiselet, potier hyérois.



Vue du jardin depuis la terrasse du (futur) musée.



Ce jardin de 1 100 m² – entre exotisme, littoral et garrigue – a été réalisé par les jardiniers du service espaces verts. (Photos L.M.)

Yann-Arthus Bertrand : 40 ans de photos à la Villa Tamaris

L'exposition "L'œil en Seyne", qui ouvre ses portes au public aujourd'hui, est consacrée à la carrière du photographe réalisateur. Une rétrospective qui interpelle



Quelques heures avant le vernissage, Yann Arthus-Bertrand était hier matin à la Villa Tamaris, pour découvrir l'accrochage de ses photos. L'occasion pour le photographe de « travailler ».

Pour sa seizième édition, « L'œil en Seyne » a choisi de saluer la carrière du photographe réalisateur Yann-Arthus Bertrand. L'exposition « Legacy », qui ouvre ses portes aujourd'hui à la villa Tamaris, nous replonge donc dans les grandes pages photos de cette sentinelle de la planète, déterminée à convaincre de l'urgence climatique.

De ses premières années photographiques dans le Masai-Mara, à « La Terre vue du ciel », c'est aussi « Bestiaux » et « Les Français » qui retracent quarante ans de carrière et de rencontres. Quarante ans d'images qui interpellent aussi, sur l'héritage que l'on veut laisser à nos enfants.

A lire également demain, dans nos pages Magazine.



L'exposition est à voir jusqu'au 10 novembre à la Villa Tamaris, de 14 h à 18 h 30 sauf les lundis et jours fériés. Entrée libre sous réserve des contraintes sanitaires qui limitent le nombre de personnes par salle. Port du masque obligatoire.

(Photos Frank Muller)

« Eveil et conscience » se mobilise pour les plus fragiles

L'Association seynoise éveil conscience (Asec), présidée par Kaoutar Moumen, fête ce mois-ci sa première année d'existence. Sa vocation est d'agir sur le terrain en faveur des personnes fragiles, des personnes âgées et des jeunes « Neet⁽¹⁾ ». Linda Massar, trésorière de la structure, explique sa motivation : « Une dizaine d'années sur le terrain dans les quartiers populaires, m'a convaincu de lutter contre l'état d'esprit de misérabilisme ou de victimisation de certains habitants, par un discours qui tend vers l'optimisme. L'association fait comprendre que l'effort payé, en étant ferme auprès des jeunes pour qu'ils suivent une scolarité assidue ».

Asec n'est pas « un électron libre », ajoute-t-elle. Pour preuve, les assistantes so-



Dans leurs locaux en cours de travaux d'aménagement, les femmes d'Asec préfèrent se rendre sur le terrain.

(Photo RPM)

ciales font appel régulièrement à son concours, en particulier dans le cas de détresse familiale face aux problèmes du logement et de l'aide alimentaire. Les bénévoles citent le cas de cette femme seule avec un bébé d'un an et sans papier, qui dormait dans la rue

à proximité de la gare de Toulon et qui a pu être logée grâce à un partenariat avec un bailleur social privé. Autre exemple, une famille de Géorgiens (deux parents et quatre enfants) sortie de la précarité immédiate avec le concours d'un collectif d'associations proches

d'Asec (Association jeunesse et destin, Club fratern'elles, la Gamelle pour tous, Mon panier solidaire). Par ailleurs, Terre du sud habitat a mis à disposition d'Asec des salles situées aux Prairies, rue Jean Vilar. Ce lieu sert à la formation, en partenariat avec les entreprises. Toutefois, les locaux qui ont accueilli autrefois une boucherie sont devenus insalubres, notamment du fait de l'humidité des appareils de réfrigération restés sur place plusieurs années. Pour cela, Asec cherche un partenariat pour la fourniture de matériaux de construction afin de terminer bénévolement les travaux dans le local.

RPM

1. "Neet", de l'anglais : "No education employment training", soit Ni étudiant ni dans l'emploi ni en formation.

EN IMAGES



Hommage aux harkis

Hier en fin de matinée, une cérémonie a été organisée au monument aux morts en hommage aux harkis et autres membres des formations supplétives. Après la lecture du message de la ministre déléguée auprès de la ministre des Armées Genevieve Darrieussecq effectué par l'adjoint Gérard Beccaria, la maire Nathalie Bicaïs a pris la parole en rappelant le drame vécu par les harkis qui avaient choisi la France et qui ont été, dans une large partie, abandonnés par la nation. Elle a précisé aux harkis qu'ils étaient chez eux à La Seyne-sur-Mer. La cérémonie s'est poursuivie par un dépôt de gerbes.

(Texte et photo P. F.)

Tournoi en souvenir de Willam Gomis

En souvenir de William Gomis, joueur de Saint-Etienne natif de La Seyne, décédé brutalement à 19 ans en septembre 2018, sa famille organise chaque année un tournoi de football au stade Januzzi. La rencontre sportive a réuni une dizaine d'équipes venues de Marseille, Toulon et La Seyne. La compétition s'est déroulée dans le respect du jeu et ces règles sanitaires en vigueur.



(Photo RPM)

Nettoyage de la corniche de Tamaris ce matin

Comme chaque année, le CIL des Sabliettes et environs organise, en partenariat avec le centre Leclerc des Sabliettes, l'opération « Corniche propre », sur la Corniche de Tamaris, ce matin de 8 h 30 à 11 h 45, entre le rond-point du 18 juin et le port du

Manteau. Les bénévoles de tous âges sont conviés à placer dans des sacs-poubelles déchets et débris. Ils seront ensuite ramassés par les bennes de l'entreprise Pizzorno.

L'opération se déroulera dans le strict respect des règles sanitaires en vi-

gueur (masques, distanciation etc.) et les participants recevront des gants. Rendez-vous dès 8 h 30 en face de l'hôtel Les Rives d'or. Un casse-croûte à mi-matinée sera distribué aux participants et un apéritif clôturera l'opération vers 11 h 45.

Ces statues de Toulon qu'on connaît sans connaître...

On passe à côté tous les jours, et pourtant... Fontaines, façades ou sculptures : des œuvres d'art par dizaines occupent l'espace public. Souvent discrètement. Zoom sur quelques-unes d'entre elles

« La ville de Toulon regorge d'œuvres d'art. À force de passer devant, on ne les voit plus. » La remarque vient de Rémy Kerténian, directeur des affaires culturelles de la ville et fin connaisseur des œuvres qui agrémentent nos rues. « Elles sont nombreuses : sur les façades d'édifices publics, sur les portes de l'arsenal, de l'ancien séminaire des jésuites, de l'opéra... Sans compter les fontaines publiques de la ville qui renferment des trésors de style : la fontaine corbeille de fruits du cours Lafayette, la fontaine du Globe, très contemporaine... À chaque pas, on découvre des choses », analyse-t-il.

Le Buveur (caché) de Chalucet

Parmi ces trésors cachés dans la ville, citons la porte de la chapelle Notre-Dame de Courtine et sa fontaine du Buveur. Ces noms ne vous disent rien ? Pourtant, vous passez tout près quand vous empruntez les jardins de Chalucet. Sur l'aile ouest



Rémy Kerténian devant la porte de Notre-Dame. Trésor caché de Chalucet.

en remontant vers la médiathèque, on y trouve une porte provençale, réalisée par l'architecte toulonnais Julien Rollet, et destinée à une chapelle. Cette porte fut achetée par la ville en 1876 pour la modique somme de 200 francs, puis installée dans le jardin Alexandre 1^{er}. Derrière, le sculpteur Lucien Hercule a réalisé un

haut-relief encastré dans la rocaïlle et de toute beauté.

Un bronze disparu pendant la guerre...

Plus bas, d'autres statues attirent l'œil : celle représentant Pierre Puget, l'un des plus grands sculpteurs du XIX^e siècle, qui était originaire de Marseille mais a longtemps travaillé à l'arsenal.

L'œuvre a été donnée à la ville en 1891 mais reste méconnue.

Côté est, l'entrée du site de Chalucet est marquée par la statue imposante de François Fabié, un poète mort en 1928, et à qui l'artiste Gondard a rendu hommage. Enfin, Jean Aicard trône dans le coin sud des jardins. Mort en 1921, le poète était représenté sur un buste de



Le sculpteur Pierre Puget.

(Photos Frank Muller)

bronze... qui a disparu pendant la guerre (probablement fondu par les Allemands pour en récupérer la matière première). « Il a ensuite été reconstruit et sculpté en pierre par Cotei afin d'y être installé définitivement en 1956 », ajoute Rémy Kerténian. Noircie par le temps, la sculpture sera nettoyée pour le centenaire du poète. **FRED DUMAS**

L'heure du T

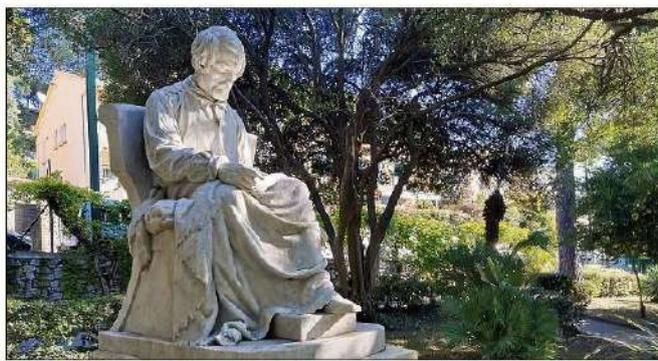
La fontaine italique de Chalucet, dite le « T », géant et bleu créé par Didier Marcel, sera distinguée officiellement vendredi, au même moment que les inaugurations de Kedge, Camando et les Beaux-Arts.

L'œuvre préférée de Sissi l'impératrice est au Mourillon

Elle est discrète. Pourtant, elle est imposante, au fond du jardin d'acclimatation du quartier du Mourillon, paisible et luxuriant.

Il faut chercher quand même pour dénicher la statue du poète allemand Heinrich Heine. Comment s'est-elle retrouvée là ? Grâce à Sissi, l'impératrice autrichienne qui vouait une admiration sans borne pour l'écrivain.

En 1873, Sissi a voulu rendre hommage au génie d'Heine en édifiant un monument à sa gloire en Allemagne et confia au Danois Louis Hasselriis le soin de cette mission. Mais Heine était juif et la ville de Düsseldorf refusa de l'exposer publiquement. Sissi décida alors de transporter l'œuvre d'art sur l'île de Corfou, en



Sous le soleil et face à la mer, la statue du poète Heine est discrète : dans un coin du jardin d'acclimatation. (Photo F. D.)

Grèce, où elle possédait un pied-à-terre. Après la mort de l'impératrice, la statue fut transférée et récupérée par l'éditeur d'Heine, à destination de la ville d'Hambourg. Nouveau refus des

autorités. L'antisémitisme grandissant, la représentation d'Heine devint vite impossible outre-Rhin. « Mais coup de chance : la fille de l'éditeur d'Heine se maria à un Toulonnais qui décida de prendre à sa

charge la belle mais encombrante sculpture. Direction Marseille puis Toulon, sa destination finale. », raconte Rémy Kerténian. Une belle (mais épiquée) histoire !

F. D

Le monde tourne autour du Globe !

« Tous les jours, je vois des gens qui se photographient devant la fontaine du Globe pour alimenter leur Instagram. »

Marion est à la tête de la boutique de déco-design Le carré du Globe (sur la place du même nom), c'est-à-dire aux premières loges pour voir les fans immortaliser cette mappemonde inclinée. « Le symbole, c'est que Toulon est une ville tournée vers le monde, via la Méditerranée », indique Ina Bérato, guide-conférencière à Toulon. L'œuvre d'art a été créée par un cabinet d'architecte niçois qui a été chargé, en 1994, de la rénovation du quartier « et de l'embellissement de la vieille ville. En réalité, il s'agit d'une fontaine unique, alimentée en eau par un forage. »



La fontaine du Globe fait la joie des influenceurs. (Photo F. D.)

Il crée une œuvre monumentale pour le musée du Louvre !

Dans un atelier de l'avenue Estienne-d'Orves, l'artiste Marcos Lozano travaille depuis cet été sur une statue de cinq mètres de haut qui devrait être exposée à Paris en 2022...

Aux outils traditionnels du sculpteur, lui a ajouté... une nacelle élévatrice. Indispensable pour réaliser le modelage en argile de son géant de 5 mètres de haut. « C'est le plus grand format que je n'ai jamais réalisé », confie l'artiste d'origine espagnole, installé depuis plusieurs années au Pradet. Pour les besoins de son nouveau projet, Marcos Lozano cherchait un lieu à la hauteur de son ambition, qu'il a trouvé à La Seyne. Résultat : son nouvel atelier n'est autre qu'une ancienne

menuiserie charpenterie de l'avenue Estienne-d'Orves. Il y a deux ans, cet artiste pluridisciplinaire, qui pratique la peinture et la sculpture, s'est lancé ce qui ressemble au challenge d'une vie. Comme on essaie de réaliser un rêve. Et pour un artiste, quoi de plus excitant que d'accéder au plus grand musée du monde ! À 30 ans, lui qui s'est déjà taillé une belle réputation, se faisant remarquer dans des concours internationaux et exposant dans le monde entier (de Madrid à Shanghai,

en passant par Paris), a donc tenté sa chance. « Sachant que le Louvre accueille des artistes contemporains, explique Marcos Lozano, je suis allé présenter mon projet aux responsables du musée, avec dessins et maquettes. Ils connaissent mon travail et ils m'ont fait confiance, estimant que j'avais la capacité de réaliser une telle œuvre. »

Un message d'espoir pour l'humanité

Son projet consiste donc à sculpter une œuvre monumentale représentant Noé, en colosse nu, façon statue antique. « Avec sa force et sa technique, il sauve l'humanité du déluge. Et ce déluge, pour l'humanité d'aujourd'hui, c'est la montée des eaux avec le réchauffement climatique ». L'artiste et son message ont séduit. « Le contrat avec le Louvre sera finalisé dans les jours à venir ; j'ai déjà une lettre d'engagement du président du musée, qui a fait récemment une présentation publique du projet à Paris », précise Marcos qui, sans attendre la signature finale, s'est mis à l'ouvrage. Le modelage devrait être fini pour



Invitée à découvrir le projet, la maire de La Seyne, elle-même sculptrice, a salué « le travail exceptionnel de cet artiste qui réinvente son travail et revisite un mythe ancestral en l'adaptant à une problématique contemporaine ».



Marcos Lozano travaille depuis cet été sur cette œuvre qui sera terminée en fin d'année. (Photos Laurent Martinat)

la fin de l'année. Un moulage sera ensuite réalisé dans l'atelier seynois, puis le bronze sera fait dans une fonderie à Madrid. « Au final, explique l'artiste, l'œuvre passera entre 8 et 9 tonnes. Elle sera présentée en 2022 dans le grand bassin octogonal du jardin des Tuileries. Elle sera placée dans

un parallélépipède en verre de 8 m de haut à l'intérieur duquel tomberont des gouttelettes de pluie (symbolisant le déluge), et dans lequel les visiteurs pourront rentrer. Elle devrait y rester plusieurs mois. Après, elle pourrait être installée dans les jardins du musée du Louvre, qui en gardera la propriété ».

L'artiste verra alors son rêve réalisé, tout comme l'espoir d'incarner un autre symbole : celui de Noé « sauvant l'humanité » à l'heure où celle-ci sortira peut-être, enfin, de l'une des plus profondes crises sanitaires de son histoire.

M. G.
mguillon@nicematin.fr

Collecte de jouets : les Rockeurs ne lâchent rien

Dans leur jeu, Les Rockeurs ont du cœur gardent leur principal atout : la générosité. Piliers et fondateurs de cette association, Martial Feniou, Bernard Bouana, Fabien Bernard et Olivier Comte (1) lancent, malgré le contexte, la cinquième édition de leur grande collecte de jouets. Toujours avec le soutien de la municipalité seynoise.

Mais, restrictions sanitaires obligent, le public ne profitera pas cette année du festival musical qui faisait leur marque de fabrique. Avec une caractéristique : les spectateurs étaient invités à venir écouter gratuitement un concert moyennant un jouet neuf. Tous ces dons étaient ensuite redistribués aux enfants les plus démunis.

Mille deux cents jouets distribués en 2019

« Nous sommes dans l'obligation d'annuler le concert du 20 novembre au casino Joa, qui était le point d'orgue de notre opération de collecte de jouets, résume Martial. Depuis quatre ans, dix-sept groupes ont partagé l'affiche des Rockeurs sur la scène de Joa, partenaire majeur de ce rendez-vous annuel. La programmation 2020 sera donc reportée



Malgré la crise sanitaire, Olivier Comte, Martial Feniou et Bernard Bouana restent fidèles à la vocation de leur association : récolter des jouets pour les enfants de la région, défavorisés ou malades. (Photo Ly. F.)

en 2021, ad sur scène Blankass, Toybloid et Madame Olsson. Toutefois, il est impensable de ne pas honorer notre mission de père Noël auprès des enfants hospitalisés, ou dans le besoin. Nous ne lâchons rien ! »

En 2019, plus de 1200 jouets avaient été collectés et redistribués aux associations d'aide aux familles, aux enfants défavorisés ou malades.

Notamment aux Restos du cœur, au

service pédiatrie de l'hôpital Sainte-Musse, à Bébé bonheur, à la Maison bleue, à l'association ACM, ou encore aux orphelins de la police. C'est pourquoi durant tout le mois de novembre, les Rockeurs ont ouvert des points collectes de jouets couvrant toute l'aire toulonnaise. (voir liste ci-contre). A votre bon cœur !

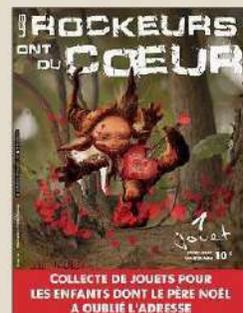
LY. F.

1. Et leurs fidèles partenaires Daniel Tucillo (Alliance majeure) et André Senneidj (p.-d.g. de Sécurité France).

L'affiche d'une peinture

Signe du destin, pour l'élaboration de l'affiche 2020, les Rockeurs avaient fait appel à l'artiste Patrice Garcia, qui a gentiment accepté de plancher sur le visuel de cette cinquième édition. Directeur artistique et créateur de l'univers des Minimoys, le Six-Fournais Patrice Garcia est aussi l'un des designers du Cinquième élément, designer de publicités et de clips (Myliène Farmer) et créateur de nombreux films d'animation.

« Le résultat est fantastique, avoue Martial. Nous y retrouvons tous les signes de notre engagement, ce superbe petit personnage qui n'est pas sans rappeler le monde merveilleux d'Arthur et les Minimoys. La guitare pour les rockeurs et cette pluie de cœurs



rouges pour l'amour et la tendresse que génère cet engagement chaque année de nos nombreux partenaires, bénévoles et donateurs pour les enfants. »

Les points de collecte

Toulon est : Afuzi (ZI Toulon est), Ets Adacoust, 130 Avenue Anatole-France (La Valette), Revue l'Impact et Bison Multiservices (marché floral de Hyères)
Toulon ouest : centre de contrôle

Technique Autosur (face au stade du Léry, ZI Toulon ouest), garage Nissan Lagoubiran.
La Seyne-sur-Mer : casino JOA
Sanary : Les Bains d'Hippocrate, 382 chemin de l'Huide.

La bibliothèque historique écrit un nouveau chapitre

Nous vous emmenons à la découverte du chantier de l'ancienne bibliothèque. Inaugurée en 1888, elle avait besoin d'un rafraîchissement. Rassurez-vous, son charme restera intact

Elle aurait presque pu faire office de décor aux films d'Harry Potter. L'ancienne bibliothèque de Toulon est un lieu à part, chargé d'histoire(s). Une âme à l'élégance surannée mais quelque peu défraîchie. Enfin, plus pour longtemps ! Elle est en train de faire peau neuve. Et c'est un chantier d'envergure qui est en cours pour ne pas dénaturer cet écrin datant du XIX^e siècle.

Toutes les boiseries en pin sont conservées et restaurées par l'Atelier Sud France (voir notre interview ci-contre). « C'est un travail extrêmement pointu, assure l'amiral Tainguy, adjoint à la culture. Nous nous sommes rendu compte qu'elles étaient faites en trompe-l'œil pour donner l'impression d'être en chêne. » Ces décorations, comme les reliefs des colonnes et leurs chapiteaux vont bientôt retrouver leur éclat d'antan. Tout comme les puits de lumière et leurs magnifiques verrières, dont seule la partie métallique a été conservée.

Les étagères qui accueillent bientôt les 30 000 livres, dont bon nombre d'ouvrages anciens, ont également bénéficié d'un sérieux lifting. L'immense salle elle-même a été repensée pour être mieux adaptée à son usage. Ainsi des alcôves



Les spectaculaires galeries vont bientôt retrouver leurs 30 000 ouvrages.

(Photo Patrick Blanchard)

vont être créées afin d'aménager des salons de lecture. Les meubles modernes ont été choisis pour répondre au design de ceux installés à la médiathèque Chalucet. Ils vont côtoyer des objets d'origines comme de splendides radiateurs en fonte de forme circulaire qui serviront désormais de tables.

Lien avec le musée

Un cabinet de curiosité s'installera sur tout un pan de mur. « Il servira de lien entre la bibliothèque et le musée, précise Yann Tainguy. Nous tenions à ce que les deux espaces communiquent. » Les vitrines vont ainsi accueillir des livres anciens, des objets rares, des découvertes ethnographiques.

Une salle spécialement dédiée aux chercheurs est également prévue. Le chantier, colossal, devrait se terminer d'ici quelques semaines. L'ouverture, elle, est programmée en avril prochain. En même temps que celle du musée d'Art de Toulon.

AMANDINE ROUSSEL

Le chiffre

12 M€

C'est le montant du chantier du musée d'Art de Toulon (MAT). Cela comprend les deux tranches de travaux de l'ensemble du bâtiment (bibliothèque comprise). Le financement est assuré par la Ville mais aussi par l'État, la Région, le Département et la Métropole.

Questions à

Frédéric Bœuf, directeur de l'Atelier Sud France à Toulon

« Un petit bijou du XIX^e siècle »

Spécialisé dans l'encadrement d'art, la restauration de tableaux ou encore la dorure sur bois, l'Atelier Sud France, dirigé par Frédéric Bœuf, participe à redonner à la bibliothèque son lustre d'antan.



Sur quoi travaillez-vous spécifiquement ?

Nous sommes en charge de la restauration de tout ce qui est en bois. Nous nous sommes occupé du parquet d'époque que le maître d'œuvre a tenu à conserver. Mais aussi de la bibliothèque elle-même qui est en pin avec un décor de faux chêne en trompe-l'œil par-dessus. C'était la grande mode à l'époque.

Qu'avez-vous fait sur les murs ?

Le gros consistait d'abord à les nettoyer. Ensuite nous avons procédé à la

réintégration picturale des parties lacunales. Dans la plus pure tradition de restauration, avec un petit pinceau, on joue avec la couleur des vernis afin de réaliser les fausses veines du bois. Sans oublier un jeu de glacis pour donner de la profondeur.

Combien de personnes travaillent sur le chantier ?

Il y en a deux à plein temps depuis un mois et demi. Encore quelques semaines et notre travail sera terminé.

Une nouvelle salle pour le musée d'Art

Parallèlement à celui de la bibliothèque, la deuxième tranche du chantier du musée d'Art bat son plein. Et c'est la partie haute du bâtiment qui est en ce moment en travaux. Un ascenseur mènera désormais à l'étage où l'on pourra découvrir la collection d'art contemporain. Dans les deux salles, tout a été refait du sol au plafond. L'éclairage a été particulièrement soigné. Comme pour la bibliothèque, les puits de lumières ont été repris. « Avec un système de stores, nous pouvons contrôler à la fois la température et la lumière », précise Brigitte Gaillard, conservatrice en chef du musée. « Nous avons également retrouvé l'entiereté des dimensions des pièces », ajoute Yann Tainguy, adjoint à la culture. Et plus encore, pour gagner un peu d'espace



Le nouveau cabinet consacré aux arts graphiques.

(Photos P. B.)



Les salles d'expositions ont été refaites du sol au plafond.

d'exposition, une nouvelle salle a été créée. Elle se trouve à mi-étage. D'une surface de 55 m², ce cabinet pour les arts graphiques est sans fenêtre. « Élément essentiel pour pouvoir exposer des œuvres fragiles comme des photos, des gravures... », précise Yann Tainguy. Si le chantier accuse plusieurs mois de retard dû à la pandémie, les ouvriers devraient bientôt quitter les lieux. La livraison est prévue pour janvier. Restera ensuite plusieurs semaines pour tout nettoyer et accrocher les œuvres. L'ouverture est prévue – si aucun virus ne vient perturber le planning – en avril prochain. Pour l'occasion, « une grande exposition d'envergure nationale est programmée », assure l'élu. Mais pour l'instant motus et bouche cousue quant à sa thématique.



Les restaurateurs de l'Atelier Sud France travaillent le bois avec minutie.

(Photo A. R.)

Les illustrateurs ont désormais « leur » galerie

Depuis hier, la Galerie Lisa a ouvert un espace spécialement consacré à cette forme artistique en vogue. Un écrin, situé également rue Pierre-Sémard, pour mettre en avant les talents locaux

Les vitres viennent tout juste d'être installées. Il manque encore quelques coups de peinture à donner. Mais c'est désormais officiel, la Galerie Lisa a ouvert une annexe. Cette dernière se trouve également rue des Arts, en face de l'établissement historique ouvert il y a quatre ans. Son propriétaire Jean-François Ruiz a voulu en faire l'antre des illustrateurs. Il faut dire que depuis quelques années, la discipline a le vent en poupe et occupe le devant de la scène.

Notamment au niveau local. Menée par l'incontournable Monsieur Z, c'est toute une génération qui déploie aujourd'hui ses ailes. « Cette mode, qui s'inscrit dans la durée, je la pense très liée à l'évolution de la technologie. On a la chance localement d'avoir des artistes très talentueux. Chacun a son style, chacun a sa touche. Il fallait bien qu'ils aient leur maison ! », s'enthousiasme Jean-François Ruiz. Et que cette maison soit la Galerie Lisa n'a rien d'étonnant. Depuis sa création, celle-ci a régulièrement mis en avant des illustrateurs. Ici, chacune des œuvres, en série limitée, est



Jean-François Ruiz dans l'annexe de la Galerie Lisa.

(Photo Luc Boutria)

imprimée localement par Bernard Castel des éditions Marius Bar. « Nous y tenons beaucoup. Et nous avons également soigné les encadrements », précise le galeriste.

Une dizaine d'artistes

Parmi les artistes exposés, on trouve bien évidemment Monsieur Z, qui signe notamment une nouvelle série consacrée à Toulon. Mais

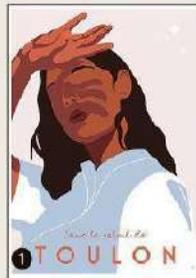
aussi les images minimalistes et colorées de Rémi Bertola des éditions La Capte. Ou encore les « billets » mêlant peinture et collage de David Bordage. « Dans un style plus street art, nous montrons également les dernières créations d'Alex Z. Il a notamment détourné des pages d'un vieux journal de l'Assemblée Nationale en y inscrivant des phrases de JoeyStarr ou autres. » Vous

avez vous aussi noter que tout ça manquait légèrement de touches féminines ? Pas de panique, les illustratrices tiennent aussi le haut de l'affiche à la Galerie Lisa (lire ci-contre). Elles ont même tout un mur qui leur ait consacré.

« Nous privilégions la nouveauté, la différence et l'originalité », ponctue Jean-François Ruiz.

AMANDINE ROUSSEL

Marion Ben-Lisa, Plaza del Carmen et Émilie Arnoux en vedette



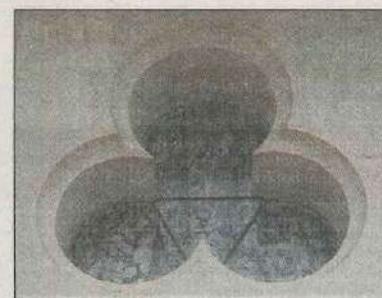
Parmi les illustratrices exposées, on trouve Marion Ben-Lisa 1. « C'est une jeune Toulonnaise qui propose quelque chose de très frats, très moderne. C'est une

étoile montante », assure Jean-François Ruiz, sous le charme. Le patron de la galerie est aussi fan du travail de Plaza del Carmen 2. Originaire de Nîmes, l'illustratrice s'amuse à transposer des personnes connues comme David Bowie ou encore Marilyn Monroe et Simone Veil dans un portrait à la Rembrandt. Le tout en édition extrêmement limitée. « Nous lui avons réservé une niche rien que pour elle. »

Les couleurs pop d'Émilie Arnoux 3 viennent également booster les murs de chez Lisa. La jeune femme, exposée par la Fremin Gallery de New-York, aime mélanger la pop culture, la beach culture et le Surf Art.



- 1 Un air de campagne anglaise à Costebelle**
Var Matin – 21.02.2020
- 2 Notre-Dame de Consolation bombardée et ... miraculée**
Var Matin – 16.08.2020
- 3 15 août 1964 – Toulon : De Gaulle, l'attentat raté**
Var Matin – 16.08.2020
- 4 Il y a 50 ans, l'accident du sous-marin Galatée**
Var Matin – 20.08.2020
- 5 Cette autre « libération » bientôt mise en lumière**
Var Matin – 22.08.2020
- 6 Un site web dépoussière « La Seyne en 1900 »**
Var Matin – 10.09.2020
- 7 L'aéronavale commémore les 100 ans du 1er appontage**
Var Matin – 20.10.2020
- 8 «Mémoire d'outre-tombes au cimetière central**
Var Matin – 01.11.2020
- 9 Il y a 100 ans...le siège de la Chambre inauguré**
Var Matin – 06.11.2020
- 10 Michel Bats : « Si le site d'Olbia pouvait parler »**
Var Matin – 03.12.2020
- 11 En 1543, la cathédrale a été transformée en mosquée »**
Var Matin – 14.12.2020
- 12 George Sand et ses mystérieux passages à Dardennes**
Var Matin – 25.12.2020
- 13 Toulon, 1820 : une embarrassante Vénus de Milo**
Var Matin – 27.12.2020



Un air de campagne anglaise à Costebelle

A travers ses villas bourgeoises, la ville d'Hyères conserve intactes les traces de la présence anglaise de la fin du XIX^e siècle. Exemple avec l'Ave Maria, un cottage inscrit à l'inventaire au patrimoine culturel

Hyères, place forte du tourisme d'hiver prisé de la bourgeoisie anglo-saxonne, conserve cet héritage de la fin du XIX^e siècle. La chapelle de Costebelle, l'église anglicane et le temple protestant en centre-ville en sont des exemples parlants. Des villas aussi, qui peinent à cacher leur architecture victorienne, à l'image de l'Ave Maria, un cottage à l'anglaise qui voisine avec le lycée de Costebelle.

Intrigués par ce style flamboyant, nous avons tapé au portail et, heureuse surprise, avons pu faire le tour du propriétaire avec Andrée Duchaine. Y ayant passé l'essentiel de sa vie (*lire en encadré*), Andrée est l'hôte indiquée pour retracer l'histoire de sa maison. Ce cottage typique du style des maisons de campagne anglaises, a été construit en 1884, soit juste après les trois somptueux hôtels (Costebelle, Albion et Ermitage) où séjournera la reine Victoria en 1892.

Bénéficiant d'un détachement de parcelle des Établissements de l'Ermitage, Elisabeth Douglas Irvine, fille de Lord Douglas d'Edimbourg, s'y fait construire une maison de villégiature de 300 m² (12 pièces sur deux niveaux habitables). Elle pourrait être l'œuvre de Thomas Donaldson, architecte britannique hivernant à Hyères. D'abord appelée la Cigala, le cot-



Orientée au sud, voisine du lycée de Costebelle, la villa Ave Maria affiche fièrement son caractère pittoresque anglais.

(Photos Laurent Martinat)

tage prend la dénomination d'Ave Maria au fil du temps et de ses propriétaires successifs. Les parents d'Andrée Duchaine en font l'acquisition en 1946.

La villa n'est pas classée monument historique mais a été reconnue demeure remarquable de la ville d'Hyères en 1999, figurant à l'inventaire général du patrimoine culturel de la Région Sud-Paca.

Ses voisines tout aussi huppées ont pour nom la Luquette, la villa Léautaud, la villa Sainte-Cécile, l'Espérance, le Plantier ou Chez nous (qui hébergeait les cuisiniers des grands hôtels).

La restauration de la toiture de l'Ave Maria et le renouvellement du zinc des pignons ont été réalisés en 2004, ainsi que le toit du double garage. La propriété com-

prend une dépendance de 250 m² dans laquelle la famille Duchaine préparait ses recettes de miel. Ces dernières semaines, Andrée Duchaine a été contrainte de faire tailler la haie de troène qui empiétait sur le trottoir. Une calamité pour elle, mais qui offre une belle vue sur la façade en pierre de calcaire et les fenêtres en ogive.

SYLVAIN MOUHOT

La maison du miel



Andrée Duchaine a mis deux ans avant de se résoudre à vendre la villa de toute une vie.

Arrivée à l'âge de 7 ans à l'Ave Maria, Andrée Duchaine y aura passé toute une vie. Elle vient de se décider à mettre en vente la villa familiale. « C'est la sagesse qui me pousse à vendre. Il m'a fallu deux ans pour m'y résoudre », avoue-t-elle. Ici, son père André, l'un des plus grands propriétaires de ruches de France, fabriquait sept sortes de miel, du nougat, des bonbons et la gelée royale qui servait aux cosmétiques. Tout Hyères montait à Costebelle pour acheter son miel. Les nougats Duchaine fournissaient l'armée, les hôpitaux et les maisons de détail comme le traiteur Fauchon à Paris. « C'est un cottage bourgeois, oui. Mais aussi facile à vivre, avec le gaz de ville dès son origine, comme dans les hôtels de Costebelle. »

Notre-Dame de Consolation bombardée et... miraculée

Avant la libération de la ville, le 21 août, des bombardements vont détruire la chapelle située à Costebelle. La statue de la Vierge Marie qui surplombait l'édifice est retrouvée quasi intacte

A la mi-août 1944, les paroissiens découvrent avec effroi les dégâts causés par les bombardements qui accompagnent le débarquement de Provence. A Costebelle, sur ce plateau panoramique dominant la presqu'île de Giens et la ville, la chapelle de Notre-Dame de Consolation n'est plus qu'un tas de gravats, de pierres entassées dans un flot de poussière. Le lieu de culte a été réduit à néant. Ce lieu de pèlerinage majeur – cité dans une bulle papale de Benoît XIII – qui comptait notamment une riche collection de centaines d'ex-votos⁽¹⁾ est totalement détruit. Mais au milieu de ces ruines, les premiers visiteurs vont découvrir un « miracle ». La longue silhouette d'une Vierge Marie les bras ouverts. La même qui dominait, avant le pillage, l'édifice. Placée au dessus du clocher, la statue en fonte est retrouvée pratiquement intacte. Sur des photos anciennes, prises dans les jours suivants la destruction de la chapelle, après la libération de la cité le 21 août, apparaissent ainsi des familles en pèlerinage sur ce site dévasté. C'est cette même statue renouée qui surplombe désormais la colline, en signe de protection de la ville à laquelle elle tournait autrefois le dos. La statue a rejoint son nouveau sanctuaire livré en 1955, à l'initiative du maire Joseph Clotis, par l'architecte hyérois Raymond Vaillant, décoré par le sculpteur Jean Lambert Rucky et le maître-verrier Gabriel Loire. Il faut savoir que la grande verrière de Costebelle est dans sa conception, une première dans l'art du vitrail. Elle retrace l'histoire du sanctuaire depuis Saint-Louis.

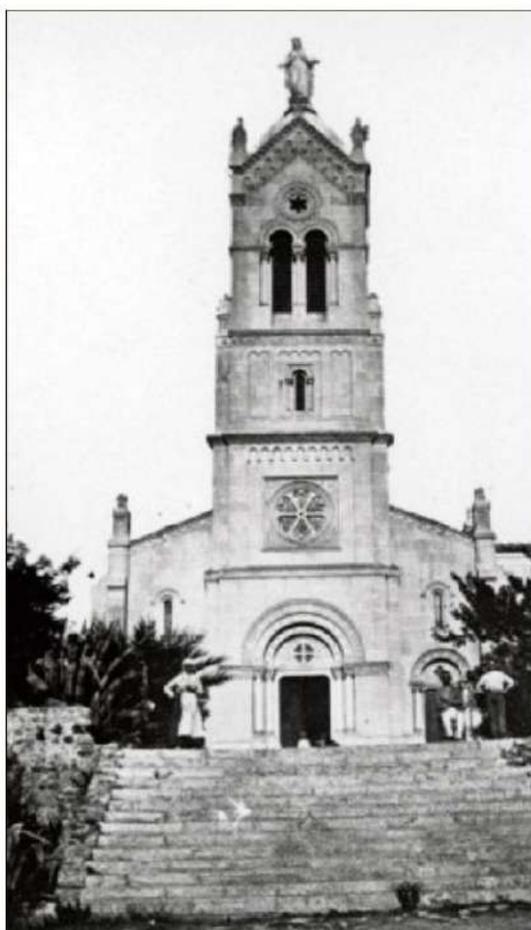
P. POLETTO



La verrière de Gabriel Loire. (Photo P.P.)



L'église actuelle, reconstruite dans les années 50, décorée par le sculpteur Jean Lambert Rucky et la vierge dominant la ville. (Photos P. P.)



Avant les bombardements du 15 août 1944, le sanctuaire de Notre-Dame de consolation était surmonté d'une statue de la Vierge, près du clocher. Si l'édifice est réduit à néant, la statue chute mais demeurera intacte.



Vue depuis les escaliers d'une chapelle complètement détruite.



Le 22 août 1944, des paroissiens venus constater l'étendue des dégâts sur la chapelle découvrent au milieu des gravats la Vierge autrefois placée au sommet du sanctuaire. (Photos DR)

15 août 1964 - Toulon DE GAULLE : L'ATTENTAT RATÉ

Pourquoi la bombe, cachée dans une jarre, n'a-t-elle explosé que... treize jours plus tard ? La question demeure toujours sans réponse !

Au cœur de l'été 1964, dans une France en vacances et un monde à l'arrêt, un événement se déroule le 15 août à Toulon : l'inauguration au Mont-Faron, par le Général de Gaulle, président de la République, du Mémorial du débarquement de Provence de 1944.

Depuis le matin, les forces de police sont sur le pied de guerre. Au milieu de l'après-midi, le Général de Gaulle et son Premier ministre, Georges Pompidou, arrivent sur place. Un groupe d'enfants est rassemblé autour d'eux pour symboliser l'avenir du pays.

La cérémonie va commencer. Un cortège se forme au pied de l'escalier. À côté se trouve une jarre contenant une pauvre plante grasse – une jarre si banale que personne n'y fait attention. C'est sur cette jarre, pourtant, que va être concentrée toute l'attention du monde. Pas sur le moment même, mais treize jours plus tard. En effet, le jour même, tout se passe sans incident. La cérémonie se déroule, empreinte de solennité et d'exaltation de la grandeur de la France. Une fois l'inauguration terminée, le Général de Gaulle regagne Paris.

La jarre en feu

Mais voici que le 28 août, soudain : « *Au feu !* » Un employé du Mémorial aperçoit une flamme au-dessus de la jarre. Alors qu'il se précipite, il voit, au loin, une voiture noire partir en trombe. Une déflagration. La jarre vole en éclats. Aucun blessé. Il n'y avait personne autour.

L'information se répand rapidement. Tout le monde comprend que la bombe était destinée au Général de Gaulle mais n'avait pas explosé à temps. On est face à une affaire d'État.

Les enquêteurs découvrent une charge de TNT qui pouvait être télécommandée à un kilomètre. Il faudra six mois d'enquête. En mai 1965, les coupables sont identifiés. Ce sont des membres de l'Organisation de l'Armée secrète (OAS), partisans de l'Algérie française : Jean-Jacques Susini, 31 ans, ancien président des étudiants d'Algérie, Gilles Buscia, 26 ans, André Rossfelder, 39 ans, écrivain, Samuel Lehmann, légionnaire suisse, ingénieur en électronique.

Certains ont fui. Les autres refusent de parler. Un procès aura lieu. Une question restera sans réponse : pourquoi la bombe n'a-t-elle pas explosé ?

Quatre hypothèses se dégagent :

► La première : la veille, le jardinier du site, un certain Neredec, aurait arrosé la plante grasse qui avait triste allure. Aurait-il noyé le mécanisme de mise à feu ?

► Deuxième hypothèse : la personne chargée de déclencher l'explosion n'aurait pu accéder à cause du service d'ordre.

► Troisième hypothèse : constatant la présence d'enfants non prévue initialement, l'individu aurait renoncé.

► Quatrième hypothèse : cela n'était qu'une mise en scène. L'explosion était prévue pour plus tard afin de créer une peur rétrospective et entretenir un climat terroriste. L'auteur de l'explosion retardée serait la personne qui se serait enfuie dans la voiture aperçue le 28 août.

Dans un livre *Requiem pour une cause perdue* paru en 1981, Gilles Buscia raconte : « *Je devais récupérer la charge explosive à Menton par l'intermédiaire du docteur D., conseiller municipal. Je pris contact avec lui grâce à la phrase : "Je viens me faire soigner du nez, de la gorge, des oreilles et des yeux." Il me dit que je devais la récupérer sur la route de Gorbio auprès d'un homme à qui je poserais la question : "Connaissez-vous l'hôtel des Trois lions."* »

Condamnés à mort par contumace

La bombe fut installée dans la nuit du 28 juillet : « *Avec d'innombrables précautions, Rossignol, ami de Susini qui avait rejoint notre équipe et qui était diplômé en agronomie, dépota la plante grasse, Lehmann plaça la charge après avoir prélevé dans un sac la quantité de terre correspondante et en laissant dépasser deux centimètres de fil d'antenne.* »

Lors du procès, en février 1966, Susini, Rosfelder et Lehmann, en fuite, furent condamnés à mort par contumace, Buscia à la réclusion à perpétuité. Tous seront amnistiés par le Général de Gaulle en 1968. L'attentat de Toulon était, après Pont-sur-Seine en 1961, l'Élysée et le Petit-Clamart en 1962, l'École militaire en 1963, le cinquième auquel le Général de Gaulle avait échappé.

ANDRÉ PEYRÈGNE
nous@nicematin.fr

Source : hors-série d'Historama (Les Attentats contre de Gaulle), publié en 1978 (Éric de Goutel).

On est face
à une affaire
d'État.



#Que sont-ils devenus ?

Après avoir été amnistiés par le général de Gaulle, les auteurs de l'attentat de Toulon se sont dispersés. Jean-Jacques Susini, sera arrêté en 1970, soupçonné d'avoir commandité un braquage puis acquitté, à nouveau arrêté en 1972 pour avoir organisé l'enlèvement d'un ex-trésorier de l'Organisation de l'Armée secrète (OAS). Il se lança ensuite dans la politique sans réussir à être élu. Il est mort en 2017. André Rossfelder a poursuivi son activité d'écrivain et de géologue sous-marin. Il a publié en 2000 *Le Onzième commandement* et est mort en 2011. Gilles Buscia a fait carrière dans le domaine de la sécurité et de la politique, a publié en 1981 *Requiem pour une cause perdue* dans lequel il raconte sa version de l'attentat de Toulon et émet l'hypothèse d'une trahison de Lehmann, lors de l'enquête. Il a également publié en 2017 *Et de Gaulle créa de Gaulle*.

#mauditejarre

1. Le général de Gaulle à Toulon le 15 août 1964.

2. Le mémorial du débarquement et de la libération de Provence de 1944 au Mont-Faron à Toulon.

3. La jarre dans laquelle avait été placée la bombe. (DR)





De la cinquantaine de membres de l'équipage de la Galatée, six ont péri le 20 août 1970.

(Photo DR)

Il y a 50 ans, l'accident du sous-marin Galatée

Un demi-siècle auparavant, le sous-marin *Galatée* percutait un navire sud-africain au large de Toulon. Le jeudi 20 août 1970, six marins perdaient la vie dans l'accident

Jeudi 20 août 1970, aux environs de 20 h 30, il fait encore jour sur la rade de Toulon. Le sous-marin *Galatée* et les quelques dizaines de marins de son bord partent en mer pour y effectuer un exercice. Au même moment, le sous-marin sud-africain *Maria Van Riebeeck* regagne le port. Jacky Gaschen, 20 ans à l'époque, est à son poste,

dans la cuisine du navire français. En quelques secondes, la sortie en mer bascule, comme le navire. « Dans ma cuisine, toutes les gamelles sont parties en vrac », se remémore l'ancien quartier-maître. Les deux sous-marins de modèle Daphné se percutent. « Ça a secoué tout le monde. On s'est demandé ce qui était en train d'arriver. » C'est la panique à

bord et, rapidement, le commandant Lauga ordonne d'échouer volontairement le sous-marin. Une brèche se forme à l'arrière de la *Galatée* tandis que l'équipage du navire sud-africain parvient à regagner la terre ferme.

Un équipage bien connu des marins français. « On faisait des exercices avec eux. Ils logeaient à la base sous-marine », explique Jacky. Tant bien que mal, la *Galatée* parvient à s'échouer au pied de la falaise de Cépet. Jacky poursuit : « À un moment, on manquait d'oxygène, presque tout le monde est tombé dans les pommes. »

« Ça n'aurait jamais dû arriver »

Après quelques heures d'efforts, l'évacuation du sous-marin par les secours est lancée. En toute fin de soirée, six marins manquent à l'appel : noyés ou asphyxiés, ils ne remettront jamais le pied à terre.

Parmi eux, un jeune homme de 18 ans ou encore un remplaçant de la Marine. Ce dernier n'aurait – initialement – pas dû se trouver dans le sous-marin.

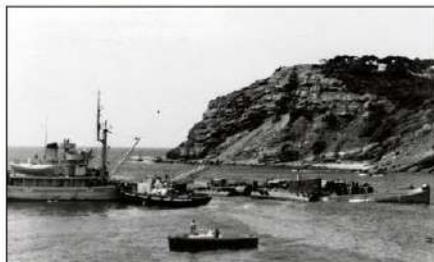
Selon Jacky Gaschen, le bilan aurait pu être encore plus lourd : « Si le commandant n'avait pas rapidement décidé de faire échouer la *Galatée*, on aurait coulé. » Après avoir été extirpés du sous-marin « comme des paniers » – et non sans mal –, les rescapés sont ramenés à la base navale. Un contrôle a lieu le lendemain à l'infirmierie.

Circonstances mystérieuses

Même 50 ans après, difficile d'observer un consensus concernant les causes de la terrible collision. Comme à l'époque : « On a toujours pensé que c'était de la faute du sous-marin sud-africain, mais d'autres assurent que c'est de la nôtre. Je ne sais

Les dates clés

- 22 septembre 1961 : première mise à flot du sous-marin *Galatée*.
- 20 août 1970 : collision avec un sous-marin sud-africain. Le sous-marin français de classe Daphné est contraint de s'échouer. Six marins perdent la vie et plusieurs sont blessés.
- 23 août 1970 : citernes et remorqueurs s'activent afin de conduire la *Galatée* jusqu'à l'arsenal.
- 24 août 1970 : début d'une période de modifications et de réparations – de la coque notamment – du navire qui se poursuivra jusqu'au mois de janvier 1973.
- 17 octobre 1991 : dernière plongée en mer du sous-marin avec d'anciens commandants à bord.
- 22 octobre 1993 : la *Galatée* est condamnée. Sa coque sera coulée 5 ans plus tard au large de Toulon.



Le 23 août 1970, trois jours après s'être volontairement échouée au cap Cépet, à Saint-Mandrier, afin d'éviter de couler, la *Galatée* est renflouée par plusieurs remorqueurs de port. (Photo DR/Marine nationale)

pas. On n'a jamais su. » Quoi qu'il en soit, l'ex-marin tente de ne pas oublier cet épisode cauchemardesque et cette secousse « qui a surpris tout l'équipage ». Il garde par exemple en mémoire le troisième jour ayant suivi l'accident. « Les morts noyés sont restés trois jours dans le

sous-marin. C'est d'ailleurs nous qui avons dû nettoyer nos compartiments respectifs. Dans le mien, la nourriture traînait partout. Et puis il y avait cette puanteur... » Le plus important pour Jacky ? « Que les gens n'oublent pas. »

DORIAN VIDAL

Cette autre « libération » bientôt mise en lumière

La prise de La Seyne en 1793 par les troupes de Bonaparte, venues chasser les Anglais de la rade de Toulon, sera au cœur d'un ambitieux spectacle porté par la nouvelle équipe municipale

Si l'on célèbre chaque année la libération de la ville par les Alliés en 1944, le souvenir d'un autre événement historique de portée nationale est, lui, moins mis en valeur. Plus pour longtemps. Évoqué par plusieurs candidats durant la dernière campagne électorale, le projet d'un « son et lumière » autour du fort Balaguier va bel et bien voir le jour. Parmi les (très) nombreux dossiers ouverts sur son bureau, Nathalie Bicaïs planche en effet sur la concrétisation de l'une de ses propositions : une animation retraçant les moments forts de l'histoire seynoise. A commencer par la libération de La Seyne et le siège de Toulon par les troupes de Bonaparte en 1793.

« Il s'agit d'une histoire fabuleuse », souligne la maire qui rappelle qu'elle « défend, depuis des années, l'idée d'une manifestation valorisante pour la ville. Et là, il s'agit ni plus ni moins que de la grande Histoire car cet événement a compté à la fois dans l'Histoire de France et dans le destin de Bonaparte. Certes, la ville a eu la chance d'avoir de grandes personnalités telles Michel Pacha, George Sand ou Fernand Pouillon (architecte qui a reconstruit le hameau des Sablettes après-guerre, Ndlr), mais l'épisode de 1793 a eu véritablement un rayonnement national, voire international ».

« Une scène historique dans son jus »

L'événement est pourtant

assez peu commémoré. Certes George Sand l'évoque dans son roman *Tamaris*. Et depuis plusieurs années, l'association des Amis du musée Balaguier œuvre pour diffuser l'histoire du fort éponyme - qui fut l'un des « acteurs » de la bataille conduite par Bonaparte.

« Avec le triangle des trois forts, (L'Éguillette, Balaguier et Napoléon), reprend Nathalie Bicaïs, on a à la fois une scène naturelle et un site historique dans son jus. L'idée est donc de mettre en lumière cette histoire, un peu comme le fait le spectacle du Puy du Fou, au travers d'un événement qui soit aussi une grande fête populaire ».

Madame le maire imagine déjà un spectacle avec « des éclairages sur les forts, des projections vidéo-animées (mapping), une simulation de bataille, un récit narratif... J'aimerais aussi faire venir des bateaux de tradition dans l'anse de Balaguier, proposer des ateliers de maletage et d'autres animations faisant revivre des métiers de l'époque... Je veux d'ailleurs travailler en connexion avec les associations et avec la population afin qu'elles s'approprient cette histoire. L'événement pourrait aussi inclure un spectacle vivant, comme celui proposé par René Raybaud (lire ci-dessous, Ndlr) car c'est une animation connexe. Certes, il faut encore trouver l'articulation, mais ce serait un plus dans la programmation ».



En 1793, alors que les fédéralistes et les royalistes ont livré Toulon aux Anglais, le jeune Bonaparte, à la tête de l'armée de la Convention, conçoit un plan pour reprendre le contrôle de la rade depuis les forts de La Seyne qu'il reconquiert au cours d'épiques combats. Ce fait historique majeur qui sera au cœur d'un spectacle dans l'anse de Balaguier. (Documents DR)



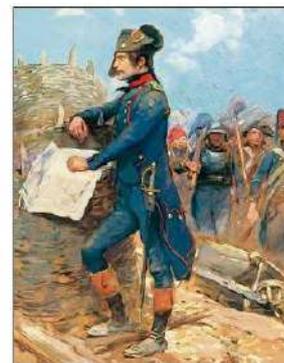
Générer des retombées

L'un des objectifs affichés est aussi que cet événement génère des retombées économiques et touristiques. « On peut déjà imaginer un service de restauration avec les aquaculteurs de Tamaris et d'autres acteurs de l'économie locale », avance Nathalie Bicaïs qui travaille également sur la manière « d'édifier la saison estivale ». Raison pour laquelle le spectacle et les animations liées seront probablement organisés en septembre :

« C'est une période qui attire encore pas mal de visiteurs, et en plus, les Seynois seront rentrés de vacances - et nous avons besoin qu'ils soient là ! Du reste, en septembre on peut aussi faire un lien avec les Journées du patrimoine ». Dans l'immédiat, la maire s'appête à nommer un(e) chef de projet pour lancer la préparation de l'événement. La volonté est de proposer une première édition dès 2021, année durant laquelle sera célébré le bicentenaire du fort Napoléon. « La première édition se tiendrait a

priori sur une journée. On veut rester prudent et se garder de la folie des grandeurs. L'idée est de poser la première pierre, d'évaluer les impacts, et de monter en puissance par la suite. Mais de toute évidence, cette manifestation dédiée à une histoire qui appartient à notre identité, peut servir d'ancrage dans la mémoire collective et contribuer à rendre leur fierté aux Seynois ». Telle était aussi l'une des ambitions affichées par la candidate durant la campagne.

M. G. mguillon@nicematin.fr



Nathalie Bicaïs travaille déjà sur ce projet qui verra le jour l'an prochain.

(Photo Dominique Leriche)

René Raybaud : « 40 ans que j'attends ça ! »

Figure emblématique du théâtre à La Seyne et dans le Var, le directeur de la Compagnie Poquelin est passionné par la dimension de l'histoire qui s'est jouée ici en 1793. Au point qu'il a écrit, en 1980, « une fresque » retraçant cet épisode, « l'un des plus grands faits historiques de notre nation, et c'est bien à La Seyne qu'il a eu lieu. C'est la première victoire de Bonaparte, alors simple capitaine d'artillerie qui, au lendemain de la prise de l'Éguillette, devient général de brigade à 24 ans. S'il n'y avait pas eu cet épisode héroïque à La Seyne, les royalistes auraient

repris le pays et c'en était fini de la République. Et Bonaparte ne serait jamais devenu Napoléon ! » Du reste, René Raybaud se dit surpris que cet événement soit si peu connu : « Il n'y a pas une plaque, pas une trace de ces combats qui ont duré des mois et fait 1 800 morts dans la seule journée décisive du 17 décembre 1793. Pourquoi ne pas ériger un monument sur place ? »

Depuis 40 ans, donc, René Raybaud dit « attendre qu'une municipalité seynoise comprenne l'importance d'un spectacle autour de cet événement. Là, je reprends espoir avec la nouvelle équipe

municipale. Ma fresque historique (intitulée "l'envol de l'Aigle") se compose de scènes de théâtre, de projections de tableaux filmés, de chants... Je prévois une dizaine de comédiens, deux cents figurants et une centaine de chanteurs des différents chœurs de La Seyne ».

« Toucher un large public »

Et pour assurer la promotion, il souhaite organiser des conférences au bas du marché et dans les quartiers. « J'aimerais aussi lancer un concours de dessins dans les écoles, un concours de vitrines dans les commerces, organiser une retraite



René Raybaud, directeur du Théâtre Poquelin, a écrit un spectacle sur les événements de l'année 1793. (Photo M. G.)

aux flambeaux... »

René Raybaud se dit convaincu que son projet séduira « un large public, d'autant que le spectacle mettra aussi en lumière les combats qui se seront déroulés dans les communes proches : Le Beausset, Ollioules, Evenos, La Valette, Sollès-Pont et bien sûr Toulon... Sans oublier qu'il y a de très nombreux Corsés dans la région Paca. D'ailleurs, j'ai eu l'occasion de rencontrer l'impresario du groupe I Muvrini, qui a été séduit par ma proposition et qui n'a pas exclu l'idée de les faire venir pour la première ! »

Un site web dépoussière « La Seyne en 1900 »

En plus de ses publications sur les réseaux sociaux, le médecin Philippe da Prato ouvre un « livre d'images » sur internet, qui retrace quatre siècles de petites et grandes histoires locales

Après Youtube et Facebook, Philippe da Prato s'offre une nouvelle visibilité sur internet. Ce férù d'histoire locale, médecin bien connu du centre-ville, vient en effet de lancer laseyneen1900.fr. Un site sur lequel on retrouve des milliers de cartes postales d'époque, mais aussi des tonnes d'anecdotes oubliées ou de faits historiques du XVII^e siècle à la fin de la guerre. Avec une prédilection pour la période 1880 - 1944.

« Ça fait dix ans que je me suis lancé dans ce travail de recherche, explique Philippe da Prato. Ça a pris de l'ampleur au fur et à mesure que mes patients ont entendu parler de mon hobby et se sont fait un plaisir de m'apporter des documents familiaux, des médailles, des affiches ou des archives historiques. Désormais, j'ai un site internet qui centralise tout ça. »

« Susciter fierté et dignité »

On y retrouve donc, plus ou moins développés, 200 thèmes différents, qu'il s'agisse d'éclairages sur les « capitaines d'industrie du quadrilatère Germain-Loro », la vie



Avec la reproduction d'illustrations des quartiers et lieux emblématiques de la ville - porte des chantiers, port, marché du cours Louis-Blanc, Sablettes, Balaguier... - ce sont des pans entiers de l'histoire locale qui sont évoqués par Philippe da Prato, qu'il s'agisse de la grande époque de Tamaris, de la construction navale, de l'aquaculture ou des bombardements américains.

(Photo DR - collection P. da Prato)

des chantiers navals. L'époque Michel Pacha ou les débuts de l'Union sportive seynoise. « Je parle de la visite du président de la République Sadi Carnot comme d'une pauvre marchande de brousse qui se fait écraser dans la rue », résume Philippe da Prato.

Les historiens locaux bien connus, comme Louis Baudouin, Marius ou Jean-Claude Autran, sont régulièrement cités, leurs textes enrichissant un contenu déjà bien fourni grâce, entre autres, à des diaporamas. « Mon objectif n'est pas de les concurrencer, mais au contraire d'illustrer leurs passionnants récits, poursuit le docteur de 65 ans. Je cherche à m'amuser et à amuser les visiteurs avec l'histoire locale, sans aucune volonté d'exhaustivité. Je ne suis pas un spécialiste mais c'est quelque chose qui m'a toujours plu. » Aujourd'hui, Philippe da Prato décrit son site comme « un livre d'images, un cahier de vacances qu'on feuilleterait nonchalamment à la plage ou au coin du feu selon la saison. » Lequel intègre une nouvelle publication par

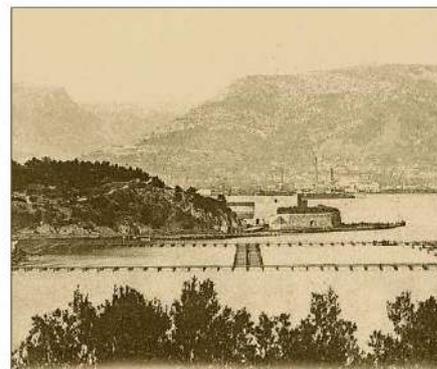
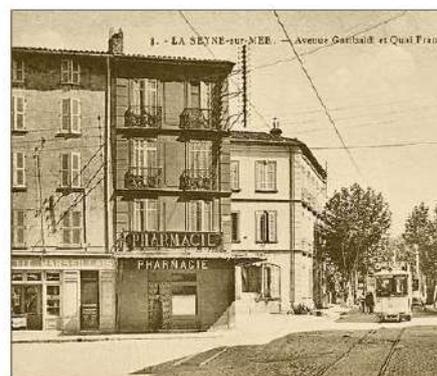
semaine, certaines plus denses que d'autres. « Quand le sujet me passionne, l'investissement est forcément plus important. Je vais consulter les archives, fouiller dans les greniers... » La mystérieuse chapelle des morts aux Mouissèques, qui le passionne, sera ainsi peut-être au menu des prochaines semaines. Mais pas que. « L'idée, c'est aussi de rappeler aux Seynois que la ville possède un passé glorieux : une station balnéaire fréquentée par la jet-set internationale, une activité industrielle de pointe reconnue dans le monde entier et un cadre de vie exceptionnel avec ses rivages et ses forêts environnantes, conclut-il. Réanimer le passé permet de susciter fierté et dignité... »

MA.D.

mdalaine@nicematin.fr

Remerciements

Philippe Da Prato tient à remercier ceux qui lui ont permis de réaliser son site : « Respect et remerciements à Jean Denans, Louis Baudouin, Marius et Jean-Claude Autran, Henri Ribot, René Merle, les chercheurs et enseignants, les sociétés savantes, les journalistes de toutes ces époques, etc..., pour la transmission de leur savoir sur le fabuleux passé de notre belle ville de La Seyne-sur-mer. Merci à tous ces Seynois qui me confient toutes ces photos, ces cartes postales, ces objets, ces documents qui réveillent et ravivent le souvenir de leurs ancêtres, venant enrichir la mémoire collective et s'imbriquer dans le gigantesque puzzle de l'histoire locale. »



L'aéronavale commémore les 100 ans du 1^{er} appontage

Le 20 octobre 1920, en rade de Toulon, le lieutenant de vaisseau Paul Teste entrait dans l'histoire de l'aéronautique navale française en étant le 1^{er} pilote à poser son appareil sur un porte-avions

A lors que les dirigeants français – Emmanuel Macron, le chef des armées en tête – réfléchissent au futur remplaçant du *Charles-de-Gaulle*, l'aéronavale française célèbre aujourd'hui son acte fondateur. Il y a très exactement cent ans, dans la matinée du 20 octobre 1920, le lieutenant de vaisseau Paul Teste réussissait en effet à poser son Hanriot HD2, un biplan monoplace, sur le pont du *Béarn* !

Un exploit célébré avec quelques jours d'avance sur la date anniversaire. Jeudi dernier, les Varrois habitant sur le littoral entre Giens et Saint-Mandrier, ont pu apercevoir un drôle de défilé aérien dans le ciel azurien : un *Breguet Alizé* et un *Fouga Zéphyr*, deux appareils retirés du service depuis plusieurs années déjà, étaient en effet accompagnés de quatre Rafale Marine et d'un avion de guet aérien *Hawkeye*.

Les Américains, vrais pionniers

Ancien pilote de la chasse embarquée, Robert Feuilloy, « 655 appontages au compieur, dont 174 de nuit », entretient sa passion de l'aéronavale au sein de l'Arধান (association pour la recherche de documentation sur l'histoire de l'aéronautique navale). Pour nous, il revient sur ce premier appontage français. « *La France n'est pas la première nation à avoir posé un appareil sur un porte-avions. Les États-Unis l'avaient fait en 1911 et le Royaume-Uni en 1917* », précise-t-il en préambule, sans chercher



À l'occasion du centenaire du 1^{er} appontage réalisé dans la marine française, un Rafale M a vu sa queue redécouper.

(Photo DR / ©Bastien Otelli)

à minimiser l'exploit du pionnier tricolore Paul Teste.

Tout sauf une sinécure

Et pour cause ! À en croire cet ancien pilote de *Crusader*, *Corsair II* et autre *Super Étendard* aujourd'hui à la retraite, apponter sur le *Béarn*, cuirassé transformé en porte-avions (mais qui ne fut doté d'une propulsion qu'en 1926), ne fut pas

une sinécure. « *La méthode Lartigue, qui consiste à se présenter dans l'axe du porte-avions selon une pente constante de 3,5°, ne fut adoptée qu'en 1935. À l'époque du capitaine Teste, les pilotes effectuaient des approches en vol horizontal. Avant de tenter d'apponter, ils réalisaient des passes successives à 1,5 m au-dessus du pont, puis 1 m et enfin 50 centimètres. À sa première tentative pour*

accrocher l'un des 16 brins d'arrêt, l'avion du LV Teste rebondit sur le pont du Béarn, obligeant le pilote à remettre les gaz. Ce n'est qu'à la cinquième passe d'une deuxième séance d'essais, et après avoir changé d'appareil, que le capitaine Teste réussit à immobiliser son avion sur le pont », raconte Robert Feuilloy. Outre le LV Paul Teste, trois autres pilotes réussirent à

poser leur appareil sur le *Béarn* entre le 20 et le 24 octobre 1920. Parfois au terme de grosses frayeurs. Ainsi, l'après-midi de ce même 20 octobre, le maître Georges Bougault finit... à l'eau. Deux jours plus tard, l'enseigne de vaisseau Jean Reynaud brise son hélice après un appontage un peu brutal.

R.-L. PAGES

plpages@varmatin.com



Le 20 octobre 1920, le biplan Hanriot HD2 du lieutenant de vaisseau Paul Teste (à g.) se prépare à apponter sur le pont d'envol du *Béarn* mouillé en rade de Toulon. (Photo DR)



Pour cet anniversaire, les marins du *Charles-de-Gaulle* se sont disposés sur le pont d'envol de manière à écrire « 100 ans ». (Photo DR / ©Yoann Letourneau/Marine nationale/Défense)

Mémoire d'outre-tombes

Ce dimanche, les Chrétiens célèbrent leurs défunts. Mais connaissez-vous les personnalités qui reposent derrière l'imposante porte du cimetière central ? Petit tour d'horizon des « célébrités locales »



I ne va pas tarder à fêter ses 88 ans. Mais Alexandre Briano, ancien artisan tapissier, secrétaire de la chambre des métiers et auteur d'une quinzaine d'ouvrages, n'a rien perdu de ses connaissances... ni de ses jambes, lui qui randonne dès qu'il en a l'occasion. Le long des multiples allées baignées de soleil, ce fils d'immigrés italiens a donc été un guide de choix au travers des cinq hectares que compte le cimetière central de Toulon. Galopant comme un jeune homme et délivrant les anecdotes historiques non sans une bonne dose d'humour. Gros plan sur quelques-uns des personnages qui ont marqué leur époque dans différents domaines, et sont inconnus au beau milieu de près de 5000 anonymes.

Textes : Fanny ROCA
froc@nicomatin.fr
Photos : Sophie Louvet et F. R.

Raimu (1883 - 1946), le fils de tapissier devenu monstre sacré

Pourquoi est-il célèbre ?

De son vrai nom Jules Muraire, Raimu naît à Toulon mais part très vite faire carrière à Paris. D'abord dans le music-hall, avant de devenir, particulièrement grâce à Sacha Guitry, un des monstres sacrés du cinéma français des années 1930-1940. Il est notamment l'acteur légitime de Marcel Fagnou, et reste aujourd'hui encore dans toutes les mémoires pour son personnage de César dans la trilogie marseillaise, *Marius, Fanny, César*, où ses rôles-titres dans *La Femme du Boulanger* et *Le Fils de l'Assotier*. Épisode moins connu de sa carrière : durant la Seconde guerre mondiale il est très courtisé par la firme allemande Continental-Films, et finit par tourner avec eux *Les Incognus dans la maison*. Avant de s'en détourner et d'éloigner toutes les autres propositions.



La ville et lui.

Raimu n'a finalement que très peu vécu à Toulon. Son père, tapissier, souhaite le voir prendre sa suite, mais le

jeune homme ne montre aucun intérêt pour le métier, et s'envole très jeune pour la capitale. Personne pourtant n'est plus célébré que lui sur

les bords de la rade, où l'on trouve notamment un buste, une statue en pied, un trompe-l'œil sur une façade, et, surtout, la représentation de sa célèbre partie de cartes non loin du port...

Sa mort.

Victime d'un accident sur la Nationale 7, il est opéré pour de multiples fractures à la clinique Lyauté de Paris, d'où il sort après 54 jours ! À nouveau hospitalisé trois mois plus tard pour une intervention *a priori* bénigne, il meurt subitement d'une crise cardiaque, probablement après avoir fait une allergie à un anesthésiant. Des funérailles grandioses sont organisées à Paris, auxquelles assistent des milliers de personnes. De vibrants hommages lui sont rendus, notamment par Marcel Pagnol, l'acteur Orson Wells ou le poète Maurice Rostand. Son corps est alors rapatrié à Toulon, où il est inhumé.

Henri Dutasta (1843 - 1889), l'anti-clérical farouche

Pourquoi est-il célèbre ?

Diplômé de la prestigieuse École normale supérieure de Paris, Henri Dutasta est nommé professeur de philosophie à Toulon en 1878. Également tenté par la politique, l'homme doit faire un choix - le cumul des deux fonctions étant interdit à l'époque -, et rejoint finalement le conseil municipal de Toulon en 1871, avant d'être élu maire de la ville en 1878, fonction qu'il occupera pendant dix ans. Auteur de grands réformes dans les domaines de l'urbanisme, l'enseignement,



les transports et l'hygiène, il fut également conseiller général, et fit aussi du journalisme pour *L'Égalité, Jeune République*, avant de devenir le rédacteur en chef du *Petit Var*.

La ville et lui.

Anticlérical fervent, Dutasta fait un jour abattre la grande croix en bois qui trône au centre du ci-

Marius Escartigue (1872 - 1957), le politicien

Pourquoi est-il célèbre ?

Son nom vous évoque sans doute quelque chose, et pour cause : Marcel Pagnol a utilisé ce patronyme pour baptiser l'un de ses personnages haut en couleur. Raison pour laquelle Marius Escartigue fera d'ailleurs un procès à l'écrivain. Qu'il perdra. Outre l'anecdote, l'homme a une drôle de carrière politique. Anarchiste dans sa jeunesse, avant de rejoindre le socialisme et d'être élu maire de Toulon en 1904 dans un « Var rouge », il revient en politique par la droite, en tant que député d'abord, puis en reprenant son fauteuil de maire de Toulon, après s'être semblé-t-il allié au « milieu toulonnais ». Après un nouveau passage par la gauche, il vote les pleins pouvoirs au maréchal Pétain en 1940, ce qui ne l'empêche pas d'être démis de ses fonctions de maire. Et d'abandonner la politique.

La ville et lui.

Malgré une gestion de la ville controversée, Marius Escartigue est le créateur du premier Office toulonnais de HLM. L'homme a également fait construire toutes les belles éco-



les de Toulon.

Sa mort.

Marius Escartigue meurt à Paris à l'âge de 85 ans, avant d'être enterré à Toulon, dans une tombe d'ailleurs très modeste. Les socialistes de l'époque décidèrent de donner son nom à la clinique du Faron. Qui le porte toujours aujourd'hui.

au cimetière central...

Félix Mayol (1872 - 1941), le chansonnier préféré de Besagne

Pourquoi est-il célèbre ?

À Toulon, Félix Mayol est une légende, lui qui a rotativement donné son nom au stade de rugby dans lequel évolue le RCT. Mais il n'était pas célèbre que sur les bords de la rade. Orphelin à 13 ans, il quitte rapidement son quartier du Pont du Las et sa ville pour aller tenter sa chance à Paris, où il devient très vite un chansonnier à succès. En 1930, il est notamment engagé à la Scala, où il crée le titre qui le rendra aussi riche que célèbre : *Viens, pousse!* En 1930, il rachète le Concert parisien, qui porte désormais son nom : le Concert Mayol. Autour de près de 500 chansons, souvent très grivoises, il y est la vedette principale des spectacles qui s'y jouent, mais lance aussi de jeunes artistes tels que Maurice Chevalier, Valentin Sando ou Raimu. Avant d'estimer une grande tournée, où vient notamment l'applaudir un certain Charlie Chaplin... Après la Première guerre mondiale et une série d'« adieux », il publie ses souvenirs, et rentre s'installer à Toulon, dans sa propriété du Cap Brun, le Clos Mayol.

La ville et lui.

Même si ses débuts sont modestes, il décroche son premier contrat au casino de Toulon comme « amuseur public ». Et n'oublie pas, alors qu'il a fait fortune à Paris, ses racines. Amoureux de sa ville et de son club de rugby, Félix Mayol, offre ainsi 60 000 francs-or en 1919 pour la construction du stade qui porte encore



son nom, sur un terrain qu'il acquiert, et où se trouve jusqu'à un vélodrome désaffecté. Quant au maquet, frappé sur les maillots des joueurs et emblème du RCT ? C'est lui aussi. À l'époque, tous les chanteurs accrochaient une fleur sur le revers de leur redingote. Ne trouvant pas de camélia, Félix Mayol choisit un brin de muguet... mais en plastique, car il n'en supporte pas l'odeur.

Sa mort.

Il meurt le 1^{er} novembre 1941. Quinze jours après être remonté une dernière fois sur les planches dans son petit théâtre du Clos pour les quelques amis qui lui sont restés fidèles. Et est évidemment enterré à Toulon, sous l'Occupation. Vous noterez qu'il n'y a pas de croix sur sa tombe, car Félix Mayol était homosexuel, ce qui était très mal vu à l'époque...

Et aussi...

Jean Aicard (1848-1921)

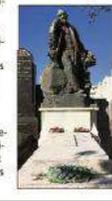
Poète et romancier toulonnais, Jean Aicard fréquente notamment Lamartine lors de ses études, à qui il rend hommage dans l'un de ses recueils. Auteur de plusieurs ouvrages, il obtient la reconnaissance avec *Maurin des Maures* (1908), et entre à l'Académie française l'année suivante, seul Varois à avoir accédé à ce titre. Il est élu maire de Sollès-Ville en 1920, mais meurt l'année suivante dans une clinique parisienne.

Pierre Letiaire (1798-1885)

Né à Toulon dans la rue Pradet qui porte aujourd'hui son nom, Pierre Letiaire est un peintre et caricaturiste. Découré de la Légion d'honneur par Napoléon III en 1860, il est aussi celui qui racontera et illustrera le spectaculaire incendie du Saint-Pétri, le bague maritime de Toulon, survenu dans la nuit du 5 au 6 janvier 1862, dans la revue *L'Illustration*. Mort du choléra en 1885.

François Fabié (1844-1928)

Poète de terroir du pays de Rouergue, François Fabié débarque à Toulon en tant que professeur de littérature en 1872. En 1883, il est nommé professeur du prestigieux lycée Napoléon de Paris, puis directeur de l'École primaire supérieure Colbert. Il prend sa retraite en 1908, et s'installe à La Valette-du-Var dou est originaire son épouse. En 1915, il meurt vingt ans plus tard.



Jean-Baptiste Abel (1863 - 1921), « l'Algérien »



Pourquoi est-il célèbre ?

Issu d'une grande famille toulonnaise de politiciens, Jean-Baptiste Abel suit rapidement les traces de son père. Élu conseiller général en 1891, il devient ensuite député, puis, exempté d'aller au front car de santé fragile, ministre du Travail en 1914, et enfin gouverneur de l'Algérie en 1919. En 1920, il demande de toute urgence de l'aide et de l'argent à Aristide Briand, qui a succédé à Georges Clemenceau - avec qui Jean-Baptiste Abel était ami - à la tête du gouvernement, pour lutter contre la terrible famine qui s'abat sur l'Algérie. Il ne reçoit jamais de réponse du président du conseil, et démissionne en 1921.

La ville et lui.

Après de brillantes études au lycée de Toulon, il exerce comme avocat puis comme juge de paix dans sa ville. Avant, donc, de se lancer dans la politique...

Sa mort.

Profondément touché et meurtri par l'indifférence du gouvernement, il rentre à Toulon avec sa famille, et tombe malade peu de temps après son retour en France. Il meurt deux mois plus tard, après avoir reçu les vœux de millions de Monsieur le Chanoine Vénal, curé du Mourillon... et son ami d'enfance.

Dupuy de Lôme (1816 - 1885), l'ingénieur maritime

Pourquoi est-il célèbre ?

Henri Dupuy de Lôme est un ingénieur militaire diplômé de l'École polytechnique, considéré comme l'inventeur des cuirassés métalliques et des sous-marins. En 1857, il est appelé à la direction des constructions navales au ministère de la Marine, puis est élu membre de l'Académie des sciences, député du Morbihan et sénateur inamovible. Lors de la guerre de 1870, alors que Paris est assiégé par les Prussiens, le gouvernement de l'Algérie lui confie aussi la mission de réaliser un ballon dirigeable pour rejoindre le territoire encore sous contrôle français. Il terminera directeur des chantiers navals de La Ciotat et de La Seyne.

La ville et lui.

Outre son lien maritime avec la région, Henri Dupuy de Lôme, né en Bretagne en 1816, se marie avec une toulonnaise sur les bords de la Méditerranée en 1846, avec qui il aura trois enfants.

Sa mort.

Dupuy de Lôme meurt le 1^{er} février 1885 à Paris... mais n'est enterré que le 29 novembre de la même année à Toulon. Dix mois



plus tard ! Plus de 2 000 personnes, dont tous les ingénieurs du génie maritime de l'époque, assistent à ses obsèques.

Il y a cent ans... le siège de la Chambre de commerce inauguré

Créée en 1830, la Chambre de commerce a occupé différents bâtiments du centre de Toulon au cours du XIX^e siècle. Un immeuble à l'angle de la place Puget, puis avenue de la rue République, avant de se fixer en 1863 à son emplacement actuel.

Moteur économique de Toulon et du Var, la Chambre consulaire souhaite, au début du XX^e siècle, se doter d'un bâtiment digne de son ambition. Le président de l'époque, Lazare Nicolini, consacra dix ans de sa vie à ce projet. Bien des obstacles retarderont la construction du Palais du commerce, dit aussi Bourse du commerce ou, de nos jours, Chambre de commerce. En 1912, un premier projet est élaboré par l'architecte Honoré Monestrel (1866-1939) qui a signé à Toulon le Palais de justice (1924), un bloc d'immeubles de la place de la Liberté, l'église de La Loubière et de nombreux bâtiments scolaires ou administratifs.

Un terrain d'observation météorologique

La première pierre du Palais du commerce est posée le 5 janvier 1913 en présence des autorités de la ville et du département.

À l'origine, le Palais devait abriter l'École d'hydrographie de la Marine, « qui est du domaine du commerce », ce qui explique peut-être la présence d'une terrasse d'observation météorologique à son sommet. Le bâtiment devait également héberger le Conseil des prud'hommes et un bureau réservé au professeur d'agriculture



Sur le bâtiment, le beffroi (40 m de hauteur) devait porter un phare, « emblème du commerce maritime ». Mais la Grande Guerre vint contrarier l'édification du Palais.

(Photo PBL)

du Département, le Conseil général participant au financement de la construction. Le beffroi (40 mètres de hauteur) devait porter un phare, « emblème du commerce maritime », préoccupation traditionnelle de la Chambre de commerce. Mais

la Grande Guerre vint contrarier l'édification du Palais, de telle sorte que son inauguration tarda jusqu'au 6 novembre 1920, peu de temps après la mort de son initiateur, le président Lazare Nicolini.

Michel Bats : « Si le site d'Olbia pouvait parler »

L'archéologue a consacré vingt ans de sa carrière à fouiller la colonie grecque puis romaine à l'Almanarre. Il coordonne les travaux de valorisation et restauration d'un site unique en France

En quoi consistent les travaux menés actuellement sur le site archéologique d'Olbia ?

Philippe Fraisse, architecte DPLG, représentant le GIE Eupalinos : « Il s'agit d'un chantier de valorisation et restauration, neuf mois de travaux depuis juillet 2020 avec un objectif d'ouverture coordonnée en avril 2021. C'est la transformation d'un chantier de fouilles en paysage archéologique pouvant accueillir le public dans des conditions optimales de sécurité, de confort et de compréhension. Nous-mêmes, nous nous interrogeons parfois sur ce qu'on a devant les yeux tellement le site est complexe par la stratification des périodes d'habitat ».

Michel Bats, directeur de recherche honoraire au CNRS : « Certains travaux de restauration concernent des vestiges qui ont été mis au jour il y a 70 ans. Il est important de les préserver si on veut les montrer, en faire un spectacle archéologique, j'aime bien ce mot, ou une monstration, comme dans un musée. »⁽¹⁾

Quelle est l'origine de l'ancienne ville d'Olbia ?

Michel Bats : C'est une colonie de la Marseille grecque, Massalia, établie dans le dernier quart du IV^e siècle avant JC, semble-t-il. Cette estimation est basée sur la comparaison de la production céramique du site avec d'autres céramiques grecques, le mobilier et la monnaie retrouvés ici. Dans un premier temps, la colonie a été appelée Pomponiana par erreur puisqu'on est à peu près sûr maintenant que cette cité de Pomponius, un légat de Scylla

venu lutter contre les pirates, était à Porquerolles. Des vestiges ont été trouvés sur la place du village. À l'Almanarre, on a trouvé en 1909 une inscription en latin célébrant le génie des Olbiens, les habitants de la cité d'Olbia.

Quelle était sa vocation ?

Cette forteresse avait une mission de police de la mer, assurer la sécurité des relations maritimes entre Marseille et l'Italie, comme les sites du Brusco, Antibes, Nice.

Comment passe-t-on d'une cité grecque à une cité romaine ?

Le passage sous contrôle romain est situé après la prise de Marseille par les troupes de César en 49 av. JC. J'ai tout lieu de penser que la ville a été vidée de ses habitants puis reconstruite par les nouveaux colons en gardant le plan initial. Les Ilots grecs ont servi de fondation, les Romains construisant par-dessus.

C'est ce qui en fait un lieu remarquable ?

Oui, cette double occupation grecque et romaine est unique en France. Le site d'Emporium en Catalogne est comparable et a lui aussi été sauvé par l'installation d'une abbaye. À Olbia au XIII^e siècle, les chrétiens récupèrent les pierres pour construire l'abbaye Saint-Pierre de l'Almanarre, arasent la ville et remblaient. Au fil des siècles, on n'a cessé de rapporter de la terre.

Quand ont eu lieu les premières fouilles ?

Alphonse Denis, l'ancien maire d'Hyères, passionné d'histoire, a mené les premières fouilles à partir de 1845. Les vestiges



Après neuf mois de travaux, le site archéologique d'Olbia rouvrira ses portes début avril dans une scénographie ou un paysage archéologique revisités. (Photos Luc Boutria)

étaient visibles, ils apparaissent sur de vieilles cartes postales. Le sauveur du site, c'est mon maître Jacques Coupry qui a fouillé de 1947 à 1972, qui a fait classer tout le secteur au titre des monuments historiques et fait acheter les terrains par l'État en 1955, ce qui a permis de se donner les moyens de continuer à explorer.

Quel a été votre rôle sur le site ?

L'archéologie fonctionne par programmes. Jacques Coupry a découvert le plan de la ville, son extension. Moi, j'ai travaillé ici de 1982 à 1990 puis de 2002 à 2013. Mon programme consistait à

découvrir les habitations. Olbia est un carré de 160 mètres de côtés, divisé en quatre quartiers de dix îlots théoriques, eux-mêmes divisés en appartements. J'ai fouillé l'îlot 6 de haut en bas pour comprendre la succession des activités, de la fondation de la colonie à la fin de son habitation, au milieu du 7^e siècle après JC. Mine de rien, on suit la vie des habitants pendant 1 000 ans...

Comment et pourquoi les Romains quittent-ils Olbia ?

Peut-être à cause des pirates barbaresques qui s'étaient installés au cap des Mèdes. Vers 650, les habitants se déplacent pour occuper la colline qui surplombe Hyères. Un lien est fait avec les recherches qui sont menées sur la colline du château.

Quelles sont les activités grecques qui ont été révélées grâce aux fouilles ?

On a mis au jour deux ateliers de forge, un bergotier ou traiteur avec son four et la présence de coquillages, un poissonnier avec des sardines retrouvées dans des fonds d'amphore et un sol jonché d'arêtes, notamment de dorades. On imagine aussi des champs. À Costebelle, un oppidum gaulois a été déserté au milieu du IV^e siècle, sans doute sous l'effet de l'installation de la colonie. On n'imagine pas d'autre population autochtone autour du site.

Et quels témoignages du

passage des Romains ?

Avec les Romains, la ville change complètement de destinée. Tout au long de la rue principale, il faut imaginer un marchand de vin qui occupe tout l'îlot que j'ai fouillé, boutique, entrepôt et habitation. La colonie reste une ville de commerçants, mais elle devient aussi un établissement thermal curatif avec la construction d'une piscine surdimensionnée (50 x 40 m) et un petit aqueduc qui amène l'eau douce depuis la source de San Salvador. À l'extérieur des remparts existaient de grandes villas où l'on cultivait la vigne et l'olivier pour le commerce.

Les vestiges parlent-ils à ceux qui les fouillent ? Qu'est-ce qu'ils vous disent ?

Si les vestiges pouvaient parler... Je suis obligé de les interroger pour que le groupe de travail prône les décisions adéquates en vue de leur restauration. En 1 000 ans de vestiges, on doit choisir ce que l'on va consolider, ce que l'on va montrer ou remblayer. Un exemple parmi d'autres : comment faire tenir ces pierres liées entre elles par de la terre que la pluie a passablement abimées ?

RECUEILLI PAR S. MOUHOT

1. Outre la valorisation du paysage architectural, une réflexion est engagée pour donner plus de cohérence à l'entrée du site archéologique. La ville d'Hyères ayant racheté un bâtiment, un espace d'exposition est en projet ainsi qu'une extension à l'ouest pour englober un sanctuaire compris dans l'enceinte de l'hôpital Pomponiana Olbia.



Michel Bats, (à g.), lors d'une réunion de chantier avec Philippe Fraisse, architecte maîtrise d'œuvre (groupement Eupalinos).

« En 1543, la cathédrale a été transformée en mosquée »

Dans un court documentaire diffusé ce lundi sur Arte, l'historienne Évelyne Maushart revient sur le passage de Barberousse à Toulon. Un épisode assez méconnu du passé de la Ville

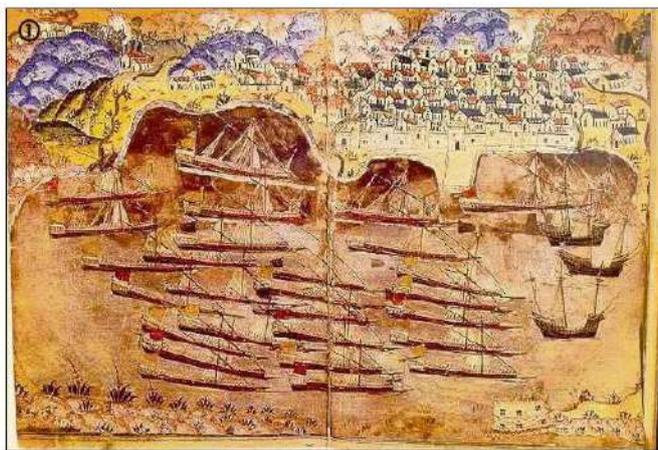
Ce lundi, un documentaire diffusé sur Arte revient sur l'hiver 1543-1544 où 30 000 « infidèles » vécurent six mois durant à Toulon, à l'invitation du roi de France lui-même. Une période pendant laquelle la ville sera surnommée par certains « la petite Constantinople » et où le corsaire sanguinaire Kheir ed-Din, plus connu sous le nom de Barberousse, régna en maître sur la ville ! Explications de l'historienne toulonnaise Évelyne Maushart.

Que s'est-il passé le 14 octobre 1543 ?

Quelque 150 galères et galiotes arrivent dans la rade. Elles portent le pavillon noir brodé d'argent et, à la poupe, des pavillons de satin vert, couleur du Prophète. À leur bord : le corsaire ottoman Barberousse et 30 000 hommes qui s'apprentent à débarquer à Toulon.

Ils viennent attaquer la ville ?

Non. Resituons le contexte politique de l'époque : François 1^{er} s'était entendu avec les Turcs dans l'objectif de conquérir le nord de l'Italie et y combattre son meilleur ennemi, Charles Quint, à la tête du Saint Empire romain germanique. Pour ce faire,



① En octobre 1543, l'armada de Barberousse, grand brigand maritime de l'époque, fait son entrée dans la rade. Le dessin ci-dessus, plus ancienne représentation connue de la ville et du port de Toulon, témoigne de cette scène au musée du palais de Topkapi, à Istanbul. On y observe notamment, en bas à droite, la Tour Royale, récemment construite. ② L'historienne Évelyne Maushart. (DR)

le sultan Soliman le Magnifique a mis à disposition du roi de France la flotte du corsaire Barberousse, qui lui a prêté allégeance. Après le siège de Nice, alors possession de la Maison de Savoie, Barberousse se voit proposer par François 1^{er} d'occuper Toulon. L'idée est que la ville puisse servir de base arrière aux corsaires pour qu'ils attaquent les côtes de l'Italie et de l'Espagne, royaume de Charles Quint.

Une fois Barberousse au pied du Faron, comment se passe la cohabitation avec les Toulonnais ?

Les Toulonnais ne sont plus là. François 1^{er} leur a « demandé » de partir à la campagne et dans les villages alentour pour laisser la place aux Ottomans. En 1543, Toulon n'est pas un arsenal militaire, même si la tour Royale vient d'être édifiée. C'est un petit port de pêche fortifié de 5000 habitants dont le périmètre ne va guère au-delà de la rue d'Alger à l'Ouest, du cours Paul-Lendrin au Nord et du cours Lafayette à l'Est.

L'ordre de François 1^{er} n'a pas dû enchanter les populations locales...

C'est sûr. D'autant que ce n'est pas la première fois qu'ici, les Provençaux ont affaire aux Turcs. En 1531, la flotte de Barberousse jette l'ancre du côté de Carqueiranne et les équipages pillent La Garde, avant de marcher vers Toulon. Faute d'avoir pu franchir les remparts, ils repartent après avoir brûlé La Valette et La Garde et en emmenant de nombreux captifs !

À quoi ressemble le Toulon « occupé » ?

La cathédrale a été transformée en mosquée. Le son des cloches est remplacé par l'appel du muezzin. Les chefs, avec

leurs femmes et leurs esclaves, occupent les maisons de la ville, et le reste de la troupe s'installe sous des tentes, dans les faubourgs. Kheir ed-Din et sa jeune épouse occupent eux une grande maison avec jardin, attenante

à une fabrique de savon, dans le faubourg du Portalet. En gros, au nord de la place Gambetta.

Est-ce que « l'idée » de François 1^{er} sera payante ?

Pas vraiment. Cette période est plus un hivernage pour les corsaires, qui ne font finalement pas grand-chose pour lutter contre Charles Quint. Dans le même temps, la Chrétienté est scandalisée par l'alliance de François 1^{er} avec le musulman Soliman. Elle ne comprend pas non plus qu'on puisse accueillir à Toulon un corsaire sanguinaire réputé pour incendier des villes, effectuer des razzias ou récupérer des esclaves.

Y aura-t-il des heurts avec les populations locales ?

Personne n'a les moyens de lutter contre les corsaires. Et puis il s'agit d'un ordre du Roi. De Méounes, à Cuers en passant par Solliès ou Hyères, les communes



autour de Toulon n'ont pas d'autres choix que de fournir des victuailles à Barberousse et ses hommes. Pour résumer, on peut dire que ça n'aura pas été l'enfer à Toulon mais en aucun cas non plus un bénéfice pour la France.

D'autant qu'avant de lever l'ancre, Barberousse réclame une solde de 800 000 écus d'or au Roi de France... pour une bataille qu'il n'aura pas menée. Le corsaire quitte finalement la côte varoise en mars 1544.

Et les Toulonnais dans tout ça, ils ont pu retrouver leurs maisons ?

Oui, au bout de six mois d'occupation... Des maisons sont retrouvées ravagées, comme celle de Mlle de Mottet qui avait été occupée par Barberousse. La ville est ruinée et obtient finalement de François 1^{er} une dispense du paiement d'un impôt, la taille, pendant 10 ans, ainsi que l'exemption du logement des troupes pendant la même durée. En revanche, contrairement à ce qui a pu être dit, aucune délibération du conseil municipal ne mentionne le fait que les Turcs auraient emmené des habitants en esclavage.

Reste-t-il aujourd'hui des traces de cette occupation ?

En 1840, en creusant les fondations de nouveaux immeubles du côté de la rue Corneille, les ouvriers ont mis au jour un cimetière ottoman. Des graffiti « islamiques » ont aussi été découverts dans une maison médiévale de la rue Baudin, en 2012, au cours d'une étude archéologique. Dans la cathédrale Sainte-Marie-Majeure (l'autre nom de Notre-Dame-de-la-Seds, ndr) en revanche, rien n'est plus visible. Elle a été beaucoup restaurée et agrandie depuis le XVI^e siècle.

PROPOS RECUEILLIS
PAR M.A.D.
mdalaine@nicematin.fr

À 16h30 sur Arte

C'est dans l'émission Invitation au voyage que la chaîne de télévision Arte va diffuser ce lundi, à 16h30, son court documentaire (7 minutes) intitulé « Barberousse s'invite chez les Toulonnais ». Présenté par Linda Lorin, ce « magazine de l'évasion culturelle » emmène tous les jours les téléspectateurs à la découverte de trois lieux de notre patrimoine artistique, culturel et naturel. Émission disponible en replay sur arte.tv.

L'experte en objets d'art de retour dans l'ouest-Var PUBLICITÉ

Faites estimer vos objets d'art et vendez-les aux enchères

Camille Dutot revient à Noël pour vous proposer une 7^e campagne d'estimation gratuite.

Un objet pouvant paraître sans intérêt pour son propriétaire, peut faire le bonheur d'un collectionneur et se transformer en source de revenu appréciable.

Prochaine campagne d'estimations gratuites de vos objets d'art, sur rendez-vous à Sanary ou à votre domicile : du lundi 21 au jeudi 31 décembre 2020.

Faites estimer et vendez vos trésors aux enchères !

BIJOUX - OR - PIÈCES DE MONNAIE - TIMBRES POSTE - DESSINS - VINS ARGENTERIE - SCULPTURES - ART D'ASIE - ART RUSSE - ART D'ISLAM - TABLEAUX ANCIENS - ART DÉCO - ART NOUVEAU - OBJETS DE COLLECTION

Pour tout renseignements :
M^{me} Camille Dutot - 06 89 51 29 82
ou recevez un premier avis sur photo :
cdutot@millon.com, SMS, WhatsApp
Suivez mes actualités sur FACEBOOK et INSTAGRAM : MILLONVAR
www.millon.com

George Sand et ses mystérieux passages à Dardennes

Moins connus que son séjour à **La Seyne** en 1861, les visites répétées de l'illustre romancière du XIX^e siècle du côté du **Revest** sont au cœur du nouvel ouvrage de Pascal Casanova

Après quarante ans de passion, d'enquêtes minutieuses et référencées, Pascal Casanova, l'enfant de Dardennes, aujourd'hui professeur de lettres modernes et membre des Amis de George Sand, dévoile bien des secrets sur la personnalité de cet écrivain, l'un des plus influents du XIX^e siècle, féministe certes, mais surtout une femme qui a su gagner sa liberté en adoptant un prénom d'homme pour s'émanciper et vivre de sa plume. Venue se rétablir en 1861 de la fièvre typhoïde à Tamaris, quartier de La Seyne-sur-Mer, George Sand, « ce forçat de l'écriture » mais aussi passionnée de botanique, a visité à quatre reprises la vallée de Dardennes. « Voilà un endroit pour un roman », écrira-t-elle d'ailleurs dans son journal intime. En effet, c'est à Dardennes qu'elle placera en 1865 le cadre de *La Confession d'une jeune fille*, long roman autobiographique. Explications avec Pascal Casanova qui publie *George Sand d'une confession l'autre*.

Pourquoi cette attirance pour George Sand ?

J'ai découvert George Sand à l'âge de 10 ans. Puis, j'ai appris qu'elle avait fait un séjour à Tamaris, à La Seyne. Enfin, à ma grande surprise, j'ai découvert qu'elle était passée à Dardennes et y avait écrit un roman. Je suis un enfant de Dardennes. J'y ai fait mes premiers pas. Je me souviens de l'épicerie de Mme Ruiz où je forçais ma grand-mère à acheter des verres ! Je me souviens

également des fêtes de la Sainte-Rose et des promenades le long de la Dardennes, cette rivière qui devient le Las et au bord de laquelle j'ai grandi jusqu'à l'âge de 14 ans. Aussi, était-il logique que mon ouvrage sur George Sand à Dardennes s'ouvrit sur une dédicace : « A Dardennes qui a bercé mon enfance. »

Quelle image de George Sand avez-vous ?

C'est une femme extraordinaire, un forçat du travail. Après l'échec de son mariage, elle

élève ses deux enfants, Maurice et Solange, tout en travaillant ses romans la nuit.

« Une femme extraordinaire, une républicaine convaincue »

C'est aussi une femme engagée en politique ; elle jouera d'ailleurs un rôle important dans la révolution de 1848. C'est une républicaine convaincue. Elle est pour le suffrage universel, certes masculin car elle pense qu'il faut éduquer et instruire les femmes avant de leur donner le droit de vote. Aujourd'hui, elle fait un retour en force dans les manuels scolaires des classes de 4^e et de 1^{ère}. L'image très réductrice du garçon manqué qui cumule les amours scandaleuses et fume le cigare s'efface peu à peu grâce aux nombreuses publications qui lui sont consacrées chaque année. Sa Correspondance représente à ce jour 27 volumes ! C'est une femme qui aime la vie, les amis, la bonne cuisine et les voyages.

Qu'est-ce qui attire George Sand à Dardennes ?

Un grand mystère plane autour de ses quatre visites dans la vallée, un record pour George Sand durant son séjour à Tamaris du 19 février au 29 mai 1861. La première visite a lieu le 17 avril 1861. À Dardennes, elle découvre une végétation extraordinaire, même si tout n'est pas encore fleuri. Lors de la deuxième, le 6 mai 1861, elle et son fils Maurice regrettent de s'être installés à Tamaris. Elle y admire le château de Dardennes et fait la connaissance de sa



Lors de son séjour à Tamaris, en 1861, George Sand effectuera quatre visites dans la vallée de Dardennes. Pascal Casanova en a cherché les raisons. (Photo DR)

propriétaire Rose Bourgarel : « Voilà un endroit pour un roman. Il faudra que j'y retourne... », écrit-elle.

Le 14 mai, elle s'émerveille

devant une bouche béante d'où, lui affirme-t-on, jaillit l'eau : c'est le Ragas.

Elle défend le projet de M. Morelle qui veut creuser un tunnel pour capter l'eau. Elle se met à dos tous les meuniers et le temps leur donnera raison. Au cours de la quatrième visite, le 17 mai, elle se rend à « la Salle verte » et retourne voir Rose Bourgarel qui, par un malencontreux hasard, apprend qu'elle vient d'offrir de l'eau bénite à la plus anticléricale des femmes de lettres !

George Sand ne reviendra plus à Dardennes ?

Non. En 1868, tandis qu'elle réside à Golfe-juan chez son amie Juliette Adam, elle retourne à deux reprises à Tamaris et revoit les paysages qui l'ont enchantée. Curieusement pas Dardennes...

Ce séjour de 1861 dans le Midi a-t-il marqué son œuvre ?

Bien sûr ! Dès son retour à Nohant dans le Berry, George Sand compte bien exploiter ses

notes pour ses fictions. Elle commence par *Le Drac* (1861), une pièce de théâtre dont l'intrigue se passe au bord de mer vers Six-Fours, puis le roman

« Elle s'émerveille devant une bouche géante d'où jaillit l'eau : le Ragas »

Tamaris (1862), deux articles de souvenirs parus dans la presse, enfin *La Confession d'une jeune fille* (1865) qui a pour cadre la vallée de Dardennes et le hameau des Pomets.

Comment ce roman fut-il accueilli ?

Très bien par la presse parisienne. D'ailleurs George Sand l'adaptera pour le théâtre en 1870 dans un drame intitulé *L'Autre*, dans lequel la comédienne Sarah Bernhardt, « la divine indomptable », y fera ses débuts. Mais du côté des descendants de Rose Bourgarel, il y aura quelques grincements de dents. Outre le fait que les romans de George Sand avaient été mis à l'index par le Vatican, certains verront l'ombre de Rose Bourgarel dans le personnage de Mme de Valangis. D'autre part, à la mort de Rose Bourgarel, George Sand encouragera sa fille intéressée par l'achat du château de Dardennes. Celui-ci restera la propriété des descendants de la châtelaine, aussi chrétienne que charitable, et en l'honneur de laquelle les habitants de la vallée organiseront désormais la fête de la Sainte Rose.

PROPOS RECUEILLIS PAR C. S.

Savoir +

George Sand d'une confession l'autre, de Pascal Casanova. Édition illustrée, Les Presses du midi, 162 pages (19 euros). Bon de commande en mairie du Revest. En vente sur les plateformes de distribution.



Le maire du Revest Ange Musso a salué les quarante ans de recherche de Pascal Casanova sur la vie de George Sand et surtout sur ces voyages dans la vallée de Dardennes. (Photo C. S.)

Toulon, 1820

une embarrassante Vénus de Milo

Il y a deux cents ans arrivait dans le port varois la future célèbre statue du Musée du Louvre. Problème : comment la transporter jusqu'à Paris ?

Le 23 décembre 1820 – il y a 200 ans – par une froide et lumineuse journée d'hiver, entre dans le port de Toulon un bateau de commerce appelé *La Lionne*. Ballotté par les flots, il a traversé la Méditerranée. À son bord se trouve une passagère inattendue. Une passagère silencieuse qui pèse son poids de marbre : une statue appelée *Vénus de Milo*.

Pourquoi, à Toulon, la venue de la Vénus ? La raison est simple : le marquis de Rivière, ambassadeur de France à Constantinople, a décidé de l'acheter pour l'offrir au roi Louis XVIII et l'a ramenée en France (lire encadré).

Une Vénus parfaite

À Toulon, la statue et son propriétaire sont accueillis avec respect par le préfet maritime, le comte Missiessy. Tous deux doivent à présent regagner Paris. Pour l'ambassadeur quelques jours de diligence suffiront. Mais pour la statue !

Les choses ne seront pas simples. Le directeur général des Musées royaux nommé Forbin a écrit au ministre Lauriston ⁽¹⁾ :

« Monseigneur, une statue de Vénus que M. Fauvel, consul à Athènes et homme d'une grande expérience dans ces sortes de matières, a jugée au moins aussi parfaite que la Vénus du Capitole et qu'il a évaluée au prix de 100 000 écus, va arriver à Toulon avec notre ambassadeur M. de Rivière. Celui-ci me fait prier de lui envoyer promptement des renseignements sur la manière d'emballer ce monument précieux... Si votre Excellence y consent, je pourrais en charger M. Révoil, artiste habile, homme soigneux et intelligent, qui n'habite qu'à dix lieues de Toulon. »

Le ministre ne répond pas. En cette fin d'année 1820, le gouvernement a d'autres préoccupations que le transport d'une statue. N'y a-t-il pas, à Toulon, quelques forçats du bagne pour assurer la manutention ?

On stocke provisoirement la Vénus dans un hangar.

Monsieur de Rivière perd patience. Il repart pour Paris.

Forbin finit par recevoir une réponse : le ministre refuse de financer le transport.

Le 28 décembre, Forbin reprend la plume. Il insiste sur l'opportunité de prendre soin de la sculpture, laquelle a été acquise à peu de frais :

« Monsieur le marquis de Rivière n'a payé cette statue qu'un prix fort médiocre de 1 500 francs environ... Quant aux frais de l'intervention de M. Révoil, ils ne comporteraient que les dépenses modiques occasionnées par le déplacement depuis d'Aix-en-Provence et le séjour et l'on n'aurait ainsi point à se reprocher d'avoir négligé des précautions indispensables lorsqu'il s'agit d'objets aussi précieux. En l'abandonnant à des personnes peu exercées, on court le risque de recevoir la statue dans un état fâcheux... Je supplie donc de nouveau votre Excellence de me faire passer ses ordres... »

Visage lisse et serein

L'insistance de Forbin a fini par payer. Il faut toujours savoir parler économie à un ministre ! Loiseul donne son accord.

Au début de l'année 1821, M. Ré-

voil est donc accrédité pour procéder à l'opération. Il se rend à Toulon. Là, il découvre la statue en morceaux. Il l'imagine reconstituée. Il observe son visage lisse, son regard serein, ses lèvres charnues qui ont l'air fermées sur un secret. Elle est coiffée d'un chignon derrière la tête, d'ouïes trois mèches s'échappent. Le corps est idéalement proportionné, la poitrine dénudée et ferme, les

muscles harmonieusement dessinés. Il l'imagine debout, les jambes couvertes d'une draperie roulée sous les hanches. Il est en admiration devant elle. Il en tombe amoureux.

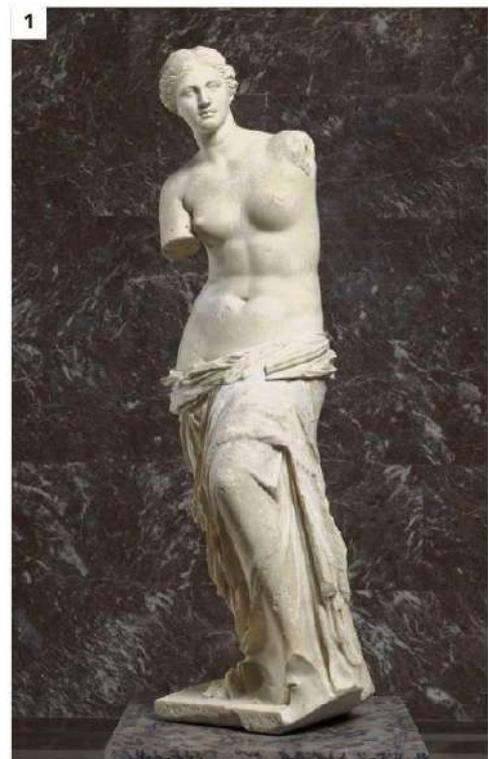
Mais il sait qu'il devra la quitter aussitôt rencontrée. Il doit l'habiller pour le transport. Deux jours après, sa fiancée de marbre prend la route pour Paris. Elle n'a pas de main pour lui dire adieu...

Le 1^{er} mars 1821 le marquis de Rivière, qui l'a récupérée après un long voyage terrestre et fluvial, l'offre au roi Louis XVIII. Celui-ci en fait don au Louvre. On connaît la suite...

Sans l'insistance de Forbin, peut-être la Vénus de Milo aurait-elle été condamnée à rester dans un hangar du port et – qui sait – aurait-elle fini ses jours dans une musée toulonnais...

ANDRÉ PEYREGNE
 magazine@nicematin.fr

1. Cité par Étienne Michon dans *La Vénus de Milo. Son arrivée et son exposition au Louvre*. (Revue des Études grecques, 1900)



La découverte de la Vénus de Milo

La Vénus de Milo date de 150-130 avant J.-C.

Sa découverte a fait l'objet de récits parfois contradictoires.

L'un d'eux raconte qu'un officier héroïs, Olivier Voutier, croisant dans la région à bord de l'Estafette, vit le 8 avril 1820, dans l'île de Milos, un paysan déterrer cette statue.

Il prévient l'ambassade de France à Constantinople, qui charge le navigateur Dumont d'Urville, parti de Toulon à bord de la Chevette, d'aller enquêter. Ce dernier la décrit ainsi : « La statue dont je mesurai les deux parties séparées, avait à peu de chose près, six pieds de haut ; elle représentait une femme nue, dont la main gauche relevée tenait une pomme, et la droite soutenait une ceinture habilement drapée et tombant négligemment des reins jusqu'aux pieds : elles ont été l'une et l'autre mutilées, et sont actuellement détachées du corps... »

Convaincu qu'on tenait là une sculpture de valeur, l'ambassadeur de France, le marquis de Rivière, décida de l'acheter sur ses propres fonds. Il envoya son secrétaire, le vicomte de Marcellus, en faire l'acquisition.



TOULON - 117 - L'ANCIEN BAGNE



1. La Vénus de Milo, acquise pour 1 500 francs par le marquis de Rivière.
2. Le port de Toulon au XIX^e.
3. Le marquis de Rivière, ambassadeur de France à Constantinople, qui voulait offrir la statue au roi.
4. Le comte Missiessy, préfet maritime du Var, qui accueille l'ambassadeur et la statue à Toulon.

(Photos DR)

- 1 MAP joue la carte toulonnaise**
TPBM N°1324 du 05.02.2020
- 2 Véronique WOOD, architecte du patrimoine**
Var Matin – 09.08.2020
- 3 Villa Dollander : Fenêtre sur la Méditerranée**
Var Matin – 23.08.2020
- 4 Emile David ravive ses souvenirs d'architecture**
Var Matin – 11.09.2020
- 5 A Montéty, un « minot de la rade » à la manoeuvre**
Var Matin – 18.09.2020
- 6 Hôtel California : Fan des fifties**
Var Matin – 04.10.2020
- 7 A la (re)découverte d'un patrimoine mal-aimé**
Var Matin – 16.10.2020
- 8 Rudy Ricciotti à l'international**
Var Matin – 25.10.2020

MAP joue la carte toulonnaise

Présente sur l'arc méditerranéen de Perpignan/Port Barcarès à Saint-Jean-Cap-Ferrat/Nice en passant par Marseille, sa terre d'origine, mais aussi Paris et Mayotte dans l'océan Indien pour sa frange la plus exotique, l'agence d'architecture MAP fait aujourd'hui un crochet remarqué par Toulon, à vocation durable.



S.C.R.

Renaud Tarrazi, Camille Richard-Lenoble, Christian Luyton, associés chez MAP.

MAP, pour Méditerranée Architecture Partenaires*, est une société d'architectes qui aura 10 ans l'an prochain, née de la fusion de trois entités à Marseille, axée sur l'architecture, l'urbanisme et la maîtrise d'œuvre d'exécution, avec la particularité de gérer des projets urbains d'envergure. Plusieurs opérations de

via l'intégration de l'agence de Christian Luyton qui est devenu pour sa part associé des « historiques » fondateurs de MAP Marseille, Camille Richard-Lenoble et Renaud Tarrazi. Architectes, urbanistes, ingénieurs, paysagistes, architectes d'intérieur, thermiciens, directeurs de travaux, spécialistes en développement, construction et déconstruction durable... le groupe s'étoffe, à la faveur de ce rapprochement, d'une nouvelle expertise en matière d'urbanisme réglementaire que maîtrisent parfaitement les Toulonnais.

Le groupe MAP d'architecture et d'urbanisme, comprend l'agence MAP de Marseille et ses entités de Toulon, Saint-Jean-Cap-Ferrat et Mayotte, ainsi que Bécardmap de Paris, soit 70 personnes et près de 8 millions d'euros de chiffre d'affaire consolidé en 2019.

croissance externes et internes ont fait monter la structure en puissance et en effectifs, au point de constituer un groupe de quelque 70 personnes et près de 8 millions d'euros de chiffres d'affaires consolidés en 2019, avec une présence sur Paris via l'agence Bécardmap conduite par les associés de la capitale, à Saint-Jean-Cap-Ferrat (Alpes-Maritimes) pour assurer la couverture azuréenne, à Mayotte pour travailler sur l'océan Indien. Dernière implantation en date, Toulon,

INTELLIGENCE COLLECTIVE

En corollaire, il s'agit de mieux couvrir un territoire en expansion, la Métropole Toulon Provence Méditerranée, et plus largement le Var. Ce rapprochement s'inscrit dans la marque de fabrique « maison » MAP depuis ses propres fondations, permettant à ceux qui ont uni leurs forces d'être plus ambitieux, de donner, selon Renaud Tarrazi, « plus d'ampleur à nos métiers en nous organisant comme une PME ». Revendiquant un mode de fonctionnement « proche de l'entreprise libérée », MAP donne les moyens à ses collaborateurs de s'exprimer, partout où ils se trouvent, « de bien faire ce



— RENDEZ-VOUS AVEC —



© D. R.

Renaud Tarrazi, au centre, lors de la pose de la première pierre du volet privé de Montety.

qu'ils savent faire ».

Cette richesse nourrie par l'intelligence collective offre sur le marché une architecture contextuelle, de préférence à une signature unique, qui peut être historique, sociétale, d'usage, préservant la créativité, la capacité de se remettre en question, de casser l'idée même de routine.

« Notre force issue de notre taille désormais est d'être suffisamment représentatifs pour être pris au sérieux dans des projets et des concours d'envergure », souligne Camille Richard-Lenoble.

ATOUTS MAJEURS

Dans ce contexte où l'affect et l'humain demeurent omniprésents malgré la loi du marché, l'histoire de la branche toulonnaise est belle à plus d'un titre. Outre le fait qu'elle accroît la valeur ajoutée d'une des plus importantes agences

« Notre force issue de notre taille désormais est d'être suffisamment représentatifs pour être pris au sérieux dans des projets et des concours d'envergure », souligne Camille Richard-Lenoble, l'une des fondatrices de MAP Marseille.

de la région, elle perpétue l'histoire et le savoir d'un des plus brillants de nos architectes urbanistes, Christian Luyton. Cet ex-président de la Société française des urbanistes (aujourd'hui président d'honneur), corédacteur de textes de loi, grand témoin de l'évolution de la société vers une complexité qui le désole, ne se satisfaisait pas de la réduction inéluctable de la voilure au sein de son embarcation amarrée en rade de Toulon depuis 1975. L'agence est montée jusqu'à 40 salariés avant de descendre à 10 les derniers temps. « Il y a cinq ans, j'ai proposé

— RENDEZ-VOUS AVEC —



© D. R.

La nouvelle proximité de l'agence MAP sur la métropole toulonnaise lui confère plus de crédibilité pour concourir sur les grands projets en cours, parmi lesquels « De Mayol à Pipady ».

à mes 25 collaborateurs de l'époque de prendre le relais. Aucun n'a voulu et quelque part, je les comprends, confie Christian Luyton. Notre travail est devenu compliqué et nos métiers de galère peuvent être décourageants dans la perspective de se lancer tant nous évoluons de plus en plus dans le désordre. » L'opportunité de poursuivre avec MAP est arrivée à point nommé pour ses collaborateurs tandis que son envie personnelle de continuer à exercer une activité qui le passionne peut être assouvie, collectivement et individuellement.

Même satisfaction du côté de Camille Richard-Lenoble et Renaud Tarrazi, manifestement ravis de contribuer à cette pérennité et de faire un bout de chemin avec leur appréciable aîné. D'autant que le terreau toulonnais est fertile, qu'ils ont déjà semé ensemble sur un certain nombre de projets en cours d'instruction, parmi lesquels le fameux concours « De Mayol à Pipady », aux côtés d'Icade, d'Eiffage et de

la Banque des territoires. En outre, MAP fait partie des lauréats du volet privé du programme Montety, spectaculaire en haute ville de Toulon.

Dans un département « en pleine effervescence », selon Renaud Tarrazi, tiré vers le haut par sa métropole centrale en mutation, l'agence ne manque pas de cartes à jouer et d'atouts majeurs, parmi lesquels, à présent, la proximité...

Olivier Réal
olivier.real@gmail.com

* L'agence Marseille Architecture Partenaires, MAP, est devenu avec l'intégration de Toulon Méditerranée Architecture Partenaires.

Véronique Wood

ARCHITECTE DU PATRIMOINE

Depuis plus de 20 ans, cette professionnelle, longtemps basée à Toulon, s'est spécialisée dans la réhabilitation et la restauration de bâtiments et monuments.

#vieillespierres



L'un des derniers projets de grande ampleur bouclés par Véronique Wood : l'ancien casino de Tamaris, à La Seyne. L'architecte collabore également avec les collectivités comme Saint-Raphaël par exemple où elle travaille sur le plan de protection de la ville.

(Photos Dylan Meiffret et DR)

Son terrain de jeu, c'est le sud. Plus particulièrement le Var. L'acronyme AVAP (pour aire de mise en valeur de l'architecture du patrimoine) n'a plus de secret pour elle. Diagnostic, études préalables et faisabilité, établissement de dossier d'autorisation de travaux font également partie des compétences de son cabinet, désormais installé à Arles. Rencontre avec l'architecte Véronique Wood.

Comment vous êtes vous prise de passion pour le patrimoine ?
C'est quelque chose qui m'a toujours intéressé dans ma formation d'architecte. J'étais particulièrement attirée par les bâtiments anciens et les techniques traditionnelles. Après mon diplôme en 1985, j'ai exercé dans un cabinet classique, je m'occupais de maisons, de bâtiments... Ce n'est qu'en 1997, après une formation spécifique d'histoire et de conservation des monuments anciens à l'École de Chaillot à Paris, que je me suis véritablement spécialisée.

Pourquoi le patrimoine est-il aussi important ?
Il fait clairement partie de notre histoire. C'est absolument essentiel de l'entretenir, de le

mettre en valeur. Le patrimoine est porteur d'identité. Une ville qui a un centre ancien, par exemple, elle a une âme. Et généralement ses habitants y sont attachés. Je suis persuadée que l'avenir de chaque société est façonné par la manière dont son patrimoine et ses monuments sont gérés, conservés, réinventés.

De quelle façon travaillez-vous ?
Il faut d'abord comprendre les édifices. Cerner comment, quand et par qui ils ont été construits. Savoir quelles sont les structures d'origine et les différentes transformations qui ont été faites. Pour ce travail préliminaire mais capital, il faut réaliser beaucoup de recherches.

Quelles sont les contraintes particulières que vous devez gérer ?
Un architecte d'une manière générale doit s'adapter au contexte, il doit prendre en compte le site. Les contraintes peuvent donc venir de la fonction, de l'usage, du paysage... Il y a un certain nombre de normes à respecter. Travailler sur le patrimoine rajoute une nouvelle contrainte. Et elle prévaut sur tout. Les procédures vont être encore plus strictes

lorsqu'il s'agit de monuments historiques. Globalement, on travaille toujours en collaboration avec les architectes des bâtiments de France.

Qui sont vos clients ?
Ce sont beaucoup des collectivités. J'ai l'impression qu'il y a une prise de conscience de plus en plus forte de la valeur du patrimoine. Un centre ancien insalubre, invivable, ce n'est plus acceptable. Je peux aussi travailler avec les particuliers. Ça m'est arrivé d'aménager des édifices patrimoniaux en habitation par exemple. J'aime travailler à la fois sur l'intérieur et l'extérieur. Les jardins, l'environnement direct sont très importants à intégrer dans tout projet.

Quels sont les projets qui vous ont le plus marqués dans votre carrière ?
Mon travail est très varié, difficile donc de choisir. Le plus vieux bâtiment sur lequel j'ai travaillé m'a laissé un très bon souvenir. Il s'agit de la Chartreuse de Montrieux-le-Vieux, qui date du XI^e siècle. Je me suis également occupée du château d'Esparron de Pallières. Je n'ai travaillé que l'intérieur du bâtiment. Nous

avons fait la restauration des anciens salons, de tapisseries, de décors en plâtre... Sans oublier le renforcement de la structure. J'ai également beaucoup bossé sur les centres anciens de La Ciotat, Hyères et Toulon. J'ai refait des immeubles entiers par exemple. En ce moment, je suis sur le plan de protection des villes d'Orange et de Saint-Raphaël. Je mène des recherches sur la cité, sa construction, son développement, les différentes couches successives d'interventions... L'idée, c'est de redonner une cohérence à l'ensemble.

Vous vous êtes également chargé de la restauration de l'ancien casino de Tamaris, à La Seyne...
C'est un projet que j'ai terminé il y a peu. C'était pour du privé. Pendant un an, nous avons refait tous les extérieurs de ce bâtiment néo-oriental. C'est un édifice tout à fait particulier, construit par Michel Pacha à la fin du XIX^e siècle. Je me suis plongée dans les archives, j'ai retrouvé le projet d'origines, des cartes postales... Il fallait que j'aie cette vision de l'époque pour comprendre les différentes modifications que l'ensemble

avait subies et lui redonner une lisibilité qui allait le mettre en valeur.

Vous travaillez beaucoup dans le Var...
J'ai vécu ici pendant des années. Je n'ai démenagé mon cabinet à Arles que récemment. Et j'ai toujours un point de chute à Hyères. J'y viens quasiment toutes les semaines. Il y a pas mal de demandes de restauration et de mise en valeur dans le département. Le patrimoine varois est riche.

AMANDINE ROUSSEL
amroussel@nicematin.fr

#pratique

> Le maintien de l'équilibre entre passé, présent et avenir, voilà ce qui inspire le cabinet Wood et Associés. Réhabilitations mais aussi constructions neuves en secteur protégé, restauration d'édifices anciens, urbanisme sont son quotidien.
Rens. 04.90.96.19.76.
wood-associés-architecte-patrimoine.fr

#NOUS

ARCHI

Villa Dollander FENÊTRE SUR LA MÉDITERRANÉE

Dessinée par Henri Prouvé, construite par son frère Jean, cette maison située sur les hauteurs de la plage Saint-Clair au Lavandou, révèle le savoir-faire du créateur de « l'habitat industriel ».

#l'usineàlamaison



La résidence secondaire de la famille Dollander a été construite entre 1949 et 1951. (Photos: Valérie Le Parc)

Depuis le jardin, on plonge le regard dans l'azur du ciel qui vient se confondre, sur la ligne d'horizon, avec la Méditerranée cristalline. De l'autre côté de la route qui longe la plage Saint-Clair, au Lavandou, on savourait l'éclat qui s'étire à la Villa Dollander. Le dernier, pour les actuels propriétaires qui l'ont rachetée en 2005 à la famille d'industriels vengois qui donne son nom à la maison. Également connue sous le nom de « Villa Saint-Clair », parce qu'elle borde la plage du même nom, la maison est en vente.

Résidence secondaire
« Jean Prouvé n'est pas architecte, c'est un frère Henri qui l'est », Jean Prouvé, lui, était un ferronnier, un designer... », explique Aurélien Vernant, historien d'art et directeur de l'agence Architecture de collection, en charge de la vente. Nous sommes dans l'après-

guerre. La famille Dollander (des industriels) avait fait appel à Jean Prouvé pour la réalisation de sa résidence principale, dans la région de Nancy, où Jean Prouvé a installé ses ateliers. Désireux de s'installer dans le Sud de la France, la Dollander fort à nouveau appel à Jean Prouvé pour penser cette résidence secondaire surplombant la plage de Saint-Clair, au Lavandou. La résidence secondaire Dollander est construite entre 1949 et 1951, en commençant par la chambre et le séjour. En mai et juin 1951, la cuisine est ajoutée. L'ensemble des éléments usinés ont été fabriqués dans les ateliers Prouvé à Maxéville (en Meurthe-et-Moselle), transportés par voie ferrée, puis montés par l'ingénieur selon les plans établis par son frère. Elle reprend même l'un des éléments de construction les plus significatifs du travail de Prouvé, en l'occurrence le système constructif de la maison à portique axial que Jean Prouvé élabore à partir de 1946. Le « préfabriqué » en somme...
« La villa Dollander est très importante car c'est la première de Jean Prouvé entièrement conçue dans le cadre d'une commande de collectivité », poursuit Aurélien Vernant. C'est aussi l'une des plus abouties dans le rapport de l'habitat à la mer et au paysage. L'intelligence des solutions constructives et l'économie de moyens caractéristiques de Jean Prouvé croisent une recherche

sur les ouvertures, exacerbant le rapport au panorama pour valoriser le site et favoriser le bien-être, le confort également. Et la modestie dans l'économie de moyens », ajoute Aurélien Vernant. Les lignes sont très épurées, le style est dépouillé.

Travaux à prévoir
Les poteaux extérieurs sont en tubes d'acier et les panneaux intérieurs en volige de bois. Les portes sont en tôle pliée selon le procédé inventé dans les usines de Maxéville. Les bacs d'acier encastrés qui composent sa toiture font office de contreventement. Les murs du fond sont en pierres apparentes. La Villa Dollander étant inscrite monument historique depuis 1991, les futurs acquéreurs s'engagent sur la rénovation du bâtiment. « Il y a, en effet, besoin d'une restauration pour certains éléments de façades, les sols et d'autres éléments intérieurs », reconnaît Aurélien Vernant. Des contraintes, donc, qu'il faudra travailler avec un architecte du patrimoine. C'est à la Drac (Direction régionale des affaires culturelles) d'accompagner et de valider le projet. L'avantage pour les futurs propriétaires : le montant des travaux engagés est déductible. Mais tout l'intérêt de cette acquisition reste, sans conteste, l'histoire qu'elle raconte et représente.

KARINE MICHEL
kniche@nicematin.fr

#Expertise



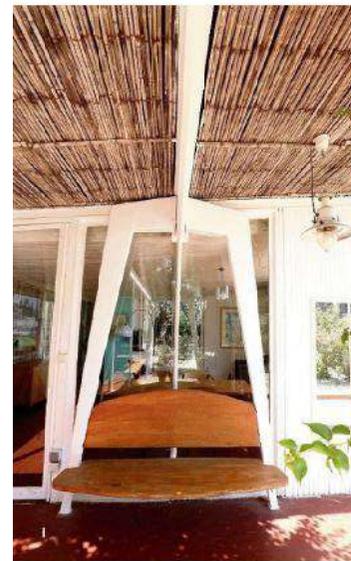
« Spécialisée dans la vente de biens d'architecture remarquable du 19^e et du 20^e siècle, l'agence Architecture de collection réunit agents immobiliers et historiens d'art : « En croisant les compétences d'historiens du patrimoine, d'architectes et de professionnels de l'immobilier, nous avons développé une expertise unique et un savoir-faire différent de ce qui se fait dans l'immobilier », résume Aurélien Vernant (notre photo). Fondée à Paris en 2007, par Nicolas Libert – collectionneur d'art, il avait créé l'agence Ateliers lofts et associés dans les années quatre-vingt-dix, agence spécialisée dans la vente de lofts – et Delphine Aboulet, architecte et historienne de l'art. Architecture de collection travaille sur toute la France et compte même un bureau à Marseille. « Notre mission, poursuit Aurélien Vernant, est de présenter et valoriser ces maisons tout à fait uniques, qui sont souvent assimilables à des œuvres d'art et dont l'histoire est tout aussi importante que l'architecture en elle-même. » Raison pour laquelle l'agence travaille avec « une clientèle nationale et internationale de collectionneurs d'architecture, comme on aime le dire. Des acheteurs, qui comprennent les contraintes propres à ce type d'habitat, qui ont à cœur de préserver ces lieux en y habitant ». Et qui, en cas de vente, souhaitent les transmettre non seulement aux meilleures conditions, mais à des acquéreurs partageant la même philosophie. « On ne fait donc pas seulement du haut de gamme, précise encore Aurélien Vernant, nous nous intéressons à tout ce qui revêt un caractère patrimonial et historique en matière d'habitat moderne et contemporain. »
www.architedecollection.fr

#Confort moderne

« Selon Architecture de collection, le terrain est d'une superficie de près de 3 000 m², planté d'essences méditerranéennes, la maison est d'une superficie de 100 m², et est aménagée en une partie jour (salon, salle à manger et cuisine) et une partie nuit (chambres et salle d'eau), les deux reliées par une galerie couverte. La maison est posée sur une dalle. Le système de construction s'appuie sur une poutre centrale en tôle d'acier pliée (photo ci-dessous) soutenue par des portiques pour un effet de légèreté. Grâce aux parois de verre, les différents espaces sont tournés vers la mer ou vers le jardin. À l'intérieur, le sol est en ommettes de terre cuite, les cloisons et les plafonds sont recouverts de lambris naturels ou peints de couleurs douces. L'aubert avec ses canisses d'origine, apporte la fraîcheur nécessaire à l'habitat. La propriété compte également une dépendance plus récente, et entièrement renouvelée en 2014. Elle offre tout le confort moderne et comprend salon, salle à manger, cuisine, trois chambres, deux salles de bains et un garage. »



« Éléments caractéristiques du travail de Jean Prouvé, le banc de pierre qui suit l'avent. Celui en bois placé sous le portique qui soutient la poutre centrale. Les panneaux percés de hublots, créent des jeux de lumières et une porosité continue entre l'intérieur et l'extérieur. Les portes extérieures et la porte coulissante vitrées en tôle pliée sont, aussi, typiques des ateliers Jean Prouvé. »



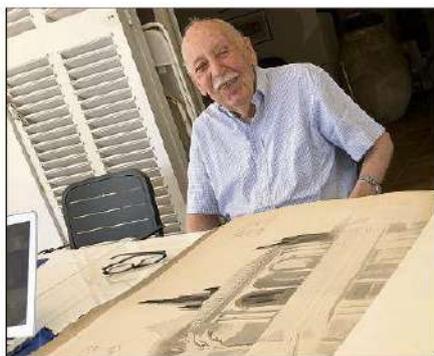
Émile David ravive ses souvenirs d'architecture

Avec son père Léon et son frère Lucien, Émile David incarne une grande lignée d'architectes hyérois. Tour d'horizon des principales réalisations construites à Hyères et à Toulon

Affirmer que la famille David a laissé son empreinte dans l'urbanisme d'Hyères et Toulon est un doux euphémisme. Jeter un regard aux réalisations présentées dans cette page suffit à s'en convaincre. La ville d'Hyères prépare d'ailleurs une exposition sur ce travail de création : tous les croquis, plans et dessins de la famille ont été donnés au service municipal des archives.

Né à Chaumont Saint-Claude (Jura) en 1878, Léon David a fait les Beaux-Arts à Paris en 1906. Séduit par le climat et l'architecture simple de la région, il s'installe à Hyères en 1910-1912 en rachetant le cabinet de Pierre Chapoulart, l'architecte d'Alexis Godillot qui remodela le quartier des Îles d'Or à la fin du XIX^e siècle (2).

Son fils Lucien, né en 1918, prend la suite de Léon dans le cabinet situé dans l'avenue des Îles d'Or. La fille de Lucien épousera elle-même l'architecte hyérois Alain Cara. Par atavisme, une douzaine de membres



Émile David, 94 ans, dans sa villa de la Bergerie. Devant lui, des dessins réalisés à l'école nationale supérieure des Beaux-Arts, en 1950-56. (Photo S. M.)

de la famille David a embrassé la profession.

Des clients prestigieux

Émile David, lui, naît en 1926 à Hyères. Il est lauréat d'un double baccalauréat math élém et philosophie à l'âge de 15 ans, excusez du peu... En 1944, il participe à la libération de la ville avec les urgentistes de la Croix Rouge. De 1946 à 1948, il fait l'école supérieure des

travaux publics de Saint-Germain-des-Prés, puis les Beaux-Arts de 1950 à 1956. Marié à Paris, il retourne à Hyères en 1956, travaille avec son père et son frère, puis tout seul.

« J'ai toujours été étonné qu'on me fasse confiance. Mais j'étais Hyérois, j'avais une double formation d'ingénieur et d'architecte et je m'inscrivais dans l'héritage de mon père, reconnaît-il aujourd'hui. Léon David,

mon père, paraissait quelqu'un de dur, mais il était d'une bonté extrême. Il respectait tout le monde, en particulier les ouvriers contrairement à certains de ses confrères. Toujours entouré d'artisans extraordinaires, il savait tirer le meilleur de chacun. »

Travailleur acharné, Léon David a eu des clients prestigieux (anglais, allemands, américains et français) de la Belle Époque. La crise économique de 1929 a ensuite introduit une architecture beaucoup moins dispendieuse. « Il a fallu s'adapter, se souvient son fils Émile. En particulier quand le gouvernement voulait réduire les dépenses ou quand, sous le Front populaire, les gens ne voulaient pas montrer leur fortune. À la libération, mon père a été considéré de droite, alors qu'il a toujours fait beaucoup de social. » Léon David est notamment à l'origine de la création du comité des œuvres sociales du Var.

SYLVAIN MOUHOT

1. Ces travaux rappellent ceux conduits par le préfet Haussmann à Paris, dans les années 1860.

Hyères : le bâtiment de la Banque de France



L'ancienne Banque de France va devenir un musée.

(Photo Laurent Martinat)

Pour réaliser le bâtiment de la Banque de France en 1925, Léon David travailla avec un architecte imposé par le donneur d'ordre. Par la suite, Émile prit la relève de son père en tant qu'architecte d'entretien. « J'admire cette réalisation qui donne une image calme, explique Émile. C'est très bien qu'on la transforme en musée pour qu'Hyères retrouve son souffle touristique. Il nous faut des congrès et des hôtels de luxe pour faire travailler les jeunes ».

À Hyères, en 1923-1925, Léon David a aussi été l'architecte exécutant de Robert Mallet-Stevens pour la villa Noailles. « Mon père s'entendait très bien avec Mallet-Stevens, l'un

des meilleurs architectes que j'aie connu ; il arbitrait ses bagarres avec Charles Noailles qui avait des idées très arrêtées, se souvient Émile. Mallet-Stevens était un artiste complet dont j'ai vu une exposition à Paris ». Il souligne que son père est à l'origine du béton armé dont l'un des premiers exemples fut appliqué sur les bâtiments de la base de l'aéronautique navale d'Hyères.

En centre-ville, Émile David a dessiné le centre administratif (l'actuelle médiathèque, place Lefevre), l'immeuble le Lamar-tine (à l'angle avenues Gambetta - Peyron), etc. Émile David est aussi à l'origine de la caserne de pompiers d'Hyères (1988).

La villa Bettyzou à Carqueiranne



Le dessin de la villa au crayon gras, par Léon David. (Photo DR)

« En 1927, Léon David est choisi par Bernard Natan, grand producteur de cinéma qui mourra en déportation à Auschwitz en 1943, pour construire une villa d'exception au bord de mer, dans le quartier de Font Brun à Carqueiranne.

« Les moyens étaient illimités, se souvient Émile. C'est selon moi la plus belle réalisation de mon père. C'est à la fois une construction et un paysage sur la mer, avec un petit port arboré et un jardin superbe. Quand il y a beaucoup d'argent, c'est plus facile. Même s'il faut parfois se farcir ce genre de clients riches ! »

En 1952, la villa est vendue aux repreneurs de la nouvelle société Pathé. Par la suite, elle devient un centre médical spécialisé dans l'obésité infantile. La villa existe toujours.

Centre administratif de la Rode à Toulon

► En 1969, Émile David obtient le chantier de l'îlot de la Sécurité sociale, dans le quartier de la Rode à Toulon. Un mastodonte de onze étages et 20 000 m² utiles. « C'était un concours de circonstances, se souvient-il. J'étais le seul présent au cabinet ce jour-là pendant l'été. » Sur la plaquette qu'Émile a conservée, on le retrouve dans sa quarantaine active, la moustache saillante. Avec M. Mikelian, l'architecte en chef de la ZUP, Émile David est aussi à l'origine des six tours d'habitation qui longent l'autoroute A50, à l'entrée est de Toulon.



Un mastodonte de 20 000 m². (Photo DR)

La tour de la Caisse d'épargne à Toulon



La tour en 2017, au début des travaux de transformation. (Photo Patrick Blanchard)

Avec Jacques Chapon et Alfred Henry, Émile David est l'auteur de la tour de la Caisse d'épargne sur la place de la Liberté à Toulon. « C'est l'un de mes grands chantiers. Mais j'ai un regret, qu'on n'ait pas accepté une sculpture de César. J'aurais pu l'avoir à bas prix car j'ai fait les Beaux-Arts avec lui », se souvient Émile.

Métropole TOULON

À Montéty, un « minot de la rade » à la manoeuvre

Le cabinet de l'architecte Christophe Gulizzi a été retenu pour la construction de l'Institut de formation public varois des professions de la santé. Fier d'intervenir dans sa ville, il explique le projet

D'ici à 2023, les étudiants infirmiers et autres professions de santé devraient faire leur rentrée non pas à La Garde, mais en plein centre-ville de Toulon. Le nouvel Institut de formation public varois des professions de la santé (IFPVPS) est en effet au cœur de la restructuration de l'îlot Montéty, au nord de la gare (*lire aussi ci-dessous*). Et depuis juillet dernier, il a son maître d'œuvre.

Le concours lancé par Var aménagement développement (VAD), maître d'ouvrage, pour le compte de la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, qui finance le projet avec la Ville et la Région, a rendu son verdict au cœur de l'été. Le cabinet du Toulonnais Christophe Gulizzi, basé au Tholonet et à Boulogne-Billancourt, l'a emporté. Avec Flex Architecture, Egis et Inddigo (bureaux d'études) et LC Conseil, il a désormais la charge de l'un des projets phare de la Métropole.

L'architecte revient sur sa conception du bâtiment. Technique et philosophique.

Quelles sont les caractéristiques techniques et architecturales du projet ?

Il s'agit d'édifier un bâtiment de 5 000 m² sur un terrain de 8 000 m². Il s'élèvera sur six étages au-dessus du rez-de-chaussée. Architecturalement, c'est un bâtiment minéral en béton



blanc, accroché au flanc du mont Faron. La lumière naturelle sera le matériau le plus utilisé. Son écriture de brise-soleil horizontaux, vibrante et mouvante est un filtre vers l'intériorité. C'est aussi une forme de pudeur, de respect, vis-à-vis des futurs professionnels de santé.

Comment l'avez-vous pensé ?

En architecture, le lieu dicte ses règles. Ça veut dire qu'on a toujours une corrélation entre un projet, un site, un programme et un budget. Là, on avait un lieu très contraint, une forte ambition de la part du maître d'ouvrage. Ce projet devait questionner son environnement au niveau urbain, dans sa posture et instaurer un dialogue avec les différents éléments du site.

Justement, le groupe Edouard-Denis est le promoteur de la partie sud du site de Montéty. Avez-



Sur la partie nord du site de Montéty, le bâtiment de l'IFPVPS devrait s'élever en 2023. Il accueillera quelque 1 200 étudiants qui pourront aussi profiter d'un parc façon jardin de Babylone.

(Photo et repro DR/Cabinet Christophe Gulizzi)

vous eu des échanges afin que l'ensemble soit cohérent ?

On ne se parle pas. Mais moi, comme tous les candidats concurrents, on a le projet d'Edouard-Denis avec une demande de liaison entre les deux : il y a par exemple un cheminement du point haut au point bas, qui doit traverser les deux îlots, et qu'on aménage dans la limite de notre parcelle. Ce sera un parc paysager, un jardin de Babylone revisité, qui vient accueillir le projet Edouard-Denis pour créer une continuité, une cohérence de l'îlot Montéty.

Selon vous, pourquoi votre proposition a-t-elle emporté le concours ?

Notre réponse a séduit le jury par sa bienveillance vis-à-vis des utilisateurs et de son environnement, avec notamment un cœur d'îlot traité avec ce parc offert au Toulonnais,

Quelles caractéristiques sont propres aux bâtiments d'enseignement ? Sont-ils votre spécialité ?

Non et heureusement ! Ma spécialité est le sens que je donne à mes bâtiments, porteurs d'émotion, de plaisir, de civilité. Que ce soit l'Aréna d'Aix-en-Provence, le complexe Z5, toujours à Aix, le lycée de Tarascon, pour lequel j'ai été nommé pour le prix de l'Équerre d'argent, et aujourd'hui avec l'IFPVPS,

j'ai cette même obsession : essayer de rendre le monde meilleur. Pour ce bâtiment, il n'y a pas de caractéristique technique complexe. C'est une structure assez classique. En revanche, il faut considérer qu'il accueillera 1 200 personnes : il faut donc gérer les flux, les dimensionnements de circulation. Il y a aussi la nécessité que l'ouvrage soit réaménageable dans le temps, afin qu'il puisse évoluer selon les prochains projets pédagogiques.

Au départ, l'IFPVPS était annoncé pour la rentrée 2022 ? Qu'en est-il aujourd'hui ?

Dès notification, 27 mois seront nécessaires pour

faire les études et les travaux. Et ladite notification devrait arriver incessamment : il y a une vraie volonté du maître d'ouvrage qu'on démarre rapidement.

Né à Toulon, c'est la première fois que vous construisez pour votre ville...

Oui, ce projet me tient particulièrement à cœur, car je suis un minot de la rade. Je suis né au Pont-du-Las, toute ma famille est à Toulon et dans le Var. Je suis très honoré du choix des décideurs. Affectivement, ça compte pour moi : l'histoire est belle.

PROPOS RECUEILLIS PAR VIRGINIE RABISSE vrabisse@varmatin.com

Un premier bâtiment acquis par l'État à Montéty



Après les travaux de terrassement fin 2019, le chantier se poursuit avec les fondations. La livraison de l'ensemble de l'îlot sud de Montéty est prévue pour la fin du premier semestre 2022. (Photo Laurent Martinat)

Dans le cadre du Plan national de rénovation des cités administratives, qui concerne deux sites toulonnais, l'État est devenu propriétaire d'un futur immeuble de 3344 m² de bureaux dans le quartier de Montéty, en pleine reconversion. L'acte de cession a été signé hier matin par le président de la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée Hubert Falco, le préfet du Var Évence Richard, et le promoteur (groupe Edouard-Denis), en charge de la réalisation du programme de reconstruction de l'îlot sud de Montéty⁽¹⁾ et représenté par Philippe Pétrequin. Pour la somme d'un peu plus de 12 millions d'euros.

L'idée étant de « rassembler les

services de l'État dans une grande cité administrative autour de la gare de Toulon, pour offrir le meilleur service aux citoyens », a précisé Hubert Falco. Évence Richard abonde : « Nous voulons faire de cette opération quelque chose d'exemplaire, tant au niveau de la transition énergétique qu'au niveau de la relance économique, pour qu'ici comme ailleurs, personne ne puisse dire que l'État abandonne ses territoires. »

Livraison de l'îlot sud prévue en mai 2022

Ce bâtiment, dont la livraison est prévue, comme l'ensemble du programme, à la fin du premier semestre 2022, accueillera

donc les services de la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale. Plusieurs autres services publics devraient s'intégrer dans ce vaste projet de rénovation urbaine de l'ancienne cité ouvrière toulonnaise, située au nord de la voie ferrée. Et notamment dans les locaux de l'ancienne Caserne Lamer, dont la destination devrait être dévoilée très prochainement. En attendant, les travaux, qui ont démarré fin 2019, se poursuivent.

F. R.

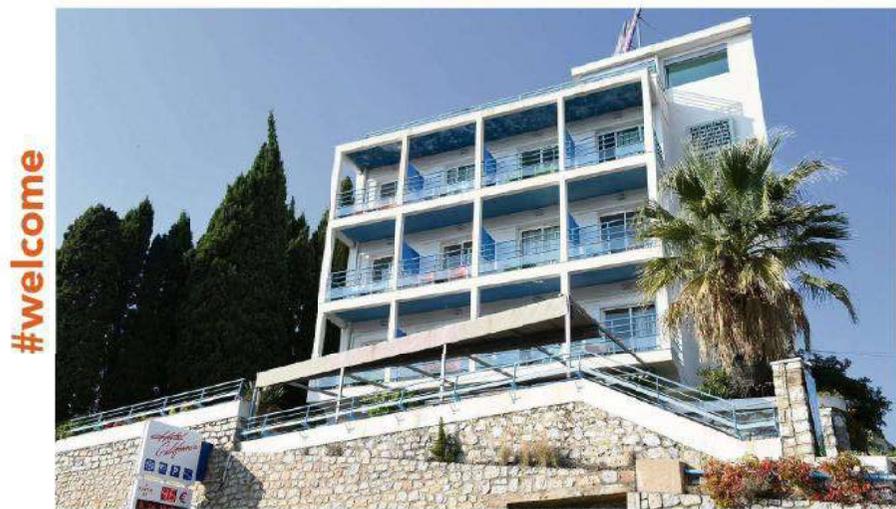
1. Le « projet Harmonie » du groupe Edouard Denis comprend également la construction d'un hôtel 3* B & B, un espace de coworking, des locaux commerciaux et une centaine de places de stationnement en sous-sol.

#NOUS

ARCHI

Hôtel California FAN DES FIFTIES

Projet personnel de l'architecte Alfred Henry qui marqua de sa patte la reconstruction de Toulon à l'après-guerre, l'hôtel lavandourain cultive un univers fun et vintage.



#welcome

Un bâtiment patrimonial de la station balnéaire lavandouraine qui a su perdurer et se moderniser en cultivant l'esprit initial des lieux. (Photos S. Luzzati)

Les études aux USA, juste après la guerre, ont inspiré au célèbre architecte varois Alfred-Ludovick Henry un projet personnel qui lui tenait à cœur : l'Hôtel California, sur les hauteurs du Lavandou. Au fil des décennies – et bien avant la sortie du show d'Eagles – son « rêve américain », d'inspiration postmoderne, est devenu un emblème patrimonial de la station balnéaire qu'il a vu prospérer, depuis sa construction, dans les années cinquante.

Avec Mies Van Der Rohe à Chicago

Né à La Londe en 1920 et décédé en 1994, Alfred don't la famille habitait Hyères, avait suivi la voie de son père, l'architecte Marcel Henry, qu'il a perdu à 19 ans. Après avoir décroché son diplôme d'architecte aux Beaux-Arts de Paris, une bourse lui avait permis de s'envoler pour l'Amérique et l'université de Technologie de l'Illinois, à Chicago, où l'enseignement de l'architecte allemand Mies Van Der Rohe, initiateur du Bauhaus, a largement influencé le jeune Varois. De retour à Toulon, il s'implique avec fougue dans la reconstruction de la ville. Il y imprimera largement sa patte et son style, avec

des réalisations comme celle de l'immeuble « Le Foch » – l'un des premiers en béton précontraint – qui lui vaudra la notoriété. On lui doit, dans la rade, de nombreux édifices administratifs en collaboration avec Jean Beauregard, Jacques Chapon, Émile David... Parmi les plus connus : la Casse et l'Épargne, aujourd'hui siège de la Métropole Ioulon-Provence-Méditerranée et la piscine municipale du Port Marchand, tous deux labellisés Patrimoine du XXI^e siècle. Il a aussi réalisé des logements privés, dont la villa Aucassin (1929) et la résidence villa Jasinoun (1952-57), en collaboration avec son associé Jean-Georges Narbikian au Lavandou.

Un motel revisité
Investi dans la transmission, Henry accueillait de nombreux étudiants dans son cabinet. L'architecte japonais Takamura fut l'un d'entre eux. La passion du Varois s'est aussi perpétuée dans la famille : l'un de ses fils, Jean-Marcel Henry, malheureusement décédé il y a deux ans, avait épousé la profession, et son petit-fils Arthur, actuel gérant de l'hôtel, prépare son diplôme à Paris.

« Mon père avait hérité d'un petit

chalet des années dix au Lavandou. Il y a construit l'hôtel en plusieurs tranches, au fur et à mesure de ses possibilités de financement. La société qui l'exploitait a été créée en 1956 », raconte Franck Henry, qui a dirigé l'établissement dans les années quatre-vingt-dix. « L'offre en hôtels était alors limitée dans la commune, où il y avait surtout des pensions. L'Hôtel California avait tout le confort moderne : WC à l'étage et douches dans toutes les chambres, ce qui n'était pas courant. La façade n'a quasiment pas changé, si ce n'est les briques-soleil en béton que nous avons malheureusement dû détruire, et que l'on rencontre souvent dans son travail. » Lorsqu'il l'a créé, Alfred Henry avait en tête la mode américaine des motels. « C'était un peu le concept de sa société, celui de ces hôtels de bord de route, devant lesquels on gare sa voiture. Il coulait en monter sur les étapes touristiques, le long de la nationale. Puis, occupé par son travail, il a abandonné le projet. D'importants travaux de réhabilitation ont été réalisés, mais l'hôtel cultive l'esprit du lieu : fun et chaleureux, sur le mode cartoon et bon enfant des lifts.

NATHALIE BRUN
nbrun@nicematinf

Une histoire de famille et une œuvre évolutive



» Géré par la famille Henry et dirigé par Julie Roig, l'hôtel deux étoiles et ses vingt-quatre chambres équipées de toutes les commodités – outre un vaste studio privé avec vue panoramique époustouflante sur la baie – comportent de nombreuses fresques, œuvres de l'artiste belge Philippe Boonen, résidant à Barcelone, qui revient chaque année peindre à l'hôtel California, faisant de celui-ci une œuvre évolutive.

« Le bâtiment a été rénové de fond en comble entre 1997 et 1998. Ouvert à peu près toute l'année à l'exception d'une petite coupure hivernale, il accueille une clientèle multigénérationnelle et de nombreux fidèles. Hôtel California, avenue de Provence, au Lavandou, 83500, 04.94.01.59.99, hotelcal@nicematinf





Décriée par de nombreux Toulonnais, la frontale a pourtant valu à son architecte une prestigieuse récompense.

À la (re) découverte d'un patrimoine mal-aimé

Le centre-ville compte de nombreux bâtiments remarquables réalisés au cours du XX^e siècle. Une promenade est organisée demain matin dans le cadre des Journées nationales de l'architecture



Après la Caisse d'Épargne et le siège de Toulon-Provence-Méditerranée, la tour abrite désormais des appartements de standing.

Toulon possède un patrimoine architectural datant du XX^e siècle tout à fait « exceptionnel » par son importance et sa diversité. Le Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) du Var entend bien le démontrer à un large public. C'est pourquoi, il propose un parcours pédestre de deux heures commenté par l'architecte Delphine Ratier.

Le quartier de Chalucet

« Ce projet, c'est la couture entre le Toulon haussmannien et la ville moderne », commente la professionnelle.

Elle souligne également le parti pris architectural de mélanger clairement ancien (symbolisé par la chapelle de l'ex-hôpital) et moderne (exprimé notamment par l'utilisation du béton et du verre).

L'ancienne tour de la Caisse d'Épargne

Le bâtiment, situé place de La Liberté, est signé Alfred Henry en 1969. « L'architecte a été influencé

par ce qu'il se faisait outre-manche mais aussi par le Brésilien Oscar Niemeyer. On note que la tour se démarque totalement dans un environnement très classique. » L'œuvre d'Henry a reçu le label XX^e siècle.

Le Palais Paris-France

Les actuelles Galeries Lafayette sont installées dans un immeuble datant de 1951. On le doit à un couple d'architectes : Adrienne Goska et Pierre de Montaut. Ils se sont inspirés du style haussmannien en insistant sur l'horizontalité et en mettant en valeur des balcons filants.

Pour autant, le côté moderne est extrêmement présent notamment dans le choix des matériaux à l'image du pavé de verre.

La place de l'Équerre

L'un des derniers grands projets de requalification urbaine achevé par la municipalité montre « un bâti plutôt modeste, simple, à l'image de ce qui constitue en majorité la vieille ville de Toulon. »

Les halles municipales

« Il s'agit du premier bâtiment en béton de Toulon. Il a été imaginé en 1929 par Henri Bonnet et Marius Bonnamy. » D'un style art déco, en total contre-pied à l'art nouveau, il s'appuie sur les formes géométriques. « Ce qui est frappant, c'est l'utilisation de matériaux nouveaux tout en se servant des fonctionnements de l'architecture gothique ou romane. La croisée d'ogives tout à fait remarquable, repose sur des piliers comme dans une cathédrale. »

L'Hôtel de ville

La mairie, construite par Jean de Mailly en 1969, est composée d'un socle de quatre niveaux qui prolongent l'espace public ainsi que d'une tour de verre et d'acier sur dix niveaux. C'est la jumelle de l'Hôtel de ville de La Seyne érigé dix ans plus tôt.

La frontale du port

On doit également cet ensemble à Jean de Mailly. Les quatre bâtiments longilignes sont construits sur pilotis pour conserver un accès à la mer. Aujourd'hui, beaucoup des ouvertures voulues par l'architecte ont été bouchées par des commerces. L'ensemble a valu à son auteur une prestigieuse récompense : le prix d'honneur de la triennale de Milan en 1952.

AMANDINE ROUSSEL
amroussel@nicematin.fr

Le programme

Le CAUE a prévu d'autres temps forts pour célébrer ce week-end consacré à l'architecture. Parmi lesquels :

- Samedi 14 h : Dans l'auditorium de la médiathèque de Chalucet, l'architecte du projet, Corinne Vezzoni va détailler son travail sur ce nouveau quartier.
 - Samedi 18 h : Décrochage de l'exposition PERCEVOIR à la Galerie 15, située rue Pierre Semard.
 - Dimanche : Visites de projets de parcs et de jardins, d'espaces naturels en compagnie de leurs concepteurs.
- Programme complet : www.cauevar.fr

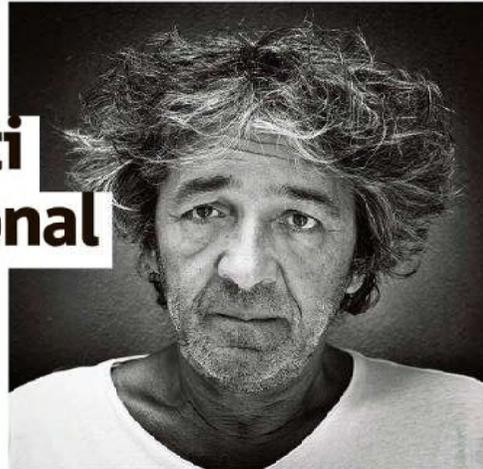
Savoir +

Départ de la visite à 14 h. Rendez-vous devant le CAUE, 17, rue Mirabeau. Durée : deux heures. Gratuit.

ARCHI

Rudy Ricciotti à l'international

« Papa » du Mucem à Marseille ou encore du musée Cocteau de Menton, l'architecte bandolais exporte aussi son talent à l'étranger. Voici quelques exemples des réalisations qu'il a pu faire au cours de sa carrière aux quatre coins du globe.



Le Mnast de Rabat

> Annoncé en 2010, le Musée national d'archéologie et des sciences de la terre au Maroc est toujours au stade du concours d'architecte depuis 2019. Rudy Ricciotti s'est positionné, en collaboration avec l'agence d'architecture et d'urbanisme S&D Benkirane, avec un bâtiment taillé tout en transparence. Un véritable bijou. Le projet a déjà été primé au Maroc.

Anticonformiste, rebelle, radical, génial, novateur. Les adjectifs qualifiant Rudy Ricciotti et son travail ne manquent pas. Il a clairement sa place à part dans le monde leurré de l'architecture. Il en joue. En rajoute même parfois. Ses avis sont tranchés, provocateurs. Mais toujours argumentés. Cet amoureux du béton prône une architecture sensible. S'il se revendique comme un ennemi de la modernité, il n'en est pas moins utilisateur ingénierie aime allier la puissance de la création et la culture constructive. Son talent a été récompensé par ses pairs à de nombreuses reprises. Il a notamment reçu le Grand Prix national d'architecture en 2006 ainsi que la médaille d'or de l'Académie de l'architecture. Sa réputation a largement dépassé les frontières de la France et de la Méditerranée qui lui est si chère.

TEXTES : AMANDINE ROUSSEL
amrousse@nicematin.fr
PHOTOS : FRANCK LECLERC,
Agence Ricciotti / E.Jae Seong
et Matarazzo Architectes

> Agence Rudy Ricciotti, 17, boulevard Victor-Hugo, Barcelone, 04 94 29 52 61. www.rudyricciotti.com



L'auditorium de São Paulo

> Au sein de la Cité des Matarazzo au Brésil, le Bandolais a reçu la commande (en cours de réalisation) d'un auditorium de 1 500 places. À noter, les murs en cuirs noirs anciens recyclés. Le bois massif est également très présent. Au media (l'architecture d'aujourd'hui), il a confié avoir voulu « assurer une ambiance sexe et rock'n'roll, finalement, pour la samba ! »



La Philharmonie de Potsdam

> L'établissement culturel se situe en centre-ville de la cité allemande, au cœur d'un îlot de logements. L'originalité du projet réside dans le fait que Rudy Ricciotti a proposé de garder une partie de l'ancien bâtiment (en l'occurrence le hall d'entrée et le foyer) pour y joindre un bâtiment moderne qui accueille la salle de concerts. Cette dernière possède un sol en chêne et un plafond en murs en staff.



La passerelle de la Paix à Séoul

> L'ouvrage relie Séoul, la capitale de la Corée du Sud, à l'île de Sungyod. Elle a été inaugurée en 2002. Il s'agit d'un arc de 120 mètres de long, sans support central, réalisé avec un matériau révolutionnaire, le Ductal, un béton ultra-résistant. Une mise en lumière spécifique souligne la beauté de l'ensemble.

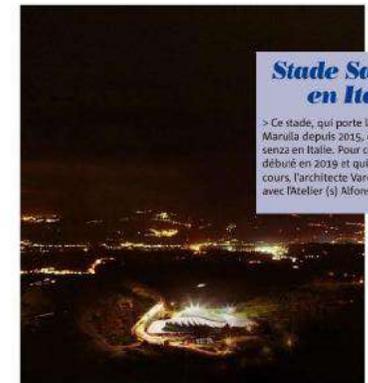
École de la tribu Houma

> Le projet d'établissement pour la tribu amérindienne établie en Louisiane aux États-Unis a été entrepris en 2014. Il est aujourd'hui en attente de réaménagement. Comme un symbole, l'architecte a choisi la forme de l'écrécisse pour son ouvrage. Il faut rappeler qu'il s'agit de l'emblème de guerre de cette tribu franco-phonie composée aujourd'hui d'environ 15 000 personnes.



Stade San Vito en Italie

> Ce stade, qui porte le nom de Gigi Marulla depuis 2015, est celui de Consenza en Italie. Pour ce projet, qui a débuté en 2019 et qui est toujours en cours, l'architecte Varois s'est associé avec l'Atelier (s) Alfonso Femia.



15 PORTRAITS & SAGAS

- 1 Olivier Devys : « L'hôtellerie a un bel avenir devant elle »**
Var Matin – 15.06.2020
- 2 Club Immobilier Toulon Provence : « Nous allons élargir les passerelles entre les clubs immobiliers de la région »**
TPBM N°1348 du 22.07.2020
- 3 Michel ESTADES, le collectionneur**
Var Matin – 09.08.2020
- 4 Félix MAYOL, le petit prince du Caf'Conc'**
Var Matin – 09.08.2020
- 5 Mike BRANT, souvenirs de vacances à Saint-Elme**
Var Matin – 15.08.2020
- 6 Quand Porquerolles inspirait SIMENON**
Var Matin – 01.09.2020
- 7 Julien NOBLE, un Varois à la Warner**
Var Matin – 01.11.2020
- 8 Mireille DARC, une enfance toulonnaise**
Var Matin – 23.11.2020
- 9 Valéry GISCARD d'ESTAING : Il a fait de Toulon un « grand port militaire »**
Var Matin – 04.12.2020
- 10 Serge TRIGANO : c'était le Club Med**
Var Matin – 11.12.2020

Olivier Devys : « L'hôtellerie a un bel avenir devant elle »

Portrait Le patron des Okko Hôtels, qui vient d'inaugurer un nouvel établissement à Toulon et bientôt un autre à Nice, invite à l'innovation et à l'optimisme. Son credo hôtelier : le lifestyle

Après Cannes, Toulon cette année (la réouverture a eu lieu le 2 juin alors que l'inauguration s'était déroulée quelques jours avant le confinement) et Nice en 2021, la chaîne Okko Hôtels (dix établissements en France et trois en cours de construction) s'étend petit à petit à toutes les grandes villes de l'Hexagone. À sa tête, Olivier Devys, un Parisien de 68 ans, est un expert de l'hôtellerie, visionnaire et idéaliste. Cet ancien ingénieur et économiste de Centrale a lancé pour Paul Dubrulle (cofondateur de la chaîne Novotel et du groupe Accor) les premiers Suites Hôtel en 1998. Après dix ans de bons et loyaux services : « J'ai quitté Accor car je ne m'y retrouvais plus au niveau de mes valeurs humaines. Alors je me suis dit : ce que je n'arrive pas à faire dans un grand groupe, je vais le faire moi-même. »

Trois hôtels ouverts en un an

Avec le soutien de son partenaire Paul Dubrulle toujours - « Nous sommes actionnaires à égalité, nous avons tous les deux 38 % des parts et nous avons ouvert le capital au fur et à mesure des années » - Olivier Devys a ouvert les trois premiers Okko Hôtels la même année, en 2014, à Nantes, Grenoble et Lyon. Son objectif : déposséder l'image des hôtels traditionnels, en casser les codes et proposer du lifestyle à la façon des Mama Shelter lancés par Serge Triganon. « Nous sommes des développeurs exploitants », précise-t-il. Le concept : proposer aux clients de profiter davantage des parties communes que de la chambre. « L'expérience client se passe dans

le club ouvert 24h/h, pour utiliser les ordinateurs mis à disposition, boire un verre (café ou soft drink) et grignoler quelque chose gratuitement. »

Si la chambre est plus petite que les standards habituels, les parties communes sont plus spacieuses et cosy. L'accent a été mis sur la décoration, le design. « Ce qui compte, c'est le bien-être, pas de vous imposer un goût. L'objectif est que les clients aiment flâner dans ces espaces, entre amis, en famille, dans une ambiance cool mais pas bryante car nous ne recevons pas de cars de tourisme, ni de convention ou de congrès pour éviter les arrivées massives de clients. L'ambiance reste toujours feutrée. Nous avons recherché des matériaux bruts.

« 25 % de nos produits sont sourcés localement. »

Dans notre deuxième génération d'hôtels, le plafond est en béton ciré. »

Le patron d'Okko a aussi fait des choix assumés comme les tissus « en fibres végétales faites en Grèce façon lin froissé » pour les équipements des lits, des matelas et les draps, qui perturberont certains clients, persuadés qu'ils n'ont pas été repassés. Ou encore les distributeurs de gel et shampoings pour limiter gâchis et déchets.

Si Olivier Devys a finalement créé l'hôtel de ses rêves, il a aussi senti le vent venir en donnant la part belle aux produits locaux. « 25 % de nos produits sont sourcés localement. Ça nous semblait élémentaire de nous insérer au tissu local, aussi pour que le client ne s'ennuie pas afin qu'il n'ait pas le même petit-déjeuner à Toulon qu'ailleurs. Mais c'est vrai que le confinement est venu renforcer un



« Le marché n'est pas en question car la France a des atouts incroyables. Nous aurons de plus en plus de touristes. Il y a de la place pour tout le monde. Il faut tirer des leçons de cette crise et innover, voir ce que ça a changé dans les habitudes de consommation des clients. » (D.R.)

Miser sur l'expérience client

Pour ce sexagénaire en recherche constante : « Nous avons voulu montrer qu'il y avait toujours de la place pour l'innovation. Nous avons voulu remettre en cause des dogmes

certain nombre d'intuitions que nous avions eu au moment du lancement de la chaîne comme la recherche des circuits courts et l'intégration des territoires. C'est une question de volonté. Nous mettons les moyens. Notre démarche d'ancrage local est très forte. Les petites chaînes comme nous sont peut-être plus en capacité de le faire car nous ne pratiquons pas les mêmes prix que les grands groupes. »

« Nous avons voulu remettre en cause des dogmes hôteliers. »

Repères

- 2014 Lancement la même année des premiers Okko Hôtels à Nantes, Grenoble et Lyon.
- 2016 Ouverture de l'hôtel de Cannes. 125 chambres situées dans la gare rénovée. Réception et club au 6^e étage en rooftop. Constructeur et développement : Vinci Immobilier.
- 2020 Ouverture à Toulon, dixième hôtel de la marque. 98 chambres. Promoteur : Altarea Cogedim. Il avait ouvert deux semaines avant le confinement et a rouvert le 2 juin. 12 M€ d'investissement.
- Avril 2021 Ouverture à Nice Arenas. 135 chambres. Avec le promoteur Sogrepro du groupe Société Générale. Le chantier, en cours, vient de reprendre. Le club sera situé en rooftop.
- Effectif 200 salariés en France. CA 2019 : 33 M€.
- Objectifs Trois projets sont en cours de construction à Nice Arenas, Lille et La Défense. Du fait du Covid, le projet à Bruxelles a été suspendu par les investisseurs. Les villes de Marseille, Nice (centre-ville) et Aix-en-Provence sont dans le viseur.

200 emplois. Des gens qui sont aujourd'hui contents d'aller au boulot. »

Et que pense-t-il de l'avenir et de la crise ? « Dans l'industrie hôtelière, nous en avons pris plein la figure. Nous pensons que l'impact sur l'ensemble de l'année

2020 sera au minimum de 50 % du chiffre d'affaires. Malgré tout, il y a toujours eu des crises et je pense que l'hôtellerie a un bel avenir devant elle

car le tourisme amène des taux de croissance importants. Nous avons eu un trou d'air significatif mais ce n'est pas ça qui tuera l'hôtellerie. À une époque, l'hôtellerie vivait sur une manne en faisant monter les taux d'occupation et les prix. Les clients en ont eu marre et sont allés dans les gîtes et les Airbnb. Une remise à niveau s'est faite sous la pression de la nouveauté. Le marché n'est pas en question car la France a des atouts incroyables. Nous aurons de plus en plus de touristes. Il y a de la place pour tout le monde. Je ne suis pas pessimiste. Il faut tirer des leçons de cette crise et innover, voir ce que ça a changé dans les habitudes de consommation des clients. »

hôtelières même si nous n'avons pas poussé le crayon aussi loin dans le jeunisme que certains. La chaîne se remet en question tous les cinq ans et tient compte des remarques des clients. »

Pas de check-in/out par exemple. « Je réserve ma chambre, je donne ma carte mais rien d'insupportable. Nous avons modifié le parcours client pour le rendre plus fluide, en respectant sa liberté et en simplifiant le travail de l'équipe afin qu'elle ne soit plus occupée à des tâches de facturation mais surtout dans une attitude d'accueil. Pour moi, c'est une entreprise de femmes et d'hommes dont la raison de vivre est la rencontre avec les clients afin que ces derniers gardent un bon souvenir de leur séjour. Ma fierté est aussi d'avoir créé

car le tourisme amène des taux de croissance importants. Nous avons eu un trou d'air significatif mais ce n'est pas ça qui tuera l'hôtellerie. À une époque, l'hôtellerie vivait sur une manne en faisant monter les taux d'occupation et les prix. Les clients en ont eu marre et sont allés dans les gîtes et les Airbnb. Une remise à niveau s'est faite sous la pression de la nouveauté. Le marché n'est pas en question car la France a des atouts incroyables. Nous aurons de plus en plus de touristes. Il y a de la place pour tout le monde. Je ne suis pas pessimiste. Il faut tirer des leçons de cette crise et innover, voir ce que ça a changé dans les habitudes de consommation des clients. »

AMBRE MINGAZ
amingaz@nicematin.fr



Après Cannes en 2016 (photos ci-dessus), le nouvel Okko Hôtel de Toulon, dixième du nom et quatre étoiles (à droite), a ouvert ses portes quelques jours avant le confinement avant de rouvrir le 2 juin. Il est situé lui aussi près de la gare, place de la Liberté. (Photos D.R. et doc. V.-M.)

CLUB IMMOBILIER TOULON PROVENCE

« Nous allons élargir les passerelles entre les clubs immobiliers de la région »

Après quatre ans de présidence, Philippe Marin, le fondateur du Club immobilier Toulon Provence, vient de transmettre le témoin à un trio composé du nouveau président Frédéric Leca et de deux vice-présidents, Thierry Garbail et Nicolas Boythias. Un événement au sommet... sur le rooftop de l'hôtel Okko de Toulon.



De gauche à droite, Thierry Garbail (vice-président), Philippe Marin (past-président), Frédéric Leca (nouveau président), Nicolas Boythias (vice-président).

TPBM : Philippe Marin*, comment présentez-vous le Club immobilier Toulon Provence ?

Philippe Marin : Lors de sa fondation de ce dernier, en septembre 2016, j'avais dit que le Club immobilier Toulon Provence n'était ni un syndicat ni un BNI** et qu'il était difficile de le définir. Aujourd'hui, on peut affirmer que c'est un lieu de rencontres et d'échanges dans un esprit convivial, où il est plaisant de se retrouver. Il favorise les belles découvertes humaines tout en ouvrant le champ professionnel des possibles. Cette fertilisation croisée de personnes, de regards, d'idées, crée de la richesse et place le club en acteur incontournable du territoire de la métropole Toulon Provence Méditerranée. Ses membres sont d'ailleurs devenus des ambassadeurs locaux tout en jouant un rôle utile de poil à gratter pour faire avancer les choses. Les nombreux événements et rendez-vous de réflexion déployés depuis quatre ans le prouvent. Sans prendre la place d'instances sectorielles, ni celle d'élus, sans donner la leçon non plus, ce club pluridisciplinaire s'est inscrit dans les corps intermédiaires de la société. On s'est aperçu ces derniers mois de leur importance pour rester connecté à la réalité...

Quel sentiment prédomine au moment de passer/prendre la présidence du club ?

P. M. : La réussite de ce genre de projets se mesure notamment dans la capacité à faire tourner la gouvernance. Cela prouve l'existence, la reconnaissance aussi à travers l'enjeu de prolonger l'aventure. Je suis

très heureux de passer le témoin à Frédéric Leca et à ses deux vice-présidents, Thierry Garbail et Nicolas Boythias***. Ils seront accompagnés d'Amélie Rebel qui conserve la permanence d'un club dont elle maîtrise parfaitement les rouages. Je reste bien entendu impliqué, membre du conseil d'administration ainsi que du bureau de la Fédération française des clubs immobiliers. Nous avons contribué à

« C'est un lieu de rencontres et d'échanges dans un esprit convivial, où il est plaisant de se retrouver. Il favorise les belles découvertes humaines tout en ouvrant le champ professionnel des possibles. Cette fertilisation croisée de personnes, de regards, d'idées, crée de la richesse et place le club en acteur incontournable du territoire de la métropole Toulon Provence Méditerranée. » Philippe Marin

la créer avec son premier président, Fabrice Alimi, partenaire marseillais qui a soutenu et inspiré le club toulonnais.

Frédéric Leca : Il s'agit de pérenniser et développer le travail qualitatif de Philippe Marin et de son équipe, dont nous faisons partie. Avec la difficulté du moment qui consiste à sortir le club du confinement sans faire prendre de risque à personne. La période est difficile pour tout le monde et l'idée d'un management collégial, née avant la Covid, est d'autant plus à propos dans ce contexte que ➡➡➡



© G.R.

« Il s'agit de pérenniser et développer le travail qualitatif de Philippe Marin et de son équipe, dont nous faisons partie. [...] La période est difficile pour tout le monde et l'idée d'un management collégial, née avant la Covid, est d'autant plus à propos dans ce contexte que cela va nous permettre de nous impliquer dans cette aventure collective tout en restant vigilants sur nos plans de charges respectifs. » Philippe Leca

➔ cela va nous permettre de nous impliquer dans cette aventure collective tout en restant vigilants sur nos plans de charges respectifs. Le premier rendez-vous de « retrouvailles », sur le rooftop de l'hôtel Okko, en centre-ville de Toulon, a donné de la visibilité à la nouvelle feuille de route.

Justement Frédéric Leca, quelle est votre feuille de route de nouveau président du Club Immobilier Toulon Provence ?

F. L. : En termes de visibilité, nous avons décidé de valoriser nos partenaires par des présentations de leur savoir-faire sur les réseaux sociaux, à raison d'une mise à l'honneur par semaine. Une évolution numérique née durant la période contrainte. Nous allons d'autant plus continuer que cela favorise le lien permanent en complément des manifestations diverses. Lesquelles, Toulon ImmoTech, Archi Game, Assises de la transition énergétique, visites de sites

et autres afterworks... vont reprendre, dans les conditions qui seront dictées par l'état sanitaire du moment. La Journée et la Nuit de l'Immobilier du 17 septembre sont toujours d'actualité, mais dans ce même cadre de réserves. Par ailleurs, nous allons élargir les passerelles entre les trois clubs immobiliers de la région, avec Marseille, historiquement à nos côtés, et Nice. Nous sommes devenus une force de propositions sur le territoire et il est important de le rester tout en sachant se renouveler...

Propos recueillis par Olivier Réal
olivier.real@gmail.com

* Philippe Marin est avocat à Toulon.

** Business Network International (BNI) est un réseau d'affaires professionnel basé sur la recommandation mutuelle.

*** Frédéric Leca dirige le groupe Eiffage dans le Var, Thierry Garbail est avocat et Nicolas Boythias architecte. Tous deux sont installés à Toulon.



1. La Journée et la Nuit de l'Immobilier sont toujours d'actualité.
2. Une fertilisation croisée de personnes.



© G.R.

Michel Estades

LE COLLECTIONNEUR

Rue Seillon à Toulon, sa galerie d'art fête ses trente ans cette année : ce passionné est reconnu pour sa connaissance de l'école provençale, expert de Deval, et spécialiste de l'œuvre de Buffet.

#l'adndel'art



Michel Estades est devenu l'un des plus grands spécialistes de Bernard Buffet.

(Photo Valérie Le Parc)

#Fou de sculptures

« Le crois que pour être un bon marchand d'art, il faut être en symbiose avec ce que l'on vend, être suffisamment convaincu pour être convaincant ! » : Michel Estades s'est toujours joué des modes pour rester fidèle à ce qu'il est, en peinture comme en sculpture, l'autre volet de son activité. « Ce n'était pas le cas au début, et puis j'ai eu la chance de rencontrer Gérard Boudon, au début des années 2000. Il est venu à Saint-Ouen, m'a acheté des toiles, et m'a dit qu'il était sculpteur. Je suis tombé amoureux de son travail. » Depuis, il s'est ouvert aux autres artistes de la discipline, compte en catalogue « les principaux artistes animaliers français » comme Michel Bassompierre, Chantal Porras, « mais pas seulement ». Le Belge Mark Dedrie également, « il nous a choisis pour représenter son travail en France ». Comme en peinture, il ne ferme pas la porte aux rencontres, et fait de belles découvertes comme le jeune Boris Campistron, Toulonnais de 28 ans. « Je crois suffisamment en lui pour l'éditer... »

> Exposition estivale jusqu'au 12 septembre : Galerie Michel Estades, 18 rue Pierre Seillon à Toulon. Ouvert en juillet et août de 10 h 30 à 13 h et de 15 h 30 à 19 h. En septembre de 10 h 30 à 18 h 30. Rens. 04.94.89.49.98.

Pluie de couleurs et de contrastes, des paysages et des visages. Aux cimaises de la galerie Estades, des toiles de Fusaro, Gisclard, répondent à Baboulière, Buffet, Astoin, Maltèse. « Maltèse... mon prof d'arts plastiques quand j'étais enfant, il m'a appris à faire de la céramique », se souvient Michel Estades. Le galeriste sourit. Ce rendez-vous d'été met en lumière la diversité et la valeur des artistes qu'il édite. Brayer, Loulé, Jehan. « Jehan, je l'ai découvert il y a 20 ans, glisse-t-il. Il était à l'opposé de ce que je faisais à l'époque. J'ai été séduit par la fraîcheur de son travail, son optimisme. Je savais que c'était pour moi... »

Spécialiste des peintres provençaux

Jehan, qui compte parmi les 100 artistes les plus vendus dans le dernier classement Artprice, « J'ai aussi classé Charles Malle, Michel Jouenne, Jean Fusaro. Pour une galerie de Provence... », dit-il humblement, conscient de cette consécration. Le résultat du travail de ce passionné d'art, marchand iconoclaste, furieusement libre. « Je fais mon métier comme un collectionneur. Je ne m'interdis rien et ne vends que des œuvres que j'aime-

rais avoir chez moi. Mais du coup, c'est forcément arbitraire... » Certainement ce qui fait sa côte auprès de sa clientèle. Spécialiste des peintres provençaux, de Bernard Buffet, expert reconnu des peintures de Pierre Deval, Marie Astoin, Pierre Ambrogiani, Michel Estades, 56 ans, est toujours resté fidèle à ce qu'il est. Et attaché à sa ville, Toulon, viscéralement. « Mon père est né là, confie-t-il en pointant le doigt vers l'extérieur, au 5^e étage de la Maison des fêtes. » Ses grands-parents

avaient un magasin de fruits et légumes à deux pas, de là, rue de la Fraternité.

L'art, Michel Estades est tombé dedans petit, en suivant son oncle dans les musées, les brocantes, les ventes publiques... « Le beau me transcendait ».

Après le bac, ses études et surtout son service militaire, il ouvre en 1986, son premier magasin rue Seillon. Pendant 4 ans, il vend antiquités, brocante, tableaux, comprend que le marché de l'art est à

Paris, « mais je comprends aussi qu'avec mes prix de Provence, je peux vendre facilement... » Il le prouve sur les salons, aux puces de Saint-Ouen.

Sa rencontre avec Deval dans les années quatre-vingt, alors que le peintre est installé au domaine d'Orvès à La Valette – « J'avais 24 ans » – son amitié avec le Toulonnais Baboulière – « Je traversais la rue et j'allais le saluer » – le font plonger de plain-pied dans l'univers du tableau. La relation qu'il noue quelques années plus tard avec Maurice Garnier, marchand des œuvres de Bernard Buffet, fait le reste.

Il ouvre sa galerie rue Seillon en 1990, en s'appuyant sur un terroir d'artistes provençaux qui ne demandaient que cela : « qu'on les défende », aidé par les ventes publiques des peintures de l'école provençale « À l'époque tout le monde en voulait ! »

Un livre à venir

L'ouverture d'une galerie à Lyon en 1998, puis à Paris en 2009.

Baden Baden en Allemagne depuis l'an dernier. Des établissements qu'il rachète, des opportunités qu'il saisit par amitié pour les hommes autant que par goût du métier, et l'envie de transmettre. Car à 56 ans, même s'il a banni le mot « retraite » de son vocabulaire, transmettre est ce qui l'anime. Il a mis à profit le confinement pour rédiger ses mémoires, forme son neveu de 21 ans, Vincent. « Il aime l'art. Et il m'incite aussi à utiliser les réseaux sociaux pour montrer ce que l'on fait, les artistes en qui l'on croit ». Ils ont même lancé une chaîne youtube dédiée, un compte Instagram. Et Michel va très prochainement agrandir sa galerie.

Son catalogue est plein, mais il ne s'interdit pas de nouvelles rencontres artistiques, lui qui rêve de découvrir à nouveau des Deval, des Astouin, même s'il sait que c'est rare. « Il y a beaucoup de gens qui créent, mais peu de vrais artistes. » Michel Estades s'est-il déjà trompé ? « Une fois, avec un peintre. Je me suis trompé sur l'appréhension, le ressenti du public. Mais pas sur la qualité de l'artiste dont j'ai une toile, chez moi. »

Talent, inné, de collectionneur. KARINE MICHEL kmichel@nicematin.fr

« Je traversais la rue et j'allais saluer Baboulière. »

Félix Mayol

LE PETIT PRINCE DU CAF' CONC'

Attaché à Toulon, sa ville natale et à son club de rugby, il va financer la construction d'un stade qui porte encore son nom aujourd'hui.

Qui n'a jamais entendu – sauf sans doute les moins de 30 ans – le refrain populaire « Viens poupoule, viens poupoule, viens... Après le turbin, je paye l'caf' concert ». C'est ici une rengaine qui, fin XIX^e et même début du XX^e siècle, était sur toutes les lèvres des titis parisiens. En effet, c'était une époque, entre-deux-guerres, où l'insouciance régnait tant dans les thés dansants que dans les bals musettes. Mais qui est l'auteur de cette chansonnette qui, de nos jours, pourrait paraître audacieuse ? Eh bien, Félix Mayol, un Toulonnais qui, avec son incroyable houppe de cheveux rouges, son brin de muguet à la boutonnière et ses éternelles rengaines fredonnées d'une voix un peu ampoulée, propre à l'époque, mais juste et mélodieuse, fut incontestablement un prince du caf'conc'. Peut-être même a-t-il inventé le genre !

La scène dans le sang

Le petit Félix est né le 18 novembre 1872 au 1 rue d'Isly, à Toulon. Ses parents, tous deux un peu chanteurs et comédiens amateurs, lui insufflent le goût de la scène, alors qu'il n'a que six ans.

Orphelin à 13 ans, Félix commence sa vie active comme pâtissier selon les désirs de son oncle. Mais, c'est la scène qui attire le jeune homme. Aussi, vers 1890, il se produit sur les planches de l'Alcazar de Marseille sous le nom du Petit Ludovic. Bien que copieusement sifflé, il ne se décourage pas. Au retour du service militaire, il retente sa chance. Pendant deux ans, il tourne sur les scènes des cafés chantants et brasseries entre Toulon et Marseille. En 1895, son style très personnel séduit un directeur de théâtre qui le fait venir à

Paris et l'embauche au *Concert Parisien*. Engagé pour trois ans, il y restera cinq ans. C'est le début d'une carrière qui ne se terminera que... 43 ans plus tard.

Dès 1900, le succès de *La Patimpolaïse* le fait connaître en France et dans les pays francophones. Mais, c'est *Viens poupoule* qui, en 1902, fait un triomphe. À partir de là, il va connaître une gloire considérable et sans faille. En 1910, devenu riche, il achète le *Concert Parisien* qu'il renomme *Concert Mayol*. Chez lui, on verra les débuts d'un certain Raimu et d'autres gloires provençales comme Valentin Sardou et Fernandel.

Il lance aussi Maurice Chevalier. Entre 1907 et 1920, il est souvent tête d'affiche à deux endroits en même temps.

Fin des années vingt, fidèle à sa ville natale, il se retire de plus en plus au Clos Mayol, une propriété qu'il s'est fait bâtir au Cap Brun, près de Toulon où il reçoit ses amis Liane de Pougy, Raimu, Chevalier, Mistinguett, Georgette... Particulièrement attaché au club de rugby toulonnais, il offrit ses droits d'auteur pour financer la construction d'un stade qui, inauguré le 28 mars 1920, porte toujours son nom. Le muguet, son porte-bonheur (*lire encadré*) est devenu l'emblème du club.

Pendant 10 ans, Mayol va faire ses adieux au monde du spectacle et, en homme de scène, il installe aussi un théâtre dans sa propriété où il accueille les vedettes de l'entre-deux-guerres. Paralysé, à la suite d'une attaque, le dernier grand charmeur du café-concert s'éteint le 26 octobre 1941 dans son clos, après avoir donné une dernière représentation. Il est inhumé au cimetière central de Toulon.

NELLY NUSSBAUM
nous@nicematin.fr

#1



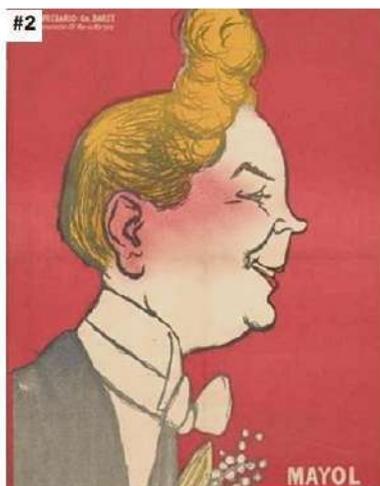
#vienspoupoule

#Cible de la presse

> Une anecdote rapporte que faute de trouver un camélia porté par les hommes élégants au revers de leur redingote, il prit un brin de muguet qui devint son emblème et son porte-bonheur. Son homosexualité supposée ou réelle, liée à son célibat et à son jeu de scène efféminé, a fait de Mayol une cible de la presse de l'époque. La houppe de cheveux invraisemblable qu'il arborait devint également si célèbre qu'elle inspira de nombreux imitateurs.

> Sur scène, Mayol faisait des mines et des grâces et, saisissant les basques de son habit comme on fait d'une robe, il faisait la révérence au public. Le contraste était saisissant entre les poses énamourées et le ton grivois voire graveleux de ses chansons. Mais, le public populaire qui venait au caf'conc' pour s'encanailler adorait les sous-entendus de ses chansons et ses allures décalées. Et le tout appuyé par l'accent et le jeu de scène adéquats bien sûr...

#2



#3



1. Selon ce qu'il indique dans ses mémoires, le brin de muguet a toujours porté bonheur à Mayol. Toulon en a fait l'emblème de son stade Mayol.

2 et 3. Il a été énormément caricaturé et il se servait de ces dessins pour ses affiches de spectacles... Comme ici en 1915 avec sa troupe.

(Photos Ville de Toulon et DR)

Mike Brant, souvenirs de vacances à Saint-Elme

Peu avant son suicide en 1975, le chanteur à la voix d'or est venu passer plusieurs semaines dans la villa de son impresario Simon Wajntrob, sur un littoral seynoïse où il aimait se ressourcer

Mike Brant en vacances à Saint-Elme... Près de 50 ans après les faits, l'anecdote peut prêter à sourire. Surtout pour ceux qui ignorent qu'à cette époque, Moshé Michael Brand de son vrai nom est une véritable star, adulée par des milliers de fans pour ses talents de chanteur et sa gueule d'ange. Un play-boy qui ne pouvait pas faire un pas dans la rue sans qu'une armée d'adolescentes en furie lui courre après pour tenter de l'approcher.

C'est pourtant dans une relative confidentialité que Mike Brant viendra passer plusieurs semaines entre 1973 et 1975 dans la villa de son riche impresario, Simon Wajntrob. La grande bâtisse, qui possède alors un accès à la mer, se trouve à Saint-Elme, en limite de Saint-Mandrier. Épuisé par ses tournées, le champion des hits-parades, vient s'y ressourcer, plus détendu que jamais. Il passe de longues heures à bronzer au bord de la piscine. Sur le plongeur du



À gauche : photo de Mike Brant au bord de la piscine de la villa de Saint-Elme, capturée par l'objectif de Gilbert Moreau, parue dans le magazine *Podium* en 1974. À droite : dans la même série, une photo qui a servi à la pochette d'un 45 tours. Gérard Bousquet et Gilbert Moreau ont pris de nombreux clichés du chanteur à La Seyne en cet été 1974. (Photo DR et catalogue Fabien Lecoeuvre)



bassin, il aurait composé son tube *Tout donné, tout repris*.

Émeute lors d'un concours de boules

« Il s'agissait de la villa *Gipsy*, se souvient Berto, un Seynois qui travaillait à proximité. On fréquentait aussi le même restaurant. » Un établissement qui s'appelait (et s'appelle encore) « La Rascasse ». Simon Wajntrob et Mike Brant y ont leurs habitudes, appréciant la bouillabaisse et le terrain de pétanque juste derrière, discutant facilement avec les gens du coin. Le petit « village » de pêcheurs provençal offre à Mike ce qu'il ne parvient plus à trouver ailleurs : un cadre de rêve en même temps qu'un semblant d'anonymat.

Dès qu'il s'éloigne, en revanche, sa vertigineuse popularité le rattrape. L'écrivain Olivier Lebleu raconte à ce sujet (1) le soir où Mike choisit de participer à un « concours de talents amateurs » dans une localité voisine : « *Facéieux, le chanteur vedette se fait inscrire sous le nom de Toto Maurice. Méconnaissable sous un bonnet, de grosses lunettes noires et un survêtement, Mike s'avance sur la scène et massacre. C'est comme ça que je l'aime. Malgré les sifflets, il chante de plus en plus fort, de plus en plus juste, avant de jeter bas son déguisement, sous les regards médusés ! Enfin reconnu, Mike devra s'engouffrer dans la Rolls de Wajntrob, enchanté de son canular... »* Un autre jour, « un simple concours

de boules, mais baptisé "Mike Brant" déclenche une véritable émeute. (...) écrit encore Olivier Lebleu, qui fait probablement la référence à une partie organisée par feu la Boule Saint-Elmoise. Désemparé, Mike est ramené en fourgon de police pour sa sécurité. La chasse est ouverte, les filles finissent par escalader le mur de la propriété Wajntrob... » Même sur les bords de la Méditerranée, sa tranquillité, petit à petit, s'évapore. Si le chanteur seynoïse Jean-Luc Bruno n'a jamais croisé Mike Brant sur nos rivages, il n'ignore rien du passage de la star aux Sablettes. À commencer par l'identité de son hôte et de sa fameuse bâtisse aux volets bleus, longtemps un lieu de pèlerinage pour les fans du monde

entier. « Simon Wajntrob était un agent influent à l'époque, explique-t-il. On avait failli collaborer. Un soir, en 1975, il était venu me voir chanter à la Gazette en chansons (2) à Saint-Mandrier et il avait adoré ma prestation... »

Lors de ce passage sur la presqu'île, le jeune Jean-Luc Bruno interprète Mike. « Tu n'avais pas 30 ans, fier et beau comme un dieu, quand tu chantais sur scène... » Une ode à l'artiste qui envoûtait, il y a peu encore avec son regard perçant, l'autre Seyne. La seule, peut-être, qui lui aura un temps permis d'être lui. Simplement lui.

MA.D.

mdalaine@nicematin.fr

1. Dans *La Voix du safran* (Publibook - 2012)
2. L'archère de la Tournée de Var-matin.



Simon Wajntrob et Mike Brant à Paris, devant la Rolls Royce de l'agent, voiture qui ne passait pas inaperçue aux Sablettes... (Collec. B. W.)

Questions à Brigitte Wajntrob, fille de l'impresario de Mike Brant

« À cause des fans, mon père avait dû surélever les murs de la maison ! »

Fille de Simon Wajntrob, décédé en 1978, Brigitte Wajntrob a vécu en témoin privilégié les séjours seynoïses de Mike Brant. Lycéenne à Paris, elle avait une quinzaine d'années quand le chanteur venait profiter du calme de la maison de vacances familiale.

Quels souvenirs gardez-vous de cette époque ?
Ce sont parmi les plus belles années de ma vie. J'étais une vraie fan de Mike. Ma chambre était tapissée de posters de lui !

Alors imaginez, des vacances avec lui... Pour moi, c'était un grand frère. On riait beaucoup.

Comment s'est-il retrouvé là ?

Mon père, qui était son impresario, l'avait invité. Mike vivait aussi chez nous, à Paris. Tout ça est l'histoire d'une rencontre peu de temps auparavant : Mike voulait investir dans la peinture et mon père était marchand des œuvres de Salvador Dalí. Les deux parlaient hébreu. Le courant est vite passé.

Quand est-il venu exactement ?

Après sa tournée de 1973, Mike, épuisé, est venu chez nous. Il reviendra en 74 aussi, après sa première tentative de suicide. Et à Pâques, en 1975, deux semaines avant sa mort. Mike n'allait pas très bien à cette période et on essayait autant que possible de ne jamais le laisser seul. Contrairement à ce qu'il s'est dit, nous étions seuls à nous occuper de lui pendant les deux ans et demi de sa dépression.

Comment était-il ici ?

Décontracté, tranquille. Il profitait de la piscine et du sauna. C'est lui qui avait baptisé la maison « villa Gipsy », signe qu'il s'y sentait bien. À Saint-Elme, il appréciait que les gens soient respectueux de sa tranquillité. Ici, il a appris à aimer le pastis. Il jouait au flipper, aux boules... Pour la petite histoire, le trophée « Mike Brant » a perduré après sa mort.

Il a toujours pu garder sa tranquillité à Saint-Elme ?
C'était parfois un peu plus



Brigitte Wajntrob devant ce qui était jadis le terrain de boules où jouait Mike Brant. (Photo Ma. D.)

compliqué. À cause des fans qui tentaient de l'apercevoir, mon père avait fini par faire relever le mur de la maison ! À Saint-Elme, ça allait encore mais dès qu'on sortait, ça virait à l'émeute. Je me souviens qu'une fois, à Six-Fours, une fille lui a foncé

dessus avec des ciseaux pour lui couper une mèche de cheveux !

Vous habitez encore dans la villa Gipsy ?

Non, la maison a été vendue en 2004. Mais je vis toujours à La Seyne, où mon père est enterré.

SAGA

Georges Simenon à la barre de son pointu *Potam*, avec son épouse Régine, dite Tigy.

(Photos Dk/Fonds Simenon)

Quand Porquerolles inspirait Simenon

Après un long séjour en 1926, le père de Maigret reviendra régulièrement sur l'île jusqu'en 1939 pour s'y ressourcer, pêcher à bord de son pointu *Potam*, et écrire.

Les Belges auraient-ils un faible pour Porquerolles ? Après son compatriote François Joseph Fournier, cet aventurier qui avait fait fortune dans les mines mexicaines et qui avait offert l'île varoise à sa jeune épouse, en 1912, c'est Georges Simenon qui s'en entiche. Il y écrira quantité de feuillets, ces articles et ces romans populaires qu'il enchaînait à un rythme infernal, à ses débuts. Mais aussi plusieurs enquêtes de Maigret, qui verront le jour souvent au petit matin, dans la tour carrée de la villa qu'il louera durant plusieurs années, en périphérie du village.

Parenthèse exotique

Le père du plus célèbre patron de la Crim débarque, pour la première fois, sur l'île à 23 ans, au début de l'été 1926, avec son épouse Régine dite Tigy – rencontrée quand il était journaliste à la *Gazette de Liège* –, la plantureuse Henriette, surnommée Boule, leur domestique, et leur chien Olaf. À l'époque, l'écrivain en herbe ne signe pas encore chez Gallimard, et le couple ne roule pas sur l'or. Tigy, qui est peintre, a pu vendre deux de ses toiles pour 1 800 francs, ce qui va permettre de prolonger de quel-

ques mois leur séjour sur ce confetti exotique et sauvage, baigné dans des eaux transparentes. « *L'un des hauts lieux de ma vie* », dira Simenon qui y reviendra de 1933 à 1939, tant pour se ressourcer que pour y puiser l'inspiration. Son fils, Marc, s'y installera plus tard avec son épouse, l'actrice Mylène Demongeot.

Une centaine d'habitants, essentiellement des familles d'ouvriers italiens employés dans le domaine agricole des Fournier et une poignée de pêcheurs, vivent alors à Porquerolles. L'île est aussi le repère de riches désœuvrés et de quelques « excentriques », comme les appelle « Sim », qui aiment marcher nu-pieds, vont pêcher la bouillabaisse, jouent à la pétanque sur la place et font l'apéro chez Maurice, à l'Arche de Noé. Le programme convient parfaitement à Simenon qui va s'imprégner des lieux, adoubi par les locaux.

Bouillabaisse et bains de minuit

L'île bruisante et parfumée vibre

de toute sa splendeur en cet été 1926. Et les passagers ne se bousculent pas dans la navette. Le trio, ébloui, s'installe d'abord au-dessus d'un bistrot, au village, avant de déguster un deux-pièces agrémenté d'une gentille véranda en canisses au *Grand Langoustier*. Ils prendront finalement leurs habitudes à la villa *Les Tamaris* où la machine à écrire commence souvent à chauffer avant l'aube. Mais si Georges Simenon est une bête de travail, il sait aussi se ménager de larges moments de détente : balades dans les méandres odorants des sentiers, bains à la plage d'Argent, sorties avec Tado, son ami pêcheur, sur son pointu *Potam*,

bains de minuit et siestes coquines.

L'écrivain ne s'en cache pas. Il se vantera même plus tard, au

près de Fellini, d'avoir eu « 10 000 femmes », dont une grande majorité de prostituées. Avant de revoir ses comptes à 5 000 !

Dans *Mon ami Maigret* qui a pour théâtre Porquerolles, il évoque ces réseaux de prostitution azuréens. L'île envoûtante et sa face sombre sont également au cœur d'un de ses romans antérieurs, *Le Cercle des Mahé*, et de deux nouvelles parues dans les recueils *Les Treize Énigmes* et *Les Sept Minutes*.

Après la guerre où ses relations ambiguës avec le nazisme ont été pointées par ses biographes, Simenon n'est plus revenu à Porquerolles.

NATHALIE BRUN



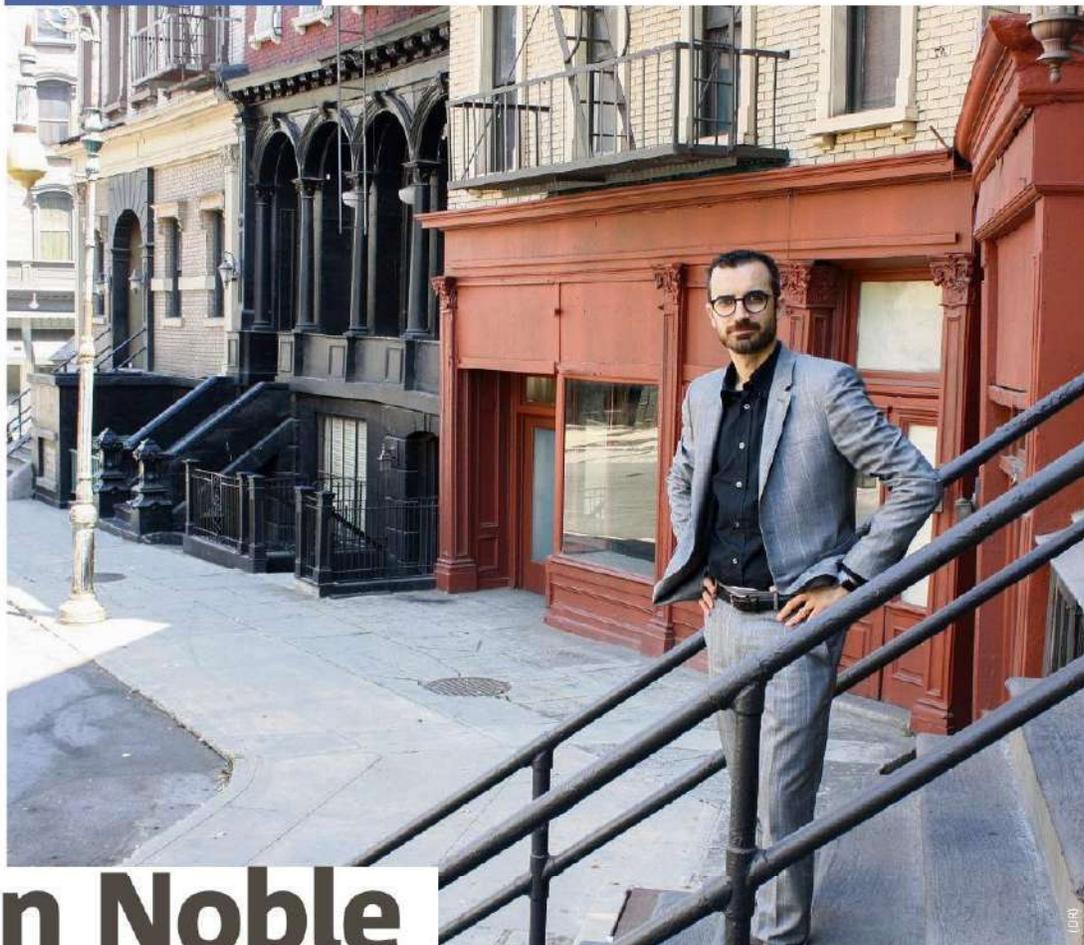
Les Simenon sur les quais de Porquerolles.



Partie de boules sur la place du village.

PORTRAIT

La semaine dernière, nous vous avons emmené en voyage à Chicago, en Namibie, en Thaïlande, à Londres et Montréal, sur les traces de ces Varois et Azuréens qui dispensent leur art ou leur ingéniosité à l'étranger. Nous poursuivons et achevons cette semaine notre petit tour du monde de nos « talents d'ailleurs » en passant entre autres par Los Angeles, New-York, l'Islande et les Bahamas, le Maroc et le Chili. Là-bas aussi, vous « déchirez » tout et portez haut les couleurs de notre belle région. Alors, bon voyage ! Virtuel bien sûr...



Julien Noble Un Varois à la Warner

Une *success story* digne des meilleurs films américains... Celle de l'actuel vice-président exécutif en charge du marketing international chez Warner Bros, originaire de Toulon.

Il est 16 h, heure française, lorsque le téléphone sonne. Julien Noble a réussi à caler notre entretien avant quelques réunions capitales pour la réussite d'un film. Il est 8 heures à Los Angeles mais sa journée a commencé depuis un bon moment. « Je me lève à 5 heures du matin. Je n'ai jamais été un gros dormeur, et dans mon job ça me sert bien ! », avoue-t-il. Il faut dire que le Toulonnais de 38 ans occupe un poste à responsabilités et hérite des heures – à rallonge – qui vont avec. Depuis février 2019, il est en charge du marketing international chez Warner Bros. Une sorte d'aboutissement pour ce spécialiste du marketing digital dans le milieu du cinéma.

Rien ne le prédestinait pourtant à cette carrière remarquable. Avant la Warner, il a aussi sévi du côté de Disney ou encore de la 20th Century Fox. Quand on imagine qu'il y a dix ans, il ne parlait pas un mot d'anglais, ça laisse songeur. Mais remontons la bobine... Rien n'a été simple dans ce scénario presque parfait. Comme il est plutôt sympa Julien nous aide à faire à nouveau le pitch de sa vie. « J'ai toujours adoré le cinéma. Petit, l'un de

mes grands-pères m'a fait découvrir tous les grands classiques. À l'adolescence, *Pathé Grand Ciel* ¹³, c'était un peu ma deuxième maison. »

Un conte de fées à la Disney

Les places de cinéma, ça coûte cher à force. Alors, le petit malin a su s'arranger. « Avec un pote qui fabriquait des sites internet – c'était vraiment le tout tout début à l'époque – on est allé voir le patron. On lui a proposé un site de critiques des films qui sortaient chez lui. Il a dit oui, on a eu nos cartes d'accès illimité aux salles ! »

À coup de huit films par semaine, le jeune homme se forge une belle culture du 7^e art. Mais n'en oublie pas moins les études. Il a un objectif : faire de la communication. Problème, dans le Sud, l'offre n'est pas là, lorsqu'il obtient son Bac S au lycée agricole d'Hyères en 2001. « Je m'inscris en IUT Génie de l'environnement puis en fac de bio. Mais ce n'était pas

vraiment mon truc. Heureusement, un BTS de communication des entreprises ouvre à Aix à ce moment-là. » Il enchaîne ensuite avec Sup de Pub à Paris dont il sort diplômé en 2008.

Bosseur dans l'âme, Julien Noble enchaîne stage sur stage durant ses études. « Pendant ma quatrième et ma cinquième année, je travaillais en parallèle. J'avais eu de super opportunités de stage. Chez NRJ puis chez France Télé¹. J'ai toujours eu envie de bosser dans le milieu du cinéma mais là, c'était de super expériences. »

Ça lui a d'ailleurs ouvert les portes d'un autre stage qui lui fait toucher des doigts son rêve. « Pendant neuf mois, j'étais chez 20th Century Fox France dans la cellule marketing. J'ai fait des choses aussi variées que la promotion, les partenariats, l'encadrement d'acteurs et surtout du digital dont on ne soupçonne pas alors l'importance. »

Une fois diplômé, le Varois cherche à se faire embaucher.

« Mon boss me dit que ce n'est pas possible. Mais il me recommande à un de ses amis, nouveau directeur marketing de Walt Disney France. » Le destin professionnel de Julien se joue en un quart d'heure autour d'un café.

« L'entretien se passe super bien. Il veut m'engager comme responsable marketing digital. Une opportunité en or. Seul problème, le poste est basé à Londres et je ne parle pas un mot d'anglais. »

Parcours

22 juin 1982

> Naissance à Toulon.

2008

> Diplômé de Sup de Pub à Paris. Travaille pour Walt Disney France à Londres.

2010

> Après un détour par la Paramount en France, devient directeur des nouveaux médias chez Disney. Déménagement à Los Angeles.

2015

> Devenir « Senior Vice-President » à l'International pour la 20th Century Fox.

2019

> Intègre Warner Bros pour s'occuper du marketing international.

SAGA



Mireille Darc, une enfance toulonnaise

Née en 1938 à Toulon où sa mère a tenu durant des années une épicerie au quartier des Routes, la « grande sauterelle » était une enfant blessée.

Aujourd'hui je suis heureuse, j'ai la célébrité, la jeunesse, des gens que j'aime autour de moi, et qui me donnent intellectuellement beaucoup de joie ». En 1970, assise en tailleur dans un profond divan, Mireille Darc se penche sur sa courte existence devant la caméra de RTF, en jouant au solitaire. Au sommet de la célébrité, celle qu'Audiard appelait affectueusement « la grande sauterelle » rayonne de sensualité et ne semble pas trop se prendre au sérieux. Mais quelque chose dénote dans le regard de biche bravache et dans la voix un peu voilée. « *Mon vrai nom, c'est Mireille Agroz, mon père est un horticulteur suisse. J'ai eu une enfance disons pauvre, même très pauvre. Ma mère m'a eue vers 45 ans. C'est un peu méchant de dire ça, mais c'était presque des grands-parents. J'ai eu de la chance que mes parents ne s'intéressent pas à moi, j'étais libre...* ». Alors en couple avec Alain Delon qu'elle a rencontré lors du tournage de *Jeff* de Jean Heman (dit Jean Vautrin) – et qu'elle aurait de prime abord traité de « gonzesse » – Mireille est un sex-symbol et l'une des icônes les plus populaires du cinéma français. À trente-deux ans, elle tourne avec Audiard,

partage l'affiche avec Jean-Paul Belmondo et Louis de Funès. Toulon et le Pont du Las sont bien loin... « *J'ai envie de représenter une fille libre, responsable d'elle-même, qui ne dépend de personne, ni d'une société, ni d'un homme, ni d'une morale... C'est ça qu'il m'intéresserait de représenter auprès des jeunes* »

Métamorphoses

Dans le quartier, aujourd'hui encore, quelques anciens se souviennent de la petite Mimi, à des années-lumière de l'incandescente Mireille Darc. Le vilain petit canard s'est mué en cygne. « *On la voyait environ une fois par semaine au cinéma du quartier des Routes où elle allait avec sa mère. Ce n'est qu'après qu'on a compris que c'était elle* », se souvient Xavier qui a grandi lui aussi dans ce quartier populaire de l'Ouest toulonnais où Gabrielle, la mère de Mireille, a longtemps été épicière, et son père, Marcel, jardinier.

« *Jeune, elle ne ressemblait pas du tout à ce qu'elle est devenue par la suite* », raconte une habitante qui fréquentait elle aussi l'école de Valbourdin, où la fillette a fait ses classes. « *J'avais un physique assez ingrat. J'étais grande, maigre, brune, noire même. Je ressemblais un peu*

à un chat écorché. Je n'avais pas spécialement beaucoup de succès avec les garçons à Toulon... », expliquait l'actrice qui a connu une enfance difficile.

Née en 1938, elle a deux grands frères. Ils ont quitté la famille pour voler de leurs propres ailes, et elle s'ennuie à la maison. Son père qui n'est sans doute pas son père biologique, l'appelle la bâtarde et la terrorise. Gabrielle la protège comme elle peut. L'ambiance est plutôt glauque, sur les bords du Las, et les fins de mois sont difficiles. Un bagage que Mireille portera toute sa vie. Fuir Toulon, devenir « *une fille libre et indépendante* », aimée, adulée... Quelle plus belle revanche pour cette enfant qui s'est toujours sentie rejetée ?

C'est un vélo que lui offre son frère Maurice, avec sa première solde de militaire, qui va lui permettre de prendre son envol, d'aller flâner dans les beaux quartiers du centre-ville, de s'inscrire à un cours de danse, de faire du théâtre au Conservatoire de Toulon où l'enseignement est alors gratuit. Très vite, elle fait ses premières télé. Aux Routes, elle reviendra souvent voir Gabrielle qui décédera en 1993.

Le papillon sort de sa chrysalide et la métamorphose est stupéfiante. Très tôt, Mireille qui n'aime pas son nez, a recours à la chirurgie. Elle change sa couleur de cheveux pour un blond platine. « *J'étais brune, j'étais triste. Je suis blonde, je me sens gaie !* », lâche-t-elle.

Une miraculée

Les films et les succès s'enchaînent. Les drames aussi. De graves problèmes cardiaques qui lui valent une première opération à cœur ouvert à 41 ans, la paralysie évitée de peu après un terrible accident de voiture, son impossibilité d'avoir des enfants et sa rupture avec Delon qui la laisse exsangue.

Puis la perte du deuxième homme de sa vie, le P-D.G. d'Europe 1 et ex-patron de l'Express, Pierre Barret, emporté par un cancer.

Mais la sauvegeonne du Pont du Las est devenue une battante, une super résiliente et certains disent même une miraculée. Elle qui a si souvent tutoyé la mort, c'est à travers ces mauvais coups du sort qu'elle puisera sa

force et mènera sa carrière. En 1988, Mireille Darc passe derrière la caméra pour réaliser des documentaires et des reportages forts et profonds, tournés vers les autres. Elle trouvera enfin le bonheur – et une vraie famille – avec l'architecte Pascal Desprez et ses beaux-enfants.

À sa façon, elle exorcisera aussi Toulon, le port de l'angoisse... Elle publiera chez XO Editions *Mon père*, un récit troublant où elle se livre sur ses recherches métaphysiques à la recherche de ce géniteur qu'elle n'a jamais connu. Elle y raconte avoir trouvé, par l'intermédiaire d'une médium, l'identité de ce vrai père, mort en Indochine. Un être flamboyant. « *Pour la première fois de ma vie déjà longue, je me sens heureuse et légère* », disait-elle alors.

NATHALIE BRUN

“ Je suis une femme libre ”

“ J'ai eu une enfance pauvre ”



L'actrice dans les années soixante-dix. (Photo NM)

Il a fait de Toulon un « grand port militaire »

Le 11 juillet 1976, Valéry Giscard d'Estaing assiste depuis la passerelle du porte-avions *Clemenceau* à une revue navale en grande rade de Toulon. À l'issue de cette impressionnante démonstration de puissance de la Marine nationale, le président de la République prononce un discours, parfois visionnaire, en présence de Maurice Arreckx, le maire de Toulon à l'époque. Morceaux choisis. Anticipant sans doute l'importance grandissante de la mer dans un futur proche – ce qu'Emmanuel Macron résumait il y a deux ans par cette phrase : « *Le XXI^e siècle sera maritime.* » –, VGE annonce ainsi un projet de loi tout juste voté par le parlement « *autorisant le gouvernement à décider, selon les circonstances, la création de zones économiques nationales jusqu'à 200 milles nautiques de nos côtes.* »

« Renforcer sa présence »

Estimant, alors que nous sommes encore en pleine Guerre froide, que la Méditerranée est « *le centre de gravité, le point d'intersection* » entre l'Est et l'Ouest (il en veut pour preuve l'importance des forces navales étrangères qui y sont déployées), Valéry Giscard d'Estaing déclare : « *Pour la défense de sa sécurité, pour la*



Valéry Giscard d'Estaing, accompagné de son Premier ministre Jacques Chirac, assiste en rade de Toulon à la revue navale de juillet 1976 depuis la passerelle du porte-avions « Clemenceau ». (DR)

protection de ses intérêts, la France doit elle aussi renforcer sa présence. » Dans la foulée, le chef des armées annonce en toute logique l'accroissement de « *la capacité de la flotte du Levant basée à Toulon.* ». Et il va même jusqu'à donner le nom des navires de guerre devant prochainement renforcer l'escadre de la Méditerranée. « *Après les porte-avions Clemenceau et Foch, et la frégate lance-engins Suffren qui ont rejoint votre port successivement en 1975 et 1976, le croiseur lance-miss-*

les Colbert et la frégate lance-engins Duquesne suivront ce mouvement et seront basés à Toulon cette année et l'an prochain. » Au total, de 1974 à 1977, le tonnage de la flotte méditerranéenne française

aura ainsi presque doublé passant de 77 000 tonnes à 136 000 tonnes. Par ce renforcement de la Marine nationale à Toulon, Valéry Giscard d'Estaing balaye les inquiétudes du maire au sujet

de l'arsenal, qui emploie à l'époque quelque 8000 personnes. « *Grâce à l'augmentation du tonnage de l'escadre de la Méditerranée [...] le plan de charge de l'arsenal de Toulon est durablement assuré.* »

« Réputation internationale »

L'avenir ne lui a pas vraiment donné raison. Pas plus que sur les CNIM qu'il qualifie alors, à juste titre, comme « *l'un des premiers chantiers navals français* », dont « *la réputation est internationale.* ». Optimiste, VGE veut croire que « *grâce à leur spécialisation dans les activités de haute technologie, porte-conteneurs et méthaniers, grâce aussi aux accords de rationalisation passés avec les chantiers de Dunkerque, ils font face à la crise économique mondiale avec toutes les chances de succès.* » En 1986, dix ans après ce discours, les chantiers déposeront le bilan.

PIERRE-LOUIS PAGES

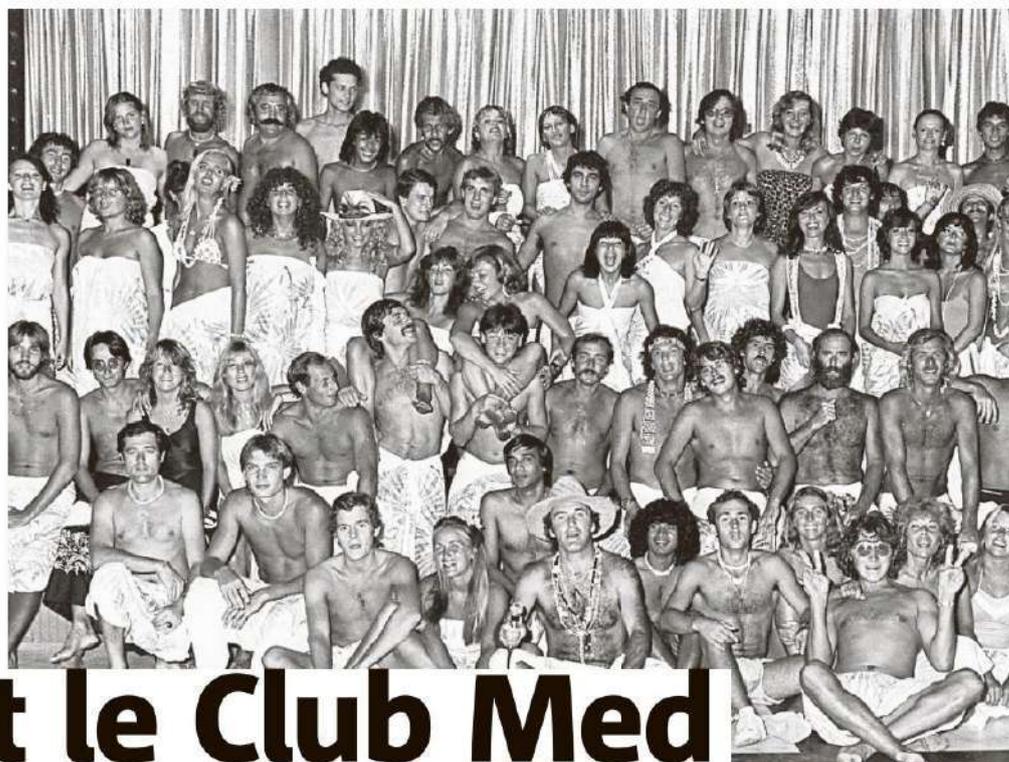
Hubert Falco : « Il a fait entrer la France dans le monde moderne »

« Avec le décès de Valéry Giscard d'Estaing, la France perd le Président de la Ve République qui a fait entrer la France dans le monde moderne. L'histoire retiendra de lui qu'il était un grand réformateur, un avant-gardiste, un visionnaire. Les Varois et les

Varois retiendront également le fait qu'il aimait tout particulièrement notre département et notre art de vivre. Ce matin, la République est en deuil et je m'associe pleinement à la peine de sa famille à laquelle je présente mes plus sincères condoléances. »

SAGA

Dans *Trigano Loves You*, Serge Trigano, le fils du cofondateur des célèbres villages de vacances se replonge dans cette saga familiale hors norme et aborde l'aventure qui a suivi son éviction du groupe.



C'était le Club Med

Le livre s'ouvre par une scène pleine d'amertume, un jour de février 1997. Un peu moins de quatre ans auparavant, Serge Trigano a succédé à son père, Gilbert, à la tête du Club Méditerranée. Accusé de trahison et d'incompétence par un avocat du groupe Agnelli, l'un des deux principaux actionnaires de l'entreprise, l'homme est poussé vers la sortie, sans ménagement. Et avec menaces de représailles s'il ose s'épancher sur les détails de la manœuvre. Mais avec *Trigano Loves You*, paru aux Éditions Albin Michel, celui qui a su rebondir depuis cet épisode (*lire ci-dessous*) n'a pas souhaité tomber dans le règlement de comptes, à deux décennies d'intervalles.

Du village « artisanal » à l'essor international

Ici, il sera avant tout question de soleil, de parenthèses enchantées. Aujourd'hui âgé de 74 ans, Serge Trigano retrace cette saga de manière très personnelle, avec une inévitable nostalgie. « Mon père m'avait raconté beaucoup de choses et j'ai également accumulé beau-

coup de souvenirs. Je n'ai pas encore Alzheimer », souffle l'intéressé au téléphone. « J'avais envie de raconter cette histoire familiale, mais aussi d'évoquer l'évolution du monde du tourisme », poursuit-il.

À l'origine, Gilbert Trigano avait accepté de fournir des tentes de camping au dénommé Gérard Blitz, qui, un été de 1950, avait décidé de lancer un club de vacances à Alcúdia, dans les Baléares. Malgré des conditions rocambolesques, la mayonnaise avait pris et il flottait un doux vent de liberté sur le Club. Les Gentils Membres (G.M.) en redemandèrent et feront des pieds et des mains pour s'assurer une place l'année suivante.

« Il y avait un côté tribal, un vrai esprit de communauté », appuie Serge Trigano. « Les gens travaillaient onze mois pour se payer leurs vacances. Ils faisaient la queue la nuit devant les agences pour être certains d'avoir une place. Véridique ! Ils venaient pour faire la fête, faire du sport et faire l'amour. » En plein dans le ton des Trente Glorieuses, la société connaît un essor considérable, jusqu'à devenir un poids lourd au niveau international, en améliorant progressivement les standards de

confort et en gommant peu à peu son image de club uniquement dédié aux célibataires.

Les Bronzés et Jean-Paul II

Pourtant, dans la mémoire collective, c'est le tableau dépeint dans *Les Bronzés* qui reste. « Mon père n'avait pas beaucoup aimé le film, il le trouvait caricatural. Moi, je trouvais que c'était fait avec tellement d'humour... », soupèse Serge Trigano.

Si l'art de la vanne n'était pas l'atout premier de Gilbert, il avait en revanche un flair infailible pour dénicher les nouveaux spots propices à faire rêver sa clientèle. Le fruit d'une plongée sans fin dans les études de marché ? Pas vraiment. Après avoir désigné un pays et examiné le climat, il se rendait sur place, retrouvait son pantalon et mettait les pieds dans l'eau. Avant de trancher avec clairvoyance. Cocasse quand on sait que le cofondateur du Club Méditerranée ne s'offrirait jamais de séjours farniente.

Sa détermination et sa réussite lui ouvriront même les portes du Vatican, où Jean-Paul II le question-

nera sur son activité. « Mon travail consiste à réunir des hommes et des femmes du monde entier pendant quelques jours dans les plus beaux endroits du monde pour leur apporter un peu de bonheur. » Et le pape de lui répondre : « Mais alors, Trigano, nous faisons le même métier ! »

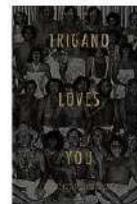
G.O. hésitant versus G.M. piquant

Avant de prendre la suite de son père, Serge Trigano a pour sa part tenu de nombreux rôles au Club Med durant ses jeunes années, parmi les fameux G.O. (Gentils Organisateurs). Tour à tour, il fut responsable planning en Sardaigne, en charge du trafic à Corfou puis caissier au Monténégro. Perdu parmi les bellâtres à la tchatche innés qui lui servent de collègues, Serge surnage, tant bien que mal. « J'étais assez timide, j'avais du mal à évoluer en public. Mais j'y ai pris goût. Cette boîte, elle vous prenait par les tripes ! »

Devenu chef de village à Corfou, il prendra une nouvelle leçon d'humilité. Déambulant entre les tables, le jeune homme un peu gauche s'enquiert de la forme d'un client :

« Bon appétit. Vous allez bien ? » Réplique cinglante du G.M., pas si charitable sur le coup : « Mais qu'est-ce que ça peut te foutre ? » Si l'anecdote fait aujourd'hui sourire l'intéressé, celui-ci préfère se remémorer d'autres histoires, comme celle de ce patron d'une grande entreprise devenu copain comme cochon avec l'un de ses employés « sans grade ». « Le Club, c'était magique, comme un monde un peu utopique. On ne faisait pas de distinction de classe, de couleur ou de culture », conclut Serge Trigano.

JIMMY BOURSICOT
jboursicot@nicematin.fr



Trigano Loves You.
Serge Trigano.
Éditions Albin Michel.
240 pages. 21,90 €.



Mama Shelter, l'autre belle histoire

Serge Trigano n'accepte de poser qu'en compagnie de ses fils, Benjamin et Jérémie. Tout sauf un artifice. Après avoir encaissé le choc de son éviction du Club Med, Serge Trigano a décidé d'écrire un nouveau chapitre de la saga familiale. Tricard pendant plusieurs années, délaissé par les banquiers et rayés des listes VIP, il a d'abord tenté de développer le « village vacances du XXI^e siècle » au Maroc.

Le projet n'aboutira pas, mais Serge Trigano ne jette pas l'éponge, et se donne un nouvel objectif : imaginer un nouveau modèle d'hôtel urbain. Adieu les plages paradisiaques, bonjour les zones jusqu'alors délaissées des grandes villes. Avec Cyril Auouzerate, « philosophe urbaniste » et le

designer Philippe Starck, l'idée du *Mama Shelter*, le « refuge de maman », prend forme. En faisant l'acquisition de terrains moins chers, l'établissement peut proposer des prestations de premier plan à ces tarifs modérés.

Dans douze villes européennes

Fin 2008, quand le premier « Mama » ouvre dans le XIX^e arrondissement de Paris, les observateurs sont sceptiques. Le succès fulgurant du lieu les fera vite revoir leur jugement. Comme aux grandes heures du Club Med, les Trigano ont voulu concevoir un lieu où chacun peut se sentir entouré. Le bar et la restauration occupent une place centrale dans le projet et pèsent lourd dans

son chiffre d'affaires. Et comme au Club, le choix du personnel est prépondérant. « On recrute sur l'attitude, l'envie, le sourire. On veut des gens chaleureux, qui ne trouvent pas que servir les gens est avilissant », appuie Serge Trigano. Aujourd'hui, celui-ci est le garant de cet état d'esprit. Ses fils, eux, veillent sur tout le reste. Jérémie assure le contrôle rigoureux et la gestion de l'entreprise, Benjamin se consacre sur une vision à plus long terme et les investissements. Douze ans après son démarrage, *Mama Shelter* est présent dans douze villes européennes et compte 1 800 chambres. Et il se murmure qu'une prochaine implantation à Nice serait envisagée.

J. B.